Ministère de la Justice

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020



Renseignements particuliers de l'opposition officielle

Justice Québec

Avril 2019
Document préparé par
le Service de la gestion budgétaire et financière

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.1	SOMMES DÉPENSÉES EN 2018-2019 (ET PRÉVISIONS POUR 2019-2020) PAR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. VENTILER SELON LA CATÉGORIE DE DÉPENSES, SOIT S'IL S'AGIT D'ACHAT DE LOGICIELS OU DE LICENCES, DE MATÉRIEL, D'ENTRETIEN OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).	1
P.2	POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2018-2019, INDIQUER : A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION; C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV; D. LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.	3
P.3	POUR 2018-2019, FOURNIR LA RÉPARTITION DES REVENUS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, ET CE, PAR GRANDE CATÉGORIE. DÉTAILLER CHACUN DES ÉLÉMENTS DANS CHACUNE DES GRANDES CATÉGORIES, AVEC, LE CAS ÉCHÉANT, L'ENTENTE RENOUVELÉE AVEC DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU DU QUÉBEC, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020.	8
P.4	POUR 2018-2019, BILAN DU PLAN D'OPTIMISATION DE LA PERCEPTION DES AMENDES, EN INDIQUANT : A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES; B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES; C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT; D. LES RÉSULTATS OBTENUS.	11
P.5	POUR 2018-2019 LE SOLDE IMPAYÉ (ANNUELLEMENT) POUR CHACUN DES TYPES DE CRÉANCES ET LE NOMBRE DE DOSSIERS À RECOUVRER PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES (BIA). PRÉSENTER LES SOLDES DE 100 000 $ ET PLUS À PART ET IDENTIFIER (EN SOMME ET NOMBRE DE DOSSIERS) LES CRÉANCES JUGÉES DIFFICILES À RECOUVRER. AUSSI, POUR CHACUN DES TYPES DE CRÉANCES AU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES (BIA), L'ÂGE MOYEN, MÉDIAN ET MAXIMUM DES SOLDES IMPAYÉS (DOSSIERS).	13
P.6	COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS EN 2018-2019. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET SES ORGANISMES.	14
P.7	LISTE ET DÉTAIL DE TOUS LES MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE POUR LA LOCATION, L'ACHAT, LA RÉNOVATION, LA DÉCORATION ET AUTRES TRAVAUX RÉALISÉS EN 2018-2019.	17
P.8	POUR CHACUN DES EMPLACEMENTS UTILISÉS PAR LE MINISTÈRE, INCLUANT LES CABINETS, INDIQUER : A. LA DATE DES RÉNOVATIONS; B. LA LISTE DES RÉNOVATIONS; C. LE COÛT DES RÉNOVATIONS; D. LE NOM DE LA FIRME OU DE LA COMPAGNIE QUI A EFFECTUÉ LES TRAVAUX.	19
P.9	LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, ACTIFS EN 2018-2019, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER : A. LE MANDAT; B. LES MEMBRES; C. LE BUDGET; D. LE MONTANT VENTILÉ POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENTS, DE REPAS OU AUTRES; E. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2018-2019; F. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2018-2019 ET LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020.	21

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.10	NOMBRE DE RENCONTRES FÉDÉRALES-PROVINCIALES-TERRITORIALES DES MINISTRES ET DES SOUS-MINISTRES DE LA JUSTICE EN 2018-2019. INDIQUER, POUR CHACUNE : A. LES COÛTS; B. LES DATES ET LIEUX; C. LES PERSONNES PRÉSENTES; D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR; E. LES PROCÈS-VERBAUX; F. LES RÉSULTATS OBTENUS ET LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020 (INCLURE UNE COPIE DE TOUT RAPPORT ET DE TOUTE ENTENTE RENOUVELÉE); G. LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2018-2019.	68
P.11	NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS PAR SECTEUR AU MINISTÈRE ET DANS CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2018-2019 ET COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES. PRÉCISER POUR CHAQUE SECTEUR ET POUR CHAQUE ANNÉE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS.	69
P.12	LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES EFFECTUÉS PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2018-2019, EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET ET, LE CAS ÉCHÉANT, LA FIRME RETENUE POUR LE RÉALISER.	71
P.13	NOMBRE TOTAL D'AVIS, JURIDIQUES ET AUTRES, COMMANDÉS EN 2018-2019 PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET DE LA MINISTRE, AINSI QUE PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE. FOURNIR LA LISTE COMPLÈTE EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET, LE NOM DE L'ORGANISME OU DE LA PERSONNE QUI A RÉALISÉ L'AVIS ET LE DEMANDEUR DE CELUI-CI AINSI QUE LA DATE DE RÉCEPTION.	72
P.14	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2018-2019 : A. LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES RÉALISÉS; B. LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX; C. L'OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS; D. LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN.	73
P.15	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR 2018-2019 : A. LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES; B. LES COÛTS DE CES CAMPAGNES; C. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER; D. LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE; E. LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.	75
P.16	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2018-2019 : A. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES; B. LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES; C. LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉ PAR INSTANCE OU ORGANISME; D. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2018-2019 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES; E. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2018-2019 AU SEIN DU CABINET DE LA MINISTRE. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES.	77
P.17	TOUT RAPPORT, DOCUMENT, ÉTUDE, AVIS OU ANALYSE, LISTE DE CONSULTATION OU LISTE DE DEMANDE CONCERNANT UNE RÉFORME DU DROIT DE LA FAMILLE.	80
P.18	TOUT RAPPORT, DOCUMENT, ÉTUDE, AVIS OU ANALYSE, LISTE DE CONSULTATION OU LISTE DE DEMANDE CONCERNANT L'ÉLIMINATION DU DÉLAI DE PRESCRIPTION PRÉVU À L'ARTICLE 2926.1 DU CODE CIVIL.	81
P.19	LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L'OBTENTION D'UNE CERTIFICATION OU D'UN DIPLÔME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS, AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2018-2019. INDIQUER : A. LE LIEU; B. LE COÛT; C. LA OU LES DATES DE PARTICIPATION; D. LE NOMBRE DE PARTICIPANTS; E. LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ; F. LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.	82

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.20	POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENCE : A. LE NOMBRE DE RENCONTRES, DE REPAS OU DE RÉUNIONS ET LES FRAIS AFFÉRENTS; B. LA LISTE DES PERSONNES À RENCONTRER, EN PRÉCISANT LE BUT DE LA RENCONTRE; C. LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION; D. LA LISTE DES PARTICIPANTS À DES COLLOQUES OU À DES CONGRÈS, ET LA LISTE DES PARTICIPANTS, INCLUANT LES COÛTS AFFÉRENTS.	117
P.21	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTION, LE MONTANT GLOBAL ATTITRÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN, POUR 2018-2019 : A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION; B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES; C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ. FOURNIR ÉGALEMENT LA LISTE DES PROJETS QUI ONT ÉTÉ REJETÉS POUR CHAQUE PROGRAMME.	118
P.22	CONCERNANT LE FONDS ACCÈS JUSTICE : A. TOUS LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN ŒUVRE POUR L'ANNÉE 2018-2019 ET LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020; B. LE COÛTS ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE FONDS POUR L'ANNÉE 2018-2019 ET LES PRÉVISIONS 2019-2020; C. LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION); D. LES MONTANTS RÉCOLTÉS DESTINÉS AU FONDS DEPUIS SA CRÉATION, VENTILÉS PAR ANNÉE; E. LES PROJETS FINANCÉS AVEC L'ARGENT DU FONDS DEPUIS SA CRÉATION, VENTILÉS PAR ANNÉE; F. LES PROJETS AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE ET LA DATE DE L'OCTROI DE L'AIDE; G. LES DERNIERS PROJETS ACCEPTÉS; H. LA STRUCTURE DE CE FONDS.	124
P.23	CONCERNANT LE PROGRAMME DE SUBVENTION APPEL DE PROJETS – DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE (BAVAC), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALE ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2018-2019 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU. CONCERNANT LES PROGRAMMES DE SÉANCES DE MÉDIATION ET D'INFORMATION (MÉDIATION FAMILIALE, MÉDIATION AUX PETITES CRÉANCES, MÉDIATION CIVILE ET COMMERCIALE, PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2018-2019 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	125
P.24	CONCERNANT LE PROGRAMME LIGNE-RESSOURCE SANS FRAIS POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2018-2019 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉES ET LE MONTANT REÇU.	127
P.25	CONCERNANT LE PROGRAMME QUÉBÉCOIS DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE SOUS SURVEILLANCE JUDICIAIRE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2018-2019 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	128
P.26	POUR 2018-2019, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2019-2020. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2019, DE SA MISE EN ŒUVRE.	129
P.27	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2019, DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE 2012-2023. FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILER PAR : A. ACTIONS COMPLÉTÉES EN 2018-2019; B. ACTIONS EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2018-2019; C. ACTIONS EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2018-2019; D. ACTIONS RÉÉVALUÉES/HORS DÉLAIS/IMPOSSIBLES À DÉTERMINER; E. ACTIONS À VENIR EN 2019-2020; F. BUDGET INVESTI JUSQU'À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.	132
P.28	NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2019, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION, LES DIFFÉRENTES CHAMBRES, AINSI QUE LE SEXE DES JUGES. INDIQUER LE NOMBRE DE JUGES EN CONGÉ MALADIE, EN INDIQUANT LA DATE DE RETOUR PRÉVUE, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, EN INDIQUANT LA DATE DE LIBÉRATION DU POSTE.	134
P.29	VENTILATION DES BUDGETS 2018-2019 ALLOUÉS À LA MAGISTRATURE SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC POUR LE PERFECTIONNEMENT DES JUGES, LES CONGRÈS ET LES COLLOQUES INCLUANT LES BUDGETS SUPPLÉMENTAIRES QUI AURAIENT PU ÊTRE ACCORDÉS.	135

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.30	DEPUIS LE 1ER AVRIL 2018, ET POUR CHACUNE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, INDIQUER LE NOMBRE DE NOMINATIONS, PAR RÉGION, PAR CHAMBRE, PAR MOIS, À DES POSTES DE JUGE ET JUGE DE PAIX, AINSI QUE LE NOM DES PERSONNES NOMMÉES.	136
P.31	NOMBRE, NATURE ET RÉSULTATS DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE EN 2018-2019 ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX AVEC BRÈVE EXPLICATION SUR LA NATURE DE CHAQUE AFFAIRE ET SON CHEMINEMENT DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE, ET CE, POUR CHACUNE DES ANNÉES.	137
P.32	POUR 2018-2019, VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS OU PRIMES ACCORDÉES AUX JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC QUI EXERCENT DES FONCTIONS DE GESTION, DE MÊME QUE TOUTE AUGMENTATION DES COMPTES DE DÉPENSES ET DES DÉBOURSÉS DE FONCTION DE CES DERNIERS. DÉTAIL SUR LE POURCENTAGE DES SALAIRES QUE REPRÉSENTENT CES AUGMENTATIONS OU PRIMES.	138
P.33	MANDATS ACCORDÉS À DES AVOCATS POUR REPRÉSENTER DES JUGES, DEPUIS LE 1ER AVRIL 2018 : A. TAUX HORAIRE ACCORDÉ POUR CES MANDATS, MONTANT TOTAL VERSÉ À CE JOUR; B. MONTANT ACCORDÉ À CHAQUE AVOCAT AVEC LE NOM DE SON CABINET, ÉTUDE OU SOCIÉTÉ; C. LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE; D. INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION AVEC NOTATION QUI A AUTORISÉ LA PROLONGATION.	139
P.34	VENTILATION DES BUDGETS EN 2018-2019 ALLOUÉS À LA MAGISTRATURE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC POUR L'ACHAT ET L'INSTALLATION DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES, ÉLECTRONIQUES ET TÉLÉPHONIQUES. INDIQUER LE NOMBRE DE NOUVEAUX APPAREILS POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, SELON CHACUNE DES RÉGIONS.	141
P.35	POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, CONCERNANT 2018-2019, FOURNIR : A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ, EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION; C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION.	142
P.36	POUR 2018-2019, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES SECTIONS DU TRIBUNAL, INDIQUER : A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT, DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION; B. LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT TOTAL DES DOSSIERS FERMÉS; C. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES; D. LES DOSSIERS EN ATTENTE D'ÊTRE FIXÉS; E. LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS; F. LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS ET DE QUELLE FAÇON (SUR ACCORD, PAR DÉSISTEMENT, RÈGLEMENT SANS DÉCISION, ETC.)	147
P.37	POUR 2018-2019, BILAN DES ACTIVITÉS DE CONCILIATION AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF : A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES; B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS; C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT.	155
P.38	POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER : A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES, EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DU MANDAT; B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, INCLUANT LA DATE.	156
P.39	NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DEPUIS SA CRÉATION.	160
P.40	POUR 2018-2019, LES DOSSIERS FERMÉS À LA SUITE D'UN DÉSISTEMENT ET LES RAISONS AYANT MENÉ AU DÉSISTEMENT (JUSTIFICATION DE LA PART DU REQUÉRANT).	161
P.41	EN 2018-2019, LE NOMBRE DE LOCAUX D'AUDIENCE DISPONIBLES AINSI QUE LEUR TAUX D'OCCUPATION.	162
P.42	POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER : A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES, EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN; B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, INCLUANT LA DATE; C. LE NOMBRE DE JUGES COORDONNATEURS EN FONCTION POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL DEPUIS 2009.	163
P.43	NOMBRE DE MANDATS ACCORDÉS ET REFUSÉS PAR L'AIDE JURIDIQUE EN 2018-2019, DE MÊME QUE LA RÉPARTITION DE CEUX-CI ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE.	167
P.44	MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE PAR TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET, PAR ÉTAPE, EN MATIÈRE CIVILE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS ET LES NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET LES NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE.	170
P.45	ÉTAT DE SITUATION DU RÉSEAU DE L'AIDE JURIDIQUE AU 31 MARS 2019.	171

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.46	BILAN ET ÉTAT DES NÉGOCIATIONS AVEC LE BARREAU DU QUÉBEC CONCERNANT LA FIXATION DES TARIFS CONSENTIS PAR L'AIDE JURIDIQUE.	172
P.47	POUR 2018-2019, FOURNIR : A. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; B. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE ; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; D. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE; E. NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE.	173
P.48	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AUX JEUNES CONTREVENANTS EN 2018-2019 : A. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	174
P.49	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS D'IMMIGRATION EN 2018-2019 : A. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	176
P.50	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CARCÉRAL EN 2018-2019 : A. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	178
P.51	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CRIMINEL ET PÉNAL EN 2018-2019 : A. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE CHACUNE DES ÉTAPES DU PROCÈS; B. MONTANTS ATTRIBUÉS ET PAYÉS AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉS, POUR CHACUNE DES CORPORATIONS RÉGIONALES; C. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; E. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; F. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	180
P.52	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT ADMINISTRATIF EN 2018-2019 : A. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	183
P.53	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CIVIL DONT, NOTAMMENT, LES CHANGEMENTS DE NOM, LES SUCCESSIONS, LES SERVICES NOTARIAUX ET LA FIXATION DE LOYER PAR LA RÉGIE DU LOGEMENT EN 2018-2019 : A. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	185
P.54	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL EN 2018-2019 : A. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	186
P.55	COÛT TOTAL DES FRAIS JUDICIAIRES PAYÉS PAR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR LES BÉNÉFICIAIRES DESSERVIS PAR DES AVOCATS SALARIÉS OU PAR DES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS EN 2018-2019.	188

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.56	COÛT TOTAL DES FRAIS D'EXPERTISE DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS SALARIÉS ET LES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, POUR CHACUNE DES RÉGIONS, EN FAISANT LA DISTINCTION SELON LE TYPE D'EXPERTISE.	189
P.57	PRÉVISIONS ET SCÉNARIOS DE FINANCEMENT DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR L'ANNÉE 2019-2020. FOURNIR UN COMPARATIF AVEC 2018-2019.	190
P.58	VENTILATION DÉTAILLÉE DE L'EFFECTIF, AU 31 MARS 2019, POUR LA COMMISSION ET POUR CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX.	191
P.59	BILAN DE LA HAUSSE DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE EN VIGUEUR EN 2018-2019 ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020.	194
P.60	EN 2018-2019, LE NOMBRE DE DEMANDEURS DU PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE, JUGÉS INADMISSIBLES EN RAISON DE REVENUS TROP ÉLEVÉS, LIÉS À UNE PENSION ALIMENTAIRE. POUR LES DEMANDEURS PRÉCÉDENTS, LA VALEUR TOTALE DES PENSIONS ALIMENTAIRES ET LA SOMME QUE L'ÉTAT A ÉPARGNÉE EN LES DISQUALIFIANT.	195
P.61	LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2018-2019 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER : A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL; B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION; C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE; D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2019-2020 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIÉ; E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHANT; F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.	196
P.62	LISTE DES DOSSIERS POUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT DOIT ASSUMER LES DÉPENSES ET LES HONORAIRES RELATIFS À UNE POURSUITE ET/OU À UNE DÉFENSE, AVEC LE NOM DES PARTIES ET DES AVOCATS IMPLIQUÉS, LA NATURE DU DOSSIER ET LES MONTANTS DÉPENSÉS PAR CHAQUE PARTIE EN 2018-2019.	254
P.63	LISTE, DÉTAIL ET COÛTS DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES ET LÉGISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE DANS LE CADRE D'AVIS, CONSULTATION, ASSISTANCE OU RÉDACTION CONCERNANT LA LÉGISLATION, POUR LES ANNÉES 2018-2019.	255
P.64	LISTE, COÛTS ET DÉTAIL DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES OU JURISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE QUI ONT DÉJÀ ÉTÉ À L'EMPLOI DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE. PRÉCISER LA DATE DE LA FIN DE LEUR EMPLOI.	256
P.65	POUR 2018-2019, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2019-2020. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2019, DE SA MISE EN ŒUVRE.	257
P.66	NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE EN 2018-2019. INDIQUER LES DATES ET LES LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET LES RÉSULTATS OBTENUS POUR CHAQUE RENCONTRE, AINSI QUE LES OBJECTIFS À POURSUIVRE. INDIQUER LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2019-2020.	258
P.67	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, IDENTIFIER ET VENTILER (FRAIS IMMOBILIERS, MASSE SALARIALE, ÉQUIPEMENTS, ETC.) LES SOMMES ACCORDÉES PAR LE MINISTÈRE ET PAR D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS OU PRIVÉS EN 2018-2019; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020.	259
P.68	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDIQUER LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (PERMANENTS ET OCCASIONNELS) ET LE NOMBRE DE BÉNÉVOLES EN 2018-2019; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020.	260
P.69	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS DANS CHACUN DES CINQ TYPES DE SERVICES OFFERTS (INFORMATION JURIDIQUE, AVIS JURIDIQUE, SERVICES DE SOUTIEN ET D'ACCOMPAGNEMENT, AIDE CONCERNANT DES FORMULAIRES À REMPLIR, MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENT DES CONFLITS) EN 2018-2019.	261
P.70	POUR 2018-2019, STATISTIQUES RELATIVES AU NOMBRE DE MANDATS CIVILS, CRIMINELS ET PÉNAUX OCTROYÉS À DES AVOCATS ET À DES NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET POUR LA DIRECTION DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) : A. JOINDRE LA LISTE DES BUREAUX AVEC LES NOMS DES PROFESSIONNEL(LE)S QUI ONT OBTENU DE TELS MANDATS; B. VENTILATION DES HONORAIRES VERSÉS EN INDIQUANT, S'IL Y A LIEU, CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE ; C. COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES.	262

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.71	AU 31 MARS 2019, LE NOMBRE DE SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL RELEVANT DU DPCP POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE. COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES.	263
P.72	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDIQUER LES DÉPENSES LIÉES À LEUR DÉPART.	266
P.73	NOMBRE DE PROCUREURS DE LA COURONNE AFFECTÉS À DES DOSSIERS SPÉCIALISÉS EN 2018-2019 (EX. : GANGS DE RUE, CRIMES SEXUELS, CRIME ORGANISÉ, CRIMES ÉCONOMIQUES, ETC.). VENTILATION PAR CATÉGORIE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE.	267
P.74	NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS RELATIFS AUX GANGS DE RUE EN 2018-209.	270
P.75	TOUT DOCUMENT, ANALYSE, CONSULTATION OU AVIS SUR LA POSSIBILITÉ D'IMPLANTER UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ SUR LES AGRESSIONS SEXUELLES, INCLUANT LES RESSOURCES FINANCIÈRES ET HUMAINES NÉCESSAIRES AINSI QUE LES LOCAUX SUPPLÉMENTAIRES ESTIMÉS NÉCESSAIRES.	271
P.76	POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN DES DOSSIERS CRIMINELS.	272
P.77	ÉVOLUTION PAR MOIS DES EFFECTIFS DANS LE NORD (NOTAMMENT JUGES, TRAVAILLEURS PARAJUDICIAIRES, INTERPRÈTES ET PROCUREURS).	273
P.78	STATISTIQUES SUR LE NOMBRE D'ACCUSÉS LIBÉRÉS À LA SUITE D'UNE REQUÊTE EN ARRÊT DES PROCÉDURES POUR DÉLAIS DÉRAISONNABLES. INDIQUER LE NOMBRE DE REQUÊTES PRÉSENTÉES, LE NOMBRE DE REQUÊTES ENTENDUES, LE NOMBRE DE PROCÈS ABANDONNÉS, LE NOMBRE DE DOSSIERS À RISQUE.	274
P.79	POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE PROGRAMMES DE NON-JUDICIARISATION, EN INDIQUANT LES TYPES D'INFRACTION (VOLS, VOIES DE FAIT, ETC.).	275
P.80	POUR 2018-2019, DÉLAIS POUR LA COMPARUTION, L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE ET LE PROCÈS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET EN MATIÈRE PÉNALE.	278
P.81	TOUT DOCUMENT PRÉPARÉ VISANT L'AMÉLIORATION DE L'ACCOMPAGNEMENT OU DU PARCOURS JUDICIAIRE D'UNE VICTIME DE VIOLENCE SEXUELLE ET CONJUGALE.	279
P.82	LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CRIMINELLE AU 31 MARS 2019.	280
P.83	BILAN DE L'AJOUT D'UN AGENT DE LIAISON EN VIOLENCES SEXUELLES DANS CHAQUE ÉQUIPE DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC).	294
P.84	LA LISTE DES PROCÈS EN MATIÈRE CRIMINELLE QUI ONT AVORTÉ POUR 2018-2019. INDIQUER LE NOMBRE ET LA NATURE DES ACCUSATIONS QUI SONT TOMBÉES.	295
P.85	NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME, PAR SECTEUR VISÉ PAR LA LOI ET EFFECTUÉ EN 2018-2019 : A. À LA SUITE D'UNE PLAINTE; B. DE LA PROPRE INITIATIVE DU COMMISSAIRE; INDIQUER POUR CHACUN DES SECTEURS VISÉS PAR LA LOI : i. L'OBJET DE LA POURSUITE; ii. LE RÉSULTAT DE LA POURSUITE; iii. LES SUITES ACCORDÉES.	296
P.86	BILAN DÉTAILLÉ DES MESURES DE LA STRATÉGIE DES DÉLAIS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE, VENTILÉ ET SOMMES OCTROYÉES PAR MESURE EN DATE DU 31 MARS 2019.	297
P.87	SUIVI ET BILAN DE LA TABLE JUSTICE QUÉBEC. DATE DES RENCONTRES TENUES EN 2018-2019.	299
P.88	BILAN DU PLAN D'AGRANDISSEMENT ET DE RÉNOVATION DES PALAIS DE JUSTICE, EN PRÉCISANT : A. LE NOMBRE DE PROJETS TERMINÉS; B. LE NOMBRE DE PROJETS EN VOIE D'ACHÈVEMENT; C. LE NOMBRE DE PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD; D. LE NOMBRE DE PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON; E. LE NOMBRE DE PROJETS EN ATTENTE; F. ET PRÉVISIONS 2019-2020.	300
P.89	SOMMES VENTILÉES ET DÉTAILLÉES POUR L'ANNÉE 2018-2019, ET PRÉVISIONS POUR 2019-2020, POUR LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE, PAR PALAIS DE JUSTICE. INDIQUER LES ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN 2018-2019 PAR LA TABLE DE SÉCURISATION DES PALAIS DE JUSTICE DU QUÉBEC.	302
P.90	BILAN DE MISE EN ŒUVRE PAR MESURE, AVEC ÉCHÉANCIER ET SOMMES VERSÉES POUR CHACUNE DES MESURES DU PLAN DE MODERNISATION DE LA JUSTICE.	303
P.91	LISTE DES MESURES SUSPENDUES DU PLAN DE MODERNISATION DE LA JUSTICE.	304
P.92	LISTE DES MESURES MODIFIÉES DU PLAN DE MODERNISATION DE LA JUSTICE.	305
P.93	POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE, PRÉCISER LES SOMMES ACCORDÉES POUR ASSURER LA SÉCURITÉ, PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE, VENTILÉES AFIN D'EXPOSER LE DÉTAIL DE L'UTILISATION DE CHACUNE DE CES SOMMES.	306

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.94	PRODUIRE LE PLAN D'IMMOBILISATIONS (AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION) POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES PROJETS PRÉVUS AU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES, QU'ILS SOIENT EN RÉALISATION, EN PLANIFICATION OU À L'ÉTUDE, INCLUANT; A. L'ÉCHÉANCIER PRÉVU ET DÉTAILLÉ DES TRAVAUX ET DE LA RÉALISATION DU PROJET; B. L'ESTIMATION INITIALE ET ACTUALISÉE (LA PLUS RÉCENTE) DES COÛTS; C. LISTE ET COPIE DE TOUT ÉTUDE (INCLUANT LES ÉTUDES D'OPPORTUNITÉS ET DE BESOINS), ANALYSE, RAPPORT OU AUTRE RÉALISÉ OU COMMANDÉ PAR LE MINISTÈRE À CE JOUR; D. ÉTAT D'AVANCEMENT DE L'ÉLABORATION DE L'AVANT-PROJET ET DE LA PRÉPARATION DES PLANS ET DEVIS, S'IL Y A LIEU; E. BILAN DES SOMMES INVESTIES POUR CHAQUE ANNÉE FINANCIÈRE EN 2018-2019 ET PRÉVISIONS POUR 2019-2020.	307
P.95	NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR DU QUÉBEC DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE) ET DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN : A. CHAMBRE CIVILE; B. CHAMBRE CIVILE – DIVISION DES PETITES CRÉANCES; C. CHAMBRE CRIMINELLE; D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE.	309
P.96	NOMBRE DE DOSSIERS À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE). INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE MOINS DE 5 000 $, LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE SITUÉE ENTRE 5 001 $ ET 10 000 $ ET LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 10 001 $ OU PLUS. VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.	310
P.97	POUR 2018-2019, À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES, STATISTIQUES SELON QUE LE RÉCLAMANT EST UNE PERSONNE MORALE OU UN PARTICULIER. STATISTIQUES SELON QUE LES JUGEMENTS ONT PU OU NON ÊTRE EXÉCUTÉS : A. NOMBRE DE PAIEMENTS ACQUITTÉS; B. NOMBRE DE CAS PAR MOIS POUR LESQUELS L'EXÉCUTION DU JUGEMENT S'EST AVÉRÉE IMPOSSIBLE; C. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D'UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT; D. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES DE L'AIDE JURIDIQUE POUR FAIRE EXÉCUTER LE JUGEMENT.	311
P.98	SOMMES INVESTIES POUR L'INFORMATISATION DANS LES PALAIS DE JUSTICE PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. DÉTAILLER L'UTILISATION DE CES SOMMES DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.	312
P.99	NOMBRE DE DOSSIERS AYANT BÉNÉFICIÉ DU SERVICE DE MÉDIATION À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE). VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.	313
P.100	NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE CIVILE ET FAMILIALE DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE). VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.	314
P.101	COÛTS D'EXPLOITATION DES SERVICES DE GREFFES PÉRIPHÉRIQUES POUR 2018-2019, PAR RÉGION.	316
P.102	NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGES CIVILS DÉSIGNÉS DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE. FOURNIR UNE VENTILATION PAR ANNÉE.	317
P.103	NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGES CIVILS DÉSIGNÉS POUR UNE SEULE UNION (CÉLÉBRANTS AD HOC) DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE. FOURNIR UNE VENTILATION PAR ANNÉE.	318
P.104	POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE D'AVIS ENVOYÉS AUX CÉLÉBRANTS POUR LEUR RAPPELER LEURS OBLIGATIONS PRÉVUES AU CODE CIVIL DU QUÉBEC.	319
P.105	TOUT RAPPORT, DOCUMENT, ÉTUDE, AVIS, ANALYSE OU LISTE DE CONSULTATION CONCERNANT LA RÉFORME DE L'IVAC.	320
P.106	POUR 2018-2019, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES CHAMBRES DE LA COUR DU QUÉBEC, INDIQUER LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION.	321
P.107	TAUX D'UTILISATION MOYEN DES SALLES D'AUDIENCE DES PALAIS DE JUSTICE POUR 2018-2019. VENTILATION PAR PALAIS DE JUSTICE.	322
P.108	CONCERNANT LE REGISTRE PUBLIC DES PERSONNES DÉCLARÉES QUÉRULENTES ÉLABORÉ AVEC LA COUR DU QUÉBEC, INDIQUER : A. TOUS LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN ŒUVRE (ÉLABORATION, MISE EN SERVICE DU PROGRAMME INFORMATIQUE, CONSULTANT, ETC.) POUR L'ANNÉE 2018-2019; B. LE COÛT ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE REGISTRE; C. LES ÉCONOMIES ESTIMÉES PAR LA MISE EN PLACE DE CE REGISTRE; D. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN ETC POUR L'ANNÉE 2018-2019 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2019-2020; E. LE NOMBRE DE PERSONNES OU ENTREPRISES DÉCLARÉES QUÉRULENTES.	324

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.109	CONCERNANT LE REGISTRE DES VENTES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, INDIQUER : A. LES COÛTS RELATIFS À L'ADMINISTRATION DE CE REGISTRE DES VENTES; B. LES RECETTES ANNUELLES DE CES VENTES; C. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES POUR L'ANNÉE 2018-2019 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2019-2020; D. LISTE DES CONTRATS ALLOUÉS À DES FIRMES EXTERNES POUR LA MISE SUR PIED DE CE REGISTRE (CONTRAT, COÛTS, ETC.).	325
P.110	POUR 2018-2019, FOURNIR LA LISTE DES RECOURS EXERCÉS PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC EN VERTU DES ARTICLES 838 À 843 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (CHAPITRE C-25) ET/OU 532 À 535 DU CODE DE PROCÉDURE CIVIL (CHAPITRE C-25.01) CONTRE UN MEMBRE DU CONSEIL, UN FONCTIONNAIRE OU UN EMPLOYÉ D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRAMUNICIPAL QUI EST INHABILE À EXERCER SA FONCTION. INDIQUER LES MOTIFS DES RECOURS ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS.	326
P.111	POUR 2018-2019, LISTE DES ACTIONS EN DÉCLARATION D'INHABILITÉ ET DES REQUÊTES EN QUO WARRANTO INTENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL CONTRE UN ÉLU MUNICIPAL, UN ANCIEN ÉLU MUNICIPAL OU UN CANDIDAT À UN POSTE D'ÉLU MUNICIPAL. INDIQUER LES MOTIFS DES ACTIONS OU DES REQUÊTES, ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D'ÉLU.	327
P.112	POUR 2018-2019, LA LISTE DES REQUÊTES EN CASSATION OU EN ANNULATION D'UN RÈGLEMENT DU CONSEIL OU D'UN PROCÈS-VERBAL, RÔLE, RÉSOLUTION OU AUTRES ORDONNANCES DU CONSEIL OU DU COMITÉ EXÉCUTIF D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRA MUNICIPAL PRÉSENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDIQUER LES MOTIFS DES REQUÊTES ET LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR S'ENTENDRE AVEC LES MUNICIPALITÉS VISÉES PAR CES REQUÊTES.	328
P.113	POUR 2018-2019, LA LISTE DES REQUÊTES DEMANDANT LA CONFIRMATION JUDICIAIRE DE LA FIN DU MANDAT D'UN MEMBRE D'UN CONSEIL MUNICIPAL, PRÉSENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL. INDIQUER LES MOTIFS DES REQUÊTES ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES REQUÊTES N'OCCUPENT PLUS LEUR FONCTION D'ÉLU.	329
P.114	LISTE DES POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS OU DES ENQUÊTES EFFECTUÉES PAR LE MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES OU LA COMMISSION MUNICIPALE AUPRÈS DE MUNICIPALITÉS, D'ÉLUS OU DE FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.	330
P.115	POUR 2018-2019, FOURNIR LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CIVILE, CRIMINELLE ET CONSTITUTIONNELLE DEVANT LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DE CANADA IMPLIQUANT LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC.	331
P.116	NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2018-2019. FOURNIR TOUT DOCUMENT DÉPOSÉ ET INDIQUER : A. LES COÛTS; B. LES DATES ET LIEUX; C. LES PERSONNES PRÉSENTES; D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR.	341
P.117	BILAN DES PROGRAMMES ET DES INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE. INDIQUER LES PROJETS, LES COÛTS OU LES ÉCONOMIES RÉALISÉES.	342
P.118	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2019, DU BILAN BUDGÉTAIRE DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE POUR LA MISE EN ŒUVRE DES LOIS CRIMINELLES ADOPTÉES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN VERTU DU CODE CRIMINEL. VENTILATION PAR : A. LOIS ADOPTÉES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ; B. IMPACT SUR LES REVENUS EN 2018-2019; C. IMPACT SUR LES REVENUS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES; D. IMPACT SUR LES DÉPENSES EN 2018-2019; E. IMPACT SUR LES DÉPENSES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.	344
P.119	LES SOMMES PERÇUES EN VERTU DE LA CONTRIBUTION RÉCLAMÉE SUR UN CONSTAT D'INFRACTION POUR TOUTE INFRACTION RELATIVE À UNE LOI DU QUÉBEC DEPUIS 2014 (ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DU QUÉBEC) ET VERSÉES AU FONDS ACCÈS JUSTICE. INDIQUER LES SOMMES PERÇUES POUR CHAQUE MOIS EN 2018-2019.	345
P.120	CONCERNANT LES REVENUS DÉCOULANT DE LA CONTRIBUTION PÉNALE À L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE, INDIQUER : A. LE NOMBRE DE CONTRIBUTIONS ET LES REVENUS TOTAUX ENREGISTRÉS; B. LE NOMBRE ET LES MONTANTS DE 10 $, DE 20 $ ET DE 25 % D'UNE AMENDE, VERSÉS AU FONDS D'AIDE AUX VICTIMES; C. LE NOMBRE ET LES MONTANTS DE 8 $ ET DE 4 $ VERSÉS AU FONDS ACCÈS JUSTICE; D. LES SOMMES VERSÉES AU FONDS CONSOLIDÉ DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC PROVENANT DE CES CONTRIBUTIONS ET LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ FINANCÉS OU QUI SERONT FINANCÉS PAR ELLES. POUR CHACUNE DES CATÉGORIES DE CONTRIBUTION (14 $, 20 $, 40 $ OU 25 %), INDIQUER LEUR UTILISATION / RÉPARTITION CONFORMÉMENT AU DERNIER PARAGRAPHE DE L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. PAR EXEMPLE, INDIQUER LE MONTANT TOTAL DE LA PART DES CONTRIBUTIONS DE 20 $ TRANSFÉRÉ AU CAVAC, AU FAJ, ETC.	346

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.121	INDIQUER LES MESURES DÉPLOYÉES ET LES SOMMES ENGAGÉES PAR VOTRE MINISTÈRE OU ORGANISME EN 2018-2019 POUR PRÉVENIR ET LUTTER CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES DANS LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES.	347
P.122	STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉS ET ACCEPTÉES EN 2018-2019. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, VENTILER PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE, ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.	348
P.123	LISTE DES RECOMMANDATIONS OU DES AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET AUX ORGANISMES EN 2018-2019 ET SUIVI APPORTÉ. PRÉCISER QUELS AVIS ET RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ DEMANDÉS ET LESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS PAR LA COMMISSION DE SA PROPRE INITIATIVE. PRÉCISER LES SOMMES DÉPENSÉES PAR LA COMMISSION POUR LE VOLET « RECOMMANDATIONS ET AVIS » DE SES ACTIVITÉS ET LE POURCENTAGE QUE CES SOMMES REPRÉSENTENT SUR L'ENSEMBLE DE SES DÉPENSES.	352
P.124	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES.	354
P.125	LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES, DES COMMISSIONS SCOLAIRES, DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX PARTICIPANT À UN PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI AU 31 MARS 2019, ET BILAN DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI À CE JOUR.	356
P.126	ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN VUE DE SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENTS PRIVÉS AU PROBLÈME DE LA DISCRIMINATION RACIALE.	373
P.127	NOMBRE ET NATURE DES CAS TRAITÉS ET DES PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION EN 2018-2019. NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI PAR ELLE-MÊME.	374
P.128	LISTE DES PLAINTES QUI ONT DÉJÀ FAIT L'OBJET DE RECOMMANDATIONS PAR LA COMMISSION AUPRÈS DES MINISTÈRES EN 2018-2019.	377
P.129	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR 2018-2019.	381
P.130	EFFECTIFS POUR 2018-2019 ET PRÉVISIONS POUR 2019-2020, POSTES OCCUPÉS ET NATURE DU TRAVAIL.	383
P.131	LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DE LA DIRECTION DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET DES CENTRES JEUNESSE. INDIQUER LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.	384
P.132	POUR CHAQUE ANNÉE, PAR RÉGION DU QUÉBEC, LA MOYENNE DE DOSSIERS DE PROTECTION DE LA JEUNESSE CONFIÉS À CHAQUE INTERVENANT, VENTILÉS SELON LE TYPE D'INTERVENTION (ÉVALUATION/APPLICATION DES MESURES).	385
P.133	POUR CHAQUE ANNÉE, PAR RÉGION DU QUÉBEC, À L'APPLICATION DES MESURES, LA MOYENNE DE RENCONTRES PAR MOIS ET/OU SEMAINE ET/OU ANNÉE AVEC L'ENFANT ET/OU SA FAMILLE AYANT UN SUIVI AVEC LA DPJ.	386
P.145	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REMISES PAR L'UTILISATION DES RADARS PHOTO DEPUIS LEUR INSTALLATION (MONTANT DES AMENDES PERÇUES; VENTILATION PAR RADAR PHOTO).	387
P.146	EN 2018-2019, IDENTIFIER LE NOMBRE, LE COÛT ET LA NATURE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES À DES GROUPES COMMUNAUTAIRES OU À D'AUTRES OBNL AYANT POUR BUT DE FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE. VENTILER PAR RÉGION ET PAR GROUPE OU OBNL.	388
P.147	NOMBRE DE DEMANDES DE PRESTATIONS PRÉSENTÉES EN VERTU DE LA *LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS*, INCLUANT LE RÉSULTAT DES DEMANDES ET LE MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2018-2019, PAR RÉGION. POUR CHAQUE CATÉGORIE DE PRESTATIONS, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ POUR CHAQUE SOUS-CATÉGORIE EN FAISANT LES DISTINCTIONS ENTRE LES DIVERS TYPES DE BÉNÉFICIAIRES, LE CAS ÉCHÉANT. FOURNIR LE TOTAL DES PRESTATIONS ET DES FRAIS D'ADMINISTRATION DE L'IVAC POUR CES MÊMES ANNÉES.	390
P.148	BILAN, AU 31 MARS 2019, DE L'IMPLANTATION DES CAVAC, INCLUANT LES BUDGETS ET L'EFFECTIF; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020. FOURNIR LES MONTANTS D'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉS AUX CAVAC ET LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020.	392
P.149	BILAN DES SUBVENTIONS OCTROYÉES GRÂCE AU FAVAC POUR DES PROJETS SPÉCIAUX OU DES SERVICES RÉCURRENTS À DES ORGANISMES AUTRES QUE LES CAVAC. VENTILER PAR RÉGION ET EN FONCTION DU TYPE D'OBJET (PROJETS SPÉCIAUX OU SERVICES RÉCURRENTS).	393
P.150	BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA *LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS* (1988, CHAP. 20).	394
P.151	NOMBRE DE POURSUITES, PAR RÉGION, INTENTÉES EN 2018-2019 PAR LE DPCP RELATIVEMENT À DES INFRACTIONS À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11), INCLUANT LE TABLEAU DES RÉSULTATS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE.	397

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.152	EN 2018-2019, NOMBRE DE CONTESTATIONS JUDICIAIRES VISANT LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11.) QUI ONT REQUIS UNE INTERVENTION DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDIQUER LA NATURE DE CES INTERVENTIONS, L'ÉTAPE OÙ EN EST CHACUNE DES CONTESTATIONS ET VENTILER CELLES-CI PAR ARTICLE.	398
P.153	MONTANT DES AMENDES RECUEILLIES EN VERTU DES DISPOSITIONS PÉNALES DE LA LOI R-20 AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET VENTILATION PAR INFRACTION.	399
P.154	LE DÉFICIT ACTUARIEL DU RÉGIME D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC) AU 31 MARS 2018 ET POUR CHACUNE DES DIX DERNIÈRES ANNÉES.	400
P.155	LES PRESTATIONS DE TYPE « ALLOCATION SPÉCIALE » VERSÉES, EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, AU CONJOINT OU AUX PERSONNES À CHARGE EN CAS DE DÉCÈS DE LA VICTIME ET AUX PARENTS D'UN ENFANT MINEUR DÉCÉDÉ DES SUITES D'UN ACTE CRIMINEL, VENTILÉES SELON LE TYPE DE BÉNÉFICIAIRE.	401
P.156	CONCERNANT LA LUTTE À LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, FOURNIR : A. UNE VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2018-2019; PRÉVISIONS POUR 2019-2020; B. LE BILAN DES MESURES ENTREPRISES POUR VENIR EN AIDE AUX FEMMES ET AUX ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, ET POUR COMBATTRE CE PHÉNOMÈNE.	402
P.157	LES SOMMES IMPOSÉES PAR LES JUGES QUÉBÉCOIS À TITRE DE SURAMENDES COMPENSATOIRES EN VERTU DE L'ARTICLE 737 DU CODE CRIMINEL, PAR DISTRICT JUDICIAIRE ET PAR MOIS, POUR LES ANNÉES 2004 ET SUIVANTES JUSQU'AU 31 MARS 2019. INDIQUER LE NOMBRE DE SURAMENDES COMPENSATOIRES RÉCLAMÉES. INDIQUER S'IL S'AGIT D'UNE DÉCLARATION DE CULPABILITÉ SUR MISE EN ACCUSATION OU PAR PROCÉDURE SOMMAIRE.	404
P.158	BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI CONCERNANT LA MÉDIATION FAMILIALE ET POUR 2018-2019 : A. NOMBRE DE COUPLES AYANT PARTICIPÉ AUX SÉANCES D'INFORMATION; B. NOMBRE DE COUPLES AYANT OBTENU UNE DISPENSE; C. NOMBRE DE COUPLES AYANT EU RECOURS À LA MÉDICATION FAMILIALE.	405
P.159	POUR 2019-2020, NOMBRE D'INTERPRÈTES QUI ONT REÇU LEUR QUALIFICATION CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES.	406
P.160	EN DATE DU 31 MARS 2019, NOMBRE D'INTERPRÈTES QUI DÉTIENNENT LEUR QUALIFICATION, CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES, VENTILÉ PAR NATION AUTOCHTONE.	407
P.161	POUR 2018-2019, NOMBRE DE SÉANCES D'EXAMENS ORGANISÉES POUR QUALIFIER DES INTERPRÈTES CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES.	408
P.182	NOMBRE DE RENCONTRES ENTRE LA MINISTRE ET L'ORDRE DES INGÉNIEURS DEPUIS LE 18 OCTOBRE 2018.	409

N.B. À MOINS D'INDICATIONS CONTRAIRES, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2019.

P.1 SOMMES DÉPENSÉES EN 2018-2019 (PRÉVISIONS POUR 2019-2020) PAR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. VENTILER SELON LA CATÉGORIE DE DÉPENSES, SOIT S'IL S'AGIT D'ACHAT DE LOGICIELS OU DE LICENCES, DE MATÉRIEL, D'ENTRETIEN OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).

MINISTÈRE

	2018-2019
ACTIVITÉS D'ENCADREMENT	10 520 900 $
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	57 434 400 $
PROJETS	7 008 600 $
DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES	**74 963 900 $**

SELON LA PROGRAMMATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES 2018-2019.

FONDS DES REGISTRES

	2018-2019
LOGICIELS	812 922 $
MATÉRIEL	602 313 $
SERVICES PROFESSIONNELS • **INTERNE** • **EXTERNE** • **CSPQ**	 4 711 156 $ 3 395 009 $ 257 932 $
TOTAL	**9 779 332 $**

* INCLUT LES DÉPENSES DE LA DRC AU 28 FÉVRIER 2019 ET LES MONTANTS FACTURÉS PAR LE MJQ AU FDR POUR LE FINANCEMENT DU PROJET DE TRANSFORMATION AU 31 DÉCEMBRE 2018.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

	2018-2019
LOGICIELS	95 256 $
MATÉRIEL	87 509 $
SERVICES PROFESSIONNELS • **INTERNE** • **EXTERNE** • **CSPQ**	 0 $ 81 000 $ 29 951 $
TOTAL	**293 716 $**

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	2018-2019
LOGICIELS	29 236 $
MATÉRIEL	230 978 $
SERVICES PROFESSIONNELS • **INTERNE** • **EXTERNE** • **CSPQ**	 7 487 $
TOTAL	**267 701 $**

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

	2018-2019
LOGICIELS	66 845 $
MATÉRIEL	258 993 $
SERVICES PROFESSIONNELS • **INTERNE** • **EXTERNE** • **CSPQ**	 6 196 266 $ 75 270 $ 780 $
TOTAL	**6 598 154 $**

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

	2018-2019
LOGICIELS	
MATÉRIEL	
SERVICES PROFESSIONNELS • **INTERNE** • **EXTERNE** • **CSPQ**	 2 820 $
TOTAL	**2 820 $**

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

	2018-2019
LOGICIELS	120 084 $
MATÉRIEL	134 234 $
SERVICES PROFESSIONNELS : • **INTERNE** • **EXTERNE** • **CSPQ**	 194 808 $
TOTAL	**449 126 $**

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

	2018-2019
LOGICIELS	15 321 $
MATÉRIEL	221 216 $
SERVICES PROFESSIONNELS : • **INTERNE** • **EXTERNE** • **CSPQ**	 1 481 367 $ 215 505 $ 204 485 $
TOTAL	**2 137 894 $**

P.2 POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2018-2019, INDIQUER :

A. **LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION;**
B. **LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION;**
C. **LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;**
D. **LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.**

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A. **LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

LA COMMISSION N'A PAS DE CONSEIL D'ADMINISTRATION. CEPENDANT, EN VERTU DE LA CHARTE (ARTICLE 58), LES MEMBRES SONT NOMMÉS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET, EN VERTU DE L'ARTICLE 66 DE LA CHARTE, LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L'ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION.

- **ARTICLE 58** « LA COMMISSION EST COMPOSÉE DE 13 MEMBRES, DONT UN PRÉSIDENT ET DEUX VICE-PRÉSIDENTS. LES MEMBRES DE LA COMMISSION SONT NOMMÉS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR PROPOSITION DU PREMIER MINISTRE. CES NOMINATIONS DOIVENT ÊTRE APPROUVÉES PAR LES DEUX TIERS DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE. »

- **ARTICLE 66** « LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L'ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION, DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS PRIS POUR L'APPLICATION DE LA PRÉSENTE CHARTE. IL PEUT, PAR DÉLÉGATION, EXERCER LES POUVOIRS DE LA COMMISSION PRÉVUS À L'ARTICLE 61, AUX DEUXIÈME ET TROISIÈME ALINÉAS DE L'ARTICLE 62 ET AU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 77. IL PRÉSIDE LES SÉANCES DE LA COMMISSION. »

- **PRÉSIDENTE :** THERMITUS, TAMARA, JUSQU'AU 29 NOVEMBRE 2018
- **PRÉSIDENT :** TESSIER, PHILIPPE-ANDRÉ, NOMMÉ LE 28 FÉVRIER 2019 (DÉCRET 196-2019)
- **VICE-PRÉSIDENT** : TESSIER, PHILIPPE-ANDRÉ NOMMÉ LE 18 DÉCEMBRE 2017 (DÉCRET 1239-2017) ET PRÉSIDENT PAR INTÉRIM DU 15 MARS 2018 AU 27 FÉVRIER 2019 (DÉCRET 267-2018)

MEMBRES

- FOURNIER, PASCALE (ME) JUSQU'AU 20 AVRIL 2018
- GAUVREAU, LIZETTE
- IASENZA, ISA
- JANDA, RICHARD JUSQU'AU 19 SEPTEMBRE 2018
- LEBOEUF, ROXANE
- LECLERCQ, MARIE-LAURE DEPUIS LE 7 DÉCEMBRE 2018
- LEMAY, SYLVAIN
- LYN, CHARMAINE JUSQU'AU 4 MAI 2018
- ROY, MARTINE
- SANTORINEOS, ANNE-MARIE DEPUIS LE 7 DÉCEMBRE 2018
- SIOUI, BRUNO
- VILLEFRANCHE, MARJORIE

LE DÉCRET 255-88 DU 24 FÉVRIER 1988 FIXE LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES MEMBRES À TEMPS PARTIEL DE LA COMMISSION À UNE RÉMUNÉRATION ANNUELLE DE 4 000$ ET DES HONORAIRES DE 200$ PAR JOUR DE RÉUNION (100$ PAR DEMI-JOURNÉE), À L'EXCLUSION DE TOUT MEMBRE QUI EST UN EMPLOYÉ RÉGULIER À TEMPS PLEIN D'UN ORGANISME OU D'UNE INSTITUTION DU SECTEUR PUBLIC OU PARAPUBLIC, Y COMPRIS UNE UNIVERSITÉ.

EN OUTRE, LES RÈGLES CONCERNANT LE REMBOURSEMENT DES DÉPENSES DE VOYAGE DES PRÉSIDENTS, DES VICE-PRÉSIDENTS ET DES MEMBRES DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX, PRÉVUES PAR LE DÉCRET 1307-80, S'APPLIQUENT AUX MEMBRES DE LA CDPDJ. (DÉCRET 1789-80 DU 11 JUIN 1980)

B. **LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION**
AUCUN.

C. **LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV**

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
M. PHILIPPE-ANDRÉ TESSIER	PRÉSIDENT	2019-02-28	2024-02-27 (5 ANS)	164 799 $
LECLERC, MARIE-LAURE	MEMBRE	2018-12-07	2023-12-10 (5 ANS)	DÉCRET 255-88
SANTORINEOS, ANNE-MARIE	MEMBRE	2018-12-07	2023-12-10 (5 ANS)	DÉCRET 255-88

LES CURRICULUM VITAE CONSTITUENT DES DOCUMENTS PROTÉGÉS PAR LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS. LES CURRICULUM VITAE DES MEMBRES DE LA COMMISSION NE PEUVENT DONC PAS ÊTRE DIFFUSÉS.

D. **LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.**

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
THERMITUS, TAMARA	PRÉSIDENTE	300,00 $	0,00 $	0,00 $
TESSIER, PHILIPPE-ANDRÉ	VICE-PRÉSIDENT/ PRÉSIDENT PAR INTÉRIM	3 699,00 $	0,00 $	1 599,00 $
FOURNIER, PASCALE	MEMBRE	21,00 $	0,00 $	N/A
GAUVREAU, LIZETTE	MEMBRE	3 824,00 $	0,00 $	N/A
IASENZA, ISA	MEMBRE	102,00 $	0,00 $	N/A
JANDA, RICHARD	MEMBRE	0,00 $	0,00 $	N/A
LEBOEUF, ROXANE	MEMBRE	1 713,00 $	0,00 $	N/A
LECLERCQ, MARIE-LAURE	MEMBRE	0,00 $	0,00 $	N/A
LEMAY, SYLVAIN	MEMBRE	687,00 $	0,00 $	N/A
LYN, CHARMAINE	MEMBRE	0,00 $	0,00 $	N/A
ROY, MARTINE	MEMBRE	221,00 $	0,00 $	N/A
SANTORINEOS, ANNE-MARIE	MEMBRE	0,00 $	0,00 $	N/A
SIOUI, BRUNO	MEMBRE	3 458,00 $	0,00 $	N/A
VILLEFRANCHE, MARJORIE	MEMBRE	0,00 $	0,00 $	N/A

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. **LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.**

- ME YVAN NIQUETTE (PRÉSIDENT)
- ME DANIEL LAFRANCE (VICE-PRÉSIDENT)
- M. GILLES BARIL (COMMISSAIRE)
- ME RACHEL CAISSY (COMMISSAIRE)
- ME JANICK PERREAULT (COMMISSAIRE) (MANDAT TERMINÉ LE 8 MARS 2019 SUITE À SA NOMINATION À LA MAGISTRATURE)
- ME ISABELLE SIMARD (COMMISSAIRE)
- ME JEAN LAZURE (COMMISSAIRE)
- ME RÉJEAN OLIVIER LEBEL (COMMISSAIRE)
- ME AMÉLIE BINETTE (COMMISSAIRE)
- ME MARIE-JOSÉE HÉTU (COMMISSAIRE)
- MME NADINE LEGAL (COMMISSAIRE)
- M. JEAN-PAUL BERGERON (COMMISSAIRE, DÉLÉGUÉ DU SOUS-MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE)
- MME SARAH JUNEAU (COMMISSAIRE. DÉLÉGUÉE DU SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE)

B. **LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION.**
AUCUN.

C. **LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV**
AUCUN.

D. **LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.**

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
ME YVAN NIQUETTE	PRÉSIDENT	2 690,00 $	882,00 $	75,00 $
ME DANIEL LAFRANCE	VICE-PRÉSIDENT	829,00 $	441,00 $	0,00 $
M. GILLES BARIL	COMMISSAIRE	3 943,00 $	1 050,00 $	0,00 $
ME RACHEL CAISSY	COMMISSAIRE	622,00 $	148,00 $	0,00 $
ME JANICK PERREAULT	COMMISSAIRE	0,00 $	110,00 $	0,00 $
ME ISABELLE SIMARD	COMMISSAIRE	2 580,00 $	306,00 $	0,00 $
ME JEAN LAZURE	COMMISSAIRE	1 546,00 $	500,00 $	0,00 $
ME RÉJEAN OLIVIER LEBEL	COMMISSAIRE	1 681,00 $	582,00 $	0,00 $
ME AMÉLIE BINETTE	COMMISSAIRE	783,00 $	145,00 $	0,00 $
ME MARIE-JOSÉE HÉTU	COMMISSAIRE	217,00 $	355,00 $	0,00 $
MME NADINE LEGAL	COMMISSAIRE	110,00 $	216,00 $	0,00 $
M. JEAN-PAUL BERGERON	COMMISSAIRE, DÉLÉGUÉ DU SOUS-MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	0,00 $	0,00 $	0,00 $
MME SARAH JUNEAU	COMMISSAIRE. DÉLÉGUÉE DU SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE	0,00 $	0,00 $	0,00 $

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

A. **LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.**

MEMBRES DU CONSEIL :

ME MORTON S. MINC, PRÉSIDENT DU CONSEIL, NOMMÉ POUR UN PREMIER MANDAT LE 30 NOVEMBRE 2016, DÉSIGNÉ PRÉSIDENT LE JOUR MÊME;
MME MARIE AUGER, MEMBRE CITOYEN, NOMMÉE DEPUIS LE 25 MAI 2011 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 7 AVRIL 2015;
ME HÉLÈNE BÉDARD, MEMBRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL, NOMMÉE POUR UN PREMIER MANDAT LE 1ER JUIN 2016;
ME JOSÉE BÉDARD, NOTAIRE CHOISIE APRÈS CONSULTATION DE LA CHAMBRE DES NOTAIRES, NOMMÉE POUR UN PREMIER MANDAT LE 1ER JUIN 2016;
ME MARIE CHAREST, MEMBRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC, NOMMÉE POUR UN PREMIER MANDAT LE 8 SEPTEMBRE 2016;
ME MARIE-JOSÉE CORRIVEAU, PRÉSIDENTE EN CHEF DU BUREAU DES PRÉSIDENTS DES CONSEILS DE DISCIPLINE, MEMBRE D'OFFICE DEPUIS LE 1ER FÉVRIER 2018;
MME SUZANNE DANINO, MEMBRE CITOYEN, NOMMÉE DEPUIS LE 25 MAI 2011 ET RENOUVELÉE POUR UN SECOND MANDAT LE 7 AVRIL 2015;
ME ANNE-MARIE FORGET, MEMBRE DE LA RÉGIE DU LOGEMENT ET NOMMÉE POUR UNE PREMIÈRE FOIS LE 11 JUILLET 2017;
ME LISE GIRARD, PRÉSIDENTE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES MARCHÉS FINANCIERS, MEMBRE D'OFFICE DEPUIS LE 13 JUILLET 2018;
MME JILL LESLIE GOLDBERG, MEMBRE CITOYEN NOMMÉE LE 6 MAI 2015;
M. SIMON JULIEN, MEMBRE CITOYEN, NOMMÉ DEPUIS LE 25 MAI 2011 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 7 AVRIL 2015;
ME MARIE LAMARRE, PRÉSIDENTE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL ET MEMBRE D'OFFICE DEPUIS LE 2 DÉCEMBRE 2015;
ME NATALIE LEJEUNE, PRÉSIDENTE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC ET MEMBRE D'OFFICE DEPUIS LE 8 JUILLET 2016;
M. MICHEL MARCHAND, MEMBRE CITOYEN NOMMÉ DEPUIS LE 25 MAI 2011 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 7 AVRIL 2015;
MME NANCY RHÉAUME, MEMBRE CITOYEN NOMMÉE POUR UN PREMIER MANDAT LE 30 NOVEMBRE 2016;
ME PATRICK SIMARD, PRÉSIDENT DE LA RÉGIE DU LOGEMENT ET MEMBRE D'OFFICE DEPUIS LE 27 SEPTEMBRE 2017;

SECRÉTAIRE DU CONSEIL

M. DENIS BEAULIEU, SECRÉTAIRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC ET DU CONSEIL DEPUIS LE 26 NOVEMBRE 2018.

B. **LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION.**
AUCUN.

C. **LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV**

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
MARIE-JOSÉE CORRIVEAU	PRÉSIDENTE DU BUREAU DES PRÉSIDENTS DES CONSEILS DE DISCIPLINE	1ER FÉVRIER 2018	13 JUILLET 2020	AUCUNE
LISE GIRARD	PRÉSIDENTE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES MARCHÉS FINANCIERS	13 JUILLET 2018	11 février 2024	AUCUNE

LES CURRICULUM VITAE CONSTITUENT DES DOCUMENTS PROTÉGÉS PAR LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS. LES CURRICULUM VITAE DES MEMBRES DU CONSEIL NE PEUVENT DONC PAS ÊTRE DIFFUSÉS.

D. **LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.**

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
MORTON S. MINC	PRÉSIDENT	7 359,19 $	1 117,57 $	519,97 $
MARIE AUGER	MEMBRE CITOYEN	407,99 $	27,14 $	0,00 $
HÉLÈNE BÉDARD	MEMBRE TAT	0,00 $	0,00 $	0,00 $
JOSÉE BÉDARD	NOTAIRE	0,00 $	0,00 $	0,00 $
MARIE CHAREST	MEMBRE TAQ	0,00 $	0,00 $	0,00 $
MARIE-JOSÉE CORRIVEAU	PRÉSIDENTE BPCD	0,00 $	0,00 $	0,00 $
SUZANNE DANINO	MEMBRE CITOYEN	1 040,06 $	139,20 $	0,00 $
ANNE-MARIE FORGET	MEMBRE RDL	0,00 $	0,00 $	0,00 $
LISE GIRARD	PRÉSIDENTE TMF	0,00 $	0,00 $	0,00 $
JILL LESLIE GOLDBERG	MEMBRE CITOYEN	381,17 $	0,00 $	0,00 $
SIMON JULIEN	MEMBRE CITOYEN	476,25 $	21,97 $	0,00 $
MARIE LAMARRE	PRÉSIDENTE TAT	0,00 $	0,00 $	0,00 $
NATALIE LEJEUNE	PRÉSIDENTE TAQ	0,00 $	0,00 $	0,00 $
MICHEL MARCHAND	MEMBRE CITOYEN	606,36 $	31,02 $	0,00 $
NANCY RHÉAUME	MEMBRE CITOYEN	0,00 $	0,00 $	0,00 $
PATRICK SIMARD	PRÉSIDENT RDL	0,00 $	0,00 $	0,00 $

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NON APPLICABLE

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

A. **LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

- ME FRIKIA BELOGBI, SECRÉTAIRE ET CONSEILLÈRE JURIDIQUE
- ME BEATRIZ CAROU, AVOCATE
- ME FRÉDÉRIC HOULE, AVOCAT
- M. ROBERT BÉLANGER, TECHNICIEN EN ADMINISTRATION
- M. DJAMEL MESSAOUDI, TECHNICIEN EN ADMINISTRATION
- MME DOMINIQUE DAOUST, AGENTE DE SECRÉTARIAT
- M. JACQUES PARENT, C.R., ADMINISTRATEUR, PRÉSIDENT
- MME ANNE TURGEON, ADMINISTRATRICE
- M. DELPHA BÉLANGER, ADMINISTRATEUR

B. **LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION**
AUCUN

C. **LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV**
AUCUN.

D. **LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.**

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
ME JACQUES PARENT	PRÉSIDENT	8 955,09 $	1 414,38 $	585,06 $
ME ANNE TURGEON	ADMINISTRATRICE	4 081,20 $	1 528,33 $	0,00 $
ME DELPHA BÉLANGER	ADMINISTRATEUR	7 973,00 $	1 478,34 $	0,00 $

SOURCE : SYSTÈME COMPTABLE DYNACOM, 28 FÉVRIER 2019.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

A. **LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

- MARIE-CLAUDE SARRAZIN
- NICOLAS VERMEYS
- DANIEL W. PAYETTE
- PIERRE E. AUDET
- MICHEL PAQUETTE
- NANCY LEBLANC
- BENOIT BOIVIN
- ELOISE GRATTON
- CÉLINE HÉTU
- DANIEL BOYER
- CLAUDE LAURENT
- MARIE-CLAUDE FONTAINE

B. **LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION**
AUCUN.

C. **LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV**
AUCUN.

D. **LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION**

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
MARIE-CLAUDE SARRAZIN	PRÉSIDENTE	4 123,09 $	419,09 $	855,46 $
NANCY LEBLANC	ADMINISTRATRICE	4 720,46 $	308,66 $	0,00 $
MICHEL PAQUETTE	ADMINISTRATEUR	739,76 $	8,91 $	0,00 $
CLAUDE LAURENT	ADMINISTRATEUR	218,40 $	0,00 $	0,00 $
BENOIT BOIVIN	ADMINISTRATEUR	236,30 $	0,00 $	0,00 $

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NON APPLICABLE.

P.3 POUR 2018-2019, FOURNIR LA RÉPARTITION DES REVENUS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, ET CE, PAR GRANDE CATÉGORIE. DÉTAILLER CHACUN DES ÉLÉMENTS DANS CHACUNE DES GRANDES CATÉGORIES, AVEC, LE CAS ÉCHÉANT, L'ENTENTE RENOUVELÉE AVEC DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU DU QUÉBEC, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020.

MINISTÈRE

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2018-2019
04-01-E3	RECOUVREMENTS DE TIERS (RECOUVREMENT -HONORAIRES JUDICIAIRES)	143 848 $
04-01-H1	ACTES JUDICIAIRES (FRAIS JUDICIAIRES ET DROITS DE GREFFE EN MATIÈRE CIVILE)	34 711 415 $
04-01-H2	ACTES JURIDIQUES (FRAIS JUDICIAIRES EN MATIÈRE PÉNALE ET CRIMINELLE)	35 096 315 $
04-01-01	FORMULES ET DOCUMENTS (PHOTOCOPIES DE DOCUMENTS DE NATURE JURIDIQUE CONSERVÉS DANS LES GREFFES DES PALAIS DE JUSTICE)	327 790 $
04-01-41	DISPOSITION DE SURPLUS (COMPTE DE REVENUS UTILISÉ POUR COMPTABILISER LES REVENUS PROVENANT DE LA DISPOSITION DE MOBILIER EN SURPLUS AU MINISTÈRE. CE MOBILIER EST ENVOYÉ AU CSPQ QUI ORGANISE UN ENCAN ET RETOURNE L'ARGENT AUX DIFFÉRENTS MINISTÈRES PROPRIÉTAIRES DES SURPLUS)	1 204 $
04-02-07	GAINS SUR FLUCTUATION DE CHANGE (IL S'AGIT UNIQUEMENT DE TRANSACTIONS EN DOLLARS US. POUR UNE TRANSACTION EN DOLLARS US, IL Y A TOUJOURS UN ÉCART ENTRE LE MONTANT DE LA FACTURE ET LE MONTANT PAYÉ, CAR LA DEVISE FLUCTUE DANS LE TEMPS ET L'ÉCART ENTRE LE MONTANT DE LA FACTURE ET LE PRIX PAYÉ EST COMPTABILISÉ DANS CE COMPTE. IL PEUT Y AVOIR DES GAINS ET DES PERTES DE CHANGE. AU TOTAL LE MINISTÈRE A TERMINÉ L'ANNÉE AVEC UN GAIN)	586 $
04-03-06	INFRACTIONS AU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE (AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE, DONT LA POURSUITE EST INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. CES AMENDES SONT PERÇUES PRINCIPALEMENT PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, AINSI QUE PAR CERTAINES MUNICIPALITÉS QUI ONT PRIS ENTENTE AVEC LE MINISTÈRE POUR TRAITER LES CONSTATS DÉLIVRÉS PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC SUR LEUR TERRITOIRE)	48 257 048 $
04-03-07	INFRACTIONS AU CODE CRIMINEL (AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DU CODE CRIMINEL, DONT LA POURSUITE EST INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. CES AMENDES SONT PERÇUES PRINCIPALEMENT PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES)	10 925 552 $
04-03-16	CONTRIBUTIONS PÉNALES (DEPUIS LE 21 OCTOBRE 2015, LA CONTRIBUTION PÉNALE A ÉTÉ MAJORÉE ET EST DÉSORMAIS ÉTABLIE EN FONCTION DU MONTANT D'AMENDE : 20 $ POUR AMENDE INFÉRIEURE À 100 $; 40 $ POUR AMENDE ENTRE 100 ET 500 $ ET 25% DE L'AMENDE POUR AMENDES SUPÉRIEURES À 500$. LE PREMIER 10$ DE CONTRIBUTION VA AU FAVAC, 8 $ EST ENSUITE DISTRIBUÉ AU FAJ ET L'EXCÉDENT DE 18 $ EST COMPTABILISÉ COMME REVENU SOUS CE POSTE COMPTABLE.)	19 489 396 $
04-03-17	INFRACTIONS À DIVERSES LOIS (AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DES LOIS AUTRES QUE LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET LE CODE CRIMINEL, DONT LA POURSUITE EST LE PLUS SOUVENT INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. (EXEMPLE : LOI CONCERNANT L'IMPÔT SUR LE TABAC, LOI SUR LES NORMES DU TRAVAIL, ETC.)	37 883 385 $
04-03-35	AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (DEPUIS 2002, UNE CONTRIBUTION DE 10 $ S'AJOUTE AU MONTANT TOTAL D'AMENDE ET DE FRAIS RÉCLAMÉ SUR UN CONSTAT D'INFRACTION POUR TOUTE INFRACTION PÉNALE RELATIVE À UNE LOI DU QUÉBEC, SAUF LES RÈGLEMENTS MUNICIPAUX. LES SOMMES PERÇUES SONT AFFECTÉES À L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS. DEPUIS LE 21 OCTOBRE 2015, CE MONTANT EST DISTRIBUÉ DIRECTEMENT AU FAVAC)	27 845 $
04-04-01	RECOUVREMENT - DÉPENSES D'ANNÉES ANTÉRIEURES (CE POSTE COMPTABLE INCLUT TOUS LES RECOUVREMENTS DE DÉPENSES REÇUS DURANT L'ANNÉE COURANTE POUR UNE DÉPENSE ENCOURUE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE)	601 507 $
04-04-03	RECOUVREMENT – SUBVENTIONS D'ANNÉES ANTÉRIEURES (C'EST LA MÊME SITUATION QUE LE COMPTE 04-04-01 SAUF QU'ON UTILISE UN AUTRE COMPTE POUR LA SUPERCATÉGORIE «TRANSFERT» ALORS QUE LE 04-04-01 REPRÉSENTE LA SUPERCATÉGORIE «FONCTIONNEMENT»)	4 884 $

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2018-2019
04-04-04	RECOUVREMENT – RÉMUNÉRATION (C'EST LA MÊME SITUATION QUE LE COMPTE 04-04-01 SAUF QU'ON UTILISE UN AUTRE COMPTE POUR LA SUPERCATÉGORIE «RÉMUNÉRATION» ALORS QUE LE 04-04-01 REPRÉSENTE LA SUPERCATÉGORIE «FONCTIONNEMENT»)	54 212 $
04-04-32	SURPLUS – FONDS SPÉCIAUX ET ORGANISMES (EN VERTU DE L'ACCORD RELATIF À L'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LES CONTRAVENTIONS, LA PROVINCE ASSURE LE TRAITEMENT DES CONTRAVENTIONS FÉDÉRALES COMMISES EN TERRITOIRE QUÉBÉCOIS. LES RECETTES PERÇUES À LA SUITE DU PAIEMENT DE CES CONTRAVENTIONS SONT DÉPOSÉES DANS UN COMPTE EN FIDÉICOMMIS (FONDS SPÉCIAL), ET L'EXCÉDENT DES RECETTES SUR LES COÛTS ENCOURUS POUR TRAITER CES CONTRAVENTIONS EST PARTAGÉ ENTRE LE FÉDÉRAL ET LA PROVINCE ET COMPTABILISÉ DANS CE COMPTE).	16 437 $
06-04-AO	CONSEILLERS JURIDIQUES AUPRÈS DES AUTOCHTONES (SUBVENTION FÉDÉRALE D'UN MONTANT MAXIMAL ANNUEL DE 829 694 $ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2018-2019. CETTE ENTENTE PRÉVOIT LE PARTAGE DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LA PROVINCE POUR SOUTENIR L'ORGANISME QUI DISPENSE LES SERVICES DE CONSEILLERS PARAJUDICIAIRES AUPRÈS DES AUTOCHTONES. EN 2018-2019, LE MJQ A VERSÉ UNE SUBVENTION DE 1 371 600 $ À CET ORGANISME)	(20 169) $
06-04-H5	INFORMATIONS CONCERNANT LES SENTENCES (LE CANADA ET LE QUÉBEC ONT CONCLU EN 1995 UNE ENTENTE PAR LAQUELLE LE QUÉBEC TRANSMET AU CANADA LA DOCUMENTATION RELATIVE AUX SENTENCES, REQUISE DANS LE PROCESSUS DE GESTION DE LA PEINE ET DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES. LE CANADA REMBOURSE UN MONTANT FIXE POUR LES DÉPENSES ASSUMÉES POUR LE REPIQUAGE DES CASSETTES.	40 108 $
06-04-H6	ENREGISTREMENT DES ACTIONS EN DIVORCE (ACCORD ENTRE LE CANADA ET LE QUÉBEC QUI PRÉVOIT QUE LE QUÉBEC PERÇOIT LE DROIT FÉDÉRAL ÉTABLI À 10 $ PAR DEMANDE DE DIVORCE DÉPOSÉ AU QUÉBEC. LE QUÉBEC RETOURNE AU FÉDÉRAL 7 $ POUR CHAQUE DEMANDE D'ENREGISTREMENT EN DIVORCE ET CONSERVE 3 $)	27 419 $
06-04-J7	MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE (ENTENTE QUI PRÉVOIT UN FINANCEMENT DU FÉDÉRAL DANS LE CADRE DU FONDS DE SOUTIEN DES FAMILLES. L'APPORT DU FÉDÉRAL SERT PRINCIPALEMENT À FINANCER DIVERSES RECHERCHES ET ÉTUDES EN MATIÈRE FAMILIALE)	99 275 $
06-04-25	AIDE JURIDIQUE (ENTENTE QUI PRÉVOIT UNE CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL AU FINANCEMENT DU PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET DE L'AIDE JURIDIQUE AUX IMMIGRANTS ET RÉFUGIÉS. C'EST LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES DU QUÉBEC QUI A POUR MISSION DE GÉRER LE PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE, PROGRAMME QUI DONNE ACCÈS AUX PERSONNES DÉFAVORISÉES À DES SERVICES D'AIDE JURIDIQUE)	28 809 377 $
	TOTAL REVENUS	**216 497 43 $**

FONDS ACCÈS JUSTICE

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2018-2019
442066	AMENDES ET CONFISCATIONS (CONTRIBUTIONS PÉNALES)	11 418 888 $
471340	TRANSFERT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL (MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE)	2 642 913 $
441210	REVENUS D'INTÉRÊTS	122 885 $
443010+443011	RECOUVREMENT	2 428 $
	TOTAL REVENUS	**14 187 114 $**

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2018-2019
441210	REVENU D'INTÉRÊT[1]	476 196 $
484025	MJQ – TRANSFERT AUTRES ENTITÉS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	78 600 $
442050	SURAMEMDE COMPENSATOIRE	10 592 669 $
442060	CONTRIBUTION PÉNALE-JUGEMENT	575 $
442065	CONTRIBUTION PÉNALE	13 902 894 $
442070	PRODUIT DE LA CRIMINALITÉ	1 250 000 $
443010+443011	RECOUVREMENT	78 299 $
	TOTAL REVENUS	**26 379 233 $**

[1] LE MONTANT CORRESPOND AUX INTÉRÊTS REÇUS ET TRAITÉS ENTRE LE 1ER AVRIL ET LE 31 DÉCEMBRE 2018.

FONDS DES REGISTRES

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2018-2019
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES DROITS PERSONNELS ET RÉELS MOBILIERS (RDPRM)	35 771 592 $
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES LOBBYISTES	166 $
REVENUS AUTONOMES	SERVICE DE CERTIFICATION (ICPG)	208 924 $
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES COMMISSAIRES À L'ASSERMENTATION	545 069 $
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES LETTRES PATENTES FONCIÈRES	2 975 $
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES VENTES	1 206 686 $
REVENUS AUTONOMES	PROJET TRANSFORMATION – REMBOURSEMENT DÉPENSES ANNÉES ANTÉRIEURES	515 $
	TOTAL REVENUS	**37 735 927 $**

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2018-2019
04-02-01	INTÉRÊTS SUR LES COMPTES DE BANQUE	883 222 $
	TOTAL REVENUS	**883 222 $**

P.4 POUR 2018-2019, BILAN DU PLAN D'OPTIMISATION DE LA PERCEPTION DES AMENDES, EN INDIQUANT :

A. **LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES;**
B. **LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES;**
C. **LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT;**
D. **LES RÉSULTATS OBTENUS.**

MINISTÈRE

A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES ET B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES

	28 FÉVRIER 2019 **MILLIONS DE $**
COMPTES À RECEVOIR AU DÉBUT	243,3
REVENUS	146,6
RECETTES	120,9
COMPTES À RECEVOIR À LA FIN	261,2
RATIO RECETTES / REVENUS	82,5 %

COMMENTAIRES :

CE TABLEAU PRÉSENTE UNIQUEMENT LES CRÉANCES DU MINISTÈRE (FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU), ET EXCLUT LES DOSSIERS PROVISIONNÉS À LA PROVISION POUR NON-RÉALISATION DE REVENUS.

LES COMPTES À RECEVOIR AU 28 FÉVRIER 2019 ONT ÉTÉ RÉDUITS D'UN MONTANT DE 7,8 M$ QUI REPRÉSENTE LES RADIATIONS POUR MAUVAISES CRÉANCES DE L'EXERCICE 2018-2019.

C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT

LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES (BIA) A POUR MANDAT D'EXÉCUTER LES JUGEMENTS RENDUS PAR LES TRIBUNAUX TANT EN MATIÈRE PÉNALE QUE CRIMINELLE COMPORTANT UNE AMENDE, UN MONTANT CONTRIBUTOIRE ET DES FRAIS JUDICIAIRES CONFORMÉMENT AU CHAPITRE XIII DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE.

LES MESURES EN PLACE POUR EXÉCUTER LES JUGEMENTS SONT :

- TRAITER LES DEMANDES DE LA CLIENTÈLE QUI DÉSIRE CONVENIR D'UN MODE DE PAIEMENT (ENTENTE DE PAIEMENT OU, SELON L'ÉLIGIBILITÉ, LES TRAVAUX COMPENSATOIRES);
- ENTREPRENDRE DES MESURES D'EXÉCUTION FORCÉE EN CE QUI CONCERNE LES SOMMES NON ACQUITTÉES DANS LE DÉLAI PRESCRIT PAR LE TRIBUNAL NOTAMMENT PAR :
  - LA TRANSMISSION D'UN AVIS DE NON-PAIEMENT D'AMENDE À LA SAAQ;
  - L'ÉMISSION DE SAISIES;
  - LA DEMANDE D'IMPOSITION D'UNE PEINE D'EMPRISONNEMENT.

LES MESURES D'OPTIMISATION SUIVANTES ONT AUSSI ÉTÉ MISES EN PLACE :

- LA STRATÉGIE D'ACTION VISANT À CONTRIBUER À LA RÉDUCTION DES DÉLAIS DE JUSTICE CRIMINELLE ET PÉNALE, 20 ETC ONT ÉTÉ AFFECTÉS À LA DIRECTION DE LA PERCEPTION DES AMENDES;
- LE DÉMARRAGE DE PROCESSUS D'EMPRISONNEMENT EN MATIÈRE PÉNALE ET CRIMINELLE DANS DES DISTRICTS JUDICIAIRES ADDITIONNELS;
- LE CONTACT TÉLÉPHONIQUE EST PRIVILÉGIÉ AVEC LES DÉBITEURS DONT LE DOSSIER EST EN DÉFAUT DE PAIEMENT OU SUITE À UNE ENTENTE DE PAIEMENT NON RESPECTÉE;
- LA PRIORISATION DES DOSSIERS DES PERSONNES MORALES;
- L'ASSIGNATION À UN MÊME PERCEPTEUR POUR TOUT LE PROCESSUS LORSQU'IL S'AGIT D'UN DOSSIER DE GRANDES CRÉANCES DE PLUS DE 25 000 $.

D. LES RÉSULTATS OBTENUS : ÉVOLUTION DU RATIO RECETTES / REVENUS

	EN %
	28 FÉVRIER 2019
INFRACTIONS	100,4
PERCEPTION	75,1
TOTAL DU BIA	82,5

ANALYSE

LE RATIO RECETTES / REVENUS EST DE 82,5 % AU 28 FÉVRIER 2019. IL ÉTAIT DE 80,3 % EN 2017-2018.

DEPUIS 2013-2014, LE NOMBRE DE JUGEMENTS REÇUS AU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES EN MATIÈRE CRIMINELLE NE CESSE D'AUGMENTER. IL EST PASSÉ D'UNE MOYENNE DE 30 000 JUGEMENTS ANNUELLEMENT À PLUS DE 92 000 JUGEMENTS EN 2017-2018. AU 28 FÉVRIER 2019, PLUS DE 65 000 DE CES JUGEMENTS ONT ÉTÉ REÇUS AU BIA. CES AUGMENTATIONS SONT DUES À LA LOI SUR LA RESPONSABILISATION DES CONTREVENANTS À L'ÉGARD DES VICTIMES QUI EST ENTRÉE EN VIGUEUR EN OCTOBRE 2013.

LA HAUSSE DE VOLUMÉTRIE DEPUIS LES DERNIÈRES ANNÉES INFLUE SUR L'ÉVOLUTION DU RATIO RECETTES / REVENUS CAR L'EXÉCUTION EST PLUS DIFFICILE POUR LES JUGEMENTS DE NATURE CRIMINELLE. LA PROPORTION DE JUGEMENTS RÉGLÉS PAR RAPPORT AU NOMBRE DE JUGEMENTS REÇUS PENDANT L'ANNÉE FINANCIÈRE 2018-2019 EST DE 95 % POUR LES JUGEMENTS EN MATIÈRE PÉNALE ET DE 70 % EN MATIÈRE CRIMINELLE.

P.5 POUR 2018-2019 LE SOLDE IMPAYÉ (ANNUELLEMENT) POUR CHACUN DES TYPES DE CRÉANCES ET LE NOMBRE DE DOSSIERS À RECOUVRER PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES (BIA). PRÉSENTER LES SOLDES DE 100 000 $ ET PLUS À PART ET IDENTIFIER (EN SOMME ET NOMBRE DE DOSSIERS) LES CRÉANCES JUGÉES DIFFICILES À RECOUVRER. AUSSI, POUR CHACUN DES TYPES DE CRÉANCES AU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES (BIA), L'ÂGE MOYEN, MÉDIAN ET MAXIMUM DES SOLDES IMPAYÉS (DOSSIERS).

MINISTÈRE

RÉSULTATS DU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES

EN GÉNÉRAL LE TAUX DE RÈGLEMENT DES ACTIVITÉS DE PERCEPTION DU BIA EST ÉLEVÉ ET IL AMÉLIORE DE FAÇON CONSTANTE SES RÉSULTATS :

- LE RATIO DU NOMBRE DE JUGEMENTS RÉGLÉS PAR RAPPORT AU NOMBRE DE JUGEMENTS REÇUS EN 2018-2019 (28 FÉVRIER 2019), EST DE 92 %. IL ÉTAIT DE 87 % EN 2017-2018 :
  - LE TAUX DE RÈGLEMENT EST EN HAUSSE DE 14 % POUR LES JUGEMENTS CRIMINELS (82 %), ET EN BAISSE DE 1 % POUR LES JUGEMENTS PÉNAUX (95 %).

- EN MATIÈRE DE RÉDUCTION DES DÉLAIS, LES CIBLES PRÉVUES SONT ATTEINTES EN 2018-2019.
  - 85 % DES CONSTATS DÉLIVRÉS PAR LE BIA À L'INTÉRIEUR D'UN DÉLAI DE 90 JOURS DE LA DATE DE RÉCEPTION (RÉSULTAT 92,9 %);
  - 70 % DES CONSTATS D'INFRACTIONS REQUÉRANT UN JUGEMENT ET TRANSFÉRÉ À LA COUR DU QUÉBEC À L'INTÉRIEUR D'UN DÉLAI DE 90 JOURS À COMPTER DE LA DATE DE SIGNIFICATION (RÉSULTAT 78,4 %).

- ANNUELLEMENT, LE BIA PERÇOIT PLUS DE 180 M$ EN ARGENT OU EN RÈGLEMENTS NON PÉCUNIAIRES (TRAVAUX COMPENSATOIRES ET EMPRISONNEMENT).

Ministère de la Justice - Fonds général du Fonds consolidé du revenu (en $) Au 28 Février 2019							
Type de créances	Débiteurs de moins de 50 K$ et débiteurs de plus de 50K$ non assujettis à la PPNRR		Débiteurs de plus de 50 K$ assujettis à la PPNRR (1)		Total	Provisions (2)	Total net
	Dossiers actifs	Dossiers fermés administrativement					
Actes juridiques	48 800 039,20 $	2 931 265,87 $	11 338 122,17 $		63 069 427,24 $	25 745 365,94 $	37 324 061,30 $
Code de la sécurité routière	29 803 723,64 $	1 531 772,91 $	- $		31 335 496,55 $	8 571 458,62 $	22 764 037,93 $
Code criminel	32 484 961,54 $	212 987,24 $	12 057 567,54 $		44 755 516,32 $	20 867 487,73 $	23 888 028,59 $
Diverses lois	127 676 219,64 $	6 574 753,96 $	403 635 421,86 $		537 886 395,46 $	436 077 880,55 $	101 808 514,91 $
Aide aux victimes d'actes criminels	1 132 096,91 $	105 976,94 $	21 726,00 $		1 259 799,85 $	614 593,24 $	645 206,61 $
Contribution pénale	9 769 080,24 $	143 309,48 $	6 577 264,00 $		16 489 653,72 $	5 874 653,44 $	10 615 000,28 $
Sous-total	**249 666 121,17 $**	**11 500 066,40 $**	**433 630 101,57 $**		**694 796 289,14 $**	**497 751 439,52 $**	**197 044 849,62 $**
Ajustements hors SGIPA	(1 607 080,92) $	- $	(7 716 665,08) $		(9 323 746,00) $		(9 323 746,00) $
Sous-total après ajustements	**248 059 040,25 $**	**11 500 066,40 $**	**425 913 436,49 $**		**685 472 543,14 $**	**497 751 439,52 $**	**187 721 103,62 $**
Autres bénéficiaires (en $)							
Actes juridiques	6 064 751,56 $	115 166,97 $	- $		6 179 918,53 $	N/A	6 179 918,53 $
Code de la sécurité routière	5 690 050,74 $	83 581,77 $	- $		5 773 632,51 $	N/A	5 773 632,51 $
Code criminel	56 142 001,28 $	138 223,88 $	45 000,00 $		56 325 225,16 $	N/A	56 325 225,16 $
Diverses lois	97 212 855,04 $	2 294 716,55 $	18 820 106,00 $		118 327 677,59 $	N/A	118 327 677,59 $
Aide aux victimes d'actes criminels	- $	- $	- $		- $	N/A	- $
Contribution pénale	- $	- $	- $		- $	N/A	- $
Sous-total	**165 109 658,62 $**	**2 631 689,17 $**	**18 865 106,00 $**		**186 606 453,79 $**	**N/A**	**186 606 453,79 $**
Total FCR et autres bénéficiaires	**413 168 698,87 $**	**14 131 755,57 $**	**444 778 542,49 $**		**872 078 996,93 $**	**497 751 439,52 $**	**374 327 557,41 $**

(1) LES DÉBITEURS ASSUJETTIS À LA PROVISION POUR NON-RÉALISATION DE REVENUS INCLUENT 114,4 M$ EN COMPTES À RECEVOIR FERMÉS ADMINISTRATIVEMENT EN DATE DU 31 DÉCEMBRE 2018.

(2) LES PROVISIONS INCLUENT LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES (71,9 M$) ET LA PROVISION POUR NON-RÉALISATION DE REVENUS (PPNRR) (425,9 M$, CALCULÉES AU 31 DÉCEMBRE 2018).

P.6 COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS EN 2018-2019. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET SES ORGANISMES.

MINISTÈRE

LES RÉALISATIONS 2018-2019

- REMPLACEMENT DU SYSTÈME D'ENREGISTREMENT NUMÉRIQUE (SEN) - (STATUT : PROJET TERMINÉ)
- REFONTE ET DÉPLOIEMENT DU SYSTÈME DES RÔLES CRIMINELS (REF_INFOTRAC) - (STATUT : PROJET TERMINÉ)
- DÉPÔT DES PROCÉDURES ET PAIEMENT EN LIGNE AUX PETITES CRÉANCES – (STATUT : PROJET TERMINÉ)

AUCUNE SOMME N'A ÉTÉ AVANCÉE EN 2018-2019 PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION.

FONDS DES REGISTRES

LES DONNÉES CONCERNANT LE FONDS DES REGISTRES SE RETROUVENT, LE CAS ÉCHÉANT, AU PLAN DIRECTEUR DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS, TELS QU'INDIQUÉS LORS DE LA COLLECTE D'INFORMATION SUR LA PROGRAMMATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES ET RÉELS EN DATE DU 28 FÉVRIER 2019 :

ACTIVITÉS DU PLAN DIRECTEUR	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS RÉELS	ÉCART	EXPLICATION SOMMAIRE DES ÉCARTS
ACTIVITÉS D'ENCADREMENT	96 000 $	88 200 $	7 800 $	DÉPENSES À VENIR
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	864 000 $	814 000 $	50 000 $	DÉPENSES À VENIR
PROJETS	300 000 $	227 000 $	73 000 $	DÉPENSES À VENIR

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LES RÉALISATIONS 2018-2019

- MISE À NIVEAU DES SYSTÈMES INFORMATIQUES ET DE TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION
- VENTILATION DES SOMMES ALLOUÉES DANS LE RÉSEAU

2018-2019	
RÉGIONS	PHASE 19
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	45 226 $
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	61 757 $
CÔTE-NORD	41 723 $
ESTRIE	80 703 $
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	57 587 $
MAURICIE-BOIS-FRANCS	41 246 $
MONTRÉAL	282 942 $
OUTAOUAIS	44 089 $
QUÉBEC	45 585 $
RIVE-SUD	89 004 $
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	49 861 $
CSJ	19 016 $
TOTAL	**858 739 $**

AUCUNE SOMME N'A ÉTÉ AVANCÉE EN 2018-2019 PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

Les données concernant le Conseil de la justice administrative se retrouvent, le cas échéant, au plan directeur du Ministère de la justice.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Les réalisations 2018-2019

- Gestion électronique des dossiers de poursuite GESTE-APPUI (annulé le 2018-09-28)
- Gestion électronique des dossiers de poursuite GESTE Phase 1 (conception)
- Application de communication avec les partenaires – Preuve de concept (terminé)

Aucune somme n'a été avancée en 2018-2019 par le fonds de suppléance du conseil du trésor pour le développement des services de certification.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

Plan Assumé par le Ministère de la Justice.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

Nom du projet	Nature du projet – statut (au 01-03-2019)	Réalisations en 2018-2019
Qualiac RIA. Mise à niveau ERP	Configuration de système informatique – En réalisation (Terminé)	Livraison terminée
Outil d'aide à la décision – Professionnel (OADP)	Développement de système informatique (suspendu)	Livraisons progressées
implantation d'un système de gestion de la relation client (crm)	configuration et implantation (suspendu)	Livraisons progressées

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

Nom du projet	Nature du projet – statut (au 28-02-2019)	Réalisations en 2018-2019
Rehaussement du câblage réseau	Rehaussement d'infrastructures technologiques – Exécution (terminé)	Livraisons terminées : • 4ième étage • 3ième étage • RC
Évaluation à des fins formatives en ligne	Développement de système informatique – Exécution (terminé)	Livraison terminée : • Représentants des parties
Sécurité de l'information – plan d'action	Mise en place d'éléments pour soutenir la gouvernance de la sécurité de l'information – Réalisation partielle en mode projet	Livraison terminée : • Réalisation des travaux restants ou récurrents en mode continuité plutôt qu'en mode projet.
Procès-verbal électronique	Développement de système informatique – Exécution (en cours)	Livraisons terminées : • Formulaire de demande de remise • Procès-verbal électronique rectifié Livraisons en cours : • Procès-verbal électronique Conciliation • Procès-verbal électronique Audience • Procès-verbal électronique Conférence préparatoire
Numérisation	Maintien des actifs – Exécution (en cours)	Livraisons terminées : • Numérisation des petits bassins de dossiers de la Section des Affaires Sociales (SAS) (privilèges hospitaliers, Charte de la langue française, victimes d'immunisation, accident de travail, RAMQ, immigration, code de la sécurité routière) • Nouvelle fonction de notification du dépôt de nouveaux documents • Nouvelle fonction des documents faisant l'objet d'une ordonnance de non publication Livraison en cours : • Numérisation des dossiers de la SAI-fiscalité

Nom du projet	Nature du projet – statut (au 28-02-2019)	Réalisations en 2018-2019
Modernisation	Développement de système informatique – Avant-projet (en cours)	Livraison terminée : • Élaboration d'une vision cible Livraison en cours : • Élaboration de la cible d'affaires et technologique
Recours introductif d'instance en ligne	Développement de système informatique – Avant-projet (en cours)	Livraison en cours : • Préparation d'un dossier d'opportunité / affaire
Signature numérique des décisions	Développement de système informatique – Avant-projet (en cours)	Livraison en cours : • Préparation d'un dossier d'opportunité / affaire
Gestion intégrée des risques	Mise en place d'une gestion intégrée des risques – Exécution (terminée)	REA-L4 Mise en œuvre du processus GIR

Aucune somme n'a été avancée en 2018-2019 par le fonds de suppléance du conseil du trésor.

P.7 LISTE ET DÉTAIL DE TOUS LES MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE POUR LA LOCATION, L'ACHAT, LA RÉNOVATION, LA DÉCORATION ET AUTRES TRAVAUX RÉALISÉS EN 2018-2019.

MINISTÈRE

DATE	NOMBRE DE MANDAT	DESCRIPTION DU MANDAT	DÉPENSE 2018-2019
2018-12-01	1	MISE À NIVEAU D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ (PALAIS DE JUSTICE DE MONT-LAURIER)	879,24 $
2018-04-01	1	TRAVAUX DANS LE CADRE DE LA RELOCALISATION DES ESPACES DU 85, RUE DE MARTIGNY OUEST DANS UN NOUVEL ÉDIFICE (CENTRE ADMINISTRATIF DE SAINT-JÉRÔME)	29 934,97 $
2019-02-01	1	TRAVAUX EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE RELOCALISATION DES ESPACES DU 85, RUE DE MARTIGNY OUEST DANS UN NOUVEL ÉDIFICE (CENTRE ADMINISTRATIF DE SAINT-JÉRÔME)	1 431,93 $
2018-07-01	1	RELOCALISATION DES ARCHIVES DU 85, RUE DE MARTIGNY OUEST-PHASE II (CENTRE ADMINISTRATIF DE SAINT-JÉRÔME)	21 129,76 $
2018-04-01	1	CONVERSION DE LA SALLE DES MARIAGES PHASE 2 (PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL)	35 433,96 $
2018-06-01	1	ESPACE RÉCUPÉRÉ D'UN ANCIEN OCCUPANT (PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL)	67 719,90 $
2018-11-01	1	REHAUSSEMENT DE LA SALLE DES SERVEURS AU LOCAL 10.08A (PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL)	7 567,80 $
2018-12-01	1	MISE À NIVEAU D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ (PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL)	603,16 $
2018-11-01	1	MISE À NIVEAU D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ (PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL)	17 309,70 $
2019-02-01	1	INSTALLATION DE PRISES ÉLECTRIQUES (CENTRE DE SERVICES JUDICIAIRES DE MONTRÉAL)	1 138,83 $
2018-10-01	1	AJOUT DE BUREAUX DE JUGE (PALAIS DE JUSTICE DE LAVAL)	55 919,60 $
2019-01-01	1	ÉTUDE DANS LE CADRE DU PROJET D'AGRANDISSEMENT DU PALAIS (PALAIS DE JUSTICE DE JOLIETTE)	12 265,26 $
2018-11-01	1	INSTALLATION ÉQUIPEMENTS TECHNOLOGIQUES POUR SALLE D'ASSISE 1.20 (PALAIS DE JUSTICE DE JOLIETTE)	4 139,15 $
2018-12-01	1	RÉAMÉNAGEMENT DU SECTEUR DE LA MAGISTRATURE, DU COURTIER EN INFORMATION JURIDIQUE (CAIJ) ET DU VESTIAIRE DES AVOCATS (PALAIS DE JUSTICE DE SHAWINIGAN)	37 139,10 $
2018-06-01	1	AJOUT D'UNE PRISE DOUBLE TÉLÉCOM (PALAIS DE JUSTICE DE SHAWINIGAN)	796,27 $
2019-01-01	1	MISE À NIVEAU D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ (PALAIS DE JUSTICE DE SHAWINIGAN)	283,40 $
2018-05-01	1	AJOUT D'UN POSTE DE TRAVAIL ET MASQUAGE SONORE – BRIA (PALAIS DE JUSTICE DE TROIS-RIVIÈRES)	6 573,38 $
2018-11-01	1	REMPLACEMENT VITRE BRISÉE (ENTREPÔT À SEPT-ÎLES)	1 497,15 $
2018-09-01	1	AMÉNAGEMENT POUR MÉGAPROCÈS-SALLE 1 (PALAIS DE JUSTICE DE SHERBROOKE)	50 084,44 $
2018-11-01	1	MISE À NIVEAU D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ (PALAIS DE JUSTICE DE SOREL-TRACY)	926,00 $
2018-09-01	1	AMÉNAGEMENT D'UNE SALLE D'ENTREVUE (PALAIS DE JUSTICE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD)	7 265,16 $
2018-09-01	1	INSTALLATION DE CÂBLES RÉSEAU - SOMMET G7 (PALAIS DE JUSTICE DE LA MALBAIE)	949,03 $
2018-07-01	1	REMPLACEMENT COMPLET DE SERRURE (PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC)	498,16 $
2019-02-01	1	CONSTRUCTION D'UN BUREAU FERMÉ (PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC)	22 777,48 $
2018-07-01	1	ACCROISSEMENT D'ESPACE D'ENTREPOSAGE (ENTREPÔT À QUÉBEC)	28 027,26 $
2018-09-01	1	MISE À NIVEAU D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ (PALAIS DE JUSTICE DE DRUMMONDVILLE)	946,79 $
2018-04-01	1	ACCROISSEMENT D'ESPACE (PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU)	849,72 $
2018-04-01	1	AGRANDISSEMENT ET RÉAMÉNAGEMENT DE LA 2E SALLE D'AUDIENCE (PALAIS DE JUSTICE DE MANIWAKI)	55 227,12 $

Date	Nombre de mandat	Description du mandat	Dépense 2018-2019
2018-09-01	1	Aménagement des locaux pour le Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (Palais de justice de Maniwaki)	88 178,67 $
2018-12-01	1	Remplacement de matériel technologique d'une salle (Palais de justice de Rivière-du-Loup)	1 586,54 $
2018-06-01	1	Réparation banc des accusés (Palais de justice de Victoriaville)	666,44 $
2018-12-01	1	Mise à jour des registres d'amiante (Siège social à Québec – 1200)	228,38 $

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

Aucun.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Date	Nombre de mandat	Description du mandat	Dépense 2018-2019
2018-05-01	1	Réaménagement de locaux – Rive-Sud (Ville de Longueuil)	682 192,00 $
2018-09-01	1	Réaménagement de locaux – Rive-Sud (Ville de Longueuil)	737 230,00 $
2018-12-01	1	Réaménagement de locaux – Québec (Ville de Québec)	446 861,00 $
2018-11-01	1	Réaménagement de locaux – Québec (Ville de Québec)	274 736,00 $

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Date	Nombre de mandat	Description du mandat	Dépense 2018-2019
2018-10-01	1	Projet immobilier : 124, Route 132, Percé	158 570,43 $
2019-01-01	1	Projet immobilier : 1550, rue Dessaules, Saint-Hyacinthe	466 865,06 $
2018-05-01	1	Projet immobilier : 25, rue de Martigny Ouest (Annexe), Saint-Jérôme	1 352 537,03 $
2018-12-01	1	Projet immobilier : 2555, boul. Roland-Therrien	64 863,17 $
2018-10-01	1	Projet immobilier : 300, boul. Jean-Lesage, Québec	312 577,31 $
2018-10-01	1	Projet immobilier : 380, rue Saint-Antoine Ouest, Montréal	387 992,64 $
MULTIPLES	2	Location d'espace temporaire	4 132,14 $
MULTIPLES	2	Signalisation	126,33 $
MULTIPLES	5	Travaux d'électricité et de câblage	5 588,12 $
2018-05-24	1	Travaux de rénovation	10 410,01 $
MULTIPLES	2	Travaux d'insonorisation	18 536,08 $
MULTIPLES	3	Travaux liés à la sécurité	8 273,14 $

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

Aucun.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

Aucun.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

Aucun.

P.8 POUR CHACUN DES EMPLACEMENTS UTILISÉS PAR LE MINISTÈRE, INCLUANT LES CABINETS, INDIQUER :

A. **LA DATE DES RÉNOVATIONS;**
B. **LA LISTE DES RÉNOVATIONS;**
C. **LE COÛT DES RÉNOVATIONS;**
D. **LE NOM DE LA FIRME OU DE LA COMPAGNIE QUI A EFFECTUÉ LES TRAVAUX.**

MINISTÈRE

IMMEUBLE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	MONTANTS
PJ MONT-LAURIER	2018-12-01	MISE À NIVEAU D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SQI	879,24 $
CAD SAINT-JÉRÔME	2018-04-01	TRAVAUX DANS LE CADRE DE LA RELOCALISATION DES ESPACES DU 85 DE MARTIGNY DANS UN NOUVEL ÉDIFICE	SQI	29 934,97 $
CAD SAINT-JÉRÔME	2019-02-01	TRAVAUX EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE RELOCALISATION DES ESPACES DU 85 DE MARTIGNY DANS UN NOUVEL ÉDIFICE	SQI	1 431,93 $
CAD SAINT-JÉRÔME	2018-07-01	RELOCALISATION DES ARCHIVES DU 85 DE MARTIGNY - PHASE II	SQI	21 129,76 $
PJ MONTRÉAL	2018-04-01	CONVERSION DE LA SALLE DES MARIAGES PHASE 2	SQI	35 433,96 $
PJ MONTRÉAL	2018-06-01	ESPACE RÉCUPÉRÉ D'UN ANCIEN OCCUPANT	SQI	67 719,90 $
PJ MONTRÉAL	2018-11-01	REHAUSSEMENT DE LA SALLE DES SERVEURS AU LOCAL 10.08A	SQI	7 567,80 $
PJ MONTRÉAL	2018-12-01	MISE À NIVEAU D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SQI	603,16 $
PJ MONTRÉAL	2018-11-01	MISE À NIVEAU D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SQI	17 309,70 $
CSJ MONTRÉAL	2019-02-01	INSTALLATION DE PRISES ÉLECTRIQUES	SQI	1 138,83 $
PJ LAVAL	2018-10-01	AJOUT DE BUREAUX DE JUGE	SQI	55 919,60 $
PJ JOLIETTE	2019-01-01	ÉTUDE DANS LE CADRE DU PROJET D'AGRANDISSEMENT DU PALAIS	SQI	12 265,26 $
PJ JOLIETTE	2018-11-01	INSTALLATION ÉQUIPEMENTS TECHNOLOGIQUES POUR SALLE D'ASSISE 1.20	SQI	4 139,15 $
PJ SHAWINIGAN	2018-12-01	RÉAMÉNAGEMENT DU SECTEUR DE LA MAGISTRATURE, DU CAIJ ET DU VESTIAIRE DES AVOCATS	SQI	37 139,10 $
PJ SHAWINIGAN	2018-06-01	AJOUT D'UNE PRISE DOUBLE TÉLÉCOM	SQI	796,27 $
PJ SHAWINIGAN	2019-01-01	MISE À NIVEAU D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SQI	283,40 $
PJ TROIS-RIVIÈRES	2018-05-01	AJOUT D'UN POSTE DE TRAVAIL ET MASQUAGE SONORE - BRIA	SQI	6 573,38 $
ENT SEPT-ILES	2018-11-01	REMPLACEMENT VITRE BRISÉE	SQI	1 497,15 $
PJ SHERBROOKE	2018-09-01	AMÉNAGEMENT POUR MÉGAPROCÈS (SALLE 1)	SQI	50 084,44 $
PJ SOREL-TRACY	2018-11-01	MISE À NIVEAU D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SQI	926,00 $

Immeuble		Date des rénovations	Description	Firme	montants
PJ	Salaberry-de-Valleyfield	2018-09-01	Aménagement d'une salle d'entrevue	SQI	7 265,16 $
PJ	La Malbaie	2018-09-01	Installation de câbles réseau - Sommet G7	SQI	949,03 $
PJ	Québec	2018-07-01	Remplacement complet de serrure	SQI	498,16 $
PJ	Québec	2019-02-01	Construction d'un bureau fermé	SQI	22 777,48 $
Ent	Québec	2018-07-01	Accroissement d'espace d'entreposage	SQI	28 027,26 $
PJ	Drummondville	2018-09-01	Mise à niveau d'un système de sécurité	SQI	946,79 $
PJ	Gatineau	2018-04-01	Accroissement d'espace	SQI	849,72 $
PJ	Maniwaki	2018-04-01	Agrandissement et réaménagement de la 2e salle d'audience	SQI	55 227,12 $
PJ	Maniwaki	2018-09-01	Aménagement des locaux pour le CAVAC	SQI	88 178,67 $
PJ	Rivière-du-Loup	2018-12-01	Remplacement de matériel technologique d'une salle	SQI	1 586,54 $
PJ	Victoriaville	2018-06-01	Réparation banc des accusés	SQI	666,44 $
SS	Québec – 1200	2018-12-01	Mise à jour des registres d'amiante	SQI	228,38 $

P.9 **LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, ACTIFS EN 2018-2019, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER :**

A. **LE MANDAT;**
B. **LES MEMBRES;**
C. **LE BUDGET;**
D. **LE MONTANT VENTILÉ POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENTS, DE REPAS OU AUTRES;**
E. **LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2018-2019;**
F. **LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2018-2019 ET LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020.**

VOIR PAGE SUIVANTE.

MINISTÈRE

NOTE : LA LISTE SUIVANTE COMPREND LES COMITÉS AUXQUELS PARTICIPE LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE, ET CE, QU'ILS SOIENT SOUS SA RESPONSABILITÉ OU CELLE D'UN AUTRE MINISTÈRE. DE PLUS, POUR CERTAINS DE CES COMITÉS, BIEN QU'IL N'Y AIT EU AUCUNE RENCONTRE EN 2018-2019, LES TRAVAUX DE CEUX-CI SE POURSUIVENT. AUCUN BUDGET N'A ÉTÉ ALLOUÉ RELATIVEMENT À LA PARTICIPATION À CES COMITÉS

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2018-2019
COMITÉ DES SOUS-MINISTRES EN MATIÈRE DE VIOLENCES CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE	ASSURER LA COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE ET D'AGRESSION SEXUELLE.	FRANCE LYNCH	AUCUNE
COMITÉ DE SERVICES QUÉBEC : COMITÉS DES DIRIGEANTS GOUVERNEMENTAUX, COMITÉ EXÉCUTIF ET COMITÉ DES SERVICES COMMUNS ET SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE	ASSURER LE SUIVI QUANT AUX ORIENTATIONS STRATÉGIQUES DU PROJET QUI VISE À FAIRE EN SORTE QUE SERVICES QUÉBEC SOIT À LA PORTE D'ENTRÉE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX POUR LES CITOYENS ET LES ENTREPRISES SUR TOUT LE TERRITOIRE QUÉBÉCOIS.	FRANCE LYNCH	2
COMITÉ DE GOUVERNANCE SUR LE RECOUVREMENT GOUVERNEMENTAL	AMÉLIORER LA COHÉRENCE, L'EFFICIENCE ET LA PERFORMANCE DES ACTIVITÉS DE RECOUVREMENT	FRANCE LYNCH	6
COMITÉ DIRECTEUR DE TRANSFORMATION DE LA JUSTICE	CE COMITÉ, SOUS LA RESPONSABILITÉ DE LA SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE, A POUR MANDAT D'ASSURER LA GOUVERNANCE DES TRAVAUX RÉALISÉS DANS LE CADRE DE LA TRANSFORMATION DE LA JUSTICE ET LA VISION HORIZONTALE DE TOUS LES PROJETS ET PROGRAMMES QUI LA COMPOSENT. IL RÉUNIT DONC LES HAUTS DIRIGEANTS DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE. CE COMITÉ ASSURE UN *LEADERSHIP* STRATÉGIQUE DANS LE DÉPLOIEMENT ET LA RÉALISATION DE LA TRANSFORMATION.	FRANCE LYNCH PAUL DEMERS PATRICK-THIERRY GRENIER MYLÈNE MARTEL MARIE-CLAUDE FONTAINE CHRISTIAN G. SIROIS JOHANKA GIGUÈRE	3
COMITÉ DIRECTEUR DU GUICHET UNIQUE D'INFORMATION JURIDIQUE MULTICANAL	VALIDER LE DOSSIER D'AFFAIRES, APPROUVER LES ORIENTATIONS DU PROJET ET, À TERME, SUIVRE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET. ASSURER LE SUIVI DU BUDGET, DE L'ÉCHÉANCIER, LA GESTION DES RISQUES ET LA REDDITION DE COMPTES.	FRANCE LYNCH YAN PAQUETTE MYLÈNE MARTEL PATRICK-THIERRY GRENIER PIERRE E. RODRIGUE CHRISTIAN G. SIROIS MARIE-CLAUDE FONTAINE MARC SAMSON MIREILLE PELCHAT VÉRONIQUE SAUCIER	6
COMITÉ DES HAUTS DIRIGEANTS SUR LES PROJETS D'OPTIMISATION VISANT L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DES SERVICES AUX CITOYENS	ASSURER LE SUIVI DES PROJETS D'OPTIMISATION AFIN QU'ILS ATTEIGNENT LEUR OBJECTIF EN TERMES D'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DES SERVICES AUX CITOYENS. LA TRANSFORMATION DE LA JUSTICE FIGURE PARMI LES PROJETS SUIVIS.	FRANCE LYNCH	4

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2018-2019
SAQIJUQ (VENT QUI TOURNE)	LE PROJET CONSISTE PRINCIPALEMENT À FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT D'APPROCHES INNOVATRICES POUVANT RÉPONDRE AUX NOMBREUX PROBLÈMES SOCIAUX, DONT PARTICULIÈREMENT CEUX LIÉS À LA CONSOMMATION D'ALCOOL ET DE DROGUES ET LA VIOLENCE FAMILIALE. LE PROJET PRÉVOIT ÉGALEMENT UNE TABLE DES PARTENAIRES COMPOSÉE DES MÊMES INSTANCES RESPONSABLES D'ANALYSER LES ACTIONS ET DE LES METTRE EN ŒUVRE.	FRANCE LYNCH JACQUES PRÉGENT	AUCUNE
TABLE DES SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX	ÉCHANGER SUR DES SUJETS D'INTÉRÊT POUR TOUS LES MINISTÈRES.	VÉRONIQUE MORIN	2
RÉSEAU DES RÉPONDANTS MINISTÉRIELS SUR L'ALLÉGEMENT RÉGLEMENTAIRE	ASSURER LE SUIVI DES MESURES GOUVERNEMENTALES D'ALLÉGEMENT RÉGLEMENTAIRE ET ADMINISTRATIF.	VÉRONIQUE MORIN	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DES RESPONSABLES DE L'ACCÈS À L'INFORMATION ET DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	EXAMINER TOUTES LES QUESTIONS RELATIVES À L'ACCÈS À L'INFORMATION ET À LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.	MARIE-CLAUDE DARAICHE	AUCUNE
COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL DU PLAN D'ACTION DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2017-2022	VEILLER À LA MISE EN ŒUVRE DE CHACUNE DES MESURES DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2017-2022.	ROGER NOËL YOLANDE FRENETTE	2
SOUS-COMITÉ SUR LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES 2017-2022	METTRE EN ŒUVRE LA MESURE 51 DE CE PLAN D'ACTION, SOIT « CONCEVOIR UN OUTIL DE SENSIBILISATION ET UN CONTENU DE FORMATION SPÉCIFIQUE SUR LES RÉALITÉS DES PERSONNES AÎNÉES LGBT À L'INTENTION DES PROFESSIONNELS DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE CEUX TRAVAILLANT DANS LES DIFFÉRENTS MILIEUX DE VIE DES PERSONNES AÎNÉES (À DOMICILE, RPA, RI-RTF, CHSLD) »	YOLANDE FRENETTE	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LES MARQUEURS DE GENRE	ÉVALUER LA POSSIBILITÉ D'ÉLIMINER LES MARQUEURS DE GENRE, DE LES RENDRE FACULTATIFS OU D'INTRODUIRE UN GENRE NEUTRE DANS LES DOCUMENTS D'IDENTITÉ DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.	JONATHAN VIDAL GABRIEL TREMBLAY-PARENT	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE	ASSURER LA COORDINATION ET LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE D'INTERVENTION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE *PRÉVENIR, DÉPISTER, CONTRER* AINSI QUE DU PLAN D'ACTION S'Y RATTACHANT.	JONATHAN VIDAL JADE CABANA	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE	ASSURER LA COORDINATION ET LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE AINSI QUE DU PLAN D'ACTION S'Y RATTACHANT.	JONATHAN VIDAL JADE CABANA	0
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE AUTOCHTONE	ÉLABORER UN PLAN DE MESURES SPÉCIFIQUEMENT DÉDIÉES AUX COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES ET INUITES.	JONATHAN VIDAL DELPHINE MATTE PASCALE LABBÉ	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA PROMOTION DE RAPPORTS ÉGALITAIRES	ASSURER LA COORDINATION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE PROMOTION DE MODÈLES ET DE COMPORTEMENTS ÉGALITAIRES, ET UNE COHÉSION DANS LA STRATÉGIE ET DANS LE DÉVELOPPEMENT DES TRAVAUX. SOUTENIR LA RÉALISATION D'OUTILS POUR LA PROMOTION DE RAPPORTS ÉGALITAIRES DANS LES LIEUX D'ÉDUCATION.	JONATHAN VIDAL	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2018-2019
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LA FRANCOPHONIE	LIEU DE PARTAGE D'INFORMATION SUR LES ACTIONS DES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX EN MATIÈRE DE FRANCOPHONIE.	JONATHAN VIDAL	1
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LES DROITS DE LA PERSONNE	ASSURER LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DES INSTRUMENTS INTERNATIONAUX AU QUÉBEC ET RENFORCER LES LIENS DE COLLABORATION GOUVERNEMENTAUX SUR LES ENJEUX RELATIFS AUX DROITS DE LA PERSONNE.	MARIE-CATHERINE PARÉ MARC SAMSON	1
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL POUR UNE RÉVISION EN PROFONDEUR DE L'ACTION DU QUÉBEC EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE DIVERSITÉ ET D'INCLUSION	METTRE EN ŒUVRE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE PARTICIPATION ET D'INCLUSION.	CHRISTIAN CARON VICKY LAMONTAGNE	1
COMITÉ MULTISECTORIEL FEMMES IMMIGRANTES	LE COMITÉ TRAVAILLE À DÉFINIR ET À CONFIRMER LE MANDAT.	DELPHINE MATTE	3
COMITÉ DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE	COORDONNER L'APPLICATION DE NOUVELLES MESURES OU DE RÉFORMES EN MATIÈRE DE CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE, FAVORISER LA CONCENTRATION ENTRE LES PARTENAIRES POUR ACCROÎTRE L'EFFICACITÉ DES ACTIONS ET ASSURER UNE COMMUNICATION EFFICACE ET UNE DIFFUSION À L'ENSEMBLE DES INTERVENANTS.	ANTHONY COTNOIR	5
TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN ITINÉRANCE	ASSURER LE SUIVI DU PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL EN ITINÉRANCE 2015-2020	ÉLIZABETH BEAUDOIN	1
COMITÉS RÉGIONAUX EN ITINÉRANCE	COORDONNER LES ACTIONS EN ITINÉRANCE AU QUÉBEC.	ÉLIZABETH BEAUDOIN	AUCUNE
COMITÉ PROVINCIAL DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE	VOIR À L'ÉLABORATION ET AU DÉPLOIEMENT DANS L'ENSEMBLE DE LA PROVINCE DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC	ANNE LATULIPPE	10
COMITÉ RESTREINT DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE NUNAVIK	DÉVELOPPER UN PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC DANS LE NORD DU QUÉBEC.	ANNE LATULIPPE	1
COMITÉ RESTREINT DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE CÔTE NORD	DÉVELOPPER UN PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC SUR LA CÔTE NORD	ANNE LATULIPPE	2
COMITÉ RESTREINT DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE PTTCQ-MTL	VEILLER À LA COORDINATION ET AU BON FONCTIONNEMENT DES OPÉRATIONS QUOTIDIENNES DU PTTCQ DU PROGRAMME DE MONTRÉAL.	ANNE LATULIPPE	2
COMITÉ CONSULTATIF CRI-QUÉBEC SUR LA JUSTICE	IDENTIFIER LES BESOINS, PRIORITÉS ET STRATÉGIES DU MILIEU CRI ET FORMULER DES RECOMMANDATIONS EFFICACES ET NOVATRICES POUR FACILITER L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.	CHANTAL LANGLOIS	3

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2018-2019
FORUM SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE	METTRE DE L'AVANT DES MESURES VISANT À OPTIMISER L'UTILISATION DES RESSOURCES ACTUELLES CONSACRÉES À LA JUSTICE EN MILIEU AUTOCHTONE AINSI QUE DES ACTIONS NOVATRICES, ET EN FAIRE LE SUIVI.	JACQUES PRÉGENT MARC SAMSON SAMUEL FISET MARJORIE FORGUES JOSÉE TROTTIER	2
GROUPE DE RECHERCHE ET D'ANALYSE SUR LE TRAITEMENT JUDICIAIRE DE LA VIOLENCE CONJUGALE	ANALYSER LA QUESTION ET DÉGAGER DES PISTES DE SOLUTION.	JADE CABANA	AUCUNE
COMITÉ INTERSECTORIEL SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	ASSURER LA COHÉRENCE ET LA COORDINATION REQUISES ENTRE LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN REGARD DE LA LSJPA (POLITIQUES, PROCÉDURES ET PRATIQUES) RESPECTIVES AINSI QUE FORMATION INTÉGRÉE POUR LES INTERVENANTS POLICIERS SOCIAUX ET JUDICAIRES.	MARC SAMSON	2
COMITÉ DE SUIVI SUR LES MESURES EXTRAJUDICIAIRES EN VERTU DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	REVOIR LE PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE AUTORISÉ PAR LE MJQ ET LE MSSS.	AUDREY TURMEL	AUCUNE
COMITÉ DE SUIVI SUR LES SANCTIONS EXTRAJUDICIAIRES EN VERTU DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	S'ASSURER DE L'APPLICATION DU PROGRAMME DE SANCTIONS DE RECHANGE AUTORISÉ PAR LE MJQ ET LE MSSS.	AUDREY TURMEL	AUCUNE
SOUS-COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LE REGISTRE DE LA LOI SUR LE SYSTÈME JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	RÉDIGER UNE ENTENTE EN BONNE ET DUE FORME SUR LA PROPRIÉTÉ DU REGISTRE, SON UTILISATION, LA SÉCURITÉ DES DONNÉES ET LE PARTAGE DES COÛTS.	ÉRIC LESTAGE	AUCUNE
TABLE PROVINCIALE DE CONCERTATION SUR LA VIOLENCE, LES JEUNES ET LE MILIEU SCOLAIRE	SENSIBILISER LA POPULATION ET DE MOBILISER LES INTERVENANTS À LA PROMOTION DES COMPORTEMENTS PACIFIQUES, À LA PRÉVENTION OU LA DIMINUTION DE LA VIOLENCE CHEZ LES JEUNES EN MILIEU SCOLAIRE PAR L'ORGANISATION D'ACTIVITÉS PROVINCIALES OU RÉGIONALES QUI FAVORISENT UN RÉINVESTISSEMENT DES OUTILS DE PRÉVENTION ET D'INTERVENTION AU NIVEAU LOCAL.	CHRISTIAN CARON VICKY LAMONTAGNE	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE SUIVI DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES AÎNÉS	FAIRE LE SUIVI DES MESURES ANNONCÉES AU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LES ABUS ET LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES.	DELPHINE MATTE	1
SOUS-COMITÉ CONCERNANT L'APPLICATION DES PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉS À TOUTE AUTRE PERSONNE MAJEURE EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ	DÉFINIR CE QUE L'ON ENTEND PAR TOUTE PERSONNE MAJEURE EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ. DOCUMENTER LES ENJEUX ACTUELS ENTOURANT LEUR INCLUSION DANS LE DÉPLOIEMENT DES PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉS POUR LUTTER CONTRE LA MALTRAITANCE DANS CHACUNE DES RÉGIONS DU QUÉBEC ET FORMULER DES RECOMMANDATIONS INCLUANT UN ÉCHÉANCIER.	DELPHINE MATTE	4
SOUS-COMITÉ NATIONAL SUR L'INTERVENTION CONCERTÉE VISANT À LUTTER CONTRE LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	FAIRE UN ÉTAT DE SITUATION ENTOURANT L'INTERVENTION EN MALTRAITANCE AUPRÈS DES PERSONNES AÎNÉES AUTOCHTONES DU QUÉBEC ET FORMULER DES RECOMMANDATIONS SUR LA PERTINENCE DE LA MISE SUR PIED DE PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉS ET, S'IL Y A LIEU, PROPOSER DES PISTES D'ACTIONS AINSI QU'UN ÉCHÉANCIER.	DELPHINE MATTE JACQUES PRÉGENT	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR L'ÉLABORATION DU PROCHAIN PLAN D'ACTION CONCERTÉ POUR PRÉVENIR ET CONTRER L'INTIMIDATION	ÉLABORER UN PROCHAIN PLAN D'ACTION	YOLANDE FRENETTE DELPHINE MATTE	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2018-2019
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION CONCERTÉ POUR PRÉVENIR ET CONTRER L'INTIMIDATION 2015-2018	ASSURER LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION CONCERTÉ POUR PRÉVENIR ET CONTRER L'INTIMIDATION 2015-2018 «ENSEMBLE CONTRE L'INTIMIDATION, UNE RESPONSABILITÉ PARTAGÉE»	DELPHINE MATTE	1
COMITÉ D'IMPLANTATION STRATÉGIQUE POUR LE PLAN D'ACTION MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES	S'ASSURER QUE LES MESURES DU PLAN D'ACTION SOIENT APPLICABLES POUR LES AÎNÉS DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES.	SOPHIE JONCAS DELPHINE MATTE	1
COMITÉ RÉGIONAL DES INTERVENANTS PIVOTS EXPERTS	ASSISTER ET PARTICIPER À LA MISE EN PLACE DE MESURES CONCRÈTES DE PROTECTION POUR LES AÎNÉS. TENIR DES DISCUSSIONS CLINIQUES EN SOUTIEN AUX INTERVENANTS DE LA RÉGION DE LA CAPITALE NATIONALE.	DELPHINE MATTE	12
COMITÉ CONSULTATIF SUR LA MALTRAITANCE MATÉRIELLE ET FINANCIÈRE	CONSEILLER LE GOUVERNEMENT EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA MALTRAITANCE FINANCIÈRE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES.	FERNANDE ROUSSEAU DELPHINE MATTE	3
SOUS-COMITÉ LÉGISLATIF SUR LA MALTRAITANCE MATÉRIELLE ET FINANCIÈRE	IDENTIFIER DES PISTES DE SOLUTIONS POSSIBLES ET ÉTABLIR DES RECOMMANDATIONS AU COMITÉ CONSULTATIF SUR LA MALTRAITANCE MATÉRIELLE ET FINANCIÈRE PORTANT SUR LES QUESTIONS SUIVANTES : • IMPOSER DES CONDITIONS AU RACHAT DES ASSURANCES VIE. • RENFORCER LES POUVOIRS DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES POUR QU'ELLES PUISSENT AGIR EN CAS DE SOUPÇONS DE MALTRAITANCE. • EXIGER DES MESURES STRICTES DE REDDITION DE COMPTES DE LA PART DES MANDATAIRES. • RESSERRER LES RÈGLEMENTS ET LES OBLIGATIONS ENCADRANT LA CONDUITE DES REPRÉSENTANTS. • FAIRE SAVOIR AUX PROFESSIONNELS QU'ILS ONT L'OBLIGATION D'AGIR.	DELPHINE MATTE FERNANDE ROUSSEAU JEAN-FRANÇOIS LORD GABRIEL ROY	2
COMITÉ NATIONAL DIRECTEUR PORTANT SUR L'ENTENTE-CADRE NATIONALE POUR LUTTER CONTRE LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES	DÉVELOPPER UNE APPROCHE NATIONALE COHÉRENTE VIS-À-VIS L'IMPLANTATION ET LA MISE EN APPLICATION D'UN PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉ DANS CHACUNE DES RÉGIONS SOCIOSANITAIRES DU QUÉBEC	YAN PAQUETTE	1
COMITÉ NATIONAL AVISEUR PORTANT SUR L'ENTENTE-CADRE NATIONALE POUR LUTTER CONTRE LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES	ASSURER LA COORDINATION DE L'IMPLANTATION, DE LA MISE EN APPLICATION ET DU SUIVI D'UN PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉ DANS CHACUNE DES RÉGIONS SOCIOSANITAIRES DU QUÉBEC.	RICHARD CARBONNEAU DELPHINE MATTE	3
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE	ASSURER LA COHÉRENCE DES INTERVENTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D'ACTION COMMUNAUTAIRE.	ROGER DUPUIS	5
COMITÉ DES PRATIQUES POLICIÈRES	VEILLER À TENIR À JOUR LES PRATIQUES POLICIÈRES ÉLABORÉES À L'INTENTION DE L'ENSEMBLE DES CORPS DE POLICE DU QUÉBEC, AU REGARD DE L'ÉVOLUTION DE LA RÉALITÉ DE L'INTERVENTION POLICIÈRE ET DES CHANGEMENTS JURIDIQUES AYANT DES IMPACTS SUR LE TRAVAIL POLICIER.	ANTHONY COTNOIR	10
COMITÉ DE COORDINATION – PROJET PILOTE DE CINÉMOMÈTRES PHOTOGRAPHIQUES ET DE CAMÉRAS AUX FEUX ROUGES	ANALYSER LES PROBLÉMATIQUES ET PROPOSER DES SOLUTIONS.	JACQUES VACHON	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2018-2019
COMITÉ SUR LES FRAIS DE GARDE DES BIENS SAISIS	RATIONALISER LES FRAIS DE GARDE D'EXHIBITS ET DE DÉTERMINER QUI DOIT PAYER CES FRAIS.	LORIE PÉPIN PATRICK N.-CAVION ISABELLE GAGNÉ HÉLÈNE MATHIEU	AUCUNE
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LES DÉTENTIONS ISSUES D'ERREURS ADMINISTRATIVES	PROPOSER UN MODÈLE D'INDEMNISATION ADMINISTRATIF AU BÉNÉFICE DES PERSONNES DÉTENUES À LA SUITE D'ERREURS ADMINISTRATIVES COMMISES PAR LE PERSONNEL DES GREFFES OU DES SERVICES CORRECTIONNELS.	CAROLINE LANDRY GREGORY SAVOIE	5
COMITÉ DE SUIVI SUR L'IMPLANTATION DE LA MÉDIATION FAMILIALE	VÉRIFIER LE DEGRÉ D'ATTEINTE DES OBJECTIFS QUI SONT À LA BASE DE LA LOI INSTITUANT, AU CODE DE PROCÉDURE CIVILE LA MÉDIATION PRÉALABLE EN MATIÈRE FAMILIALE ET MODIFIANT D'AUTRES DISPOSITIONS DE CE CODE. ÉVALUER LES SERVICES DISPENSÉS AUX PLANS QUALITATIF ET QUANTITATIF, LES RÉSULTATS OBTENUS ENTRE LA MÉDIATION ET LE PROCESSUS JUDICIAIRE, ET L'APPRÉCIATION DES SERVICES PAR LA CLIENTÈLE.	MARIE-HÉLÈNE FILTEAU ANNIE GAUTHIER NANCY ALLAIRE	AUCUNE
COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL SUR LA SUPERVISION DES DROITS D'ACCÈS (SDA)	ASSURER LA COORDINATION, L'ACCESSIBILITÉ ET LA QUALITÉ DES SERVICES DE SDA.	MARIE-HÉLÈNE FILTEAU	3
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LE RECOUVREMENT INTERNATIONAL DES ALIMENTS	ÉTUDIER LA CONVENTION DU 23 NOVEMBRE 2007 SUR LE RECOUVREMENT INTERNATIONAL DES ALIMENTS DESTINÉS AUX ENFANTS ET À D'AUTRES MEMBRES DE LA FAMILLE, VÉRIFIE SA COMPATIBILITÉ AVEC LE DROIT QUÉBÉCOIS ET ÉLABORE DES PROPOSITIONS DE MISE EN ŒUVRE.	FRANCE RÉMILLARD LAURENCE BERGERON FRÉDÉRIQUE SABOURIN SARAH JUNEAU SYLVIE SCHERRER JOSÉE TREMBLAY	8
FORUM JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	PARTICIPER À LA CONCEPTION ET À LA MISE EN ŒUVRE D'UNE STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE VISANT L'ACCESSIBILITÉ ET L'ACCOMPAGNEMENT DE CLIENTÈLES FRAGILES ET VULNÉRABLES CONFRONTÉES AU SYSTÈME DE JUSTICE ET PRÉSENTANT DES PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE.	AUDREY TURMEL	AUCUNE
COMITÉ DE SUIVI PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE (ART. 717, CODE CRIMINEL) (PMR)	MISE EN ŒUVRE DU PMRG (PROJETS-PILOTE SHERBROOKE, CHICOUTIMI ET JOLIETTE)	AUDREY TURMEL MÉLANIE VALLÉE	3
COMITÉ DE DÉPLOIEMENT PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE (ART. 717, CODE CRIMINEL) (PMR)	PLANIFIER LE DÉPLOIEMENT DU PMRG SUR TOUT LE TERRITOIRE DE LA PROVINCE	AUDREYT TURMEL MÉLANIE VALLÉE	2
COMITÉ DES RESPONSABLES NATIONAUX DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE	S'ASSURER DU BON FONCTIONNEMENT DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE ET DU PARTAGE DES BONNES PRATIQUES ENTRE LES RÉGIONS ET VEILLER À LA MISE À JOUR DE L'ENTENTE.	JADE CABANA JULIE DASSYLVA	5
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LES TARIFS	ÉTUDIER LES ENJEUX LIÉS À LA COHÉRENCE ET À L'ÉQUITÉ DES TARIFS ET LES MODALITÉS D'INDEMNISATION DES RÉGIMES PUBLICS. ANALYSER LA FAISABILITÉ D'HARMONISER LA TARIFICATION ET EXPLIQUER LES ÉCARTS ENTRE LES RÉGIMES D'INDEMNISATION.	SOPHIE JONCAS	AUCUNE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2018-2019
GROUPE INTERMINISTÉRIEL SUR LA CONVENTION DE 1996 SUR LA PROTECTION DES ENFANTS	ÉTUDIER LA CONVENTION, ÉLABORER DES SCÉNARIOS OPÉRATIONNELS, VÉRIFIER SA COMPATIBILITÉ AVEC LE DROIT QUÉBÉCOIS, ÉTUDIER L'OPPORTUNITÉ DE LA METTRE EN ŒUVRE AU QUÉBEC ET DANS CETTE HYPOTHÈSE, ÉLABORER DES PROPOSITIONS DE MISE EN ŒUVRE.	FRÉDÉRIQUE SABOURIN SYLVIE SCHERRER	AUCUNE
SOUS-COMITÉ SUR LA CONVENTION DE 1996 SUR LA PROTECTION DES ENFANTS	ÉTUDIER LA CONVENTION, ÉLABORER DES SCÉNARIOS OPÉRATIONNELS, VÉRIFIER SA COMPATIBILITÉ AVEC LE DROIT QUÉBÉCOIS, ÉTUDIER L'OPPORTUNITÉ DE LA METTRE EN ŒUVRE AU QUÉBEC ET DANS CETTE HYPOTHÈSE, ÉLABORER DES PROPOSITIONS DE MISE EN ŒUVRE.	FRÉDÉRIQUE SABOURIN SYLVIE SCHERRER FIONA ÉMOND	10
COMITÉ SUR LES CAMÉRAS CORPORELLES	ÉVALUER LES ASPECTS TECHNIQUES ET JURIDIQUES LIÉS AU PORT DE CAMÉRAS CORPORELLES PAR LES POLICIERS.	HÉLÈNE MATHIEU DOMINIQUE A. JOBIN JEAN-VINCENT LACROIX ANNE-MARIE CLOUTIER	AUCUNE
SOUS-COMITÉ SUR LA RÉVISION DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE	VEILLER À LA RÉVISION DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE.	JADE CABANA	5
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA RÉVISION DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE EN REGARD DE LA CONFIDENTIALITÉ ET DE L'ACCÈS AUX RENSEIGNEMENTS	RÉVISER LA SECTION DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE PORTANT SUR LA CONFIDENTIALITÉ ET L'ACCÈS AUX RENSEIGNEMENTS.	JADE CABANA SOPHIE JONCAS	5
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA MISE À JOUR DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE AU REGARD DE LA LPJ	RECOMMANDER LES CHANGEMENTS NÉCESSAIRES POUR ASSURER LA CONCORDANCE DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE AUX MODIFICATIONS APPORTÉES À LA LPJ.	JADE CABANA SOPHIE JONCAS	AUCUNE
FORUM QUÉBÉCOIS SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE CIVILE ET FAMILIALE	OFFRIR UN LIEU D'ÉCHANGE, DE COLLABORATION ET D'INFLUENCE FONDÉ SUR L'IDÉE QUE LE CITOYEN SOIT AU CENTRE DES INITIATIVES EN MATIÈRE DE JUSTICE.	FRANCE LYNCH YAN PAQUETTE	6
COMITÉ SUR LA PÉDIATRIE SOCIALE	VOIR AU DÉPLOIEMENT DE LA PÉDIATRIE SOCIALE EN COMMUNAUTÉ NOTAMMENT AU REGARD DE L'APPORT DE RESSOURCES DU MILIEU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MÉDECINS, INFIRMIERS ET TRAVAILLEURS SOCIAUX) ET DU MILIEU JURIDIQUE, ET À L'ARRIMAGE À ASSURER ENTRE LE MILIEU SCOLAIRE ET LES CENTRES.	CHRISTIAN CARON JEAN-SÉBASTIEN LALONDE	2
TABLE CENTRALE DE COORDINATION SUR L'ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES EN MILIEU URBAIN POUR LES AUTOCHTONES	COORDONNER LES TRAVAUX RÉALISÉS PAR LES TABLES LOCALES AFIN D'ASSURER LA COHÉRENCE ET LA COHÉSION DES DÉMARCHES EN COURS ET DE PERMETTRE LE TRANSFERT D'EXPERTISE ET D'ÉLABORER LES ORIENTATIONS GÉNÉRALES EN MATIÈRE DE PRESTATION DE SERVICES DANS LES VILLES POUR LES AUTOCHTONES.	PASCALE LABBÉ DELPHINE MATTE	3
TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN DÉPENDANCE	S'ASSURER DE LA PLANIFICATION ET DE LA RÉALISATION DES TRAVAUX.	ANNE LATULIPPE	1
GROUPE DE TRAVAIL-FORUM DE DISCUSSION SUR LES MÉGAPROCÈS (RAPPORT BOUCHARD - «POUR QUE LES PROCÈS SE TIENNENT ET SE TERMINENT.»)	LE COMITÉ TRAVAILLE À DÉFINIR ET À CONFIRMER LE MANDAT.	HÉLÈNE MATHIEU	3
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL- MISE EN ŒUVRE DE LA RECOMMANDATION DU RAPPORT BOUCHARD – DÉCRET PARTAGE CIVIL	PRÉPARER UN PROJET DE DÉCRET DE PARTAGE POUR LES SOMMES CONFISQUÉES EN VERTU DE LA LOI SUR LA CONFISCATION, L'ADMINISTRATION ET L'AFFECTATION DES PRODUITS ET INSTRUMENTS D'ACTIVITÉS ILLÉGALES.	HÉLÈNE MATHIEU	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2018-2019
COMITÉ DE LIAISON POUR LE SUIVI DU RAPPORT DU PROTECTEUR DU CITOYEN SUR LE NUNAVIK	COORDONNER LES TRAVAUX AFIN DE S'ASSURER DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS FORMULÉES PAR LA PROTECTRICE DU CITOYEN.	JACQUES PRÉGENT PASCALE LABBÉ	AUCUNE
GROUPE DE TRAVAIL POUR LE SUIVI DES TRAVAUX DES COMMISSIONS D'ENQUÊTE AUTOCHTONES	ASSURER LE BON DÉROULEMENT DES TRAVAUX AFIN DE BIEN RÉPONDRE AUX DEMANDES ET BESOINS FORMULÉS PAR LES AUTORITÉS MINISTÉRIELLES, D'INFORMER ET DE CONSEILLER LE COMITÉ DIRECTEUR DU SUIVI DES TRAVAUX LORSQU'OPPORTUN ET D'ASSURER LA COORDINATION DES ACTIVITÉS EN COURS AU SEIN DU GROUPE DE TRAVAIL FPT À L'APPUI DE L'ENQUÊTE NATIONALE SUR LES FEMMES ET LES JEUNES FILLES AUTOCHTONES DISPARUES OU ASSASSINÉES ET DU COMITÉ DE LIAISON POUR LES VICTIMES ET LEURS PROCHES.	PASCALE LABBÉ	5
COMITÉ DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES	TRAVAILLER À L'ÉLABORATION DES PROCHAINES ACTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES.	ANNIE GAUTHIER	AUCUNE
COMITÉ DE TRAVAIL SUR LES EXPERTISES PSYCHOSOCIALES	S'ASSURER QUE LES EXPERTISES PSYCHOSOCIALES SOIENT RÉALISÉES DANS LES MEILLEURS DÉLAIS EN MATIÈRE FAMILIALE À LA COUR SUPÉRIEURE.	NANCY ALLAIRE	2
COMITÉ SUR LE TROISIÈME PLAN D'ACTION VISANT À LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE	VOIR À L'ÉLABORATION DES PROCHAINES ACTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE.	AUDREY TURMEL ÉLIZABETH BEAUDOIN	1
COMITÉ DE CONCERTATION SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CCIVAC)	EXAMINER ET STATUER DE L'ADMISSIBILITÉ DE CERTAINES DEMANDES QUI REQUIÈRENT DES INTERPRÉTATIONS INHABITUELLES OU COMPLEXES. DISCUTER DE TOUT SUJET PERTINENT LIÉ AU RÉGIME D'INDEMNISATION.	SOPHIE JONCAS	15
TABLE DES PARTENAIRES AYANT DES INITIATIVES TECHNOLOGIQUES	FAVORISER LA MOBILISATION, LA CONFIANCE ET L'ADHÉSION DES PARTENAIRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET S'INSCRIT DANS LA LOGIQUE DE GESTION ET DE PRÉVENTION DES RISQUES JURIDIQUES MIS DE L'AVANT DANS LES PROJETS DE TRANSFORMATION.	PATRICK GINGRAS	AUCUNE
COMITÉ DE COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE SUR LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CULTUREL DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS	COORDONNER LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL. ASSURER LA MISE EN OEUVRE DU PLAN ET DES ACTIVITÉS QUI S'Y RATTACHENT DE FAÇON PARALLÈLE	JACQUES PRÉGENT	4
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2015-2018 « LA RADICALISATION AU QUÉBEC : AGIR, PRÉVENIR, DÉTECTER ET VIVRE ENSEMBLE.»	PERMETTRE LA COORDINATION DES MESURES SE TROUVANT DANS LE PLAN D'ACTION.	CHRISTIAN CARON	1
COMITÉ DE NÉGOCIATION DES ENTENTES DE SÉCURITÉ SOCIALE (CNESS) ET LE SOUS-COMITÉ. ASSUJETTISSEMENT/DÉTACHEMENT (SCAD)	NÉGOCIER DES ENTENTES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SOCIALE ET COORDONNER LES ACTIONS DES MINISTÈRES ET ORGANISMES VISÉS EN MATIÈRE D'ASSUJETTISSEMENT ET DE DÉTACHEMENT.	JULIEN FRENETTE	AUCUNE
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL CONCERNANT LES EXPERTISES HISTORIQUES EN MATIÈRE AUTOCHTONE (CIEH)	FAIRE DES RECOMMANDATIONS AUX AUTORITÉS DÉCISIONNELLES RELATIVEMENT À LA NATURE ET À LA PORTÉE DES EXPERTISES REQUISES EN MATIÈRE AUTOCHTONES ET ASSURER UN SUIVI DE LA RÉALISATION DES EXPERTISES.	FRANCIS DEMERS STÉPHANE MARSOLAIS FRANCIS LETENDRE	3
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA DIVERSITÉ DES EXPRESSIONS CULTURELLES	PARTICIPER AU PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DE LA DIVERSITÉ DES EXPRESSIONS CULTURELLES.	NATHALIE LATULIPPE	6

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2018-2019
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LA CONSULTATION EN MATIÈRE AUTOCHTONE (GIS)	COORDONNER L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE CONSULTATION ET DÉVELOPPER DES OUTILS POUR FACILITER L'ANALYSE DES DOSSIERS POUVANT NÉCESSITER UNE CONSULTATION DANS LE RESPECT DES ENSEIGNEMENTS DE LA COUR SUPRÊME.	SOPHIE LÉPINE ZARUBA ROSEMARIE FORTIER SYLVIE BOULAY	7
TABLE CENTRALE DE SÉCURITÉ	FORUM OÙ SONT DISCUTÉS ET PROPOSÉS DES ORIENTATIONS ET SUJETS D'INTÉRÊT PROVINCIAL. SUIVI DE FAÇON GÉNÉRALE DES TRAVAUX EFFECTUÉS PAR LES TABLES RÉGIONALES.	PIERRE E. RODRIGUE MARJORIE FORGUES PAUL CHARBONNEAU GAÉTAN RANCOURT ANNIE TURCOTTE	2
TABLES DE SÉCURITÉ RÉGIONALES	IDENTIFIER LES PROBLÉMATIQUES DE SÉCURITÉ VÉCUES, PROPOSER DES SOLUTIONS ADAPTÉES AUX RÉALITÉS LOCALES OU RÉGIONALES, ÉTABLIR LES PRIORITÉS D'ACTION ET EN ASSURER LE SUIVI.	DIRECTEUR RÉGIONAUX ANNIE TURCOTTE GAÉTAN RANCOURT	16
COMITÉS RÉGIONAUX DE LIAISON AVEC LE MSP	FAVORISER LES ÉCHANGES AFIN DE TROUVER DES SOLUTIONS CONCERTÉES AUX PROBLÉMATIQUES LOCALES SOULEVÉES PAR LES DEUX ORGANISATIONS.	DIRECTEURS DES PALAIS DE JUSTICE	3
COMITÉ DIRECTEUR – PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX – PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AU MOMENT OPPORTUN.	PIERRE E. RODRIGUE MÉLANIE CODERRE SOPHIE DEMERS MARIE-CLAUDE PARENT MARJORIE FORGUES CAROLINE LANDRY GAÉTAN RANCOURT	7
COMITÉ DIRECTEUR – PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX – PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AU MOMENT OPPORTUN.	PIERRE E. RODRIGUE JULIE MALOUIN MARIO BÉLANGER CÉLINE CLAVEAU MARIE-CLAUDE PARENT MARJORIE FORGUES GAÉTAN RANCOURT CAROLINE LANDRY	3
COMITÉ DIRECTEUR – PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX – PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AU MOMENT OPPORTUN.	PIERRE E. RODRIGUE MARJORIE FORGUES GAÉTAN RANCOURT VIATEUR CYR CAROLINE LANDRY MARIE-CLAUDE PARENT	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2018-2019
COMITÉ DIRECTEUR – PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL (DALLES DE STATIONNEMENT ET MUR RIDEAU)	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX –PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AU MOMENT OPPORTUN.	PIERRE E. RODRIGUE FLORENCE ASSELIN MARIE-CLAUDE PARENT PAUL CHARBONNEAU ALAIN COUTURE CAROLINE LANDRY GAÉTAN RANCOURT RÉMI GAUTHIER PATRICIA GIGNAC	1
COMITÉ DIRECTEUR – ÉDIFICE L.-P. PIGEON	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX – PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AU MOMENT OPPORTUN.	PIERRE E. RODRIGUE PATRICIA GIGNAC GAÉTAN RANCOURT CAROLINE LANDRY FLORENCE ASSELIN	4
COMITÉ DIRECTEUR – ST-JÉRÔME – 85, DE MARTIGNY – CONSTRUCTION D'UN NOUVEL ÉDIFICE GOUVERNEMENTAL	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX – PRENDRE LES ORIENTATION REQUISES AU MOMENT OPPORTUN.	PIERRE E. RODRIGUE LUCIE GIGUÈRE MARIE-CLAUDE PARENT PAUL CHARBONNEAU MICHEL CAOUETTE CAROLINE LANDRY PATRICIA GIGNAC GAÉTAN RANCOURT	3
TABLE DES RESPONSABLES ORGANISATIONNELS DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION	EXERCER UN RÔLE CONSEIL AUPRÈS DU DIRIGEANT PRINCIPAL DE L'INFORMATION DANS LA DÉFINITION, LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DE L'APPLICATION DES POLITIQUES, DES DIRECTIVES ET DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION.	MYLÈNE MARTEL	2
COMITÉ DE GOUVERNANCE DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES	ÉLABORER LES ORIENTATIONS AU CONSEIL DU TRÉSOR, ASSURER UNE MISE EN ŒUVRE CONCERTÉE DES ORIENTATIONS DU CONSEIL DU TRÉSOR ET IDENTIFIER DES OPPORTUNITÉS D'OPTIMISATION, DE PARTAGE ET DE MISE EN COMMUN DE SERVICES EN RESSOURCES ET D'ACTIFS INFORMATIONNELLES	MYLÈNE MARTEL	4
SOUS-COMITÉ AVISEUR DU DIRIGEANT PRINCIPAL DE L'INFORMATION	CONSEILLER RÉGULIÈREMENT LE DIRIGEANT PRINCIPAL DE L'INFORMATION SUR DIVERS DOSSIERS ET NOTAMMENT, DE DISCUTE DES SUJETS QUI SERONT TRAITÉS LORS DES SÉANCES DU COMITÉ DE GOUVERNANCE DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES.	MYLÈNE MARTEL	19
COMITÉ DIRECTEUR - CONSOLIDATION DES CENTRES DE TRAITEMENT INFORMATIQUES	APPUYER LE CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ) DANS LES CHOIX DE SOLUTION, DANS L'ANALYSE DES ENJEUX ET RISQUES ET DANS LES ACTIONS ET DÉCISIONS AFFÉRENTES. VALIDE LES BIENS LIVRABLES STRATÉGIQUES ET RECOMMANDE LEUR APPROBATION. CONTRÔLE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS DE RÉALISATION (PORTÉE, BUDGETS, ÉCHÉANCES).	MYLÈNE MARTEL	4

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2018-2019
CERT/AQ	ANALYSER LES DERNIÈRES ALERTES DE SÉCURITÉ ET D'ACTIVITÉS VIRALES QUI PEUVENT TOUCHER LE RÉSEAU GOUVERNEMENTAL. PARTAGER DE L'INFORMATION RELATIVEMENT AU DOMAINE DE LA SÉCURITÉ INFORMATIQUE.	MARTIN LABELLE JONATHAN GOYETTE	40
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL EN ÉVALUATION GOUVERNEMENTAL POUR L'INCLUSION ÉCONOMIQUE ET LA PARTICIPATION SOCIALE 2017-2023	RECENSER ET PARTAGER TOUTES LES ÉVALUATIONS DES MESURES DU PAGIEPS, ASSURER LA PARTICIPATION DES DIFFÉRENTS MINISTÈRES ET ORGANISMES ENGAGÉS DANS LE PAGIEPS À SON ÉVALUATION ET ÉCHANGER POUR FAVORISER LE TRANSFERT DES CONNAISSANCES EN MATIÈRE D'ÉVALUATION.	FRANÇOIS BÉLAND	1
COMITÉ D'ÉVALUATION DE STRATÉGIE D'ACTION EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE DIVERSITÉ ET D'INCLUSION	RECENSER ET PARTAGER TOUTES LES ÉVALUATIONS DES MESURES DU PLAN D'ACTION ET ASSURER LA PARTICIPATION DES DIFFÉRENTS MINISTÈRES ET ORGANISMES ENGAGÉS DANS LE PLAN D'ACTION.	FRANÇOIS BÉLAND	1
TABLE THÉMATIQUE SUR LES ÉVALUATIONS INTERMINISTÉRIELLES	SE DOTER D'UNE COMPRÉHENSION COMMUNE ET DÉVELOPPER LE SAVOIR-FAIRE EN MATIÈRE D'ÉVALUATIONS INTERMINISTÉRIELLES AU SEIN DE L'APPAREIL GOUVERNEMENTAL.	FRANÇOIS BÉLAND	3
RÉSEAU DES RÉPONDANTS EN ÉVALUATION DE PROGRAMME (RREP)	FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT OU LA CONSOLIDATION DE LA FONCTION D'ÉVALUATION DE PROGRAMME, ET CE, EN APPUI À LA GESTION AXÉE SUR LES RÉSULTATS. LE RÔLE DE CHAQUE RÉPONDANT CONSISTE À ASSURER CETTE FONCTION DANS SON MINISTÈRE OU SON ORGANISME.	FRANCINE ASSELIN	1
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR L'ADOPTION INTERNATIONALE	ANALYSER LA SITUATION ET LES ENJEUX LIÉS À L'ADOPTION D'ENFANTS DOMICILIÉS HORS DU QUÉBEC PAR DES PERSONNES DOMICILIÉES AU QUÉBEC. SOLUTIONS EN MATIÈRE D'ADOPTION INTERNATIONALE À ENVISAGER.	MARC G. LAVIGNE ANNE-MARIE WILSON SYLVIE SCHERRER AMÉLIE PELLETIER-DESROSIERS SOPHIE LEROUX	AUCUNE
COMITÉ DE TRAVAIL SUR LES SERVICES EN RÉGION	OPTIMISER ET REGROUPER LA PRESTATION DE SERVICES GOUVERNEMENTAUX AUX CITOYENS SUR LE TERRITOIRE QUÉBÉCOIS.	PIERRE E. RODRIGUE MARJORIE FORGUES	9
COMITÉ DE TRAVAIL SUR L'UTILISATION ACCRUE DE LA VISIOCONFÉRENCE EN MATIÈRE JUDICIAIRE	IMPLANTER LA VISIOCOMPARUTION SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE.	PAUL CHARBONNEAU	1
TABLE GOUVERNEMENTALE AUX AFFAIRES TERRITORIALES ET GOUVERNEMENTALES	ASSURER L'OCCUPATION ET LA VITALITÉ DES TERRITOIRES DU QUÉBEC.	PIERRE E. RODRIGUE	3
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (CIDD)	COMITÉ CONSEIL EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE AUPRÈS DES MINISTÈRES OU ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.	DANY BLANCHETTE	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (SAIC)	IDENTIFIER DES SOLUTIONS VISANT À ÉLIMINER LES ENTRAVES CRÉÉES PAR LE CHEVAUCHEMENT DE CERTAINES COMPÉTENCES RELEVANT EXCLUSIVEMENT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET DE CELLES ATTRIBUÉES AU QUÉBEC OU DU MOINS À EN ATTÉNUER LES EFFETS NÉFASTES POUR LA PLANIFICATION TERRITORIALE DANS SON ENSEMBLE.	YAN PAQUETTE	4
COMITÉ DE GOUVERNANCE RELATIF AU RÉSEAU MÉTROPOLITAIN (REM)	ASSURER LE SUIVI DES ENTENTES DEVANT ÊTRE CONCLUES DANS LE CADRE DU PROJET DE RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN.	YAN PAQUETTE	5

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2018-2019
COMITÉ DE TRAVAIL SUR LES SERVICES COMMUNS GOUVERNEMENTAUX ET LA SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE DE SERVICES QUÉBEC – GROUPE DE TRAVAIL SUR LES LIGNES DE PRESTATION ET LA CARTOGRAPHIE DES SERVICES	IDENTIFIER LES PRINCIPES DE PRESTATION DE SERVICES DE 1RE ET DE 2E LIGNES, ET DRESSER LE PORTRAIT DES CLIENTÈLES, DES MODES DE PRESTATION ET DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX AUPRÈS DES CITOYENS ET DES ENTREPRISES.	JACQUES VACHON	AUCUNE
COMITÉ CONSULTATIF PORTANT SUR LE REGROUPEMENT DES CRÉANCES DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE	RÉVISER LES ACTIVITÉS DE RECOUVREMENT DE CRÉANCES DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE EN EXAMINANT NOTAMMENT L'OPPORTUNITÉ D'EN REVOIR L'ORGANISATION.	PIERRE E. RODRIGUE	9
COMITÉ CONSULTATIF SUR LES RÈGLES D'ENCADREMENT DU LOBBYISME	CONTRIBUER À L'ÉVOLUTION DES RÈGLES D'ENCADREMENT DU LOBBYISME, Y COMPRIS LES QUESTIONS RELATIVES AU REGISTRE DES LOBBYISTES.	CHRISTIAN G. SIROIS ÉLISABETH GEOFFROY ISABELLE GASSE	2
COMITÉ SERVICE QUÉBEC – GROUPE DE TRAVAIL SUR LES GRANDS REGISTRES DE L'ÉTAT	RÉALISER UNE ÉTUDE GOUVERNEMENTALE SUR LES REGISTRES DE L'ÉTAT.	PIERRE E. RODRIGUE CHRISTIAN G. SIROIS ÉLISABETH GEOFFROY JULIEN RONDEAU-CROSS CHRISTINE LAVOIE	AUCUNE
COMITÉ DIRECTEUR SUR LES DONNÉES OUVERTES (SUPPORTÉ PAR LE COMITÉ DE COORDINATION)	DÉTERMINER LES ENGAGEMENTS ANNUELS ET LES PRIORITÉS DU MESI POUR L'OUVERTURE DES DONNÉES ET LA COLLABORATION AU PLAN D'ACTION POUR LE GOUVERNEMENT OUVERT DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR ET APPROUVER LE CADRE FORMEL POUR L'OUVERTURE DES DONNÉES AU MESI AINSI QUE LES PROJETS D'OUVERTURE DE JEUX DE DONNÉES.	JEAN-FRANÇOIS LORD (COMITÉ DIRECTEUR) / VÉRONIQUE DRAPEAU (COMITÉ DE COORDINATION)	3
GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ÉCONOMIE COLLABORATIVE	LE GROUPE DE TRAVAIL AGIT EN APPUI AU GROUPE D'EXPERTS EXTERNES DONT LE MANDAT EST DE DÉPOSER UN RAPPORT FAISANT DES RECOMMANDATIONS AU GOUVERNEMENT EN LIEN AVEC L'ÉCONOMIE COLLABORATIVE	VÉRONIQUE DRAPEAU	AUCUNE
SOUS-COMITÉ DE L'OSCQ SUR L'ORGANISATION DU G7 DANS CHARLEVOIX	PLANIFIER LA RÉPONSE GOUVERNEMENTALE QUÉBÉCOISE ET LES DIVERS SOUTIENS POSSIBLES AU DÉROULEMENT DES OPÉRATIONS DU G7 ET SE PRÉPARER À INTERVENIR SI LA SITUATION NÉCESSITE D'AUTRES MESURES EN MARGE DU SOMMET.	MARJORIE FORGUES	9
CONFÉRENCES ADMINISTRATIVES RÉGIONALES (CAR)	FAVORISER LA CONCERTATION ENTRE LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES OU ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT ET LA COHÉRENCE DE LEURS ACTIONS À L'ÉCHELLE DE LA RÉGION, PARTICULIÈREMENT EN MATIÈRE D'OCCUPATION ET DE VITALITÉ DES TERRITOIRES (OVT)	DIRECTEURS RÉGIONAUX	40 - JUSTICE DE PROXIMITÉ
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE SUIVI DU PLAN D'ACTION SUR LE TROUBLE DU SPECTRE DE L'AUTISME 2017-2022	ASSURER LE SUIVI ET LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION	AUDREY TURMEL	AUCUNE
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LES CAMPS AUTOCHTONES	RÉFLÉCHIR SUR LA QUESTION DES CAMPS ÉRIGÉS PAR LES AUTOCHTONES SUR LE TERRITOIRE PUBLIC	ROSEMARIE FORTIER	1
COMITÉ DE SÉLECTION DES PROJETS SPÉCIFIQUES DU PROGRAMME DE SUBVENTION POUR FAVORISER LA RECHERCHE, L'INFORMATION, LA SENSIBILISATION ET LA FORMATION EN MATIÈRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	RECEVOIR, ANALYSER ET ÉMETTRE LES RECOMMANDATIONS À LA MINISTRE RELATIVEMENT AUX PROJETS RETENUS.	JADE CABANA RICHARD CARBONNEAU DELPHINE MATTE SOPHIE LEROUX	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2018-2019
COMITÉ SUR LES SERVICES OFFERTS AUX COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DANS LES CAVAC	COORDONNER LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DESTINÉS AUX AUTOCHTONES DANS LES CAVAC ET DÉVELOPPER DE NOUVEAUX OUTILS ADAPTÉS À LA CLIENTÈLE AUTOCHTONE.	RICHARD CARBONNEAU JADE CABANA PASCALE LABBÉ	AUCUNE
COMITÉ DIRECTEUR DE L'OFFRE DE SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE (SIAM) DE QUÉBEC	DÉVELOPPER UNE OFFRE DE SERVICES INTÉGRÉS CONCERTÉE ET RÉPONDANT AUX PRÉOCCUPATIONS DE TOUS.	RICHARD CARBONNEAU JADE CABANA SOPHIE LEROUX	6
COMITÉ SUR L'ACTION CONCERTÉE ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES D'ABUS SEXUELS, DE MAUVAIS TRAITEMENTS PHYSIQUES OU D'UNE ABSENCE DE SOINS MENAÇANT LEUR SANTÉ PHYSIQUE.	REGROUPER DIFFÉRENTS PARTENAIRES TRAVAILLANT DE PRÈS À L'APPLICATION DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE AINSI QU'À SA MISE À JOUR.	JADE CABANA	1
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LE TAUX D'ALCOOLÉMIE ET LES SANCTIONS ADMINISTRATIVES	DOCUMENTER ET CONSEILLER LE GOUVERNEMENT À L'ÉGARD DE LA MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME DE SANCTION PÉNALE ADMINISTRATIVE ET QUANT À L'ABAISSEMENT EN MATIÈRE CRIMINELLE DU TAUX DE 0.08 À 0.05 MG D'ALCOOL PAR 100 MG.	JOSÉE LEMIEUX	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA CRIMINALISATION DU VIH	CONSEILLER LES INSTANCES MINISTÉRIELLES DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE LA JUSTICE SUR LES ARTICULATIONS DES POLITIQUES DE JUSTICE ET DE SANTÉ PUBLIQUE, À LA LUMIÈRE DES DONNÉES SCIENTIFIQUES ET DES PRINCIPES LÉGAUX, AU SUJET DE LA CRIMINALISATION DE L'EXPOSITION AU VIH.	ANTHONY COTNOIR	4
COMITÉ SUR LA MISE EN ŒUVRE DU RAPPORT CHAMBERLAND (PROTECTION DES SOURCES JOURNALISTIQUES)	PRÉPARATION DU PROJET DE LOI VISANT LA MISE EN ŒUVRE DE LA RECOMMANDATION 1 DE LA COMMISSION CHAMBERLAND (LE PROJET DE LOI 187 A ÉTÉ SANCTIONNÉ LE 15 JUIN 2018)	JOSÉE LEMIEUX HÉLÈNE MATHIEU AMÉLIE COUTURE-ROY PASCALE BRIÈRE	5
TABLE MO 4 MODES	DISCUTER DES PROBLÉMATIQUES ET/OU AMÉLIORATIONS ET/OU PROCESSUS DANS EMPLOIS EN LIGNE	JULIE GÉLINAS CHANTALE VACHON LOUIS-ANDRÉ PICHETTE	9
COMITÉ DE CONCERTATION INTERMINISTÉRIELLE SUR LA PROMOTION DES EMPLOIS DE LA FONCTION PUBLIQUE	PROMOUVOIR LES EMPLOIS POUR LESQUELS DES BESOINS DE MAIN-D'ŒUVRE ONT ÉTÉ DÉTERMINÉS AFIN D'ATTIRER ET DE RETENIR LES MEILLEURS CANDIDATS ET CANDIDATES ET PROMOUVOIR L'IMAGE D'UNE FONCTION PUBLIQUE RENOUVELÉE SELON LES ORIENTATIONS EN MATIÈRE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	JULIE GÉLINAS WILLIAM DOUCET	2
TABLE DE CONCERTATION EN STRATÉGIE D'ÉVALUATION	ÉCHANGER SUR LES OUTILS, LES PRATIQUES ET LES ORIENTATION EN MATIÈRE D'ÉVALUATION.	JULIE GÉLINAS	AUCUNE
CELLULE DE COORDINATION EN DOTATION - COMITÉ DE TRAVAIL SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI	RÉVISER ET LANCER LE PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC POUR LES MEMBRES DES MINORITÉS VISIBLES ET ETHNIQUES.	VIRGINIE NADEAU	3
TABLE DE COORDINATION INTERMINISTÉRIEL EN GESTION DE MAIN-D'ŒUVRE	DISCUTER ET ÉCHANGER SUR LES GRANDS DOSSIERS EN GMO ET DE CEUX TRAITÉS AU SCT. PARTAGER L'OPTIMISATION DES FAÇONS DE FAIRE EN GMO.	VIRGINIE NADEAU	3

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2018-2019
COMITÉ DE CONCERTATION EN RECRUTEMENT ET EN PROMOTION	PERMET AUX MEMBRES FAIRE VALOIR LES DIFFÉRENTS ENJEUX CONCERNANT LA PROGRAMMATION INTERMINISTÉRIELLE ET MINISTÉRIELLE DES PROCESSUS DE QUALIFICATION EN RECRUTEMENT ET PROMOTION.	JULIE GÉLINAS	AUCUNE
TABLE DE CONCERTATION EN DOTATION - PLANIFICATION HIVER 2019	PRÉSENTER LE BILAN DES DERNIÈRES ANNÉES ET LES OPÉRATIONS QUI SERONT TENUES AU COURANT DE L'HIVER 2019 AU CSPQ.	JULIE GÉLINAS	1
COMITÉ DE TRAVAIL – ACTUALISER LA MARQUE EMPLOYEUR	SE QUESTIONNER SUR LE POSITIONNEMENT EMPLOYEUR, L'IMAGE EMPLOYEUR ET LES MESSAGES PROMOTIONNELS DE LA FONCTION PUBLIQUE AFIN DE DÉTERMINER SI CEUX-CI DOIVENT ÊTRE ACTUALISÉS.	WILLIAM DOUCET	2
TABLE SUIVI DES OPÉRATIONS RH	DISCUTER SUR LES OPÉRATIONS RH	CHANTALE VACHON	3
RÉSEAU DES RÉPONDANTS EN DÉVELOPPEMENT DU LEADERSHIP ET DES HABILETÉS DE GESTION	PARTAGER DES CONNAISSANCES, DES FAÇONS DE FAIRE DANS LE DÉVELOPPEMENT DES CADRES, DES BONNES PRATIQUES ET DES BONS COUPS.	MÉLISSA LECLERC	2
COMITÉ CONSULTATIF DES SOLUTIONS D'AFFAIRES GOUVERNEMENTALES EN RESSOURCES HUMAINES	PARTAGER L'INFORMATION, FORMULER DES AVIS ET RECOMMANDATIONS AU MOA RH SUR L'ÉVOLUTION DE SGR2 ET SGR3 ET SUR LES TRAVAUX DE DÉVELOPPEMENT DE SOLUTIONS GOUVERNEMENTALES EN RH.	KARINE LAROCHELLE	8
COMITÉ DE COORDINATION DU RÉSEAU DES RÉPONDANTS EN MATIÈRE DE CONFLITS ET DE HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE	FAVORISER ACTIVEMENT L'AMÉLIORATION CONTINUE DE LEUR EXPERTISE DANS LE DOSSIER DE LA PRÉVENTION ET DE LA GESTION DES CONFLITS ET DU HARCÈLEMENT, ET CE, EN PRIVILÉGIANT LA CONCERTATION, L'ÉCHANGE, LE PARTAGE ET LE SOUTIEN.	CHRISTIANE DAIGLE RÉMI ARCHAMBAULT	4
RÉSEAU DES RESPONSABLES EN GESTION DE L'INVALIDITÉ ET DE LA RÉINTÉGRATION AU TRAVAIL	FAVORISER LA COLLABORATION ET L'AMÉLIORATION CONTINUE DE LEUR EXPERTISE AINSI QUE LE PARTAGE DES MEILLEURES PRATIQUES DE GESTION.	MARIE-CLAUDE JOLY	1
GROUPE DE CO-DÉVELOPPEMENT EN GESTION DE L'INVALIDITÉ ET DE LA RÉINTÉGRATION AU TRAVAIL	DISCUTER ET APPORTER DES PISTES D'ACTION POUR DIVERS CAS D'INVALIDITÉ ET DE RÉINTÉGRATION AU TRAVAIL. ÉCHANGER SUR LES BONNES PRATIQUES À METTRE EN PLACE ET PARTAGER LEUR EXPERTISE.	MARIE-CLAUDE JOLY	7
COMITE INTERMINISTERIEL DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION (CIRI)	HARMONISER LES CLAUSES TYPES ET LES FRAIS INDIRECTS DE RECHERCHE (FIR) AFFÉRENTS AUX PROJETS DE RECHERCHE UNIVERSITAIRES	VÉRONIQUE DRAPEAU	2
COMITÉ DE COORDINATION DE LA GOUVERNANCE MINISTÉRIELLE POUR L'OUVERTURE DES DONNÉES AU MEI	S'ASSURER QUE L'ENSEMBLE DES PARTIES PRENANTES DU MINISTÈRE SOIENT ENGAGÉES DANS LE MOUVEMENT D'OUVERTURE DES DONNÉES ET D'APPORTER L'EXPERTISE ET LA COLLABORATION DES UNITÉS CONCERNÉES.	VÉRONIQUE DRAPEAU	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2018-2019
GROUPE DE TRAVAIL SUR LE RÉGIME ENREGISTRÉ D'ÉPARGNE-INVALIDITÉ (REEI)	FAIRE LE POINT SUR LA SITUATION DE LA CAPACITÉ JURIDIQUE ET DE LA REPRÉSENTATION LÉGALE DES PERSONNES HANDICAPÉES AU QUÉBEC DANS LE CADRE DE L'ACCÈS AU REEI ET CE QUI EXISTE AILLEURS ET PROPOSER DES VOIES DE SOLUTIONS POSSIBLES AFIN D'ASSURER L'ACCÈS AU REEI À TOUTE PERSONNE HANDICAPÉE.	ANDRÉ-CLAUDE VEILLETTE	6
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA CONVENTION DE LA HAYE SUR LES TITRES INTERMÉDIÉS	PROCÉDER À L'ANALYSE DE L'ÉTAT DU DROIT AU CANADA AFIN DE PROPOSER À LA CONFÉRENCE POUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA DES AVENUES POUR PERMETTRE LA MISE EN ŒUVRE DE CETTE CONVENTION AU CANADA	JEAN-FRANÇOIS LORD	1
COMITÉ DE GOUVERNANCE INTERMINISTÉRIEL IMPLANTATION D'UN NOUVEAU LIEN ENTRE QUÉBEC ET LÉVIS	METTRE EN PLACE DES LEVIERS POUR OPTIMISER LES DÉLAIS. CES LEVIERS CONSISTENT NOTAMMENT EN LA REVUE DES PROCESSUS ÉTABLIS POUR CHACUN DES MINISTÈRES AFIN DE TRAVAILLER EN AMONT ET IDENTIFIER LES ENJEUX ET PROBLÉMATIQUES AFIN D'APPORTER LES ACTIONS REQUISES POUR LIMITER LES TEMPS D'ATTENTES OU D'APPROBATIONS.	JULIE MASSÉ MARISE ST-PIERRE MARIE-SOPHIE LECLERC SARA PONTON	1
TABLE DE CONCERTATION EN MATIÈRE PÉNALE	FAVORISER LA CONCERTATION SUR DIFFÉRENTS SUJETS EN MATIÈRE DE JUSTICE, NOTAMMENT EN CE QUI A TRAIT L'ÉVOLUTION DU TRAITEMENT DES DOSSIERS EN MATIÈRE PÉNALE, ET POURSUIVRE LE SUIVI DES INDICATEURS RELATIFS AUX AUDIENCES EN MATIÈRE PÉNALE POUR LES RÉGIONS LES PLUS À RISQUE.	MARIUS LUPU PAUL CHARBONNEAU JACQUES VACHON GAÉTAN RANCOURT	AUCUNE
COMITÉ TRIPARTIE SUR LE PLAN DE SÉCURITÉ INCENDIE ET DES MESURES D'URGENCE (PSIMU) DES PALAIS DE JUSTICE	RÉVISER LE PSIMU ET PROPOSER UN MODÈLE UNIQUE POUR L'ENSEMBLE DES PALAIS DE JUSTICE.	BRIGITTE LEVESQUE ANNIE TURCOTTE MICHEL FALARDEAU CAROLE PICARD	AUCUNE
SOUS-COMITÉ DES INTERPRÈTES DE LA HEAD OF COURT ADMINISTRATION (HOCA)	SE CONCERTER EN VUE DE BONIFIER LES SERVICES D'INTERPRÉTATION POUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES	JOSÉE TROTTIER	3
TABLE LOCALE D'ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES EN MILIEU URBAIN POUR LES AUTOCHTONES À SEPT-ÎLES	AMÉLIORER ET FACILITER LA COLLABORATION ET LA COMPLÉMENTARITÉ DES SERVICES OFFERTS AUX AUTOCHTONES	MIREILLE JONCAS	3
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU BAS-ST-LAURENT	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION	VIATEUR CYR	11
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION	MARIE-ÈVE CORMIER	10
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MAURICIE	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION	MICHEL FALARDEAU	10
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION	GILLES PRÉCOURT	7
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA CÔTE-NORD	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION	MIREILLE JONCAS	10

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2018-2019
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L'OUTAOUAIS	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION	BRIGITTE MASSÉ	6
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION	MARIO BÉLANGER	7
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU GRAND MONTRÉAL	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION	CATHERINE MORNEAU	7
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MONTÉRÉGIE	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION	MICHÈLE CUERRIER	8
COMITÉ DE TRANSPORT DU NUNAVIK	ÉLABORER UNE STRATÉGIE DE TRANSPORT DES PRÉVENUS DE LA COUR ITINÉRANTE DU NORD-DU-QUÉBEC POUR PERMETTRE AUX PRÉVENUS DE BÉNÉFICIER DE LEURS ENQUÊTES SUR REMISE EN LIBERTÉ DANS LES TROIS JOURS (DROIT CONSTITUTIONNEL). VOIR À LA POSSIBILITÉ D'UTILISER LA VISIOCONFÉRENCE POUR LA TENUE D'ENQUÊTES SUR REMISE EN LIBERTÉ À DISTANCE	PAUL CHARBONNEAU	2
COMITÉ DES PARTIES PRENANTES – TRANSFORMATION DE LA JUSTICE	ASSURER LA COHÉRENCE DES TRAVAUX RÉALISÉS DANS LE CADRE DE LA TRANSFORMATION DE LA JUSTICE ET ASSURER L'INTÉGRATION HARMONIEUSE DES EFFORTS DE CHACUN DES PARTENAIRES AVEC LES ÉQUIPES ŒUVRANT À LA TRANSFORMATION.	DENIS MARSOLAIS PAUL DEMERS CÉLINE DUFRESNE NICOLAS CHARLEBOIS DANIEL TREMBLAY CAROLINE DOUCET PATRICK GINGRAS MÉLITA BOUCHER PATRICK-THIERRY GRENIER CHRISTIAN G. SIROIS LOUIS ST-HILAIRE MYLÈNE MARTEL GABRIEL LACROIX-DUFOUR DIANE RAÎCHE MARIE-ÈVE BILODEAU	2

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2018-2019	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
FORUM QUÉBÉCOIS SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE CIVILE ET FAMILIALE	OFFRIR UN LIEU D'ÉCHANGE, DE COLLABORATION ET D'INFLUENCE FONDÉ SUR L'IDÉE QUE LE CITOYEN SOIT AU CENTRE DES INITIATIVES EN MATIÈRE DE JUSTICE	PHILIPPE-ANDRÉ TESSIER PRÉSIDENT	1		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
ACCDP ASSOCIATION CANADIENNE DES COMMISSIONS DES DROITS DE LA PERSONNE	REGROUPEMENT DE DÉFENSES DES DROITS AU CANADA	VICE-PRÉSIDENT CHARTE	4 RENCONTRES		
COMITÉ DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL -PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2015-2018 : LA RADICALISATION AU QUÉBEC : AGIR, PRÉVENIR, DÉTECTER ET VIVRE ENSEMBLE MIDI DÉBUT : AOÛT 2015	ASSURER LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL	JOSÉE MORIN, CADRE-CONSEIL À LA PRÉSIDENCE	DEUX À TROIS RENCONTRES PAR ANNÉE EN VIDÉO CONFÉRENCE		TRAVAUX SE POURSUIVENT
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DÉBUT : 2007	MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2015-2020	JEAN-FRANÇOIS BERGERON, ANALYSTE DE LA GESTION ET DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS – OFFICIER DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	2 RENCONTRES PAR ANNÉE (MONTRÉAL)		TRAVAUX SE POURSUIVENT
COMITÉ DE SUIVI DE L'ÉTUDE MESURANT LES IMPACTS DE LA PRÉSENTE LOI SUR LA STABILITÉ ET LES CONDITIONS DE VIE DES ENFANTS (ART. 156.2 LPJ)	SUIVI DES ACTIVITÉS DU GROUPE DE RECHERCHE RÉALISANT LE RAPPORT	CHERCHEURE SOCIALE DPPDJ	4-5 RENCONTRES, HABITUELLEMENT 2 ANS AVANT LE DÉPÔT DU RAPPORT AU MSSS EN VISIOCONFÉRENCE		EN 2020

Comité	Mandat	membres	Nombre de rencontres 2018-2019	Budget	résultats atteints
Partenaire de l'Étude longitudinale sur le devenir des jeunes placés au Québec et en France Début 2015	Participation de la Commission n'est pas encore clairement définie. La chercheure va éventuellement participer aux travaux de recherche d'un sous-comité sur les politiques publiques et la jeunesse	Chercheure sociale DPPDJ	0 Colloque EDJeP prévu en mai-juin 2019, possibilité implication comité organisationnel de l'événement		En 2022 environ
Conseil Canadien des défenseurs des enfants et des jeunes / Canadian Council of Child and Youth Advocates	Le CCDEJ est un regroupement de défenseurs des enfants de l'ensemble du Canada, dont le mandat consiste à promouvoir les droits des enfants et des jeunes et à faire entendre leur voix	Vice-président jeunesse	1 réunion à Frédéricton (et des sous-comités de travail sur lesquels siègent des professionnels de la Direction de la protection et de la promotion des droits de la jeunesse, participation des jeunes, services de santé mentale, etc.) Prochaine réunion à Montréal en mai 2019 (nous en sommes l'hôte)		Prise de positions communes, travaux sur les enjeux touchant les enfants et les jeunes dans les différentes juridictions (par exemple, la participation des jeunes, l'accès à des services en santé mentale, la situation des enfants autochtones et les jeunes sous la LSJPA)

Comité	Mandat	membres	Nombre de rencontres 2018-2019	Budget	résultats atteints
Association canadienne des commissions et conseil des droits de la personne. Groupe de travail sur la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées (CDPH) Début : avant 2011	Coordonner des travaux préparatoires pour l'adoption de positions concernant la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées	Me Claire Bernard, directrice adjointe, Recherche	0		Publication d'un rapport de suivi de l'application au Canada de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées prévue en 2018-2019.
Chaire de recherche sur l'homophobie, UQAM Début : février 2012	Favoriser la mobilisation des expertises scientifiques et partenariales dans la production de nouveaux savoirs concernant les réalités des personnes de minorités sexuelles et de genre, les impacts des discriminations et des différentes formes d'exclusion, de dévalorisation et d'infériorisation de ces personnes, ainsi que les moyens de les contrer efficacement	Me Karina Montminy, conseillère juridique, Recherche	4		Travaux se poursuivent.
Comité conjoint CDPDJ-OPHQ-COPHAN-AQIS-AQRIPH sur l'inclusion scolaire Début : avril 2003	Échanger des informations concernant le dossier de l'inclusion scolaire	Daniel Ducharme, chercheur, Recherche Johanne Magloire, agente d'éducation-coopération	3		Travaux se poursuivent.
Groupe de travail sur l'accessibilité des commerces aux personnes handicapées Début : novembre 2017	Dresser un portrait de l'accessibilité des petits bâtiments non-assujettis aux exigences d'accessibilité du Code de construction où sont offerts des biens et des services courants à la population au Québec, incluant les commerces de proximité, et identifier les principaux défis à relever ainsi que des pistes de solution	Me Michèle Turenne, conseillère juridique, Recherche	0		Dépôt du premier rapport d'étape par l'OPHQ auprès de la Commission de l'économie et du travail de l'Assemblée nationale : https://www.ophq.gouv.qc.ca/fileadmin/centre_documentaire/Etudes__analyses_et_rapports/RAP_Etape_Travaux_accessibilite_commerces.pdf Travaux se poursuivent.

Comité	Mandat	membres	Nombre de rencontres 2018-2019	Budget	résultats atteints
Observatoire sur les profilages (Université de Montréal) Début : septembre 2012	Produire de nouvelles données et analyses afin de fournir des connaissances scientifiques, judiciaires et médiatiques récentes sur le phénomène des profilages social, racial et politique	Me Evelyne Pedneault, conseillère juridique, Recherche	0	Financé par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) Prêt de locaux occasionnels	La subvention « développement de partenariat » du CRSH a pris fin en mars 2016 et les activités sont un peu au ralenti depuis. Une demande « partenariat » a été déposée en 2017 et 2018. Elle n'a pas été retenue par le CRSH, mais il ne manquait que quelques points les deux fois. Une demande sera à nouveau déposée en 2019. Elle vise un élargissement du partenariat pour une durée de 7 ans.
Partenariat de recherche sur la reconnaissance des qualifications professionnelles des immigrants formés à l'étranger (Université de Montréal) Début : avril 2014	Étudier les pratiques et procédures de reconnaissance des qualifications par les ordres professionnels ainsi que, le cas échéant, les prescriptions de formations ou stages complémentaires, dans une perspective de recherche d'équilibre entre la protection du public et la protection des droits et libertés des professionnels formés à l'étranger	Me Marie Carpentier, (en congé juillet 2018 à juin 2019) Daniel Ducharme, chercheur, Recherche (en remplacement de Me Marie Carpentier, conseillère juridique, Recherche)	0	Financé par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) Prêt de locaux occasionnels	Travaux se poursuivent.
Partenariat de recherche sur les politiques publiques et leur mise en œuvre en matière de retour au travail après une lésion professionnelle chez les travailleurs précaires ou mobiles (Université d'Ottawa) Début : novembre 2015	Étudier l'efficacité des politiques publiques et du cadre juridique mis en place pour prévenir l'incapacité de travail et promouvoir le retour au travail des travailleuses et travailleurs les plus précaires ayant subi des blessures dans le cadre de leur travail	Me Marie Carpentier, conseillère juridique, Recherche	2	Financé par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH)	Formation donnée aux membres du personnel de la Commission par la responsable du projet, avril 2018 Travaux se poursuivent.
Projet de recherche Savoirs sur l'inclusion et l'exclusion des personnes LGBTQ (2016-2023) (UQAM) Début : 2016	Dresser un portrait quantitatif et qualitatif des parcours et des formes contemporaines d'inclusion/exclusion sociale vécus par des personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles, trans et queer (LGBTQ) résidant au Québec et réaliser une analyse critique des politiques publiques québécoises et canadiennes les concernant	Me Karina Montminy, conseillère juridique, Recherche	3	Financé par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH)	Travaux se poursuivent.
Groupe de travail sur le site du CCDEJ (« ad hoc working group CCCYA website »)	Améliorer et mettre à jour le site du CCCYA	Sophie Ambrosi, agente d'information webmestre	1 rencontre téléphonique au besoin		Site du CCCYA amélioré et à jour

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2018-2019	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
PUBLIC EDUCATION AND COMMUNITY ENGAGEMENT (PEACE) COMMITTEE/ COMITÉ D'ÉDUCATION DU PUBLIC ET D'ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE (EPEC)	PARTAGE D'INFORMATIONS ET DE FAÇONS DE FAIRE, RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES MEMBRES	JULIE DUMONTIER, FACILITATRICE DU COMITÉ	4 RENCONTRES TÉLÉPHONIQUES		CONSEILS ÉCHANGÉS, INFORMATIONS PARTAGÉES
TABLE DE VEILLE SUR L'INTÉGRATION EN CAMP DE JOUR MISE SUR PIED PAR L'OBSERVATOIRE QUÉBÉCOIS DU LOISIR	EFFECTUER UNE VEILLE SUR L'INTÉGRATION EN CAMP DE JOUR DES ENFANTS HANDICAPÉS	MÉLISSA GOUPIL-LANDRY	1 RENCONTRE		TABLE MISE SUR PIED EN 2019
CERCLE DE L'ÉDUCATION ET DE L'EMPLOYABILITÉ DU RÉSEAU POUR LA STRATÉGIE URBAINE DE LA COMMUNAUTÉ AUTOCHTONE À MONTRÉAL	VEILLER À CE QUE TOUS LES AUTOCHTONES (PREMIÈRES NATIONS, INUITS ET MÉTIS) DANS LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL AIENT ACCÈS AUX PROGRAMMES ET SERVICES QUI LEUR PERMETTRONT D'ATTEINDRE LEUR PLEIN POTENTIEL PROFESSIONNEL ET ACADÉMIQUE.	MÉLISSA GOUPIL-LANDRY POUR LA CDPDJ	3 RENCONTRES		PARTAGE D'INFORMATIONS, CRÉATION D'OUTILS DE SENSIBILISATION ET D'ÉDUCATION AUX DROITS (RELATIVEMENT À LA DISCRIMINATION EN MILIEU DE TRAVAIL), CONCERTATION ET PARTICIPATION AU SALON D'EMPLOI AUTOCHTONE MAMU! À TITRE D'EXPOSANT.
FORUM SOCIO JUDICIAIRE AUTOCHTONE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	DOCUMENTER L'ÉTAT DES SERVICES DISPONIBLES, IDENTIFIER LES PROBLÉMATIQUES ET ASSURER UNE VIGILE; PARTAGER DES INFORMATIONS À CARACTÈRE SOCIO JUDICIAIRE LIÉES AUX ENJEUX SOCIAUX ET AUX ACTIONS POUVANT ÊTRE PRISES CHEZ LES PREMIÈRES NATIONS ET LES INUITS DU QUÉBEC; FAVORISER LA CONCERTATION DES PARTENAIRES; IDENTIFIER DES MESURES D'ACTIONS CONCRÈTES POUVANT ÊTRE MISES EN PLACE À COURT TERME ET ÉVALUER LES RESSOURCES BUDGÉTAIRES NÉCESSAIRES POUR DONNER SUITE AUX ACTIONS PROPOSÉES.	CDPDJ : PHILIPPE-ANDRÉ TESSIER, PRÉSIDENT PAR INTÉRIM MÉLISSA GOUPIL-LANDRY, AGENTE D'ÉDU-COOP.	2 RENCONTRES		FAVORISER LA MISE EN COMMUN DES FORMATIONS OFFERTES PAR LES DIFFÉRENTS MINISTÈRES ET ORGANISMES COLLABORER, AU BESOIN, À LA CRÉATION D'UN OUTIL DE FORMATION CONCERNANT LES RÉALITÉS AUTOCHTONES POUR LES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC EXAMINER LA POSSIBILITÉ D'OFFRIR DES SERVICES D'INFORMATION JURIDIQUE ET D'ACCESSIBILITÉ À LA JUSTICE ADAPTÉE AUX BESOINS ET À LA RÉALITÉ DU MILIEU AUTOCHTONE. CONCERTATION ET PARTAGE D'EXPERTISE ENVISAGÉS EN LIEN AVEC NOS MANDATS RELATIFS À LA LPJ ET À LA LSJPA

Comité	Mandat	membres	Nombre de rencontres 2018-2019	Budget	résultats atteints
Comité interministériel permanent sur la protection des travailleurs étrangers temporaires	Son mandat principal consiste à promouvoir la protection des travailleurs étrangers temporaires peu spécialisés, notamment par la mise en place de mécanismes d'information et de soutien afin d'assurer leur protection contre les abus et l'exploitation	CDPDJ : Mélissa Goupil-Landry, agente d'éduc-coop Aussi, Marie Carpentier, recherche (présentement en congé sabbatique)	2 rencontres par année		Maintenir à jour un portrait précis, notamment statistique, sur la situation des TET au Québec Maintenir à jour l'information sur les programmes fédéraux et provinciaux visant les TET afin que le Comité soit constamment au fait des modifications pouvant affecter la situation de ceux-ci. Documenter la situation dans les secteurs de la transformation alimentaire, de l'industrie touristique et l'industrie minière Diffuser des outils d'information sur les droits et les responsabilités des travailleurs et des employeurs à ces derniers ainsi qu'aux intervenants dans les processus liés aux TET.
Comité d'implantation stratégique du Plan gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les aînés des communautés culturelles 2017-2022	Assurer l'implantation et la coordination du plan gouvernemental	Germain Royer, agent d'éducation-coopération	3 rencontres		Réalisation colloque novembre 2018 Développement des mécanismes de concertation pour le déploiement du processus d'intervention concertée auprès des aînées issues des communautés culturelles
Comité aviseur – suivi du déploiement des processus d'intervention concertés pour lutter contre la maltraitance envers les personnes aînées	Assurer la coordination de l'implantation du projet d'entente relative aux aînés dans les différentes régions	Germain Royer, agent d'éducation-coopération Michèle Moreau, directrice, Direction de la protection et de la défense des droits	1 rencontre		Voir au bon fonctionnement du déploiement de l'entente-cadre nationale Assurer la coordination entre les partenaires

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2018-2019	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉS RÉGIONAUX POUR L'IMPLANTATION DES PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉS RÉGIONS : MONTRÉAL – QUÉBEC – CHAUDIÈRE-APPALACHES – OUTAOUAIS – LAURENTIDES – LANAUDIÈRE – MONTÉRÉGIE – NORD DU QUÉBEC – CÔTE-NORD – BAS SAINT-LAURENT – ESTRIE	DÉPLOYER UN PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉ RÉGIONAL PRÉVU PAR LA LOI 6.3	GERMAIN ROYER, AGENT D'ÉDUCATION-COOPÉRATION	2 À 3 RENCONTRES PAR COMITÉ RÉGIONAL	BUDGET DU PAM	PERMETTRE AUX DIFFÉRENTS REPRÉSENTANTS DÉSIGNÉS DE MIEUX COMPRENDRE LE MANDAT DE LA CDPDJ EN MATIÈRE D'EXPLOITATION DE PERSONNES ÂGÉES. AGIR COMME PERSONNE-RESSOURCE ET FORMATEUR
COMITÉ DE CONSULTATION MULTISECTORIELLE PROVINCIALE POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES AÎNÉES	ÉQUIPE DE CONSULTATION QUI S'ADRESSE SPÉCIFIQUEMENT AUX PROFESSIONNELS CONFRONTÉS À DES SITUATIONS COMPLEXES ET DIFFICILES DE MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES AFIN D'ÉCHANGER SUR LES MEILLEURES PRATIQUES.	GERMAIN ROYER, AGENT D'ÉDUCATION-COOPÉRATION	4 RENCONTRES		PERMETTRE AUX REPRÉSENTANTS DE DIVERS SECTEURS INSTITUTIONNELS DE MIEUX CONNAITRE LE RÔLE ET LES RESPONSABILITÉS DE LA CDPDJ ASSURER LE LIEN ENTRE LA CDPDJ ET DIFFÉRENTS ACTEURS INSTITUTIONNELS SUR LA QUESTION DE L'EXPLOITATIONS DES PERSONNES ÂGÉES OU HANDICAPÉES
SOUS-COMITÉ NATIONAL SUR L'INTERVENTION CONCERTÉE EN MALTRAITANCE AUPRÈS DES PERSONNES AÎNÉES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	FAIRE UN ÉTAT DE SITUATION ENTOURANT L'INTERVENTION EN MALTRAITANCE AUPRÈS DES PERSONNES AÎNÉES AUTOCHTONES DU QUÉBEC ET FORMULER DES RECOMMANDATIONS SUR LA PERTINENCE DE LA MISE SUR PIED DE PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉS	GERMAIN ROYER, AGENT D'ÉDUCATION-COOPÉRATION	2 RENCONTRES		PROPOSER DES PISTES D'ACTIONS AINSI QU'UN ÉCHÉANCIER DANS LA LUTTE À LA MALTRAITANCE AUPRÈS DES AÎNÉES AUTOCHTONES DU QUÉBEC
COMITÉ DES COMMUNICATIONS DE CASHRA		MEISSOON AZZARIA	0		
COMITÉ DE SOUTIEN AUX EMPLOYEURS DES CÉGEPS ET DES COMMISSIONS SCOLAIRES	OUTILLER LES EMPLOYEURS	LISE SAVOIE, COORDONNATRICE	2 FOIS / ANNÉE		TRAITEMENT DES DOSSIERS
COMITÉ MIXTE : DIVERSITÉ EN SÉCURITÉ INCENDIE AU QUÉBEC	FAVORISER LA DIVERSITÉ DANS LES SERVICES D'INCENDIE	LISE SAVOIE, COORDONNATRICE	3 FOIS / ANNÉE		RENCONTRE PRÉVUE EN MAI 2019 AVEC TOUS LES PARTENAIRES
PH COMITÉ CONSULTATIF ET SOCIÉTÉ INCLUSIVE	IDENTIFICATION D'OBSTACLES PH RECOMMANDÉS CAMT	PASCALE CHANOUX CONTACT : MICHELINE CHARBONNEAU, CONSEILLÈRE EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ ET MARTIN BOUCHER, DIRECTEUR DE L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ ET DES SERVICES-CONSEILS	2 FOIS /ANNÉE		RECOMMANDATION STRATÉGIQUE NATIONALE D'INTÉGRATION PH

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2018-2019	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
GROUPE DE TRAVAIL SUR LES PH	EXAMEN DES CADRES LÉGISLATIFS ENTOURANT LES DROITS DES PH	MICHELINE CHARBONNEAU, CONSEILLÈRE EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ	1 FOIS / ANNÉE		VOIR AVEC CLAIRE BERNARD
COMITÉ NATIONAL DIRECTEUR SUR L'ENTENTE SOCIO-JUDICIAIRE (MALTRAITANCE DES AÎNÉS)	DÉTERMINER LES MODALITÉS D'ÉTABLISSEMENT DE L'ENTENTE (PROJET-PILOTE MENÉ DANS LA MAURICIE) DANS TOUTES LES RÉGIONS DU QUÉBEC	MICHÈLE MOREAU, DIRECTRICE, DIRECTION DE LA PROTECTION ET DE LA DÉFENSE DES DROITS	1 RENCONTRE		
COMITÉ DE TRAVAIL SUR LA TERMINOLOGIE (MALTRAITANCE)	ÉLABORER DÉFINITION DE LA MALTRAITANCE AUX FINS DU PAM	MICHÈLE MOREAU, DIRECTRICE, DIRECTION DE LA PROTECTION ET DE LA DÉFENSE DES DROITS			
SOUS-COMITÉ CONCERNANT L'APPLICATION DES PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉS À TOUTE AUTRE PERSONNE MAJEURE EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ	PAR LE DÉPÔT D'UN RAPPORT AU COMITÉ NATIONAL AVISEUR, DÉFINIR CE QUE L'ON ENTEND PAR TOUTE PERSONNE MAJEURE EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ. DOCUMENTER LES ENJEUX ACTUELS ENTOURANT LEUR INCLUSION DANS LE DÉPLOIEMENT DES PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉS POUR LUTTER CONTRE LA MALTRAITANCE DANS CHACUNE DES RÉGIONS DU QUÉBEC ET FORMULER DES RECOMMANDATIONS INCLUANT UN ÉCHÉANCIER	MICHÈLE MOREAU, DIRECTRICE, DIRECTION DE LA PROTECTION ET DE LA DÉFENSE DES DROITS	3 RENCONTRES		

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2018-2019	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
L'ASSOCIATION DES RÉGIMES D'AIDE JURIDIQUE DU CANADA	ASSURER UNE STRUCTURE PERMETTANT D'ÉCHANGER DE L'INFORMATION ET DES POINTS DE VUE AU SUJET DES BESOINS ET SERVICES JURIDIQUES AINSI QUE DE DISCUTER DE PROBLÈMES EXISTANTS ET DE L'ÉVOLUTION DES DIVERS RÉGIMES, DE MÊME QUE DE DIVERS ASPECTS DE L'AIDE JURIDIQUE ET DE QUESTIONS PUBLIQUES PERTINENTES QUI REPRÉSENTENT UN INTÉRÊT NATIONAL EN MATIÈRE D'AIDE JURIDIQUE.	ME MARIE-CLAUDE MARCIL M. YVES BOISVERT	6		LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES EST TOUJOURS MEMBRE DE L'EXÉCUTIF DE L'ASSOCIATION ET A PARTICIPÉ À DES DISCUSSIONS RELATIVEMENT AU RÔLE DE CETTE DERNIÈRE.
GROUPE DE TRAVAIL PERMANENT SUR L'AIDE JURIDIQUE FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL (GTP-FPT)	COMPTE TENU DE L'IMPORTANCE DE L'AIDE JURIDIQUE POUR : • FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE POUR LES PERSONNES VULNÉRABLES ET DÉFAVORISÉES SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE, ET; • LE FONCTIONNEMENT ÉQUITABLE, EFFICACE ET EFFICIENTE DU SYSTÈME DE JUSTICE. LE GROUPE DE TRAVAIL PERMANENT FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL (FPT) SUR L'AIDE JURIDIQUE (GTP) DOIT CONSEILLER ET SOUTENIR LES SOUS-MINISTRES FPT RESPONSABLES DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE POUR ASSURER LA PRESTATION DE SERVICES D'AIDE JURIDIQUE AUX PERSONNES ADMISSIBLES, Y COMPRIS CELLES QUI SONT ACCUSÉES D'INFRACTIONS CRIMINELLES ET CELLES QUI ONT BESOIN D'AIDE JURIDIQUE DANS LES AFFAIRES LIÉES À L'IMMIGRATION ET AU STATUT DE RÉFUGIÉ, AU MOYEN D'UN PARTENARIAT CONTINU ET D'UNE CONSTANTE COLLABORATION ENTRE LES GOUVERNEMENTS FÉDÉRAL, PROVINCIAUX ET TERRITORIAUX ET LES RÉGIMES D'AIDE JURIDIQUE.	ME MARIE-CLAUDE MARCIL	12		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
FORUM DE DISCUSSION SUR LES MÉGAPROCÈS	COMITÉ MIS SUR PIED AFIN D'ASSURER LE SUIVI DU RAPPORT BOUCHARD.	ME YVAN NIQUETTE ME DANIEL LAFRANCE	0		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2018-2019	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
TABLE JUSTICE QUÉBEC SUR LES DÉLAIS EN MATIÈRE CRIMINELLE	DISCUTER DES ENJEUX LIÉS AUX DÉLAIS EN MATIÈRE CRIMINELLE, NOTAMMENT EN LIEN AVEC L'ARRÊT JORDAN.	ME YVAN NIQUETTE ME DANIEL LAFRANCE	0		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
RÉSEAU DES RESPONSABLES DE L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	DISCUTER ET PRÉSENTER DIVERS SUJETS LIÉS À L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.	ME RICHARD LA CHARITÉ	AUCUNE RENCONTRE, CONSULTATIONS RÉALISÉES PAR COURRIEL.		CE RÉSEAU PERMET L'ÉCHANGE, AU BESOIN, DES PROBLÉMATIQUES TOUCHANT DES QUESTIONS RELATIVES À L'ACCÈS À L'INFORMATION ET LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.
RÉSEAU DES RESPONSABLES DE L'APPLICATION DES RÈGLES CONTRACTUELLES.	SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, TENIR LES RESPONSABLES À JOUR SUR LES CHANGEMENTS APPORTÉS AU CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE EN MATIÈRE CONTRACTUELLE	MME JOANNE HERRON	2		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
FORUM QUÉBÉCOIS SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE CIVILE ET FAMILIALE	DÉVELOPPER DES SOLUTIONS PERMETTANT DE BIEN AIGUILLER LE CITOYEN SUR LES SERVICES QUI S'OFFRE À LUI	ME YVAN NIQUETTE	1		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
FORUM DES COMMUNICATEURS GOUVERNEMENTAUX	ASSURER LA QUALITÉ DES COMMUNICATIONS EXTERNES	ME RICHARD LA CHARITÉ	1	300 $	CE RÉSEAU PERMET L'ÉCHANGE, AU BESOIN, DE QUESTIONS RELATIVES AUX COMMUNICATIONS.
FORUM JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	PARTICIPER À LA CONCEPTION ET LA MISE EN ŒUVRE D'UNE STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE VISANT L'ACCESSIBILITÉ ET L'ACCOMPAGNEMENT DE CLIENTÈLES FRAGILES ET VULNÉRABLES CONFRONTÉES AU SYSTÈME DE JUSTICE ET PRÉSENTANT DES PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE.	ME RICHARD LA CHARITÉ	0		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
TABLE DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE PETITES CRÉANCES.	CETTE TABLE A POUR OBJECTIF D'ÉCHANGER SUR LES OUTILS, LES PRATIQUES ET LES ORIENTATIONS EN MATIÈRE DE PETITES CRÉANCES.	ME ODETTE LEGENDRE	2		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DE PARTIES PRENANTES DU BUREAU DE LA TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE	DISCUTER DES ENJEUX RELATIVEMENT À LA JUSTICE SANS PAPIER	ME DANIEL LAFRANCE	2		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

Aucun.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Comité	Mandat	membres	Nombre de rencontres 2018-2019	Budget	résultats atteints
Comité régional mixte des représentants de la justice pénale	Faciliter la communication pour la recherche de solutions pratiques dans la gestion des dossiers avec des partenaires des autres ministères des gouvernements du Québec et du Canada.	Me Sonia Paquet	Une rencontre Plusieurs conférences téléphoniques Une journée thématique ayant pour thème La justice innovante		Favorise le maintien des communications efficaces entre les partenaires.
Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada (CHLC)	Discuter des modifications à apporter aux lois en matière criminelle et pénale.	Me Isabelle Doray Me Chloé Rousselle	1 rencontre Plusieurs conférences téléphoniques (mensuelle)		À la réunion d'août 2018, les administrations ont soumis 30 résolutions pour examen. De ce nombre, 27 ont été adoptées (avec ou sans modification) et 3 ont été retirées. Des 6 résolutions soumises par le Québec, une a été retirée et les 5 autres ont été adoptées. Les rapports des différents groupes de travail ont également été entérinés.
Groupe de travail sur l'article 490 du Code criminel (section pénale)	Examiner l'article 490 du Code criminel en vue de réformer le régime de détention des biens saisis.	Me Isabelle Doray	2 conférences téléphoniques		
Groupe de travail sur l'article 9 de la Loi sur la preuve au Canada (section pénale)	Réviser l'article 9 de la Loi sur la preuve au Canada en vue d'une éventuelle réforme du droit de la preuve dans les instances pénales, relativement à la capacité d'une partie de confronter et d'interroger ses propres témoins.	Me Isabelle Doray	5 conférences téléphoniques 1 rencontre		Le rapport du groupe de travail a été soumis à l'ensemble de la section pénale et a été adopté.
Groupe de travail CHLC sur les télémandats	Examiner des questions relatives aux télémandats.	Me André Brochu	11 rencontres		Analyse des sections pertinentes terminées. Décisions prises sur les recommandations du groupe de travail.

Comité	Mandat	membres	Nombre de rencontres 2018-2019	Budget	résultats atteints
Comité de coordination des hauts fonctionnaires - justice pénale	Agir à titre de principal instrument de la collaboration et d'échanges entre fonctionnaires fédéraux, provinciaux et territoriaux (FPT) relativement aux questions de justice pénale. Le CCHF fonctionne en mode plénier, oriente le travail des différents groupes de travail CCHF, discute des modifications législatives envisagées et échange sur d'autres enjeux de justice pénale.	Me Chloé Rousselle	2 rencontres Une dizaine de conférences téléphoniques		Suivi des travaux des différents groupes de travail et préparation des réunions des sous-ministres et des ministres FPT responsables de la Justice et de la Sécurité publique.
Comité FPT des chefs des poursuites pénales	Aborder une vaste gamme de questions juridiques et opérationnelles liées aux poursuites, relevant de domaines qui sont d'intérêt et qui se prêteraient à des échanges quant aux pratiques exemplaires. Ce comité sert également de tribune pour le partage de renseignements entre des professionnels d'expérience.	Me Annick Murphy Me Sonia Paquet (jusqu'en mai 2018) Me Patrick Michel (depuis mai 2018)	2 rencontres		
Forum de discussion sur les mégaprocès	Comité mis sur pied afin d'assurer le suivi du rapport Bouchard.	Me Annick Murphy Me Vincent Martinbeault	1 rencontre		
Comité Directeur intersectoriel Services intégrés en abus et maltraitance (SIAM)	Création et mise en place d'une *Offre de services multidisciplinaires intégrés* dans un seul lieu pour les enfants victimes d'abus physiques, sexuels ou de maltraitance ainsi que pour leurs parents, et ce, par les M/O partenaires de l'Entente multisectorielle relative aux enfants victimes aux prises avec ces problématiques.	Me Claudine Laurin Me Nadine Dubois Me Carmen Rioux	5 rencontres		Implantation d'un Centre de services intégrés en abus et maltraitance (CSIAM) à Québec.
Comité interministériel du Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes aînées (PAM)	Développer une approche gouvernementale cohérente vis-à-vis le nouveau Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes aînées.	Me Claudine Laurin	Aucune		
Comité de suivi du Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes aînées (PAM)	Assurer le suivi de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes aînées 2017-2022.	Me Geneviève Bédard (jusqu'en août 2018) Me Annick Dumont (depuis août 2018)	Aucune		

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2018-2019	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ NATIONAL DIRECTEUR DU PROJET PROVINCIAL D'ENTENTE POUR LA MISE EN PLACE D'UNE PROCÉDURE D'INTERVENTION SOCIO JUDICIAIRE CONCERNANT LES FORMES CRIMINELLES ET PÉNALES DE MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES	DÉVELOPPER UNE APPROCHE GOUVERNEMENTALE COHÉRENTE VIS-À-VIS L'IMPLANTATION DU PROJET D'ENTENTE RELATIVE AUX PERSONNES AÎNÉES DANS CHACUNE DES RÉGIONS DU QUÉBEC.	M[E] CLAUDINE LAURIN	AUCUNE		
COMITÉ AVISEUR DU PROJET PROVINCIAL D'ENTENTE POUR LA MISE EN PLACE D'UNE PROCÉDURE D'INTERVENTION SOCIOJUDICIAIRE CONCERNANT LES FORMES CRIMINELLES ET PÉNALES DE MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES	ASSURER LA COORDINATION DE L'IMPLANTATION DU PROJET D'ENTENTE SOCIOJUDICIAIRE RELATIVE AUX PERSONNES AÎNÉES DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS : CONSEILLER, PROPOSER AU COMITÉ NATIONAL DIRECTEUR UNE STRATÉGIE D'IMPLANTATION ET DE SUIVI DU PROJET; TRANSMETTRE AU COMITÉ NATIONAL TOUTE INFORMATION PERTINENTE; SOUTENIR L'IMPLANTATION DU PROJET ET VEILLER À SON BON DÉROULEMENT DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS; DÉVELOPPER LES OUTILS NÉCESSAIRES À L'IMPLANTATION NATIONALE DU PROJET; RENDRE COMPTE DES PROGRÈS DU PROJET AUX COMITÉS DIRECTEURS ET RÉGIONAUX ET PRODUIRE UN BILAN ANNUEL DE L'IMPLANTATION DU PROJET AU PLAN PROVINCIAL.	M[E] GENEVIÈVE BÉDARD (JUSQU'EN AOÛT 2018) M[E] ANNICK DUMONT (DEPUIS AOÛT 2018)	AUCUNE		
COMITÉ DES RESPONSABLES NATIONAUX DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES D'ABUS SEXUELS, DE MAUVAIS TRAITEMENTS PHYSIQUES OU D'ABSENCE DE SOIN MENAÇANT LEUR SANTÉ PHYSIQUE	ASSURER LE SUIVI DE L'APPLICATION DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES D'ABUS SEXUELS, DE MAUVAIS TRAITEMENTS PHYSIQUES OU D'ABSENCE DE SOIN MENAÇANT LEUR SANTÉ PHYSIQUE (ENTENTE MULTISECTORIELLE); PAR TOUS LES PARTENAIRES CONCERNÉS. LE DPCP PARTICIPE AUX TRAVAUX VISANT LA MISE À JOUR DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE	M[E] CARMEN RIOUX	5 RENCONTRES		MISE À JOUR DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE.

Comité	Mandat	membres	Nombre de rencontres 2018-2019	Budget	résultats atteints
Comité d'examen des décès d'enfants	Étude systématique des cas de décès d'enfants qui ont fait l'objet d'un avis au coroner en vue de dégager des constats et enjeux systémiques - S'assurer de l'existence et de l'utilisation appropriée des outils, protocoles et méthodes d'enquête des décès d'enfants. - Éclairer le coroner investigateur sur des questions spécifiques. - Promouvoir des pratiques exemplaires.	Me Carmen Rioux	3 rencontres		
Comité des sous-ministres – Dossiers violence conjugale et agressions sexuelles	Proposer des actions ou une stratégie aux autorités gouvernementales dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique d'intervention en matière de violence conjugale, des Orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle, de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles.	Me Annick Murphy Me Claudine Laurin	Aucune		
Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle	Assurer la coordination de l'intervention gouvernementale en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle. Il relève du Comité des sous-ministres – Dossiers violence conjugale et agressions sexuelles.	Me Carmen Rioux (violences sexuelles) Me Geneviève Bédard (violence familiale et conjugale jusqu'en août 2018) Me Annick Dumont (violence familiale et conjugale depuis août 2018)	Aucune		

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2018-2019	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ D'EXAMEN DES DÉCÈS LIÉS À LA VIOLENCE CONJUGALE	RELEVANT DU CORONER EN CHEF, LE COMITÉ EXERCE TROIS RÔLES EN REGARD DES DÉCÈS SURVENUS DANS UN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE AU QUÉBEC : - ÉTUDE D'UN CERTAIN NOMBRE DE CAS DE DÉCÈS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN AVIS AU CORONER ET POUR LESQUELS LE CORONER A TERMINÉ SON INVESTIGATION. - FOURNIT, À LA DEMANDE EXPRESSE DU CORONER INVESTIGATEUR, DES CONSEILS POUR ÉCLAIRER CE DERNIER SUR DES QUESTIONS SPÉCIFIQUES OU POUR L'AIDER À FORMULER DES RECOMMANDATIONS PERTINENTES. - FORUM DE DISCUSSION POUR LE PARTAGE DES CONNAISSANCES EN LIEN AVEC LES DÉCÈS SURVENUS DANS UN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE. À CE TITRE, IL CONTRIBUE À BONIFIER, AU BESOIN, LES PRATIQUES, LES PROTOCOLES ET LES POLITIQUES INTERNES DES ORGANISMES EN CAUSE.	M[E] GENEVIÈVE BÉDARD (JUSQU'EN AOÛT 2018) M[E] ANNICK DUMONT (DEPUIS AOÛT 2018)	3 RENCONTRES		
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE DIVERSITÉ ET D'INCLUSION	COLLABORER À L'ÉLABORATION D'UNE NOUVELLE STRATÉGIE EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE DIVERSITÉ ET D'INCLUSION.	M[E] CHLOÉ ROUSSELLE (JUSQU'EN SEPTEMBRE 2018) M[E] ANNICK DUMONT (DEPUIS SEPTEMBRE 2018)	2 RENCONTRES		MESURE DU DPCP À LA STRATÉGIE D'ACTION EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE PARTICIPATION ET D'INCLUSION 2016-2021 RÉALISÉE EN CONTINU DEPUIS 2016.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC	RÉALISER LA MESURE 38.2 CONCERNANT LA SÉCURITÉ TRANSFRONTALIÈRE DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC. PARTICIPER AUX TRAVAUX VISANT L'ÉLABORATION DE LA NOUVELLE POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC.	M[E] JOANNE MARCEAU M[E] SONIA PAQUET	AUCUNE		SANS OBJET
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA RADICALISATION AU QUÉBEC	METTRE EN ŒUVRE LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2015-2018 *LA RADICALISATION AU QUÉBEC : AGIR, PRÉVENIR, DÉTECTER ET VIVRE ENSEMBLE.*	M[E] SONIA PAQUET	AUCUNE		SANS OBJET

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2018-2019	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ PROVINCIAL DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC À MONTRÉAL (PTTCQ-MTL)	VOIR À L'ÉLABORATION ET AU DÉPLOIEMENT DANS L'ENSEMBLE DE LA PROVINCE DU PTTCQ-MTL.	ME MARTINE BÉRUBÉ (JUSQU'EN FÉVRIER 2019) ME CLAUDINE LAURIN (DEPUIS FÉVRIER 2019)	AUCUNE		SANS OBJET
FORUM JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	PARTICIPER À LA CONCEPTION ET À LA MISE EN ŒUVRE D'UNE STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE VISANT L'ACCESSIBILITÉ ET L'ACCOMPAGNEMENT DE CLIENTÈLES FRAGILES ET VULNÉRABLES CONFRONTÉES AU SYSTÈME DE JUSTICE ET PRÉSENTANT DES PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE.	ME MARTINE BÉRUBÉ (JUSQU'EN FÉVRIER 2019) ME MELISSA-ANN MCFARLAND (DEPUIS FÉVRIER 2019)	AUCUNE		SANS OBJET
TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN ITINÉRANCE	LA TABLE ASSURE LA PLANIFICATION ET LA RÉALISATION DES TRAVAUX INHÉRENTS À LA POLITIQUE NATIONALE DE LUTTE À L'ITINÉRANCE ET AU PLAN D'ACTION QUI EN DÉCOULERA SOUS LA COORDINATION DU MSSS.	ME MARTINE BÉRUBÉ JUSQU'EN FÉVRIER 2019) ME MELISSA-ANN MCFARLAND (DEPUIS FÉVRIER 2019)	2 RENCONTRES		CRÉATION DE PLUSIEURS PROGRAMMES D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE ET SANTÉ MENTALE DANS LA PROVINCE. POURSUITE DES TRAVAUX EN LIEN AVEC LE PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL EN ITINÉRANCE 2015-2020.
RÉSEAU D'ALERTE GOUVERNEMENTAL (CERT/AQ)	PLATEFORME DE PARTAGE DE L'INFORMATION ENTRE LES COORDONNATEURS ORGANISATIONNELS DE GESTION DES INCIDENTS.	M. DOMINIC SAINDON M. LUC COURCHESNE	14 RENCONTRES		RÉDUCTION DES IMPACTS D'UN INCIDENT DE SÉCURITÉ INFORMATIQUE. PARTICIPATION AU PARTAGE D'INFORMATION ENTRE LES SPÉCIALISTES DES ORGANISMES PUBLICS DE L'ADMINISTRATION QUÉBÉCOISE. AUGMENTATION DE L'EXPERTISE EN SÉCURITÉ DE L'INFORMATION.
RÉSEAU DES RÉPONDANTES ET RÉPONDANTS EN ÉTHIQUE DE LA FONCTION PUBLIQUE	SOUTENIR L'ACTION DES PERSONNES INTERVENANT EN ÉTHIQUE DANS LEUR MINISTÈRE OU ORGANISME RESPECTIF. DÉVELOPPER UNE COMPRÉHENSION ET UNE VISION COMMUNES DE L'ÉTHIQUE, EN FAVORISER SON DÉPLOIEMENT DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET Y MAINTENIR UNE CULTURE EMPREINTE D'ÉTHIQUE.	ME CLAUDINE LAURIN ME MELISSA-ANN MCFARLAND	AUCUNE		SANS OBJET
RÉSEAU DES RESPONSABLES DE L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	DISCUTER ET PRÉSENTER DIVERS SUJETS LIÉS À L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET À LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.	ME MELISSA-ANN MCFARLAND ME PATRICIA JOHNSON	AUCUNE		SANS OBJET

Comité	Mandat	membres	Nombre de rencontres 2018-2019	Budget	résultats atteints
Sous-comité interministériel sur la radicalisation au Québec	Mettre en œuvre le Plan d'action gouvernemental 2015-2018 *La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble*.	Me Chloé Rousselle	Aucune		Sans objet
Sous-comité responsable du volet autochtone du Plan d'action gouvernemental en matière d'agression sexuelle	Il relève du Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle.	Me Geneviève Bédard (jusqu'en août 2018) Me Annick Dumont (depuis août 2018)	1 rencontre		
Table d'échange et de perfectionnement sur les inspections et les enquêtes	Effectuer un suivi serré de toute la jurisprudence sur les inspections et les perquisitions. Cette table s'inscrit dans le contexte du perfectionnement des juristes en matière d'inspections et d'enquêtes.	Me Cathy Fortin	1 rencontre		Revue de la jurisprudence pertinente rendue en cours d'année.
Table des responsables organisationnels de la sécurité de l'information	Assurer la mise en œuvre et le suivi de l'application des politiques, des directives et des orientations gouvernementales de sécurité de l'information.	M. Denis Germain (jusqu'en décembre 2018)	1 rencontre		Suivi de l'application des politiques, des directives et des orientations gouvernementales de sécurité de l'information.
Forum sociojudiciaire autochtone	Favoriser une meilleure collaboration et concertation en matière de services sociaux, policiers, correctionnels et judiciaires et refléter la volonté, de la part des milieux autochtones, de se prendre en charge.	Me Marie-Chantal Brassard Me Sophie Delisle	2 rencontres		Remplacement des protocoles en cours entre le DPCP et certaines communautés autochtones par le modèle mis en place à la suite de la mise en vigueur le 10 novembre 2015, d'un nouveau Programme de mesures de rechange (PMR) pour les adultes en milieu autochtone. Documentation des difficultés soulevées par les infractions contre l'administration de la Justice en regard des contrevenants autochtones. Identifier les pistes de solution autochtones.
Comité FPT- Comité de coordination des hauts fonctionnaires Justice applicable aux jeunes	Discussions et arrimages entre les représentants du gouvernement fédéral, des provinces et des territoires sur différents thèmes juridiques en lien avec la jeunesse. Permet ainsi d'assurer un dialogue permanent en ce qui concerne les divers politiques et programmes en la matière.	Me Éric Beauparlant Me Chloé Rousselle	1 rencontre 1 conférence téléphonique		Discussions et propositions concernant des changements à la LSJPA.

Comité	Mandat	membres	Nombre de rencontres 2018-2019	Budget	résultats atteints
Comité intersectoriel sur l'application de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	Favoriser la concertation des intervenants en matière de justice criminelle pour les mineurs et faire le suivi de l'application de la LSJPA au niveau provincial.	Me Éric Beauparlant	3 rencontres		Discussions et suivis.
Comité de travail interministériel sur l'intimidation	Comité regroupant plusieurs ministères ayant participé à la mise en œuvre du plan d'action « Ensemble contre l'intimidation, une responsabilité partagée » et qui a pour mandat d'en assurer le suivi. MO participants : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur Ministère de la Famille Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion Ministère de la Justice Ministère de la Santé et des Services sociaux Ministère de la Sécurité publique Bureau de lutte contre l'homophobie Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail Office des personnes handicapées du Québec Secrétariat aux affaires autochtones Secrétariat aux aînés Secrétariat à la jeunesse Secrétariat à la communication gouvernementale Secrétariat à la condition féminine Secrétariat du travail	Me Éric Beauparlant	1 rencontre		Création du plan d'action 2015-2018 « Ensemble contre l'intimidation, une responsabilité partagée ».
Table provinciale de concertation sur la violence, les jeunes et le milieu scolaire (TPCVJMS)	Consultations et réflexions communes de différents intervenants qui œuvrent auprès des jeunes pour le suivi du plan d'action concerté de lutte contre l'intimidation.	Me Éric Beauparlant	4 rencontres		Création de la trousse « Dire autrement, Agir autrement lors d'une interpellation policière ».

Comité	Mandat	membres	Nombre de rencontres 2018-2019	Budget	résultats atteints
Comité stratégique ACCES Construction	Repositionner ACCES Construction. Entériner les actions du Comité directeur et des comités ad hoc.	Me Karen Bédard	Aucune		Travaux suspendus.
Comité Directeur ACCES Construction et ses sous-comités	Contribuer, par des actions concertées, à accroître la conformité des entrepreneurs, des employeurs et des travailleurs du secteur de la construction à l'égard des diverses obligations légales auxquelles ils sont assujettis.	Me Karen Bédard Me Marie-Pier Champagne	2 rencontres		Un suivi du plan d'action a été effectué ainsi qu'un suivi avec les sous-comités. Certains projets technologiques ont été discutés. Les travaux sur le plan stratégique ACCES Construction ont été entamés.
Comité ACCES Alcool	Définir les politiques d'inspection et de poursuite quant aux lois relatives aux boissons alcooliques et en assurer le suivi.	Me Étienne Proteau	2 rencontres		Des rencontres annuelles permettent aux membres d'échanger sur les politiques. Aucun projet ou travail n'est abordé dans ce comité.
Système national de repérage (National Flagging System)	Identifier les contrevenants qui pourraient éventuellement être déclarés délinquants dangereux ou à contrôler, assurer un suivi et une uniformité entre les provinces en matière de traitement de délinquants à haut risque, coordonner les transferts provinciaux de délinquants à haut risque détenus ou en liberté et échanger de l'information au sujet de ces délinquants.	Me Nicolas Poulin Me Sarah Tridi	Une rencontre Plusieurs conférences téléphoniques		Uniformisation des directives pour le repérage (*flagging*) dans toutes les provinces et territoires suite à la recommandation de Sécurité publique Canada. Un document a été rédigé afin de préciser les critères généraux que doivent appliquer tous les coordonnateurs pour l'inscription des délinquants et le retrait d'une inscription du système de repérage.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2018-2019	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS SUR INTERNET (ESEI)	OFFRIR UN SUPPORT AUX PROCUREURS DE LEUR BUREAU RESPECTIF EN CE DOMAINE ET AU BESOIN DE CONSULTER OU D'INFORMER LA COORDONNATRICE PROVINCIALE DE TOUTE SITUATION POUVANT AVOIR UN IMPACT SUR LA PRATIQUE QUOTIDIENNE OU AYANT UN INTÉRÊT PROVINCIAL. ILS AGISSENT ÉGALEMENT À TITRE D'INTERLOCUTEURS AUPRÈS DES CORPS POLICIERS CHARGÉS DES ENQUÊTES EN MATIÈRE D'ESEI ET FOURNIRONT DES CONSEILS JURIDIQUES À CES DERNIERS. COORDONNER LES POURSUITES EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS SUR INTERNET ET ASSURER LE PARTAGE SYSTÉMATIQUE D'INFORMATION ET D'EXPERTISE PAR LE COMITÉ DE CONCERTATION DE LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS SUR INTERNET.	M[E] NATHALIE LEGAULT (COORDONNATRICE PROVINCIALE) M[E] ANN ELLEFSEN-TREMBLAY (REMPLACÉE TEMPORAIREMENT PAR M[E] JOËLLE HUOT) M[E] CARMEN RIOUX M[E] KARINE DESTREMPES (REMPLACÉE TEMPORAIREMENT PAR M[E] MARIE-ÈVE DUBEAU) M[E] MANON GAUDREAULT M[E] MARIE-HÉLÈNE MAGNAN (REMPLACÉE DÉFINITIVEMENT PAR M[E] CHRISTINE LAMBERT À COMPTER DU 20 FÉVRIER 2019) M[E] AMÉLIE RIVARD M[E] VALÉRIE LAHAIE M[E] JEAN-MARC POIRIER M[E] MÉLANIE GAGNÉ M[E] JOANNY HOUDE ST-PIERRE M[E] JULIE PELLETIER	9 CYBERS RENCONTRES INTERNES AVEC LES MEMBRES DU COMITÉ ESEI 2 RÉUNIONS AVEC LES MEMBRES DU COMITÉ ESEI 13 RENCONTRES AD HOC AVEC DIFFÉRENTS PARTENAIRES EXTERNES		RÉDACTION ET DIFFUSION DE PLUSIEURS BULLETINS D'INFORMATION. ÉLABORATION D'UNE ARGUMENTATION RELATIVEMENT À LA CONFISCATION EN VERTU DE 164.2 C.CR. ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE RELATIVEMENT À LA GESTION DES BIENS ET MISE EN COMMUN DES CONNAISSANCES. ÉLABORATION D'UNE SEMAINE DE FORMATION, PRÉSENTATION DE LA FORMATION ET DIFFUSION DU MATÉRIEL DE RÉFÉRENCE.
TABLE D'ÉCHANGE ET DE PERFECTIONNEMENT EN LÉGISLATION	EFFECTUER DES ÉCHANGES SUR DIVERS SUJETS TOUCHANT LA LÉGISLATION.	M[E] JULIE NADEAU M[E] NICOLAS GLENDENNING DEPUIS JUIN 2018 (EN REMPLACEMENT DE M[E] NADEAU DURANT SON ABSENCE)	2 RENCONTRES		POURSUITE DES TRAVAUX.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2018-2019	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ PERMANENT CONJOINT DE LIAISON ENTRE LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC ET LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	S'ASSURER QUE LES DOSSIERS SOULEVANT DES QUESTIONS JURIDIQUES D'INTÉRÊT COMMUN REÇOIVENT UN TRAITEMENT APPROPRIÉ.	M[E] PATRICK MICHEL M[E] ANA MARINA IONESCU	AUCUNE		SANS OBJET
COMITÉ DE COORDINATION APPAREILS DE CONTRÔLE AUTOMATISÉ (CINÉMOMÈTRES PHOTOGRAPHIQUES ET CAMÉRAS AUX FEUX ROUGES)	ÉVALUER L'ÉVOLUTION DES RADARS PHOTO ET CAMÉRAS AUX FEUX ROUGES.	M[E] KATHY BERGERON M[E] KAREN BÉDARD	2 RENCONTRES		DES MODIFICATIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES ONT ÉTÉ APPORTÉES SUIVANT LA DÉCISION BOVE ET PLUSIEURS CONFÉRENCES TÉLÉPHONIQUES ONT ÉTÉ TENUES À CET EFFET.
COMITÉ SUR L'ACCÉLÉRATION DES AUDIENCES EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE	EXAMINER LA SITUATION ET TROUVER DES SOLUTIONS POUR ACCÉLÉRER LE TRAITEMENT DES DOSSIERS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE.	M[E] KAREN BÉDARD	8 RENCONTRES		87 JOURS D'AUDIENCE SUPPLÉMENTAIRES ONT ÉTÉ OBTENUS EN 2018-2019.
SOUS-COMITÉ DE TRAVAIL EN LIEN AVEC L'ARRÊT JORDAN – TRAITEMENT DES DOSSIERS EN MATIÈRE PÉNALE	RÉVISER DIFFÉRENTS PROCESSUS ET PROPOSER DES SOLUTIONS POUR ACCÉLÉRER LE TRAITEMENT DES DOSSIERS EN MATIÈRE PÉNALE.	M[E] KAREN BÉDARD M[E] KATHY BERGERON	AUCUNE		TRAVAUX SUSPENDUS.
TACTIQUE ACCES TABAC	LUTTE À LA CONTREBANDE DE TABAC, ÉTABLIR LES MEILLEURES PRATIQUES ENTRE LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES. SUPERVISE PAR LE MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE, CE COMITE SIEGE DEUX FOIS PAR ANNEE ET IL EST COMPOSE DE REPRESENTANTS D'ORGANISMES PUBLICS ŒUVRANT A LA LUTTE A LA CONTREBANDE DE TABAC. IL PERMET D'ECHANGER SUR LES MEILLEURES PRATIQUES ET DE CIBLER DES PHENOMENES EMERGENTS.	M[E] BETTY LAURENT	2 RENCONTRES		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DE PLANIFICATION ET DE SUIVI CONCERNANT LES CRIMES FINANCIERS À INCIDENCE FISCALE ACCEF	ASSURER LA RÉALISATION DES TRAVAUX APPROUVÉS PAR LE COMITÉ STRATÉGIQUE. IDENTIFIER LES GRANDS AXES D'INTERVENTION DES UNITÉS D'ENQUÊTE, S'ASSURER DE LEUR MISE EN ŒUVRE ET RENDRE DES COMPTES AU COMITÉ STRATÉGIQUE.	M[E] MICHEL GREENE M[E] PAUL J.MERCIER	2 RENCONTRES		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ TACTIQUE AMF-RQ-SQ	ASSURER LA COORDINATION DES OPÉRATIONS POLICIÈRES EN MATIÈRE DE FRAUDE FISCALE EN PARTENARIAT AVEC RQ ET L'AMF.	M[E] PAUL J.MERCIER	3 RENCONTRES		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2018-2019	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DIRECTEUR DE L'AMF	ASSURER LA COORDINATION DES OPÉRATIONS ET DÉTERMINER L'ORIENTATION DES DOSSIERS EN MATIÈRE DE CRIMES COMMIS SUR LES MARCHÉS FINANCIERS. CE COMITÉ SERT SURTOUT À FAIRE UN SUIVI SUR LES DOSSIERS EN COURS ET CEUX À VENIR.	ME PAUL J.MERCIER	3 RENCONTRES		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ SUR LES TAUX D'ALCOOLÉMIE ET LES SANCTIONS ADMINISTRATIVES	EXAMINER LES POSSIBILITÉS AFIN D'IMPLANTER LES SANCTIONS ADMINISTRATIVES POUR LES INFRACTIONS RELATIVES À LA CONDUITE AVEC FACULTÉS AFFAIBLIES.	ME KATHY BERGERON ME ANNE-SOPHIE BLOUIN-RACINE ME JACQUES BLAIS	1 RENCONTRE		DES DISCUSSIONS ONT ÉTÉ ENTAMÉES QUANT À L'IMPOSITION DE NOUVELLES SANCTIONS ADMINISTRATIVES.
NATIVE ROUND TABLE	VISANT À RAPPROCHER ET HARMONISER LA COMMUNAUTÉ JUDICIAIRE AUTOCHTONE D'AKWESASNE DANS LE DISTRICT DE BEAUHARNOIS (VALLEYFIELD). LES SUJETS ABORDÉS CONCERNENT PRINCIPALEMENT DES SITUATIONS OU DES PROBLÉMATIQUES RENCONTRÉES PAR LA COMMUNAUTÉ EN LIEN AVEC LE SYSTÈME JUDICIAIRE.	ME PIERRE-OLIVIER GAGNON	4 RENCONTRES		MEILLEURE ÉCOUTE ET MEILLEURE COMMUNICATION ENTRE LA COMMUNAUTÉ AUTOCHTONE D'AKWASASNE ET LES SERVICES JUDICIAIRES.
PRÉVENTION DES HOMICIDES INTRAFAMILIAUX (PHARE)	PRÉVENTION DES HOMICIDES INTRAFAMILIAUX PAR DES ACTIONS RAPIDES ET ENGAGÉES, PASSANT PAR LA CRÉATION DE CELLULES DE CRISE POUR GÉRER DES SITUATIONS URGENTES. PARTICIPATION DES INTERVENANTS TERRAINS À DES FORMATIONS.	ME PIERRE-OLIVIER GAGNON	6 RENCONTRES (CELLULES DE CRISE)		MEILLEURE COHÉSION ENTRE LES DIVERS PARTENAIRES (DPCP, POLICIERS, MAISON DE TRANSITION, CAVAC, PROBATION, ETC.) AFIN DE CRÉER RAPIDEMENT DES FILETS DE SÉCURITÉ.
RÉSEAU DES PARTENAIRES CONTRE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES	PRÉVENTION DE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES PAR LA PARTICIPATION À DES GROUPES DE DISCUSSION ENTRE DIFFÉRENTS INTERVENANTS À TRAVERS LE DISTRICT.	ME PIERRE-OLIVIER GAGNON	6 RENCONTRES		MEILLEUR RÉSEAUTAGE ENTRE LES DIFFÉRENTS INTERVENANTS.
GESTE COMITÉ PARTENAIRES (MSP-SERVICES DE POLICE HAUTE-DIRECTION)	CE COMITÉ A POUR OBJECTIF DE PARTAGER LES ÉCUEILS, LES ENJEUX ORGANISATIONNELS, D'INFORMER LES PARTENAIRES DE L'AVANCÉE DES TRAVAUX ET TROUVER DES SOLUTIONS AUX DIFFICULTÉS RENCONTRÉES AFIN DE RESPECTER LA MISSION DE CHACUN.	ME VINCENT MARTINBEAULT ME CHRISTIAN TRUDEL	AUCUNE		

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2018-2019	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DIRECTEUR SUR LES MÉGAPROCÈS	Me JOANNE MARCEAU COPRÉSIDE AVEC LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE CE COMITÉ QUI ASSURE AVEC LES PARTENAIRES POLICIERS UN SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT BOUCHARD.	Me BETTY LAURENT Me PAUL J. MERCIER Me ÉRIKA PORTER Me JOANNE MARCEAU Me MICHEL GREENE Me SOPHIE DELISLE Me NICOLAS POULIN Me NADINE DUBOIS Me LYNE MORAIS Me DANNY LEMIEUX Me PIERRE GOULET	1 RENCONTRE 1 CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE		
COMITÉ LIAISON POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL (2014 JUSQU'À MAINTENANT)	SON BUT EST DE MINIMISER LES PROBLÉMATIQUES DE LOGISTIQUE ENTOURANT LES NOMBREUSES PROCÉDURES JUDICIAIRES SE DÉROULANT AU PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL. SIÉGEANT SUR UNE BIMESTRIELLE, CE COMITÉ REGROUPE NOTAMMENT LES JUGES COORDONNATEURS DE LA COUR DU QUÉBEC, LE PROCUREUR-CHEF DU DISTRICT DE MONTRÉAL, LE PROCUREUR-CHEF DU SERVICE DES POURSUITES PÉNALES DU CANADA, LES SERVICES DES AFFAIRES JURIDIQUES SPVM, LE DIRECTEUR DES SERVICES JUDICIAIRES PÉNAUX AINSI QUE L'AGENT DE LIAISON DU SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL.	Me BETTY LAURENT	2 RENCONTRES		ADOPTION D'UN PROTOCOLE DE COMPARUTION MASSIVE.
GROUPE DE TRAVAIL CCHF SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE POUR LES ADULTES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE	ANALYSER LES DIFFICULTÉS ASSOCIÉES À LA MANIÈRE DONT LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE RÉPOND AUX AGRESSIONS SEXUELLES SUR LES ADULTES. RELEVER DES PRATIQUES PROMETTEUSES AU CANADA ET DANS D'AUTRES PAYS DE LA COMMON LAW POUR CONTRER CERTAINES DE CES DIFFICULTÉS. FOURNIR AUX MINISTRES FPT DES RECOMMANDATIONS SUR LES PRATIQUES, LES POLITIQUES ET LES STRATÉGIES LÉGISLATIVES OU AUTRES STRATÉGIES D'ATTÉNUATIONS POSSIBLES POUR AMÉLIORER L'ACCÈS À LA JUSTICE POUR LES ADULTES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE.	Me CARMEN RIOUX	4 CONFÉRENCES TÉLÉPHONIQUES		RAPPORT PRODUIT : SIGNALEMENTS, ENQUÊTES ET POURSUITES CONCERNANT LES AGRESSIONS SEXUELLES COMMISES À L'ÉGARD DES ADULTES – DIFFICULTÉS ET PRATIQUES PROMETTEUSES QUANT À L'AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À LA JUSTICE POUR LES VICTIMES.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2018-2019	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ-CONSEIL - STRATÉGIE D'INTERVENTION POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES EN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	DÉGAGER DES ORIENTATIONS POUR PERMETTRE AUX ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT DE RÉPONDRE ADÉQUATEMENT AUX OBLIGATIONS DE LA LOI VISANT À PRÉVENIR ET COMBATTRE LES VIOLENCES À CARACTÈRE SEXUEL DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. LE DPCP Y JOUE UN RÔLE CONSULTATIF.	M[E] CARMEN RIOUX	1 RENCONTRE		CONSULTATION TERMINÉE.
COMITÉ VÉRIFICATION ET OBSERVATION INTERSECTORIEL DES ENQUÊTES EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE (VOIE)	EFFECTUER LA RÉVISION DE DOSSIERS DE VIOLENCES SEXUELLES FERMÉS, NON FONDÉS OU NON RÉSOLUS PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC. IDENTIFIER LES MEILLEURES PRATIQUES EN MATIÈRE D'ENQUÊTE RELATIVE AUX CRIMES DE VIOLENCE SEXUELLE.	M[E] CARMEN RIOUX	5 RENCONTRES		
COMITÉ CONSULTATIF EN VIOLENCE CONJUGALE ET SEXUELLE.	POURSUIVRE LES RÉFLEXIONS SUR LES MESURES INNOVANTES À METTRE EN PLACE POUR MIEUX ACCOMPAGNER LES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET SEXUELLE AFIN DE FACILITER LEUR PASSAGE DANS LE SYSTÈME JUDICIAIRE.	M[E] CARMEN RIOUX M[E] ANNICK DUMONT	AUCUNE		
COMITÉ ACTION CONCERTÉE : ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES D'ABUS SEXUELS, DE MAUVAIS TRAITEMENTS PHYSIQUES OU D'UNE ABSENCE DE SOINS MENAÇANT LEUR SANTÉ PHYSIQUE (ENTENTE MULTISECTORIELLE) : QU'EN EST-IL 15 ANS PLUS TARD ?	CONSEILLER ET SUIVRE L'ÉVOLUTION DE LA RECHERCHE VISANT À ÉVALUER L'IMPLANTATION DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE ET SES EFFETS SUR LES ENFANTS VICTIMES DE CES CRIMES, EN RESPECT DE L'ACTION 53 DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2016-2021 POUR LAQUELLE LE DPCP A LE STATUT DE COLLABORATEUR	M[E] CARMEN RIOUX M[E] PATRICIA JOHNSON	1 RENCONTRE		

Comité	Mandat	membres	Nombre de rencontres 2018-2019	Budget	résultats atteints
Table locale d'accessibilité des autochtones en milieu urbain de Maniwaki	Les différents intervenants s'entendent pour définir leurs engagements et les mécanismes de coordination en vue d'accroître et faciliter la collaboration et la complémentarité des services offerts au sein de la région de Maniwaki de manière à répondre le plus adéquatement possible aux besoins de la clientèle autochtone.	Me Simon-Pier Cossette	4 rencontres		- Autoriser, s'il y a lieu, les poursuites contre les contrevenants, faire compléter les preuves soumises, voir à l'assignation des témoins et à la production de documents. - Agir et plaider devant les tribunaux de première instance et d'appel. - Conseiller les agents de la paix. - Rencontrer les personnes victimes en tenant compte des réalités régionales, notamment de l'étendue du territoire desservi. - Collaborer avec les intervenants du CAVAC afin de faciliter le passage des personnes victimes ou témoins d'un acte criminel, et ce, tout au long du processus judiciaire. - S'assurer de la prise en compte des intérêts légitimes des victimes, du respect de leurs droits prévus à la Charte canadienne des droits des victimes ainsi que du respect et de la protection des témoins notamment à la cour.
Rencontre du réseau interministériel en information de gestion RH	Favoriser la synergie entre les personnes œuvrant en information de gestion RH au sein des ministères et organismes. Permettre le partage de connaissances et contribuer à l'évolution de cette expertise.	Caroline Morissette	2 rencontres		Partage d'idées et d'outils en information de gestion.
Forum des directrices et directeurs des ressources humaines de la fonction publique du Québec	La mission du forum est de promouvoir la concertation, l'échange et l'action dans le but d'améliorer l'efficacité et l'efficience de la gestion des ressources humaines dans la fonction publique du Québec.	Isabelle Gagnon Les directrices et directeurs des ressources humaines de la fonction publique du Québec	3 rencontres		Sans objet

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2018-2019	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DES PARTIES PRENANTES – TRANSFORMATION DE LA JUSTICE	CE COMITÉ, SOUS LA RESPONSABILITÉ DU BUREAU DES RELATIONS AVEC LES PARTENAIRES DE TRANSFORMATION DE LA JUSTICE, A POUR MANDAT D'ASSURER LA COHÉRENCE DES TRAVAUX RÉALISÉS DANS LE CADRE DE LA TRANSFORMATION DE LA JUSTICE. IL RÉUNIT DONC LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES ET ASSURE L'INTÉGRATION HARMONIEUSE DES EFFORTS DE CHACUN D'EUX AVEC LES ÉQUIPES ŒUVRANT À LA TRANSFORMATION.	M[E] VINCENT MARTINBEAULT M[E] CHRISTIAN TRUDEL	2 RENCONTRES		MISE EN PLACE DU COMITÉ ET SUIVI DES RÉALISATIONS DES PARTENAIRES.
COMITÉ DIRECTEUR DE LA TRANSFORMATION DE LA JUSTICE	CE COMITÉ, SOUS LA RESPONSABILITÉ DE LA SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE, A POUR MANDAT D'ASSURER LA GOUVERNANCE DES TRAVAUX RÉALISÉS DANS LE CADRE DE LA TRANSFORMATION DE LA JUSTICE ET LA VISION HORIZONTALE DE TOUS LES PROJETS ET PROGRAMMES QUI LA COMPOSENT. IL RÉUNIT DONC LES HAUTS DIRIGEANTS DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE. CE COMITÉ ASSURE UN *LEADERSHIP* STRATÉGIQUE DANS LE DÉPLOIEMENT ET LA RÉALISATION DE LA TRANSFORMATION.	ME ANNICK MURPHY ME VINCENT MARTINBEAULT	3 RENCONTRES	SANS OBJET	MISE EN PLACE DU COMITÉ, DE SON RÔLE ET DES ATTENTES.
COMITÉ ACCES CANNABIS	CE COMITÉ VISE À TROUVER DES SOLUTIONS PERMETTANT DE RENDRE MOINS ACCESSIBLE LE CANNABIS ILLICITE.	M[E] KATHY BERGERON	1 RENCONTRE		RENCONTRE QUI AVAIT POUR BUT DE CRÉER LE COMITÉ.
COMITÉ DE CONSULTATION CONCERNANT LA RÉVISION DE LA LOI SUR LES VÉHICULES HORS ROUTE ET SES RÈGLEMENTS	CE COMITÉ A POUR OBJECTIF DE MODIFIER COMPLÈTEMENT LA LOI SUR LES VÉHICULES HORS ROUTE.	M[E] KATHY BERGERON	2 RENCONTRES		LES DEMANDES DE MODIFICATIONS ONT ÉTÉ SOUMISES ET LES LÉGISTES SONT EN COURS DE RÉDACTION DE LA PREMIÈRE VERSION DU PROJET DE LOI.
COMITÉ SUR L'ABOLITION DU SYSTÈME DE MARQUAGE DES BOISSONS ALCOOLIQUES, VOLET STRATÉGIQUE	CE COMITÉ DOIT TROUVER UNE SOLUTION ALTERNATIVE AUX TIMBRES SUR LES BOUTEILLES D'ALCOOL, SYSTÈME QUI SERA ABOLI DANS DEUX ANS.	M[E] ÉTIENNE PROTEAU	1 RENCONTRE		LES EXPLICATIONS SUR LE BUT DU COMITÉ ONT ÉTÉ DONNÉES.

Comité	Mandat	membres	Nombre de rencontres 2018-2019	Budget	résultats atteints
Comité consultatif sur l'abolition du système de marquage des boissons alcooliques	Proposer une nouvelle structure d'intervention en matière d'économie souterraine et de protection du public en prévision de l'abrogation des diverses dispositions législatives et réglementaires sur l'utilisation du timbre, de l'autocollant de la RACJ et du marquage CSP. (Contient trois comités de travail)	Me Étienne Proteau	2 rencontres		Les problématiques de l'abrogation du système actuel ont été soulevées et des propositions de solutions alternatives ont été proposées.
Comité de liaison SAAQ	Réviser les problématiques pouvant toucher les différents partenaires et trouver des solutions adaptées pour tous.	Me Kathy Bergeron	1 rencontre		Discussions sur les impacts et prises de positions quant aux modifications du Code de la sécurité routière (Projet de loi 165)
Comité interministériel pour modifier le CSR	Ce comité vise à discuter de l'opportunité de modifier l'article 592 du Code de la sécurité routière.	Me Kathy Bergeron	1 rencontre		Les travaux se poursuivent.
Réseau performance	Réseau d'échange sur les meilleures pratiques d'affaires en amélioration continue.	Mme Marie-Claude Hamel	4 rencontres		Le partage d'expertise et les échanges entre divers intervenants du secteur public sur le thème de l'amélioration continue permettent d'améliorer les pratiques au BAP.
Table d'échange en droit autochtone	Échanges quant au droit en matière autochtone. Cette table s'inscrit dans le contexte du perfectionnement des juristes en droit autochtone.	Me Cathy Fortin	1 rencontre		Revue de la jurisprudence pertinente rendue en cours d'année.
Réunion des agents de l'autorité organisée par le Bureau de la sécurité nautique	Permettre des discussions entre les principaux organismes mandatés pour l'application de la réglementation sur la navigation de plaisance ainsi que de permettre un rapprochement entre les organismes responsables de la mise en place d'une réglementation efficace sur la navigation de plaisance.	Me Loubna Zehri	2 rencontres		Échanges constants entre les divers intervenants en matière de sécurité nautique.
Comité des coordonnateurs du dossier autochtone/Plan d'action gouvernemental social et culturel des Premières Nations et des Inuits	Ce comité vise à favoriser la concertation interministérielle dans la mise en œuvre et le suivi des mesures du plan d'action. Il travaille à la production de la reddition de compte et des bilans annuels.	Me Sophie Delisle	4 rencontres		Le DPCP a mis en œuvre la mesure sous sa responsabilité au plan d'action. Une formation a été offerte aux procureurs sur les réalités autochtones et la sécurisation culturelle les 26 et 27 juin 2018 dans le cadre de l'École des poursuivants.

Comité	Mandat	membres	Nombre de rencontres 2018-2019	Budget	résultats atteints
Comité de sous-ministres adjoints/Plan d'action gouvernemental social et culturel des Premières Nations et des Inuits	Ce comité assure la concertation à un niveau décisionnel, l'application des orientations gouvernementales et la cohérence des actions en matière de développement social et culturel autochtone.	Me Joanne Marceau	1 rencontre		Les travaux se poursuivent en lien avec ceux du Comité des coordonnateurs.
Comité de travail interministériel en matière de violence conjugale – Volet violence conjugale et familiale pour les Premières nations et les Inuits	Ce comité vise à favoriser la concertation interministérielle dans une démarche collaborative avec les Premières nations et les Inuits pour élaborer des mesures du volet autochtone dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023.	Me Geneviève Bédard (jusqu'en août 2018) Me Sophie Delisle Me Annick Dumont	3 rencontres		Mise en place d'une stratégie de consultation auprès des Premières nations; les travaux se poursuivent.
Comité interministériel de niveau SMA en matière de violence conjugale – Volet violence conjugale et familiale pour les Premières nations et les Inuits	Ce comité assure la concertation à un niveau décisionnel des travaux du Comité de travail interministériel.	Me Claudine Laurin	1 rencontre		Les travaux se poursuivent en lien avec ceux du Comité interministériel.
Table centrale d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones (Table centrale de coordination)	La Table a pour mandat d'appuyer les Tables locales, en plus de coordonner l'ensemble des travaux, afin d'assurer la cohérence et la cohésion des démarches en cours au Québec, de permettre le transfert d'expertise et d'élaborer les orientations générales en matière de prestation de services dans les villes pour les autochtones.	Me Sophie Delisle	4 rencontres		Le DPCP a désigné des représentants pour participer aux travaux des Tables locales de Sept-Îles, Maniwaki et de La Vallée-de-l'Or.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

Aucun.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2018-2019	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DIRECTEUR DU GUICHET UNIQUE D'INFORMATION JURIDIQUE MULTICANAL	VALIDER LE DOSSIER D'AFFAIRES; APPROUVER LES ORIENTATIONS DU PROJET; À TERME, SUIVRE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET; ASSURER LE SUIVI DU BUDGET, DE L'ÉCHÉANCIER, LA GESTION DES RISQUES ET LA REDDITION DE COMPTES.	M. FRANCIS GAUTHIER M. GILLES LAJOIE Me MARIE-CLAUDE SARRAZIN	6		DES MEMBRES DE SERVICES QUÉBEC ET DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE SONT PARTENAIRES À CE COMITÉ. LE DOSSIER D'AFFAIRES ET LES DOCUMENTS AFFÉRENTS SONT DÉPOSÉS AU CONSEIL DU TRÉSOR ET AU CONSEIL DES MINISTRES.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2018-2019	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
FORUM QUÉBÉCOIS SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE CIVILE ET FAMILIALE	DÉVELOPPER DES SOLUTIONS PERMETTANT DE BIEN AIGUILLER LE CITOYEN SUR LES SERVICES QUI S'OFFRENT À LUI (« NO WRONG DOOR »)	ME NATALIE LEJEUNE	3		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
FORUM DES DIRECTRICES ET DIRECTEURS DES RESSOURCES HUMAINES (FDRH)	PROMOUVOIR LA CONCERTATION, L'ÉCHANGE ET L'ACTION DANS LE BUT D'AMÉLIORER L'EFFICACITÉ ET L'EFFICIENCE DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DANS LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC.	M. MARC-ANTOINE MORIN	5		CE RÉSEAU PERMET D'ÉCHANGER SUR DES SUJETS TOUCHANT LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES
FORUM DES GESTIONNAIRES EN TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	TABLE DE CONCERTATION ET DE CONSULTATION QUI REGROUPE LES DIRECTEURS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	DIRECTEUR RI	(AU MOINS 2)		CETTE TABLE VISE À PROMOUVOIR L'EXCELLENCE DANS LA GESTION DES TI AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
REGROUPEMENT DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX DE L'ADMINISTRATION	PROMOUVOIR LA CONCERTATION, L'ÉCHANGE ET L'ACTION DANS LE BUT D'AMÉLIORER L'EFFICACITÉ ET L'EFFICIENCE DE LA GESTION DES ORGANISATIONS	MME LISON DUBÉ	2		CE RÉSEAU PERMET D'ÉCHANGER SUR DES SUJETS TOUCHANT LA GESTION ADMINISTRATIVE AU GOUVERNEMENT (ORIENTATIONS, POLITIQUES, PROJETS, ETC.)
TABLE INTERSECTORIELLE DE PSYCHIATRIE LÉGALE DE MONTRÉAL	SE PENCHER SUR LES PRÉOCCUPATIONS EN MATIÈRE DE PSYCHIATRIE LÉGALE DANS LA RÉGION DE MONTRÉAL	ME GISÈLE LACASSE	1		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2018-2019	BUDGET	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ PROVINCIAL SUR LES INTERVENTIONS POLICIÈRES DES PERSONNES PRÉSENTANT DES PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE	ÉCHANGES ENTRE DIVERS INTERVENANTS DES MILIEUX POLICIER, JUDICIAIRE ET DE LA SANTÉ POUR DISCUTER DES PROBLÉMATIQUES OPÉRATIONNELLES RENCONTRÉES PAR CHACUN ET DES MEILLEURES PRATIQUES EN MATIÈRE D'INTERVENTION POLICIÈRE AUPRÈS DES PERSONNES PRÉSENTANT DES TROUBLES DE SANTÉ MENTALE	MADAME MYLÈNE TESSIER ME NICHOLAS FRENETTE-BÉLAND	3		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT
FORUM JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	ÉCHANGES ENTRE DIVERS INTERVENANTS DES MILIEUX JUDICIAIRE ET DE LA SANTÉ SUR CE QUI SE FAIT EN JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	ME GISÈLE LACASSE	AUCUNE		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT
RÉSEAU DES RÉPONDANTES ET RÉPONDANTS EN ÉTHIQUE DE LA FONCTION PUBLIQUE	SOUTENIR L'ACTION DES PERSONNES INTERVENANT EN ÉTHIQUE DANS LEUR MINISTÈRE OU ORGANISME RESPECTIF. DÉVELOPPER UNE COMPRÉHENSION ET UNE VISION COMMUNES DE L'ÉTHIQUE, EN FAVORISER SON DÉPLOIEMENT DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET Y MAINTENIR UNE CULTURE EMPREINTE D'ÉTHIQUE.	ME JULIE BARIL	AUCUNE		CE RÉSEAU PERMET L'ÉCHANGE, AU BESOIN, SUR DES PROBLÉMATIQUES TOUCHANT DES QUESTIONS ÉTHIQUES
RÉSEAU DES RESPONSABLES DE L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	DISCUTER ET PRÉSENTER DIVERS SUJETS LIÉS À L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET À LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	ME JULIE BARIL	2		CE RÉSEAU PERMET L'ÉCHANGE, AU BESOIN, SUR DES PROBLÉMATIQUES TOUCHANT DES QUESTIONS RELATIVES À L'ACCÈS À L'INFORMATION ET À LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS
RÉSEAU DES RESPONSABLES DE L'APPLICATION DES RÈGLES CONTRACTUELLES	SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, TENIR LES RESPONSABLES À JOUR SUR LES CHANGEMENTS APPORTÉS AU CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE EN MATIÈRE CONTRACTUELLE	ME JULIE BARIL	2		LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
TABLE DES RESPONSABLES ORGANISATIONNELS DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION	EXERCER UN RÔLE DE CONSEILLER AUPRÈS DU DPI POUR CE QUI EST DE LA DÉFINITION, DE LA MISE EN ŒUVRE ET DU SUIVI DE L'APPLICATION DES POLITIQUES, DIRECTIVES ET ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION	MME LISON DUBÉ	2		SUIVI DE L'APPLICATION DES POLITIQUES, DES DIRECTIVES ET DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION.

P.10 NOMBRE DE RENCONTRES FÉDÉRALES-PROVINCIALES-TERRITORIALES DES MINISTRES ET DES SOUS-MINISTRES DE LA JUSTICE EN 2018-2019. INDIQUER, POUR CHACUNE :

A. **LES COÛTS;**
B. **LES DATES ET LIEUX;**
C. **LES PERSONNES PRÉSENTES;**
D. **LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR;**
E. **LES PROCÈS-VERBAUX;**
F. **LES RÉSULTATS OBTENUS ET LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020 (INCLURE UNE COPIE DE TOUT RAPPORT ET DE TOUTE ENTENTE RENOUVELÉE);**
G. **LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2018-2019.**

MINISTÈRE

DATE	LIEUX	PERSONNES PRÉSENTES	COÛT
19 AU 21 JUIN 2018	REGINA / SASKATCHEWAN	YAN PAQUETTE, EVELYNE GAGNÉ	3 075 $
13 AU 16 NOVEMBRE 2018	SAINT JOHN'S / TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR	SONIA LEBEL, THIERRY FOURNIER, FRANCE LYNCH, EVELYNE GAGNÉ	6 118 $
11 AU 12 FÉVRIER 2019	TORONTO / ONTARIO	FRANCE LYNCH, EVELYNE GAGNÉ	3 496 $

ORGANISME

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

DATE	LIEUX	PERSONNES PRÉSENTES	COÛT
19 AU 21 JUIN 2018	REGINA, SASKATCHEWAN	ME CHLOÉ ROUSSELLE	1 657 $
14 AU 16 NOVEMBRE 2018	ST. JOHN'S, TERRE-NEUVE ET LABRADOR	ME CHLOÉ ROUSSELLE	1 634 $
12 FÉVRIER 2019	TORONTO, ONTARIO	ME CHLOÉ ROUSSELLE	455 $

LES ORDRES DU JOUR ET LES PROCÈS-VERBAUX SONT CONFIDENTIELS PUISQUE CES RENCONTRES SE TIENNENT À HUIS CLOS. DE PLUS, CES DOCUMENTS SONT PROTÉGÉS EN VERTU DES ARTICLES 18 ET 19 DE LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS PUISQU'ILS ONT ÉTÉ OBTENUS D'UN AUTRE GOUVERNEMENT OU SONT CONSTITUÉS DE RENSEIGNEMENTS DONT LA DIVULGATION PORTERAIT VRAISEMBLABLEMENT PRÉJUDICE À LA CONDUITE DE RELATIONS QU'ENTRETIENT LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC AVEC D'AUTRES GOUVERNEMENTS.

P.11 NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS PAR SECTEUR AU MINISTÈRE ET DANS CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2018-2019 ET COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES. PRÉCISER POUR CHAQUE SECTEUR ET POUR CHAQUE ANNÉE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS.

MINISTÈRE

NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS : 1 514
POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS : 41 %
NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS : 212
POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS : 14 %

FONDS ACCÈS JUSTICE

NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS : 0
POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS : 0 %
NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS : 1
POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS : 100 %

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS : 2
POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS : 25 %
NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS : 0
POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS : 0 %

FONDS DES REGISTRES

NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS : 21
POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS : 19 %
NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS : 4
POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS : 19 %

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS : 22
POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS : 13 %
NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS : 11
POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS : 69 %

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS : 115
POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS : 10 %
NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS : 63
POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS : 35 %

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS : 3
POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS : 2 %
NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS : 1
POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS : 33 %

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS : 35
POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS : 18 %
NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS : 12
POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS : 34 %

P.12 LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES EFFECTUÉS PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2018-2019, EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET ET, LE CAS ÉCHÉANT, LA FIRME RETENUE POUR LE RÉALISER.

MINISTÈRE

SUJET DU SONDAGE	FIRME	COÛT
SONDAGE SUR LA CONFIANCE DU PUBLIC ENVERS LE SYSTÈME DE JUSTICE	CEFRIO	29 991,00 $

FONDS ACCÈS JUSTICE
AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
AUCUN.

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE
AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS
AUCUN.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE
AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES
AUCUN.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE
AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

SUJET DU SONDAGE	FIRME	COÛT
SONDAGE DE SATISFACTION AUPRÈS DE LA CLIENTÈLE	CROP	10 800,00 $

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
AUCUN.

P.13 NOMBRE TOTAL D'AVIS, JURIDIQUES ET AUTRES, COMMANDÉS EN 2018-2019 PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET DE LA MINISTRE, AINSI QUE PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE. FOURNIR LA LISTE COMPLÈTE EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET, LE NOM DE L'ORGANISME OU DE LA PERSONNE QUI A RÉALISÉ L'AVIS ET LE DEMANDEUR DE CELUI-CI AINSI QUE LA DATE DE RÉCEPTION.

MINISTÈRE

LES AVIS JURIDIQUES PRODUITS DANS LE CADRE D'UN CONTRAT DE SERVICES JURIDIQUES CONCLU AVEC UN AVOCAT OU UN NOTAIRE DE LA PRATIQUE PRIVÉE SONT PROTÉGÉS PAR LE SECRET PROFESSIONNEL. SEULES LES INFORMATIONS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE RENONCIATION AU SECRET PROFESSIONNEL PEUVENT ÊTRE DIVULGUÉES[1].

POUR CONNAÎTRE LES INFORMATIONS ACCESSIBLES AU SUJET DES MANDATS CONFIÉS EN 2018-2019 À DES AVOCATS OU À DES NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT, NOUS VOUS RÉFÉRONS AUX MANDATS LISTÉS À LA QUESTION P.61 QUI FOURNIT CETTE INFORMATION.

[1] PROTECTION DES AVIS JURIDIQUES DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES :

AVIS JURIDIQUES INTERNES D'UN MINISTÈRE

LA *LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE* PRÉVOIT QUE LE MINISTRE DE LA JUSTICE EST LE JURISCONSULTE DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR ET LE MEMBRE JURISCONSULTE DU CONSEIL EXÉCUTIF DU QUÉBEC. C'EST À CE TITRE QU'IL DONNE SES AVIS JURIDIQUES AUX DIVERS MINISTÈRES.

LES AVIS JURIDIQUES DEMANDÉS PAR UN MINISTÈRE OU LE CABINET DU MINISTÈRE SONT PROTÉGÉS PAR LE SECRET PROFESSIONNEL EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA *CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE*.

DANS LE CAS DES MINISTÈRES, LE DROIT AU SECRET PROFESSIONNEL APPARTIENT AU GOUVERNEMENT QUI SEUL PEUT Y RENONCER. LE MINISTÈRE OU MINISTRE, QUI A DEMANDÉ UN AVIS JURIDIQUE, NE PEUT PRENDRE LA DÉCISION DE RENONCER À LA PROTECTION DU SECRET PROFESSIONNEL AU NOM DU GOUVERNEMENT. SELON LA PRATIQUE TRADITIONNELLE ÉTABLIE, C'EST LE MINISTRE DE LA JUSTICE QUI GÈRE CETTE SITUATION POUR ASSURER LA COHÉRENCE DES DOSSIERS JURIDIQUES ET QUI PREND LA DÉCISION DE RENDRE ACCESSIBLES LES RENSEIGNEMENTS PROTÉGÉS, EN CONCERTATION AVEC LES MINISTÈRES CONCERNÉS.

GÉNÉRALEMENT, LE MINISTRE DE LA JUSTICE NE RENONCE PAS À LA PROTECTION DU SECRET PROFESSIONNEL PARCE QUE LA DIFFUSION DES AVIS JURIDIQUES RISQUERAIT DE NUIRE SÉRIEUSEMENT AUX INTÉRÊTS DE L'ÉTAT. EN EFFET, LA COMMUNICATION DES AVIS JURIDIQUES POURRAIT CAUSER PRÉJUDICE À DES POLITIQUES GOUVERNEMENTALES, À DES PROCÉDURES JUDICIAIRES ACTUELLEMENT EN COURS AINSI QU'AUX MOYENS DE DÉFENSE DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC OU À D'AUTRES INTÉRÊTS DE L'ÉTAT.

POUR CES RAISONS, LE MINISTÈRE OU LE CABINET NE PEUT DONNER SUITE À LA DEMANDE DE COMMUNIQUER LES INFORMATIONS REQUISES SUR LES AVIS JURIDIQUES INTERNES COMMANDÉS EN 2018-2019 DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

AVIS JURIDIQUES INTERNES D'UN ORGANISME

LES AVIS JURIDIQUES PRODUITS PAR LES ORGANISMES SONT PAREILLEMENT PROTÉGÉS PAR LE SECRET PROFESSIONNEL ET SEUL L'ORGANISME/CLIENT PEUT RENONCER À LEUR DIVULGATION.

AVIS JURIDIQUES EXTERNES

LES AVIS JURIDIQUES PRODUITS DANS LE CADRE D'UN CONTRAT DE SERVICES JURIDIQUES CONCLU ENTRE UN AVOCAT OU UN NOTAIRE DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME SONT PROTÉGÉS PAR LE SECRET PROFESSIONNEL. SEULES LES INFORMATIONS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE RENONCIATION AU SECRET PROFESSIONNEL PEUVENT ÊTRE DIVULGUÉES.

P.14 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2018-2019 :

A. **LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES RÉALISÉS;**
B. **LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX;**
C. **L'OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS;**
D. **LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN.**

MINISTÈRE

AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE
AUCUN

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
AUCUN

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE
AUCUN.

FONDS RELATIFS AUX CONTRATS PUBLICS
AUCUN.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A. PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2018

B. UN TROPHÉE REMIS À L'ORGANISME GAGNANT D'UNE VALEUR DE 1600 $ (PAYÉ EN 2015 POUR LES ANNÉES SUIVANTES).UNE PLAQUE REMISE AUX 3 FINALISTES ET UNE PLAQUE REMISE AU GAGNANT DU PRIX COUP DE CŒUR DU PUBLIC POUR UN TOTAL DE 300 $ POUR LES 4 PLAQUES.

C. LA COMMISSION DÉCERNE CHAQUE ANNÉE DEPUIS 1988, LE PRIX DROITS ET LIBERTÉS À DES PERSONNES, DES ENTREPRISES OU DES ORGANISMES AFIN DE SOULIGNER LEUR ENGAGEMENT ET LEUR CONTRIBUTION EXEMPLAIRE EN MATIÈRE DE DÉFENSE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE AU QUÉBEC. CETTE ANNÉE, LE PRIX CIBLAIT PARTICULIÈREMENT LES INITIATIVES QUI UTILISAIENT L'ART OU L'INNOVATION AU SERVICE DES DROITS.

D. AUCUN

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. PRIX MÉRITE DE LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES.

B. QUATRE BIJOUX ÉPINGLETTE (COÛT 800$).

C. LE PRIX MÉRITE DE LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES SOULIGNE LE TRAVAIL MÉRITOIRE DES PERSONNES (EMPLOYÉS) DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE QUI SE SONT DISTINGUÉES PAR LEUR ENGAGEMENT, LEUR RÉALISATION ET ACCOMPLISSEMENT EN REGARD DE LA MISSION DE L'AIDE JURIDIQUE.

D. AUCUN.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE
AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

NOM DU CONCOURS	OBJECTIF VISÉ	DATE DE DÉBUT	DATE DE FIN	PRIX REMIS	VALEUR DU PRIX
SONDAGE ANNUEL DE SATISFACTION	STIMULER LA PARTICIPATION AU SONDAGE	10-10-2018	05-11-2018	IPAD 32 GB ET CARTE CADEAU VIPASS	500,00 $
SONDAGE SERVICES AU CITOYEN	TENUE D'UN SONDAGE POUR LE MOTEUR DE RECHERCHE DU SERVICE AUX CITOYENS	04-12-2018	14-12-2018	3 CARTES CADEAU VIPASS	75,00 $
SONDAGE INFOLETTRE	SONDAGE PORTANT SUR L'INFOLETTRE SOQUIJ	05-06-2018	15-06-2018	CERTIFICAT CADEAU AMÉRISPA	109,99 $

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

P.15 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR 2018-2019 :

A. LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES;
B. LES COÛTS DE CES CAMPAGNES;
C. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER;
D. LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE;
E. LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.

MINISTÈRE

AUCUNE.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NOM DE LA CAMPAGNE	COÛTS	NOM DE LA FIRME	SERVICE
CAMPAGNE DE PROMOTION POUR LE PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2018 : L'ART ET L'INNOVATION AU SERVICE DES DROITS	3 500,00 $	DIETLIN, MARIE-CÉCILE	MONTAGE CAPSULES VIDÉO
CAMPAGNE DE PROMOTION POUR LE PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2018 : L'ART ET L'INNOVATION AU SERVICE DES DROITS	479,00 $	GRAPHISCAN MONTRÉAL INC.	IMPRESSION
CAMPAGNE DE PROMOTION POUR LE PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2018 : L'ART ET L'INNOVATION AU SERVICE DES DROITS	53,00 $	FACEBOOK	PUBLICITÉ

DATE DE DIFFUSION : DIFFUSION SUR LES MÉDIAS SOCIAUX ENTRE LE 1ER JUIN ET LE 15 JUILLET 2018 POUR L'APPEL DE CANDIDATURES ET DU 27 SEPTEMBRE 2018 AU 7 MARS 2019 POUR LA PROMOTION DES FINALISTES ET DU LAURÉAT DU PRIX.

OBJECTIF VISÉ : LA 1ÈRE PHASE VISAIT À SUSCITER LES CANDIDATURES D'INITIATIVES POUR LE PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2018 QUI PORTAIT SUR LA CRÉATIVITÉ ET L'INNOVATION AU SERVICE DES DROITS.

LA SECONDE PHASE VISAIT À FAIRE CONNAÎTRE LES QUATRE INITIATIVES FINALISTES, SUSCITER L'INTÉRÊT POUR LE PRIX DU PUBLIC ET FAIRE CONNAÎTRE L'INITIATIVE GAGNANTE, LE PROJET PORTE-VOIX CRÉÉ AVEC DES JEUNES SOUS LA PROTECTION DE LA DIRECTION DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUNE.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUNE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOM DE LA CAMPAGNE	COÛTS	NOM DE LA FIRME	DIFFUSION	OBJECTIF VISÉ
PUBLICITÉ AU SUJET DE LA LIGNE TÉLÉPHONIQUE DU DPCP DESTINÉE À RENSEIGNER LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES	400,00 $	FACEBOOK	24 OCTOBRE AU 7 NOVEMBRE 2018	FAIRE CONNAÎTRE LA LIGNE TÉLÉPHONIQUE DU DPCP DESTINÉE À RENSEIGNER LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES
PUBLICITÉ AU SUJET DE LA LIGNE TÉLÉPHONIQUE DU DPCP DESTINÉE À RENSEIGNER LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES	399,40 $	FACEBOOK	14 NOVEMBRE AU 21 NOVEMBRE 2018	FAIRE CONNAÎTRE LA LIGNE TÉLÉPHONIQUE DU DPCP DESTINÉE À RENSEIGNER LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES
PUBLICITÉ AU SUJET DE L'ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES	399,93 $	FACEBOOK	19 NOVEMBRE AU 3 DÉCEMBRE 2018	FAIRE CONNAÎTRE LES RESSOURCES EN MATIÈRE D'ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES
PUBLICITÉ AU SUJET DU PROJET SEXTO	500,00 $	FACEBOOK	20 DÉCEMBRE 2018 AU 3 JANVIER 2019	FAIRE CONNAÎTRE LE PROJET SEXTO
CAMPAGNE D'ACQUISITION DE MENTIONS « J'AIME »	500,00 $	FACEBOOK	22 JANVIER AU 22 FÉVRIER 2019	OBTENIR UN PLUS GRAND NOMBRE D'ABONNÉS SUR FACEBOOK
PUBLICITÉ AU SUJET DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE ANNOTÉ	200,00 $	FACEBOOK	18 FÉVRIER AU 25 FÉVRIER 2019	FAIRE CONNAÎTRE LA NOUVELLE ÉDITION DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE ANNOTÉ

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUNE.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

NOM DE LA CAMPAGNE	COÛTS	NOM DE LA FIRME	DIFFUSION	OBJECTIF VISÉ
CAMPAGNE GOOGLE ADWORDS	3 423,00 $	HAVAS WORLD CANADA	EN CONTINU EN 2018-2019	SUPPORTER LA MISE EN MARCHÉ DES SERVICES DE SOQUIJ
BANNIÈRE DU CRHA DANS LE BULLETIN VIGIERT	2 855,00 $	HAVAS WORLD CANADA	EN CONTINU EN 2018-2019	PROMOUVOIR LE SERVICE DES PLUMITIFS
OFFRE BRILLANTE	5 488,00 $	HAVAS WORLD CANADA	DU 9 AVRIL AU 31 MAI 2018	FAVORISER L'ESSAI GRATUIT DE L'OUTIL D'AIDE À LA CITATION

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUNE.

P.16 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2018-2019 :

A. **LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;**
B. **LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;**
C. **LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉ PAR INSTANCE OU ORGANISME;**
D. **LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2018-2019 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES;**
E. **LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2018-2019 AU SEIN DU CABINET DE LA MINISTRE. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES.**

MINISTÈRE

A. OUTRE LA DIRECTRICE DES COMMUNICATIONS, MADAME CAROLINE DORVAL, LES 16 PERSONNES SUIVANTES COMPOSENT LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS :

- DEUX TECHNICIENNES EN ADMINISTRATION (MANON GUIMONT ET DANIELLE SAINT-PIERRE);
- UN ADJOINT EXÉCUTIF ET COORDONNATEUR DES STRATÉGIES ET DES AFFAIRES PUBLIQUES (GUILLAUME PLANTE);
- UNE COORDONNATRICE DES COMMUNICATIONS NUMÉRIQUES (ISABELLE ST-PIERRE);
- UNE CONSEILLÈRE EN COMMUNICATION GRAPHISTE (MANON DALLAIRE);
- UN CONSEILLER EN COMMUNICATION ÉDIMESTRE DU SITE WEB (ERIC MAILLOUX);
- UN CONSEILLER EN COMMUNICATION WEBMESTRE (DENIS VILLEMURE);
- DEUX CONSEILLERS EN COMMUNICATION AUX RELATIONS AVEC LES MÉDIAS ET À LA RÉTROINFORMATION (PAUL-JEAN CHAREST ET SYLVIE LECLERC);
- CINQ CONSEILLERS EN COMMUNICATION EN SOUTIEN AUX ACTIVITÉS DU MINISTÈRE (CAROLINE VACHON, ANNE-MARIE LEPAGE, OLIVIER BERSELLI, MARIE-ANGE BISSONNETTE ET AUDE BRASSARD-HALLÉ);
- UNE CONSEILLÈRE EN COMMUNICATION (RÉSEAUX SOCIAUX – KIM FOURNIER)
- UNE ÉTUDIANTE EN COMMUNICATION (JESSICA BOUCHARD-MARTINEZ)

B. LE MONTANT DÉPENSÉ EN MATIÈRE DE COMMUNICATION AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC EST DE 139 492,60 $.

C. IL N'Y A EU AUCUNE RENCONTRE ENTRE LES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS.

D. LES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS SONT VENTILÉES DE LA FAÇON SUIVANTE :

- EUREKA-CEDROM SNI INC. : 13 136,35 $;
- COMMUNICATION DÉMO (REVUE DE LA PRESSE ÉCRITE ET ÉLECTRONIQUE) : 38 327,97 $;
- COMMUNIQUÉS DE PRESSE CNW : 6 331,15 $.

E. AUCUNE.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A. 5 EMPLOYÉS PERMANENTS, 1 EMPLOYÉ TEMPORAIRE ET 1 GESTIONNAIRE (AFFECTÉ ÉGALEMENT À L'ÉDUCATION)

- MEISSOON AZZARIA : COORDONNATRICE DES COMMUNICATIONS
- SOPHIE AMBROSI : AGENTE D'INFORMATION
- SÉBASTIEN OTIS : AGENT D'INFORMATION
- DALIA ALACHI : AGENTE D'INFORMATION
- DORETTE TIOMO : TECHNICIENNE EN ADMINISTRATION
- JACK DUHAIME : AGENT D'INFORMATION -POSTE TEMPORAIRE 1 AN
- GENEVIÈVE DORAIS-BEAUREGARD : DIRECTRICE ADJOINTE ÉDUCATION-COOPÉRATION ET COMMUNICATIONS

B. MONTANT DÉPENSÉ (POUR INFORMATION, PROMOTION, ET RELATIONS PUBLIQUES) S'ÉLÈVE À 15 413,70$.

C. UNE RENCONTRE DE LA DIRECTRICE ADJOINTE ÉDUCATION-COOPÉRATION ET COMMUNICATIONS AVEC LA COMMISSION DES NORMES, DE L'ÉQUITÉ, DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL (CNESST - VOLET SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL) SUR L'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE ET L'IMPACT DE L'ARRÊT CARON.

OBJECTIF : MIEUX COMPRENDRE NOTRE INTERPRÉTATION RESPECTIVE ET VOIR DES PISTES DE COLLABORATION SUR LE SUJET.

D. LA VEILLE MÉDIATIQUE DE LA COMMISSION SE FAIT AVEC L'AIDE DE LA PLATEFORME EUREKA. DES DÉPENSES DE 17 281,36$ ONT ÉTÉ EFFECTUÉES EN 2018-2019 POUR L'UTILISATION DE CETTE PLATEFORME ET LE MODULE DE REVUE DE PRESSE.

E. NON APPLICABLE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. Aucun.

B. Le montant dépensé en matière de communication, information et sensibilisation s'élève à 13 990,00 $.

C. Non applicable.

D. Non applicable.

E. Non applicable.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE
Aucun.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

A. Outre le directeur des communications, monsieur Patrik Gilbert, les 8 personnes suivantes composent la Direction des communications :

- Mme Chloé Bernier-Caron : conseillère en communication;
- Mme Annie Bilodeau : technicienne en administration;
- Me Jean Pascal Boucher : procureur aux poursuites criminelles et pénales et porte-parole;
- Mme Christina Laflamme : Agente de secrétariat;
- Mme Catherine Lévesque-Matte : traductrice et graphiste;
- M. Patrick Parent : chargé de projet en communication numériques;
- Mme Christine Richard : conseillère en communication;
- M. Raphaël Thériault : conseiller en communication.

B. Le montant dépensé en matière de communication n'est pas disponible. La Direction des communications venant tout juste d'être créée, elle ne constitue donc pas une unité administrative au sein de l'organisation et, par conséquent, ne possède pas de budget distinct.

C. Il n'y a eu aucune rencontre entre les employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics.

D. Les sommes investies en veille médiatique au sein de la Direction des communications sont ventilées de la façon suivante :

- Référence Média : 21 181,55 $

E. Non applicable.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
Aucun.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

A. 4 employés affectés aux communications
- Mme Dorothée Philippon
- Mme Geneviève Gélinas
- Mme Lucie Chevalier
- M. Pierre Ménard

B. Le montant dépensé en matière de communication s'élève à 68 330,31 $.

C. Il y a eu 2 visioconférences entre les employés affectés aux communications avec d'autres instances ou organismes publics.

D. Il n'y a eu aucune somme investie en veille médiatique.

E. Aucune.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. DEUX PERSONNES SONT AFFECTÉES AUX COMMUNICATIONS. IL S'AGIT DE M^ME^ PATRICIA LÉVESQUE, RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS ET DE M^ME^ AURORE ADINSI, CONSEILLÈRE EN COMMUNICATION.

B. LE MONTANT DÉPENSÉ EN 2018-2019 EST DE 17 892 $.

C. AUCUNE RENCONTRE N'A EU LIEU.

D. REVUE DE PRESSE ÉLECTRONIQUE : 6 316,40 $. AUCUNE FIRME EXTERNE OU CONSULTANT N'A ÉTÉ ENGAGÉ POUR EFFECTUER UNE VEILLE MÉDIATIQUE ET AUCUN SUJET N'A FAIT L'OBJET D'UNE TELLE VEILLE.

E. N/A

P.17 TOUT RAPPORT, DOCUMENT, ÉTUDE, AVIS OU ANALYSE, LISTE DE CONSULTATION OU LISTE DE DEMANDE CONCERNANT UNE RÉFORME DU DROIT DE LA FAMILLE.

MINISTÈRE

LE 15 MARS 2019, LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A LANCÉ UNE CONSULTATION PUBLIQUE POUR CONNAÎTRE L'OPINION DE LA POPULATION EN VUE DE MODERNISER LE DROIT DE LA FAMILLE. CETTE CONSULTATION VISE À ORIENTER LA RÉFLEXION GOUVERNEMENTALE SUR LES CHANGEMENTS À APPORTER POUR ADAPTER LE DROIT AUX NOUVELLES RÉALITÉS FAMILIALES.

LA CONSULTATION S'APPUIE SUR LES RECOMMANDATIONS PROPOSÉES PAR LE COMITÉ CONSULTATIF SUR LE DROIT DE LA FAMILLE. CELLES-CI SERVIRONT DE BASE À LA RÉFLEXION DU GOUVERNEMENT, QUI DÉCIDERA DES RÉFORMES À METTRE EN ŒUVRE AU TERME DE LA CONSULTATION.

CETTE CONSULTATION PORTE SPÉCIFIQUEMENT SUR TROIS THÈMES, SOIT LA PARENTALITÉ, LA CONJUGALITÉ ET LA RELATION AVEC LE BEAU-PARENT.

UNE TOURNÉE DE CONSULTATION SE TIENDRA DU 29 AVRIL 2019 AU 3 JUIN 2019 DANS ONZE VILLES DU QUÉBEC. LES GROUPES ET ORGANISMES AINSI QUE LES CITOYENS QUI VEULENT S'EXPRIMER SUR LA QUESTION POURRONT VENIR RENCONTRER LES REPRÉSENTANTS GOUVERNEMENTAUX.

LES CITOYENS PEUVENT ÉGALEMENT S'EXPRIMER EN RÉPONDANT À UN QUESTIONNAIRE EN LIGNE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE OU EN DÉPOSANT UN MÉMOIRE. CES VOLETS DE LA CONSULTATION SE TERMINENT LE 28 JUIN 2019.

AFIN DE MENER À BIEN LA RÉFORME EN DROIT DE LA FAMILLE, LA MINISTRE ENTEND DÉPOSER À L'ASSEMBLÉE NATIONALE DEUX PROJETS DE LOI, UN SUR LA FILIATION ET L'AUTRE LA CONJUGALITÉ.

P.18 TOUT RAPPORT, DOCUMENT, ÉTUDE, AVIS OU ANALYSE, LISTE DE CONSULTATION OU LISTE DE DEMANDE CONCERNANT L'ÉLIMINATION DU DÉLAI DE PRESCRIPTION PRÉVU À L'ARTICLE 2926.1 DU CODE CIVIL.

MINISTÈRE

CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.19 **LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L'OBTENTION D'UNE CERTIFICATION OU D'UN DIPLÔME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS, AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2018-2019. INDIQUER :**

A. **LE LIEU;**
B. **LE COÛT;**
C. **LA OU LES DATES DE PARTICIPATION;**
D. **LE NOMBRE DE PARTICIPANTS;**
E. **LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ;**
F. **LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.**

MINISTÈRE

LES INFORMATIONS SONT PRÉSENTÉES DANS LES PAGES SUIVANTES.

VEUILLEZ PRENDRE NOTE QUE LE COÛT TOTAL DE LA FORMATION INCLUT LE COÛT D'INSCRIPTION, LES FRAIS DE DÉPLACEMENT AINSI QUE LE SALAIRE DU PARTICIPANT.

Liste des formations suivies par le personnel du Ministère de la Justice (0400) entre le 1er avril 2018 au 28 février 2019

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
10e symposium : pour le criminaliste averti	**1 994,96 $**	**3**
Association des avocats de la défense de Montréal-Laval-Longueuil (AADM)	**1 994,96 $**	**3**
11e conférence en santé psychologique	**3 563,01 $**	**2**
Les affaires	**3 563,01 $**	**2**
15e Conférence annuelle Claire L'Heureux-Dubé - La réconciliation: nos responsabilités	**677,84 $**	**7**
Université Laval	**677,84 $**	**7**
16th National Symposium on Search and Seizure Law in Canada	**4 415,58 $**	**1**
Osgoode Professional Development	**4 415,58 $**	**1**
19e conférence sur la rédaction législative 2018	**6 767,94 $**	**3**
Institut canadien d'administration de la justice	**6 767,94 $**	**3**
20e journée thématique du Groupe d'experts en gestion des documents	**272,94 $**	**1**
Groupe d'expertise en gestion documentaire	**272,94 $**	**1**
21st Annual Constitutional Cases Conference	**1 521,48 $**	**1**
Osgoode Professional Development	**1 521,48 $**	**1**
25e journée conférence du Club des utilisateurs SAS de Québec	**575,30 $**	**4**
SAS Institute (Canada) Inc.	**575,30 $**	**4**
3e Colloque canadien en droit et politiques publiques agroalimentaires	**2 898,72 $**	**5**
Université Laval	**2 898,72 $**	**5**
47e congrès du Conseil canadien de droit international	**1 436,57 $**	**1**
Conseil canadien de droit international (CCDI)	**1 436,57 $**	**1**
6e Conférence annuelle Paule-Gauthier	**72,00 $**	**1**
Université Laval	**72,00 $**	**1**
Aboriginal Law Update 2018	**1 499,00 $**	**1**
Éditions Yvon Blais (Thomas Reuters)	**1 499,00 $**	**1**
Acceptabilité sociale dans les projets publics	**327,79 $**	**1**
Ministère du Conseil Exécutif	**327,79 $**	**1**
Actualité juridique en droit de l'environnement	**864,00 $**	**2**
Wolters Kluwer Canada Limitée	**864,00 $**	**2**
ADM 400 - Théorie de l'organisation	**1 543,42 $**	**1**
Université TÉLUQ	**1 543,42 $**	**1**
Administration des examens écrits	**190,58 $**	**1**
Secrétariat du Conseil du trésor	**190,58 $**	**1**
Agent de bureau-Archives, Civil/serv. popul.,Coordination,Criminel,Pénal,Pet.Créances,Jeunesse,Manutentionnaire	**161 059,72 $**	**148**
Ministère de la Justice du Québec	**161 059,72 $**	**148**
Agent de vérification de l'identité (AVI)	**7 935,15 $**	**20**
Ministère de la Justice du Québec	**7 935,15 $**	**20**
Agile - Gestion de projet	**3 281,82 $**	**2**
AFI Expertise	**1 814,82 $**	**1**
TECHNOLOGIA Formation Conseil	**1 467,00 $**	**1**
Agile tour Québec 2018	**6 642,17 $**	**14**
Agile Québec	**6 642,17 $**	**14**
AGSP 2018	**944,58 $**	**1**
IGF-FMI (Institut de la gestion financière du Canada)	**944,58 $**	**1**
Alcool, drogues et dépendances: vos droits et obligations	**1 099,00 $**	**1**
Les avocats Le Corre & Associés, S.E.N.C.R.L.	**1 099,00 $**	**1**
Analyse de politiques publiques	**17 832,17 $**	**1**
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	**17 832,17 $**	**1**
Analyse des besoins d'affaires et des spécifications fonctionnelles et logicielles	**1 309,06 $**	**1**
École de technologie supérieure (ÉTS)	**1 309,06 $**	**1**
Approche appréciative en contexte de changement	**584,65 $**	**1**
Alliance des cadres de l'État	**584,65 $**	**1**
Approvisionnement responsable	**154,99 $**	**2**
L'espace québécois de concertation sur les pratiques d'approvisionnement responsable (ECPAR)	**154,99 $**	**2**
Architecture d'entreprise avec TOGAF 9.2 (niveaux 1 et 2)	**3 847,90 $**	**1**
Build the Vision Incorporated	**3 847,90 $**	**1**
Architecture orientée service (SOA)	**2 892,10 $**	**2**
École de technologie supérieure (ÉTS)	**2 892,10 $**	**2**
Art de la communication des rapports en évaluation de programme	**491,90 $**	**3**
GRAEP (Groupe des responsables en analyse et évaluation de programme)	**491,90 $**	**3**
Art de la plume: à vos claviers !	**588,76 $**	**1**
Barreau de Québec	**588,76 $**	**1**
Artificial Intelligence and Its Role in Litigation	**586,05 $**	**2**
Law Society of Ontario (Barreau de l'Ontario)	**586,05 $**	**2**
Assemblée générale annuelle du Barreau de Richelieu	**414,30 $**	**2**
Barreau de Richelieu	**414,30 $**	**2**
Atelier Kaizen	**2 097,06 $**	**6**
Ministère de la Justice du Québec	**2 097,06 $**	**6**
Au-delà de la vélocité : mesurer avec l'Agilité	**47,23 $**	**1**
Agile Québec	**47,23 $**	**1**
Automating Admin With Windows PowerShell	**2 443,28 $**	**1**
AFI Expertise	**2 443,28 $**	**1**
Autorisations judiciaires	**4 496,05 $**	**62**
Ministère de la Justice du Québec	**4 496,05 $**	**62**
Avocat et médiation le jour de l'audience en Division des petites créances	**180,21 $**	**2**
Barreau de Québec	**180,21 $**	**2**
Baccalauréat en droit	**2 534,78 $**	**1**
Université du Québec à Montréal (UQAM)	**2 534,78 $**	**1**
Bâtir une équipe gagnante	**594,88 $**	**1**
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	**594,88 $**	**1**
BDJ - Tenue de temps	**764,48 $**	**14**
Ministère de la Justice du Québec	**764,48 $**	**14**
BEI et l'article 119 de la Loi sur la police	**521,16 $**	**1**
Éditions Yvon Blais (Thomas Reuters)	**521,16 $**	**1**
Bootstrap pour créer des sites Web	**730,41 $**	**1**
TECHNOLOGIA Formation Conseil	**730,41 $**	**1**
Cadre légal et normatif régissant les contrats des organismes publics	**364,37 $**	**1**
Secrétariat du Conseil du trésor	**364,37 $**	**1**
Cahiers de propriété intellectuelle: Droit et intelligence artificielle	**3 241,41 $**	**4**
Université de Montréal	**3 241,41 $**	**4**

Célébrant de mariage et d'union civile	**533,72 $**	**13**
Ministère de la Justice du Québec	**533,72 $**	**13**
Cercle de gestion interministériel	**296,06 $**	**1**
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	**296,06 $**	**1**
Cercle de la haute fonction publique	**187,98 $**	**1**
Ministère du Conseil Exécutif	**187,98 $**	**1**
Cercle des jeunes leaders de l'administration publique (CJLAP)	**5 316,74 $**	**5**
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	**5 316,74 $**	**5**
Certificat en droit	**2 907,64 $**	**1**
Université de Montréal	**2 907,64 $**	**1**
Certificat en gestion des ressources humaines	**670,50 $**	**1**
Université TÉLUQ	**670,50 $**	**1**
Certificat en informatique	**2 475,76 $**	**1**
Université du Québec à Montréal (UQAM)	**2 475,76 $**	**1**
Certificate of Advanced Studies (CAS) in Investment Law and Policy	**3 846,15 $**	**1**
World Trade Institute, Université de Berne	**3 846,15 $**	**1**
Certification PMP et CAPM	**1 527,05 $**	**1**
GP Québec-Le groupe d'intérêt en gestion de projets publics au Québec (PMI section Lévis-Québec)	**1 527,05 $**	**1**
Chef d'équipe, tout un art	**7 935,75 $**	**21**
Ministère de la Justice du Québec	**7 935,75 $**	**21**
Choisir sa démarche d'amélioration de la performance	**2 571,36 $**	**3**
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	**2 571,36 $**	**3**
Cinémomètre (radars Doppler et Laser)	**3 427,23 $**	**32**
Sûreté du Québec	**3 427,23 $**	**32**
Cisco- Configuring Cisco Nexus 7000 Switches	**4 922,05 $**	**0**
AFI Expertise	**4 922,05 $**	**0**
Classification - Évaluation des emplois de cadres	**1 605,58 $**	**2**
Secrétariat du Conseil du trésor	**1 605,58 $**	**2**
Coaching	**4 355,15 $**	**8**
Association des conseillers en gestion des ressources humaines (ACGRH)	**1 050,48 $**	**4**
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	**195,06 $**	**1**
Mozaik Coaching (Edgenda) (Québec)	**270,95 $**	**1**
TECHNOLOGIA Formation Conseil	**2 838,66 $**	**2**
Code annoté de procédure civile	**262,32 $**	**4**
Ministère de la Justice du Québec	**262,32 $**	**4**
Code de la sécurité routière (CSR)	**1 617,85 $**	**16**
Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)	**1 338,02 $**	**15**
Ministère de la Justice du Québec	**279,84 $**	**1**
Colloque 2018: Droit du travail et de l'emploi	**441,85 $**	**1**
Langlois avocats	**441,85 $**	**1**
Colloque 2018: Les métamorphoses du droit à l'aune de la protection environnementale: une réalité transfrontière ?	**1 435,07 $**	**5**
Association québécoise de droit comparé (AQDC)	**1 435,07 $**	**5**
Colloque annuel de la Chaire de recherche en droit sur la diversité et la sécurité alimentaires	**340,13 $**	**1**
Université Laval	**340,13 $**	**1**
Colloque annuel de la Société québécoise d'évaluation de programme	**1 253,42 $**	**3**
La Société québécoise d'évaluation de programme (SQÉP)	**1 253,42 $**	**3**
Colloque Canada-Brésil: quel droit pour un développement durable ?	**345,45 $**	**1**
Université Laval	**345,45 $**	**1**
Colloque Clarity : La communication claire à l'ère moderne	**7 348,74 $**	**4**
Éducaloi	**7 348,74 $**	**4**
Colloque du Lieutenant-gouverneur - Femmes, droits et politiques	**476,15 $**	**2**
Barreau du Québec	**476,15 $**	**2**
Colloque en droit de la santé mentale	**951,66 $**	**2**
Barreau du Québec	**951,66 $**	**2**
Colloque international - Ateliers Schuman	**3 054,22 $**	**3**
Université Laval	**3 054,22 $**	**3**
Colloque international - L'entreprise socialement responsable	**277,32 $**	**1**
Université Laval	**277,32 $**	**1**
Colloque Le droit québécois des ressources naturelles et de l'énergie	**826,40 $**	**5**
Université Laval	**826,40 $**	**5**
Colloque Québec-Versailles 2018	**170,90 $**	**2**
Barreau du Québec	**170,90 $**	**2**
Colloque: Le droit économique à l'ère du numérique	**427,03 $**	**3**
Université Laval	**427,03 $**	**3**
Combattre l'homophobie, la biphobie et la transphobie en milieu scolaire:quel est le rôle des alliés?	**88,02 $**	**1**
Université du Québec à Montréal (UQAM)	**88,02 $**	**1**
Comment améliorer le processus d'embauche des personnes en situation de handicap ?	**461,52 $**	**1**
Conseil du Patronat du Québec	**461,52 $**	**1**
Comment mettre sur pied son propre cabinet	**136,70 $**	**1**
Association du Barreau Canadien-Division de Québec (ABC-Qc) (L')	**136,70 $**	**1**
Comment négocier avec les personnalités difficiles: le coffre à outils	**205,00 $**	**1**
Barreau du Québec	**205,00 $**	**1**
Comment perdre à la Cour d'appel	**45,24 $**	**1**
Barreau du Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	**45,24 $**	**1**
Communication en situation difficile avec la clientèle	**4 790,70 $**	**66**
Ministère de la Justice du Québec	**4 790,70 $**	**66**
Compensation des atteintes à l'environnement pour des projets d'aménagment	**86,48 $**	**1**
Université Laval	**86,48 $**	**1**
Comprendre les états financiers d'une entreprise	**285,79 $**	**1**
Barreau de Québec	**285,79 $**	**1**
Conciliation emploi-famille et temps de travail	**4 324,14 $**	**1**
Université TÉLUQ	**4 324,14 $**	**1**
Conférence - Chine, Corée, Japon à l'ère de Trump	**72,00 $**	**1**
Ministère des Relations internationales et de la Francophonie	**72,00 $**	**1**
Conférence FPT sur la consultation autochtone par le MCE	**1 530,04 $**	**1**
Ministère du Conseil Exécutif	**1 530,04 $**	**1**
Conférence GoSec 2018	**581,56 $**	**1**
GoSecure	**581,56 $**	**1**
Confiscation civile	**25 252,84 $**	**128**
Ministère de la Justice du Québec	**25 156,51 $**	**127**
Sûreté du Québec	**96,33 $**	**1**
Congrès annuel de l'Institut d'administration publique du Canada	**2 432,86 $**	**1**
Institut d'administration publique du Canada	**2 432,86 $**	**1**
Congrès du Canadian Bar Association sur la loi sur l'immigration	**1 566,77 $**	**1**
Association du Barreau Canadien-Division de Québec (ABC-Qc) (L')	**1 566,77 $**	**1**

Congrès général de l'académie internationale de droit comparé	**4 976,38 $**	**1**
Académie internationale de droit comparé (AIDC)	**4 976,38 $**	**1**
Conseil de la justice administrative	**167,67 $**	**2**
Barreau de Québec	**167,67 $**	**2**
Consolidation d'équipe - Ned Herrmann	**9 046,86 $**	**85**
Ministère de la Justice du Québec	**9 046,86 $**	**85**
Contech bâtiment Expos 2018	**1 444,87 $**	**5**
Contech Bâtiment	**1 444,87 $**	**5**
Contenu des conventions collectives	**917,00 $**	**1**
Secrétariat du Conseil du trésor	**917,00 $**	**1**
Contrats : Formation de l'UPAC	**2 247,00 $**	**9**
Unité permanente anticorruption (UPAC)	**2 247,00 $**	**9**
Contrats : gestion des risques de corruption et de collusion	**474,34 $**	**3**
Secrétariat du Conseil du trésor	**474,34 $**	**3**
Contrats de location selon le Contrôleur des Finances	**754,47 $**	**2**
Contrôleur des finances	**754,47 $**	**2**
Contrats de services juridiques et l'approbation des comptes d'honoraires de notaire	**917,50 $**	**3**
Ministère de la Justice du Québec	**917,50 $**	**3**
Contrats publics	**1 847,69 $**	**9**
Barreau de Québec	**1 847,69 $**	**9**
Conversation avec la magistrature : la justice un modèle à remodeler ?	**478,35 $**	**6**
Barreau du Québec	**478,35 $**	**6**
COP24: Quelle transition face aux changements climatiques	**73,34 $**	**1**
Université Laval	**73,34 $**	**1**
Cours d'anglais	**13 406,72 $**	**60**
Ateliers de conversation anglaise (ACA)	**957,00 $**	**1**
Prolang	**12 449,72 $**	**59**
Création de nouvelles relations avec les peuples autochtones, un enjeu d'avenir	**48,89 $**	**1**
Université Laval	**48,89 $**	**1**
Création entrepôt de données avec SQL-serveur Analysis	**3 413,48 $**	**2**
École de technologie supérieure (ÉTS)	**3 413,48 $**	**2**
Cumulateur de temps (CDT)	**75,81 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	**75,81 $**	**1**
Cybersecurité nexus (CSX)	**330,61 $**	**1**
ISACA section de Québec	**330,61 $**	**1**
Cycle budgétaire et budget de dépenses	**834,23 $**	**3**
Contrôleur des finances	**834,23 $**	**3**
De la gestion de projet à une culture de projet innovante	**97,60 $**	**1**
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	**97,60 $**	**1**
DE533 - Angular	**8 729,58 $**	**4**
TECHNOLOGIA Formation Conseil	**8 729,58 $**	**4**
Défis et opportunités en intelligence artificielle	**398,61 $**	**1**
ISACA section de Québec	**398,61 $**	**1**
Délais de construction	**1 858,04 $**	**2**
CGC - Consultant en gestion de construction inc.	**1 858,04 $**	**2**
Dématérialisation de l'information dans l'administration judiciaire québécoise	**29 089,31 $**	**158**
Ministère de la Justice du Québec	**29 089,31 $**	**158**
Démystifier et prévenir le harcèlement psychologique et sexuel en milieu de travail	**1 693,22 $**	**4**
IGF - Québec	**1 693,22 $**	**4**
Démystifier la loi M-30 (Loi sur le Conseil Exécutif)	**449,43 $**	**8**
Secrétariat du Québec aux relations canadiennes (SQRC)	**449,43 $**	**8**
Développement durable: application et réussite d'une démarche pour le secteur minier	**237,42 $**	**1**
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles	**237,42 $**	**1**
Développement récents en matière de contrats publics	**35 288,13 $**	**192**
Ministère de la Justice du Québec	**35 288,13 $**	**192**
Développements récents en droit de la propriété intellectuelle	**7 779,56 $**	**10**
Barreau du Québec	**7 779,56 $**	**10**
Développements récents en droit municipal (2018)	**1 032,23 $**	**1**
Barreau du Québec	**1 032,23 $**	**1**
Développements relatifs à l'obligation constitutionnelle de consulter les autochtones	**444,47 $**	**9**
Ministère de la Justice du Québec	**444,47 $**	**9**
Développer des pages Web dynamiques avec JavaScript	**1 602,20 $**	**1**
TECHNOLOGIA Formation Conseil	**1 602,20 $**	**1**
Développer la pensée stratégique organisationnelle	**619,85 $**	**1**
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	**619,85 $**	**1**
Développer son intelligence émotionnelle	**1 460,82 $**	**1**
TECHNOLOGIA Formation Conseil	**1 460,82 $**	**1**
Développer son leadership pour l'Administration publique	**1 149,80 $**	**2**
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	**1 149,80 $**	**2**
Digital Transformation webcast : Disrupting your business	**47,23 $**	**1**
KPMG	**47,23 $**	**1**
Diplôme d'études supérieures spécialisées en Génie informatique	**4 101,49 $**	**1**
Polytechnique Montréal	**4 101,49 $**	**1**
Diversité sexuelle et genre et les relations de travail	**50,94 $**	**1**
Monette Barakett Avocats S.E.N.C.	**50,94 $**	**1**
Doctorat en droit	**5 625,93 $**	**1**
Université Laval	**5 625,93 $**	**1**
Documents technologiques	**4 929,93 $**	**32**
Ministère de la Justice du Québec	**4 929,93 $**	**32**
Dotation en ligne	**620,05 $**	**2**
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	**620,05 $**	**2**
Droit autochtone	**1 345,67 $**	**16**
Ministère de la Justice du Québec	**1 345,67 $**	**16**
Droit de la construction	**1 107,48 $**	**2**
Barreau de Québec	**1 107,48 $**	**2**
Droit de la jeunesse : Portage, l'approche de la communauté	**358,04 $**	**6**
Barreau de Québec	**108,00 $**	**1**
Barreau du Québec	**250,04 $**	**5**
Droit de l'immigration au Québec	**24 586,24 $**	**139**
Ministère de la Justice du Québec	**24 586,24 $**	**139**
Droit des affaires	**346,10 $**	**2**
Université du Québec à Rimouski (UQAR) - Campus de Lévis	**290,78 $**	**1**
Université Laval	**55,32 $**	**1**

Liste des formations suivies par le personnel du Ministère de la Justice (0400) entre le 1er avril 2018 au 28 février 2019

Droit du travail	**6 364,76 $**	**11**
Barreau de Québec	**4 052,14 $**	**9**
Centre de formation patronale-syndicale	**1 891,64 $**	**1**
Fasken	**420,98 $**	**1**
Droit familial	**562,47 $**	**1**
Association des familialistes de Québec (AFQ)	**562,47 $**	**1**
Droits, réalités autochtones et compétences culturelles pour les avocats	**432,57 $**	**1**
Barreau du Québec	**432,57 $**	**1**
École de pensée en droit	**900,00 $**	**1**
Université Laval	**900,00 $**	**1**
Élaboration d'un plan de formation	**96,79 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	**96,79 $**	**1**
Élaborer une offre de formation pour des juristes	**643,44 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	**643,44 $**	**1**
Engagements internationaux du Québec : rôle des titulaires d'emploi supérieur et du MJQ	**1 195,90 $**	**6**
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	**1 195,90 $**	**6**
Enjeux et opportunités des médias sociaux dans l'administration publique	**359,29 $**	**4**
IGF - Québec	**359,29 $**	**4**
Enregistrement d'un avis de vérification mécanique	**54,53 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	**54,53 $**	**1**
Entrepreneurship	**290,78 $**	**1**
Université du Québec à Rimouski (UQAR) - Campus de Lévis	**290,78 $**	**1**
Environnement légal du cannabis	**2 285,57 $**	**4**
Barreau du Québec	**2 285,57 $**	**4**
Est-ce que mon client peut obtenir une libération au 1/6e ?	**117,15 $**	**2**
Ministère de la Justice du Québec	**117,15 $**	**2**
Estimation des projets informatiques	**130,89 $**	**1**
GP Québec-Le groupe d'intérêt en gestion de projets publics au Québec (PMI section Lévis-Québec)	**130,89 $**	**1**
Éthique au travail et médias sociaux	**24 327,51 $**	**369**
Barreau de Longueuil	**54,74 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	**23 914,81 $**	**367**
Ministère du Conseil Exécutif	**357,97 $**	**1**
Être efficace tout en gardant l'équilibre	**336,00 $**	**1**
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	**336,00 $**	**1**
Évaluation : Approche réaliste et théorie du changement	**176,03 $**	**1**
GRAEP (Groupe des responsables en analyse et évaluation de programme)	**176,03 $**	**1**
Évènement annuel des cadres à Québec et à Montréal	**421,47 $**	**1**
Alliance des cadres de l'État	**421,47 $**	**1**
Examens oraux	**918,84 $**	**2**
Secrétariat du Conseil du trésor	**918,84 $**	**2**
Excercer un rôle conseil en entreprise	**6 021,78 $**	**4**
AFI Expertise	**6 021,78 $**	**4**
F5 Networks Administering BIG-IP v13	**2 844,42 $**	**1**
Global Knowledge	**2 844,42 $**	**1**
Faillite	**537,86 $**	**2**
Ministère de la Justice du Québec	**537,86 $**	**2**
Faillite et insolvabilité	**165,96 $**	**1**
Revenu Québec	**165,96 $**	**1**
Fiducie en quatre temps	**110,50 $**	**1**
Barreau du Québec	**110,50 $**	**1**
Fonction communication	**357,72 $**	**1**
Ministère du Conseil Exécutif	**357,72 $**	**1**
Fonctionnement du processus décisionnel du Gouvernement du Québec et de l'Assemblée Nationale	**356,52 $**	**1**
Ministère du Conseil Exécutif	**356,52 $**	**1**
Fondements conceptuels et objectifs des états financiers	**374,58 $**	**2**
Contrôleur des finances	**374,58 $**	**2**
Fondements théoriques et applications pratiques du consentement autochtone	**1 087,41 $**	**1**
Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité et la démocratie(CRIDAQ-UQAM)	**1 087,41 $**	**1**
Forces et non-forces	**739,87 $**	**21**
Ministère de la Justice du Québec	**739,87 $**	**21**
Formation Cour Supérieure	**524,46 $**	**8**
Ministère de la Justice du Québec	**524,46 $**	**8**
Formation des évaluateurs agréés du MTQ	**3 199,01 $**	**7**
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	**3 199,01 $**	**7**
Formation pour les adjoints (es)	**13 670,72 $**	**9**
Ministère de la Justice du Québec	**13 670,72 $**	**9**
Formation pour les attachés judiciaires	**9 150,59 $**	**5**
Ministère de la Justice du Québec	**9 150,59 $**	**5**
Formation pour les greffiers	**145 759,27 $**	**452**
Ministère de la Justice du Québec	**145 759,27 $**	**452**
Formation pour les huissiers	**5 666,08 $**	**12**
Ministère de la Justice du Québec	**5 666,08 $**	**12**
Formation pour les officiers de justice	**75,81 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	**75,81 $**	**1**
Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	**3 976,96 $**	**10**
Forum des jeunes	**3 976,96 $**	**10**
Forum gestion Fédéral-Provincial-Territorial	**1 503,52 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	**1 503,52 $**	**1**
Forum régional en itinérance - Soyons des acteurs d'influence	**539,97 $**	**1**
CIUSSS-MCQ (Mauricie-et-du-Centre-Du-Québec)	**539,97 $**	**1**
Forum sociojudiciaire autochtone	**241,30 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	**241,30 $**	**1**
Forum sur la gouvernance et le droit Atikamekw	**563,26 $**	**1**
Conseil des Atikamekw de Manawan	**563,26 $**	**1**
Forum TI	**863,45 $**	**1**
Les affaires	**863,45 $**	**1**
Français avancé	**2 276,64 $**	**15**
Groupe Inteli inc.	**2 276,64 $**	**15**
Gérer des plaintes et des clients difficiles	**778,71 $**	**1**
AFI Expertise	**778,71 $**	**1**
GES835-Créativité et innovation	**432,55 $**	**1**
École de technologie supérieure (ÉTS)	**432,55 $**	**1**

Gestion de la diversité ethnoculturelle pour les administrateurs des ordres professionnels	**252,00 $**	**1**
Conseil interprofessionnel du Québec	**252,00 $**	**1**
Gestion de la formation	**1 954,82 $**	**1**
Les affaires	**1 954,82 $**	**1**
Gestion de projets	**993,21 $**	**5**
GP Québec-Le groupe d'intérêt en gestion de projets publics au Québec (PMI section Lévis-Québec)	**993,21 $**	**5**
Gestion des compétences	**244,70 $**	**2**
GP Québec-Le groupe d'intérêt en gestion de projets publics au Québec (PMI section Lévis-Québec)	**244,70 $**	**2**
Gestion des contributions	**1 120,23 $**	**7**
Ministère de la Justice du Québec	**1 120,23 $**	**7**
Gestion des plaintes	**791,70 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	**791,70 $**	**1**
Gestion des risques	**7 610,41 $**	**25**
GP Québec-Le groupe d'intérêt en gestion de projets publics au Québec (PMI section Lévis-Québec)	**549,92 $**	**3**
Ministère de la Justice du Québec	**7 060,49 $**	**22**
Gestion des terrains contaminés au Québec	**3 461,08 $**	**10**
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	**3 461,08 $**	**10**
Gestion documentaire	**285,31 $**	**2**
Groupe d'expertise en gestion documentaire	**261,74 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	**23,57 $**	**1**
Gestion du changement revisitée	**746,06 $**	**5**
Université Laval	**746,06 $**	**5**
Gestion du rendement insatisfaisant	**2 754,09 $**	**35**
Ministère de la Justice du Québec	**2 754,09 $**	**35**
Gestion du stress, du temps, des priorités et des énergies	**3 614,52 $**	**4**
École de technologie supérieure (ÉTS)	**1 467,82 $**	**1**
Formations Qualitemps inc	**604,39 $**	**1**
Groupe MP-Plus	**561,61 $**	**1**
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	**980,70 $**	**1**
Gestion du temps et des priorités	**1 895,01 $**	**24**
Ministère de la Justice du Québec	**1 895,01 $**	**24**
Gestion d'une réunion	**2 754,09 $**	**35**
Ministère de la Justice du Québec	**2 754,09 $**	**35**
Gouvernance des données : apprenez les meilleures pratiques	**499,50 $**	**1**
Transcontinental	**499,50 $**	**1**
Grand Rendez-vous CPA	**354,27 $**	**1**
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	**354,27 $**	**1**
GRH 101	**904,16 $**	**2**
Ministère de la Justice du Québec	**904,16 $**	**2**
Groupe interministériel de codéveloppement en gestion	**415,78 $**	**1**
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	**415,78 $**	**1**
Impact des médias sociaux sur la gestion dans l'administration publique	**168,65 $**	**1**
IGF - Québec	**168,65 $**	**1**
Indemnité SGIPA et AVEX	**85,02 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	**85,02 $**	**1**
Infotrac - Gestion des rôles criminels	**12 213,38 $**	**126**
Ministère de la Justice du Québec	**12 213,38 $**	**126**
Infrastructures publiques : agir ou réagir ?	**697,86 $**	**1**
IGF - Québec	**697,86 $**	**1**
Injonction	**1 145,10 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	**1 145,10 $**	**1**
Injonction et les ordonnances de sauvegarde	**176,60 $**	**2**
Barreau de Québec	**176,60 $**	**2**
Innovation dans vos pratiques professionnelles en AIPVP	**2 984,40 $**	**1**
Association sur l'accès et la protection de l'information (AAPI)	**2 984,40 $**	**1**
Innovation, agilité, amélioration continue et leur impact sur les RH	**579,15 $**	**5**
Association des conseillers en gestion des ressources humaines (ACGRH)	**579,15 $**	**5**
Inspection	**1 465,38 $**	**2**
Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)	**1 465,38 $**	**2**
Intégration	**198,38 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	**198,38 $**	**1**
Intégration dans de nouvelles fonctions	**153,70 $**	**1**
Alliance des cadres de l'État	**153,70 $**	**1**
Intégration des nouveaux titulaires d'emplois supérieurs	**686,93 $**	**1**
Ministère du Conseil Exécutif	**686,93 $**	**1**
Intelligence d'affaires et analytique	**871,00 $**	**1**
Transcontinental	**871,00 $**	**1**
Interconnecting Cisco Networking Devices, Part 1	**8 509,05 $**	**2**
AFI Expertise	**8 509,05 $**	**2**
Interface politico-administrative	**686,68 $**	**1**
Ministère du Conseil Exécutif	**686,68 $**	**1**
Intervention en situation complexe	**672,00 $**	**1**
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	**672,00 $**	**1**
ITIL - Transition des services (ST) avec examen	**4 492,68 $**	**2**
AFI Expertise	**4 492,68 $**	**2**
Journée annuelle SAVIE-LGBTQ	**616,14 $**	**1**
Université du Québec à Montréal (UQAM)	**616,14 $**	**1**
Journée informatique de Québec	**9 352,16 $**	**11**
Réseau Action TI	**9 352,16 $**	**11**
Juge de paix	**4 103,74 $**	**62**
Ministère de la Justice du Québec	**4 103,74 $**	**62**
Jugements	**1 688,94 $**	**5**
Ministère de la Justice du Québec	**1 688,94 $**	**5**
JurisÉvolution	**733,31 $**	**8**
Juris Concept	**733,31 $**	**8**
JurisÉvolution version 10	**4 869,98 $**	**39**
Ministère de la Justice du Québec	**4 869,98 $**	**39**
Laïcité: histoire d'une singularité française	**309,01 $**	**4**
Université Laval	**309,01 $**	**4**
Le courage de dire	**461,64 $**	**3**
Association des conseillers en gestion des ressources humaines (ACGRH)	**461,64 $**	**3**
Le rôle des jeunes dans le virage technologique	**904,13 $**	**2**
Forum des jeunes	**904,13 $**	**2**

Leadership MNG-6130	**430,04 $**	**1**
Université Laval	**430,04 $**	**1**
LEAN Six Sigma	**33 715,69 $**	**159**
AFI Expertise	**2 214,46 $**	**2**
International Institute of Business Analysis (IIBA)-Région de Qc	**98,54 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	**23 480,49 $**	**155**
Université Laval	**7 922,20 $**	**1**
Légalisation du cannabis	**670,97 $**	**3**
Barreau du Québec	**51,77 $**	**1**
Centre d'accès à l'information juridique (CAIJ)	**50,60 $**	**1**
Centre de formation patronale-syndicale	**568,61 $**	**1**
L'environnement au tribunal: application des lois canadiennes sur les émissions de GES	**219,78 $**	**1**
Université Laval	**219,78 $**	**1**
Les avocats québécois plus stressés que les autres ? Pour une culture du bien-être dans la profession	**205,00 $**	**1**
Barreau du Québec	**205,00 $**	**1**
Les juristes sont-ils bien préparés à la révolution technologique ?	**874,07 $**	**7**
Université Laval	**874,07 $**	**7**
L'état du Québec et son fonctionnement	**483,85 $**	**1**
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	**483,85 $**	**1**
L'excercice du leadership	**6 834,59 $**	**37**
HEC Montréal - École des dirigeants	**6 834,59 $**	**37**
Lire et retenir l'essentiel en moins de temps	**1 341,14 $**	**1**
TECHNOLOGIA Formation Conseil	**1 341,14 $**	**1**
Litiges commerciaux: Enquêtes en droits compensateurs devant le Département du Commerce américain	**14 187,03 $**	**77**
Ministère de la Justice du Québec	**14 187,03 $**	**77**
Logical Data Modeling	**3 165,86 $**	**2**
The Inteq Group Inc.	**3 165,86 $**	**2**
Loi et Droit d'auteur dans 10, 20, 30 ans…	**50,94 $**	**1**
Université de Montréal	**50,94 $**	**1**
Loi sur la faillite et l'insolvabilité	**2 881,95 $**	**72**
Ministère de la Justice du Québec	**2 881,95 $**	**72**
Loi sur la marine marchande du Canada LC-26	**382,92 $**	**5**
Ministère de la Justice du Québec	**382,92 $**	**5**
Loi sur la qualité de l'environnement	**16 724,22 $**	**83**
Barreau du Québec	**2 389,47 $**	**13**
Ministère de la Justice du Québec	**8 335,39 $**	**42**
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	**5 645,43 $**	**23**
Université Laval	**353,93 $**	**5**
Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme	**333,94 $**	**3**
Commissaire au lobbyisme du Québec	**333,94 $**	**3**
Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (LADTF)	**297,57 $**	**1**
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs	**297,57 $**	**1**
Loi sur le cannabis : Impact et enjeux	**259,72 $**	**3**
IGF - Québec	**259,72 $**	**3**
Loi sur les contrats des organismes publics (LCOP)	**162,47 $**	**1**
Secrétariat du Conseil du trésor	**162,47 $**	**1**
Lois et intervenants en matière de gestion financière	**191,74 $**	**1**
Contrôleur des finances	**191,74 $**	**1**
Maître des rôles	**751,01 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	**751,01 $**	**1**
Maîtres en mémoire	**438,09 $**	**4**
Barreau du Québec	**438,09 $**	**4**
Maîtrise en droit avec mémoire	**296,94 $**	**1**
Université Laval	**296,94 $**	**1**
Maitrise en gestion des organisations	**2 950,29 $**	**1**
Université Laval	**2 950,29 $**	**1**
Maîtrise en prévention et règlements des différends avec essai	**3 210,77 $**	**1**
Université de Sherbrooke	**3 210,77 $**	**1**
Marchés publics (SCT) - Tournée 2018	**48,18 $**	**1**
Secrétariat du Conseil du trésor	**48,18 $**	**1**
Mariage et union civile	**4 251,94 $**	**59**
Ministère de la Justice du Québec	**4 251,94 $**	**59**
Médias	**315,14 $**	**1**
RTCOMM Richard Thibault Communications inc.	**315,14 $**	**1**
Médiation: pourquoi, quand, comment et les bénéfices	**298,50 $**	**1**
Barreau du Québec	**298,50 $**	**1**
Mesurer la performance organisationnelle par les tableaux de bord de gestion	**620,78 $**	**1**
Université Laval	**620,78 $**	**1**
Mesures d'urgence	**2 294,33 $**	**76**
Ministère de la Justice du Québec	**1 301,17 $**	**55**
Société québécoise des infrastructures (SQI)	**993,16 $**	**21**
Méthode 8D - Pour corriger un problème et l'empêcher de revenir	**2 715,18 $**	**4**
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	**2 715,18 $**	**4**
Micro-Programme en légistique	**18 817,50 $**	**7**
Université Laval	**18 817,50 $**	**7**
Microsoft Excel	**6 343,52 $**	**16**
AFI Expertise	**2 945,63 $**	**10**
CDE Solutions informatiques	**984,06 $**	**2**
Versalys	**2 413,83 $**	**4**
Microsoft Office 365	**2 541,63 $**	**14**
Ministère de la Justice du Québec	**2 541,63 $**	**14**
Microsoft Office 365 - One Note - One Drive	**102,27 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	**102,27 $**	**1**
Microsoft Visio	**715,12 $**	**2**
Versalys	**715,12 $**	**2**
Microsoft Word	**343,04 $**	**1**
Lafortune Formation	**343,04 $**	**1**
Migration vers Windows 10, infonuagique, gouvernance et sécurité	**383,26 $**	**4**
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	**383,26 $**	**4**
Mise à jour : un régime minceur pour vos dossiers	**167,67 $**	**2**
Barreau du Québec	**167,67 $**	**2**
Modèle de présentation des états financiers	**171,72 $**	**1**
Contrôleur des finances	**171,72 $**	**1**

Modélisation conceptuelle des données	**1 405,82 $**	**1**
TECHNOLOGIA Formation Conseil	**1 405,82 $**	**1**
Moissonnage de données judiciaires	**1 274,03 $**	**3**
Laboratoire de cyberjustice, Centre de recherche en droit public (Univ.Mtl)	**1 274,03 $**	**3**
MS SQL Server 2012/2014/2016	**1 524,87 $**	**1**
TECHNOLOGIA Formation Conseil	**1 524,87 $**	**1**
NCPC	**127,53 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	**127,53 $**	**1**
Notions de base en investissement	**55,32 $**	**1**
Corporation de services du Barreau du Québec	**55,32 $**	**1**
Nouvelles technologies et cybersécurité: meilleures pratiques	**308,83 $**	**1**
Barreau du Québec	**308,83 $**	**1**
Nouvelles tendances du milieu juridique	**856,90 $**	**1**
Association du Barreau Canadien-Division de Québec (ABC-Qc) (L')	**856,90 $**	**1**
Numérisation de constats d'infraction	**9,52 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	**9,52 $**	**1**
Numériser les dossiers médiateurs	**19,04 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	**19,04 $**	**1**
Opérations de restructuration	**185,35 $**	**1**
Contrôleur des finances	**185,35 $**	**1**
Ordonnance - Rédaction et impact	**106,77 $**	**8**
Ministère de la Sécurité publique du Québec	**106,77 $**	**8**
Ordonnances ADN de la Banque nationale de données génétiques	**892,68 $**	**11**
Sûreté du Québec	**892,68 $**	**11**
Osez être un gestionnaire de choix sans perdre de vue les vraies affaires	**326,07 $**	**1**
Alliance des cadres de l'État	**326,07 $**	**1**
Outil d'aide à la rédaction législative (OARL)	**403,83 $**	**2**
Ministère de la Justice du Québec	**403,83 $**	**2**
Outil de planification et de gestion des rencontres (OPGR)	**2 964,66 $**	**67**
Ministère de la Justice du Québec	**2 964,66 $**	**67**
Outil de suivi budgétaire	**101,50 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	**101,50 $**	**1**
Outil d'évaluation des programmes du SCT	**182,00 $**	**2**
Secrétariat du Conseil du trésor	**182,00 $**	**2**
Outils à connaître pour une pratique réussie en chambre commerciale	**122,12 $**	**1**
Barreau de Montréal	**122,12 $**	**1**
PAQSF: programme d'assurance qualité des services financiers	**1 166,22 $**	**9**
Ministère de la Justice du Québec	**1 166,22 $**	**9**
Parentalité : une construction sociale depuis des millénaires	**132,03 $**	**1**
Université du Québec à Montréal (UQAM)	**132,03 $**	**1**
Partage des régimes de retraite lors de la rupture du mariage	**298,50 $**	**1**
Barreau du Québec	**298,50 $**	**1**
Peine en droit pénal de l'environnement	**59,67 $**	**1**
Jeune Barreau de Québec	**59,67 $**	**1**
Perfectionnement en notariat	**10 169,06 $**	**8**
Chambre des notaires du Québec	**10 169,06 $**	**8**
Petites créances - Code annoté	**5 496,32 $**	**74**
Ministère de la Justice du Québec	**5 496,32 $**	**74**
Plan pluriannuel en évaluation de programme	**60,21 $**	**1**
Secrétariat du Conseil du trésor	**60,21 $**	**1**
Plumitif Civil	**69,33 $**	**1**
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	**69,33 $**	**1**
Politique gouvernementale personnes handicapées (OPHQ)	**122,67 $**	**1**
Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)	**122,67 $**	**1**
Politique-cadre en matière d'alcool et de drogues en milieu de travail	**2 318,38 $**	**20**
Ministère de la Justice du Québec	**2 318,38 $**	**20**
Poste de contrôle routier et inspection d'un véhicule lourd	**741,07 $**	**11**
Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ)	**741,07 $**	**11**
Pouvoirs du greffier spécial en matière civile et familiale	**96,75 $**	**2**
Jeune Barreau de Québec	**96,75 $**	**2**
Pouvoirs du ministre, dans la LIP, pour demandeurs et titulaires d'une autorisation d'enseigner	**900,00 $**	**5**
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	**900,00 $**	**5**
Pratiques et dysfonctionnements du fédéralisme canadien	**135,87 $**	**3**
Secrétariat du Québec aux relations canadiennes (SQRC)	**135,87 $**	**3**
Préparation à la retraite (PIPR)	**24 228,90 $**	**34**
Cégep de Saint-Jérôme	**396,76 $**	**1**
Cégep Marie-Victorin	**15 955,78 $**	**23**
CÉGEP Sorel-Tracy, Campus Varennes	**795,26 $**	**1**
Centre Louis-Joliett	**1 954,12 $**	**3**
Commission scolaire de la Capitale	**5 126,98 $**	**6**
Preuve numérique - En réponse aux incidents numériques et aux cyberattaques- intervention	**462,00 $**	**3**
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	**462,00 $**	**3**
Prévenir et résoudre les conflits	**726,35 $**	**1**
Groupe CFC	**726,35 $**	**1**
Prévenir les conflits et le harcèlement par la civilité en milieu de travail	**3 573,09 $**	**43**
Ministère de la Justice du Québec	**3 573,09 $**	**43**
Prévenir les conflits par une communication efficace	**9 891,57 $**	**128**
Ministère de la Justice du Québec	**9 891,57 $**	**128**
Procédure civile	**5 675,30 $**	**18**
École des métiers de l'informatique, du commerce et de l'administration de Montréal (ÉMICA)	**5 675,30 $**	**18**
Procès devant jury	**64,56 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	**64,56 $**	**1**
Processus de gestion contractuelle et d'octroi d'aide financière	**1 028,71 $**	**9**
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	**1 028,71 $**	**9**
Processus législatif, le rôle du secrétariat à la législation et le rôle de la refonte des lois et règlements	**4 859,09 $**	**41**
Ministère de la Justice du Québec	**4 859,09 $**	**41**
Produits Microsoft en intelligence d'affaires et analytique	**192,00 $**	**1**
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	**192,00 $**	**1**
Produits Teknion	**49,06 $**	**1**
Teknion	**49,06 $**	**1**
Programmation ASP.NET MVC	**4 112,26 $**	**2**
TECHNOLOGIA Formation Conseil	**4 112,26 $**	**2**

Liste des formations suivies par le personnel du Ministère de la Justice (0400) entre le 1er avril 2018 au 28 février 2019

Programmation SQL-Avancée	**1 405,82 $**	**1**
TECHNOLOGIA Formation Conseil	**1 405,82 $**	**1**
Programme d'apprentissage pour professionnels chefs d'équipe - (PAP-CE)	**4 067,33 $**	**1**
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	**4 067,33 $**	**1**
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader (PGAGL)	**79 466,83 $**	**26**
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	**79 466,83 $**	**26**
Projet de loi 130 et leurs impacts anticipés au sein des établissements de santé	**2 324,02 $**	**7**
Université Laval	**2 324,02 $**	**7**
Projet de loi 135: Loi renforçant la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles	**2 149,94 $**	**7**
Secrétariat du Conseil du trésor	**2 149,94 $**	**7**
Projet de loi 62 Loi favorisant le respect de la neutralité	**33 300,45 $**	**183**
Ministère de la Justice du Québec	**33 300,45 $**	**183**
Projet de Pacte mondial pour l'environnement	**108,00 $**	**1**
Université Laval	**108,00 $**	**1**
Projet-Pilote PCR2 - Présentation et mode d'emploi	**104,49 $**	**2**
Barreau du Québec	**104,49 $**	**2**
Promouvoir l'audit interne au gouvernement du Québec	**200,38 $**	**1**
Forum des responsables de la vérification interne	**200,38 $**	**1**
Propriété intellectuelle	**782,84 $**	**6**
Barreau du Québec	**782,84 $**	**6**
Protection contre la discrimination fondée sur les antécédents judiciaires	**177,44 $**	**1**
Barreau du Québec	**177,44 $**	**1**
Protection du patrimoine culturel par les municipalités québécoises	**72,00 $**	**1**
Université Laval	**72,00 $**	**1**
Protection salle d'audience	**778,40 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	**778,40 $**	**1**
Publication dans le SEAO	**215,29 $**	**2**
Secrétariat du Conseil du trésor	**215,29 $**	**2**
Quicklaw	**557,31 $**	**6**
LexisNexis Canada	**557,31 $**	**6**
R&D as a Service : Services de développement DevOps	**98,54 $**	**1**
International Institute of Business Analysis (IIBA)-Région de Qc	**98,54 $**	**1**
Rapport Gladue, Avis de radiation, Plaideur quérulent	**632,66 $**	**2**
Ministère de la Justice du Québec	**632,66 $**	**2**
Rédaction de jugement	**213,45 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	**213,45 $**	**1**
Rédaction de procédures civiles	**115,10 $**	**2**
Barreau du Québec	**115,10 $**	**2**
Rédaction de procès verbaux	**544,04 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	**544,04 $**	**1**
Rédaction stratégique	**2 649,20 $**	**7**
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	**2 390,35 $**	**6**
Université Laval	**258,85 $**	**1**
Rédiger avec structure et clarté	**1 367,18 $**	**1**
TECHNOLOGIA Formation Conseil	**1 367,18 $**	**1**
Rédiger des documents administratifs: le français des affaires	**699,14 $**	**2**
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	**699,14 $**	**2**
Référentiels comptables et caractéristiques des entités formant le périmètre comptable	**178,08 $**	**1**
Contrôleur des finances	**178,08 $**	**1**
Regard sur le rôle de l'avocat dans l'administration publique	**108,00 $**	**1**
Barreau du Québec	**108,00 $**	**1**
Regard sur les problématiques constitutionnelles de la production de cannabis	**4 095,98 $**	**50**
Ministère de la Justice du Québec	**4 095,98 $**	**50**
Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, primaire et secondaire	**874,04 $**	**8**
Ministère de la Justice du Québec	**874,04 $**	**8**
Registre des actions collectives	**4 639,27 $**	**30**
Ministère de la Justice du Québec	**4 639,27 $**	**30**
Registre des pensions alimentaires	**898,21 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	**898,21 $**	**1**
Relations avec les médias (et les citoyens) en 2018	**2 838,82 $**	**7**
Fernandez relations publiques	**2 838,82 $**	**7**
Relations de travail 101	**6 314,83 $**	**17**
Ministère de la Justice du Québec	**6 314,83 $**	**17**
Rendez-vous de l'Autorité 2018	**396,00 $**	**1**
Autorité des marchés financiers (L')	**396,00 $**	**1**
Rendez-vous en droit familial	**237,27 $**	**2**
Barreau de Longueuil	**237,27 $**	**2**
Renforcement d'équipe	**4 144,00 $**	**53**
Ministère de la Justice du Québec	**4 144,00 $**	**53**
Rentrée judiciaire	**4 016,73 $**	**10**
Barreau de Québec	**4 016,73 $**	**10**
Résidence permanente au Canada et mariage	**50,60 $**	**1**
Barreau du Québec	**50,60 $**	**1**
Responsive Web design	**1 274,39 $**	**1**
TECHNOLOGIA Formation Conseil	**1 274,39 $**	**1**
Ressources en droit civil sans détour	**56,22 $**	**1**
Barreau du Québec	**56,22 $**	**1**
Ressources en droit criminel et pénal sans détour	**159,71 $**	**4**
Centre d'accès à l'information juridique (CAIJ)	**159,71 $**	**4**
Ressources en droit de la famille	**69,33 $**	**1**
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	**69,33 $**	**1**
Ressources en droit de la famille sans détour	**126,13 $**	**1**
Centre d'accès à l'information juridique (CAIJ)	**126,13 $**	**1**
Réunion de formation et d'information	**2 518,92 $**	**36**
Ministère de la Justice du Québec	**2 518,92 $**	**36**
Revue de la jurisprudence - Législation récente	**5 565,56 $**	**13**
Ministère des Affaires Municipales et de l'Habitation	**5 565,56 $**	**13**
Revue de l'an 2018 en droit des marques de commerce	**260,30 $**	**2**
Association du Barreau Canadien-Division de Québec (ABC-Qc) (L')	**260,30 $**	**2**
Risques TI	**401,34 $**	**1**
ISACA section de Québec	**401,34 $**	**1**

Rôle de l'audit interne dans les grands projets de transformation	**129,50 $**	**2**
Institut des auditeurs internes Canada (L') (IAI)	**129,50 $**	**2**
SAGESSE	**4 316,20 $**	**24**
Ministère de la Justice du Québec	**4 316,20 $**	**24**
SAGIR	**133,28 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	**133,28 $**	**1**
SAGIR - Mode DateTrack et Web ADI	**625,41 $**	**3**
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	**625,41 $**	**3**
SAGIR - Modification RM (LSA-PO-Fournisseurs)	**244,12 $**	**2**
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	**244,12 $**	**2**
Saine gestion de l'instance	**36,49 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	**36,49 $**	**1**
Saine gouvernance, rôle et responsabilités du CA et des administrateurs	**472,29 $**	**1**
Université Laval	**472,29 $**	**1**
Santé et sécurité au travail	**2 729,48 $**	**14**
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur Administration provinciale (APSSAP)	**2 317,53 $**	**11**
Ministère de la Justice du Québec	**66,70 $**	**0**
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT)	**345,25 $**	**3**
SARAT	**127,04 $**	**1**
Secrétariat du Conseil du trésor	**127,04 $**	**1**
Se préparer aux épreuves d'évaluation (FC-151)	**2 136,33 $**	**5**
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	**2 136,33 $**	**5**
Secourisme en milieu de travail	**16 617,31 $**	**40**
Centre de formation de la Coopérative des paramédics du Grand-Portage	**678,58 $**	**2**
CNESST	**1 122,52 $**	**3**
École de secourisme du Québec	**704,60 $**	**2**
Formation Prévention Secours Inc.	**1 843,92 $**	**3**
Formation urgence-vie inc.	**643,38 $**	**1**
Gestion Para-Médical inc.	**752,22 $**	**1**
Santinel inc.	**10 872,09 $**	**28**
Secrétaire de comités de sélection	**1 524,24 $**	**5**
Secrétariat du Conseil du trésor	**1 524,24 $**	**5**
Secrétaire de direction	**1 199,03 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	**1 199,03 $**	**1**
Sécurité des systèmes d'information dès leur conception	**839,19 $**	**2**
ISACA section de Québec	**839,19 $**	**2**
Sécurité générale sur les chantiers de construction	**1 947,56 $**	**2**
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur Administration provinciale (APSSAP)	**1 947,56 $**	**2**
Security Engineer	**3 800,00 $**	**4**
Cybrary inc.	**3 800,00 $**	**4**
Sens de l'État : être au service de l'administration publique	**375,97 $**	**1**
Ministère du Conseil Exécutif	**375,97 $**	**1**
Sens de l'État et de son administration	**421,47 $**	**1**
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	**421,47 $**	**1**
Sensibilisation aux réalités autochtones pour les employés de la fonction publique	**891,24 $**	**2**
Ministère de la Culture et des Communications	**891,24 $**	**2**
Sensibilisation sur le phénomène de la corruption	**5 417,34 $**	**69**
Unité permanente anticorruption (UPAC)	**5 417,34 $**	**69**
Série des compétences essentielles en évaluation	**2 648,92 $**	**1**
La Société québécoise d'évaluation de programme (SQÉP)	**2 648,92 $**	**1**
Service à la clientèle	**3 447,35 $**	**6**
Ministère de la Justice du Québec	**101,76 $**	**1**
TECHNOLOGIA Formation Conseil	**3 345,59 $**	**5**
Services financiers	**22 569,50 $**	**23**
Ministère de la Justice du Québec	**22 569,50 $**	**23**
Session d'accueil	**8 900,12 $**	**54**
Ministère de la Justice du Québec	**8 900,12 $**	**54**
SharePoint	**9 524,34 $**	**6**
AFI Expertise	**2 596,58 $**	**2**
Victrix	**6 927,76 $**	**4**
Simulation d'un conseil d'administration et de ses comités	**4 970,08 $**	**1**
Université Laval	**4 970,08 $**	**1**
Solotech produits acoustiques	**64,93 $**	**1**
Solotech	**64,93 $**	**1**
Sommet sur les dépendances	**1 482,95 $**	**1**
Eventbrite	**1 482,95 $**	**1**
SOQUIJ: Recherche jurisprudences	**307,08 $**	**4**
Ministère de la Justice du Québec	**307,08 $**	**4**
Soutien à l'administration	**863,32 $**	**3**
Ministère de la Justice du Québec	**863,32 $**	**3**
Statistical Analysis System (SAS)	**2 282,44 $**	**1**
Services Conseils Hardy inc.	**2 282,44 $**	**1**
Statut des moteurs de recherche à la lumière du droit à l'oubli et au déréférencement	**333,81 $**	**3**
Lavery avocats (De Billy) S.E.N.C.R.L.	**333,81 $**	**3**
Stratégie et gestion des risques	**5 136,99 $**	**1**
Université Laval	**5 136,99 $**	**1**
Stratégies de gestion des parties prenantes	**1 192,46 $**	**1**
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	**1 192,46 $**	**1**
Stress post-traumatique	**357,18 $**	**1**
Association des familles de personnes assassinées ou disparues (AFPAD)	**357,18 $**	**1**
Suivi d'un avis d'exécution (AVEX)	**337,83 $**	**10**
Ministère de la Justice du Québec	**337,83 $**	**10**
Sujet d'intérêt en matière civile	**58,58 $**	**1**
Barreau du Québec	**58,58 $**	**1**
Sur la route direction New York !	**2 159,70 $**	**4**
Jeune Barreau de Québec	**2 159,70 $**	**4**
Suse Linux Enterprise Server 12 Admin. - SLE201	**4 380,64 $**	**1**
Fast Lane Canada, Ltd	**4 380,64 $**	**1**
Symposium en droit du travail et de l'emploi	**198,08 $**	**1**
Lavery avocats (De Billy) S.E.N.C.R.L.	**198,08 $**	**1**
Symposium national sur la justice réparatrice	**3 836,45 $**	**1**
Service correctionnel du Canada (CSC-SCC)	**3 836,45 $**	**1**

Liste des formations suivies par le personnel du Ministère de la Justice (0400) entre le 1er avril 2018 au 28 février 2019

Système d'enregistrement numérique (SEN)	**47 256,73 $**	**881**
Ministère de la Justice du Québec	**47 256,73 $**	**881**
Système gestion des infractions et perception des amendes (SGIPA)	**56 819,28 $**	**19**
Ministère de la Justice du Québec	**56 819,28 $**	**19**
Système interministériel de gestion des griefs	**186,80 $**	**2**
Secrétariat du Conseil du trésor	**186,80 $**	**2**
Table d'échange et de perfectionnement en droit autochtone	**5 290,41 $**	**24**
Ministère de la Justice du Québec	**5 290,41 $**	**24**
Table d'échange et de perfectionnement en matière de législation	**9 943,05 $**	**31**
Ministère de la Justice du Québec	**9 943,05 $**	**31**
Table d'échange et de perfectionnement sur les contrats	**5 481,68 $**	**25**
Ministère de la Justice du Québec	**5 481,68 $**	**25**
Table d'échange sur les inspections et enquêtes	**1 758,91 $**	**8**
Ministère de la Justice du Québec	**1 758,91 $**	**8**
Table ronde sur la vulnérabilité	**275,54 $**	**1**
Université Laval	**275,54 $**	**1**
Tarif civil	**2 249,15 $**	**35**
Ministère de la Justice du Québec	**2 249,15 $**	**35**
Tarif criminel	**3 465,73 $**	**57**
Ministère de la Justice du Québec	**3 465,73 $**	**57**
Tarif des témoins	**2 712,91 $**	**39**
Ministère de la Justice du Québec	**2 712,91 $**	**39**
Technicien en administration	**3 154,83 $**	**2**
Ministère de la Justice du Québec	**3 154,83 $**	**2**
Technicien en droit	**63 646,89 $**	**30**
Ministère de la Justice du Québec	**63 646,89 $**	**30**
Techniques de plaidoirie	**29 843,30 $**	**4**
Université de Sherbrooke	**29 843,30 $**	**4**
Techniques d'interrogatoire et de contre interrogatoire	**4 222,08 $**	**8**
Ministère de la Justice du Québec	**4 222,08 $**	**8**
Tendances des nouvelles technologies de l'information	**3 663,48 $**	**2**
TECHNOLOGIA Formation Conseil	**3 663,48 $**	**2**
Tireur actif	**8 171,24 $**	**156**
Ministère de la Sécurité publique du Québec	**8 171,24 $**	**156**
Tout ce que vous devez savoir ! (CAIQ)	**108,00 $**	**1**
Commission d'accès à l'information du Québec	**108,00 $**	**1**
Traitement et cheminement d'une plainte en matière criminelle	**771,59 $**	**7**
Ministère de la Justice du Québec	**771,59 $**	**7**
Transformation de la justice: prêts pour un procès sans papier	**3 376,44 $**	**22**
Barreau de Québec	**2 730,63 $**	**18**
Ministère de la Justice du Québec	**645,81 $**	**4**
Transformation numérique et documents officiels	**1 150,69 $**	**1**
Association des Archivistes du Québec (AAQ)	**1 150,69 $**	**1**
Transformation numérique, comme gestionnaire de projets, êtes-vous prêts ?	**3 760,76 $**	**5**
GP Québec-Le groupe d'intérêt en gestion de projets publics au Québec (PMI section Lévis-Québec)	**3 760,76 $**	**5**
Travailler avec le registre des entreprises du Québec (REQ)	**2 014,25 $**	**21**
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	**2 014,25 $**	**21**
Tribune QC - Méthodologie moderne	**504,42 $**	**3**
Réseau Action TI	**504,42 $**	**3**
Trousse des petites créances (TPC)	**12 247,86 $**	**159**
Ministère de la Justice du Québec	**12 247,86 $**	**159**
Utilisation de la visioconférence	**1 742,39 $**	**52**
Ministère de la Justice du Québec	**1 141,98 $**	**51**
TECHNOLOGIA Formation Conseil	**600,41 $**	**1**
Utilisation du système de gestion DSJCNR	**809,07 $**	**9**
Ministère de la Justice du Québec	**809,07 $**	**9**
Utiliser ses forces au quotidien pour augmenter la performance et le plaisir au travail	**1 576,47 $**	**19**
Ministère de la Justice du Québec	**1 576,47 $**	**19**
Vices cachés : conseils pratiques	**201,83 $**	**4**
Barreau du Québec	**201,83 $**	**4**
Violence au travail et autres risques organisationnels	**377,00 $**	**3**
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT)	**377,00 $**	**3**
Vmware NSX : install, configure, manage v6.4	**6 577,05 $**	**1**
AFI Expertise	**6 577,05 $**	**1**
Vous avez les moyens de vos ambitions. Votre responsabilité, on s'en parle!	**108,00 $**	**1**
Barreau de Québec	**108,00 $**	**1**
Webinaire: Actualité juridique en droit de l'environnement	**2 505,27 $**	**2**
Wolters Kluwer Canada Limitée	**2 505,27 $**	**2**
WorshopPLUS - .NET Core: Developing Cross Platform Web Apps	**1 344,00 $**	**1**
Microsoft Canada inc.	**1 344,00 $**	**1**
Total général	**1 663 673,97 $**	**6524**

Note : Le coût total inclut les coûts directs, indirects et les salaires.

Source : Système de suivi des activités de développement SADE, mars 2019
Service du développement et de la santé des personnes - DRH

Liste des formations suivies par le personnel du
Fonds Accès Justice (0771) entre le 1er avril 2018 au 28 février 2019

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
« Entre nous » – XXe Anniversaire de la médiation judiciaire	**1 049,00 $**	**1**
Institut canadien d'administration de la justice	1 049,00 $	1
Colloque Clarity : La communication claire à l'ère moderne	**1 558,00 $**	**1**
Éducaloi	1 558,00 $	1
Confiscation civile	**100,65 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	100,65 $	1
Gestion documentaire	**115,75 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	115,75 $	1
IAMC 2018 : Les modes PRD au secours de la justice	**1 251,00 $**	**1**
Institut d'arbitrage et de médiation du Canada	1 251,00 $	1
Session d'accueil	**69,45 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	69,45 $	1
Table ronde 2018 : La justice participative et ses enjeux	**504,00 $**	**1**
Barreau de Montréal	504,00 $	1
Total général	**4 647,85 $**	**7**

Source : Système de suivi des activités de développement SADE, mars 2019
Service du développement et de la santé des personnes - DRH

Liste des formations suivies par le personnel du
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (0872) entre le 1er avril 2018 au 28 février 2019

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Centres d'expertise et de services	**280,32 $**	**1**
Centre de recherche universitaire sur les jeunes et les familles (CRUJeF)	280,32 $	1
Confiscation civile	**129,60 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	129,60 $	1
Dématérialisation de l'information dans l'administration judiciaire québécoise	**129,60 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	129,60 $	1
Droit de l'immigration au Québec	**151,20 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	151,20 $	1
Microsoft TFS (Team Foundation Server)	**335,16 $**	**3**
Ministère de la Justice du Québec	335,16 $	3
Stress post-traumatique	**270,06 $**	**1**
Association des familles de personnes assassinées ou disparues (AFPAD)	270,06 $	1
Total général	**1 295,94 $**	**8**

Source : Système de suivi des activités de développement SADE, mars 2019
Service du développement et de la santé des personnes - DRH

Liste des formations suivies par le personnel du
Fonds des registres et de la certification (0878) entre le 1er avril 2018 au 28 février 2019

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Cadre légal et normatif régissant les contrats des organismes publics	**1 425,48 $**	**10**
Secrétariat du Conseil du trésor	1 425,48 $	10
Cercle des jeunes leaders de l'administration publique (CJLAP)	**3 603,44 $**	**1**
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	3 603,44 $	1
Chef d'équipe, tout un art	**1 140,30 $**	**3**
Ministère de la Justice du Québec	1 140,30 $	3
Dématérialisation de l'information dans l'administration judiciaire québécoise	**627,81 $**	**4**
Ministère de la Justice du Québec	627,81 $	4
Droit à l'épreuve du numérique	**1 574,80 $**	**2**
Université de Montréal	1 574,80 $	2
Environnement légal du cannabis	**712,29 $**	**1**
Barreau du Québec	712,29 $	1
Éthique au travail et médias sociaux	**293,30 $**	**1**
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	293,30 $	1
Gestion des contributions	**1 354,05 $**	**9**
Ministère de la Justice du Québec	1 354,05 $	9
Gestion électronique des documents (GED)	**680,68 $**	**8**
Ministère de la Justice du Québec	680,68 $	8
Gestionnaire des clés et des certificats (GCC) et ICPG	**368,06 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	368,06 $	1
GRH 101	**216,90 $**	**1**
Ministère de la Justice du Québec	216,90 $	1
Information relative aux apparentés et opération interentités	**427,67 $**	**3**
Contrôleur des finances	427,67 $	3
Intégration dans de nouvelles fonctions	**192,20 $**	**2**
Alliance des cadres de l'État	192,20 $	2
Java - les fondements	**1 283,30 $**	**1**
École de technologie supérieure (ÉTS)	1 283,30 $	1
LEAN Six Sigma	**2 986,47 $**	**3**
École de technologie supérieure (ÉTS)	1 341,14 $	1
Université Laval	1 645,33 $	2
L'excercice du leadership	**1 024,28 $**	**5**
HEC Montréal - École des dirigeants	1 024,28 $	5
L'informatique dans le nuage: éclaircissements	**245,38 $**	**2**
Langlois avocats	245,38 $	2
Microsoft Excel	**626,00 $**	**1**
Versalys	626,00 $	1
Microsoft Visio	**273,31 $**	**1**
Versalys	273,31 $	1
Microsoft Word	**486,56 $**	**1**
Versalys	486,56 $	1
Normes comptables du secteur public	**1 018,02 $**	**1**
Ordre des administrateurs agréés du Québec (ADMA)	1 018,02 $	1
Pour des réunions efficaces et productives	**791,86 $**	**1**
École de technologie supérieure (ÉTS)	791,86 $	1
Préparation à la retraite (PIPR)	**2 155,40 $**	**2**
Cégep Marie-Victorin	2 155,40 $	2
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader (PGAGL)	**5 422,74 $**	**1**
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	5 422,74 $	1
Projet de loi 135: Loi renforçant la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles	**875,97 $**	**6**
Secrétariat du Conseil du trésor	875,97 $	6
Protection des données personnelles	**772,41 $**	**1**
École de technologie supérieure (ÉTS)	772,41 $	1
Publication dans le SEAO	**433,56 $**	**6**
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	433,56 $	6
Radiations volontaires	**6 742,89 $**	**5**
Ministère de la Justice du Québec	6 742,89 $	5
Référentiels comptables et caractéristiques des entités formant le périmètre comptable	**269,70 $**	**2**
Contrôleur des finances	269,70 $	2
Registre des commissaires à l'assermentation	**401,87 $**	**3**
Ministère de la Justice du Québec	401,87 $	3
Registre des droits personnels et réels mobiliers	**11 921,18 $**	**9**
Ministère de la Justice du Québec	11 921,18 $	9
Registre des lettres patentes foncières	**179,32 $**	**2**
Ministère de la Justice du Québec	179,32 $	2
Registre des Lobbyistes	**7 196,00 $**	**13**
Ministère de la Justice du Québec	7 196,00 $	13
Revue des concepts fondamentaux en gouvernance	**546,00 $**	**1**
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	546,00 $	1
Revue des concepts fondamentaux en information décisionnelle	**546,00 $**	**1**
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	546,00 $	1
Successions	**1 104,67 $**	**5**
Ministère de la Justice du Québec	1 104,67 $	5
Trafic d'influence et corruption	**3 049,32 $**	**41**
Unité permanente anticorruption (UPAC)	3 049,32 $	41
Véhicules routiers	**510,69 $**	**6**
Ministère de la Justice du Québec	510,69 $	6
Total général	**63 479,86 $**	**166**

Source : Système de suivi des activités de développement SADE, mars 2019
Service du développement et de la santé des personnes - DRH

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LIEU	COÛT TOTAL	DATES	NOMBRE	ORGANISME	TITRE DE L'ACTIVITÉ
MONTRÉAL	123,59 $	06-09-2018	1	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	4E CONFÉRENCE ANNUELLE CHEVRETTE-MARX
MONTRÉAL	4 244,30 $	16-07-2018	1	AFI EXPERTISE	ADMINISTRATION OFFICE 365
MONTRÉAL	651,67 $	10-08-2018	1	AFI EXPERTISE	LES MEILLEURES PRATIQUES EN GESTION DU CHANGEMENT
MONTRÉAL	375,38 $	28-11-2018	1	ASSOCIATION DES ARCHIVISTES DU QUÉBEC:	AMÉLIORER VOS CAPACITÉS DE COMMUNICATION EN ARCHIVISTIQUE
MONTRÉAL	346,08 $	28-11-2018	10	FRANCIS LAVOIE	APPELLATION DES DOCUMENTS
MONTRÉAL	1 164,06 $	11-12-2018	1	ALIAS FORMATION INC.	ARTICULATE STORYLINE
MONTRÉAL	5 317,82 $	15-01-2019 22-01-2019 23-01-2019 24-01-2019	92	SYLVIE LAVOIE	ATELIER ONEDRIVE
MONTRÉAL	399,59 $	16-01-2019	9	SYLVIE LAVOIE	ATELIER VISIO
MONTRÉAL	544,03 $	16-06-2018	1	UNIVERSITÉ MCGILL	CEEN 421 (COURS DE LANGUE - COMMUNICATION PROFESSIONNELLE EN ANGLAIS)
MONTRÉAL	570,22 $	06-04-2018	1	MOUVEMENT QUÉBÉCOIS DE LA QUALITÉ	CEINTURE VERTE LEAN SIX SIGMA)
MONTRÉAL	877,93 $	13-12-2018	1	UNIVERSITÉ LAVAL	CLASSEMENT ET DESCRIPTION DES ARCHIVES DÉFINITIVES
MONTRÉAL	2 825,16 $	01-04-2018 15-06-2018 12-07-2018 19-11-2018	9	FRANCIS LAVOIE	CLIC_MARC
MONTRÉAL	1 377,74 $	04-02-2019	1	TECHNOLOGIA FORMATION	COACHING D'UNE ÉQUIPE GAGNANTE (CH102)
QUÉBEC	521,44 $	04-12-2018	1	UNIVERSITÉ LAVAL	COLLOQUE : DÉCONSTRUIRE LES TABOUS AUTOUR DE LA DISCRIMINATION
QUÉBEC	639,29 $	16-04-2018	1	RÉSEAU QUÉBECOIS DES OSBL D'HABITATION	COLLOQUE 2018 PARCE QUE L'AVENIR NOUS HABITE
MONTRÉAL	270,00 $	10-12-2018	1	ECONOMUSÉE DU FIER MONDE	COLLOQUE DE L'ERASME : OÙ SE CACHENT LES DROITS
MONTRÉAL	604,78 $	25-05-2018	1	MOUVEMENT LAÏQUE QUÉBÉCOIS	COLLOQUE ÉDUCATION ET LAÏCITÉ
QUÉBEC	572,07 $	12-04-2018	1	BARREAU DU QUÉBEC	COLLOQUE EN DROIT DE LA SANTÉ MENTALE
QUÉBEC	2 475,33 $	27-04-2018	2	COLLOQUE CIERA	COLLOQUE ENJEUX AUTOCHTONES
MONTRÉAL	216,10 $	05-05-2018	1	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	COLLOQUE SUR LA COMPÉTENCE CULTURELLE AUTOCHTONE
MONTRÉAL	703,84 $	16-10-2018	2	CPQ	COMMENT AMÉLIORER LE PROCESSUS D'EMBAUCHE D'UNE PERSONNE EN SITUATION DE HANDICAP
MONTRÉAL	978,69 $	07-06-2018	1	GROUPE MP PLUS	COMMUNIQUER AVEC IMPACT
MONTRÉAL	47,29 $	09-05-2018	1	BARREAU DU QUÉBEC	CONFÉRENCE : PRÉJUGÉS ET BIAIS INCONSCIENTS : IMPACTS ET BONNES PRATIQUES
MONTRÉAL QUÉBEC	810,98 $	30-10-2018 01-11-2018	1	CICC	CONFÉRENCE BERNARD E. HARCOURT ORGANISÉE PAR LE CICC
MONTRÉAL	573,28 $	22-10-2018	1	MINISTÈRE DE LA JUSTICE, EN FIDÉICOMMIS (MJQ)	CONFÉRENCE DE M. ROD J. ROSENSTEIN
MONTRÉAL	3 626,34 $	24-10-2018	2	ORHRI	CONGRÈS DE L'ORHRI

LIEU	COÛT TOTAL	DATES	NOMBRE	ORGANISME	TITRE DE L'ACTIVITÉ
MONCTON	4 606,41 $	27-06-2018 28-06-2018	1	UNIVERSITÉ DE MONCTON	COURS D'ÉTÉ INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS DE L'ENFANT
MONTRÉAL	252,53 $	25-10-2018	1	ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN, DIVISION DU QUÉBEC	DÉJEUNER-CAUSERIE #MOIAUSSI: UN AN PLUS TARD
MONTRÉAL	1 443,45 $	18-04-2018	1	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	DROIT ADMINISTRATIF
MONTRÉAL	504,46 $	30-05-2018	1	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	DROIT CONSTITUTIONNEL
MONTRÉAL	1 168,11 $	19-12-2018	1	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	DROIT DES OBLIGATIONS 2
MONTRÉAL	227,43 $	17-10-2018	1	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	DROIT DES OBLIGATIONS 3
MONTRÉAL	407,56 $	17-01-2019	3	ASSOCIATION DES JURISTES PROGRESSISTES	DROITS ET DÉRIVES POLICIÈRES
MONTRÉAL	795,88 $	04-06-2018 08-06-2018	2	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	ÉCOLE D'ÉTÉ SUR LE PLACEMENT ET L'ADOPTION
MONTRÉAL	593,38 $	28-11-2018	1	UNIVERSITÉ MCGILL	ENGLISH ORAL COMMUNICATION CONTEXTS
MONTRÉAL	358,28 $	13-11-2018	1	UNIVERSITÉ TÉLUQ	FORUM - MARCHÉ DU TRAVAIL : SOMMES-NOUS PRÊTS À MISES SUR LES 50 ANS
MONTRÉAL	301,28 $	27-04-2018	1	UNIVERSITÉ MCGILL	FUNCTIONAL ENG. GRAM/WRITING 2
MONTRÉAL	718,64 $	09-11-2018	1	MOUVEMENT QUÉBÉCOIS DE LA QUALITÉ	GÉRER DES SITUATIONS DIFFICILES ET DES CONFLITS
MONTRÉAL	838,65 $	28-09-2018	1	ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE	GESTION DES PRIORITÉS - LES PRATIQUES GAGNANTES
MONTRÉAL	586,97 $	23-05-2018	1	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	GESTION FINANCIÈRE
MONTRÉAL	384,85 $	01-06-2018	1	INSTITUT UNIVERSITAIRE JEUNES EN DIFFICULTÉ	COLLOQUE ÉTUDIANT
MONTRÉAL	1 845,66 $	24-05-2018 31-05-2018	2	ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES	INTERVENIR AUPRÈS DES GROUPES SECTAIRES OU DE COMMUNAUTÉS FERMÉES: S'OUTILLER POUR PROTÉGER LES ENFANTS
MONTRÉAL	574,85 $	27-04-2018	1	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	INTRODUCTION AUX SCIENCES COMPTABLES
MONTRÉAL QUÉBEC	2 292,93 $	04-05-2018	3	ASS. SUR L'ACCÈS ET LA PROTECTION DE L'INFORMATION [A.A.P.I]	JOURNÉE PROFESSIONNELLE EN AIPRP
MONTRÉAL	2 649,00 $	27-10-2018	5	ÉDUCALOI	LA COMMUNICATION CLAIRE À L'ÈRE MODERNE
MONTRÉAL	270,92 $	05-12-2018	2	JEUNE BARREAU	LA CONNAISSANCE D'OFFICE : MODE DE PREUVE ET REFLET DE LA SOCIÉTÉ
MONTRÉAL	728,70 $	18-10-2018	1	BARREAU DE MONTRÉAL	LA JUSTICE PARTICIPATIVE ET SES ENJEUX
MONTRÉAL	659,22 $	13-09-2018	4	JULIE RANGER	LA LÉSION DE DROITS EN MATIÈRE DE PROTECTION DE LA JEUNESSE
MONTRÉAL	118,52 $	13-08-2018	1	BARREAU DU QUÉBEC	LA PREUVE CIVILE
MONTRÉAL	2 396,48 $	14-11-2018	43	JULIE GRIMARD	L'ACCÈS À L'INFORMATION
MONTRÉAL	4 118,25 $	24-04-2018	41	KATHERINE LIPPEL	L'AFFAIRE CARON : QUELS DÉFIS RESTE-T-IL POUR ACCÉDER AU DROITS À L'ÉGALITÉ DES TRAVAILLEURS ACCIDENTÉS
MONTRÉAL	1 330,04 $	17-05-2018	16	SERGE MARQUIS	LE PROFILAGE - FONCTION ENQUÊTE
MONTRÉAL	84,50 $	05-12-2018	1	INRS	LE TRAITEMENT DES CRIMES HAINEUX AU CANADA
MONTRÉAL	172,27 $	17-10-2018	1	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	LES EFFETS OCCASIONNÉS PAR LA LOI SUR LE CANNABIS
MONTRÉAL	186,32 $	28-11-2018	1	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	LES RENDEZ-VOUS JURIDIQUES : LA MATERNITÉ DE SUBSTITUTION : ENJEUX

LIEU	COÛT TOTAL	DATES	NOMBRE	ORGANISME	TITRE DE L'ACTIVITÉ
MONTRÉAL	929,62 $	26-10-2018	1	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	MANAGEMENT
MONTRÉAL	264,32 $	14-12-2018	1	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	MÉTHODES STATISTIQUES
MONTRÉAL	558,66 $	19-11-2018	1	VERSALYS	MS-WORD 2013/2016 INTERMÉDIAIRE
MONTRÉAL	505,21 $	27-04-2018	1	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	OBLIGATIONS
MONTRÉAL	5 351,94 $	10-12-2018	15	TECHNOLOGIA FORMATION	OFFICE 365
MONTRÉAL	20 417,91 $	06-12-2018	75	ANAÏS GAGNÉ CATHERINE GAUVREAU CHRISTINE CAMPBELL EMMA TARDIEU KATHRIN PETER MARTIN BOUCHER MARTIN DUFOUR STÉPHANIE FOURNIER	OUTILS D'AIDE AU TRAITEMENT DES DOSSIERS
MONTRÉAL	320,07 $	06-12-2018	1		OUTILS NORMATIFS DE LA CDPDJ
MONTRÉAL	518,29 $	08-11-2018 09-11-2018	2	CHAIRE DE RECHERCHE SUR L'HOMOPHOBIE	PANEL DE DISCUSSION DANS LE CADRE DES JOURNÉES ANNUELLES DU PROJET SAVIE-LGBTQ
MONTRÉAL	14 859,32 $	05-12-2018	49	DR GÉRARD OUIMET	PERSONNALITÉS DIFFICILES
MONTRÉAL	2 101,01 $	01-06-2018 05-06-2018 06-06-2018 08-06-2018	4	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	PLACEMENT ET ADOPTION EN PROTECTION DE LA JEUNESSE
MONTRÉAL	12 933,46 $	31-12-2018	3	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE (ENAP)	PROGRAMME GOUVERNEMENTAL D'APPRENTISSAGE DU GESTIONNAIRE LEADER
MONTRÉAL	453,29 $	12-12-2018	1	SOQUIJ	RECHERCHE ET INTERPRÉTATION DES PLUMITIFS
MONTRÉAL	5 474,17 $	08-05-2018	39	COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	RÔLE DU COMMISSAIRE EN DÉONTOLOGIE ET LA NOTION DE FAUTE DÉONTOLOGIQUE
MONTRÉAL	3 534,75 $	11-04-2018	3	BARREAU DU QUÉBEC	SÉMINAIRE TECHNIQUES DE PLAIDOIRIE
MONTRÉAL	4 785,27 $	29-01-2019	14	FORMATION QUALITEMPS INC.	SHAREPOINT - GESTION DOCUMENTAIRE
MONTRÉAL	234,85 $	23-11-2018	1	UNIVERSITÉ LAVAL	STAGE EN ARCHIVISTIQUE
MONTRÉAL	514,48$	14-06-2018	1	UNIVERISITÉ MCGILL	SYMPOSIUM SUR LE TRAUMA
MONTRÉAL	627,93 $	09-10-2018	2	BARREAU DU QUÉBEC	TECHNIQUE DE PLAIDOIRIE - PRÉPARATION DU PROCÈS
WHITEHORSE	4 710,37 $	24-06-2018	1	CASHRA	THE TIME IS NOW : CHANGE AND INNOVATION IN HUMAN RIGHTS TODAY
MONTRÉAL	560,24 $	24-05-2018	1	VERSALYS	WORD 2010/2013/2016 BASE

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LIEU	COÛT TOTAL	DATES	NOMBRE	ORGANISME	TITRE DE L'ACTIVITÉ
MONTRÉAL	1 540 $	09-04-2018	1	TECHNOLOGIA	"PROGRAMMATION EN VISUAL BASIC.NET"
MONTRÉAL	30 $	01-05-2018	1	ASSOCIATION DES BIBLIOTHÈQUES DE DROIT DE MONTRÉAL	CONFÉRENCE SUR LES OUTILS DE VEILLE INFORMATIQUE
MONTRÉAL	585 $	10-05-2018	3	BARREAU DU QUÉBEC	JOURNÉES DU BARREAU 2018
MONTRÉAL	25 $	23-05-2018	1	BARREAU DE MONTRÉAL	"LES ENTENTES ET LA CONFÉRENCE DE FACILITATION EN DROIT DE LA JEUNESSE"

LIEU	COÛT TOTAL	DATES	NOMBRE	ORGANISME	TITRE DE L'ACTIVITÉ
MONTRÉAL	25 $	14-06-2018	1	BARREAU DE MONTRÉAL	"LES ENTENTES ET LA CONFÉRENCE DE FACILITATION EN DROIT DE LA JEUNESSE"
MONTRÉAL	57 $	24-07-2018	1	BARREAU DE MONTRÉAL	TABLE RONDE "LA JUSTICE PARTICIPATIVE"
MONTRÉAL	506 $	25-07-2018	1	BARREAU DU QUÉBEC	COLLOQUE FAMILIAL
MONTRÉAL	456 $	07-08-2018	7	ME GILLES DAOUST	FORMATION "PROBLÈMES D'ENDETTEMENT".
MONTRÉAL	865 $	23-08-2018	2	EVENTBRITE	COLLOQUE "LA COMMUNICATION CLAIRE À L'ÈRE MODERNE"
LAVAL	465 $	27-08-2018	1	ASSOCIATION DES AVOCATS ET AVOCATES DE PROVINCE	CONGRÈS 2018
MONTRÉAL	391 $	11-09-2018	7	POUDRIER, BRADET, AVOCATS	CONFÉRENCE EN ASSURANCE INVALIDITÉ.
MONTRÉAL	1 187 $	20-09-2018	27	RÉSEAU DES FEMMES EN ENVIRONNEMENT	"MON ÉCOSANTÉ AU QUOTIDIEN ET MON ÉCOBUREAU AU QUOTIDIEN"
MONTRÉAL	1 307 $	20-09-2018	27	SENTINEL INC.	"INITIATION RCR-DEA"
MONTRÉAL	172 $	21-09-2018	2	BARREAU DU QUÉBEC	"POURSUIVANT-DÉFENSE"
LONGUEUIL	390 $	24-09-2018	1	GROUPE MP-PLUS	"LEADERSHIP D'INFLUENCE"
MONTRÉAL	95 $	28-09-2018	1	THOMSON REUTERS CANADA	WEBINAIRE "DROIT ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE"
MONTRÉAL	240 $	02-10-2018	1	BARREAU DU QUÉBEC	"JOURNÉE DE FORMATION SUR L'ENVIRONNEMENT LÉGAL DU CANNABIS"
DRUMMONDVILLE	379 $	05-10-2018	1	ASSOCIATION DES AVOCATS ET AVOCATES DE PROVINCE	CONGRÈS 2018
MONTRÉAL	50 $	07-11-2018	1	BARREAU DU QUÉBEC	"COMMENT PROCÉDER DEVANT LE TAQ : SECTION DES AFFAIRES SOCIALES DU TAQ"
MONTRÉAL	30 $	08-11-2018	1	BARREAU DE MONTRÉAL	"NOUVELLES RÈGLES ET AUTRES SUJETS D'INTÉRÊT POUR LES CRIMINALISTES"
LAC-LEAMY	550 $	14-11-2018	1	A.Q.A.A.D.	COLLOQUE AQAAD "L'ULTIME FRONTIÈRE"
MONTRÉAL	3 610 $	15-11-2018	82	GROUPE CONSEIL STRATEXEC INC.	CONFÉRENCIER
MONTRÉAL	78 074 $	14-11-2018 AU 16-11-2018	422	COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES	JOURNÉES DE FORMATION ANNUELLES DES AVOCATS DU RÉSEAU DE L'AIDE JURIDIQUE.
MONTRÉAL	1 800 $	16-04-2018 AU 04-12-2018	5	CÉGEP MARIE-VICTORIN	SESSION DE PLANIFICATION À LA RETRAITE (RETRAITE QUÉBEC)
LONGUEUIL	390 $	07-12-2018	1	GROUPE MP-PLUS	"MISER SUR SON INTELLIGENCE ÉMOTIONNELLE"
MONTRÉAL	1 750 $	12-12-2018	5	CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE MONTRÉAL	FORMATION "LA TRANSITION NUMÉRIQUE"
MONTRÉAL	430 $	10-01-2019	1	GROUPE MP-PLUS	"LA NÉGOCIATION EFFICACE"
QUÉBEC	366 $	22-01-2019	1	CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	FORUM DES COMMUNICATEURS
MONTRÉAL	581 $	01-02-2019	1	BARREAU DU QUÉBEC	"LES DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS DU DROIT DU TRAVAIL" - DANIEL LAFRANCE
MONTRÉAL	25 $	19-02-2019	1	EVENTBRITE	FORUM "L'ORGANISATION INCLUSIVE DE DEMAIN"

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

LIEU	COÛT TOTAL	DATES	NOMBRE	ORGANISME	TITRE DE L'ACTIVITÉ
Québec	0,00 $	26 avril 2018	2	MJQ – Direction des affaires juridiques, législatives et de l'accès à la justice	Développements récents en matière de contrats publics : impacts du projet de loi 108 à l'égard des organismes publics et des entreprises
Québec	0,00 $	4 mai 2018	2	MJQ – Direction des affaires juridiques, législatives et de l'accès à la justice	Incidences juridiques de la dématérialisation de l'information dans l'administration judiciaire québécoise
Palais de justice de Québec	0,00 $	8 mai 2018	2	Conseil de la justice administrative	Le Conseil de la justice administrative
Québec	0,00 $	21 juin 2018	2	MJQ – Direction des affaires juridiques, législatives et de l'accès à la justice	Projet de loi nº62 : Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements pour un motif religieux dans certains organismes
Québec	0,00 $	9 et 16 juillet 2018	1	Formation Urgence-Vie	Secourisme en milieu de travail
Québec	0,00 $	24 septembre 2018	2	MJQ – Direction des affaires juridiques, législatives et de l'accès à la justice	Enquête en droits compensateurs devant le Département du Commerce américain
Université de Sherbrooke, Campus de Longueuil	200,00 $	27 et 28 septembre 2018	2	Centre de formation continue – faculté de Droit de l'Université de Sherbrooke	40 ans de déontologie judiciaire au Québec
Québec	0,00 $	10 décembre 2018	2	Secrétariat à l'accès à l'information et à la réforme des institutions démocratiques	Introduction au traitement des demandes d'accès aux documents administratifs
Québec	0,00 $	18 janvier 2019	2	Barreau du Québec	Colloque du lieutenant-gouverneur : Femmes, droits et politiques aux XIXe et XXe siècles

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

	PARTICIPANTS	COÛT*
Extérieur du Québec (tableau 1)	12	18 709 $
Au Québec (tableau 2)	2 387	464 090 $
TOTAL	**2 399**	**482 799 $**

* Veuillez noter que le coût total de la formation inclut le coût d'inscription ainsi que les frais de déplacement et exclut la rémunération du ou des participants

TABLEAU 1 - EXTÉRIEUR DU QUÉBEC				
NOM DE LA FORMATION	**LIEU**	**DATES**	**NOMBRE**	**COÛT**
45e édition du congrès du Programme national en droit criminel	Saint-John's (Canada)	8 au 12 juillet 2018	2	4 211 $
Rédaction de mémoires	Ottawa (canada)	20 au 23 août 2018	2	1 740 $
5e conférence régionale de l'association internationale des procureurs et poursuivants (AIPP)	Toronto (canada)	16 au 19 octobre 2018	7	10 938 $
Conférence annuelle canadienne de l'ACAMS	Toronto (Canada)	31 octobre au 1 novembre 2018	1	1 820 $
TOTAL			**12**	**18 709 $**

TABLEAU 2 - AU QUÉBEC					
NOM DE LA FORMATION	**NOM DE FOURNISSEUR**	**LIEU**	**DATES**	**NOMBRE**	**COÛT**
DIVULGATION DE LA PREUVE	ME NICOLAS POULIN ET ME CATHERINE CHAGNON	QUÉBEC	3 MAI 2018	1	80 $
REVUE ANNUELLE DES PRINCIPAUX JUGEMENTS DE LA CSC ET DE LA CAQ EN MATIÈRE CRIMINELLE	ME FRÉDÉRIQUE LE COLLETTER	LONGUEUIL	10 MAI 2018	54	183 $
REVUE ANNUELLE DES PRINCIPAUX JUGEMENTS DE LA CSC ET DE LA CAQ EN MATIÈRE CRIMINELLE	ME FRÉDÉRIQUE LE COLLETTER	LONGUEUIL	11 MAI 2018	27	618 $
TYPES DE PRIVILÈGES EN DROIT CRIMINEL	ME ÈVE MALOUIN ET ME KARINE GUAY	LONGUEUIL	10 MAI 2018	51	152 $
TYPES DE PRIVILÈGES EN DROIT CRIMINEL	ME ÈVE MALOUIN ET ME KARINE GUAY	LONGUEUIL	11 MAI 2018	27	350 $
NOTRE CLIMAT DE TRAVAIL C'EST DU SÉRIEUX	MARIO CÔTÉ, RÉSEAU DOF	GATINEAU	10 MAI 2018	47	9 866 $
POUVOIRS ET DEVOIRS DES POLICIERS PENDANT LE G7	ME NICOLAS POULIN, ME FRANÇIS BRABANT ET ME CHANTAL PAQUIN	QUÉBEC	24 MAI 2018	32	86 $
RÉALITÉS AUTOCHTONES DANS UN CONTEXTE DE JUSTICE CRIMINELLE ET SÉCURISATION CULTURELLE	MARIE-CHANTAL BRASSARD, NICOLAS BIGUÉ, JON-ETHAN RANKIN KISTABISH, JULIE-ANNE BÉRUBÉ	QUÉBEC	26 JUIN 2018	3	671 $
FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	VÉRONIQUE PICARD	MONTRÉAL	21 JUIN 2018	4	35 $
FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	JOSIANE LOUISELLE-BOUDREAU	MONTRÉAL	20 AOÛT 2018	9	700 $
DÉMYSTIFICATION DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE	ÉRIC NADEAU, MIGUEL BOISVERT	LONGUEUIL	18 OCTOBRE 2018	16	195 $
LOI SUR LE CANNABIS	JUSTIN TREMBLAY	MONTRÉAL	10 OCTOBRE 2018	20	1 760 $
PROJETS DE LOI C-45 ET C-46	JUSTIN TREMBLAY	QUÉBEC	16 NOVEMBRE 2018	37	101 $
PROJETS DE LOI C-45 ET C-46	JUSTIN TREMBLAY	QUÉBEC	15 NOVEMBRE 2018	74	84 $
REFONTE DES DIRECTIVES DU DPCP	PATRICK MICHEL, ANA-MARINA IONESCU, JOELLE HUOT	MONTRÉAL	21 NOVEMBRE 2018	15	974 $
REFONTE DES DIRECTIVES DU DPCP	PATRICK MICHEL, ANA-MARINA IONESCU, JOELLE HUOT	QUÉBEC	22 NOVEMBRE 2018	28	108 $
REFONTE DES DIRECTIVES DU DPCP	DPCP	SEPT-ÎLES	17 JANVIER 2019	7	874 $
CHIENS DE SOUTIEN AUX VICTIMES ET TÉMOINS D'ACTES CRIMINELLES	GILBERT LEMELIN, SQ	QUÉBEC	15 NOVEMBRE 2018	14	163 $
RECONNAISSANCE DE FORMATION	BARREAU DU QUÉBEC	N/A	N/A	N/A	9 505 $
CONFÉRENCE SUR LE STRESS - MAMMOUTH	DR. MARIE-FRANCE MARIN	SAINTE-IRÈNE	14 NOVEMBRE 2018	53	4 012 $
PROGRAMME GOUVERNEMENTAL D'APPRENTISSAGE DU GESTIONNAIRE-LEADER	ENAP QUÉBEC	QUÉBEC	22 JANVIER 2018 AU 30 MAI 2019	5	1 424 $
SECOURISTE EN MILIEU DE TRAVAIL	FORMATION PRÉVENTION SECOURS INC.	DIFFÉRENTS BUREAUX DU DPCP	3 MAI 2018 AU 21 MARS 2019	17	566 $
ENTRAÎNEMENT À LA TÂCHE (FORMATION INTERNE)	DPCP	DIFFÉRENTS BUREAUX DU DPCP	1 AVRIL AU 23 OCTOBRE 2018	121	4 417 $

TABLEAU 2 - AU QUÉBEC					
NOM DE LA FORMATION	**NOM DE FOURNISSEUR**	**LIEU**	**DATES**	**NOMBRE**	**COÛT**
RAFRAÎCHISSEMENT DE PERSONNES-RESSOURCES EN ERGONOMIE	APSSAP	QUÉBEC ET DRUMMONDVILLE	24 MAI AU 20 NOVEMBRE 2018	10	387 $
COLLOQUE ANNUEL DU FORUM DES JEUNES DE LA FONCTION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE	FORUM DES JEUNES DE LA FONCTION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE	QUÉBEC	2 MAI 2018	6	1 031 $
SECRÉTAIRE DE COMITÉ DE SÉLECTION LORS D'APPELS D'OFFRE PUBLICS	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	QUÉBEC	17 OCTOBRE 2018	1	122 $
CONGRÈS DU BARREAU DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	CONGRÈS RÉGIONAL DU BARREAU ABITIBI TÉMISCAMINGUE	AMOS	26 ET 27 AVRIL 2018	11	3 000 $
CONGRÈS ANNUEL DES ARCHIVISTES DU QUÉBEC	ASSOCIATION DES ARCHIVISTES DU QUÉBEC	QUÉBEC	31 MAI 2018	1	515 $
GESTION DU CHANGEMENT	UNIVERSITÉ LAVAL	QUÉBEC	18 OCTOBRE 2018	2	905 $
FORMATION ERGONOMIE	APSSAP	QUÉBEC ET TROIS-RIVIÈRES	31 OCTOBRE ET 22 NOVEMBRE 2018	6	699 $
LES MEILLEURES PRATIQUES EN GESTION DU CHANGEMENT	AFI EXPERTISE	QUÉBEC	15 NOVEMBRE 2017	12	263 $
INTERVENTION PRÉVENTIVE EN SITUATION D'AGRESSIVITÉ, D'INTIMIDATION ET DE MENACE LORS DE NOS ÉCHANGES	EXPERTISE – CONSEIL INC.	JOLIETTE	20 AU 23 AVRIL 2018	30	411 $
IMPLANTATION DU PLAN DE CLASSIFICATION	DPCP	QUÉBEC ET GATINEAU	6 MARS 2018 AU 8 JANVIER 2019	24	554 $
SHAREPOINT POUR SUPERUTILISATEURS 2013/2016	TECHNOLOGIA	QUÉBEC	26 ET 27 NOVEMBRE 2018	1	16 $
CYCLE BUDGÉTAIRE ET BUDGET DE DÉPENSES	CONTRÔLEUR DES FINANCES	QUÉBEC	17 MAI 2018	3	86 $
EXCEL 2010/2013/2016 BASE	AFI EXPERTISE INC.	QUÉBEC	6 ET 7 DÉCEMBRE 2018	2	545 $
EXCEL 2010/2013/2016 INTERMÉDIAIRE	AFI EXPERTISE INC.	QUÉBEC	18 OCTOBRE 2018 AU 15 MARS 2019	7	560 $
PROGRAMME D'APPRENTISSAGE POUR LE PERSONNEL PROFESSIONNEL - CHEF D'ÉQUIPE	ENAP	QUÉBEC ET MONTRÉAL	9 OCTOBRE 2018 AU 7 MAI 2019	5	14 107 $
SAVOIR MIEUX S'AFFIRMER DANS SES RELATIONS AU TRAVAIL ET DANS SON RÔLE CONSEIL	RRSPT	QUÉBEC	27 FÉVRIER 2018	1	12 $
WEBINAIRE SUR LES DROITS D'AUTEUR	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	QUÉBEC	22 JANVIER AU 14 JUIN 2018	2	300 $
DÉTERMINATION DU NIVEAU DE COMPLEXITÉ DES EMPLOIS PROFESSIONNELS	CONSEIL DU TRÉSOR	QUÉBEC	20 FÉVRIER 2019	3	10 $
100 JOURS - DIRIGER UNE NOUVELLE ÉQUIPE	AXXIO	QUÉBEC	16 OCTOBRE ET 6 NOVEMBRE 2018	2	1 175 $
GESTION DE PROJETS D'ENVERGURE	ENAP	QUÉBEC	11 ET 12 OCTOBRE 2017	16	415 $
DIRECTIVE CONCERNANT L'ATTRIBUTION DE LA RÉMUNÉRATION DES FONCTIONNAIRES	CENTRE DE LEADERSHIP ET DE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES DU CSPQ	QUÉBEC	9 MAI 2018 AU 13 FÉVRIER 2019	4	56 $
ADOBE LIVECYCLE - FORMULAIRES PDF INTERACTIFS	ALIAS FORMATION	QUÉBEC	21 AOÛT 2018	3	450 $
TECHNIQUE JURIDIQUE ET INFORMATIQUE	COLLÈGE AHUNSTIC	MONTRÉAL	22 JANVIER AU 8 MAI 2018	1	51 $
ALCOOL ET DROGUES : DROITS ET OBLIGATIONS	REGROUPEMENT DE RESEAUX EN SANTÉ	QUÉBEC	1 FÉVRIER 2018	2	16 $

TABLEAU 2 - AU QUÉBEC					
NOM DE LA FORMATION	**NOM DE FOURNISSEUR**	**LIEU**	**DATES**	**NOMBRE**	**COÛT**
	DES PERSONNES AU TRAVAIL				
WORD	VERSALYS	QUÉBEC ET MONTRÉAL	1 FÉVRIER AU 22 JUIN 2018	17	3 190 $
CONFÉRENCE-ATELIER SUR LE THÈME DU TRAVAIL D'ÉQUIPE	GESTION/CONSEIL MANON DAIGNEAULT INC.	MONTRÉAL	21 MARS 2018	81	556 $
EXCEL	FIRME VERSALYS	QUÉBEC ET MONTRÉAL	16 ET 17 OCTOBRE 2018	3	563 $
JOURNÉE D'ACTUALISATION DES CONNAISSANCES SUR LA LÉGALISATION DU CANNABIS	ENPQ	QUÉBEC	9 ET 15 FÉVRIER 2018	11	38 $
ADOBE ACROBAT	VERSALYS	MONTRÉAL	10 SEPTEMBRE ET 15 NOVEMBRE 2018	12	1 207 $
COLLOQUE RESSOURCES HUMAINES	SOCIÉTÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE LA COLLECTIVITÉ (SADC)	CARLETON-SUR-MER	15 MARS 2018	4	520 $
ÉVALUATION DES EMPLOIS DE CADRES	CSPQ	QUÉBEC	30 ET 31 JANVIER 2019	2	22 $
MISE À JOUR DES RÈGLES DE PRÉSENTATION DES DOCUMENTS ÉCRITS	CENTRE DE SECRÉTARIAT PLUS	ROUYN-NORANDA	26 AVRIL 2018	3	206 $
DIFFICULTÉS ET PIÈGES DE LA LANGUE FRANÇAISE	CENTRE DE SECRÉTARIAT PLUS	ROUYN-NORANDA	27 AVRIL 2018	2	114 $
COLLOQUE EN DROIT DE LA SANTÉ MENTALE	BARREAU DU QUÉBEC	QUÉBEC	12 AVRIL 2018	2	50 $
LOI SUR LA POLICE : ALLÉGATIONS CRIMINELLES	ÉCOLE NATIONALE DE POLICE	QUÉBEC	16 MARS AU 4 MAI 2018	1	42 $
RECHERCHES LÉGISLATIVES EN DROIT FÉDÉRAL ET DROIT QUÉBÉCOIS	CENTRE D'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE	MONTRÉAL	28 MARS 2018	4	93 $
JOURNÉE DE PERFECTIONNEMENT DU RÉSEAU DES RESPONSABLES DE L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	SECRÉTARIAT DE L'ACCÈS À L'INFORMATION ET À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES	QUÉBEC	23 MARS 2018	2	38 $
MICROPROGRAMME EN ADMINISTRATION PUBLIQUE	ENAP	QUÉBEC	ÉTÉ, AUTOMNE 2018 ET HIVER 2019	1	912 $
LES CRYPTOMONNAIES : QUEL AVENIR POUR CES MONNAIES SANS ÉTAT?	SECTION ACAMS	MONTRÉAL	19 AVRIL 2018	1	35 $
FORMATION DE BASE DES RÉPONDANTES ET RÉPONDANTS EN ÉTHIQUE	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	QUÉBEC	30 JANVIER AU 25 MAI 2018	1	38 $
SÉANCE D'INFORMATION SUR LE SARAT	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	QUÉBEC	2 MAI 2018	1	15 $
COLLOQUE DE FORMATION ANNUEL DU REGROUPEMENT DES COMMUNICATEURS D'URGENCE	REGROUPEMENT DES COMMUNICATEURS D'URGENCE	QUÉBEC	24 AU 26 AVRIL 2018	1	440 $
COURS D'ANGLAIS EN LIGNE	ACA ATELIERS	QUÉBEC	2 OCTOBRE 2018 AU 22 JANVIER 2019	26	2 475 $
PRINCIPALES MODIFICATIONS APPORTÉES AUX TABLEAUX DES RENSEIGNEMENTS À FOURNIR POUR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES BUDGÉTAIRES	FINANCES QUÉBEC	QUÉBEC	24 AVRIL 2018	2	54 $
CONGRÈS DU BARREAU DE LA CÔTE-NORD	BARREAU DE LA CÔTE-NORD	SEPT-ÎLES	3 ET 4 MAI 2018	1	876 $
COLLOQUE 2018 DE L'ASSOCIATION DES DIRECTEURS DE POLICE DU QUÉBEC	ASSOCIATION DES DIRECTEURS DE POLICE DU QUÉBEC (ADPQ)	LAVAL	30 ET 31 MAI 2018	3	333 $
MÉDIATION INTERNE EN MILIEU DE TRAVAIL	REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ	QUÉBEC	19 AVRIL 2018	1	333 $

TABLEAU 2 - AU QUÉBEC					
NOM DE LA FORMATION	**NOM DE FOURNISSEUR**	**LIEU**	**DATES**	**NOMBRE**	**COÛT**
	DES PERSONNES AU TRAVAIL (RRSPT)				
L'AVOCAT, LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ET LES MÉDIAS ÉLECTRONIQUES	BARREAU DE MONTRÉAL	MONTRÉAL	31 MAI 2018	1	415 $
ÉCOLE D'ÉTÉ SUR LA SÉCURITÉ TRANSFRONTALIÈRE	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	MONTRÉAL	2 MAI 2018	1	18 $
70E CONGRÈS ANNUEL DE L'INSTITUT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DU CANADA (IAPC)	IAPC	QUÉBEC	19 AU 22 AOÛT 2018	1	1 986 $
FORMATION SUR LA RECHERCHE JURIDIQUE	CENTRE D'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE (CAIJ)	QUÉBEC ET MONTRÉAL	23 AVRIL AU 20 JUIN 2018	20	66 $
CONGRÈS RÉGIONAL DU BARREAU - BAS-SAINT-LAURENT/GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE	BARREAU DU BAS-ST-LAURENT/GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE	RIVIÈRE-DU-LOUP	22 ET 23 MAI 2018	4	525 $
INSPECTION DES VÉHICULES PAR CONTRÔLE ROUTIER	CONTRÔLE ROUTIER QUÉBEC (ÉRIC TREMBLAY)	SAINT-NICOLAS	23 ET 30 MAI 2018	8	30 $
POUR AVOIR DES COMMUNICATIONS MOBILISATRICES DANS LA GESTION DE LA PERFORMANCE	ASSOCIATION DES CONSEILLERS EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES (ACGRH)	QUÉBEC	13 JUIN 2018	2	20 $
CLASSIFICATION DES EMPLOIS DANS LA FONCTION PUBLIQUE	CENTRE DE LEADERSHIP ET DE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES DU CSPQ	QUÉBEC	23 MAI 2018 ET 7 MARS 2019	3	30 $
EMPLOI ÉTUDIANT, STAGE ET PROCESSUS DE QUALIFICATION PARTICULIER	CENTRE DE LEADERSHIP ET DE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES DU CSPQ	QUÉBEC	31 MAI 2018 ET 6 NOVEMBRE 2018	2	23 $
ADMINISTRATION D'EXAMENS ÉCRITS PRE ET PQP	CENTRE DE LEADERSHIP ET DE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES DU CSPQ	QUÉBEC	16 MAI 2018	1	51 $
JOURNÉE DU BARREAU DU QUÉBEC	BARREAU DU QUÉBEC	MONTRÉAL	14 JUIN 2018	2	240 $
INTRODUCTION AU LEAN MANAGEMENT	UNIVERSITÉ LAVAL	QUÉBEC	25 SEPTEMBRE 2018	1	817 $
GESTION DE LA CONTRIBUTION	GESHUM	MONTRÉAL	30 ET 31 MAI 2018	63	7 515 $
RÉDIGER DES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS : LE FRANÇAIS DES AFFAIRES	CLDC	QUÉBEC	27 NOVEMBRE 2018	1	199 $
RENDEZ-VOUS POURSUIVANT-DÉFENSE	BARREAU DU QUÉBEC	DRUMMONDVILLE	4 ET 5 OCTOBRE 2018	102	25 015 $
DROITS, RÉALITÉS AUTOCHTONES ET COMPÉTENCES CULTURELLES POUR LES AVOCATS	BARREAU DU QUÉBEC	MONTRÉAL	26 SEPTEMBRE ET 9 NOVEMBRE 2018	7	1 822 $
AMÉLIORER VOS CAPACITÉS DE COMMUNICATION EN ARCHIVISTIQUE	ASSOCIATION DES ARCHIVISTES DU QUÉBEC (AAQ)	QUÉBEC	22 NOVEMBRE 2018	1	263 $
PROGRAMME GOUVERNEMENTAL D'APPRENTISSAGE DU GESTIONNAIRE-LEADER DE LA FONCTION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE - NIVEAU 2	ENAP	QUÉBEC	18 SEPTEMBRE 2018 AU 24 AVRIL 2019	1	248 $

TABLEAU 2 - AU QUÉBEC					
NOM DE LA FORMATION	**NOM DE FOURNISSEUR**	**LIEU**	**DATES**	**NOMBRE**	**COÛT**
CONFÉRENCE EN COMMUNICATION	ELIZABETH-ANN DIONNE M. SC., 9-216 AVENUE DE LA CATHÉDRALE, RIMOUSKI (QUÉBEC) G5L 5J2	QUÉBEC	14 DÉCEMBRE 2018	70	7 410 $
COLLOQUE CLARITY 2018 (VULGARISATION DU LANGAGE JURIDIQUE)	ORGANISME CLARITY INTERNATIONAL	MONTRÉAL	25 AU 27 OCTOBRE 2018	3	2 280 $
RÉDACTION STRATÉGIQUE	CENTRE DE LEADERSHIP ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES (CSPQ)	QUÉBEC	23 OCTOBRE 2018	1	300 $
LÉGALISATION DU CANNABIS	BARREAU	MONTRÉAL	2 OCTOBRE 2018	1	257 $
GRAMMAIRE FRANÇAISE ÉCRITE ET PARLÉE POUR ALLOPHONES	UQAM	MONTRÉAL	24 SEPTEMBRE AU 26 NOVEMBRE 2018	1	760 $
RÉDACTION ADMINISTRATIVE	COLLÈGE O'SULLIVAN	MONTRÉAL	27 NOVEMBRE 2018	24	1 508 $
MISER SUR SON INTELLIGENCE ÉMOTIONNELLE	GROUPE MP-PLUS	RIMOUSKI	22 NOVEMBRE 2018	2	875 $
GESTION DU STRESS	RRSPT (REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL)- MANON CLÉROUX	SAINT-JÉRÔME ET SAINTE-IRÈNE	14 ET 16 NOVEMBRE 2018	169	15 008 $
RELATIONS DE TRAVAIL CONCERNANT LE CONTENU LES CONVENTIONS COLLECTIVES	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	QUÉBEC	15 ET 16 OCTOBRE 2018	1	76 $
#MOIAUSSI : UN AN PLUS TARD	L'ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN (ABC)	MONTRÉAL	25 OCTOBRE 2018	4	440 $
CADRE JURIDIQUE ET ANALYSE DE RECEVABILITÉ EN MATIÈRE DE HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE	RRSPT	QUÉBEC	13 NOVEMBRE 2018	2	615 $
LA VIOLENCE EST MULTICULTURELLE, L'INTERVENTION DOIT L'ÊTRE AUSSI	TABLE DE CONCERTATION EN VIOLENCE CONJUGALE ET AGRESSION À CARACTÈRE SEXUEL DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	ROUYN-NORANDA	30 OCTOBRE 2018	10	207 $
NOUVELLES RÈGLES ET AUTRES SUJETS D'INTÉRÊT POUR LES CRIMINALISTES	BARREAU DE MONTRÉAL	MONTRÉAL	5 DÉCEMBRE 2018	20	833 $
JUSTICE POUR LES PEUPLES AUTOCHTONES - RÉCONCILIATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS DU GOUVERNEMENT DE LA NATION CRIE	GATINEAU	4 ET 6 DÉCEMBRE 2018	2	1 945 $
COMMUNICATION INTERNE - VECTEUR D'ENGAGEMENT ET PÔLE STRATÉGIQUE POUR ASSURER VOS TRANSFORMATIONS	ÉVÈNEMENT LES AFFAIRES	MONTRÉAL	27 ET 28 NOVEMBRE 2018	1	1 281 $
MÉDIAS SOCIAUX - SECTEUR PUBLIC - ENGAGEMENT, ATTRACTION ET NOUVELLES TENDANCES	ÉVÈNEMENT LES AFFAIRES	MONTRÉAL	28 NOVEMBRE 2018	1	655 $
RÉUSSIR SES PRÉSENTATIONS	CSPQ	QUÉBEC	14 NOVEMBRE 2018	17	230 $
RENTRÉE JUDICIAIRE DANS L'EST	BARREAU DU BAS-SAINT-LAURENT-GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	RIVIÈRE-DU-LOUP	7 SEPTEMBRE 2018	1	83 $

TABLEAU 2 - AU QUÉBEC					
NOM DE LA FORMATION	**NOM DE FOURNISSEUR**	**LIEU**	**DATES**	**NOMBRE**	**COÛT**
LA CONFISCATION CIVILE AU QUÉBEC	DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES, LÉGISLATIVES ET DE L'ACCÈS À LA JUSTICE	QUÉBEC	4 DÉCEMBRE 2018	2	77 $
RÉALITÉ AUTOCHTONE	SÛRETÉ DU QUÉBEC	SEPT-ÎLES	12 ET 13 DÉCEMBRE 2018	8	724 $
ATELIER SUR LA COLLABORATION	DPCP - ISABELLE DORÉ	MONTRÉAL	6 NOVEMBRE 2018	18	49 $
FORUM DES SECRÉTAIRES DE COMITÉS DE SÉLECTION	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	QUÉBEC	13 NOVEMBRE 2018	1	143 $
LES RESSOURCES EN DROIT CRIMINEL ET PÉNAL SANS DÉTOUR	CAIJ - LISETTE DESJARDINS	LONGUEUIL	30 NOVEMBRE 2018	1	6 $
COACHING D'UNE ÉQUIPE GAGNANTE	TECHNOLOGIA	MONTRÉAL	10 ET 11 DÉCEMBRE 2018	1	872 $
SÉANCE DE FORMATION EN GESTION DES RISQUES DE CORRUPTION ET DE COLLUSION	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	QUÉBEC	20 NOVEMBRE 2018	4	126 $
NOUVELLES TECHNOLOGIES ET CYBERSÉCURITÉ: MEILLEURES PRATIQUES DÉONTOLOGIQUES	BARREAU DU QUÉBEC	MONTRÉAL	30 NOVEMBRE 2018	1	139 $
NOUVEAUX FORMULAIRES POUR LA SURVEILLANCE PAR ÉCOUTE ÉLECTRONIQUE	DPCP	QUÉBEC	14 NOVEMBRE 2018	1	282 $
BÂTIR UNE ÉQUIPE GAGNANTE	CLDC	QUÉBEC	9 DÉCEMBRE 2018	1	348 $
ATELIER SUR LES EXAMENS ORAUX	CLDC	QUÉBEC	20 SEPTEMBRE 2018 AU 29 JANVIER 2019	4	40 $
PLAIDER EST UN ART	MANON MINIER - COACH EN DICTION, VOIX ET EXPRESSION	RIMOUSKI	7 DÉCEMBRE 2018	2	22 $
LES ESSENTIELS DE LA GESTION DE PROJET	DIRECTION GÉNÉRALE DE LA FORMATION CONTINUE - UNIVERSITÉ LAVAL	QUÉBEC	5 DÉCEMBRE 2018	1	482 $
WORD 2013 (DÉBUTANT)	CÉGEP DE SAINT-JÉRÔME	MONT-LAURIER	13 SEPTEMBRE 2018	1	86 $
EXCEL 2013 (DÉBUTANT)	CÉGEP DE SAINT-JÉRÔME	MONT-LAURIER	13 SEPTEMBRE 2018	1	86 $
RH-13 - UTILISATION DE WEB ADI	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	QUÉBEC	11 JANVIER 2019	1	18 $
RH-12 - MODE DATETRACK	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	QUÉBEC	11 JANVIER 2019	1	9 $
RH-08 - POSTES	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	QUÉBEC	30 JANVIER 2019	1	15 $
RH-22 DOSSIERS DES PERSONNES - VOLET RESPONSABLE DES DOSSIERS	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	QUÉBEC	5 FÉVRIER 2019	1	42 $
MS SQL SERVER 2014 2016 REPORTING SERVICES SSRS	TECHNOLOGIA	QUÉBEC	7 ET 8 JANVIER 2019	1	860 $
FORMATION SUR LE DÉCLASSEMENT DE DOSSIERS PHYSIQUES EN CONFORMITÉ AUX RÈGLES DU NOUVEAU CALENDRIER DE CONSERVATION	DPCP (HÉLÈNE BÉRUBÉ ET MÉLISSA GENDREAU)	DIFFÉRENTS BUREAUX DU DPCP	15 AU 30 JANVIER 2019	47	200 $
FORMATION APPLIQUÉE SUR L'AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	QUÉBEC	5 FÉVRIER 2019	0	23 $
ENVIRONNEMENT INFORMATIONNEL ET DISCOVERER PLUS	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS (DGSAGIR)	QUÉBEC	14 AU 16 JANVIER 2019	2	33 $
LE DÉFI DU LEADERSHIP D'INFLUENCE	RDOF	SAINT-JÉRÔME	14 FÉVRIER 2019	14	2 353 $

TABLEAU 2 - AU QUÉBEC					
NOM DE LA FORMATION	**NOM DE FOURNISSEUR**	**LIEU**	**DATES**	**NOMBRE**	**COÛT**
PERFECTIONNER L'APPROCHE AUPRÈS DES ENFANTS EXPOSÉS À LA VIOLENCE CONJUGALE	TABLE DE CONCERTATION RÉGIONALE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE DE LANAUDIÈRE	REPENTIGNY	15 NOVEMBRE 2018	3	49 $
LA GESTION DES RISQUES D'UN PROJET	FORMATIONS QUALITEMPS	QUÉBEC	16 AVRIL 2019	1	361 $
COLLOQUE DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR : FEMMES, DROITS ET POLITIQUE AUX XIXE ET XXE SIÈCLE	BARREAU DU QUÉBEC	QUÉBEC	18 JANVIER 2019	1	141 $
WEB À QUÉBEC 2019 - CYBERLUNDI	QUÉBEC NUMÉRIQUE	QUÉBEC	9 ET 11 AVRIL 2019	2	950 $
JOURNÉE DES COMMUNICATIONS GOUVERNEMENTALES	LE FORUM DES COMMUNICATEURS GOUVERNEMENTAUX	QUÉBEC	22 JANVIER 2019	4	57 $
PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉS EN MATIÈRE DE MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES	CENTRE INTÉGRÉ DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU BAS-ST-LAURENT	RIMOUSKI	17 JANVIER 2019	4	87 $
LA PROTECTION DES PERSONNES VULNÉRABLES	BARREAU DU QUÉBEC	MONTRÉAL	1 FÉVRIER 2019	1	51 $
APPROCHE COACHING	ACGRH - GABY DA SILVA	QUÉBEC	23 JANVIER 2019	1	27 $
DÉJEUNER-CAUSERIE ACAMS - TRAITE DE LA PERSONNE	ACAMS	MONTRÉAL	12 FÉVRIER 2019	2	74 $
CONFÉRENCE-MIDI PLAIDOYER-VICTIMES	L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES	MONTRÉAL	20 FÉVRIER 2019	10	19 $
SURVOL DES DIFFÉRENTS MOTEURS DE RECHERCHE JURISPRUDENTIELLE	DPCP	MONTRÉAL	8 ET 30 MAI 2018	2	249 $
CONFÉRENCE "PRÉFÉRENCE CÉRÉBRALES HERMANN	CAMIQ INC.	QUÉBEC	27 MARS 2018 ET 15 JANVIER 2019	52	11 274 $
ÉCOLE DES POURSUIVANTS					
ASSISES CRIMINELLES	DPCP	L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DE NICOLET	26 AU 29 JUIN 2018 ET 3 AU 6 JUILLET 2018	34	293 535 $
TECHNIQUES DE PLAIDOIRIE ET DE CONTRE-INTERROGATOIRE	ME JACQUES MERCIER, CONSULTANT JURIPRO INC.			23	
DROIT PÉNAL STATUTAIRE	ME ANNE-SOPHIE BLANCHET-GRAVEL, CONTENTIEUX ME FÉLIX PLANTE, MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ME STÉPHANIE QUIRION-CANTIN, CONTENTIEUX, PGQ, MINISTÈRE DE LA JUSTICE ME DANIEL TREMBLAY, MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION			49	
DÉLINQUANTS À HAUT RISQUE	M. LAURENT GAGNÉ-ROY, SCC/CSC VILLE-MARIE, SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA MME ANOUK MARCHAND, SCC/CSC SHERBROOKE, SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA DRE FRANCE PROULX,			35	

TABLEAU 2 - AU QUÉBEC					
NOM DE LA FORMATION	**NOM DE FOURNISSEUR**	**LIEU**	**DATES**	**NOMBRE**	**COÛT**
	INSTITUT PHILIPPE-PINEL DE MONTRÉAL				
RÉALITÉS AUTOCHTONES DANS UN CONTEXTE DE JUSTICE CRIMINELLE ET SÉCURISATION CULTURELLE	MME JULIE-ANNE BÉRUBÉ, CHARGÉE DE PROJET, DOSSIERS AUTOCHTONES, UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE			26	
COURAGE MANAGÉRIAL ET RÉTROACTION MOBILISANTE	MME DENISE GOSSELIN, ÉCOLE NATIONALE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE			15	
AGILITÉ ET PRISE DE DÉCISION	MME DENISE GOSSELIN, ÉCOLE NATIONALE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE			15	
DIVULGATION DE LA PREUVE	DPCP			36	
REVUE ANNUELLE DES PRINCIPAUX JUGEMENTS DE LA CSC ET DE LA CAQ EN MATIÈRE CRIMINELLE	DPCP			24	
CONFÉRENCE-MIDI : PROJET D'ENRICHISSEMENT JURIDIQUE ET DÉCISIONNEL	DPCP			15	
CONFÉRENCE-MIDI : PROJET GESTE-APPUI	DPCP			5	
RÈGLES DE PREUVE ET DE PROCÉDURE CRIMINELLES SPÉCIALISÉES	DPCP			30	
LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS SUR INTERNET : ÊTRE UN POURSUIVANT INFORMÉ ET OUTILLÉ	ME FRANCIS BRABANT, CABINET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL MME JUDY ANN CROTEAU, SÛRETÉ DU QUÉBEC MME ISABELLE DAUPHINAIS, SÛRETÉ DU QUÉBEC M. CLAUDIO DEL CORPO, SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL M. CHRISTIAN DUMAS, SÛRETÉ DU QUÉBEC M. RENÉ MORIN, CENTRE CANADIEN DE PROTECTION DE L'ENFANCE, 615, CHEMIN ACADEMY MME AUDREY MOUSSEAU, SÛRETÉ DU QUÉBEC M. FÉLIP ROY, SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL M. ÉRIC DESAULNIERS, SÛRETÉ DU QUÉBEC			44	
APPELS : PRÉPARER ET PLAIDER UN DOSSIER À LA COUR D'APPEL	ME TRISTAN DESJARDINS, CARRETTE DESJARDINS, S.N.A. ME FRANÇOIS			26	

TABLEAU 2 - AU QUÉBEC					
NOM DE LA FORMATION	**NOM DE FOURNISSEUR**	**LIEU**	**DATES**	**NOMBRE**	**COÛT**
	LACASSE, SERVICES DES POURSUITES PÉNALES DU CANADA				
POURSUITES DES INFRACTIONS RELATIVES À LA CONDUITE AUTOMOBILE SOUS L'EFFET DE L'ALCOOL OU DE LA DROGUE	M. DENIS HUBERT, ENPQ, CENTRE DES SAVOIRS ET DE L'EXPERTISE 350, RUE MARGUERITE D'YOUVILLE NICOLET (QUÉBEC) J3T 1X4			21	
LIBERTÉ DE LA PRESSE, PUBLICITÉ DES DÉBATS ET DROIT CRIMINEL : EN THÉORIE ET EN PRATIQUE	ME MARC BANTEY, GOWLING WLG			28	
COURAGE MANAGÉRIAL ET RÉTROACTION MOBILISANTE	MME DENISE GOSSELIN, ÉCOLE NATIONALE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE			13	
AGILITÉ ET PRISE DE DÉCISION	MME DENISE GOSSELIN, ÉCOLE NATIONALE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE			13	
CONFÉRENCE-MIDI : CONTREFAÇON DE BILLETS DE BANQUE : DÉTECTION ET CONSIDÉRATIONS	MME PHUONG ANH HO HUU ET MME SOPHIE JENKINS, BANQUE DU CANADA, DÉPARTEMENT DE LA MONNAIE			14	
CONFÉRENCE-MIDI : PROJET D'ENRICHISSEMENT JURIDIQUE ET DÉCISIONNEL	DPCP			39	
ARRESTATION ET DÉTENTION (FORMATION DE BASE)	DPCP			120	
ARRESTATION ET DÉTENTION (FORMATION DE BASE)	DPCP			1	
AUTORISATION ET NON-JUDICIARISATION (FORMATION DE BASE)	DPCP			5	
AUTORISATION ET NON-JUDICIARISATION (FORMATION DE BASE)	DPCP			1	
RÈGLES DE PREUVE ET DE PROCÉDURE CRIMINELLES (FORMATION DE BASE)	DPCP			2	
RÈGLES DE PREUVE ET DE PROCÉDURE CRIMINELLES (FORMATION DE BASE)	DPCP			1	
VIOLENCE CONJUGALE (FORMATION DE BASE)	MME CLAUDINE SIMON, CIUSSS, COUR D'APPEL DU QUÉBEC			2	
VIOLENCE CONJUGALE (FORMATION DE BASE)	MME CLAUDINE SIMON, CIUSSS, COUR D'APPEL DU QUÉBEC			1	
MANDATS ET PERQUISITIONS (FORMATION DE BASE)	DPCP			1	
MANDATS ET PERQUISITIONS (FORMATION DE BASE)	DPCP			1	
CODE DE PROCÉDURE PÉNALE (FORMATION DE BASE)	DPCP			1	
CODE DE PROCÉDURE PÉNALE (FORMATION DE BASE)	DPCP			1	

TABLEAU 2 - AU QUÉBEC					
NOM DE LA FORMATION	**NOM DE FOURNISSEUR**	**LIEU**	**DATES**	**NOMBRE**	**COÛT**
PROCÈS EN MATIÈRE DE CONDUITE D'UN VÉHICULE MOTEUR AVEC UNE ALCOOLÉMIE SUPÉRIEURE À LA LIMITE LÉGALE (FORMATION DE BASE)	M. DENIS HUBERT, ENPQ, CENTRE DES SAVOIRS ET DE L'EXPERTISE			4	
SÉCURITÉ ET SÉCURITÉ DE L'INFORMATION (FORMATION DE BASE)	DPCP			3	
TOTAL				**2 387**	**464 090 $**

* Veuillez noter que le coût total de la formation inclut le coût d'inscription ainsi que les frais de déplacement et exclut la rémunération du ou des participants.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

LIEU	COÛT TOTAL	DATES	NOMBRE	ORGANISME	TITRE DE L'ACTIVITÉ
LONGUEUIL	109,00 $	16-08-2018 17-08-2018	1	SANTINEL	COURS DE SECOURISME.
MONTRÉAL	70,00 $	12-09-2018	1	ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN	L'ACTION COLLECTIVE DANS LE NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE
MONTRÉAL	70,00 $	16-10-2018	1	ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN	LES ACTIONS COLLECTIVES ET LA LOI DE LA CONCURRENCE.
MONTRÉAL	330,00 $	09-11-2018	1	ASSOCIATION DES PROFESSIONNELS EN ACCÈS À L'INFORMATION ET EN PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE.	COMMENT DÉCIDER AVEC JUSTESSE.
MONTRÉAL	67,00 $	27-11-2018	1	BARREAU DU QUÉBEC	DROIT ADMINISTRATIF – LE CONTRÔLE.
MONTRÉAL	90,00 $	11-12-2018	1	BARREAU DU QUÉBEC	DROIT ADMINISTRATIF – LA JUSTICE.
MONTRÉAL	49,50 $	12-12-2018	1	BARREAU DU QUÉBEC	REGARD SUR LE RÔLE DE L'AVOCAT.
MONTRÉAL	121,00 $	19-03-2019	1	BARREAU DU QUÉBEC	POURVOI CONTRÔLE JUDICIAIRE.
MONTRÉAL	315,00 $	29-01-2019	1	ASSOCIATION DES PROFESSIONNELS EN ACCÈS À L'INFORMATION ET EN PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE.	COMMENT SE PRÉSENTER À L'AUDIENCE EN RÉVISION DE LA CAI.
MONTRÉAL	191,51 $	05-02-2019 27-02-2019	1	ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN FORMATION EN LIGNE.	- LES ACTIONS COLLECTIVES ET LA LOI SUR LA CONCURRENCE : DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS - REVUE ANNUELLE EN DROIT ADMINISTRATIF.
MONTRÉAL	1 137,00 $	21-03-2019 22-03-2019	2	BARREAU DU QUÉBEC	COLLOQUE NATIONAL SUR L'ACTION COLLECTIVE 2019.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

LIEU	COÛT TOTAL	DATES	NOMBRE	ORGANISME	TITRE DE L'ACTIVITÉ
MONTRÉAL	1 255,04 $	10-04-2018	8	EDUMICRO	ONE NOTE: COMMENT REMPLACER VOTRE PETIT LIVRE NOTE PAR LAPTOP/TABLETTE
MONTRÉAL	100,00 $	11-04-2018	1	RÉSEAU ACTION TI	TRIBUNE #5
MONTRÉAL	150,00 $	11-04-2018	1	RÉSEAU ACTION TI	TRIBUNE #5 AVEC MARC LAFRANCE DE CDPQ
LAVAL	196,88 $	18-04-2018	1	ORDRE DES CPA	MAÎTRE À BORD EN PÉRIODE DE TURBULENCE

LIEU	COÛT TOTAL	DATES	NOMBRE	ORGANISME	TITRE DE L'ACTIVITÉ
MONTRÉAL	120,00 $	04-05-2018	2	ABDM - ASS. DES BIBLIOTHÈQUES DE DROIT DE MTL	CONFÉRENCE SUR LES OUTILS DE VEILLE INFORMATIQUE
MONTRÉAL	2 862,00 $	08-05-2018	6	TRANSCONTINENTAL MÉDIA SENC	CONFÉRENCE INTELLIGENCE ARTIFICIELLE
MONTRÉAL	795,00 $	24-05-2018 25-05-2018	1	TECHOLOGIA	WINDOWS SERVER 2016: MISE À NIVEAU DES COMPÉTENCES (MS546)
QUÉBEC	400,00 $	28-05-2018	2	ISACA	CYBERSÉCURITÉ
MONTRÉAL	131,25 $	01-06-2018	1	ORDRE DES CPA	LA FRAUDE DANS LES ÉTATS FINANCIERS
LONGUEUIL	196,88 $	07-06-2018	1	ORDRE DES CPA	MAÎTRE À BORD EN PÉRIODE DE TURBULENCE
MONTRÉAL	30,00 $	12-06-2018	1	BARREAU DE MONTRÉAL	DES ATTENTES ET DES OUTILS - COLLOQUE DE LA COUR SUPÉRIEUR EN MATIÈRE FAMILIALE
MONTRÉAL	393,76 $	14-06-2018	2	ORDRE DES CPA	COLLOQUE DES CPA SECTEUR PUBLIC
MONTRÉAL	1 200,00 $	12-06-2018 14-06-2018	2	UNIVERSITÉ DE MTL - DIRECTION DES FINANCES	ÉCOLE D'ÉTÉ 2018 - CYBERJUSTICE
MONTRÉAL	220,00 $	15-06-2018	4	UNIVERSITÉ MCGILL-FACULTÉ DE DROIT	12E INSTITUT D'ÉTÉ DE JURILINGUISTIQUE
BROSSARD	131,25 $	20-06-2018	1	ORDRE DES CPA	COMMENT AMÉLIORER LE CONTRÔLE INTERNE DANS LES PME
MONTRÉAL	136,01 $	27-06-2018	1	NIELSEN NORMAN GROUP	USING BRAND TO GUIDE UX DESIGN
MONTRÉAL	250,00 $	28-06-2018	1	UQAM-DEPT SCIENCE POLITIQUE & DROIT	DROIT DE LA CONSOMMATION
MONTRÉAL	285,00 $	30-08-2018	1	ISARTA	BÂTIR UN PLAN DE COMMUNICATION DES PLUS EFFICACES
LAVAL	295,00 $	01-09-2018 AU 03-09-2018	1	INSTITUT COACHING INTERNATIONAL	FORMATION DE BASE EN PNL
MONTRÉAL	80,00 $	14-09-2018	2	ASSOCIATION CANADIENNE DE LA PAIE	SEMAINE NATIONALE DE LA PAIE - DÉJEUNER CONFÉRENCE
MONTRÉAL	871,40 $	17-09-2018	1	UQAM	FORMATION D'ÉTÉ - CERTIFICAT AVANCÉ EN DÉV. DE LOGICIEL
MONTRÉAL	150,00 $	21-09-2018	1	CGI-NETHRIS	FORMATION SUR LE MODULE GÉNÉRATEUR DE RAPPORTS (NETHRIS PAIE)
AURILLAC, FRANCE	8 045,00 $	24-09-2018 AU 28-09-2018	1	QUALIAC SA	QUALIAC SYSTÈME RIA FINANCES CREDIT MANAGEMENT
MONTRÉAL	206,50 $	26-09-2018	1	COMMUNICATIONS GRENIER	RÉFÉRENCEMENT SEO - DÉBUTANT
MONTRÉAL	1 800,00 $	26-09-2018	6	TERMINOTIX	BRIDGETERM WEB
MONTRÉAL	543,60 $	27-09-2018	6	AGILIA SOLUTIONS INC	L'AGILITÉ À L'ÉCHELLE, AU-DELÀ DU BUZZ !
LONGUEUIL	100,00 $	27-09-2018 28-09-2018	1	UNIVERSITÉ SHERBROOKE	40 ANS DE DÉONTOLOGIE JUDICIAIRE AU QUÉBEC
MONTRÉAL	1 406,30 $	AUTOMNE 2017	1	UQAM	SESSION HIVER 2018 FRAIS DE SCOLARITÉ - CERTIFICAT AVANCÉ EN DÉV. DE LOGICIEL
MONTRÉAL	281,29 $	AUTOMNE 2017	1	HEC MONTRÉAL	SYSTÈME D'INFO EN GESTION
MONTRÉAL	695,00 $	02-10-2018	1	TRANSCONTINENTAL MÉDIAS	DONNÉES ET INTELLIGENCE MARKETING
MONTRÉAL	240,00 $	02-10-2018	1	BARREAU DU QUÉBEC	FORMATION SUR L'ENVIRONNEMENT LÉGAL DU CANNABIS - VOLET CIVIL
MONTRÉAL	595,00 $	03-10-2018	1	LES AFFAIRES	TRANSFORMEZ-VOUS ET DÉFIEZ LE CHANGEMENT PERMANENT
MONTRÉAL	2 750,00 $	04-10-2018	12	TECHNOLOGIA FORMATION	GOOGLE ANALYTICS

LIEU	COÛT TOTAL	DATES	NOMBRE	ORGANISME	TITRE DE L'ACTIVITÉ
MONTRÉAL	40,00 $	05-10-2018	1	REGROUPEMENT DES GESTIONNAIRES EN SÉCURITÉ INTERNE	DROIT DU TRAVAIL ET L'ARRIVÉE DU CANNABIS
MONTRÉAL	150,00 $	10-10-2018	1	UQAM	MODERNISATION DE LA LOI SUR LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT
MONTRÉAL	37,50 $	11-10-2018	1	UQAM	ACCÈS À L'INFORMATION ENVIRONNEMENTALE : QUAND LE MDDELCC NE RESPECTE PAS LA LOI
MONTRÉAL	350,00 $	10-10-2018 11-10-2018	2	COMMUNAUTÉ AGILE DE MONTRÉAL	JOURNÉE DEVOPS MONTRÉAL 2018
MONTRÉAL	495,00 $	16-10-2018	1	COMMUNICATIONS GRENIER INC	LES ESSENTIELS ADWORDS
MONTRÉAL	345,22 $	17-10-2018	1	UQAM	FORMATION AUTOMNE - CERTIFICAT AVANCÉ EN DÉV. DE LOGICIEL
MONTRÉAL	50,00 $	17-10-2018	2	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	LES EFFETS OCCASIONNÉS PAR L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA LOI SUR LE CANNABIS
MONTRÉAL	37,50 $	17-10-2018 18-10-2018	1	UQAM	UQAM - JUNEX C. PETROLIA ET CQDE C. TRANSCANADA
MONTRÉAL	3 479,02 $	22-10-2018 AU 26-10-2018	3	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL - ÉCOLE IVADO	ÉCOLE EN APPRENTISSAGE PROFOND IVADO-MILA
MONTRÉAL	10,00 $	23-10-2018	1	IIBA MONTRÉAL	INTRODUCTION À L'APPROCHE D'ARCHITECTURE D'AFFAIRES
MONTRÉAL	1 100,00 $	25-10-2018 AU 27-10-2018	2	EDUCALOI	CLARITY 2018 - LA COMMUNICATION CLAIRE À L'ÈRE MODERNE
MONTRÉAL	1 975,00 $	25-10-2018 AU 27-10-2018	4	EDUCALOI	CONFÉRENCE LA COMMUNICATION CLAIRE À L'ÈRE MODERNE (TROIS JOURS DE CONFÉRENCES)
MONTRÉAL	389,99 $	30-10-2018	1	GROUPE MP-PLUS	MISER SUR SON INTELLIGENCE ÉMOTIONNELLE
MONTRÉAL	450,00 $	15-11-2018	1	UQAM	ACCÈS À L'INFORMATION ENVIRONNEMENTALE LA LOI SUR LES ESPÈCES EN PÉRIL ET RAINETTE
MONTRÉAL	9 319,83 $	15-11-2018	39	AGILES DE MONTRÉAL	AGILE TOUR 2018
MONTRÉAL	990,00 $	20-11-2018	2	MÉDIA TRANSCONTINENTAL	GESTION DES TI DANS LE SECTEUR PUBLIC
MONTRÉAL	249,00 $	20-11-2018	1	ISARTA INC	LE MARKETING DE CONTENU
MONTRÉAL	425,00 $	21-11-2018	1	ASSOCIATION CANADIENNE DE LA PAIE	ASSOCIATION CANADIENNE DE LA PAIE - DÉCLARATION DE FIN D'ANNÉE 2018
LONGUEUIL	110,63 $	26-11-2018	1	ORDRE CPA	FORMATION TPS-TVQ NOUVEAUTÉS
MONTRÉAL	7 827,79 $	26-11-2018 AU 29-11-2018	9	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	IVADO-RALI EN ANALYSE DU LANGAGE NATUREL
MONTRÉAL	10,00 $	27-11-2018	1	IIBA MONTRÉAL	LES CLÉS DU SUCCÈS POUR LE COMMERCE NUMÉRIQUELLES
MONTRÉAL	1 000,00 $	26-11-2018 AU 28-11-2018	1	PMI MONTRÉAL	COURS DE PRÉPARATION - AGILE PRATICIEN CERTIFIÉ
LAVAL	926,70 $	NOVEMBRE ET DÉCEMBRE	1	INSTITUT COACHING INTERNATIONAL	FORMATION PRATICIEN PNL
MONTRÉAL	110,63 $	03-12-2018	1	ORDRE CPA (PASSE MULTI-USAGER)	TPS, TVH ET TVQ - NOUVEAUTÉS, ENJEUX ET CONSEILS
MONTRÉAL	30,00 $	05-12-2018	1	COUR D'APPEL	NOUVELLES RÈGLES ET AUTRES SUJETS D'INTÉRÊT POUR LES CRIMINALISTES
MONTRÉAL	95,00 $	10-12-2018	1	EDITION YVON BLAIS	DROIT ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

LIEU	COÛT TOTAL	DATES	NOMBRE	ORGANISME	TITRE DE L'ACTIVITÉ
MONTRÉAL	49,50 $	10-12-2018	1	BARREAU DE MONTRÉAL	QUAND L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE S'INVITE DANS LE MONDE JURIDIQUE
MONTRÉAL	3 200,00 $	24-01-2019	10	ADVISO	GOOGLE TAG MANAGER
MONTRÉAL	110,00 $	31-01-2019	1	ABC - DIVISION QUÉBEC	REVUE ANNUELLE 2018 EN DROIT MUNICIPAL
MONTRÉAL	505,50 $	01-02-2019	1	LE BARREAU DU QUÉBEC	LA PROTECTION DES PERSONNES VULNÉRABLES
MONTRÉAL	15,51 $	08-02-2019	1	FASKEN	VOTRE TÉMOIGNAGE DEVANT LES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS
MONTRÉAL	20,68 $	08-02-2019	1	FASKEN	COLLOQUE ANNUEL SUR LES VALEURS MOBILIÈRES 2018
MONTRÉAL	15,51 $	14-02-2019	1	FASKEN	PROTECTION VIE PRIVÉE - GOUV., TRANSP. ET RESP. MATIÈRE DE PROTECTION RENS. PERSONNELS
MONTRÉAL	95,00 $	14-02-2019	1	ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN - DIV DU QUÉBEC	REVUE ANNUELLE EN DROIT DE L'ENVIRONNEMENT 2018
MONTRÉAL	41,36 $	15-02-2019	1	FASKEN	COLLOQUE ANNUEL EN DROIT DE LA CONSTRUCTION 2018
MONTRÉAL	41,36 $	15-02-2019	1	FASKEN	COLLOQUE EN DROIT DE LA PERSONNE
MONTRÉAL	15,51 $	15-02-2019	1	FASKEN	MARIJUANA AU TRAVAIL
MONTRÉAL	2 541,50 $	14-02-2019 AU 15-02-2019	2	PYXIS TECH. INC	CERTIFICATION SCRUM MASTER
MONTRÉAL	269,62 $	14-02-2019 AU 15-02-2019	1	BARREAU DE MONTRÉAL	LES GRANDS RENDEZ-VOUS DE LA FORMATION
BROSSARD	221,29 $	18-02-2019	1	ORDRE DES CPA	MAXIMISEZ VOTRE INFLUENCE
MONTRÉAL	1 011,00 $	22-02-2019	2	BARREAU DE MONTRÉAL	LES DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS EN DROIT DE LA SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL
LONGUEUIL	221,29 $	25-02-2019	1	ORDRE DES CPA	FISCALITÉ - MISE À JOUR
MONTRÉAL	450,00 $	25-02-2019	2	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL DIRECTION DES FINANCES	GLAIC - CONFÉRENCE JEUNES CHERCHEURS EN INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET DROIT
LAVAL	221,29 $	27-02-2019	1	ORDRE DES CPA	MAXIMISEZ VOTRE INFLUENCE
MONTRÉAL	153,00 $	28-02-2019	1	UQAM	COLLOQUE DE CLÔTURE - MOIS DE LA JUSTICE

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

LIEU	COÛT TOTAL	NOMBRE	ORGANISME	TITRE DE L'ACTIVITÉ
MONTRÉAL	160,00 $	1	ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES TECHNICIENS EN DOCUMENTATION DU QUÉBEC	15È COLLOQUE
MONTRÉAL	545,00 $	1	INSTITUT CANADIEN D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	20E ANNIVERSAIRE DE LA MÉDIATION JUDICIAIRE - "ENTRE NOUS"
SHERBROOKE	100,00 $	1	UNIVERSITE DE SHERBROOKE	40 ANS DE DÉONTOLOGIE JUDICIAIRE AU QUÉBEC UN ÉTAT DE SITUATION ET UN REGARD CROISÉ
QUÉBEC	2 110,00 $	2	INSTITUT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DU CANADA	70È CONGRÈS
QUÉBEC	295,00 $	1	REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	CADRE JURIDIQUE ET ANALYSE DE RECEVABILITÉ EN MATIÈRE DE HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE
GATINEAU	2 390,00 $	2	CONSEIL DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS CANADIENS	CAPITALISER SUR L'EXPÉRIENCE: COMPÉTENCES PRATIQUES POUR DES TRIBUNAUX MODERNES

Lieu	Coût total	Nombre	Organisme	Titre de l'activité
Montréal	2 575,00 $	8	EDUCALOI	Clarity 2018: La communication claire à l'ère moderne
Verdun	335,00 $	1	RÉSEAU D'ÉTHIQUE ORGANISATIONNELLE DU QUÉBEC	Congrès 2018
Québec	2 000,00 $	124	GROUPE CONSEIL CFC INC.	Conjuguer les forces de nos différentes perspectives
Montréal	900,00 $	4	MME CONSTANTINA KOUVERIANOS	Cour d'anglais
Québec	427,50 $	1	ENTREVUES CONSEILS FORMATION	Développement de compétences
Québec	225,00 $	1	REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	Effectuer une saine gestion de cas en assurance traitement
Montréal	191,00 $	1	BARREAU DU QUÉBEC	Environnement légal du cannabis
Montréal	400,00 $	10	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL	Formation conjointe TAQ/TAT - Effets placébo et nocebo
Québec	990,00 $	14	RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON	Formation en évaluation d'entreprises
Montréal	110,00 $	1	SYNESIS - VERSALYS	Formation Excel Débutant
Montréal	905,00 $	13	Conférence des Juges administratifs du Québec	Formulation du Jugement (Principes de Base)
Montréal	110,00 $	1	L'ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN	Gardes en établissement : lorsque la Cour d'appel veut faire changer les choses
Montréal	225,00 $	1	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	Groupes interministériels de codéveloppement en gestion
Québec	225,00 $	1	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	Groupes interministériels de codéveloppement en gestion
Québec	2 427,50 $	10	COSE Inc.	Introduction à la gestion de projet
Québec	62,50 $	1	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	Introduction au SAGIP
Québec	1 735,00 $	4	RESEAU ACTION TI, QUÉBEC	Journée de l'informatique du Québec(JIQ) L'événement Affaires TI 2018
Québec	425,00 $	1	ASSOCIATION SUR L'ACCES ET LA PROTECTION DE L'INFORMATION	Journée professionnelle en accès à l'information et protection des renseignements personnels pour les ministères et organismes gouvernementaux
Montréal	3 150,00 $	7	FORUM OUVERT HS	Journée stratégique sur le droit disciplinaire et le droit administratif 2018
Montréal	3 150,00 $	6	FORUM OUVERT HS	Journée stratégique sur le droit disciplinaire et le droit administratif 2019
Québec	350,00 $	1	INFORMATION SYSTEMS AUDITSAND CONTROLS ASSOCIATION (ISACA) Section Québec	Journées de formation sur la sécurité de l'information d'octobre 2018 à avril 2019
Québec	350,00 $	1	REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	La gestion de la santé au travail : Des pratiques à portée de main
Montréal	190,00 $	2	BARREAU DE MONTRÉAL	La justice participative et ses enjeux
Québec	495,00 $	1	REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	L'approche transformative en résolution de conflits
Montréal	315,00 $	2	BARREAU DU QUÉBEC	Le nouveau visage de la justice
Montréal	505,50 $	1	BARREAU DU QUÉBEC	Les développements récents en droit de l'environnement
Montréal	505,50 $	1	BARREAU DU QUÉBEC	Les développements récents en matière d'accident d'automobile
Québec	78,28 $	2	FACULTÉ DE DROIT - UNIVERSITÉ LAVAL	Les Juristes sont-ils préparés à la révolution technologique?
Montréal	150,00 $	1	ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN (QUÉBEC) ET SOQUIJ	Les nouvelles tendances du milieu juridique (Journée de formation annuelle)

Lieu	Coût total	Nombre	Organisme	Titre de l'activité
Montréal	225,00 $	1	REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	Les problématiques de santé mentale au travail : particularités et enjeux de gestion
Québec	225,00 $	1	REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	Les problématiques de santé mentale au travail: particularités et enjeux de gestion
Montréal	110,00 $	1	SYNESIS - VERSALYS	Microsoft Excel 2013/2016 - Débutant pour professionnels
Montréal	2 016,50 $	12	ACADEMIE DE FORMATION INFORMATIQUE	Microsoft Excel Intermédiaire : Fonctions et listes de données
Québec	3 240,00 $	19	ACADEMIE DE FORMATION INFORMATIQUE	Microsoft Excel Intermédiaire : Fonctions et listes de données
Québec	3 800,00 $	23	ACADEMIE DE FORMATION INFORMATIQUE	Microsoft Outlook
Montréal	3 800,00 $	20	ACADEMIE DE FORMATION INFORMATIQUE	Microsoft Outlook
Québec	110,00 $	1	SYNESIS - VERSALYS	Microsoft Visio 2010/2013 Débutant
En ligne	75,00 $	1	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	Modernisation de la loi sur la qualité en environnement
Montréal	2 400,00 $	8	CEGEP MARIE-VICTORIN	Planification à la retraite
Québec	900,00 $	3	COMMISSION SCOLAIRE DE LA CAPITALE	Planification à la retraite
Québec	712,50 $	4	MEDISOLUTION (2009) INC.	Présentation nouveautés Virtuo 10.1
Montréal	350,00 $	1	ASSOCIATION SUR L'ACCES ET LA PROTECTION DE L'INFORMATION	Processus décisionnel en accès à l'information: comment décider avec justesse!
Québec	3 695,65 $	2	ECOLE NATIONALE ADMINISTRATION PUBLIQUE	Programme d'apprentissage pour le personnel professionnel-Chefs d'équipe (PAP-CE)
Québec	1 400,00 $	9	CEGEP GARNEAU	Rédaction de documents administratifs
Montréal	1 710,00 $	7	CENTRE MICROBUR	Rédaction stratégique
Québec	1 615,00 $	10	CENTRE MICROBUR	Rédaction stratégique
Montréal	1 900,00 $	11	CENTRE MICROBUR	Rédiger avec efficacité et simplicité
Québec	560,00 $	4	ECOLE NATIONALE ADMINISTRATION PUBLIQUE	Session d'accueil des tribunaux administratifs
Montréal/Québec	5 018,26 $	37	SOLUTIONS & CO.	Traiter avec les clients difficiles
Montréal	180,00 $	3	Conférence des Juges administratifs du Québec	Une justice spécialisée au cœur de notre quotidien
Remboursement des frais de scolarité, selon la Politique de développement de compétences				
Montréal	239,10 $	1	HEC MONTRÉAL	Méthodes et pratiques : négociation
Québec	245,55 $	1	UNIVERSITÉ LAVAL	Analyse des données
Québec	239,10 $	1	UNIVERSITÉ LAVAL	Baccalauréat en droit Titre du cours: Droit constitutionnel
Québec	239,10 $	1	UNIVERSITÉ LAVAL	Baccalauréat en droit Titre du cours: Droit des personnes physiques et de la famille
Québec	239,10 $	1	TELUQ	Certificat en administration Titre du cours: Introduction au marketing
Montréal	245,55 $	1	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	Certificat en administration concentration RH Titre du cours: comportement organisationnel
Montréal	239,10 $	1	UNIVERSITÉ MCGILL	Certificat en anglais Titre du cours: Engilsh communication pratice 2
Montréal	245,55 $	1	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	Certificat en droit Titre du cours: Droit administratif

Lieu	Coût total	Nombre	Organisme	Titre de l'activité
Montréal	239,10 $	1	Université de Montréal	Certificat en droit Titre du cours: Droit constitutionnel
Montréal	239,10 $	1	Université de Montréal	Certificat en droit Titre du cours: Droit constitutionnel 2
Montréal	239,10 $	1	Université de Montréal	Certificat en droit Titre du cours: Droit pénal I
Montréal	239,10 $	1	Université de Montréal	Certificat en droit Titre du cours: Obligations 3
Montréal	239,10 $	1	Université de Montréal	Certificat en relations industrielles Titre du cours: Emploi et salaire
Montréal	239,10 $	1	Université de Montréal	Certificat en relations industrielles Titre du cours: Gestion financière appliquée aux R.I.
Montréal	245,55 $	1	Université de Montréal	Certificat en traduction I Titre du cours: Grammaire supérieure normative
Montréal	245,55 $	1	Université de Montréal	Certificat en traduction I Titre du cours: Traduction juridique et administrative
Montréal	239,10 $	1	Université de Montréal	Certificat en traduction I Titre du cours: Traduction technique et scientifique
Montréal	245,55 $	1	Université McGill	Certificate of proficiency English Titre du cours: English oral communication techniques
Montréal	239,10 $	1	Université McGill	Certificate of proficiency-English for professionnal communication Titre du cours: Functional english grammatical/writting 2
Québec	239,10 $	1	Université Laval	Droit administratif I
Québec	245,55 $	1	Université Laval	Droit international public général
Montréal	239,10 $	1	Université du Québec à Montréal (UQAM)	Introduction à la gestion des ressources humaines
Québec	245,55 $	1	Université Laval	Légistique I
Québec	239,10 $	1	ENAP	Maîtrise en administration publique Titre du cours: Gestion de projet
Québec	245,55 $	1	ENAP	Maîtrise en administration publique Titre du cours: Gestion du changement
Québec	239,10 $	1	ENAP	Maîtrise en administration publique Titre du cours: Management des organisations publiques
Québec	245,55 $	1	Université Laval	Obligations II

P.20 POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENCE :

A. **LE NOMBRE DE RENCONTRES, DE REPAS OU DE RÉUNIONS ET LES FRAIS AFFÉRENTS;**
B. **LA LISTE DES PERSONNES À RENCONTRER, EN PRÉCISANT LE BUT DE LA RENCONTRE;**
C. **LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION;**
D. **LA LISTE DES PARTICIPANTS À DES COLLOQUES OU À DES CONGRÈS, ET LA LISTE DES PARTICIPANTS, INCLUANT LES COÛTS AFFÉRENTS.**

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (**ART. 4, PARAGRAPHE 20**).

MJQ : HTTPS://WWW.JUSTICE.GOUV.QC.CA/MINISTERE/ACCES-A-LINFORMATION-ET-PROTECTION-DES-RENSEIGNEMENTS-PERSONNELS/
CDPDJ : HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX
CSJ : HTTPS://WWW.CSJ.QC.CA/COMMISSION-DES-SERVICES-JURIDIQUES/ACCES-A-LINFORMATION/DIFFUSION-DE-L-INFORMATION.ASPX
CJA : HTTP://WWW.CJA.GOUV.QC.CA/FR/05-ACCES-A-L-INFORMATION.HTML
DPCP : HTTP://WWW.DPCP.GOUV.QC.CA/DOCUMENTATION/DIFFUSION_INFORMATION/INTRODUCTION.ASPX
FAAC : HTTP://WWW.FAAC.JUSTICE.GOUV.QC.CA/#
SOQUIJ : HTTP://SOQUIJ.QC.CA/FR/A-PROPOS/ACCES-A-L-INFORMATION-ET-PROTECTION-DES-RENSEIGNEMENTS-PERSONNELS
TAQ : HTTP://WWW.TAQ.GOUV.QC.CA/FR/A-PROPOS-DU-TRIBUNAL/SERVICES-OFFERTS/DIFFUSION-DE-L-INFORMATION

P.21 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTION, LE MONTANT GLOBAL ATTITRÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN, POUR 2018-2019 :

A. **LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION;**
B. **LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES;**
C. **LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ.**

FOURNIR ÉGALEMENT LA LISTE DES PROJETS QUI ONT ÉTÉ REJETÉS POUR CHAQUE PROGRAMME.

MINISTÈRE

PROGRAMME : PROGRAMME LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE
MONTANT GLOBAL VERSÉ EN 2018-2019 : 569 000 $
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : BUREAU DE LA SOUS-MINISTRE

PROJET(S)	BÉNÉFICIAIRE	MONTANT ACCORDÉ
« SELFIE »	MAINS BSL	20 000 $
EPSILON	ASSOCIATION DES GAIS ET LESBIENNES DU SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	20 000 $
S'ADAPTER, C'EST PRIMAIRE ! LA DÉMYSTIFICATION DE L'HOMOSEXUALITÉ ET DE LA BISEXUALITÉ ADAPTÉE POUR LE PRIMAIRE 3E CYCLE	GRIS-QUÉBEC	28 000 $
ENSEMBLE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE	GRIS MAURICIE/CENTRE-DU-QUÉBEC	24 000 $
CAPSULES VIDÉO : LA MINUTE LESBIENNE	CENTRE DE SOLIDARITÉ LESBIENNE	25 000 $
TRANS-FORMER LE DISCOURS : LUTTER CONTRE LA TRANSPHOBIE MÉDIATIQUE UN ARGUMENT À LA FOIS	CONSEIL QUÉBÉCOIS LGBT	8 000 $
BONJOUR SAM : SENSIBILISER LES JEUNES PAR LE JEU	ENFANTS TRANSGENRES CANADA	48 000 $
DIVERSITÉ SEXUELLE ET CONSENTEMENT – TOURNÉE EN RÉGIONS, Y COMPRIS DANS LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES	ENSEMBLE POUR LE RESPECT DE LA DIVERSITÉ	30 000 $
ATELIERS DE DANSE SUR L'AFFIRMATION DE SOI ET LES STÉRÉOTYPES DE GENRE POUR UNE COMMUNAUTÉ SANS VIOLENCE	ÉVÉNEMENTS PRIMA DANSE	29 000 $
DEVENIR UN MILIEU DE TRAVAIL ALLIÉ DES PERSONNES LGBT	FONDATION ÉMERGENCE	36 000 $
DEVOIR DE MÉMOIRE : ÉTABLIR DES PONTS INTERGÉNÉRATIONNELS POUR LA COMMUNAUTÉ LGBTQ	FONDATION ÉMERGENCE	18 000 $
MENTORAT LGBTQ2+	GRAND FRÈRES GRANDES SŒURS DU GRAND MONTRÉAL	20 000 $
DÉMYSTIFIER LA DIVERSITÉ DE GENRE, ÇA COMMENCE À L'ÉCOLE	GRIS-MONTRÉAL, EN COLLABORATION AVEC LE CONSEIL QUÉBÉCOIS LGBT	47 000 $
L'EMPOWERMENT DES FEMMES LGBTQ+	RÉSEAU DES LESBIENNES DU QUÉBEC	48 000 $
DE L'INTIMITÉ À LA SOCIÉTÉ : POUR UNE RECONNAISSANCE DE LA SEXUALITÉ DES PERSONNES AÎNÉES LGBTQ+	REVUE SEXOLOGIQUE *LES 3 SEX**	50 000 $
DES MILIEUX SCOLAIRES EN TERRITOIRES RURAUX PLUS OUVERTS ET PLUS SÉCURITAIRES POUR LA JEUNESSE ALLOSEXUELLE EN OUTAOUAIS	JEUNESSE IDEM	10 000 $
J'AI MES DROITS	COALITION D'AIDE À LA DIVERSITÉ SEXUELLE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	35 000 $
CRÉATION DU RÉSEAU DES PAIRS AIDANT.ES OU COMMENT INTERVENIR DANS LES SITUATIONS DE VIOLENCES SEXUELLES AU SEIN DES COMMUNAUTÉS LGBT+ DE LA GASPÉSIE–ÎLES DE-LA-MADELEINE	ASSOCIATION LGBT+ BAIE DES CHALEURS	44 000 $
PROGRAMME D'INCLUSION, D'ÉDUCATION ET D'ACTION POUR LES LAVALLOISES DE LA COMMUNAUTÉ LGBTQIA2S+	CENTRE DES FEMMES DE LAVAL	14 000 $
REVUE SPORADIQUE DE PRÉVENTION DES VIOLENCES SEXUELLES DANS LA COMMUNAUTÉ LGBT	SPHÈRE SANTÉ SEXUELLE GLOBALE (SIDA-VIE LAVAL)	15 000 $

PROGRAMME : MESURES POUR LES AUTOCTHONES – SUBVENTIONS DIVERSES
MONTANT GLOBAL : 1 251 800 $
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES, LÉGISLATIVES ET DE L'ACCÈS À LA JUSTICE

PROJETS FINANCÉS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
JUSTICE COMMUNAUTAIRE EN MILIEU INNU	REGROUPEMENT MAMIT INNUAT	70 000 $
JUSTICE COMMUNAUTAIRE EN MILIEU INUIT	SOCIÉTÉ MAKIVIK	300 000 $
MISE EN OEUVRE DU PROJET DE LOI 113	SOCIÉTÉ MAKIVIK	100 000 $
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – SYSTÈME D'INTERVENTION D'AUTORITÉ ATIKAMEKW ET PROJET DE JUSTICE COMMUNAUTAIRE ATIKAMEKW	CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	107 500 $
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – KAHNAWAKE	MOHAWKS OF KAHNAWAKE	52 500 $
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – AKWESASNE	MOHAWKS OF AKWESASNE	23 575 $
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – KAWAWACHIKAMACH	NATION NASKAPI DE KAWAWACHIKAMACH	22 500 $
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – OPITICWAN	BANDE DES ATIKAMEKWS D'OPITCIWAN	27 730 $
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – KITIGAN ZIBI	KITIGAN ZIBI ANISHINABEG	35 000 $
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – MILIEU URBAIN À MONTRÉAL	CENTRE DE JUSTICE DES PREMIERS PEUPLES DE MONTRÉAL	37 500 $
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – MILIEU URBAIN VAL-D'OR	CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL-D'OR	70 000 $
PROJET D'INFORMATION JURIDIQUE	COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DES PREMIÈRES NATIONS DU QUÉBEC ET DU LABRADOR	100 000 $
MISE EN OEUVRE DU PROJET DE LOI 113	GOUVERNEMENT DE LA NATION CRIE	75 000 $
MISE EN OEUVRE DU PROJET DE LOI 113	CONSEIL DES MONTAGNAIS DE NATASHQUAN	25 000 $
RENCONTRE REGROUPANT LES DIVERS REPRÉSENTANTS DES INITIATIVES DE JUSTICE COMMUNAUTAIRE	COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DES PREMIÈRES NATIONS DU QUÉBEC ET DU LABRADOR	20 000 $
TENUE DE SÉMINAIRES RÉGIONAUX – ENJEUX JUSTICE	REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONE DU QUÉBEC	20 000 $

PROGRAMME : PARAJUDICIAIRES AUTOCHTONES
MONTANT GLOBAL : 1 371 600 $
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES, LÉGISLATIVES ET DE L'ACCÈS À LA JUSTICE

PROJETS FINANCÉS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
CONSEILLERS PARAJUDICIAIRES	SERVICES PARAJUDICIAIRES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	1 371 600 $

PROGRAMME: COORDINATION EN MATIÈRE DE JUSTICE
MONTANT GLOBAL : 230 000 $
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES, LÉGISLATIVES ET DE L'ACCÈS À LA JUSTICE

PROJETS FINANCÉS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
POSTE DE COORDONNATEUR EN MATIÈRE DE JUSTICE	COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DES PREMIÈRES NATIONS DU QUÉBEC ET DU LABRADOR	95 000 $
POSTE DE COORDONNATRICE EN MATIÈRE DE JUSTICE ET SÉCURITÉ PUBLIQUE	FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC INC.	60 000 $
POSTE DE COORDONNATRICE EN MATIÈRE DE JUSTICE	REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONE DU QUÉBEC	75 000 $

FONDS ACCÈS JUSTICE

PROGRAMME : PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE POUR FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE
MONTANT GLOBAL : 471 500 $
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : FONDS ACCÈS JUSTICE

PROJETS FINANCÉS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
ACCÈS JUSTICE - MONTRÉAL	7 À NOUS MEMBRE CERCLE NŒUDS ET CONFLIT	21 000 $
ACCÈS JUSTICE – MONTRÉAL	INSTITUT PACIFIQUE	29 400 $
ACCÈS JUSTICE – RIMOUSKI	JUSTICE ALTERNATIVE DE L'EST	15 000 $
ACCÈS JUSTICE – GRANBY	JUSTICE ALTERNATIVE ET MÉDIATION	10 000 $
ACCÈS JUSTICE – SOREL-TRACY	JUSTICE ALTERNATIVE PIERRE-DE-SAUREL	15 000 $
ACCÈS JUSTICE – LAVAL	MESURES ALTERNATIVES JEUNESSE LAVAL	33 040 $
ACCÈS JUSTICE – MONTRÉAL	MOUVEMENT ACTION-CHÔMAGE INC.	34 300 $
ACCÈS JUSTICE - LOUISEVILLE	RESSOURCES ALTERNATIVES MASKINONGÉ	15 000 $
ACCÈS JUSTICE – MONTRÉAL	ACEF CENTRE DE MONTRÉAL (OPTION CONSOMMATEUR)	33 390 $
ACCÈS JUSTICE – CHICOUTIMI	ASSOCIATION CANADIENNE POUR LA SANTÉ MENTALE, SAGUENAY (SANTÉ MENTALE ET AUTOCHTONE	17 500 $
ACCÈS JUSTICE – MONTRÉAL	CENTRE INTERLIGNE	17 500 $
ACCÈS JUSTICE – MONTRÉAL	CLINIQUE NOVALEX	28 000 $
ACCÈS JUSTICE – MONTRÉAL	COMITÉ DE LOGEMENT DE LA PETITE PATRIE	34 440 $
ACCÈS JUSTICE – MONTRÉAL	DÉCLIC, INITIATIVES POUR LA FORMATION ET L'EMPLOI DES JEUNES	17 500 $
ACCÈS JUSTICE - MONTRÉAL	JUSTICE À DOMICILE	17 150 $
ACCÈS JUSTICE – DRUMMONDVILLE	REFUGE LA PIAULE DU CENTRE DU QUÉBEC INC.	13 790 $
ACCÈS JUSTICE – QUÉBEC	L'AUTONHOMMIE CENTRE DE RESSOURCES SUR LA CONDITION MASCULINE QUÉBEC INC.	21 980 $
ACCÈS JUSTICE – MONTRÉAL	CARREFOUR ALIÉNATION PARENTALE QUÉBEC	35 000 $
ACCÈS JUSTICE – SHAWINIGAN	CENTRE ROLAND-BERTRAND	28 000 $
ACCÈS JUSTICE - MONTRÉAL	CLINIQUE JURIDIQUE MILE-END	34 510 $

PROGRAMME : SOUTIEN FINANCIER AUX CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ ET AUTRE ORGANISME D'INFORMATION JURIDIQUE
MONTANT GLOBAL : 3 407 216 $
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : FONDS ACCÈS JUSTICE

PROJETS FINANCÉS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
FINANCEMENT DE BASE – BAS-SAINT-LAURENT	CJP BAS-SAINT-LAURENT	278 665 $
FINANCEMENT DE BASE – CAPITALE-NATIONALE	CJP QUÉBEC	452 124 $
FINANCEMENT DE BASE – MONTRÉAL	CJP GRAND-MONTRÉAL	454 184 $
FINANCEMENT DE BASE – OUTAOUAIS	CJP OUTAOUAIS	355 942 $
FINANCEMENT DE BASE – SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	CJP SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	321 886 $
FINANCEMENT DE BASE – GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	CJP GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE	296 907 $
FINANCEMENT DE BASE – NORD-DU-QUÉBEC	CJP NUNAVIK (MOCIÉTÉ MAKIVIK)	398 387 $
FINANCEMENT DE BASE – CÔTE-NORD	CJP CÔTE-NORD	265 470 $
FINANCEMENT DE BASE – MONTÉRÉGIE	CJP MONTÉRÉGIE	424 457 $
FINANCEMENT DE BASE – MAURICIE	CJP MAURICIE	109 194 $
FINANCEMENT DE BASE – MONTRÉAL	ÉDUCALOI	50 000 $

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

PROGRAMME : PROGRAMME DE SUBVENTION POUR FAVORISER LA RECHERCHE, L'INFORMATION, LA SENSIBILISATION ET LA FORMATION EN MATIÈRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
MONTANT GLOBAL : 1 750 000 $
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : BAVAC

PROJETS FINANCÉS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
RECHERCHE VISANT L'ÉVALUATION DU PROGRAMME À L'INTENTION DES TÉMOINS MINEURS	CAVAC DE L'OUTAOUAIS	67 150 $
FACILITER L'ACCÈS À LA JUSTICE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS QUI CONTESTENT UNE DÉCISION EN MATIÈRE D'INDEMNISATION	ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES	67 841 $
DÉVELOPPEMENT DE PRATIQUES SENSIBLES AUX TRAUMAS DE NATURE SEXUELLE DANS LE CONTEXTE DE SOINS PÉRINATAUX	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES	40 213 $
DÉVELOPPEMENT D'UN PROGRAMME DE SENSIBILISATION EN MATIÈRE D'AGRESSIONS SEXUELLES POUR JEUNES DE 6 À 11 ANS	CENTRE DE PRÉVENTION ET D'INTERVENTION POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE	53 272 $
DÉVELOPPEMENT DES PARTENARIATS AVEC LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES	CAVAC DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	14 580 $
HOMMES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE EN ENFANCES : RÉALITÉS, BESOINS ET SERVICES	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	107 000 $
PROJET À'CORPS	L'UNITÉ D'INTERVENTION MOBILE L'ANONYME INC.	96 739 $
UN MEILLEUR SOMMEIL POUR UNE MEILLEUR RÉSILIENCE : SUIVI À LONG TERME	UNIVERSITÉ LAVAL	75 192 $
LES EXPÉRIENCES DES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE DANS LES PROGRAMMES DE JUSTICE RÉPARATRICE AU QUÉBEC	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	111 134 $
CAMPAGNE DE SENSIBILISATION SUR LA LOI DU SILENCE	CALACS L'ESPOIR DES ÎLES	64 295 $
METTRE UN TERME À LA CYBERVIOLENCE POUR NOS JEUNES!	CENTRE D'EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT	91 580 $
#MOIAUSSI : AU-DELÀ D'UN MOUVEMENT	CLINIQUE JURIDIQUE JURIPOP	49 500 $
EXAMEN DE L'EFFET DES CHIENS DE SOUTIEN LORS D'ENTREVUE D'ENQUÊTE AUPRÈS DES ENFANTS	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	99 867 $
RÉINTÉGRATION COMMUNAUTAIRE DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ISSUES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES VIA DES LEADERS	FÉDÉRATION DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES DE L'ESTRIE	42 866 $
J'HABITE NULLE PART (SÉRIE WEB)	ALLIANCE GASPÉSIENNE DES MAISONS D'AIDE ET D'ÉBERGEMENT	84 103 $
LES BESOINS DES VICTIMES DE JEUNES FAISANT L'OBJET D'UNE POURSUITE JUDICIAIRE	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	168 317 $
LA PRÉVENTION DES INCONDUITES SEXUELLES COMMISES PAR LES PROFESSIONNELS	ORDRE PROFESSIONNEL DES SEXOLOGUES DU QUÉBEC	49 750 $
KAHNAWAKE VICTIMS OF CRIME RESEARCH PROJECT	MOHAWK COUNCIL OF KAHNAWAKE	80 147 $
ÊTRE PARENT APRÈS AVOIR ÉTÉ VICTIME D'ABUS OU DE TRAUMATISMES	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES	48 903 $
POLITIQUE DE TRAVAIL EN VIOLENCE CONJUGALE : UNE SOLUTION POUR MON ENTREPRISE	CAVAC CÔTE-NORD	34 262 $
INTERVENTIONS FAMILIALES EN TERRITOIRE-RASSEMBLEMENT FAMILIAL HISTORIQUE 2018-2019	CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	68 205 $
GUIDE DE RETOUR À L'ÉCOLE APRÈS UN DRAME	ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES, AFPAD	67 818 $
LE SEXTAGE ET LA VIOLENCE SEXUELLE SUR LES MÉDIAS SOCIAUX : LES JEUNES SONT-ILS CONSCIENTS DES CONSÉQUENCES???	ESCALE CENTRE-VILLE (SECTEUR ST-FÉLICIEN)	25 000 $
PRÉVENIR ET CONTRER L'INTIMIDATION, MÊME CHEZ LES PERSONNES AÎNÉES, DES RÉPONSES À VOS QUESTIONS	ASSOCIATION QUÉBÉCOISES DE DÉFENSE DES DROITS DES PERSONNES RETRAITÉES ET PRÉRETRAITÉES (A.Q.D.R) INC.	29 931 $
ADAPTONS NOS PRATIQUES À LA DIVERSITÉ DES SURVIVANTES	CALACS DE L'OUEST DE L'ÎLE	74 183 $
PROJET GROUPE PILOTE DE RETOUR EN EMPLOI APRÈS UN DRAME	ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES, AFPAD	38 152 $

PROGRAMME : SOUTIEN FINANCIER À DES SERVICES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS[1]
MONTANT GLOBAL : 26 722 220 $
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : BAVAC

PROJETS FINANCÉS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE L'ABITIBIT-TÉMISCAMINGUE	1 207 810 $
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DU BAS-SAINT-LAURENT	1 525 680 $
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DU CENTRE-DU-QUÉBEC	990 620 $
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC CÔTE-NORD	1 076 070 $
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE L'ESTRIE	1 407 980 $
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE LA GASPÉSIE ET ÎLES-DE-LA-MADELEINE	742 940 $
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE LANAUDIÈRE	1 484 370 $
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DES LAURENTIDES	1 169 060 $
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE LAVAL	1 049 990 $
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE LA MAURICIE	1 474 960 $
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE LA MONTÉRÉGIE	2 077 710 $
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE MONTRÉAL**	3 513 310 $
FINANCEMENT DE BASE	ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK (CAVAC DU NUNAVIK)	854 264 $
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE L'OUTAOUAIS*	1 464 290 $
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC – RÉGION DE QUÉBEC	1 981 290 $
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	1 457 440 $
FINANCEMENT DE BASE	GOUVERNEMENT DE LA NATION CRIE (CAVAC CRI)	475 701 $
FINANCEMENT DE BASE	ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES	195 000 $
FINANCEMENT DE BASE	ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES	305 324 $
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE D'EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT	420 700 $
FINANCEMENT DE BASE	SOS VIOLENCE CONJUGALE	771 140 $
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL	765 830 $
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE DE SERVICES DE JUSTICE RÉPARATRICE	83 000 $
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE DE SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE*	177 381 $
FINANCEMENT DE BASE	ÉDUCALOI	50 000 $

*****LES SUBVENTIONS OCTROYÉES À CES ORGANISMES INCLUENT UN MONTANT PROVENANT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA POUR LA RÉALISATION DU PROJET FÉDÉRAL « ADAPTER LES SERVICES D'AIDE AUX PERSONNES VICTIMES EN FONCTION DE DIVERSES CLIENTÈLES ET VEILLER À LA MISE EN OEUVRE DE LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS DES VICTIMES ».

** LA SUBVENTION OCTROYÉE À CET ORGANISME INCLUT UN MONTANT PROVENANT DU SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE POUR LA RÉALISATION D'UN PROJET PILOTE EN LIEN AVEC LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2016-2021.

[1] LE NOM DE CE PROGRAMME CORRESPOND AU PROGRAMME DE SUBVENTION DANS LEQUEL LES SUBVENTIONS SONT INSCRITES AU PORTAIL DU SACAIS POUR LA PRODUCTION DE L'ÉTAT DE SITUATION DE L'INTERVENTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE D'ACTION COMMUNAUTAIRE. CES SUBVENTIONS SONT VERSÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 3 DU RÈGLEMENT SUR L'AIDE FINANCIÈRE.

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE
AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS
AUCUN.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE
AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES
AUCUN.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE
AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE
AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
AUCUN.

P.22 CONCERNANT LE FONDS ACCÈS JUSTICE :

A. **TOUS LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN ŒUVRE POUR L'ANNÉE 2018-2019 ET LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020;**
B. **LE COÛTS ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE FONDS POUR L'ANNÉE 2018-2019 ET LES PRÉVISIONS 2019-2020;**
C. **LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION);**
D. **LES MONTANTS RÉCOLTÉS DESTINÉS AU FONDS DEPUIS SA CRÉATION, VENTILÉS PAR ANNÉE;**
E. **LES PROJETS FINANCÉS AVEC L'ARGENT DU FONDS DEPUIS SA CRÉATION, VENTILÉS PAR ANNÉE;**
F. **LES PROJETS AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE ET LA DATE DE L'OCTROI DE L'AIDE;**
G. **LES DERNIERS PROJETS ACCEPTÉS;**
H. **LA STRUCTURE DE CE FONDS.**

FONDS ACCÈS JUSTICE

DÉPENSES TOTALES DU FAJ	13 421 633 $
DÉPENSES DU BUREAU DU FAJ	482 236 $
REVENUS DU FAJ	14 187 114 $

POUR LES PROJETS FINANCÉS EN 2018-2019, SE RÉFÉRER À LA QUESTION P.21.

P.23 CONCERNANT LE PROGRAMME DE SUBVENTION APPEL DE PROJETS – DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE (BAVAC), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALE ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2018-2019 ET POUR LES TROIS DERNIÈRE ANNÉES.

INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉES ET LE MONTANT REÇU.

CONCERNANT LES PROGRAMMES DE SÉANCES DE MÉDIATION ET D'INFORMATION (MÉDIATION FAMILIALE, MÉDIATION AUX PETITES CRÉANCES, MÉDIATION CIVILE ET COMMERCIALE, PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2018-2019 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOI CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

MONTANTS PAYÉS EN HONORAIRES AUX MÉDIATEURS POUR LES SÉANCES DE MÉDIATION ET D'INFORMATION OFFERTES EN 2018-2019

MÉDIATION FAMILIALE : 4 850 440 $

SÉANCES SUR LA PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE : 87 412 $

MÉDIATION AUX PETITES CRÉANCES : 433 145 $

NOTE : IMPORTANT DE TENIR COMPTE QUE LES DONNÉES CORRESPONDENT AUX FACTURES REÇUES AVANT LE 28 FÉVRIER 2019 POUR DES SÉANCES OFFERTES EN 2018-2019.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

PROGRAMME : PROGRAMME DE SUBVENTION POUR FAVORISER LA RECHERCHE, L'INFORMATION, LA SENSIBILISATION ET LA FORMATION EN MATIÈRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

MONTANT GLOBAL : 1 750 000 $

DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : BAVAC

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
RECHERCHE VISANT L'ÉVALUATION DU PROGRAMME À L'INTENTION DES TÉMOINS MINEURS	CAVAC DE L'OUTAOUAIS	67 150 $
FACILITER L'ACCÈS À LA JUSTICE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS QUI CONTESTENT UNE DÉCISION EN MATIÈRE D'INDEMNISATION	ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES	67 841 $
DÉVELOPPEMENT DE PRATIQUES SENSIBLES AUX TRAUMAS DE NATURE SEXUELLE DANS LE CONTEXTE DE SOINS PÉRINATAUX	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES	40 213 $
DÉVELOPPEMENT D'UN PROGRAMME DE SENSIBILISATION EN MATIÈRE D'AGRESSIONS SEXUELLES POUR JEUNES DE 6 À 11 ANS	CENTRE DE PRÉVENTION ET D'INTERVENTION POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE	53 272 $
DÉVELOPPEMENT DES PARTENARIATS AVEC LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES	CAVAC DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	14 580 $
HOMMES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE EN ENFANCES : RÉALITÉS, BESOINS ET SERVICES	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	107 000 $
PROJET À'CORPS	L'UNITÉ D'INTERVENTION MOBILE L'ANONYME INC.	96 739 $
UN MEILLEUR SOMMEIL POUR UNE MEILLEUR RÉSILIENCE : SUIVI À LONG TERME	UNIVERSITÉ LAVAL	75 192 $
LES EXPÉRIENCES DES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE DANS LES PROGRAMMES DE JUSTICE RÉPARATRICE AU QUÉBEC	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	111 134 $
CAMPAGNE DE SENSIBILISATION SUR LA LOI DU SILENCE	CALACS L'ESPOIR DES ÎLES	64 295 $
METTRE UN TERME À LA CYBERVIOLENCE POUR NOS JEUNES!	CENTRE D'EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT	91 580 $
#MOIAUSSI : AU-DELÀ D'UN MOUVEMENT	CLINIQUE JURIDIQUE JURIPOP	49 500 $
EXAMEN DE L'EFFET DES CHINES DE SOUTIEN LORS D'ENTREVUE D'ENQUÊTE AUPRÈS DES ENFANTS	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	99 867 $
RÉINTÉGRATION COMMUNAUTAIRE DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ISSUES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES VIA DES LEADERS	FÉDÉRATION DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES DE L'ESTRIE	42 866 $
J'HABITE NULLE PART (SÉRIE WEB)	ALLIANCE GASPÉSIENNE DES MAISONS D'AIDE ET D'ÉBERGEMENT	84 103 $
LES BESOINS DES VICTIMES DE JEUNES FAISANT L'OBJET D'UNE POURSUITE JUDICIAIRE	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	168 317 $

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
LA PRÉVENTION DES INCONDUITES SEXUELLES COMMISES PAR LES PROFESSIONNELS	ORDRE PROFESSIONNEL DES SEXOLOGUES DU QUÉBEC	49 750 $
KAHNAWAKE VICTIMS OF CRIME RESEARCH PROJECT	MOHAWK COUNCIL OF KAHNAWAKE	80 147 $
ÊTRE PARENT APRÈS AVOIR ÉTÉ VICTIME D'ABUS OU DE TRAUMATISMES	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES	48 903 $
POLITIQUE DE TRAVAIL EN VIOLENCE CONJUGALE : UNE SOLUTION POUR MON ENTREPRISE	CAVAC CÔTE-NORD	34 262 $
INTERVENTIONS FAMILIALES EN TERRITOIRE-RASSEMBLEMENT FAMILIAL HISTORIQUE 2018-2019	CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	68 205 $
GUIDE DE RETOUR À L'ÉCOLE APRÈS UN DRAME	ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES, AFPAD	67 818 $
LE SEXTAGE ET LA VIOLENCE SEXUELLE SUR LES MÉDIAS SOCIAUX : LES JEUNES SONT-ILS CONSCIENTS DES CONSÉQUENCES???	ESCALE CENTRE-VILLE (SECTEUR ST-FÉLICIEN)	25 000 $
PRÉVENIR ET CONTRER L'INTIMIDATION, MÊME CHEZ LES PERSONNES AÎNÉES, DES RÉPONSES À VOS QUESTIONS	ASSOCIATION QUÉBÉCOISES DE DÉFENSE DES DROITS DES PERSONNES RETRAITÉES ET PRÉRETRAITÉES (A.Q.D.R) INC.	29 931 $
ADAPTONS NOS PRATIQUES À LA DIVERSITÉ DES SURVIVANTES	CALACS DE L'OUEST DE L'ÎLE	74 183 $
PROJET GROUPE PILOTE DE RETOUR EN EMPLOI APRÈS UN DRAME	ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES, AFPAD	38 152 $

P.24 CONCERNANT LE PROGRAMME LIGNE-RESSOURCE SANS FRAIS POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2018-2019 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉES ET LE MONTANT REÇU.

MINISTÈRE

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

LE CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL A LE MANDAT DE GÉRER ET DE FOURNIR LES SERVICES DE LA LIGNE RESSOURCE PROVINCIALE SANS FRAIS POUR LES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE. LES SOMMES ALLOUÉES SONT LES SUIVANTES :

2018-2019 : 765 830 $

P.25 CONCERNANT LE PROGRAMME QUÉBÉCOIS DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE SOUS SURVEILLANCE JUDICIAIRE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2018-2019 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

MINISTÈRE

CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME QUI PARTICIPE AU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE SOUS SURVEILLANCE JUDICIAIRE ASSUME À MÊME SES BUDGETS LE FINANCEMENT DE CE PROGRAMME.

LE PROCESSUS DE RENOUVELLEMENT DE L'ENTENTE CANADA-QUÉBEC RELATIVEMENT AU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC EST EN COURS POUR LES EXERCICES 2018-2019 À 2022-2023. UN MONTANT DE 250 000 $ SERA VERSÉ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2018-2019, À LA SUITE DU RENOUVELLEMENT.

P.26 POUR 2018-2019, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2019-2020. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2019, DE SA MISE EN ŒUVRE.

MINISTÈRE

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

SOMMES INVESTIES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE

	2018-2019
CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL (RESPONSABILITÉ DES SERVICES DE LA LIGNE-RESSOURCE PROVINCIALE SANS FRAIS 24/7 POUR LES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE)	765 830 $
CENTRE D'EXPERTISE MARIE-VINCENT (FINANCEMENT ANNUEL RÉCURRENT DE CET ORGANISME, LEQUEL OFFRE DE L'AIDE AUX ENFANTS DE 12 ANS ET MOINS VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE, À LEURS PARENTS ET À LEURS PROCHES)	420 700 $
RÉSEAU DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC) (RESPONSABILITÉ FINANCIÈRE COMPLÈTE DE CHACUN DES DIX-SEPT CAVAC, LAQUELLE COMPREND L'AJOUT, AU SEIN DE CHACUN DE CEUX-CI, D'UN AGENT D'INTERVENTION SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES)	5 135 704 $[1]
SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE (SIAM) (RESPONSABILITÉ PORTANT SUR LE FINANCEMENT DES LOCAUX ET D'UNE AGENTE D'INTERVENTION)	151 198 $

NOTE 1 : CE MONTANT EST BASÉ SUR LE POURCENTAGE DE LA CLIENTÈLE DU RÉSEAU DES CAVAC, SOIT 21,44 %, TOUCHÉE PAR UNE INFRACTION À CARACTÈRE SEXUEL (12 686 PERSONNES) OU PAR DE L'EXPLOITATION SEXUELLE (156 PERSONNES), ET CE, POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2018 AU 28 FÉVRIER 2019.

POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2018-2019, LA SUBVENTION TOTALE VERSÉE AU RÉSEAU DES CAVAC EST DE 23 953 845 $.

PRINCIPALES RÉALISATIONS DANS LE CADRE DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2016 - 2021 :

LE 28 OCTOBRE 2016, LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, EN COLLABORATION AVEC LE MJQ, A LANCÉ LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES. ÉTANT EN VIGUEUR JUSQU'EN 2021, LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE COMPREND 55 NOUVELLES ACTIONS DONT LE PRINCIPAL OBJECTIF EST D'APPORTER DES SOLUTIONS NOVATRICES AUX PROBLÉMATIQUES QU'ELLE CIBLE, SOIT LES AGRESSIONS SEXUELLES ET L'EXPLOITATION SEXUELLE.

PLUS PRÉCISÉMENT, POUR LE MJQ, SON IMPLICATION EST LIÉE À LA RÉALISATION DE 10 MESURES VISANT LA BONIFICATION DES INTERVENTIONS EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES, LESQUELLES TOTALISENT LA SOMME DE 1 385 247 $.

LES MESURES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE SONT LES SUIVANTES :

1. ANALYSER LA PERTINENCE D'ABOLIR LA LISTE DES CRIMES VISÉS DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ET DE PRÉVOIR QUE LE RÉGIME D'INDEMNISATION SOIT DÉSORMAIS APPLICABLE À TOUTE PERSONNE VICTIME D'UNE INFRACTION CONTRE LA PERSONNE (EN COURS);
2. METTRE EN PLACE DES RÈGLES POUR L'OCTROI D'UNE AIDE FINANCIÈRE D'URGENCE AUX PERSONNES VICTIMES (EN COURS);
3. FORMER LES INTERVENANTS DU RÉSEAU DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC) À L'INTERVENTION SPÉCIFIQUE AUPRÈS DES TÉMOINS MINEURS (EN COURS);
4. PARFAIRE LES PROGRAMMES D'INFORMATION DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DESTINÉS AUX PERSONNES VICTIMES (EN COURS);
5. PERMETTRE L'ACCESSIBILITÉ AU TÉLÉTÉMOIGNAGE PAR L'ACQUISITION DE SYSTÈMES MOBILES DE VISIOCONFÉRENCE (TERMINÉE);
6. SENSIBILISER LES INTERVENANTS DU SYSTÈME JUDICIAIRE AUX MESURES VISANT À FACILITER LE TÉMOIGNAGE PAR LA PRODUCTION D'UN OUTIL D'INFORMATION (EN COURS);
7. DÉVELOPPER UN OUTIL DESTINÉ AUX INTERVENANTS ŒUVRANT AUPRÈS DES PERSONNES VICTIMES POUR SOUTENIR CELLES-CI DANS LEUR DÉMARCHE DE DÉNONCIATION (EN COURS);
8. METTRE EN PLACE UN PROJET-PILOTE, SUR CINQ ANS, AFIN QU'UN AGENT D'INTERVENTION CAVAC SOIT PRÉSENT AU SEIN DU SERVICE DES ENQUÊTES SPÉCIALISÉES DU SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL, PERMETTANT AINSI D'AMÉLIORER L'ACCESSIBILITÉ DES FEMMES VICTIMES D'EXPLOITATION SEXUELLE AUX SERVICES D'AIDE (EN COURS);
9. SOUTENIR DES PROJETS VISANT À PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES POUVANT ÊTRE COMMISES ENVERS LES PERSONNES LESBIENNES, GAIES, BISEXUELLES, TRANSSEXUELLES ET EN QUESTIONNEMENT (LGBTQ) (EN COURS);
10. DÉVELOPPER ET OFFRIR UNE FORMATION DESTINÉE AUX INTERVENANTES ET INTERVENANTS ŒUVRANT AUPRÈS DES PERSONNES LGBTQ VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES (EN COURS).

ENFIN, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE COLLABORE ÉGALEMENT, À TITRE DE PARTENAIRE, À LA RÉALISATION DE CERTAINES AUTRES MESURES CONTENUES DANS LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE.

ORGANISMES

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

PRINCIPALES RÉALISATIONS DANS LE CADRE DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2016 - 2021 :

LE 28 OCTOBRE 2016, LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, EN COLLABORATION AVEC LE MJQ ET LES PARTENAIRES, A LANCÉ LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES. ÉTANT EN VIGUEUR JUSQU'EN 2021, LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE COMPREND 55 NOUVELLES ACTIONS DONT LE PRINCIPAL OBJECTIF EST D'APPORTER DES SOLUTIONS NOVATRICES AUX PROBLÉMATIQUES QU'ELLE CIBLE, SOIT LES AGRESSIONS SEXUELLES ET L'EXPLOITATION SEXUELLE.

BUDGETS POUR LA STRATÉGIE

BUDGET 2018-2019	1 376 200 $

LE DPCP EST PARTENAIRE DANS LA MISE EN ŒUVRE DE CETTE STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE **DONT CINQ MESURES SONT SOUS SA RESPONSABILITÉ** ET PERMETTENT DE POURSUIVRE DIFFÉRENTS OBJECTIFS.

1. PROGRAMME DE RENCONTRES (MESURE 12):

   AFIN DE FACILITER LE PASSAGE DES VICTIMES DANS LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE, LE DPCP S'EST ENGAGÉ À ADOPTER UN PROGRAMME DE RENCONTRE ENTRE LES PROCUREURS ET LES VICTIMES POUR QU'ELLES AIENT À LEUR DISPOSITION TOUTE L'INFORMATION PERTINENTE ET UTILE À LEUR PARTICIPATION.

   À CETTE FIN, UN PROJET PILOTE EST EN COURS DANS 7 POINTS DE SERVICES DU DPCP À SAVOIR LE POINT DE SERVICE DE QUÉBEC, DE LAVAL, DE SAINT-JÉRÔME, LA COUR ITINÉRANTE DESSERVIE PAR LES PROCUREURS DE SEPT-ÎLES ET LES POINTS DE SERVICE DE SAINT-HYACINTHE, DE SAGUENAY ET, NOTAMMENT, LA CLIENTÈLE JEUNESSE DE SAINT-JÉRÔME. LE CHOIX DE CES POINTS DE SERVICES EST JUSTIFIÉ À PARTIR DE PARAMÈTRES PARTICULIERS EU ÉGARD À LA CLIENTÈLE ET AUX TERRITOIRES DESSERVIS PAR CHACUN DE CEUX-CI. L'ENSEMBLE DE CES POINTS DE SERVICES BÉNÉFICIE DE L'AJOUT D'UN PROCUREUR AFIN D'EN ASSURER LA MISE EN ŒUVRE.

   CE PROJET PERMET À LA VICTIME DE VIOLENCE SEXUELLE DE RENCONTRER SUR UNE BASE VOLONTAIRE LE PROCUREUR RESPONSABLE DE SON DOSSIER, ET CE, APRÈS L'AUTORISATION DU DOSSIER ET AVANT LE DÉBUT DU PROCÈS.

   LORS DE CETTE RENCONTRE, PLUSIEURS SUJETS ESSENTIELS SONT ABORDÉS AVEC LA VICTIME NOTAMMENT :

   - EXPLIQUER LE RÔLE ET LES RESPONSABILITÉS DU PROCUREUR AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (PROCUREUR);
   - EXPLIQUER LE DÉROULEMENT DES PROCÉDURES AINSI QUE LES MESURES PRISES POUR ASSURER LE RESPECT DE DROITS DE LA VICTIME PRÉVUS PAR LA LOI;
   - PRÉVOIR LES POSSIBILITÉS DE CONTACTER LE PROCUREUR;
   - SIGNIFIER LES ATTENTES DU PROCUREUR QUANT À LA PARTICIPATION DE LA VICTIME;
   - IDENTIFIER SES BESOINS : PRÉPARATION AU TÉMOIGNAGE, *HUIS CLOS*, PRÉSENCE D'UNE PERSONNE DE CONFIANCE LORS DE SON TÉMOIGNAGE, SÉCURITÉ, SANTÉ, HANDICAP, FRAIS DE DÉPLACEMENT, NÉCESSITÉ D'UN INTERPRÈTE, ACCOMPAGNEMENT PAR UN REPRÉSENTANT D'UN ORGANISME D'AIDE, ETC.;
   - L'INFORMER DES SERVICES D'AIDE AUX VICTIMES ET LA RÉFÉRER AU BESOIN.

   PLUSIEURS AUTRES SUJETS PEUVENT ÉGALEMENT ÊTRE ABORDÉS DE PART ET D'AUTRE À L'OCCASION DE CETTE RENCONTRE ET VISENT À PERMETTRE À LA VICTIME D'ÊTRE MIEUX INFORMÉE SUR LE DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE, DES ÉTAPES À VENIR, SUR SON RÔLE COMME TÉMOIN. LA VICTIME EST ÉGALEMENT INVITÉE À FAIRE PART DE SES CRAINTES, SES BESOINS QUANT À SA SÉCURITÉ ET SES ATTENTES QUANT À SA PARTICIPATION.

   LA MISE À JOUR EN NOVEMBRE 2018 DES DIRECTIVES DE LA DIRECTRICE A PERMIS QUE SOIT DORÉNAVANT CONSACRÉE DANS LES PRATIQUES DES PROCUREURS LA TENUE DE CETTE RENCONTRE AVEC LES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES. RÉFÉRENCES AUX DIRECTIVES AGR-1, ENF-1 ET ACC-3 PAR. 42 (RENCONTRE LORS DE REFUS D'AUTORISER).

   AINSI, IL EST DÉSORMAIS PRÉVU QUE LORSQU'UN PROCUREUR PREND LA DÉCISION DE REFUSER D'AUTORISER UNE POURSUITE, IL DOIT RENCONTRER LA PERSONNE PLAIGNANTE AFIN DE LUI EXPLIQUER LES MOTIFS AU SOUTIEN DE SA DÉCISION. IL DOIT ÉGALEMENT PRENDRE LES MESURES APPROPRIÉES POUR S'ASSURER QUE LA PERSONNE PLAIGNANTE COMPREND LES MOTIFS AU SOUTIEN DE SON REFUS D'AUTORISER.

2. CAPSULES D'INFORMATION (ACTION 15):

   POUR JOINDRE LES VICTIMES SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX, LE DPCP A PRODUIT ET DIFFUSÉ SUR SON SITE INTERNET DES CAPSULES D'INFORMATION SUR LE PROCESSUS JUDICIAIRE ET LE RÔLE DES PROCUREURS EN MATIÈRE DE CRIMES DE VIOLENCES SEXUELLES, AFIN DE DÉMYSTIFIER ET VULGARISER CERTAINS ASPECTS DU PROCESSUS JUDICIAIRE. QUATRE CAPSULES ONT ÉTÉ PUBLIÉES EN 2018, CELLES-CI TRAITAIENT DE L'ACHAT DE SERVICES SEXUELS, DE L'IMPORTANCE DU CONSENTEMENT À UNE ACTIVITÉ SEXUELLE, DE L'ÂGE DE CONSENTEMENT ET DE LA DÉFINITION DE CE QU'EST UNE AGRESSION SEXUELLE. DE PLUS, TROIS CAPSULES EN FORMAT VIDÉO ONT ÉTÉ PRODUITES SUR LE PROCESSUS JUDICIAIRE ET L'ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES EN VIOLENCES SEXUELLES, AINSI QU'AU SUJET DE LA MISE EN SERVICE DE LA LIGNE D'INFORMATION 1-877-547-DPCP (3727).

3. Formation (action 24):

Pour mieux endiguer la criminalité liée à l'exploitation sexuelle, le DPCP offre une formation spécifique à ses procureurs quant aux aspects propres à ce type de criminalité, et ce, annuellement. En 2017, le proxénétisme et la traite de personnes étaient au programme de cette formation, alors qu'en 2018 l'accent a été mis sur les crimes sexuels commis à l'égard des enfants via Internet afin que les procureurs soient mieux outillés et à la fine pointe des informations quant au traitement de ce type de dossier.

À l'été 2019, une formation spécialisée sera offerte aux procureurs portant sur les infractions d'ordres sexuels et un volet particulier de cette formation portera sur la communication claire avec les victimes.

De plus, nous avons offert aux procureurs chargés d'analyser les dossiers de plainte provenant de différents membres des communautés autochtones des formations avec le concours de l'organisme Femmes autochtones du Québec inc. De plus, une formation spécialisée sur la réalité autochtone dans un contexte de justice criminelle et sécurisation culturelle avec la collaboration de l'UQAT (Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue) a été réalisée en juin 2018 dans le cadre de l'École des poursuivants.

4. ESEI (action 28):

Pour mieux contrer l'exploitation sexuelle des jeunes et des enfants, le DPCP s'est engagé à mettre en place une structure de coordination des poursuites reliées aux crimes d'exploitation sexuelle des enfants sur Internet. À cette fin, une procureure a été dégagée à temps plein pour assurer la coordination de ces dossiers et préside les travaux d'une communauté de savoir composée de procureurs de toutes les régions de la province, afin d'assurer le partage systématique d'information et d'expertise. Cette communauté de savoir permet l'adoption des meilleures pratiques pour lutter contre cette forme de criminalité.

5. Guide du poursuivant en violence sexuelle (action 35):

Pour permettre aux procureurs d'approfondir leurs connaissances quant aux crimes formant le large spectre des violences sexuelles, un guide du poursuivant sera diffusé comme outil de références auprès des procureurs dédiés au traitement des violences sexuelles. Un comité formé de procureurs spécialisés dans les divers domaines de la violence sexuelle travaille à l'élaboration de ce guide.

Enfin, le DPCP collabore également, à titre de partenaire, à la réalisation de certaines autres mesures contenues dans la Stratégie gouvernementale.

D'autres réalisations du DPCP contribuant à prévenir et contrer les violences sexuelles :

Ligne téléphonique 1 877 547-DPCP(3727)

À ces mesures, s'ajoute celle rendue publique par le DPCP le 9 avril 2018 via un communiqué annonçant la mise en service d'une ligne téléphonique 1 877 547-DPCP destinée à renseigner les personnes victimes de violences sexuelles et les organismes d'aide concernés qui désirent obtenir des informations sur le traitement d'une plainte policière par les procureurs et l'autorisation d'une poursuite criminelle. La création de ce service vient concrétiser un engagement du DPCP présenté lors du Forum sur les agressions et le harcèlement sexuels, qui s'est tenu à Québec le 14 décembre 2017. Les utilisateurs de cette ligne reçoivent des renseignements par une équipe de procureurs expérimentés. Cette nouvelle mesure exprime la ferme volonté du DPCP d'être encore plus à l'écoute des préoccupations des victimes de violences sexuelles concernant le système judiciaire et son processus.

Statistiques : Depuis la mise en service de la ligne téléphonique, nous recevons en moyenne 2 appels par jour provenant de personnes victimes ou d'organismes d'aide.

Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale

Le 18 mars 2019, le Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale était mis sur pied. Son mandat est d'évaluer, à la lumière du parcours d'une personne victime d'une agression sexuelle ou de violence conjugale, les mesures actuelles et d'étudier celles pouvant être développées afin d'assurer un accompagnement plus soutenu susceptible de bien répondre aux réalités des personnes victimes. Le DPCP y est représenté en la personne de Me Éliane Beaulieu, procureure aux poursuites criminelles et pénales au point de services de Rimouski, Me Beaulieu possède une vaste expérience dans le traitement de ces dossiers.

P.27 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2019, DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE 2012-2023.

FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILER PAR :

A. **ACTIONS COMPLÉTÉES EN 2018-2019;**
B. **ACTIONS EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2018-2019;**
C. **ACTIONS EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2018-2019;**
D. **ACTIONS RÉÉVALUÉES/HORS DÉLAIS/IMPOSSIBLES À DÉTERMINER;**
E. **ACTIONS À VENIR EN 2019-2020;**
F. **BUDGET INVESTI JUSQU'À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.**

MINISTÈRE

- LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE SONT RESPONSABLES DE LA COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE ET D'AGRESSION SEXUELLE.
- LE QUATRIÈME PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL RATTACHÉ À LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE D'INTERVENTION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE A ÉTÉ RENDU PUBLIC LE 10 AOÛT 2018.
- UNE DOUZAINE DE MINISTÈRES ET ORGANISMES SONT RESPONSABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DES 56 ENGAGEMENTS INSCRITS DANS LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2018-2023 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE. LE NOUVEAU PLAN D'ACTION EST ORGANISÉ SELON 4 AXES, SOIT :
    - AXE 1 – PRÉVENTION, SENSIBILISATION ET INFORMATION
    - AXE 2 – DÉPISTAGE ET INTERVENTION PSYCHOSOCIALE
    - AXE 3 – INTERVENTION POLICIÈRE, JUDICIAIRE ET CORRECTIONNELLE
    - AXE 4 – PARTAGE DE L'EXPERTISE ET DÉVELOPPEMENT DES CONNAISSANCES
- PLUS PRÉCISÉMENT, AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, CE SONT 6 MESURES QUI ONT ÉTÉ IDENTIFIÉES. COORDONNÉES PAR LA DIRECTION DE L'AIDE AUX VICTIMES ET DES MESURES D'ACCESSIBILITÉ (DAVMA), LEUR MISE EN ŒUVRE AVAIT ÉTÉ ÉVALUÉE À 305 000 $ SUR 5 ANS.

A. ACTIONS COMPLÉTÉES EN 2018-2019 :

AUCUNE ACTION COMPLÉTÉE EN 2018-2019

B. ACTIONS EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2018-2019 :

MESURE	MISE EN ŒUVRE AU 31 MARS 2019	INVESTISSEMENTS 2018-2019	INVESTISSEMENTS PRÉVUS 2019-2020
SOUTENIR DES ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION À LA VIOLENCE ENTRE PARTENAIRES INTIMES CHEZ LES PERSONNES LGBT	L'APPEL DE PROJETS 2018-2019 DU PROGRAMME LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE A PERMIS LE FINANCEMENT DE DEUX PROJETS PROPOSÉS PAR DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES QUI ABORDERONT NOTAMMENT LA PROBLÉMATIQUE DE LA VIOLENCE CONJUGALE SU SEIN DES COUPLES DE MÊME SEXE.	40 000 $	À DÉTERMINER SELON LES PROJETS DÉPOSÉS
ÉTUDIER LA POSSIBILITÉ DE MODIFIER LE RÈGLEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE FAMILIALE EN Y AJOUTANT UNE OBLIGATION LÉGALE DE DIVULGUER TOUTE SITUATION OÙ UNE PARTIE FAIT L'OBJET DE CONDITIONS À L'ÉGARD DE L'AUTRE PARTIE	LES TRAVAUX SONT EN COURS AVEC LA COUR SUPÉRIEURE.	0 $	0 $

C. ACTIONS EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2018-2019

AUCUNE ACTION EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2018-2019

D. ACTIONS RÉÉVALUÉES/HORS DÉLAIS/IMPOSSIBLE À DÉTERMINER

AUCUNE ACTION RÉÉVALUÉE/HORS DÉLAIS/IMPOSSIBLE À DÉTERMINER EN 2018-2019.

E. ACTIONS À VENIR EN 2019-2020

MESURE	MISE EN ŒUVRE AU 31 MARS 2019	INVESTISSEMENTS PRÉVUS EN 2019-2020
PRODUIRE ET DIFFUSER DU MATÉRIEL DE SENSIBILISATION ET D'INFORMATION SUR LA VIOLENCE CONJUGALE POSTSÉPARATION	LA RÉALISATION DE CETTE MESURE EST PRÉVUE POUR L'ANNÉE 2019-2020.	30 000 $
FAVORISER L'ACCÈS ET LA MISE EN ŒUVRE DES ORDONNANCES DE PROTECTION EN MATIÈRE CIVILE	LA RÉALISATION DE CETTE MESURE EST PRÉVUE PRINCIPALEMENT POUR L'ANNÉE 2019-2020.	10 000 $
SENSIBILISER LES ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS DE L'ÉCOLE DU BARREAU À LA PROBLÉMATIQUE DE LA VIOLENCE CONJUGALE	LA RÉALISATION DE CETTE MESURE EST PRÉVUE POUR L'ANNÉE 2019-2020.	40 000 $
PRODUIRE ET DIFFUSER UNE TROUSSE D'INFORMATION PORTANT SUR LES DIVERS MÉCANISMES D'INTERVENTIONS CONCERTÉES VISANT À PRÉVENIR LES RISQUES D'HOMICIDES INTRAFAMILIAUX	LA RÉALISATION DE CETTE MESURE EST PRÉVUE POUR L'ANNÉE 2019-2020.	50 000 $

F. BUDGET INVESTI JUSQU'À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION

MESURE	INVESTISSEMENTS 2018-2019
PRODUIRE ET DIFFUSER DU MATÉRIEL DE SENSIBILISATION ET D'INFORMATION SUR LA VIOLENCE CONJUGALE POSTSÉPARATION	0 $
FAVORISER L'ACCÈS ET LA MISE EN ŒUVRE DES ORDONNANCES DE PROTECTION EN MATIÈRE CIVILE	0 $
SENSIBILISER LES ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS DE L'ÉCOLE DU BARREAU À LA PROBLÉMATIQUE DE LA VIOLENCE CONJUGALE	0 $
ÉTUDIER LA POSSIBILITÉ DE MODIFIER LE RÈGLEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE FAMILIALE EN Y AJOUTANT UNE OBLIGATION LÉGALE DE DIVULGUER TOUTE SITUATION OÙ UNE PARTIE FAIT L'OBJET DE CONDITIONS À L'ÉGARD DE L'AUTRE PARTIE	0 $
PRODUIRE ET DIFFUSER UNE TROUSSE D'INFORMATION PORTANT SUR LES DIVERS MÉCANISMES D'INTERVENTIONS CONCERTÉES VISANT À PRÉVENIR LES RISQUES D'HOMICIDES INTRAFAMILIAUX	0 $
SOUTENIR DES ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION À LA VIOLENCE ENTRE PARTENAIRES INTIMES CHEZ LES PERSONNES LGBT	40 000 $

P.28 NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2019, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION, LES DIFFÉRENTES CHAMBRES, AINSI QUE LE SEXE DES JUGES. INDIQUER LE NOMBRE DE JUGES EN CONGÉ MALADIE, EN INDIQUANT LA DATE DE RETOUR PRÉVUE, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, EN INDIQUANT LA DATE DE LIBÉRATION DU POSTE.

MINISTÈRE

COUR DU QUÉBEC (MAGISTRATURE)
NOMBRE DE JUGES – PAR RÉGION
AU 31 MARS 2019

RÉGION	JUGE PUÎNÉ				JUGE SUPPLÉANT		TOTAL
	H	F	POSTES VACANTS*	DATE DE LIBÉRATION DU POSTE	H	F	
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	5	5			1	1	12
ESTRIE	7	11			2		20
LAVAL-LAURENTIDES-LANAUDIÈRE-LABELLE	23	20	1	2019-01-04	10	2	56
MAURICIE-BOIS-FRANCS	10	3			2		15
OUTAOUAIS	10	5			3	2	20
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	6	4			2	1	13
MONTRÉAL	46	50	1	2019-03-01	13	9	119
MONTÉRÉGIE	23	17	1	2018-11-09	6	4	51
QUÉBEC-CHAUDIÈRE-APPALACHES	22	19			8	2	51
BAS-ST-LAURENT-CÔTE-NORD-IDLM	7	10			5		22
TOTAL	**159**	**144**	**3**		**52**	**21**	**379**

*LES POSTES VACANTS FONT L'OBJET DE CONCOURS.

JUGE EN CONGÉ DE MALADIE LONGUE DURÉE AU 31 MARS 2019 : 3 JUGES EN ABSENCE MALADIE LONGUE DURÉE.

REPRÉSENTATION FÉMININE ET MASCULINE DANS LA MAGISTRATURE AU 31 MARS 2019

COUR DU QUÉBEC	H	F	TOTAL
CHAMBRE DE LA JEUNESSE	22	36	58
CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE	47	39	86
CHAMBRE CIVILE	32	29	61
JURIDICTION MIXTE	58	39	97
JUGE RESPONSABLE DES COURS MUNICIPALES		1	1
TOTAL	**159**	**144**	**303**

P.29 VENTILATION DES BUDGETS 2018-2019 ALLOUÉS À LA MAGISTRATURE SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC POUR LE PERFECTIONNEMENT DES JUGES, LES CONGRÈS ET LES COLLOQUES INCLUANT LES BUDGETS SUPPLÉMENTAIRES QUI AURAIENT PU ÊTRE ACCORDÉS.

MINISTÈRE

POUR L'ANNÉE 2018-2019, UN BUDGET TOTAL DE 1 355 500 $ A ÉTÉ ALLOUÉ POUR LE PERFECTIONNEMENT DES JUGES QUI SONT SOUS LA JURIDICTION DU CONSEIL DE LA MAGISTRATURE DU QUÉBEC (JUGES ET JUGES DE PAIX DE LA COUR DU QUÉBEC ET JUGES MUNICIPAUX).

P.30 DEPUIS LE 1ER AVRIL 2018, ET POUR CHACUNE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, INDIQUER LE NOMBRE DE NOMINATIONS, PAR RÉGION, PAR CHAMBRE, PAR MOIS, À DES POSTES DE JUGE ET JUGE DE PAIX, AINSI QUE LE NOM DES PERSONNES NOMMÉES.

MINISTÈRE

COUR DU QUÉBEC

NOMINATIONS DU 1ER AVRIL 2018 AU 31 MARS 2019 COMME JUGES À LA COUR DU QUÉBEC

NOMS	RÉGION	CHAMBRE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
ARTEAU-GAUTHIER, FRANÇOIS	MONTÉRÉGIE	JEUNESSE	2018-07-04
BÉNARD, FRÉDÉRIC	LAVAL – LAURENTIDES – LANAUDIÈRE - LABELLE	CRIMINELLE ET PÉNALE ET JEUNESSE	2018-11-08
CHARRETTE, LOUIS	QUÉBEC – CHAUDIÈRE-APPALACHES	JEUNESSE	2018-05-10
COTÉ, ÉRIC	LAVAL – LAURENTIDES – LANAUDIÈRE - LABELLE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2019-02-28
DAVIGNON, STÉPHANE	MONTRÉAL	CIVILE	2018-06-07
GAGNON, RACHEL	QUÉBEC – CHAUDIÈRE-APPALACHES	CRIMINELLE ET PÉNALE	2018-05-10
GAGNON, JOHANNE	LAVAL – LAURENTIDES – LANAUDIÈRE - LABELLE	CIVILE	2018-08-16
GALIATSATOS, DIONISIOS	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2018-08-16
GARIÉPY, BENOÎT	MONTÉRÉGIE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2018-08-16
GAUTHIER, KATHLYN	LAVAL – LAURENTIDES – LANAUDIÈRE - LABELLE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2018-08-16
HAMEL, ROBERT	MONTRÉAL	JEUNESSE	2018-12-06
HUPPÉ, LUC	MONTRÉAL	CIVILE	2018-06-07
LAVOIE, NATHALIE	QUÉBEC – CHAUDIÈRE-APPALACHES	JEUNESSE	2018-05-10
LÉVESQUE, LOUISE	QUÉBEC – CHAUDIÈRE-APPALACHES	CIVILE	2019-02-14
MARCIL, ALEXANDRA	OUTAOUAIS	CRIMINELLE ET PÉNALE	2018-05-10
MASTRO MATTEO, SONIA	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2018-08-16
MEREDITH, RICHARD	OUTAOUAIS	CRIMINELLE ET PÉNALE	2018-05-10
NOËL, JEAN-FRANÇOIS	OUTAOUAIS	JEUNESSE	2018-05-10
PILON, DANY	LAVAL – LAURENTIDES – LANAUDIÈRE - LABELLE	JEUNESSE	2018-06-07
TASCHEREAU, CHARLES	QUÉBEC – CHAUDIÈRE-APPALACHES	CIVILE	2019-02-14
TREMBLAY, STÉPHANE D.	OUTAOUAIS	CIVILE	2018-12-06
TRUDEL, ANNIE	QUÉBEC – CHAUDIÈRE-APPALACHES	CRIMINELLE ET PÉNALE	2018-05-10

NOMINATIONS DU 1ER AVRIL 2018 AU 31 MARS 2019 COMME JUGES DE PAIX MAGISTRATS À LA COUR DU QUÉBEC

NOMS	RÉGION	CHAMBRE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
BEAULIEU, MARIE-FRANCE	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE – NORD-DU-QUÉBEC	CRIMINELLE ET PÉNALE	2018-07-04
CYR, SONIA	BAS-SAINT-LAURENT – CÔTE-NORD – GASPÉSIE – ÎLES-DE-LA-MADELEINE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2019-02-28
TURCOT, FANNIE	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2018-08-16

P.31 NOMBRE, NATURE ET RÉSULTATS DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE EN 2018-2019 ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX AVEC BRÈVE EXPLICATION SUR LA NATURE DE CHAQUE AFFAIRE ET SON CHEMINEMENT DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE, ET CE, POUR CHACUNE DES ANNÉES.

MINISTÈRE

NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES EN 2018-2019

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
PLAINTES EN DÉONTOLOGIE À L'ÉGARD DE JUGES	92

RÉSULTAT DES PLAINTES TRAITÉES EN 2018-2019

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
PLAINTES EN DÉONTOLOGIE À L'ÉGARD DE JUGES	92
• NON FONDÉES	51
• RETENUES POUR EXAMEN	30
• RETENUES POUR ENQUÊTE	2
• EN COURS D'ÉTUDE	9

CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX EN 2018-2019

AUCUN.

P.32 **POUR 2018-2019, VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS OU PRIMES ACCORDÉES AUX JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC QUI EXERCENT DES FONCTIONS DE GESTION, DE MÊME QUE TOUTE AUGMENTATION DES COMPTES DE DÉPENSES ET DES DÉBOURSÉS DE FONCTION DE CES DERNIERS. DÉTAIL SUR LE POURCENTAGE DES SALAIRES QUE REPRÉSENTENT CES AUGMENTATIONS OU PRIMES.**

MINISTÈRE

JUGES EN SITUATION DE GESTION (RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE)	1ER JUILLET 2018
JUGE EN CHEF	30 542,16 $
JUGE EN CHEF ASSOCIÉ	27 996,98 $
JUGES EN CHEF ADJOINTS	22 906,62 $
JUGES COORDONATEURS	20 361,44 $
JUGES COORDONNATEURS ADJOINTS	15 271,08 $
JUGE RESPONSABLE DES ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT DES JUGES DES COURS MUNICIPALES	15 271,08 $
JUGE RESPONSABLE DU PERFECTIONNEMENT DES JUGES	15 271,08 $

JUGES EN SITUATION DE GESTION (FRAIS DE FONCTION)	1ER JUILLET 2018
JUGE EN CHEF	12 000,00 $
JUGE EN CHEF ASSOCIÉ	11 000,00 $
JUGES EN CHEF ADJOINTS	9 000,00 $
JUGES COORDONATEURS	6 000,00 $
JUGES COORDONNATEURS ADJOINTS	5 000,00 $
JUGE RESPONSABLE DES ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT DES JUGES DES COURS MUNICIPALES	6 000,00 $
JUGE RESPONSABLE DU PERFECTIONNEMENT DES JUGES	6 000,00 $

P.33 MANDATS ACCORDÉS À DES AVOCATS POUR REPRÉSENTER DES JUGES, DEPUIS LE 1ER AVRIL 2018 :

A. TAUX HORAIRE ACCORDÉ POUR CES MANDATS, MONTANT TOTAL VERSÉ À CE JOUR;
B. MONTANT ACCORDÉ À CHAQUE AVOCAT AVEC LE NOM DE SON CABINET, ÉTUDE OU SOCIÉTÉ;
C. LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
D. INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION AVEC NOTATION QUI A AUTORISÉ LA PROLONGATION.

MINISTÈRE

LÉGENDE

TAUX RÉGLEMENTAIRE : TAUX SUIVANT LE *TARIF D'HONORAIRES POUR SERVICES PROFESSIONNELS FOURNIS AU GOUVERNEMENT PAR DES AVOCATS OU DES NOTAIRES* (C-65.1, R.11) POUR LES MANDATS AUTORISÉS JUSQU'AU 12 SEPTEMBRE 2018 INCLUSIVEMENT ET LE *RÈGLEMENT SUR LES HONORAIRES RELATIFS À CERTAINS SERVICES JURIDIQUES RENDUS À DES ORGANISMES DU GOUVERNEMENT* (C-65.1, R. 7.3) POUR LES MANDATS AUTORISÉS À PARTIR DU 13 SEPTEMBRE 2018.

TAUX DÉROGATOIRE : TAUX QUI A FAIT L'OBJET D'UNE DEMANDE DE DÉROGATION AU CONSEIL DU TRÉSOR CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 6. 2) B) DU *TARIF D'HONORAIRES POUR SERVICES PROFESSIONNELS FOURNIS AU GOUVERNEMENT PAR DES AVOCATS OU DES NOTAIRES* (C-65.1, R.11).

H TAUX HORAIRE
1 MANDAT AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE
2 MANDAT QUI FAIT L'OBJET D'UNE DEMANDE QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE ET QUI EST EN CHEMINEMENT POUR OBTENIR UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR
3 MANDAT HORS QUÉBEC

MANDATS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS - AUCUNE RENONCIATION PARTIELLE AU SECRET PROFESSIONNELLE N'A ÉTÉ OBTENUE DANS LES DOSSIERS

AFIN DE RESPECTER LE SECRET PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DE LA GESTION DES FONDS PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS AVEC LE TOTAL DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS AUTORISÉS DANS CE SECTEUR.

NOM DU MANDATAIRE	CABINET	TAUX HORAIRE	OBJET
BATTISTA, GIUSEPPE	BATTISTA TURCOT ISRAEL CORBO, S.E.N.C.	180 $/H[1]	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTE PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE
BATTISTA, GIUSEPPE	BATTISTA TURCOT ISRAEL CORBO, S.E.N.C.	300 $/H	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTE PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE
GILBERT, ANNIE	POUDRIER, BRADET AVOCATS S.E.N.C.	250 $/H	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTE PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE
MAGEAU, CLAUDE	CAIN LAMARRE, S.E.N.C.R.L.	180 $/H[1]	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTE PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE
SOUCY, PIERRE	LAMBERT THERRIEN S.E.N.C.	180 $/H[1]	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTE PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE

NOM DU MANDATAIRE	CABINET	TAUX HORAIRE	OBJET	
SOUCY, PIERRE	LAMBERT THERRIEN S.E.N.C.	180 $/H[1]	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTE PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE	
VERNER, MATTHIEU	NOËL ET ASSOCIÉS, S.E.N.C.R.L.	180 $/H[1 ET 3]	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE DANS LE CADRE D'UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE	
			TOTAL DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS	48 248,50 $

AUCUN MANDAT N'A FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION.

P.34 VENTILATION DES BUDGETS EN 2018-2019 ALLOUÉS À LA MAGISTRATURE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC POUR L'ACHAT ET L'INSTALLATION DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES, ÉLECTRONIQUES ET TÉLÉPHONIQUES. INDIQUER LE NOMBRE DE NOUVEAUX APPAREILS POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, SELON CHACUNE DES RÉGIONS.

MINISTÈRE

TYPE D'ÉQUIPEMENT	COUR D'APPEL	COUR SUPÉRIEURE	COUR DU QUÉBEC
ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES	36 670,28 $	67 275,82 $	104 622,13 $
TÉLÉPHONIE	0,00 $	30,00 $	2 998,00 $
DICTAPHONE	1 647,00 $	4 423,64 $	5 297,49 $

P.35 POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, CONCERNANT 2018-2019, FOURNIR :

A. **LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION;**
B. **LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ, EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION;**
C. **LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION.**

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION

- **LISTE DES MEMBRES À TEMPS PLEIN**

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL	SECTION
JACQUES BOULANGER	166 578$	PRÉSIDENCE
STÉPHAN F. DULUDE	157 045$	PRÉSIDENCE
GISÈLE LACASSE	166 578$	PRÉSIDENCE
NATALIE LEJEUNE	206 090$	PRÉSIDENCE

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL	SECTION
CHAHÉ-PHILIPPE ARSLANIAN	DM04	SAS
CAROLE BEAULIEU	DM04	SAS
BENOIT BOISSY	DM04 (MEMBRE MÉDECIN)	SAS
NATALIE BIBEAU	DM04	SAS
SONIA BOISCLAIR	DM04	SAS
JOSÉE CARON	DM04 (MEMBRE MÉDECIN)	SAS
PRESHA BOTTINO	DM04	SAS
DIANE BOUCHARD	DM04	SAS
SYLVAIN BOURASSA	DM04	SAS
ISABELLE BOURDAGES	DM04	SAS
RICHARD BOURGAULT	DM04	SAS
ALEXANDRE CRICH	DM04 (MEMBRE MÉDECIN)	SAS
STÉPHANIE CHARETTE	DM04	SAS
CHRISTINE CÔTÉ	DM04	SAS
SONIA COUTURE	DM04	SAS
CLAUDIA DAO	DM04	SAS
JEAN-ROSEMOND DIEUDONNÉ	DM04	SAS
JEAN-MARC DUFOUR	DM04	SAS
GILLES FONTAINE	DM04	SAS
ODETTE GAGNÉ	DM04	SAS
KATHYA GAGNON	DM04	SAS
MARIE ANNIK GAGNON	DM04	SAS
SONIA GILBERT	DM04	SAS
SANDRA GILL	DM04	SAS
CAROLINE GONTHIER	DM04	SAS
HÉLÈNE GOUIN	DM04	SAS
PAULO GOUVEIA	DM04	SAS

Prénom et Nom	Traitement annuel	Section
Louise Hamel	DM04 (membre médecin)	SAS
Mélissa Houle	DM04	SAS
Daniel Lagueux	DM04	SAS
François Landry	DM04	SAS
Michel Laporte	DM04	SAS
Pierre R. Latulippe	DM04	SAS
Lucie Le François	DM04	SAS
Yvan Le Moyne	DM04	SAS
Carl Leclerc	DM04	SAS
Guy Lefrançois	DM04	SAS
Virginie Massé	DM04	SAS
David Perron	DM04	SAS
Natacha Pierre	DM04	SAS
Yolande Pilette-Kane	DM04	SAS
Annick Poirier	DM04	SAS
Michèle Randoin	DM04 (membre médecin)	SAS
Michel Rivard	DM04	SAS
Sylvain L. Roy	DM04	SAS
Denis Sauvé	DM04	SAS
Solange Tardy	DM04 (membre médecin)	SAS
Michel Waechter	DM04	SAS

Prénom et Nom	Traitement annuel	Section
Joseph Anglade	DM04	CETM
Dominique Audet	DM04	CETM
Carol Bouchard	DM04	CETM
Robert Borduas	DM04	CETM
Pierre Caux	DM04	CETM
Mario Évangéliste	DM04	CETM
Judith Lauzon	DM04	CETM
Martine Lavoie	DM04	CETM
Éric Morissette	DM04	CETM
Gertrude Rochelin	DM04	CETM
Médard Saucier	DM04	CETM
Claude Turpin	DM04	CETM

Prénom et Nom	Traitement annuel	Section
Matthieu Beaudoin	DM04	SAI
Mario Bouchard	DM04	SAI
Sébastien Caron	DM04	SAI
Marie Charest	DM04	SAI
Réal Collin	DM04	SAI
Daniel Côté	DM04	SAI
Hélène de Kovachich	DM04	SAI
Jacqueline Francoeur	DM04	SAI
Guy Gagnon	DM04	SAI
Charles Gosselin	DM04	SAI
Clément Goulet	DM04	SAI
Manon Goyer	DM04	SAI
Steven Lavoie	DM04	SAI
Véronique Pelletier	DM04	SAI
Josée Proulx	DM04	SAI
Robert Sanche	DM04	SAI
Pierre Séguin	DM04	SAI

Prénom et Nom	Traitement annuel	Section
Louis A. Cormier	DM04	SAE
Annick Guérard-Kerhulu	DM04	SAE
Pierre Lanthier	DM04	SAE
Odette Laverdière	DM04	SAE
Gilles Reny	DM04	SAE

Prénom et Nom	Traitement annuel	Section
François Boutin	DM04	STE
Suzanne Lévesque	DM04	STE
Pascal Sarrazin	DM04	STE
Mario St-Pierre	DM04	STE

- **LISTE DES MEMBRES À TEMPS PARTIEL**

Prénom et Nom	Section
Jocelyn Carpentier	SAS
Élizabeth Czyziw	SAS
Pierre Deslandes	SAS
François Gauthier	SAS
Denis Gravel	SAS
Bruno L'heureux	SAS
Jacques Ramsay	SAS
Gilles Thériault	SAS
Jacques Bergeron	SAS
Louise Nolet	SAS

Prénom et Nom	Section
Louise M. Blain	CETM
Chantal Caron	CETM
Gérard Cournoyer	CETM
Marcel Courtemanche	CETM
Yvon Garneau	CETM
Karine Goulet	CETM
Pierre Guay	CETM
Jacques Labrie	CETM
Jean-François Lacerte	CETM
Lionel Lambert	CETM
Hélène Le Blanc	CETM
Jean Robert Leroux	CETM
Louise Maltais	CETM
Philippe Nobécourt	CETM
Yves Quenneville	CETM
Marie-Luce Quintal	CETM
Pierre Rouillard	CETM
Pierre Tétreault	CETM
André Villeneuve	CETM

Prénom et Nom	Section
Jacques Forgues	SAI

B. **Personne qui ont vu leur mandat renouvelé, leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération**

Nom	Prénom	Qualité requise par la loi	Affectation	Mandat initial	Date effet décret renouv.	Mandat fin	Rémunération
Depuis l'amendement apporté à la Loi sur la justice administrative (projet de loi 103), les membres sont, depuis le 1er janvier 2006, nommés selon bonne conduite.							

C. **Personnes nommées, leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération**

Nom	Prénom	Qualité requise par la loi	Affectation	Mandat initial	Date effet décret renouv.	Mandat fin	Rémunération
Beaudoin	Matthieu	Évaluateur-agréé	SAI	2018-04-30			DM04
Bergeron	Jacques	Médecin	SAS	2018-04-30			-
Boisclair	Sonia	Avocat	SAS	2019-02-11			DM04
Charette	Stéphanie	Avocat	SAS	2018-04-30			DM04
Deslandes	Pierre	Médecin	SAS	2018-04-30			-
Dieudonné	Jean-Rosemond	Travailleur social	SAS	2018-08-27			DM04
Francoeur	Jacqueline	Évaluateur-agréé	SAI	2019-02-18			DM04
Garneau	Yvon	Psychiatre	CETM	2018-08-15			-
Gravel	Denis	Médecin	SAS	2018-04-30			-

Nom	Prénom	Qualité requise par la loi	Affectation	Mandat initial	Date effet décret renouv.	Mandat fin	Rémunération
Guay	Pierre	Psychiatre	CETM	2019-01-29			-
Ramsay	Jacques	Médecin	SAS	2018-08-15			-
Roy	Sylvain L.	Avocat	SAS	2019-02-11			DM04
Sarrazin	Pascal	Urbaniste	STE	2018-04-30			DM04

P.36 POUR 2018-2019, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES SECTIONS DU TRIBUNAL, INDIQUER :

A. **LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT, DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;**
B. **LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT TOTAL DES DOSSIERS FERMÉS;**
C. **LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES;**
D. **LES DOSSIERS EN ATTENTE D'ÊTRE FIXÉS;**
E. **LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS;**
F. **LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS ET DE QUELLE FAÇON (SUR ACCORD, PAR DÉSISTEMENT, RÈGLEMENT SANS DÉCISION, ETC.)**

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. **LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION**

1. DÉLAI MOYEN DE RÉCEPTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF* (EN JOUR)

SECTION/MATIÈRE(S)	DU 1ER AVRIL 2018 AU 28 FÉVRIER 2019
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	19
IMMIGRATION	16
INDEMNISATIONS DIVERSES **	51
RÉGIME DE RENTES	26
SÉCURITÉ DU REVENU	46
SERVICE DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	37
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE ET AUTRES RECOURS IMMOBILIERS	20
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	26
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	69

* LE DÉLAI EST CALCULÉ À PARTIR DE LA DATE DE L'ENVOI DE LA CORRESPONDANCE À LA PARTIE INTIMÉE JUSQU'À LA DATE DE RÉCEPTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF. ON SOUSTRAIT ENSUITE CINQ JOURS POUR LE DÉLAI DU COURRIER.

** COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

2. DÉLAI MOYEN DE LA PREMIÈRE SÉANCE DE CONCILIATION FIXÉE DANS LA VIE DU DOSSIER* (EN MOIS)

SECTION/MATIÈRE(S)	DU 1ER AVRIL 2018 AU 28 FÉVRIER 2019
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	4,3
IMMIGRATION	-
INDEMNISATIONS DIVERSES**	5,7
RÉGIME DES RENTES	7,9
SÉCURITÉ DU REVENU	9,1
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	2,6
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE ET AUTRES RECOURS IMMOBILIERS	1,9
EXPROPRIATION	2,8
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	3,7
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	1,2

* LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DE L'INSCRIPTION À LA CONCILIATION OU DE L'ACCEPTATION DE L'OFFRE DE CONCILIATION JUSQU'À LA DATE DE LA PREMIÈRE SÉANCE DE CONCILIATION FIXÉE DANS LA VIE DU DOSSIER.

** COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

3. DÉLAI MOYEN DES DOSSIERS FERMÉS EN CONCILIATION* (EN MOIS)

SECTION/MATIÈRE(S)	DU 1ER AVRIL 2018 AU 28 FÉVRIER 2019
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	9,4
IMMIGRATION	-
INDEMNISATIONS DIVERSES**	16,3
RÉGIME DES RENTES	13,3
SÉCURITÉ DU REVENU	10,0
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	0,1
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE ET AUTRES RECOURS IMMOBILIERS	0,1
EXPROPRIATION	8,5
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	-
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	2,4

* LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DE L'INSCRIPTION À LA CONCILIATION OU DE L'ACCEPTATION DE L'OFFRE DE CONCILIATION JUSQU'À LA DATE DE LA FERMETURE DU DOSSIER EN CONCILIATION.

** COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

4. DÉLAI MOYEN DE LA PREMIÈRE AUDIENCE FIXÉE* (EN MOIS)

SECTION/MATIÈRE(S)	DU 1ER AVRIL 2018 AU 28 FÉVRIER 2019
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	26,8
IMMIGRATION	4,2
INDEMNISATIONS DIVERSES **	25,0
RÉGIME DES RENTES	16,6
SÉCURITÉ DU REVENU	17,0
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	8,4
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE ET AUTRES RECOURS IMMOBILIERS	14,4
EXPROPRIATION ***	45,2
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	11,8
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	13,8

* LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF JUSQU'À LA DATE DE LA PREMIÈRE AUDIENCE FIXÉE.

** COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

*** EN MATIÈRE D'EXPROPRIATION, LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DU DÉPÔT DE L'« OFFRE DÉTAILLÉE » (DATE CONSIDÉRÉE COMME ÉTANT CELLE DE L'OUVERTURE DU DOSSIER) JUSQU'À LA DATE DE LA PREMIÈRE AUDIENCE FIXÉE.

5. DÉLAI MOYEN DU DÉLIBÉRÉ POUR LES DOSSIERS FERMÉS* (EN JOURS)

SECTION/MATIÈRE(S)	DU 1ER AVRIL 2018 AU 28 FÉVRIER 2019
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	65
IMMIGRATION	41
INDEMNISATIONS DIVERSES**	64
RÉGIME DES RENTES	59
SÉCURITÉ DU REVENU	56
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	52
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE ET AUTRES RECOURS IMMOBILIERS	36
EXPROPRIATION	50
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	59
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	64

* LE DÉLAI EST CALCULÉ À PARTIR DE LA DATE DU DÉBUT DU DÉLIBÉRÉ (QUI CORRESPOND EN GÉNÉRAL AVEC LA DATE DE L'AUDIENCE TENUE) JUSQU'À LA DATE DE LA DÉCISION RENDUE.

** COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

B. **LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DOSSIERS FERMÉS**

DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT POUR LES DOSSIERS FERMÉS* (EN MOIS)

SECTION/MATIÈRE(S)	DU 1ER AVRIL 2018 AU 28 FÉVRIER 2019
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	27,6
IMMIGRATION	6,4
INDEMNISATIONS DIVERSES **	36,7
RÉGIME DES RENTES	22,1
SÉCURITÉ DU REVENU	15,5
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	12,1
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE ET AUTRES RECOURS IMMOBILIERS	19,9
EXPROPRIATION ***	53,1
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	15,2
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	17,5

* LE DÉLAI EST CALCULÉ À PARTIR DE LA DATE DE RÉCEPTION DU RECOURS DE LA PART DU REQUÉRANT (OU À PARTIR DE LA DATE DE LA PREMIÈRE OFFRE OU RÉCLAMATION DÉTAILLÉE DANS LE CAS D'UNE EXPROPRIATION) JUSQU'À LA DATE DE LA FERMETURE DU DOSSIER.

** COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

*** EN MATIÈRE D'EXPROPRIATION, LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE L'« OFFRE DÉTAILLÉE » (DATE CONSIDÉRÉE COMME ÉTANT CELLE DE L'OUVERTURE DU DOSSIER) JUSQU'À LA DATE À LAQUELLE LE DOSSIER A ÉTÉ FERMÉ À LA SUITE D'UNE DÉCISION, D'UN RÈGLEMENT, D'UN DÉSISTEMENT OU D'UNE CONCILIATION.

C. **LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES :**

LES STATISTIQUES SUR LES DOSSIERS TRAITÉS NE SONT DISPONIBLES QUE PAR SECTION OU MATIÈRE ET NON POUR CHACUN DES MEMBRES DU TRIBUNAL.

D. **LES DOSSIERS EN ATTENTE D'ÊTRE FIXÉS**

SECTION/MATIÈRE(S)	DU 1ER AVRIL 2018 AU 28 FÉVRIER 2019
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	3 307
IMMIGRATION	23
INDEMNISATIONS DIVERSES **	503
RÉGIME DES RENTES	354
SÉCURITÉ DU REVENU	2 286
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	385
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE ET AUTRES RECOURS IMMOBILIERS	929
EXPROPRIATION	418
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	27
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	104
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	8 336

* SOURCE : STATDD_010

** COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

E. **LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS**

SECTION/MATIÈRE(S)	DU 1ER AVRIL 2018 AU 28 FÉVRIER 2019
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	2 891
IMMIGRATION	57
INDEMNISATIONS DIVERSES **	371
RÉGIME DES RENTES	404
SÉCURITÉ DU REVENU	2 847
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	560
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE ET AUTRES RECOURS IMMOBILIERS	607
EXPROPRIATION	111
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	70
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	119
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	8 037

* COMPREND LES DOSSIERS OUVERTS ET ROUVERTS

** COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

F. **LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS ET DE QUELLE FAÇON (SUR ACCORD, PAR DÉSISTEMENT, RÈGLEMENT SANS DÉCISION, ETC.)**

1. DOSSIERS FERMÉS PAR DÉCISION

SECTION/MATIÈRE(S)	DU 1ER AVRIL 2018 AU 28 FÉVRIER 2019
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	1 095
IMMIGRATION	9
INDEMNISATIONS DIVERSES *	282
RÉGIME DES RENTES	352
SÉCURITÉ DU REVENU	1 388
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	307
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE ET AUTRES RECOURS IMMOBILIERS	712
EXPROPRIATION	34
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	59
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	99
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	4 337

* COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

2. DOSSIERS FERMÉS PAR ACCORD À LA SUITE D'UNE CONCILIATION

SECTION/MATIÈRE(S)	DU 1ER AVRIL 2018 AU 28 FÉVRIER 2019
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	552
IMMIGRATION	0
INDEMNISATIONS DIVERSES *	83
RÉGIME DES RENTES	40
SÉCURITÉ DU REVENU	1 114
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	2
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE ET AUTRES RECOURS IMMOBILIERS	2
EXPROPRIATION	28
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	0
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	1
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	1 822

* COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

3. Dossiers fermés par désistement

Section/Matière(s)	Du 1er avril 2018 au 28 février 2019
Section des affaires sociales	
Assurance automobile	420
Immigration	16
Indemnisations diverses *	82
Régime des rentes	96
Sécurité du revenu	565
Services de santé et services sociaux	231
Section des affaires immobilières	
Fiscalité municipale et autres recours immobiliers	331
Expropriation	0
Section des affaires économiques	
	60
Section du territoire et de l'environnement	
	59
Total tribunal (excluant la Division de la Santé mentale)	
	1 860

* Comprend les indemnisations pour les victimes d'actes criminels, les indemnisations autres et celles des accidentés du travail.

4. Dossiers fermés – autres motifs*

Section/Matière(s)	Du 1er avril 2018 au 28 février 2019
Section des affaires sociales	
Assurance automobile	907
Immigration	1
Indemnisations diverses **	94
Régime des rentes	16
Sécurité du revenu	65
Services de santé et services sociaux	33
Section des affaires immobilières	
Fiscalité municipale et autres recours immobiliers	2
Expropriation	124
Section des affaires économiques	
	2
Section du territoire et de l'environnement	
	6
Total tribunal (excluant la Division de la Santé mentale)	
	1 250

* Comprend principalement les dossiers fermés à la suite d'un règlement hors tribunal ou d'un avis de fin de litige
** Comprend les indemnisations pour les victimes d'actes criminels, les indemnisations autres et celles des accidentés du travail.

5. TOTAL DES DOSSIERS FERMÉS

SECTION/MATIÈRE(S)	DU 1ER AVRIL 2018 AU 28 FÉVRIER 2019
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	2 974
IMMIGRATION	26
INDEMNISATIONS DIVERSES *	541
RÉGIME DES RENTES	504
SÉCURITÉ DU REVENU	3 132
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	573
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE ET AUTRES RECOURS IMMOBILIERS	1 047
EXPROPRIATION	186
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	121
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	165
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	9 269

* COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

P.37 POUR 2018-2019, BILAN DES ACTIVITÉS DE CONCILIATION AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF :

A. **NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES;**
B. **NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS;**
C. **NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT.**

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES :

TOUTES LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC.

B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS :

CONCILIATION	DU 1ER AVRIL 2018 AU 28 FÉVRIER 2019
DOSSIERS TRAITÉS	3 721

C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT

CONCILIATION	DU 1ER AVRIL 2018 AU 28 FÉVRIER 2019
ACCORDS	1 822
DÉSISTEMENTS	160
TOTAL	**1 982**

P.38 POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER :

A. **LE NOMBRE TOTAL DE JUGES, EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DU MANDAT;**
B. **LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, INCLUANT LA DATE.**

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. **LE NOMBRE TOTAL DE JUGES EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN**

À TEMPS PLEIN

NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
ANGLADE	JOSEPH	CETM	1997-02-10
ARSLANIAN	CHAHÉ-PHILIPPE	SAS	1994-07-20
AUDET	DOMINIQUE	CETM	1998-03-09
BEAUDOIN	MATTHIEU	SAI	2018-04-30
BEAULIEU	CAROLE	SAS	2016-07-18
BIBEAU	NATALIE	SAS	2014-02-17
BOISCLAIR	SONIA	SAS	2019-02-11
BOISSY	BENOIT	SAS	2009-04-14
BORDUAS	ROBERT	CETM	2008-10-14
BOTTINO	PRESHA	SAS	2006-04-24
BOUCHARD	MARIO	SAI	2008-03-25
BOUCHARD	DIANE	SAS	2012-06-04
BOUCHARD	CAROL	CETM	2014-02-17
BOULANGER	JACQUES	PRÉSIDENCE	2014-02-17
BOURASSA	SYLVAIN	SAS	2014-02-17
BOURDAGES	ISABELLE	SAS	2016-07-18
BOURGAULT	RICHARD	SAS	2010-03-01
BOUTIN	FRANÇOIS	STE	2008-09-22
CARON	SÉBASTIEN	SAI	2017-03-13
CARON	JOSÉE	SAS	2009-03-16
CAUX	PIERRE	CETM	2017-03-13
CHAREST	MARIE	SAI	2008-04-03
CHARETTE	STÉPHANIE	SAS	2018-04-30
COLLIN	RÉAL	SAI	1981-04-06
CORMIER	LOUIS	SAE	1989-08-02
CÔTÉ	DANIEL	SAI	2016-11-28
CÔTÉ	CHRISTINE	SAS	2011-04-11
COUTURE	SONIA	SAS	2016-04-11
CRICH	ALEXANDRE	SAS	2017-10-02
DAO	CLAUDIA	SAS	2015-06-01
DE KOVACHICH	HÉLÈNE	SAI	2006-05-02
DIEUDONNÉ	JEAN-ROSEMOND	SAS	2018-08-27
DUFOUR	JEAN-MARC	SAS	2007-03-12
DULUDE	STÉPHAN F.	PRÉSIDENCE	2017-03-13
ÉVANGÉLISTE	MARIO	CETM	2012-06-18

Nom	Prénom	Affectation	Mandat initial
Fontaine	Gilles	SAS	2014-02-17
Francoeur	Jacqueline	SAI	2019-02-18
Gagné	Odette	SAS	2018-01-08
Gagnon	Guy	SAI	1992-08-03
Gagnon	Kathya	SAS	2008-10-14
Gagnon	Marie Annik	SAS	2014-02-17
Gilbert	Sonia	SAS	2016-04-11
Gill	Sandra	SAS	2017-09-25
Gonthier	Caroline	SAS	2009-02-23
Gosselin	Charles	SAI	1992-08-03
Gouin	Hélène	SAS	1989-04-03
Goulet	Clément	SAI	2011-04-04
Gouveia	Paulo	SAS	2017-04-18
Goyer	Manon	SAI	2006-10-30
Guérard-Kerhulu	Annick	SAE	2018-02-26
Hamel	Louise	SAS	2002-02-04
Houle	Mélissa	SAS	2017-03-13
Lacasse	Gisèle	Présidence	2011-03-16
Lagueux	Daniel	SAS	2007-10-29
Landry	François	SAS	1998-03-09
Lanthier	Pierre	SAE	1992-01-20
Laporte	Michel	SAS	2006-05-01
Latulippe	Pierre R.	SAS	2017-09-25
Lauzon	Judith	CETM	2011-04-18
Laverdière	Odette	SAE	1997-10-14
Lavoie	Martine	CETM	2006-04-18
Lavoie	Steven	SAI	2016-11-28
Le François	Lucie	SAS	2006-09-05
Le Moyne	Yvan	SAS	2007-09-24
Leclerc	Carl	SAS	2014-02-17
Lefrançois	Guy	SAS	2017-03-13
Lejeune	Natalie	Présidence	2009-01-28
Lévesque	Suzanne	STE	2008-10-14
Massé	Virginie	SAS	2018-01-08
Morissette	Éric	CETM	2014-02-17
Pelletier	Véronique	SAI	1994-07-18
Perron	David	SAS	2017-03-13
Pierre	Natacha	SAS	2017-04-18
Pilette-Kane	Yolande	SAS	2014-02-17
Poirier	Annick	SAS	2018-01-08
Proulx	Josée	SAI	2012-06-18
Randoin	Michèle	SAS	2009-02-23
Reny	Gilles	SAE	2010-03-01

Nom	Prénom	Affectation	Mandat initial
Rivard	Michel	SAS	2015-06-01
Rochelin	Gertrude	CETM	2010-07-19
Roy	Sylvain L.	SAS	2019-02-11
Sanche	Robert	SAI	2008-03-25
Sarrazin	Pascal	STE	2018-04-30
Saucier	Médard	CETM	1992-07-06
Sauvé	Denis	SAS	2009-02-23
Séguin	Pierre	SAI	2012-06-06
St-Pierre	Mario	STE	2018-03-19
Tardy	Solange	SAS	1999-06-23
Turpin	Claude	CETM	2011-04-11
Waechter	Michel	SAS	2017-04-18

TOTAL

90

À TEMPS PARTIEL

Nom	Prénom	Affectation	Mandat initial
Bergeron	Jacques	SAS	2018-04-30
Blain	Louise M.	CETM	2001-02-21
Caron	Chantal	CETM	2010-01-11
Carpentier	Jocelyn	SAS	2008-01-01
Cournoyer	Gérard	CETM	2012-11-26
Courtemanche	Marcel	CETM	1998-02-04
Czyziw	Élizabeth	SAS	2012-11-26
Deslandes	Pierre	SAS	2018-04-30
Forgues	Jacques	SAI	2008-04-01
Garneau	Yvon	CETM	2018-08-15
Gauthier	François	SAS	2017-07-12
Goulet	Karine	CETM	2017-03-21
Gravel	Denis	SAS	2018-04-30
Guay	Pierre	CETM	2019-01-29
Labrie	Jacques	CETM	1998-10-15
Lacerte	Jean-François	CETM	2000-07-31
Lambert	Lionel	CETM	1999-02-04
Le Blanc	Hélène	CETM	2017-01-31
Leroux	Jean Robert	CETM	2015-11-02
L'Heureux	Bruno	SAS	2014-02-17
Maltais	Louise	CETM	2003-03-22
Nobécourt	Philippe	CETM	2011-03-28
Nolet	Louise	SAS	2015-07-06
Quenneville	Yves	CETM	2016-10-03
Quintal	Marie-Luce	CETM	2013-07-08
Ramsay	Jacques	SAS	2018-08-15
Rouillard	Pierre	CETM	2017-06-05
Tétreault	Pierre	CETM	2017-02-15

	Nom	Prénom	Affectation	Mandat initial
Total	Thériault	Gilles	SAS	1995-06-21
30	Villeneuve	André	CETM	2003-03-10

B. **LE NOMBRE DE POSTES VACANTS**

À TEMPS PLEIN

	Numéro de poste	Vacant depuis
	8097	2013-03-16
	8036	2018-06-05
	8065	2018-04-14
	8056	2018-01-01
	8039	2018-06-02
Total	8051	2018-06-21
7	8045	2018-11-25

À TEMPS PARTIEL

	Numéro de poste	Vacant depuis
Total	8930	2017-05-01
10	9 CT*	2018-06-06

*Ces postes ont été octroyés par le décret 714-2018 et aucun numéro de postes n'a été attribué

P.39 NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DEPUIS SA CRÉATION.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

2018-2019 (AU 21 MARS 2019)

NOMBRE	NATURE
27	PLAINTES REPORTÉS DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT
89	PLAINTES OUVERTES 2018-2019
116	NOMBRE TOTAL PLAINTES
55	PLAINTES RÉGIE DU LOGEMENT
16	PLAINTES TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
13	PLAINTES TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL
5	PLAINTES BUREAU DES PRÉSIDENTS DES CONSEILS DE DISCIPLINE
112	DOSSIERS EN TRAITEMENT (INCLUANT 6 ENQUÊTES)
64	PLAINTES DÉCLARÉES NON RECEVABLES

P.40 POUR 2018-2019, LES DOSSIERS FERMÉS À LA SUITE D'UN DÉSISTEMENT ET LES RAISONS AYANT MENÉ AU DÉSISTEMENT (JUSTIFICATION DE LA PART DU REQUÉRANT).

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

DOSSIER FERMÉS À LA SUITE D'UN DÉSISTEMENT

DOSSIERS FERMÉS	DU 1ER AVRIL 2018 AU 28 FÉVRIER 2019
DÉSISTEMENT	1 860

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC NE DÉTIENT PAS D'INFORMATION SUR LES RAISONS AYANT MENÉ AUX DÉSISTEMENTS.

P.41 EN 2018-2019, LE NOMBRE DE LOCAUX D'AUDIENCE DISPONIBLES AINSI QUE LEUR TAUX D'OCCUPATION.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC EST UN TRIBUNAL ITINÉRANT. LES JUGES ADMINISTRATIFS SE DÉPLACENT CONSTAMMENT SUR LE TERRITOIRE AFIN QUE LES CITOYENS AIENT GÉNÉRALEMENT ACCÈS À SES SERVICES DANS UN RAYON DE MOINS DE 100 KILOMÈTRES.

EN 2018-2019, LES JUGES ADMINISTRATIFS ONT SIÉGÉ DANS 216 LIEUX D'AUDIENCES RÉPARTIS DANS 67 VILLES DU QUÉBEC. ILS ONT, ENTRE AUTRES, TRAVAILLÉ DANS LES LOCAUX DU TRIBUNAL, MAIS ÉGALEMENT DANS LES PALAIS DE JUSTICE, DANS LES SALLES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL ET DE LA RÉGIE DU LOGEMENT, DANS LES HÔPITAUX DÉSIGNÉS AINSI QUE DANS DES ÉTABLISSEMENTS HÔTELIERS. POUR SOUTENIR SON OFFRE DE SERVICE EN RÉGION, LE TRIBUNAL CONCLUT, ENTRE AUTRES, DES ENTENTES AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

PUISQUE LES LOCAUX OÙ SIÈGENT LES JUGES ADMINISTRATIFS N'APPARTIENNENT PAS AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC, IL NOUS EST IMPOSSIBLE D'AVOIR LE TAUX D'OCCUPATION DE CES LOCAUX.

P.42 POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER :

A. **LE NOMBRE TOTAL DE JUGES, EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN;**
B. **LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, INCLUANT LA DATE;**
C. **LE NOMBRE DE JUGES COORDONNATEURS EN FONCTION POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL DEPUIS 2009.**

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN

À TEMPS PLEIN

NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
ANGLADE	JOSEPH	CETM	1997-02-10
ARSLANIAN	CHAHÉ-PHILIPPE	SAS	1994-07-20
AUDET	DOMINIQUE	CETM	1998-03-09
BEAUDOIN	MATTHIEU	SAI	2018-04-30
BEAULIEU	CAROLE	SAS	2016-07-18
BIBEAU	NATALIE	SAS	2014-02-17
BOISCLAIR	SONIA	SAS	2019-02-11
BOISSY	BENOIT	SAS	2009-04-14
BORDUAS	ROBERT	CETM	2008-10-14
BOTTINO	PRESHA	SAS	2006-04-24
BOUCHARD	MARIO	SAI	2008-03-25
BOUCHARD	DIANE	SAS	2012-06-04
BOUCHARD	CAROL	CETM	2014-02-17
BOULANGER	JACQUES	PRÉSIDENCE	2014-02-17
BOURASSA	SYLVAIN	SAS	2014-02-17
BOURDAGES	ISABELLE	SAS	2016-07-18
BOURGAULT	RICHARD	SAS	2010-03-01
BOUTIN	FRANÇOIS	STE	2008-09-22
CARON	SÉBASTIEN	SAI	2017-03-13
CARON	JOSÉE	SAS	2009-03-16
CAUX	PIERRE	CETM	2017-03-13
CHAREST	MARIE	SAI	2008-04-03
CHARETTE	STÉPHANIE	SAS	2018-04-30
COLLIN	RÉAL	SAI	1981-04-06
CORMIER	LOUIS	SAE	1989-08-02
CÔTÉ	DANIEL	SAI	2016-11-28
CÔTÉ	CHRISTINE	SAS	2011-04-11
COUTURE	SONIA	SAS	2016-04-11
CRICH	ALEXANDRE	SAS	2017-10-02
DAO	CLAUDIA	SAS	2015-06-01
DE KOVACHICH	HÉLÈNE	SAI	2006-05-02
DIEUDONNÉ	JEAN-ROSEMOND	SAS	2018-08-27
DUFOUR	JEAN-MARC	SAS	2007-03-12
DULUDE	STÉPHAN F.	PRÉSIDENCE	2017-03-13
ÉVANGÉLISTE	MARIO	CETM	2012-06-18

Nom	Prénom	Affectation	Mandat initial
Fontaine	Gilles	SAS	2014-02-17
Francoeur	Jacqueline	SAI	2019-02-18
Gagné	Odette	SAS	2018-01-08
Gagnon	Guy	SAI	1992-08-03
Gagnon	Kathya	SAS	2008-10-14
Gagnon	Marie Annik	SAS	2014-02-17
Gilbert	Sonia	SAS	2016-04-11
Gill	Sandra	SAS	2017-09-25
Gonthier	Caroline	SAS	2009-02-23
Gosselin	Charles	SAI	1992-08-03
Gouin	Hélène	SAS	1989-04-03
Goulet	Clément	SAI	2011-04-04
Gouveia	Paulo	SAS	2017-04-18
Goyer	Manon	SAI	2006-10-30
Guérard-Kerhulu	Annick	SAE	2018-02-26
Hamel	Louise	SAS	2002-02-04
Houle	Mélissa	SAS	2017-03-13
Lacasse	Gisèle	Présidence	2011-03-16
Lagueux	Daniel	SAS	2007-10-29
Landry	François	SAS	1998-03-09
Lanthier	Pierre	SAE	1992-01-20
Laporte	Michel	SAS	2006-05-01
Latulippe	Pierre R.	SAS	2017-09-25
Lauzon	Judith	CETM	2011-04-18
Laverdière	Odette	SAE	1997-10-14
Lavoie	Martine	CETM	2006-04-18
Lavoie	Steven	SAI	2016-11-28
Le François	Lucie	SAS	2006-09-05
Le Moyne	Yvan	SAS	2007-09-24
Leclerc	Carl	SAS	2014-02-17
Lefrançois	Guy	SAS	2017-03-13
Lejeune	Natalie	Présidence	2009-01-28
Lévesque	Suzanne	STE	2008-10-14
Massé	Virginie	SAS	2018-01-08
Morissette	Éric	CETM	2014-02-17
Pelletier	Véronique	SAI	1994-07-18
Perron	David	SAS	2017-03-13
Pierre	Natacha	SAS	2017-04-18
Pilette-Kane	Yolande	SAS	2014-02-17
Poirier	Annick	SAS	2018-01-08
Proulx	Josée	SAI	2012-06-18
Randoin	Michèle	SAS	2009-02-23
Reny	Gilles	SAE	2010-03-01

Nom	Prénom	Affectation	Mandat initial
Rivard	Michel	SAS	2015-06-01
Rochelin	Gertrude	CETM	2010-07-19
Roy	Sylvain L.	SAS	2019-02-11
Sanche	Robert	SAI	2008-03-25
Sarrazin	Pascal	STE	2018-04-30
Saucier	Médard	CETM	1992-07-06
Sauvé	Denis	SAS	2009-02-23
Séguin	Pierre	SAI	2012-06-06
St-Pierre	Mario	STE	2018-03-19
Tardy	Solange	SAS	1999-06-23
Turpin	Claude	CETM	2011-04-11
Waechter	Michel	SAS	2017-04-18

TOTAL

90

À TEMPS PARTIEL

Nom	Prénom	Affectation	Mandat initial
Bergeron	Jacques	SAS	2018-04-30
Blain	Louise M.	CETM	2001-02-21
Caron	Chantal	CETM	2010-01-11
Carpentier	Jocelyn	SAS	2008-01-01
Cournoyer	Gérard	CETM	2012-11-26
Courtemanche	Marcel	CETM	1998-02-04
Czyziw	Élizabeth	SAS	2012-11-26
Deslandes	Pierre	SAS	2018-04-30
Forgues	Jacques	SAI	2008-04-01
Garneau	Yvon	CETM	2018-08-15
Gauthier	François	SAS	2017-07-12
Goulet	Karine	CETM	2017-03-21
Gravel	Denis	SAS	2018-04-30
Guay	Pierre	CETM	2019-01-29
Labrie	Jacques	CETM	1998-10-15
Lacerte	Jean-François	CETM	2000-07-31
Lambert	Lionel	CETM	1999-02-04
Le Blanc	Hélène	CETM	2017-01-31
Leroux	Jean Robert	CETM	2015-11-02
L'Heureux	Bruno	SAS	2014-02-17
Maltais	Louise	CETM	2003-03-22
Nobécourt	Philippe	CETM	2011-03-28
Nolet	Louise	SAS	2015-07-06
Quenneville	Yves	CETM	2016-10-03
Quintal	Marie-Luce	CETM	2013-07-08
Ramsay	Jacques	SAS	2018-08-15
Rouillard	Pierre	CETM	2017-06-05
Tétreault	Pierre	CETM	2017-02-15

	NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
TOTAL	THÉRIAULT	GILLES	SAS	1995-06-21
30	VILLENEUVE	ANDRÉ	CETM	2003-03-10

B. **LE NOMBRE DE POSTES VACANTS**

À TEMPS PLEIN

	NUMÉRO DE POSTE	VACANT DEPUIS
	8097	2013-03-16
	8036	2018-06-05
	8065	2018-04-14
	8056	2018-01-01
	8039	2018-06-02
TOTAL	8051	2018-06-21
7	8045	2018-11-25

À TEMPS PARTIEL

	NUMÉRO DE POSTE	VACANT DEPUIS
TOTAL	8930	2017-05-01
10	9 CT*	2018-06-06

*CES POSTES ONT ÉTÉ OCTROYÉS PAR LE DÉCRET 714-2018 ET AUCUN NUMÉRO DE POSTES N'A ÉTÉ ATTRIBUÉ

C. **LE NOMBRE DE JUGES COORDONNATEURS EN FONCTION POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL DEPUIS 2009. AU 28 FÉVRIER 2018**

	NOMBRE DE JUGES COORDONNATEURS	SECTION
	6	**SAS**
	1	**CETM**
TOTAL	**2**	**SAI**
10	**1**	**SAE ET STE**

P.43 NOMBRE DE MANDATS ACCORDÉS ET REFUSÉS PAR L'AIDE JURIDIQUE EN 2018-2019, DE MÊME QUE LA RÉPARTITION DE CEUX-CI ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

1. RÉPARTITION DES DEMANDES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ ACCEPTÉES OU REFUSÉES PAR RÉGION DU 1ER AVRIL 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2018 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	TOTAL	ACCEPTÉES	%	REFUSÉES	%	NON-STATUÉES	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	8 824	7 382	83,7 %	1 094	12,4 %	348	3,9 %
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	7 995	7 059	88,3 %	906	11,3 %	30	0,4 %
CÔTE-NORD	3 637	3 056	84,0 %	301	8,3 %	280	7,7 %
ESTRIE	11 812	10 475	88,7 %	1 169	9,9 %	168	1,4 %
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	23 914	18 679	78,1 %	5 024	21,0 %	211	0,9 %
MAURICIE-BOIS-FRANCS	15 163	12 244	80,7 %	2 629	17,3 %	290	1,9 %
MONTRÉAL	58 922	43 795	74,3 %	12 338	20,9 %	2 789	4,7 %
OUTAOUAIS	11 882	10 052	84,6 %	1 591	13,4 %	239	2,0 %
QUÉBEC	19 554	16 367	83,7 %	2 843	14,5 %	344	1,8 %
RIVE-SUD	28 894	23 133	80,1 %	5 689	19,7 %	72	0,2 %
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	7 821	6 658	85,1 %	786	10,0 %	377	4,8 %
TOTAL	**198 418**	**158 900**	**80,1 %**	**34 370**	**17,3 %**	**5 148**	**2,6 %**

2. RÉPARTITION DES DEMANDES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS OU À DES NOTAIRES PAR RÉGION DU 1ER AVRIL 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2018 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	CAS CONFIÉS À DES AVOCATS	%	CAS CONFIÉS À DES NOTAIRES	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	7 363	99,7 %	19	0,3 %	7 382
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	7 045	99,8 %	14	0,2 %	7 059
CÔTE-NORD	3 052	99,9 %	4	0,1 %	3 056
ESTRIE	10 469	99,9 %	6	0,1 %	10 475
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	18 661	99,9 %	18	0,1 %	18 679
MAURICIE-BOIS-FRANCS	12 210	99,7 %	34	0,3 %	12 244
MONTRÉAL	43 713	99,8 %	82	0,2 %	43 795
OUTAOUAIS	10 042	99,9 %	10	0,1 %	10 052
QUÉBEC	16 350	99,9 %	17	0,1 %	16 367
RIVE-SUD	23 090	99,8 %	43	0,2 %	23 133
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	6 640	99,7 %	18	0,3 %	6 658
TOTAL	**158 635**	**99,8 %**	**265**	**0,2 %**	**158 900**

3. RÉPARTITION DES DEMANDES ACCEPTÉES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉ PAR RÉGION
DU 1ER AVRIL 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2018 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	AVOCATS SALARIÉS	%	AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	3 254	44,2 %	4 109	55,8 %	7 363
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	3 886	55,2 %	3 159	44,8 %	7 045
CÔTE-NORD	1 623	53,2 %	1 429	46,8 %	3 052
ESTRIE	5 135	49,0 %	5 334	51,0 %	10 469
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	7 561	40,5 %	11 100	59,5 %	18 661
MAURICIE-BOIS-FRANCS	5 756	47,1 %	6 454	52,9 %	12 210
MONTRÉAL	19 693	45,1 %	24 020	54,9 %	43 713
OUTAOUAIS	5 755	57,3 %	4 287	42,7 %	10 042
QUÉBEC	7 345	44,9 %	9 005	55,1 %	16 350
RIVE-SUD	10 675	46,2 %	12 415	53,8 %	23 090
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	3 636	54,8 %	3 004	45,2 %	6 640
TOTAL	**74 319**	**46,8 %**	**84 316**	**53,2 %**	**158 635**

4. RÉPARTITION DES DEMANDES REFUSÉES SELON QU'ELLES AURAIENT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS OU À DES NOTAIRES PAR RÉGION
DU 1ER AVRIL 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2018 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	REFUS AVOCATS	%	REFUS NOTAIRES	%	TOTAL DES DEMANDES REFUSÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1 085	99,2 %	9	0,8 %	1 094
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	898	99,1 %	8	0,9 %	906
CÔTE-NORD	300	99,7 %	1	0,3 %	301
ESTRIE	1 167	99,8 %	2	0,2 %	1 169
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	5 010	99,7 %	14	0,3 %	5 024
MAURICIE-BOIS-FRANCS	2 590	98,5 %	39	1,5 %	2 629
MONTRÉAL	12 296	99,7 %	42	0,3 %	12 338
OUTAOUAIS	1 587	99,7 %	4	0,3 %	1 591
QUÉBEC	2 828	99,5 %	15	0,5 %	2 843
RIVE-SUD	5 651	99,3 %	38	0,7 %	5 689
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	785	99,9 %	1	0,1 %	786
TOTAL	**34 197**	**99,5 %**	**173**	**0,5 %**	**34 370**

5. RÉPARTITION DES DEMANDES REFUSÉES SELON QU'ELLES AURAIENT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉ PAR RÉGION DU 1ER AVRIL 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2018 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	REFUS SALARIÉS	%	REFUS PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES REFUSÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	290	26,5 %	804	73,5 %	1 094
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	458	50,6 %	448	49,4 %	906
CÔTE-NORD	141	46,8 %	160	53,2 %	301
ESTRIE	572	48,9 %	597	51,1 %	1 169
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	1 741	34,7 %	3 283	65,3 %	5 024
MAURICIE-BOIS-FRANCS	1 157	44,0 %	1 472	56,0 %	2 629
MONTRÉAL	7 521	61,0 %	4 817	39,0 %	12 338
OUTAOUAIS	1 131	71,1 %	460	28,9 %	1 591
QUÉBEC	1 364	48,0 %	1 479	52,0 %	2 843
RIVE-SUD	2 648	46,5 %	3 041	53,5 %	5 689
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	460	58,5 %	326	41,5 %	786
TOTAL	**17 483**	**50,9 %**	**16 887**	**49,1 %**	**34 370**

6. RÉPARTITION DES DEMANDES NON STATUÉES SELON QU'ELLES SONT EN ATTESTATION CONDITIONNELLES OU EN SUSPENS PAR RÉGION DU 1ER AVRIL 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2018 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	%	EN SUSPENS	%	TOTAL DES DEMANDES NON STATUÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	12	3,4 %	336	96,6 %	348
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	1	3,3 %	29	96,7 %	30
CÔTE-NORD	13	4,6 %	267	95,4 %	280
ESTRIE	6	3,6 %	162	96,4 %	168
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	25	11,8 %	186	88,2 %	211
MAURICIE-BOIS-FRANCS	1	0,3 %	289	99,7 %	290
MONTRÉAL	1 148	41,2 %	1 641	58,8 %	2 789
OUTAOUAIS	8	3,3 %	231	96,7 %	239
QUÉBEC	69	20,1 %	275	79,9 %	344
RIVE-SUD	45	62,5 %	27	37,5 %	72
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	26	6,9 %	351	93,1 %	377
TOTAL	**1 354**	**26,3 %**	**3 794**	**73,7 %**	**5 148**

P.44 MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE PAR TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET, PAR ÉTAPE, EN MATIÈRE CIVILE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS ET LES NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET LES NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

COÛT MOYEN PAR DOSSIER EN MATIÈRE CRIMINELLE, CIVILE ET NOTARIALE :

LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN MATIÈRE CRIMINELLE CONFIÉ ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2018 EST DE 624 $, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN MATIÈRE CIVILE ET ADMINISTRATIF CONFIÉ ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2018 EST DE 455 $, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN MATIÈRE NOTARIALE CONFIÉ ET PAYÉ AUX NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2018 EST DE 265 $, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LA SITUATION DU RÉSEAU AU 31 MARS 2019 ÉTAIT LA SUIVANTE : L'AIDE JURIDIQUE AVAIT DES BUREAUX DANS QUATRE-VINGT-SIX (86) VILLES DU QUÉBEC, COMPRENANT CENT DOUZE UNITÉS (112) DONT QUATRE-VINGT-NEUF (89) À TEMPS PLEIN ET VINGT-TROIS (23) À TEMPS PARTIEL. L'EXPÉRIENCE MOYENNE DES AVOCATS SALARIÉS DU RÉSEAU EST D'ENVIRON 13.5 ANNÉES D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE AU 31 MARS 2019.

P.46 BILAN ET ÉTAT DES NÉGOCIATIONS AVEC LE BARREAU DU QUÉBEC CONCERNANT LA FIXATION DES TARIFS CONSENTIS PAR L'AIDE JURIDIQUE.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.47 POUR 2018-2019, FOURNIR :

A. **NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;**
B. **NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE ;**
C. **NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;**
D. **NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;**
E. **NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE.**

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A) L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE PERMET AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION, SUR RECOMMANDATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL, D'ADMETTRE À L'AIDE JURIDIQUE QUELQU'UN QUI N'EST PAS FINANCIÈREMENT ADMISSIBLE, EN TENANT COMPTE DE CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES ET DU FAIT QU'UN REFUS ENTRAÎNERAIT POUR CETTE PERSONNE UN TORT IRRÉPARABLE.

EN 2018-2019, UNE (1) DEMANDE A ÉTÉ TRANSMISE AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION PAR UN DIRECTEUR GÉNÉRAL D'UN CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE MAIS AUCUN MANDAT N'A ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DE CET ARTICLE.

B) AUCUN MANDAT N'A ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2018. CET ARTICLE PERMET AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION, SUR RECOMMANDATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL, D'ACCORDER L'AIDE JURIDIQUE À UNE PERSONNE QUI NE PEUT, SUIVANT LES AUTRES DISPOSITIONS DE LA LOI, BÉNÉFICIER DE CETTE AIDE, S'IL CONSIDÈRE QUE DES CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES LE JUSTIFIENT ET QUE LE FAIT DE LUI REFUSER CETTE AIDE ENTRAÎNERAIT POUR CETTE PERSONNE UN TORT IRRÉPARABLE.

C) 12 069 MANDATS ONT ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9O DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DE 9 MOIS DU 1ER AVRIL 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2018. CET ARTICLE STIPULE QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE EST ACCORDÉE POUR TOUTE AFFAIRE DONT UN TRIBUNAL EST OU SERA SAISI QUI MET EN CAUSE SOIT LA SÉCURITÉ PHYSIQUE OU PSYCHOLOGIQUE D'UNE PERSONNE, SOIT SES MOYENS DE SUBSISTANCES, SOIT SES BESOINS ESSENTIELS ET CEUX DE SA FAMILLE.

D) 5 813 MANDATS ONT ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8O DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DE 9 MOIS DU 1ER AVRIL 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2018. CET ARTICLE STIPULE QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE EST ACCORDÉE POUR TOUTE AFFAIRE DONT UN TRIBUNAL EST OU SERA SAISI SI LA PERSONNE À QUI L'AIDE JURIDIQUE SERAIT ACCORDÉE SUBIT OU SUBIRA VRAISEMBLABLEMENT UNE ATTEINTE GRAVE À SA LIBERTÉ, NOTAMMENT UNE MESURE DE GARDE OU DE DÉTENTION.

E) LE NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DE 9 MOIS DU 1ER AVRIL 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2018, EST DE 2 382. L'ARTICLE 4.11 PRÉVOIT QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE PEUT ÊTRE REFUSÉE OU RETIRÉE, SELON LE CAS, LORSQUE L'AFFAIRE OU LE RECOURS N'APPARAÎT PAS FONDÉ, COMPTE TENU NOTAMMENT DE L'UN OU L'AUTRE DES FACTEURS SUIVANTS :

1) LA PERSONNE QUI DEMANDE L'AIDE NE PEUT ÉTABLIR LA VRAISEMBLANCE D'UN DROIT;
2) CETTE AFFAIRE OU CE RECOURS A MANIFESTEMENT TRÈS PEU DE CHANCE DE SUCCÈS;
3) LES COÛTS QUE CETTE AFFAIRE OU CE RECOURS ENTRAÎNERAIT, SERAIENT DÉRAISONNABLES PAR RAPPORT AUX GAINS OU AUX PERTES QUI POURRAIENT EN RÉSULTER POUR LE REQUÉRANT OU, SELON LE CAS, LE BÉNÉFICIAIRE, À MOINS QU'IL NE METTE EN CAUSE SOIT SES MOYENS DE SUBSISTANCE, SOIT SES BESOINS ESSENTIELS ET CEUX DE SA FAMILLE;
4) LE JUGEMENT OU LA DÉCISION NE SERAIT PROBABLEMENT PAS SUSCEPTIBLE D'EXÉCUTION;
5) LA PERSONNE QUI DEMANDE L'AIDE OU QUI EN BÉNÉFICIE REFUSE, SANS MOTIF VALABLE, UNE PROPOSITION RAISONNABLE DE RÈGLEMENT DE L'AFFAIRE;
6) LES SERVICES POUR LESQUELS CETTE AIDE EST DEMANDÉE PEUVENT ÊTRE OBTENUS AUTREMENT, NOTAMMENT PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UN AUTRE SERVICE GOUVERNEMENTAL OU D'UN AUTRE ORGANISME.

P.48 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AUX JEUNES CONTREVENANTS EN 2018-2019 :

A. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. TOTAL DES DEMANDES RELATIVES AUX JEUNES CONTREVENANTS SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ ACCEPTÉES OU REFUSÉES PAR RÉGION

DU 1ER AVRIL 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2018 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT							
RÉGIONS	**TOTAL**	**ACCEPTÉES**	**%**	**REFUSÉES**	**%**	**NON-STATUÉES**	**%**
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	322	301	93,5 %	12	3,7 %	9	2,8 %
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	226	211	93,4 %	12	5,3 %	3	1,3 %
CÔTE-NORD	99	90	90,9 %	4	4,0 %	5	5,1 %
ESTRIE	456	436	95,6 %	10	2,2 %	10	2,2 %
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	1 039	958	92,2 %	74	7,1 %	7	0,7 %
MAURICIE-BOIS-FRANCS	534	481	90,1 %	23	4,3 %	30	5,6 %
MONTRÉAL	1 996	1 923	96,3 %	47	2,4 %	26	1,3 %
OUTAOUAIS	508	497	97,8 %	5	1,0 %	6	1,2 %
QUÉBEC	736	689	93,6 %	26	3,5 %	21	2,9 %
RIVE-SUD	1 549	1 473	95,1 %	71	4,6 %	5	0,3 %
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	216	201	93,1 %	5	2,3 %	10	4,6 %
TOTAL	**7 681**	**7 260**	**94,5 %**	**289**	**3,8 %**	**132**	**1,7 %**

B. RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AUX JEUNES CONTREVENANTS

VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS" CI-JOINTE.

C. RÉPARTITION DES DEMANDES RELATIVES AUX JEUNES CONTREVENANTS ACCEPTÉES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION

DU 1ER AVRIL 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2018 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGIONS	**AVOCATS SALARIÉS**	**%**	**AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉES**	**%**	**TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES**
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	149	49,5 %	152	50,5 %	301
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	138	65,4 %	73	34,6 %	211
CÔTE-NORD	42	46,7 %	48	53,3 %	90
ESTRIE	248	56,9 %	188	43,1 %	436
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	523	54,6 %	435	45,4 %	958
MAURICIE-BOIS-FRANCS	232	48,2 %	249	51,8 %	481
MONTRÉAL	792	41,2 %	1 131	58,8 %	1 923
OUTAOUAIS	329	66,2 %	168	33,8 %	497
QUÉBEC	483	70,1 %	206	29,9 %	689
RIVE-SUD	981	66,6 %	492	33,4 %	1 473
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	114	56,7 %	87	43,3 %	201
TOTAL	**4 031**	**55,5 %**	**3 229**	**44,5 %**	**7 260**

D. COÛT MOYEN

LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER RELATIF AUX JEUNES CONTREVENANTS CONFIÉ ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2018 EST DE 569 $, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

AIDE JURIDIQUE

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Consolide des 11 regions

Lecture au 11 février 2019

Analyse de l'évolution des demandes du 01/04/2018 au 31/12/2018

Volet contributif et gratuit

MOTIFS de REFUS

								Application de l'article 4.11							Application de l'article 70			
		* TOTAL REFUS	Refus de contribuer	Inadmiss. financière	Service nommém. exclu	Article 69	Service non couvert	Non-vraisembl. de droit	Peu de chance de succès	Coût déraison-nable	Impossible d'exécution	Refus règlement raisonn.	Autres serv. dispon.	Encontre loi sur A.J.	Dispos d'un bien	Refus de fournir renseign.	Renseign. faux ou inexacts	Autre cas Art.70
Civil et administratif		**8,660**	**523**	**1,610**	**165**	**120**	**2,346**	**253**	**775**	**33**	**8**	**8**	**186**	**289**	**3**	**3,945**	**25**	**45**
Familial		**7,671**	**612**	**2,507**	**3**	**2**	**109**	**81**	**108**	**8**	**14**	**1**	**14**	**203**	**6**	**4,528**	**34**	**76**
Protection de la jeunesse		**1,674**	**118**	**234**	**0**	**0**	**9**	**5**	**18**	**0**	**0**	**0**	**0**	**66**	**3**	**1,214**	**21**	**20**
Immigration		**738**	**54**	**100**	**1**	**0**	**15**	**1**	**52**	**0**	**0**	**0**	**0**	**13**	**1**	**510**	**0**	**15**
Homologation		**272**	**1**	**2**	**2**	**0**	**7**	**2**	**4**	**0**	**25**	**1**	**0**	**27**	**0**	**45**	**0**	**6**
SARPA		**8**	**0**	**3**	**0**	**0**	**1**	**1**	**1**	**0**	**0**	**0**	**1**	**1**	**0**	**2**	**0**	**0**
Civil	55.3%	**19,023**	**1 308**	**4,456**	**171**	**122**	**2,487**	**343**	**958**	**41**	**47**	**10**	**201**	**599**	**13**	**10,244**	**80**	**162**
		100.0%	6,9%	23.4%	0.9%	0.6%	13.1%	1.8%	5.0%	0.2%	0,2%	0.1%	1.1%	3.1%	0.1%	53.9%	0.4%	0.9%
Carcéral		**820**	**21**	**30**	**0**	**0**	**60**	**6**	**3**	**0**	**0**	**0**	**7**	**35**	**0**	**656**	**4**	**12**
Criminel		**3,977**	**134**	**494**	**6**	**0**	**181**	**18**	**10**	**1**	**1**	**1**	**1**	**61**	**0**	**3,083**	**35**	**21**
Criminel/Jeunesse		**289**	**10**	**19**	**0**	**0**	**14**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**12**	**0**	**229**	**4**	**1**
Criminel/Sommaire		**9,036**	**374**	**1,194**	**50**	**0**	**1,127**	**5**	**7**	**0**	**1**	**0**	**1**	**73**	**1**	**6,553**	**53**	**50**
Criminel	41.1%	**14,122**	**539**	**1,737**	**56**	**0**	**1,382**	**30**	**20**	**1**	**2**	**1**	**9**	**181**	**1**	**10,521**	**96**	**84**
		100.0%	3,8%	12.3%	0.4%	0.0%	9.8%	0.2%	0.1%	0.0%	0,0%	0.0%	0.1%	1.3%	0.0%	74.5%	0.7%	0.6%
Notarial		**173**	**7**	**19**	**1**	**0**	**106**	**2**	**0**	**1**	**2**	**0**	**0**	**4**	**0**	**45**	**0**	**2**
Notarial	0.5%	**173**	**7**	**19**	**1**	**0**	**106**	**2**	**0**	**1**	**2**	**0**	**0**	**4**	**0**	**45**	**0**	**2**
		100.0%	4,0%	11.0%	0.6%	0.0%	61.3%	1.2%	0.0%	0.6%	1,2%	0.0%	0.0%	2.3%	0.0%	26.0%	0.0%	1.2%
Données Incomplètes		**1,052**	**15**	**99**	**2**	**0**	**28**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**43**	**0**	**893**	**0**	**0**
Données incomplètes	3.1%	**1,052**	**15**	**99**	**2**	**0**	**28**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**43**	**0**	**893**	**0**	**0**
		100.0%	1,4%	9.4%	0.2%	0.0%	2.7%	0.2%	0.0%	0.0%	0,0%	0.0%	0.0%	4.1%	0.0%	84.9%	0.0%	0.0%
Grand Total	100.0%	**34,370**	**1 869**	**6,311**	**230**	**122**	**4,003**	**377**	**978**	**43**	**51**	**11**	**210**	**827**	**14**	**21,703**	**176**	**248**
		100.0%	5,4%	18.4%	0.7%	0.4%	11.6%	1.1%	2.8%	0.1%	0,1%	0.0%	0.6%	2.4%	0.0%	63.1%	0.5%	0.7%

P.49 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS D'IMMIGRATION EN 2018-2019 :

A. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. TOTAL DES DEMANDES EN IMMIGRATION, INCLUANT LES RÉFUGIÉS POLITIQUES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ ACCEPTÉES OU REFUSÉES PAR RÉGION

DU 1ER AVRIL 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2018 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT							
RÉGIONS	TOTAL	ACCEPTÉES	%	REFUSÉES	%	NON-STATUÉES	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	5	4	80,0 %	1	20,0 %	0	0,0 %
CÔTE-NORD	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
ESTRIE	59	49	83,1 %	10	16,9 %	0	0,0 %
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	32	20	62,5 %	12	37,5 %	0	0,0 %
MAURICIE-BOIS-FRANCS	21	11	52,4 %	10	47,6 %	0	0,0 %
MONTRÉAL	8 463	7 763	91,7 %	676	8,0 %	24	0,3 %
OUTAOUAIS	53	47	88,7 %	6	11,3 %	0	0,0 %
QUÉBEC	44	29	65,9 %	15	34,1 %	0	0,0 %
RIVE-SUD	40	34	85,0 %	6	15,0 %	0	0,0 %
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	7	5	71,4 %	2	28,6 %	0	0,0 %
TOTAL	**8 724**	**7 962**	**91,3 %**	**738**	**8,5 %**	**24**	**0,3 %**

B. RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS POUR LES DOSSIERS RELATIFS D'IMMIGRATION (INCLUANT RÉFUGIÉS POLITIQUE)

VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS" CI-JOINTE.

C. RÉPARTITION DES DEMANDES EN IMMIGRATION ACCEPTÉES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION

DU 1ER AVRIL 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2018 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGIONS	AVOCATS SALARIÉS	%	AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉES	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0,0 %	0	0,0 %	0
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	3	75,0 %	1	25,0 %	4
CÔTE-NORD	0	0,0 %	0	0,0 %	0
ESTRIE	5	10,2 %	44	89,8 %	49
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	1	5,0 %	19	95,0 %	20
MAURICIE-BOIS-FRANCS	4	36,4 %	7	63,6 %	11
MONTRÉAL	1 855	23,9 %	5 908	76,1 %	7 763
OUTAOUAIS	3	6,4 %	44	93,6 %	47
QUÉBEC	2	6,9 %	27	93,1 %	29
RIVE-SUD	3	8,8 %	31	91,2 %	34
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	1	20,0 %	4	80,0 %	5
TOTAL	**1 877**	**23,6 %**	**6 085**	**76,4 %**	**7 962**

D. COÛT MOYEN

LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN IMMIGRATION CONFIÉ ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2018 EST DE 598 $, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

AIDE JURIDIQUE

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Consolide des 11 regions

Lecture au 11 février 2019

Analyse de l'évolution des demandes du 01/04/2018 au 31/12/2018

Volet contributif et gratuit

MOTIFS de REFUS

								Application de l'article 4.11							Application de l'article 70			
		* TOTAL REFUS	Refus de contribuer	Inadmiss. financière	Service nommém. exclu	Article 69	Service non couvert	Non-vraisembl. de droit	Peu de chance de succès	Coût déraison-nable	Impossible d'exécution	Refus règlement raisonn.	Autres serv. dispon.	Encontre loi sur A.J.	Dispos d'un bien	Refus de fournir renseign.	Renseign. faux ou inexacts	Autre cas Art.70
Civil et administratif		**8,660**	**523**	**1,610**	**165**	**120**	**2,346**	**253**	**775**	**33**	**8**	**8**	**186**	**289**	**3**	**3,945**	**25**	**45**
Familial		**7,671**	**612**	**2,507**	**3**	**2**	**109**	**81**	**108**	**8**	**14**	**1**	**14**	**203**	**6**	**4,528**	**34**	**76**
Protection de la jeunesse		**1,674**	**118**	**234**	**0**	**0**	**9**	**5**	**18**	**0**	**0**	**0**	**0**	**66**	**3**	**1,214**	**21**	**20**
Immigration		**738**	**54**	**100**	**1**	**0**	**15**	**1**	**52**	**0**	**0**	**0**	**0**	**13**	**1**	**510**	**0**	**15**
Homologation		**272**	**1**	**2**	**2**	**0**	**7**	**2**	**4**	**0**	**25**	**1**	**0**	**27**	**0**	**45**	**0**	**6**
SARPA		**8**	**0**	**3**	**0**	**0**	**1**	**1**	**1**	**0**	**0**	**0**	**1**	**1**	**0**	**2**	**0**	**0**
Civil	55.3%	**19,023**	**1 308**	**4,456**	**171**	**122**	**2,487**	**343**	**958**	**41**	**47**	**10**	**201**	**599**	**13**	**10,244**	**80**	**162**
		100.0%	6,9%	23.4%	0.9%	0.6%	13.1%	1.8%	5.0%	0.2%	0,2%	0.1%	1.1%	3.1%	0.1%	53.9%	0.4%	0.9%
Carcéral		**820**	**21**	**30**	**0**	**0**	**60**	**6**	**3**	**0**	**0**	**0**	**7**	**35**	**0**	**656**	**4**	**12**
Criminel		**3,977**	**134**	**494**	**6**	**0**	**181**	**18**	**10**	**1**	**1**	**1**	**1**	**61**	**0**	**3,083**	**35**	**21**
Criminel/Jeunesse		**289**	**10**	**19**	**0**	**0**	**14**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**12**	**0**	**229**	**4**	**1**
Criminel/Sommaire		**9,036**	**374**	**1,194**	**50**	**0**	**1,127**	**5**	**7**	**0**	**1**	**0**	**1**	**73**	**1**	**6,553**	**53**	**50**
Criminel	41.1%	**14,122**	**539**	**1,737**	**56**	**0**	**1,382**	**30**	**20**	**1**	**2**	**1**	**9**	**181**	**1**	**10,521**	**96**	**84**
		100.0%	3,8%	12.3%	0.4%	0.0%	9.8%	0.2%	0.1%	0.0%	0,0%	0.0%	0.1%	1.3%	0.0%	74.5%	0.7%	0.6%
Notarial		**173**	**7**	**19**	**1**	**0**	**106**	**2**	**0**	**1**	**2**	**0**	**0**	**4**	**0**	**45**	**0**	**2**
Notarial	0.5%	**173**	**7**	**19**	**1**	**0**	**106**	**2**	**0**	**1**	**2**	**0**	**0**	**4**	**0**	**45**	**0**	**2**
		100.0%	4,0%	11.0%	0.6%	0.0%	61.3%	1.2%	0.0%	0.6%	1,2%	0.0%	0.0%	2.3%	0.0%	26.0%	0.0%	1.2%
Données Incomplètes		**1,052**	**15**	**99**	**2**	**0**	**28**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**43**	**0**	**893**	**0**	**0**
Données incomplètes	3.1%	**1,052**	**15**	**99**	**2**	**0**	**28**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**43**	**0**	**893**	**0**	**0**
		100.0%	1,4%	9.4%	0.2%	0.0%	2.7%	0.2%	0.0%	0.0%	0,0%	0.0%	0.0%	4.1%	0.0%	84.9%	0.0%	0.0%
Grand Total	100.0%	**34,370**	**1 869**	**6,311**	**230**	**122**	**4,003**	**377**	**978**	**43**	**51**	**11**	**210**	**827**	**14**	**21,703**	**176**	**248**
		100.0%	5,4%	18.4%	0.7%	0.4%	11.6%	1.1%	2.8%	0.1%	0,1%	0.0%	0.6%	2.4%	0.0%	63.1%	0.5%	0.7%

P.50 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CARCÉRAL EN 2018-2019 :

A. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. TOTAL DES DEMANDES EN DROIT CARCÉRAL SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ ACCEPTÉES OU REFUSÉES PAR RÉGION

DU 1ER AVRIL 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2018 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT							
RÉGIONS	TOTAL	ACCEPTÉES	%	REFUSÉES	%	NON-STATUÉES	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	49	31	63,3 %	15	30,6 %	3	6,1 %
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	70	68	97,1 %	2	2,9 %	0	0,0 %
CÔTE-NORD	203	181	89,2 %	3	1,5 %	19	9,4 %
ESTRIE	96	84	87,5 %	12	12,5 %	0	0,0 %
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	1 398	1 137	81,3 %	225	16,1 %	36	2,6 %
MAURICIE-BOIS-FRANCS	452	392	86,7 %	57	12,6 %	3	0,7 %
MONTRÉAL	1 736	1 289	74,3 %	321	18,5 %	126	7,3 %
OUTAOUAIS	97	96	99,0 %	1	1,0 %	0	0,0 %
QUÉBEC	1 089	1 006	92,4 %	77	7,1 %	6	0,6 %
RIVE-SUD	604	499	82,6 %	105	17,4 %	0	0,0 %
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	40	37	92,5 %	2	5,0 %	1	2,5 %
TOTAL	**5 834**	**4 820**	**82,6 %**	**820**	**14,1 %**	**194**	**3,3 %**

B. RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS EN DROIT CARCÉRAL

VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS" CI-JOINTE.

C. RÉPARTITION DES DEMANDES EN DROIT CARCÉRAL ACCEPTÉES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION

DU 1ER AVRIL 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2018 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGIONS	AVOCATS SALARIÉS	%	AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉES	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1	3,2 %	30	96,8 %	31
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	20	29,4 %	48	70,6 %	68
CÔTE-NORD	95	52,5 %	86	47,5 %	181
ESTRIE	0	0,0 %	84	100,0 %	84
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	1	0,1 %	1 136	99,9 %	1 137
MAURICIE-BOIS-FRANCS	43	11,0 %	349	89,0 %	392
MONTRÉAL	124	9,6 %	1 165	90,4 %	1 289
OUTAOUAIS	1	1,0 %	95	99,0 %	96
QUÉBEC	1	0,1 %	1 005	99,9 %	1 006
RIVE-SUD	21	4,2 %	478	95,8 %	499
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	31	83,8 %	6	16,2 %	37
TOTAL	**338**	**7,0 %**	**4 482**	**93,0 %**	**4 820**

D. COÛT MOYEN

LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN DROIT CARCÉRAL CONFIÉ ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2018 EST DE 443 $, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

AIDE JURIDIQUE

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Consolide des 11 regions

Lecture au 11 février 2019

Analyse de l'évolution des demandes du 01/04/2018 au 31/12/2018

Volet contributif et gratuit

MOTIFS de REFUS

								Application de l'article 4.11							Application de l'article 70			
		* TOTAL REFUS	Refus de contribuer	Inadmiss. financière	Service nommém. exclu	Article 69	Service non couvert	Non-vraisembl. de droit	Peu de chance de succès	Coût déraison-nable	Impossible d'exécution	Refus règlement raisonn.	Autres serv. dispon.	Encontre loi sur A.J.	Dispos d'un bien	Refus de fournir renseign.	Renseign. faux ou inexacts	Autre cas Art.70
Civil et administratif		**8,660**	**523**	**1,610**	**165**	**120**	**2,346**	**253**	**775**	**33**	**8**	**8**	**186**	**289**	**3**	**3,945**	**25**	**45**
Familial		**7,671**	**612**	**2,507**	**3**	**2**	**109**	**81**	**108**	**8**	**14**	**1**	**14**	**203**	**6**	**4,528**	**34**	**76**
Protection de la jeunesse		**1,674**	**118**	**234**	**0**	**0**	**9**	**5**	**18**	**0**	**0**	**0**	**0**	**66**	**3**	**1,214**	**21**	**20**
Immigration		**738**	**54**	**100**	**1**	**0**	**15**	**1**	**52**	**0**	**0**	**0**	**0**	**13**	**1**	**510**	**0**	**15**
Homologation		**272**	**1**	**2**	**2**	**0**	**7**	**2**	**4**	**0**	**25**	**1**	**0**	**27**	**0**	**45**	**0**	**6**
SARPA		**8**	**0**	**3**	**0**	**0**	**1**	**1**	**1**	**0**	**0**	**0**	**1**	**1**	**0**	**2**	**0**	**0**
Civil	55.3%	**19,023**	**1 308**	**4,456**	**171**	**122**	**2,487**	**343**	**958**	**41**	**47**	**10**	**201**	**599**	**13**	**10,244**	**80**	**162**
		100.0%	6,9%	23.4%	0.9%	0.6%	13.1%	1.8%	5.0%	0.2%	0,2%	0.1%	1.1%	3.1%	0.1%	53.9%	0.4%	0.9%
Carcéral		**820**	**21**	**30**	**0**	**0**	**60**	**6**	**3**	**0**	**0**	**0**	**7**	**35**	**0**	**656**	**4**	**12**
Criminel		**3,977**	**134**	**494**	**6**	**0**	**181**	**18**	**10**	**1**	**1**	**1**	**1**	**61**	**0**	**3,083**	**35**	**21**
Criminel/Jeunesse		**289**	**10**	**19**	**0**	**0**	**14**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**12**	**0**	**229**	**4**	**1**
Criminel/Sommaire		**9,036**	**374**	**1,194**	**50**	**0**	**1,127**	**5**	**7**	**0**	**1**	**0**	**1**	**73**	**1**	**6,553**	**53**	**50**
Criminel	41.1%	**14,122**	**539**	**1,737**	**56**	**0**	**1,382**	**30**	**20**	**1**	**2**	**1**	**9**	**181**	**1**	**10,521**	**96**	**84**
		100.0%	3,8%	12.3%	0.4%	0.0%	9.8%	0.2%	0.1%	0.0%	0,0%	0.0%	0.1%	1.3%	0.0%	74.5%	0.7%	0.6%
Notarial		**173**	**7**	**19**	**1**	**0**	**106**	**2**	**0**	**1**	**2**	**0**	**0**	**4**	**0**	**45**	**0**	**2**
Notarial	0.5%	**173**	**7**	**19**	**1**	**0**	**106**	**2**	**0**	**1**	**2**	**0**	**0**	**4**	**0**	**45**	**0**	**2**
		100.0%	4,0%	11.0%	0.6%	0.0%	61.3%	1.2%	0.0%	0.6%	1,2%	0.0%	0.0%	2.3%	0.0%	26.0%	0.0%	1.2%
Données Incomplètes		**1,052**	**15**	**99**	**2**	**0**	**28**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**43**	**0**	**893**	**0**	**0**
Données incomplètes	3.1%	**1,052**	**15**	**99**	**2**	**0**	**28**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**43**	**0**	**893**	**0**	**0**
		100.0%	1,4%	9.4%	0.2%	0.0%	2.7%	0.2%	0.0%	0.0%	0,0%	0.0%	0.0%	4.1%	0.0%	84.9%	0.0%	0.0%
Grand Total	100.0%	**34,370**	**1 869**	**6,311**	**230**	**122**	**4,003**	**377**	**978**	**43**	**51**	**11**	**210**	**827**	**14**	**21,703**	**176**	**248**
		100.0%	5,4%	18.4%	0.7%	0.4%	11.6%	1.1%	2.8%	0.1%	0,1%	0.0%	0.6%	2.4%	0.0%	63.1%	0.5%	0.7%

P.51 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CRIMINEL ET PÉNAL EN 2018-2019 :

A. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE CHACUNE DES ÉTAPES DU PROCÈS;
B. MONTANTS ATTRIBUÉS ET PAYÉS AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉS, POUR CHACUNE DES CORPORATIONS RÉGIONALES;
C. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
D. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
E. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
F. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. LE TARIF D'HONORAIRES DES AVOCATS DANS LE CADRE DU RÉGIME D'AIDE JURIDIQUE A ÉTÉ NÉGOCIÉ PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE ET LE BARREAU DU QUÉBEC. IL A ÉTÉ PUBLIÉ À LA GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC DU 27 MARS 2013 AUX PAGES 1109 ET SUIVANTES. CE TARIF PRÉVOIT, POUR LES INFRACTIONS POURSUIVIES PAR ACTE D'ACCUSATION, UNE RÉMUNÉRATION FORFAITAIRE POUR L'ENSEMBLE DES SERVICES INCLUANT LA COMPARUTION, LA PRÉPARATION DE L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE ET LA TENUE DE L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE AINSI QUE LA RENONCIATION À CETTE ENQUÊTE, LA COMMUNICATION DE LA PREUVE, LA PRÉPARATION DU PROCÈS ET LE PROCÈS DE MÊME QUE LES REPRÉSENTATIONS SUR SENTENCE À LAQUELLE S'AJOUTENT DES HONORAIRES FIXES POUR LES DEMI-JOURNÉES ADDITIONNELLES D'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE, S'IL Y A LIEU, ET DE PROCÈS. UN HONORAIRE ADDITIONNEL EST PRÉVU POUR LA TENUE DE L'ENQUÊTE SUR CAUTIONNEMENT SEULEMENT POUR LES INFRACTIONS POURSUIVIES PAR ACTE D'ACCUSATION SI LA POURSUITE S'OBJECTE À LA REMISE EN LIBERTÉ ET QU'UNE ENQUÊTE EST EFFECTIVEMENT TENUE.

POUR LES POURSUITES PAR VOIE DE DÉCLARATION SOMMAIRE, UN TARIF EST PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DES SERVICES AUQUEL S'AJOUTENT DES HONORAIRES FIXES POUR LES DEMI-JOURNÉES ADDITIONNELLES DE PROCÈS. L'ENSEMBLE DES SERVICES COMPREND LA COMPARUTION, L'ENQUÊTE SUR CAUTIONNEMENT S'IL Y A LIEU, LA PRÉPARATION DU PROCÈS, LE PROCÈS ET LES REPRÉSENTATIONS SUR SENTENCE.

QUANT AUX ACTES CRIMINELS RELEVANT DE LA JURIDICTION EXCLUSIVE DE LA COUR SUPÉRIEURE (ARTICLE 469 DU CODE CRIMINEL), LES MONTANTS SONT TOUJOURS ATTRIBUÉS ET PAYÉS POUR CHAQUE ÉTAPE ET/OU PROCÉDURE TELLES QUE DÉCRITES AUX ARTICLES T-105 À T-119 DU TARIF.

LE TARIF D'AIDE JURIDIQUE COMPORTE PRINCIPALEMENT DEUX MODES DE RÉMUNÉRATION, SOIT UN TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET PAR ÉTAPE EN MATIÈRE CIVILE.

B. RÉPARTITION DES MONTANTS PAYÉS AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE CONCERNANT LES MANDATS EN DROIT CRIMINEL ET PÉNAL (EXCLUANT LE DROIT CARCÉRAL ET DOSSIERS JEUNES CONTREVENANTS) PAR RÉGION

DU 1ER AVRIL 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2018 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT		
RÉGIONS	**MONTANTS PAYÉS**	**%**
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1 570 452	8,7 %
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	507 467	2,8 %
CÔTE-NORD	337 521	1,9 %
ESTRIE	982 507	5,4 %
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	2 403 061	13,2 %
MAURICIE-BOIS-FRANCS	958 162	5,3 %
MONTRÉAL	5 524 815	30,4 %
OUTAOUAIS	1 095 362	6,0 %
QUÉBEC	1 761 821	9,7 %
RIVE-SUD	2 225 668	12,3 %
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	778 289	4,3 %
TOTAL DES HONORAIRES ET DES DÉBOURSÉS	**18 145 125**	**100,0 %**

C. Demandes en droit criminel et pénal (excluant le droit carcéral et dossiers jeunes contrevenants)
Poursuites par voie de déclaration sommaire

Poursuites par voie de déclaration sommaire

Du 1er avril 2018 au 31 décembre 2018 – volet contributif et volet gratuit					
Total des demandes	Pratique privée		Salariés		Coût moyen pratique privée
	Acceptées	Attestation conditionnelles	Acceptées	Attestation conditionnelles	
C)	E)				F)
46 459	20 556	1	15 031	936	413 $

Infractions poursuivies par acte d'accusation

Du 1er avril 2018 au 31 décembre 2018 – volet contributif et volet gratuit					
Total des demandes	Pratique privée		Salariés		Coût moyen pratique privée (1)
	Acceptées	Attestation conditionnelles	Acceptées	Attestation conditionnelles	
C)	E)				F)
29 645	16 076	0	8 507	340	921 $

(1) Coût moyen d'un dossier en droit criminel et pénal confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1er avril 2018 au 31 décembre 2018, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

D. Répartition des motifs de refus en droit criminel et pénal (excluant le droit carcéral)

Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.

AIDE JURIDIQUE

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Consolide des 11 regions

Lecture au 11 février 2019

Analyse de l'évolution des demandes du 01/04/2018 au 31/12/2018

Volet contributif et gratuit

MOTIFS de REFUS

								Application de l'article 4.11							Application de l'article 70			
		* TOTAL REFUS	Refus de contribuer	Inadmiss. financière	Service nommém. exclu	Article 69	Service non couvert	Non-vraisembl. de droit	Peu de chance de succès	Coût déraison-nable	Impossible d'exécution	Refus règlement raisonn.	Autres serv. dispon.	Encontre loi sur A.J.	Dispos d'un bien	Refus de fournir renseign.	Renseign. faux ou inexacts	Autre cas Art.70
Civil et administratif		**8,660**	**523**	**1,610**	**165**	**120**	**2,346**	**253**	**775**	**33**	**8**	**8**	**186**	**289**	**3**	**3,945**	**25**	**45**
Familial		**7,671**	**612**	**2,507**	**3**	**2**	**109**	**81**	**108**	**8**	**14**	**1**	**14**	**203**	**6**	**4,528**	**34**	**76**
Protection de la jeunesse		**1,674**	**118**	**234**	**0**	**0**	**9**	**5**	**18**	**0**	**0**	**0**	**0**	**66**	**3**	**1,214**	**21**	**20**
Immigration		**738**	**54**	**100**	**1**	**0**	**15**	**1**	**52**	**0**	**0**	**0**	**0**	**13**	**1**	**510**	**0**	**15**
Homologation		**272**	**1**	**2**	**2**	**0**	**7**	**2**	**4**	**0**	**25**	**1**	**0**	**27**	**0**	**45**	**0**	**6**
SARPA		**8**	**0**	**3**	**0**	**0**	**1**	**1**	**1**	**0**	**0**	**0**	**1**	**1**	**0**	**2**	**0**	**0**
Civil	55.3%	**19,023**	**1 308**	**4,456**	**171**	**122**	**2,487**	**343**	**958**	**41**	**47**	**10**	**201**	**599**	**13**	**10,244**	**80**	**162**
		100.0%	6,9%	23.4%	0.9%	0.6%	13.1%	1.8%	5.0%	0.2%	0,2%	0.1%	1.1%	3.1%	0.1%	53.9%	0.4%	0.9%
Carcéral		**820**	**21**	**30**	**0**	**0**	**60**	**6**	**3**	**0**	**0**	**0**	**7**	**35**	**0**	**656**	**4**	**12**
Criminel		**3,977**	**134**	**494**	**6**	**0**	**181**	**18**	**10**	**1**	**1**	**1**	**1**	**61**	**0**	**3,083**	**35**	**21**
Criminel/Jeunesse		**289**	**10**	**19**	**0**	**0**	**14**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**12**	**0**	**229**	**4**	**1**
Criminel/Sommaire		**9,036**	**374**	**1,194**	**50**	**0**	**1,127**	**5**	**7**	**0**	**1**	**0**	**1**	**73**	**1**	**6,553**	**53**	**50**
Criminel	41.1%	**14,122**	**539**	**1,737**	**56**	**0**	**1,382**	**30**	**20**	**1**	**2**	**1**	**9**	**181**	**1**	**10,521**	**96**	**84**
		100.0%	3,8%	12.3%	0.4%	0.0%	9.8%	0.2%	0.1%	0.0%	0,0%	0.0%	0.1%	1.3%	0.0%	74.5%	0.7%	0.6%
Notarial		**173**	**7**	**19**	**1**	**0**	**106**	**2**	**0**	**1**	**2**	**0**	**0**	**4**	**0**	**45**	**0**	**2**
Notarial	0.5%	**173**	**7**	**19**	**1**	**0**	**106**	**2**	**0**	**1**	**2**	**0**	**0**	**4**	**0**	**45**	**0**	**2**
		100.0%	4,0%	11.0%	0.6%	0.0%	61.3%	1.2%	0.0%	0.6%	1,2%	0.0%	0.0%	2.3%	0.0%	26.0%	0.0%	1.2%
Données Incomplètes		**1,052**	**15**	**99**	**2**	**0**	**28**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**43**	**0**	**893**	**0**	**0**
Données incomplètes	3.1%	**1,052**	**15**	**99**	**2**	**0**	**28**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**43**	**0**	**893**	**0**	**0**
		100.0%	1,4%	9.4%	0.2%	0.0%	2.7%	0.2%	0.0%	0.0%	0,0%	0.0%	0.0%	4.1%	0.0%	84.9%	0.0%	0.0%
Grand Total	100.0%	**34,370**	**1 869**	**6,311**	**230**	**122**	**4,003**	**377**	**978**	**43**	**51**	**11**	**210**	**827**	**14**	**21,703**	**176**	**248**
		100.0%	5,4%	18.4%	0.7%	0.4%	11.6%	1.1%	2.8%	0.1%	0,1%	0.0%	0.6%	2.4%	0.0%	63.1%	0.5%	0.7%

P.52 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT ADMINISTRATIF EN 2018-2019 :

A. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. DEMANDES RELATIVES AU DROIT CIVIL ET ADMINISTRATIF (EXCLUANT L'IMMIGRATION)

DU 1ER AVRIL 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2018 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT				
NATURE	TOTAL DES DEMANDES (A.)	ACCEPTÉES (C.)		COÛT MOYEN PRATIQUE PRIVÉE (1)(D.)
		PRATIQUE PRIVÉES	SALARIÉS	
DROIT CIVIL ET ADMINISTRATIF	30 824	5 700	16 144	455 $

(1) COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN DROIT CIVIL ET ADMINISTRATIF CONFIÉ ET PAYÉ AUX AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2018 31 DÉCEMBRE 2018, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

B. RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS

VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS" CI-JOINTE.

AIDE JURIDIQUE

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Consolide des 11 regions

Lecture au 11 février 2019

Analyse de l'évolution des demandes du 01/04/2018 au 31/12/2018

Volet contributif et gratuit

MOTIFS de REFUS

								Application de l'article 4.11							Application de l'article 70			
		* TOTAL REFUS	Refus de contribuer	Inadmiss. financière	Service nommém. exclu	Article 69	Service non couvert	Non-vraisembl. de droit	Peu de chance de succès	Coût déraison-nable	Impossible d'exécution	Refus règlement raisonn.	Autres serv. dispon.	Encontre loi sur A.J.	Dispos d'un bien	Refus de fournir renseign.	Renseign. faux ou inexacts	Autre cas Art.70
Civil et administratif		**8,660**	**523**	**1,610**	**165**	**120**	**2,346**	**253**	**775**	**33**	**8**	**8**	**186**	**289**	**3**	**3,945**	**25**	**45**
Familial		**7,671**	**612**	**2,507**	**3**	**2**	**109**	**81**	**108**	**8**	**14**	**1**	**14**	**203**	**6**	**4,528**	**34**	**76**
Protection de la jeunesse		**1,674**	**118**	**234**	**0**	**0**	**9**	**5**	**18**	**0**	**0**	**0**	**0**	**66**	**3**	**1,214**	**21**	**20**
Immigration		**738**	**54**	**100**	**1**	**0**	**15**	**1**	**52**	**0**	**0**	**0**	**0**	**13**	**1**	**510**	**0**	**15**
Homologation		**272**	**1**	**2**	**2**	**0**	**7**	**2**	**4**	**0**	**25**	**1**	**0**	**27**	**0**	**45**	**0**	**6**
SARPA		**8**	**0**	**3**	**0**	**0**	**1**	**1**	**1**	**0**	**0**	**0**	**1**	**1**	**0**	**2**	**0**	**0**
Civil	55.3%	**19,023**	**1 308**	**4,456**	**171**	**122**	**2,487**	**343**	**958**	**41**	**47**	**10**	**201**	**599**	**13**	**10,244**	**80**	**162**
		100.0%	6,9%	23.4%	0.9%	0.6%	13.1%	1.8%	5.0%	0.2%	0,2%	0.1%	1.1%	3.1%	0.1%	53.9%	0.4%	0.9%
Carcéral		**820**	**21**	**30**	**0**	**0**	**60**	**6**	**3**	**0**	**0**	**0**	**7**	**35**	**0**	**656**	**4**	**12**
Criminel		**3,977**	**134**	**494**	**6**	**0**	**181**	**18**	**10**	**1**	**1**	**1**	**1**	**61**	**0**	**3,083**	**35**	**21**
Criminel/Jeunesse		**289**	**10**	**19**	**0**	**0**	**14**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**12**	**0**	**229**	**4**	**1**
Criminel/Sommaire		**9,036**	**374**	**1,194**	**50**	**0**	**1,127**	**5**	**7**	**0**	**1**	**0**	**1**	**73**	**1**	**6,553**	**53**	**50**
Criminel	41.1%	**14,122**	**539**	**1,737**	**56**	**0**	**1,382**	**30**	**20**	**1**	**2**	**1**	**9**	**181**	**1**	**10,521**	**96**	**84**
		100.0%	3,8%	12.3%	0.4%	0.0%	9.8%	0.2%	0.1%	0.0%	0,0%	0.0%	0.1%	1.3%	0.0%	74.5%	0.7%	0.6%
Notarial		**173**	**7**	**19**	**1**	**0**	**106**	**2**	**0**	**1**	**2**	**0**	**0**	**4**	**0**	**45**	**0**	**2**
Notarial	0.5%	**173**	**7**	**19**	**1**	**0**	**106**	**2**	**0**	**1**	**2**	**0**	**0**	**4**	**0**	**45**	**0**	**2**
		100.0%	4,0%	11.0%	0.6%	0.0%	61.3%	1.2%	0.0%	0.6%	1,2%	0.0%	0.0%	2.3%	0.0%	26.0%	0.0%	1.2%
Données Incomplètes		**1,052**	**15**	**99**	**2**	**0**	**28**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**43**	**0**	**893**	**0**	**0**
Données incomplètes	3.1%	**1,052**	**15**	**99**	**2**	**0**	**28**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**43**	**0**	**893**	**0**	**0**
		100.0%	1,4%	9.4%	0.2%	0.0%	2.7%	0.2%	0.0%	0.0%	0,0%	0.0%	0.0%	4.1%	0.0%	84.9%	0.0%	0.0%
Grand Total	100.0%	**34,370**	**1 869**	**6,311**	**230**	**122**	**4,003**	**377**	**978**	**43**	**51**	**11**	**210**	**827**	**14**	**21,703**	**176**	**248**
		100.0%	5,4%	18.4%	0.7%	0.4%	11.6%	1.1%	2.8%	0.1%	0,1%	0.0%	0.6%	2.4%	0.0%	63.1%	0.5%	0.7%

P.53 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CIVIL DONT, NOTAMMENT, LES CHANGEMENTS DE NOM, LES SUCCESSIONS, LES SERVICES NOTARIAUX ET LA FIXATION DE LOYER PAR LA RÉGIE DU LOGEMENT EN 2018-2019 :

A. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. DEMANDES RELATIVES AU DROIT CIVIL

DU 1ER AVRIL 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2018 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT				
NATURE	TOTAL DES DEMANDES (A)	ACCEPTÉES (C)		COÛT MOYEN PRATIQUE PRIVÉE (1)(D)
		PRATIQUE PRIVÉES	SALARIÉS	
CHANGEMENT DE NOM	122	16	69	368 $
SUCCESSION (2)	873	208	498	244 $
SERVICES NOTARIAUX (3)	441	265	0	265 $
LOGEMENT	5 732	1 176	2 925	353 $

(1) COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN DROIT CIVIL CONFIÉ ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2018, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

(2) INCLUANT LES DOSSIERS RELATIFS AU TESTAMENT.

(3) INCLUANT LES DOSSIERS DE SUCCESSIONS ASSUMÉS PAR LES NOTAIRES.

P.54 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL EN 2018-2019 :

A. NOMBRE TOTAL DE DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. DEMANDES RELATIVES AU DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL

DU 1ER AVRIL 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2018 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT				
NATURE	TOTAL DES DEMANDES (A)	ACCEPTÉES (C)		COÛT MOYEN PRATIQUE PRIVÉE (1)(D)
		PRATIQUE PRIVÉES	SALARIÉS	
DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL (2)	63 814	27 996	25 942	853 $

(1) COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL CONFIÉ ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2018, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

(2) INCLUANT LA PROTECTION DE LA JEUNESSE.

B. RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS

VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS" CI-JOINTE.

AIDE JURIDIQUE

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Consolide des 11 regions

Lecture au 11 février 2019

Analyse de l'évolution des demandes du 01/04/2018 au 31/12/2018

Volet contributif et gratuit

MOTIFS de REFUS

								Application de l'article 4.11							Application de l'article 70			
		* TOTAL REFUS	Refus de contribuer	Inadmiss. financière	Service nommém. exclu	Article 69	Service non couvert	Non-vraisembl. de droit	Peu de chance de succès	Coût déraison-nable	Impossible d'exécution	Refus règlement raisonn.	Autres serv. dispon.	Encontre loi sur A.J.	Dispos d'un bien	Refus de fournir renseign.	Renseign. faux ou inexacts	Autre cas Art.70
Civil et administratif		**8,660**	**523**	**1,610**	**165**	**120**	**2,346**	**253**	**775**	**33**	**8**	**8**	**186**	**289**	**3**	**3,945**	**25**	**45**
Familial		**7,671**	**612**	**2,507**	**3**	**2**	**109**	**81**	**108**	**8**	**14**	**1**	**14**	**203**	**6**	**4,528**	**34**	**76**
Protection de la jeunesse		**1,674**	**118**	**234**	**0**	**0**	**9**	**5**	**18**	**0**	**0**	**0**	**0**	**66**	**3**	**1,214**	**21**	**20**
Immigration		**738**	**54**	**100**	**1**	**0**	**15**	**1**	**52**	**0**	**0**	**0**	**0**	**13**	**1**	**510**	**0**	**15**
Homologation		**272**	**1**	**2**	**2**	**0**	**7**	**2**	**4**	**0**	**25**	**1**	**0**	**27**	**0**	**45**	**0**	**6**
SARPA		**8**	**0**	**3**	**0**	**0**	**1**	**1**	**1**	**0**	**0**	**0**	**1**	**1**	**0**	**2**	**0**	**0**
Civil	55.3%	**19,023**	**1 308**	**4,456**	**171**	**122**	**2,487**	**343**	**958**	**41**	**47**	**10**	**201**	**599**	**13**	**10,244**	**80**	**162**
		100.0%	6,9%	23.4%	0.9%	0.6%	13.1%	1.8%	5.0%	0.2%	0,2%	0.1%	1.1%	3.1%	0.1%	53.9%	0.4%	0.9%
Carcéral		**820**	**21**	**30**	**0**	**0**	**60**	**6**	**3**	**0**	**0**	**0**	**7**	**35**	**0**	**656**	**4**	**12**
Criminel		**3,977**	**134**	**494**	**6**	**0**	**181**	**18**	**10**	**1**	**1**	**1**	**1**	**61**	**0**	**3,083**	**35**	**21**
Criminel/Jeunesse		**289**	**10**	**19**	**0**	**0**	**14**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**12**	**0**	**229**	**4**	**1**
Criminel/Sommaire		**9,036**	**374**	**1,194**	**50**	**0**	**1,127**	**5**	**7**	**0**	**1**	**0**	**1**	**73**	**1**	**6,553**	**53**	**50**
Criminel	41.1%	**14,122**	**539**	**1,737**	**56**	**0**	**1,382**	**30**	**20**	**1**	**2**	**1**	**9**	**181**	**1**	**10,521**	**96**	**84**
		100.0%	3,8%	12.3%	0.4%	0.0%	9.8%	0.2%	0.1%	0.0%	0,0%	0.0%	0.1%	1.3%	0.0%	74.5%	0.7%	0.6%
Notarial		**173**	**7**	**19**	**1**	**0**	**106**	**2**	**0**	**1**	**2**	**0**	**0**	**4**	**0**	**45**	**0**	**2**
Notarial	0.5%	**173**	**7**	**19**	**1**	**0**	**106**	**2**	**0**	**1**	**2**	**0**	**0**	**4**	**0**	**45**	**0**	**2**
		100.0%	4,0%	11.0%	0.6%	0.0%	61.3%	1.2%	0.0%	0.6%	1,2%	0.0%	0.0%	2.3%	0.0%	26.0%	0.0%	1.2%
Données Incomplètes		**1,052**	**15**	**99**	**2**	**0**	**28**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**43**	**0**	**893**	**0**	**0**
Données incomplètes	3.1%	**1,052**	**15**	**99**	**2**	**0**	**28**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**43**	**0**	**893**	**0**	**0**
		100.0%	1,4%	9.4%	0.2%	0.0%	2.7%	0.2%	0.0%	0.0%	0,0%	0.0%	0.0%	4.1%	0.0%	84.9%	0.0%	0.0%
Grand Total	100.0%	**34,370**	**1 869**	**6,311**	**230**	**122**	**4,003**	**377**	**978**	**43**	**51**	**11**	**210**	**827**	**14**	**21,703**	**176**	**248**
		100.0%	5,4%	18.4%	0.7%	0.4%	11.6%	1.1%	2.8%	0.1%	0,1%	0.0%	0.6%	2.4%	0.0%	63.1%	0.5%	0.7%

P.55 COÛT TOTAL DES FRAIS JUDICIAIRES PAYÉS PAR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR LES BÉNÉFICIAIRES DESSERVIS PAR DES AVOCATS SALARIÉS OU PAR DES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS EN 2018-2019.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉPARTITION DES FRAIS JUDICIAIRES ENCOURUS PAR LES AVOCATS SALARIÉS, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION

DU 1ER AVRIL 2018 AU 28 FÉVRIER 2019 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	39 935	54,1 %	33 933	45,9 %	73 868
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	99 932	78,3 %	27 683	21,7 %	127 615
CÔTE-NORD	34 987	83,8 %	6 759	16,2 %	41 746
ESTRIE	130 143	89,8 %	14 838	10,2 %	144 981
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	139 515	87,6 %	19 681	12,4 %	159 196
MAURICIE-BOIS-FRANCS	152 876	91,3 %	14 617	8,7 %	167 493
MONTRÉAL	858 591	94,8 %	47 193	5,2 %	905 784
OUTAOUAIS	163 105	99,3 %	1 178	0,7 %	164 283
QUÉBEC	113 865	75,2 %	37 646	24,8 %	151 511
RIVE-SUD	246 280	94,4 %	14 748	5,6 %	261 028
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	39 977	91,6 %	3 676	8,4 %	43 653
TOTAL	**2 019 206**	**90,1 %**	**221 952**	**9,9 %**	**2 241 158**

RÉPARTITION DES FRAIS JUDICIAIRES ENCOURUS PAR LES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION

DU 1ER AVRIL 2018 AU 28 FÉVRIER 2019 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	47 290	29,1 %	115 347	70,9 %	162 637
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	113 816	86,4 %	17 936	13,6 %	131 752
CÔTE-NORD	44 531	62,3 %	26 916	37,7 %	71 447
ESTRIE	127 270	70,9 %	52 198	29,1 %	179 468
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	297 293	53,6 %	257 577	46,4 %	554 870
MAURICIE-BOIS-FRANCS	113 578	88,9 %	14 151	11,1 %	127 729
MONTRÉAL	1 113 336	73,2 %	406 671	26,8 %	1 520 007
OUTAOUAIS	34 259	51,9 %	31 773	48,1 %	66 032
QUÉBEC	104 822	63,1 %	61 306	36,9 %	166 128
RIVE-SUD	247 849	70,1 %	105 921	29,9 %	353 770
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	24 369	86,8 %	3 704	13,2 %	28 073
TOTAL	**2 268 413**	**67,5 %**	**1 093 500**	**32,5 %**	**3 361 913**

INCLUANT LES FRAIS D'EXPERTISE, EXCLUANT LE COÛT POUR PHOTOCOPIES ET LES FRAIS DE DÉPLACEMENTS.

P.56 COÛT TOTAL DES FRAIS D'EXPERTISE DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS SALARIÉS ET LES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, POUR CHACUNE DES RÉGIONS, EN FAISANT LA DISTINCTION SELON LE TYPE D'EXPERTISE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉPARTITION DES FRAIS D'EXPERTISE ENCOURUS PAR LES AVOCATS SALARIÉS, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION DU 1ER AVRIL 2018 AU 28 FÉVRIER 2019 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGION	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	24 295	47,0 %	27 370	53,0 %	51 665
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	31 942	73,0 %	11 803	27,0 %	43 745
CÔTE-NORD	5 820	66,0 %	3 000	34,0 %	8 820
ESTRIE	37 685	79,7 %	9 570	20,3 %	47 255
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	27 425	72,6 %	10 327	27,4 %	37 752
MAURICIE-BOIS-FRANCS	60 063	87,4 %	8 652	12,6 %	68 715
MONTRÉAL	227 313	90,9 %	22 800	9,1 %	250 113
OUTAOUAIS	36 086	100,0 %	0	0,0 %	36 086
QUÉBEC	30 917	52,2 %	28 359	47,8 %	59 276
RIVE-SUD	58 737	92,8 %	4 538	7,2 %	63 275
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	5 051	66,9 %	2 500	33,1 %	7 551
TOTAL	**545 334**	**80,9 %**	**128 919**	**19,1 %**	**674 253**

RÉPARTITION DES FRAIS D'EXPERTISE ENCOURUS PAR LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION DU 1ER AVRIL 2018 AU 28 FÉVRIER 2019 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGION	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	26 028	24,4 %	80 535	75,6 %	106 563
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	10 091	53,6 %	8 740	46,4 %	18 831
CÔTE-NORD	1 500	10,7 %	12 576	89,3 %	14 076
ESTRIE	26 338	52,1 %	24 175	47,9 %	50 513
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	95 154	71,7 %	37 514	28,3 %	132 668
MAURICIE-BOIS-FRANCS	27 422	83,7 %	5 350	16,3 %	32 772
MONTRÉAL	213 711	54,3 %	179 749	45,7 %	393 460
OUTAOUAIS	5 958	23,4 %	19 501	76,6 %	25 459
QUÉBEC	36 161	69,1 %	16 200	30,9 %	52 361
RIVE-SUD	66 764	75,2 %	21 969	24,8 %	88 733
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	4 241	100,0 %	0	0,0 %	4 241
TOTAL	**513 368**	**55,8 %**	**406 309**	**44,2 %**	**919 677**

P.57 PRÉVISIONS ET SCÉNARIOS DE FINANCEMENT DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR L'ANNÉE 2019-2020. FOURNIR UN COMPARATIF AVEC 2018-2019.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	2018-2019 (K$)
SUBVENTION VERSÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE	180 086,8
REVENUS AUTONOMES ESTIMÉS	5 346,0
UTILISATION DU SURPLUS CUMULÉ	2 569,2
TOTAL	**188 002,0**

P.58 VENTILATION DÉTAILLÉE DE L'EFFECTIF, AU 31 MARS 2019, POUR LA COMMISSION ET POUR CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

VENTILATION DÉTAILLÉE DES EFFECTIFS POUR LA COMMISSION AINSI QUE POUR CHACUN DES BUREAUX AU 31 MARS 2019

RÉGION	AVOCATS	AUTRE PERSONNEL	STAGIAIRES	TOTAL
ABITIBI – TÉMISCAMINGUE				
ADMINISTRATION & AMOS	2,0	6,6		8,6
ROUYN-NORANDA	3,0	3,0		6,0
VILLE-MARIE	1,0	1,0		2,0
VAL D'OR	4,0	4,0		8,0
LA SARRE	1,0	1,6		2,6
NORD	4,0	2,0		6,0
KUUJJUAQ	1,0	1,0		2,0
CHIBOUGAMAU	1,0	1,0		2,0
	17,0	**20,2**		**37,2**
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE				
RIMOUSKI	5,0	8,0	1,0	14,0
NEW RICHMOND	2,0	2,7		4,7
RIVIÈRE-DU-LOUP	3,0	5,0	1,0	9,0
GASPÉ	1,0	1,5		2,5
ILES-DE-LA-MADELEINE	1,0	1,0		2,0
MATANE	2,0	2,5		4,5
CHANDLER	2,0	2,7		4,7
AMQUI	1,0	1,5		2,5
STE-ANNE-DES-MONTS	1,0	1,5		2,5
CABANO	1,0	1,6		2,6
	19,0	**28,0**	**2,0**	**49,0**
CÔTE-NORD				
SEPT-ÎLES	5,0	6,5	0,5	9,0
BAIE-COMEAU	5,0	4,0		9,0
FORESTVILLE	1,0	2,0		3,0
	11,0	**12,5**	**0,5**	**24,0**
ESTRIE				
SHERBROOKE (ADMINISTRATION ET CIVIL)	8,0	15,0		23,0
COATICOOK	1,0	1,0		2,0
THETFORD MINES	3,0	4,0		7,0
ASBESTOS	2,0	2,5		4,5
LAC MÉGANTIC	2,0	2,0		4,0
MAGOG	2,0	2,5		4,5
SHERBROOKE (JEUNESSE ET CRIMINEL)	9,0	7,5	0,5	17,0
	27,0	**34,5**	**0,5**	**62,0**

Région	Avocats	Autre personnel	Stagiaires	Total
Laurentides-Lanaudière				
St-Jérôme (30 ouest, de Martigny)	15,0	17,1	1,0	33,1
Joliette	10,0	10,8	1,0	21,8
Mont-Laurier	2,0	2,3		4,3
Ste-Thérèse	2,0	3,6		5,6
Repentigny	2,0	3,7		5,7
Ste-Agathe	1,0	1,6		2,6
Lachute	1,0	1,6		2,6
St-Eustache	1,0	1,9		2,9
Terrebonne	1,0	1,5		2,5
Administration	2,0	4,0		6,0
	37,0	**48,1**	**2,0**	**87,1**
Mauricie-Bois-Francs				
Trois-Rivières (1350 Royale)	10,0	11,5	1,0	22,5
Shawinigan	5,0	5,0	0,5	10,5
la Tuque	1,0	1,0		2,0
Drummondville	6,0	8,0		14,0
Victoriaville	4,0	5,5		9,5
Louiseville				0,0
Administration	1,0	4,0		5,0
	27,0	**35,0**	**1,5**	**63,5**
Montréal				
Laval	13,0	13,0	0,5	26,5
Centre Sud	7,0	9,0	0,5	16,5
Div. Jeunesse (5800 St-Denis)	13,0	9,0		22,0
Division criminelle	26,0	31,0	2,0	58,0
Maisonneuve-Mercier	8,0	10,0	0,5	18,5
Montréal-Nord	7,0	9,0	0,5	16,5
Côte-des-Neiges	6,0	8,0	0,5	14,5
Crémazie	7,0	9,0	0,5	16,5
Sud-Ouest	8,0	10,0	0,5	18,5
Administration	3,0	22,0		25,0
Immigration	9,0	14,0		23,0
Pointe-St-Charles	3,0	5,0	0,5	8,5
Santé mentale	4,0	3,0		7,0
Service de garde	7,0	1,0		8,0
	121,0	**152,0**	**6,0**	**279,0**
Outaouais				
Gatineau (civil, famille, jeunesse & administration)	9,0	14,0		23,0
Maniwaki	2,0	2,5		4,5
Campbell's Bay	1,0	1,0		2,0
Buckingham	1,8	2,5		4,3
Gatineau	5,0	6,5		11,5
Gatineau – Section criminelle	7,0	7,0	0,5	14,5
Aylmer	1,0	1,0		2,0
St-André Avelin	0,2			0,2
	27,0	**34,5**	**0,5**	**62,0**

Région	Avocats	Autre personnel	Stagiaires	Total
Québec				
Charlesbourg (5350 H.-Bourassa)	5,0	8,0		13,0
La Malbaie	1,0	1,4		2,4
Lévis	3,0	4,0		7,0
Montmagny	2,0	2,0		4,0
St-Georges-de-Beauce	3,0	3,0		6,0
St-Joseph-de-Beauce	2,0	2,0		4,0
Qc – Section jeunesse	7,0	6,0	1,0	14,0
Qc – Section criminelle	10,0	12,6	1,0	23,6
Centre-ville	5,0	7,0		12,0
Charlesbourg (8500 H.-Bourassa)	2,0	5,0		7,0
	40,0	**51,0**	**2,0**	**93,0**
Rive-Sud				
Longueuil (101 Roland-Therrien)	2,0	4,0		6,0
Longueuil – Affaires civiles	9,0	12,5	1,0	22,5
Châteauguay	2,0	3,0		5,0
St-Jean-sur-Richelieu	4,0	4,0		8,0
St-Hyacinthe	5,0	6,0		11,0
Sorel	3,0	4,0		7,0
Granby	4,0	5,0		9,0
Valleyfield	7,0	7,0		14,0
Cowansville	2,0	3,0		5,0
Longueuil – Criminel & Jeunesse	12,0	9,0	0,5	21,5
Brossard				
	50,0	**57,5**	**1,5**	**109,0**
Saguenay Lac-St-Jean				
Chicoutimi	6,0	7,0		13,0
Alma	3,0	4,0		7,0
Roberval	2,0	3,0		5,0
Dolbeau-Mistassini	1,0	2,0		3,0
La Baie	1,0	1,0		2,0
Jonquière	3,0	4,0		7,0
Administration	1,0	3,0		4,0
	17,0	**24,0**	**0,0**	**41,0**
COMMISSION	**12,0**	**48,0**		**60,0**
TOTAL DES EFFECTIFS	**405,0**	**545,3**	**16,5**	**966,8**

P.59 BILAN DE LA HAUSSE DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE EN VIGUEUR EN 2018-2019 ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉGIONS	DEMANDES REÇUES DU 1ER AVRIL AU 31 DÉCEMBRE 2018
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	8 824
BAS-ST-LAURENT-GASPÉSIE	7 995
CÔTE-NORD	3 637
ESTRIE	11 812
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	23 914
MAURICIE-BOIS-FRANCS	15 163
MONTRÉAL	58 922
OUTAOUAIS	11 882
QUÉBEC	19 554
RIVE-SUD	28 894
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	7 821
TOTAL	**198 418**

P.60 EN 2018-2019, LE NOMBRE DE DEMANDEURS DU PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE, JUGÉS INADMISSIBLES EN RAISON DE REVENUS TROP ÉLEVÉS, LIÉS À UNE PENSION ALIMENTAIRE. POUR LES DEMANDEURS PRÉCÉDENTS, LA VALEUR TOTALE DES PENSIONS ALIMENTAIRES ET LA SOMME QUE L'ÉTAT A ÉPARGNÉE EN LES DISQUALIFIANT.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	2018	2019 (JAN-MARS)
NOMBRE TOTAL DE DEMANDES TRAITÉES À L'AIDE JURIDIQUE	269 101	58 785
NOMBRE TOTAL DE REQUÉRANTS REFUSÉS ÉCONOMIQUEMENT À L'AIDE JURIDIQUE	8 655	1 822
PROPORTION DES DEMANDES TRAITÉES	3,22 %	3,10 %
NOMBRE DE REQUÉRANTS REFUSÉS ÉCONOMIQUEMENT[1] À L'AIDE JURIDIQUE ET AYANT REÇU UNE PENSION ALIMENTAIRE[2]	779	153
PROPORTION DES DEMANDES TRAITÉES	0,29 %	0,26 %
MONTANT TOTAL DES PENSIONS ALIMENTAIRES REÇUES PAR CES REQUÉRANTS	6 383 550 $	1 294 714 $
NOMBRE DE REQUÉRANTS REFUSÉS ÉCONOMIQUEMENT À L'AIDE JURIDIQUE ET DONT LE MONTANT DE LA PENSION ALIMENTAIRE DÉPASSE À ELLE SEULE LE BARÈME GRATUIT[3]	27	8
PROPORTION DES DEMANDES TRAITÉES	0,01 %	0,01 %
MONTANT TOTAL DES PENSIONS ALIMENTAIRES REÇUES PAR CES REQUÉRANTS	1 237 284 $	311 997 $
LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER[4]	**670 $**	**678 $**
LES SOMMES ÉPARGNÉES ESTIMÉES	**18 090 $**	**5 424 $**

[1] UN REQUÉRANT PEUT ÊTRE REFUSÉ ÉCONOMIQUEMENT TANT PAR SES REVENUS, SES BIENS ET/OU SES LIQUIDITÉS.

[2] TOUTE FORME DE PENSION ALIMENTAIRE. NOUS NE POUVONS DISTINGUER CELLES SE RAPPORTANT UNIQUEMENT AUX ENFANTS.

[3] DONT CERTAINS ONT PU ÊTRE ADMIS MOYENNANT LE PAIEMENT D'UNE CONTRIBUTION.

[4] IL S'AGIT DU COÛT MOYEN D'UN DOSSIER (TOUTES MATIÈRES CONFONDUES) CONFIÉ ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION.

P.61 LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2018-2019 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :

A. **LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;**
B. **LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;**
C. **LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;**
D. **LES PRÉVISIONS DES COÛT POUR 2019-2020 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIÉ;**
E. **LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHANT;**
F. **UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.**

MINISTÈRE

CETTE LISTE DIVULGUE LES ENGAGEMENTS DE MOINS DE 25 000 $ CONFORMÉMENT AUX INSTRUCTIONS REÇUES DANS LES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX : NE FAITES ÉTAT QUE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000$. POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.*
* EN RÉFÉRENCE À LA DIRECTIVE 4-80 « CONCERNANT CERTAINS ENGAGEMENTS DE 25 000 $ ET PLUS ET LES RÈGLES RELATIVES AUX PAIEMENTS FAITS SUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU »

LÉGENDE

TAUX RÉGLEMENTAIRE : TAUX SUIVANT LE *TARIF D'HONORAIRES POUR SERVICES PROFESSIONNELS FOURNIS AU GOUVERNEMENT PAR DES AVOCATS OU DES NOTAIRES* (C-65.1, R.11) POUR LES MANDATS AUTORISÉS JUSQU'AU 12 SEPTEMBRE 2018 INCLUSIVEMENT ET LE *RÈGLEMENT SUR LES HONORAIRES RELATIFS À CERTAINS SERVICES JURIDIQUES RENDUS À DES ORGANISMES DU GOUVERNEMENT* (C-65.1, R. 7.3) POUR LES MANDATS AUTORISÉS À PARTIR DU 13 SEPTEMBRE 2018.

TAUX DÉROGATOIRE : TAUX QUI A FAIT L'OBJET D'UNE DEMANDE DE DÉROGATION AU CONSEIL DU TRÉSOR CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 6. 2) B) DU *TARIF D'HONORAIRES POUR SERVICES PROFESSIONNELS FOURNIS AU GOUVERNEMENT PAR DES AVOCATS OU DES NOTAIRES* (C-65.1, R.11).

H	TAUX HORAIRE
1	MANDAT AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE
2	MANDAT QUI FAIT L'OBJET D'UNE DEMANDE QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE ET QUI EST EN CHEMINEMENT POUR OBTENIR UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR
3	MANDAT HORS QUÉBEC

NOTE EXPLICATIVE

QUESTIONS PARTICULIÈRES POUR LES MANDATS ACCORDÉS LORS DE L'EXERCICE 2018-2019 (DU 1ER AVRIL 2018 AU 28 FÉVRIER 2019) AUX AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE

MANDATS POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES

EN RÉPONSE AUX QUESTIONS POSÉES À L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020 DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, LES LISTES ANNEXÉES DIVULGUENT, POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS PAR LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES, UNE INFORMATION DÉTAILLÉE SUR LE TAUX HORAIRE, L'OBJET DU MANDAT ET LE MONTANT DES HONORAIRES QUI A FAIT L'OBJET D'UNE RENONCIATION AU BÉNÉFICE DU SECRET PROFESSIONNEL.

MANDATS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS

AFIN DE RESPECTER LE SECRET PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DE LA GESTION DES FONDS PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS AVEC LE TOTAL DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS AUTORISÉS DANS CE SECTEUR.

MANDATS POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES – RENONCIATION PARTIELLE AU SECRET PROFESSIONNEL OBTENUE DANS LES DOSSIERS

MANDATAIRES	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
GIRARD, CLAUDE	300 $/H	AGIR À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS POUR LA RÉALISATION D'UN PROJET	0,00 $
LEROUX, FRANÇOIS	200 $/H	PROCÉDER À L'ANNULATION D'UN ACTE DE VENTE	0,00 $
		TOTAL DES HONORAIRES	**0,00 $**

MANDATS POUR REPRÉSENTER LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES – RENONCIATION PARTIELLE AU SECRET PROFESSIONNEL OBTENUE DANS LES DOSSIERS

MANDATAIRES	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
BEAUCHAMP, MICHEL	100 $/H	AGIR À TITRE D'EXPERT CONSEIL DU CURATEUR PUBLIC	0,00 $
		TOTAL DES HONORAIRES	**0,00 $**

MANDATS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS – AUCUNE RENONCIATION PARTIELLE AU SECRET PROFESSIONNEL N'A ÉTÉ OBTENUE DANS LES DOSSIERS

MANDATAIRES	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES (VOIR TOTAL EN FIN DE SECTION)
BATTISTA, GIUSEPPE	DÉROGATOIRE[1]	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTE PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE	
BATTISTA, GIUSEPPE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTE PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE	
CODERRE, MARIO	DÉROGATOIRE[1]	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTE DÉONTOLOGIQUE	
CODERRE, MARIO	RÉDOGATOIRE[1]	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTE DÉONTOLOGIQUE	
CODERRE, MARIO	DÉROGATOIRE[1]	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTE DÉONTOLOGIQUE	
GILBERT, ANNIE	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTE PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE	
MAGEAU, CLAUDE	DÉROGATOIRE[1]	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTE PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE	
RANCOURT, GILLES	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN FONCTIONNAIRE DANS LE CADRE D'UN RECOURS JUDICIAIRE	
RYAN, ANDRÉ	DÉROGATOIRE[1]	REPRÉSENTER UN MINISTRE DANS LE CADRE D'UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE	
SOUCY, PIERRE	DÉROGATOIRE[1]	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTE PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE	

Mandataires	Taux	Objet	Montant des honoraires (Voir total en fin de section)
Soucy, Pierre	dérogatoire[1]	Représenter un membre de la magistrature à la suite d'une plainte portée à son égard devant le Conseil de la magistrature	
Sylvestre, Frédéric	dérogatoire[1]	Représenter un membre d'un tribunal administratif à la suite d'une plainte déontologique	
Touma, Nadine	réglementaire	Assister un ministre dans le cadre d'une enquête	
Verner, Matthieu	dérogatoire[1 et 3]	Représenter un membre de la magistrature dans le cadre d'une procédure judiciaire	
		Total des honoraires	**76 620,50 $**
		Grand total des honoraires pour l'ensemble des mandats	**76 620,50 $**

Aucun mandat n'a fait l'objet d'une prolongation

Noms et adresses des avocats et notaires

nom, prénom	firme	adresse	ville	code postal
Battista, Giuseppe	Battista Turcot Israël Corbo, s.e.n.c.	388, rue Saint-Jacques, 2e étage, bureau 200	Montréal (QC)	H2Y 1S1
Beauchamp, Michel	Beauchamp & Gilbert, notaires inc.	507, place d'Armes, bureau 1300	Montréal (QC)	H2Y 2W8
Coderre, Mario	Roy Bélanger avocats s.e.n.c.r.l.	201, rue Laurier est, bureau 420	Montréal (QC)	H2T 3E6
Gilbert, Annie	Poudrier, Bradet avocats s.e.n.c.	70, rue Dalhousie, bureau 100	Québec (QC)	G1K 4B2
Girard, Claude	Fasken Martineau Dumoulin s.e.n.c.r.l., s.r.l.	140 rue Grande-Allée est, bureau 800	Québec (QC)	G1R 5M8
Leroux, François	me François Leroux, notaire	894, chemin du Fleuve	les Cèdres (QC)	J7T 1B2
Mageau, Claude	Caïn Lamarre, s.e.n.c.r.l.	630, boulevard René-Lévesque ouest, bureau 2780	Montréal (QC)	H3B 1S6
Rancourt, Gilles	Norton Rose Fulbright Canada s.e.n.c.r.l., s.r.l.	2828 boulevard Laurier, bureau 1500	Québec (QC)	G1V 0B9
Ryan, André	BCF s.e.n.c.r.l.	1100, boulevard René-Lévesque ouest, 25e étage	Montréal (QC)	H3B 5C9
Soucy, Pierre	Lambert Therrien avocats	473, rue Radisson, C.P. 1900	Trois-Rivières (QC)	G9A 5M6
sylvestre, Frédéric	sylvestre & associés, s.e.n.c.r.l	1395, rue Daniel-Johnson est, bureau 600	Saint-Hyacinthe (QC)	J2S 7Y6
Touma, Nadine	Étude légale N. Touma inc.	507 place d'Armes, bureau 1700	Montréal (QC)	H2Y 2W8
Verner, Matthieu	Noël et associées, s.e.n.c.r.l.	111, rue Champlain	Gatineau (QC)	J8X 3R1

Ministère des Transports (MTQ)

Note 1	Types de mandats confiés:	Les mandats concernant l'acquisition d'immeubles par le MTQ (expropriations ou acquisitions de gré à gré) sont les suivants, selon le cas: • examen de titres; • quittance provisionnelle; • acte final (quittance finale, mainlevée, vente, échange ou servitude).
Note 2	Choix du notaire:	Le notaire est choisi par la personne expropriée ou venderesse conformément à la directive du MTQ, émise le 1er mai 2017, qui oblige la personne expropriée ou venderesse à signer un formulaire pour le choix du notaire avant l'attribution du contrat de services juridiques.
Note 3	Honoraires:	Le mandat est à forfait lorsqu'aucun débours n'est inscrit. Lorsqu'un débours est inscrit dans la liste, cela signifie que le mandat est à honoraires selon le tarif.

Ministère des Transports (MTQ)

Directions territoriales (DT)

- Direction de l'Abitibi-Témiscamingue-Nord-du-Québec
- Direction du Bas-Saint-Laurent
- Direction de la Chaudière-Appalaches
- Direction de la Côte-Nord
- Direction de l'Est-de-la-Montérégie
- Direction de l'Estrie
- Direction Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
- Direction de l'île-de-Montréal
- Direction des Laurentides-Lanaudière
- Direction de Laval-Mille-Îles
- Direction Métropolitaine de Montréal
- Direction Montérégie
- Direction de l'Ouest-de-la-Montérégie
- Direction de l'Outaouais
- Direction de Québec
- Direction du Saguenay Lac-Saint-Jean Est
- Région de la Mauricie
- Région du Centre du Québec

Direction générale de l'expertise immobilière (DGEI)

- Service d’expertise immobilière

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664002	59053	Gilbert, Bernard (notaire)	691, 2e avenue J9P 1W5 QC	2018-05-29	2018-08-21	131,00 $	790,00 $	1 039,30 $
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664003	139293	Gilbert, Louis (notaire)	691, 2e Avenue J9P 1W5 QC	2018-05-01	2018-06-01	264,00 $	1 065,00 $	1 488,48 $
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664004	523933	Sylvie Gagnon, notaire inc.	158, Principale Sud J9T 2J7 QC	2018-09-19	2018-11-16	256,00 $	675,00 $	1 032,08 $
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664007	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2018-09-12	2018-11-30	0,00 $	150,00 $	172,46 $
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664014	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2018-09-12	2018-12-17	0,00 $	10,00 $	11,50 $
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664016	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2018-09-12	2018-12-17	0,00 $	10,00 $	11,50 $
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664018	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2018-04-11	2018-06-01	165,00 $	520,03 $	762,90 $
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664018	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2018-09-12	2018-12-17	0,00 $	10,00 $	11,50 $
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664019	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2018-09-12	2018-12-17	0,00 $	10,00 $	11,50 $
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664023	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2018-09-12	2018-11-30	0,00 $	150,00 $	172,46 $
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664024	400128	Me Christian Daviau, notaire inc.	315, rue Visitation J0H 2E0 QC	2018-09-12	2019-01-28	0,00 $	118,75 $	136,54 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664027	296391	Me Paul Hallé notaire inc.	689, 3e Avenue, bureau 200 J9P 1S7 QC	2018-02-07	2018-03-07	145,00 $	300,00 $	489,93 $
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664038	578265	Carreau & Gingras, notaires inc.	299, 2e Rue Est J9Z 2H1 QC	2018-03-01	2018-04-09	122,00 $	561,00 $	767,01 $
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201664039	370923	Vachon, Roger (notaire)	299, 2e Rue Est J9Z 2H1 QC	2018-07-05	2018-07-05	121,00 $	572,88 $	779,66 $
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201764008	808936	PME inter notaires Abitibi inc	22, 1er Avenue O, bureau 301 J9T 2T8 QC	2018-10-01	2018-11-07	121,00 $	180,00 $	327,96 $
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201764012	32238	Séguin, Francine (notaire)	80, Monseigneur-Tessier Est Bureau 101 J9X 3B9 QC	2018-02-16	2018-03-09	121,00 $	871,70 $	1 123,24 $
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201764019	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2018-03-14	2018-03-19	8,00 $	350,00 $	410,41 $
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201764020	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2018-09-17	2018-11-07	0,00 $	265,00 $	304,68 $
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201864000	370923	Vachon, Roger (notaire)	299, 2e Rue Est J9Z 2H1 QC	2018-06-19	2018-07-27	7,00 $	193,32 $	229,27 $
DT Abitibi-Témis.-N. Québec	6201864001	808936	PME inter notaires Abitibi inc	22, 1er Avenue O, bureau 301 J9T 2T8 QC	2018-11-27	2018-12-18	17,60 $	600,00 $	707,45 $
Total DT Abitibi-Témis.-N. Québec							**1 478,60 $**	**7 402,68 $**	**9 989,83 $**
DT Bas-St-Laurent	6200204095	138562	Rousseau, Stéphane (notaire)	307, de la Gare G4W 3J2 QC	2018-12-11	2019-01-24	121,00 $	906,75 $	1 163,54 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Bas-St-Laurent	6200604144	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2018-04-13	2018-05-14	129,00 $	1 000,00 $	1 278,75 $
DT Bas-St-Laurent	6200604150	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2018-08-21	2018-09-04	20,00 $	500,00 $	594,88 $
DT Bas-St-Laurent	6200704179	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2018-12-04	2018-12-18	0,00 $	650,00 $	747,34 $
DT Bas-St-Laurent	6200804007	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2	2018-07-11	2018-08-15	26,00 $	700,00 $	830,83 $
DT Bas-St-Laurent	6200804008	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2	2018-07-11	2018-08-15	20,00 $	600,00 $	709,85 $
DT Bas-St-Laurent	6200804140	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2018-10-05	2018-10-19	0,00 $	250,00 $	287,44 $
DT Bas-St-Laurent	6200804148	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2018-11-16	2018-12-06	0,00 $	350,00 $	402,41 $
DT Bas-St-Laurent	6200904053	46354	Me Lise Martin	747, 7e Rue Ouest G5T 1Y9 QC	2018-11-23	0	0,00 $	1 050,00 $	1 207,24 $
DT Bas-St-Laurent	6200904063	337000	Étude des notaires Allard & Corbeil inc.	5425, boul. Laurier ouest, bureau 100 J2S 3V6 QC	2019-01-03	2019-01-25	0,00 $	325,00 $	373,67 $
DT Bas-St-Laurent	6200904152	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2018-09-10	2019-01-09	0,00 $	300,00 $	344,93 $
DT Bas-St-Laurent	6200904155	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2018-09-10	2019-01-09	0,00 $	350,00 $	402,41 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Bas-St-Laurent	6201104001	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2018-04-16	2018-05-03	34,00 $	500,00 $	608,88 $
DT Bas-St-Laurent	6201104009	46354	Me Lise Martin	747, 7e Rue Ouest G5T 1 Y9 QC	2018-11-23	0	0,00 $	1 650,00 $	1 897,09 $
DT Bas-St-Laurent	6201204015	67168	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre	101-506, rue Taché G0L 3Y0 QC	2018-10-24	2019-02-13	0,00 $	100,00 $	114,98 $
DT Bas-St-Laurent	6201204015	67168	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre	101-506, rue Taché G0L 3Y0 QC	2019-02-01	2019-02-13	0,00 $	150,00 $	172,46 $
DT Bas-St-Laurent	6201204031	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2018-03-16	2018-04-13	155,00 $	1 880,00 $	2 316,53 $
DT Bas-St-Laurent	6201204091	315542	Côté & Soucy, notaires	188, rue Fraser Case postale 1328 G5R 4L9 QC	2018-08-30	2018-10-17	37,00 $	535,00 $	652,12 $
DT Bas-St-Laurent	6201204108	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC	2018-05-24	2018-05-29	121,00 $	625,00 $	839,59 $
DT Bas-St-Laurent	6201304078	333536	Chabot, Pierre (notaire)	2A, rue Desjardins G0J 3K0 QC	2018-09-12	2018-10-17	0,00 $	225,00 $	258,69 $
DT Bas-St-Laurent	6201304078	333536	Chabot, Pierre (notaire)	2A, rue Desjardins G0J 3K0 QC	2018-12-18	2019-01-24	9,00 $	500,00 $	583,88 $
DT Bas-St-Laurent	6201304091	367006	Odile Charest inc.	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 QC	2018-10-04	2018-10-05	0,00 $	175,00 $	201,21 $
DT Bas-St-Laurent	6201304091	367006	Odile Charest inc.	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 QC	2018-08-30	2018-10-05	144,00 $	1 202,25 $	1 526,28 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Bas-St-Laurent	6201404014	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2018-12-04	2018-12-18	0,00 $	375,00 $	431,16 $
DT Bas-St-Laurent	6201404015	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC	2018-04-25	2018-05-14	524,00 $	1 350,00 $	2 076,16 $
DT Bas-St-Laurent	6201404016	367006	Odile Charest inc.	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 QC	2018-12-11	2018-12-18	31,00 $	175,00 $	232,21 $
DT Bas-St-Laurent	6201404016	333536	Chabot, Pierre (notaire)	2A, rue Desjardins G0J 3K0 QC	2019-01-24	2019-02-13	151,00 $	1 000,00 $	1 300,75 $
DT Bas-St-Laurent	6201404017	367006	Odile Charest inc.	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 QC	2019-01-04	2019-01-24	143,00 $	1 602,25 $	1 985,19 $
DT Bas-St-Laurent	6201404024	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC	2018-07-06	2018-07-13	121,00 $	800,00 $	1 040,80 $
DT Bas-St-Laurent	6201504007	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2	2018-07-19	2018-08-06	134,00 $	707,50 $	947,45 $
DT Bas-St-Laurent	6201504018	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2	2018-09-05	2018-10-05	1,00 $	76,80 $	89,30 $
DT Bas-St-Laurent	6201504019	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2	2018-08-29	2018-09-05	2,00 $	76,80 $	90,30 $
DT Bas-St-Laurent	6201504042	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2	2018-07-11	2018-08-06	162,00 $	714,22 $	983,17 $
DT Bas-St-Laurent	6201604000	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 QC	2018-03-15	2018-04-19	144,00 $	700,00 $	948,83 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Bas-St-Laurent	6201604006	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3 B8 QC	2017-07-20	2017-07-27	266,35 $	1 450,00 $	1 933,49 $
DT Bas-St-Laurent	6201604023	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3 B8 QC	2019-01-22	2019-02-11	147,35 $	2 100,00 $	2 561,83 $
DT Bas-St-Laurent	6201604040	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3 B8 QC	2018-04-26	2018-05-14	256,00 $	2 100,00 $	2 670,48 $
DT Bas-St-Laurent	6201604045	59929	Lévesque, Nathalie (003)	485, 4e Rang Est G0L 2X0 QC	2018-03-16	2018-03-26	155,00 $	1 650,00 $	2 052,09 $
DT Bas-St-Laurent	6201604046	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3 B8 QC	2018-05-16	2018-05-31	508,50 $	1 980,00 $	2 785,01 $
DT Bas-St-Laurent	6201604057	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2019-01-22	2019-02-13	376,00 $	1 282,25 $	1 850,26 $
DT Bas-St-Laurent	6201604065	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2019-01-22	2019-02-11	138,00 $	1 132,25 $	1 439,80 $
DT Bas-St-Laurent	6201604067	138562	Rousseau, Stéphane (notaire)	307, de la Gare G4W 3J2 QC	2018-03-21	2018-04-05	0,00 $	350,00 $	402,41 $
DT Bas-St-Laurent	6201604067	315629	Me Hélène Bouffard, Notaire inc. (inactif)	675, avenue du Phare est G4W 1A9 QC	2018-09-05	2018-10-05	173,00 $	1 000,00 $	1 322,75 $
DT Bas-St-Laurent	6201604069	138562	Rousseau, Stéphane (notaire)	307, de la Gare G4W 3J2 QC	2018-05-11	2018-06-12	121,00 $	704,50 $	931,00 $
DT Bas-St-Laurent	6201604073	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3 B8 QC	2018-10-02	2018-10-18	122,00 $	1 200,00 $	1 501,70 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Bas-St-Laurent	6201604081	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2	2018-03-26	2018-04-06	137,00 $	295,00 $	476,18 $
DT Bas-St-Laurent	6201604081	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2	2018-03-13	2018-04-06	121,00 $	400,00 $	580,90 $
DT Bas-St-Laurent	6201604082	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2	2018-12-19	2019-01-24	130,00 $	702,50 $	937,70 $
DT Bas-St-Laurent	6201604098	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	592A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2019-01-11	2019-02-05	397,00 $	1 104,75 $	1 667,19 $
DT Bas-St-Laurent	6201604105	59071	Cloutier, André	711A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2018-06-27	2018-08-15	275,00 $	1 250,00 $	1 712,19 $
DT Bas-St-Laurent	6201604110	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2018-05-30	2018-06-06	461,00 $	2 037,25 $	2 803,33 $
DT Bas-St-Laurent	6201604111	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2018-06-27	2018-07-06	15,00 $	425,00 $	503,64 $
DT Bas-St-Laurent	6201604114	345511	Corbeil et Drouin Notaires S ENC	601, boulevard Simoneau J1T 4G7 QC	2019-01-22	2019-02-13	133,00 $	777,25 $	1 026,64 $
DT Bas-St-Laurent	6201704025	138562	Rousseau, Stéphane (notaire)	307, de la Gare G4W 3J2 QC	2018-05-23	2018-06-12	121,00 $	704,50 $	931,00 $
DT Bas-St-Laurent	6201704026	315542	Côté & Soucy, notaires	188, rue Fraser Case postale 1328 G5R 4L9 QC	2018-04-12	2018-04-19	42,00 $	485,00 $	599,63 $
DT Bas-St-Laurent	6201704027	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2019-01-04	2019-01-25	37,00 $	400,00 $	496,90 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Bas-St-Laurent	6201704030	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2019-01-10	2019-01-24	20,00 $	745,00 $	876,56 $
DT Bas-St-Laurent	6201704031	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2018-10-17	2018-11-06	24,00 $	155,00 $	202,21 $
DT Bas-St-Laurent	6201704033	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2019-01-30	2019-02-11	124,00 $	752,25 $	988,90 $
DT Bas-St-Laurent	6201704033	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2018-10-17	2018-11-06	16,00 $	62,50 $	87,86 $
DT Bas-St-Laurent	6201704034	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2018-10-17	2018-11-07	9,00 $	105,00 $	129,72 $
DT Bas-St-Laurent	6201704036	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2018-10-26	2018-11-06	273,00 $	1 702,25 $	2 230,16 $
DT Bas-St-Laurent	6201704037	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3 B8 QC	2018-11-16	2018-12-06	0,00 $	304,15 $	349,70 $
DT Bas-St-Laurent	6201704037	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3 B8 QC	2018-11-16	2019-02-01	121,00 $	203,33 $	354,78 $
DT Bas-St-Laurent	6201704038	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2018-10-19	2018-11-01	54,00 $	1 155,00 $	1 381,96 $
DT Bas-St-Laurent	6201704038	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2019-01-14	2019-01-24	263,00 $	1 083,50 $	1 508,76 $
DT Bas-St-Laurent	6201704042	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2019-01-10	2019-01-24	160,00 $	1 267,25 $	1 617,02 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Bas-St-Laurent	6201704046	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2018-05-03	2018-05-14	155,00 $	980,00 $	1 281,76 $
DT Bas-St-Laurent	6201704051	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2018-10-17	2018-11-07	24,00 $	140,00 $	184,97 $
DT Bas-St-Laurent	6201704055	333536	Chabot, Pierre (notaire)	2A, rue Desjardins G0J 3K 0 QC	2018-10-23	2018-11-15	476,00 $	1 729,50 $	2 464,50 $
DT Bas-St-Laurent	6201704056	333536	Chabot, Pierre (notaire)	2A, rue Desjardins G0J 3K 0 QC	2018-10-30	2018-11-15	390,00 $	1 634,00 $	2 268,69 $
DT Bas-St-Laurent	6201704058	853690	Gosselin, Lagueux, Roy, not aires inc.	67, côte du Passage, C.P. 1 247 G6V6R8 QC	2018-11-08	2018-12-13	125,00 $	602,25 $	817,43 $
DT Bas-St-Laurent	6201704059	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2018-07-19	2018-08-06	280,00 $	1 536,25 $	2 046,30 $
DT Bas-St-Laurent	6201704060	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2018-06-14	2018-07-09	134,00 $	1 232,25 $	1 550,78 $
DT Bas-St-Laurent	6201704067	315542	Côté & Soucy, notaires	188, rue Fraser Case postale 1328 G5R 4L9 QC	2018-09-13	2018-10-12	134,00 $	470,00 $	674,38 $
DT Bas-St-Laurent	6201704070	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3 B8 QC	2018-05-24	2018-07-09	5,00 $	175,00 $	206,21 $
DT Bas-St-Laurent	6201704072	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2018-11-29	2018-12-13	27,00 $	400,00 $	486,90 $
DT Bas-St-Laurent	6201704073	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2018-10-26	2018-11-06	6,00 $	730,00 $	845,32 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Bas-St-Laurent	6201704077	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2019-01-30	2019-02-13	0,00 $	900,00 $	1 034,78 $
DT Bas-St-Laurent	6201704077	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2018-11-26	2018-12-06	17,00 $	400,00 $	476,90 $
DT Bas-St-Laurent	6201704091	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3 B8 QC	2018-09-24	2018-10-15	7,00 $	975,00 $	1 128,01 $
DT Bas-St-Laurent	6201704091	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3 B8 QC	2019-01-15	2019-01-28	7,75 $	1 350,00 $	1 559,91 $
DT Bas-St-Laurent	6201704094	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2018-12-03	2018-12-19	4,00 $	87,50 $	104,61 $
DT Bas-St-Laurent	6201704095	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3 B8 QC	2019-01-21	2019-02-05	7,75 $	1 450,00 $	1 674,89 $
DT Bas-St-Laurent	6201704095	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3 B8 QC	2018-07-16	2018-08-28	19,00 $	425,00 $	507,64 $
DT Bas-St-Laurent	6201704096	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3 B8 QC	2019-01-11	2019-01-28	18,50 $	1 750,00 $	2 030,56 $
DT Bas-St-Laurent	6201704096	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3 B8 QC	2018-06-21	2018-06-28	20,00 $	475,00 $	566,13 $
DT Bas-St-Laurent	6201704097	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3 B8 QC	2018-12-13	2018-12-21	140,50 $	4 875,00 $	5 745,53 $
DT Bas-St-Laurent	6201704097	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3 B8 QC	2018-03-20	2018-04-17	19,00 $	550,00 $	651,36 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Bas-St-Laurent	6201704098	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3 B8 QC	2018-11-16	2018-11-22	0,00 $	343,75 $	395,23 $
DT Bas-St-Laurent	6201704098	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3 B8 QC	2018-11-28	2018-12-19	121,00 $	253,33 $	412,27 $
DT Bas-St-Laurent	6201704099	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3 B8 QC	2018-03-21	2018-04-17	11,00 $	425,00 $	499,64 $
DT Bas-St-Laurent	6201704100	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3 B8 QC	2018-03-22	2018-04-17	13,00 $	450,00 $	530,39 $
DT Bas-St-Laurent	6201704102	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3 B8 QC	2018-03-23	2018-04-17	17,00 $	375,00 $	448,16 $
DT Bas-St-Laurent	6201704104	315542	Côté & Soucy, notaires	188, rue Fraser Case postale 1328 G5R 4L9 QC	2018-08-30	2018-09-06	0,00 $	360,00 $	413,91 $
DT Bas-St-Laurent	6201704104	315542	Côté & Soucy, notaires	188, rue Fraser Case postale 1328 G5R 4L9 QC	2018-04-11	2018-04-17	13,00 $	285,00 $	340,68 $
DT Bas-St-Laurent	6201704105	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nor d G0L 1E0 QC	2018-09-12	2019-01-18	52,00 $	1 031,00 $	1 237,38 $
DT Bas-St-Laurent	6201704108	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3 B8 QC	2018-12-20	2019-01-28	135,75 $	2 475,00 $	2 981,38 $
DT Bas-St-Laurent	6201704109	362847	Lefebvre Lefebvre Théorêt N otairesS.A.	18 086, rue Charles J7J 1 C5 QC	2018-09-27	2018-10-05	24,00 $	420,00 $	506,90 $
DT Bas-St-Laurent	6201704111	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3 B8 QC	2018-04-05	2018-04-17	11,00 $	375,00 $	442,16 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Bas-St-Laurent	6201704112	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2018-11-02	2018-11-21	13,00 $	200,00 $	242,95 $
DT Bas-St-Laurent	6201704113	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3 B8 QC	2019-01-03	2019-01-28	144,75 $	3 400,00 $	4 053,90 $
DT Bas-St-Laurent	6201704115	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2018-12-03	2018-12-19	11,00 $	125,00 $	154,72 $
DT Bas-St-Laurent	6201704115	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2019-02-07	2019-02-21	123,00 $	952,25 $	1 217,85 $
DT Bas-St-Laurent	6201704116	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3 B8 QC	2018-03-27	2018-04-17	38,00 $	675,00 $	814,08 $
DT Bas-St-Laurent	6201704116	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3 B8 QC	2018-11-27	2018-12-19	478,35 $	3 075,00 $	4 013,83 $
DT Bas-St-Laurent	6201704117	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	592A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2018-11-06	2018-11-07	130,00 $	1 030,25 $	1 314,53 $
DT Bas-St-Laurent	6201704118	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3 B8 QC	2018-04-04	2018-04-17	8,00 $	300,00 $	352,93 $
DT Bas-St-Laurent	6201704118	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3 B8 QC	2018-12-21	2019-01-28	2,00 $	750,00 $	864,31 $
DT Bas-St-Laurent	6201704120	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2018-09-25	2018-10-03	17,00 $	463,10 $	549,45 $
DT Bas-St-Laurent	6201704120	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2019-01-14	2019-01-28	123,00 $	682,25 $	907,41 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Bas-St-Laurent	6201704124	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	592A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2019-02-18	2019-02-19	142,00 $	2 396,00 $	2 896,80 $
DT Bas-St-Laurent	6201704125	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2018-11-01	2019-01-28	18,75 $	2 550,00 $	2 950,61 $
DT Bas-St-Laurent	6201704125	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2018-03-28	2018-04-17	22,00 $	425,00 $	510,64 $
DT Bas-St-Laurent	6201704126	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	592A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2019-02-18	2019-02-19	151,00 $	2 846,00 $	3 423,19 $
DT Bas-St-Laurent	6201704127	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2018-03-26	2018-04-17	16,00 $	425,00 $	504,64 $
DT Bas-St-Laurent	6201704127	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2018-11-02	2019-01-28	8,75 $	1 575,00 $	1 819,61 $
DT Bas-St-Laurent	6201704128	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2019-01-10	2019-01-29	8,00 $	200,00 $	237,95 $
DT Bas-St-Laurent	6201704129	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2019-01-10	2018-01-18	5,00 $	380,00 $	441,91 $
DT Bas-St-Laurent	6201704132	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	592A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2019-01-10	2019-01-18	30,00 $	590,50 $	708,93 $
DT Bas-St-Laurent	6201704133	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2018-06-21	2018-06-28	15,00 $	450,00 $	532,39 $
DT Bas-St-Laurent	6201704133	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2018-11-30	2018-01-28	23,35 $	2 025,00 $	2 351,59 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Bas-St-Laurent	6201704134	333536	Chabot, Pierre (notaire)	2A, rue Desjardins G0J 3K 0 QC	2018-11-15	2018-12-07	386,00 $	1 529,50 $	2 144,55 $
DT Bas-St-Laurent	6201704135	333536	Chabot, Pierre (notaire)	2A, rue Desjardins G0J 3K 0 QC	2019-01-24	2019-02-11	128,00 $	575,00 $	789,11 $
DT Bas-St-Laurent	6201704139	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	592A, rue Commerciale Nor d G0L 1E0 QC	2019-01-22	2019-02-05	143,00 $	1 737,25 $	2 140,40 $
DT Bas-St-Laurent	6201704142	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2019-01-14	2019-01-24	24,00 $	780,00 $	920,81 $
DT Bas-St-Laurent	6201704144	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2019-01-10	2019-01-24	16,00 $	630,00 $	740,34 $
DT Bas-St-Laurent	6201704145	708157	ME Julie Marquis, notaire inc .	436, rue Lafontaine G5R 3 B8 QC	2019-01-16	2019-01-24	0,00 $	140,00 $	160,97 $
DT Bas-St-Laurent	6201704146	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3 B8 QC	2018-06-19	2018-08-06	13,00 $	300,00 $	357,93 $
DT Bas-St-Laurent	6201704147	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3 B8 QC	2018-06-11	2018-09-04	17,00 $	450,00 $	534,39 $
DT Bas-St-Laurent	6201704169	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0 J 1J0 QC	2019-01-08	2019-02-13	6,00 $	225,00 $	264,69 $
Total DT Bas-St-Laurent							**12 100,40 $**	**114 708,98 $**	**143 987,14 $**
DT Chaudière-Appalaches	6201012016	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy G0R 3E 0 QC	2018-05-04		4,00 $	380,00 $	440,91 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Chaudière-Appalaches	6201012027	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy G0R 3E 0 QC	2018-04-16		7,00 $	392,92 $	458,76 $
DT Chaudière-Appalaches	6201012028	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy G0R 3E 0 QC	2018-04-16		2,00 $	317,92 $	367,53 $
DT Chaudière-Appalaches	6201112113	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5 X 1S1 QC	2018-07-19		10,00 $	305,00 $	360,67 $
DT Chaudière-Appalaches	6201112177	595912	Tousignant Rodrigue Veilleu x Mathieu, notaires S.E.N.C. R.L.	11165, 2è Avenue G5Y 1V 9 QC	2018-08-21		144,00 $	2 266,10 $	2 749,45 $
DT Chaudière-Appalaches	6201112177	595912	Tousignant Rodrigue Veilleu x Mathieu, notaires S.E.N.C. R.L.	11165, 2è Avenue G5Y 1V 9 QC	2018-08-21		144,00 $	865,00 $	1 138,53 $
DT Chaudière-Appalaches	6201212031	59677	Bolduc, Anne	253, avenue Lambert G5X 3N8 QC	2018-09-04		154,00 $	675,00 $	930,08 $
DT Chaudière-Appalaches	6201212043	78326	Soucy, Roy, Gauvreau, notai res, S.E.N.C.R.L.	1275, boulevard Dionne, bur eau 200 G5Y 0R4 QC	2018-10-09		0,00 $	350,00 $	402,41 $
DT Chaudière-Appalaches	6201212050	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5 X 1S1 QC	2018-07-19		10,00 $	305,00 $	360,67 $
DT Chaudière-Appalaches	6201212084	365063	Giguère, Marie-Claude (notaire)	1068, boulevard Vachon Nor d, bureau 222 G6E 1M6 Q C	2018-09-10		20,00 $	440,00 $	525,89 $
DT Chaudière-Appalaches	6201312109	892234	Thibaudeau, Tremblay et as sociés [S.E.N.C.R.L.]	50, route du Président-Kennedy Bureau 211 G6V 6W8 QC	2019-01-05		0,00 $	520,00 $	597,87 $
DT Chaudière-Appalaches	6201312122	564362	Bélanger Mercier Charron, N otairesinc.	3054, route Lagueux G6J 1 K1 QC	2018-04-11		14,00 $	670,00 $	784,33 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Chaudière-Appalaches	6201312136	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5 X 1S1 QC	2018-09-28		8,00 $	300,00 $	352,93 $
DT Chaudière-Appalaches	6201512010	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5 X 1S1 QC	2018-09-12		0,00 $	100,00 $	114,98 $
DT Chaudière-Appalaches	6201512011	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5 X 1S1 QC	2018-04-09		149,50 $	475,00 $	695,63 $
DT Chaudière-Appalaches	6201512012	59677	Bolduc, Anne	253, avenue Lambert G5X 3N8 QC	2019-01-29		167,00 $	775,00 $	1 058,06 $
DT Chaudière-Appalaches	6201512031	564362	Bélanger Mercier Charron, N otairesinc.	3054, route Lagueux G6J 1 K1 QC	2018-04-11		149,00 $	952,50 $	1 244,14 $
DT Chaudière-Appalaches	6201512032	564362	Bélanger Mercier Charron, N otairesinc.	3054, route Lagueux G6J 1 K1 QC	2018-04-11		162,00 $	952,50 $	1 257,14 $
DT Chaudière-Appalaches	6201512048	334540	Gosselin, Lagueux, Roy, S.E .N.C.R.L.	67, Côte du passage Case p oste 1247 G6V 6R8 QC	2018-06-18		140,00 $	1 227,00 $	1 550,74 $
DT Chaudière-Appalaches	6201512052	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy G0R3E0 QC	2018-04-23		317,00 $	1 106,66 $	1 589,38 $
DT Chaudière-Appalaches	6201512071	74118	Josianne Asselin, notaire	17, route Kennedy G0R 3E 0 QC	2018-06-21		132,00 $	1 182,07 $	1 491,08 $
DT Chaudière-Appalaches	6201512072	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy G0R3E0 QC	2018-09-12		50,00 $	1 238,75 $	1 474,26 $
DT Chaudière-Appalaches	6201512072	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy G0R3E0 QC	2018-10-12		129,00 $	363,33 $	546,74 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Chaudière-Appalaches	6201512079	131276	Hamel, Martin	1- B, rue de la Clinique G0M 1R0 QC	2018-11-20		136,00 $	308,50 $	490,70 $
DT Chaudière-Appalaches	6201512079	131276	Hamel, Martin	1- B, rue de la Clinique G0M 1R0 QC	2018-02-20		0,00 $	200,00 $	229,95 $
DT Chaudière-Appalaches	6201512079	131276	Hamel, Martin	1- B, rue de la Clinique G0M 1R0 QC	2018-09-12		0,00 $	100,00 $	114,98 $
DT Chaudière-Appalaches	6201512079	131276	Hamel, Martin	1- B, rue de la Clinique G0M 1R0 QC	2018-10-02		121,00 $	308,50 $	475,70 $
DT Chaudière-Appalaches	6201512099	12000	L'Heureux, Lessard et Boldu c, notaires et conseillers jurid iques	105, rue de Brébeuf G0S 2 W0 QC	2018-09-12		265,72 $	700,00 $	1 070,55 $
DT Chaudière-Appalaches	6201512099	12000	L'Heureux, Lessard et Boldu c, notaires et conseillers jurid iques	105, rue de Brébeuf G0S 2 W0 QC	2018-09-12		0,00 $	650,00 $	747,34 $
DT Chaudière-Appalaches	6201512105	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue G0R 3Y0 QC	2018-09-12		136,00 $	1 231,75 $	1 552,21 $
DT Chaudière-Appalaches	6201512123	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5 X 1S1 QC	2018-09-12		0,00 $	50,00 $	57,49 $
DT Chaudière-Appalaches	6201512124	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5 X 1S1 QC	2018-09-12		0,00 $	50,00 $	57,49 $
DT Chaudière-Appalaches	6201512125	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5 X 1S1 QC	2018-09-12		0,00 $	50,00 $	57,49 $
DT Chaudière-Appalaches	6201512126	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5 X 1S1 QC	2018-09-12		0,00 $	50,00 $	57,49 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Chaudière-Appalaches	6201612019	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy G0R 3E 0 QC	2018-09-12		0,00 $	20,00 $	23,00 $
DT Chaudière-Appalaches	6201612021	74118	Josianne Asselin, notaire	17, route Kennedy G0R 3E 0 QC	2018-07-09		425,00 $	2 132,53 $	2 876,88 $
DT Chaudière-Appalaches	6201612022	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy G0R3E0 QC	2018-09-12		2,00 $	298,33 $	345,01 $
DT Chaudière-Appalaches	6201612023	328999	Lacroix, Thibaudeau, Trembl ay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, bureau 211 G6V 6W8 QC	2018-05-18	2018-06-08	30,00 $	175,00 $	231,21 $
DT Chaudière-Appalaches	6201612024	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy G0R3E0 QC	2018-09-04		10,00 $	439,59 $	515,42 $
DT Chaudière-Appalaches	6201612024	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy G0R3E0 QC	2018-07-09		181,00 $	1 132,51 $	1 483,11 $
DT Chaudière-Appalaches	6201612024	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy G0R3E0 QC	2018-09-12		0,00 $	20,00 $	23,00 $
DT Chaudière-Appalaches	6201612025	853690	Gosselin, Lagueux, Roy, not aires inc.	67, côte du Passage, C.P. 1 247 G6V6R8 QC	2018-11-09		11,00 $	601,25 $	702,28 $
DT Chaudière-Appalaches	6201612026	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy G0R3E0 QC	2018-03-16		166,00 $	943,73 $	1 251,06 $
DT Chaudière-Appalaches	6201612027	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy G0R3E0 QC	2018-04-23		176,00 $	1 270,85 $	1 637,16 $
DT Chaudière-Appalaches	6201612028	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy G0R3E0 QC	2018-12-11		295,00 $	635,41 $	1 025,56 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Chaudière-Appalaches	6201612028	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy G0R3E0 QC	2018-09-12		11,00 $	939,59 $	1 091,29 $
DT Chaudière-Appalaches	6201612029	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy G0R3E0 QC	2018-07-03		149,00 $	1 007,49 $	1 307,36 $
DT Chaudière-Appalaches	6201612029	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy G0R3E0 QC	2018-09-12		0,00 $	20,00 $	23,00 $
DT Chaudière-Appalaches	6201612030	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy G0R3E0 QC	2018-06-28		281,00 $	1 708,75 $	2 245,64 $
DT Chaudière-Appalaches	6201612030	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy G0R3E0 QC	2018-09-12		0,00 $	20,00 $	23,00 $
DT Chaudière-Appalaches	6201612033	892234	Thibaudeau, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.]	50, route du Président-Kennedy Bureau 211 G6V 6W8 QC	2018-10-26		0,00 $	520,00 $	597,87 $
DT Chaudière-Appalaches	6201612035	59781	Delisle, Guy	2960, boulevard Laurier, bureau 101 G1V 4S1 QC	2018-07-09		301,00 $	1 600,00 $	2 140,60 $
DT Chaudière-Appalaches	6201612036	46310	Goulet & Godbout notaires S.E.N.C.	145, rue Principale G0R 3C0 QC	2018-07-16		340,00 $	943,00 $	1 424,21 $
DT Chaudière-Appalaches	6201612037	642010	LNTP notaires Inc.	212F, 2e Avenue G0R 1S0 QC	2018-05-23	2018-06-11	13,00 $	542,50 $	636,74 $
DT Chaudière-Appalaches	6201612040	564362	Bélanger Mercier Charron, Notairesinc.	3054, route Lagueux G6J 1K1 QC	2018-07-19		0,00 $	740,00 $	850,82 $
DT Chaudière-Appalaches	6201612054	73573	Auger & Perreault, notaires S.E.N.C.	4000, boulevard Guillaume-Couture G6W 1H7 QC	2018-06-07		132,00 $	865,00 $	1 126,53 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Chaudière-Appalaches	6201612056	564362	Bélanger Mercier Charron, Notairesinc.	3054, route Lagueux G6J 1K1 QC	2018-04-11		142,00 $	656,50 $	896,82 $
DT Chaudière-Appalaches	6201612063	600895	Fecteau, Micheline (notaire)	128-A, rue Commerciale G0M 2B0 QC	2018-09-24		297,00 $	1 100,00 $	1 561,73 $
DT Chaudière-Appalaches	6201612064	600895	Fecteau, Micheline (notaire)	128-A, rue Commerciale G0M 2B0 QC	2018-09-12		0,00 $	670,00 $	770,33 $
DT Chaudière-Appalaches	6201612066	600895	Fecteau, Micheline (notaire)	128-A, rue Commerciale G0M 2B0 QC	2018-05-09		287,00 $	1 045,00 $	1 488,49 $
DT Chaudière-Appalaches	6201612067	632795	Me Claudia Rancourt, notaire	13545, boulevard Lacroix G5Y 1P1 QC	2018-06-09		269,00 $	932,85 $	1 341,54 $
DT Chaudière-Appalaches	6201612069	600895	Fecteau, Micheline (notaire)	128-A, rue Commerciale G0M 2B0 QC	2018-04-18		136,00 $	930,00 $	1 205,27 $
DT Chaudière-Appalaches	6201612071	328999	Lacroix, Thibaudeau, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, bureau 211 G6V 6W8 QC	2018-02-16		316,85 $	525,00 $	920,47 $
DT Chaudière-Appalaches	6201712000	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 QC	2018-09-12		5,00 $	460,00 $	533,89 $
DT Chaudière-Appalaches	6201712001	325972	Martineau, Yves (notaire)	222, boul. Frontenac Ouest, #106 G6G 6N7 QC	2018-06-12		428,46 $	842,00 $	1 396,55 $
DT Chaudière-Appalaches	6201712007	133713	Mario Mathieu, notaire	1-B, rue de la Clinique G0M 1R0 QC	2018-07-09		0,00 $	300,00 $	344,93 $
DT Chaudière-Appalaches	6201712015	328999	Lacroix, Thibaudeau, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, bureau 211 G6V 6W8 QC	2018-02-22		30,00 $	343,75 $	425,23 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Chaudière-Appalaches	6201712017	58629	Goupil, René	172, rue Principale C.P. 99 G0R 3C0 QC	2018-12-12		121,00 $	525,00 $	724,62 $
DT Chaudière-Appalaches	6201712018	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5 X 1S1 QC	2018-09-12		10,00 $	220,00 $	262,95 $
DT Chaudière-Appalaches	6201712019	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5 X 1S1 QC	2018-07-05		294,50 $	600,00 $	984,35 $
DT Chaudière-Appalaches	6201712021	133713	Mario Mathieu, notaire	1- B, rue de la Clinique G0M 1R0 QC	2018-08-27		121,00 $	308,50 $	475,70 $
DT Chaudière-Appalaches	6201712022	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C. R.L.	11165, 2è Avenue G5Y 1V 9 QC	2018-09-12		0,00 $	80,00 $	91,98 $
DT Chaudière-Appalaches	6201712022	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C. R.L.	11165, 2è Avenue G5Y 1V 9 QC	2018-12-12		130,00 $	1 105,00 $	1 400,47 $
DT Chaudière-Appalaches	6201712026	135823	Vachon & Associés, Notaire. Conseillers Juridiques, S.E. N.C.	287, Marguerite-Bourgeoys, bureau 201 G6 E 3B8 QC	2018-12-14		146,00 $	1 124,15 $	1 438,49 $
DT Chaudière-Appalaches	6201712027	135823	Vachon & Associés, Notaire. Conseillers Juridiques, S.E. N.C.	287, Marguerite-Bourgeoys, bureau 201 G6 E 3B8 QC	2018-12-14		0,00 $	1 037,06 $	1 192,36 $
DT Chaudière-Appalaches	6201712028	133713	Mario Mathieu, notaire	1- B, rue de la Clinique G0M 1R0 QC	2018-09-12		0,00 $	500,00 $	574,88 $
DT Chaudière-Appalaches	6201712028	133713	Mario Mathieu, notaire	1- B, rue de la Clinique G0M 1R0 QC	2018-10-22		257,00 $	1 217,00 $	1 656,25 $
DT Chaudière-Appalaches	6201712029	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5 X 1S1 QC	2018-09-12		5,00 $	200,00 $	234,95 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Chaudière-Appalaches	6201712030	58981	Thivierge, Rénald	81, rue Notre-Dame Sud C.P. 262 G6G 5S5 QC	2019-01-31		131,00 $	1 200,00 $	1 510,70 $
DT Chaudière-Appalaches	6201712031	58981	Thivierge, Rénald	81, rue Notre-Dame Sud C.P. 262 G6G 5S5 QC	2019-01-31		277,00 $	1 500,00 $	2 001,63 $
DT Chaudière-Appalaches	6201712035	564362	Bélanger Mercier Charron, Notairesinc.	3054, route Lagueux G6J 1K1 QC	2018-02-28		267,00 $	866,25 $	1 262,97 $
DT Chaudière-Appalaches	6201712036	470355	Poulin et Poulin notaires S.E.N.C.R.L.	1084, rue Pierre-Beaumont G6Z 1N8QC	2018-09-20		281,00 $	948,65 $	1 371,71 $
DT Chaudière-Appalaches	6201712036	470355	Poulin et Poulin notaires S.E.N.C.R.L.	1084, rue Pierre-Beaumont G6Z 1N8QC	2018-09-20		0,00 $	220,00 $	252,95 $
DT Chaudière-Appalaches	6201712037	704200	Samson Larivière Bolduc et associés notaires	2825, 20e Avenue G0M 1Y0 QC	2018-09-07		340,00 $	702,25 $	1 147,41 $
DT Chaudière-Appalaches	6201712037	704200	Samson Larivière Bolduc et associés notaires	2825, 20e Avenue G0M 1Y0 QC	2018-05-07		219,00 $	279,25 $	540,07 $
DT Chaudière-Appalaches	6201712039	325972	Martineau, Yves (notaire)	222, boul. Frontenac Ouest, #106 G6G 6N7 QC	2018-10-01		60,00 $	175,00 $	261,21 $
DT Chaudière-Appalaches	6201712039	325972	Martineau, Yves (notaire)	222, boul. Frontenac Ouest, #106 G6G 6N7 QC	2018-10-16		162,00 $	250,00 $	449,44 $
DT Chaudière-Appalaches	6201712041	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue G0R 3Y0 QC	2018-12-13		124,00 $	1 933,25 $	2 346,75 $
DT Chaudière-Appalaches	6201712042	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue G0R 3Y0 QC	2018-11-09		125,00 $	2 265,75 $	2 730,05 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Chaudière-Appalaches	6201712045	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue G0R 3Y0 QC	2018-12-13		124,00 $	1 783,25 $	2 174,29 $
DT Chaudière-Appalaches	6201712046	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue G0R 3Y0 QC	2018-10-11		123,00 $	770,00 $	1 008,31 $
DT Chaudière-Appalaches	6201712046	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue G0R 3Y0 QC	2018-09-12		5,00 $	735,00 $	850,07 $
DT Chaudière-Appalaches	6201712050	81828	Couillard, Pierrette (médiateur)	259, boulevard Nilus-Leclerc, C. P. 69 G0R 2C0 QC	2018-12-21		0,00 $	663,00 $	762,28 $
DT Chaudière-Appalaches	6201712050	81828	Couillard, Pierrette (médiateur)	259, boulevard Nilus-Leclerc, C. P. 69 G0R 2C0 QC	2019-01-24		172,00 $	1 252,25 $	1 611,77 $
DT Chaudière-Appalaches	6201812008	59315	Coulombe, Pierre	276, rue de l'Église Ouest G0R 3X0 QC	2019-01-29		388,00 $	1 410,00 $	2 009,15 $
DT Chaudière-Appalaches	6201812008	59315	Coulombe, Pierre	276, rue de l'Église Ouest G0R 3X0 QC	2018-09-06		131,00 $	385,00 $	573,65 $
DT Chaudière-Appalaches	6201812009	59315	Coulombe, Pierre	276, rue de l'Église Ouest G0R 3X0 QC	2018-11-22		267,00 $	1 015,00 $	1 434,00 $
DT Chaudière-Appalaches	6201812009	59315	Coulombe, Pierre	276, rue de l'Église Ouest G0R 3X0 QC	2018-09-11		0,00 $	490,00 $	563,38 $
DT Chaudière-Appalaches	6201812015	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau Suite 201 G0S2V0 QC	2018-09-12		0,00 $	30,00 $	34,49 $
DT Chaudière-Appalaches	6201812017	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau Suite 201 G0S2V0 QC	2018-08-30		167,00 $	682,50 $	951,71 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Chaudière-Appalaches	6201812018	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau Suite 201 G0S2V0 QC	2018-09-12		0,00 $	30,00 $	34,49 $
DT Chaudière-Appalaches	6201812021	59444	Rancourt, Andrée	157, rue de l'Église, bureau 4 G0M 1T0 QC	2019-01-10		137,00 $	1 402,50 $	1 749,53 $
DT Chaudière-Appalaches	6201812022	59444	Rancourt, Andrée	157, rue de l'Église, bureau 4 G0M 1T0 QC	2018-09-12		0,00 $	150,00 $	172,46 $
DT Chaudière-Appalaches	6201812022	59444	Rancourt, Andrée	157, rue de l'Église, bureau 4 G0M 1T0 QC	2018-12-07		133,00 $	2 006,25 $	2 439,68 $
DT Chaudière-Appalaches	6201812023	59444	Rancourt, Andrée	157, rue de l'Église, bureau 4 G0M 1T0 QC	2018-09-12		7,00 $	837,50 $	969,92 $
DT Chaudière-Appalaches	6201812023	59444	Rancourt, Andrée	157, rue de l'Église, bureau 4 G0M 1T0 QC	2018-12-04		133,00 $	1 606,25 $	1 979,78 $
Total DT Chaudière-Appalaches							**11 863,03 $**	**76 744,74 $**	**100 100,42 $**
DT Côte-Nord	6201308014	66964	Me Denis Turcotte, notaire	31, route 138 Ouest, bureau 101 G0T 1E0 QC	2018-07-17	2017-07-24	282,50 $	350,00 $	684,91 $
DT Côte-Nord	6201308018	823786	Me Julie Gonthier-Brazeau, notaire et conseillère juridique	611, rue des Peupliers G0T 2A0 QC	2018-07-18	2018-08-15	189,00 $	1 056,75 $	1 404,00 $
DT Côte-Nord	6201508009	66964	Me Denis Turcotte, notaire	31, route 138 Ouest, bureau 101 G0T 1E0 QC	2018-07-17	2018-07-25	227,00 $	350,00 $	629,41 $
DT Côte-Nord	6201508010	66964	Me Denis Turcotte, notaire	31, route 138 Ouest, bureau 101 G0T 1E0 QC	2018-06-06	2018-06-13	243,00 $	350,00 $	645,41 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Côte-Nord	6201508015	59959	Pelletier, Brigitte (003)	169, rue Principale G0R 2 V0 QC	2018-10-10	2018-10-19	265,00 $	653,00 $	1 015,79 $
DT Côte-Nord	6201508029	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4 Z 2S5 QC	2019-02-04	2019-02-04	0,00 $	495,00 $	569,13 $
DT Côte-Nord	6201508032	762274	Christel Simard-Monast notaire inc.	104-65, rue Saint-Joseph Sud G8B 6V4 QC	2019-01-10	2019-01-15	138,00 $	177,90 $	342,55 $
DT Côte-Nord	6201508051	666364	Mon Notaire et moi inc.	806, rue Bagot G7B 2N8 Q C	2019-01-11	2019-01-16	157,00 $	1 852,25 $	2 286,62 $
DT Côte-Nord	6201508051	666364	Mon Notaire et moi inc.	806, rue Bagot G7B 2N8 Q C	2019-01-14	2019-01-16	0,00 $	120,00 $	137,97 $
DT Côte-Nord	6201508053	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4 Z 2S5 QC	2019-02-04		128,00 $	1 752,50 $	2 142,94 $
DT Côte-Nord	6201508058	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4 Z 2S5 QC	2018-11-14	2018-11-29	145,00 $	802,50 $	1 067,68 $
DT Côte-Nord	6201508058	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4 Z 2S5 QC	2018-11-06	2018-11-12	0,00 $	520,00 $	597,87 $
DT Côte-Nord	6201508061	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4 Z 2S5 QC	2019-02-04	2019-02-04	0,00 $	60,00 $	68,99 $
DT Côte-Nord	6201608000	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4 Z 2S5 QC	2019-02-04	2019-02-04	0,00 $	60,00 $	68,99 $
DT Côte-Nord	6201608007	720118	Cain Lamarre S.E.N.C.R.L.	630, Boul. René-Lévesque Ouest Bur. 2780 H3B 1S6 QC	2018-09-30	2018-10-01	0,00 $	795,00 $	914,05 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Côte-Nord	6201608010	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4 Z 2S5 QC	2018-05-22	2018-06-07	134,00 $	1 010,41 $	1 295,72 $
DT Côte-Nord	6201708023	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4 Z 2S5 QC	2019-02-04	2019-02-04	0,00 $	60,00 $	68,99 $
Total DT Côte-Nord							**1 908,50 $**	**10 465,31 $**	**13 941,02 $**
DT Est-de-la-Montérégie	6201444025	385903	Lévesque, Pierre (notaire)	6148, route Marie-Victorin J0L 1C0 QC	2018-04-10	2018-06-01	121,00 $	1 916,00 $	2 323,92 $
DT Est-de-la-Montérégie	6201444026	907753	Bolduc, Annie (notaire)	145, rue Saint-Charles O J4H 1C7 QC	2018-10-05		121,00 $	800,00 $	1 040,80 $
DT Est-de-la-Montérégie	6201544012	900672	Williamson, Robert (002)	1550, rue Ampère, bureau 401 J4B 7L4 QC	2018-09-12	2018-11-22	0,00 $	138,00 $	158,67 $
Total DT Est-de-la-Montérégie							**242,00 $**	**2 854,00 $**	**3 523,39 $**
DT Estrie	6200944059	356556	Brunet, Michel (005)	225, rue Robinson sud J2 G 7M5 QC	2018-11-27		6,00 $	550,00 $	638,36 $
DT Estrie	6201260036	60363	Audet, Jean-Marc	1300, Boul. Mi-Vallon, bureau 105 J1N 3 B9 QC	2018-10-25		0,00 $	525,00 $	603,62 $
DT Estrie	6201660015	59551	Tétreault, Marcel	29, rue Principale Nord J0 E 2K0 QC	2018-03-21		150,00 $	250,00 $	437,44 $
DT Estrie	6201660026	687368	Monty sylvestre, Conseillers Juridique inc	455, rue King Ouest, bureau 200 J1H 6E9 QC	2018-12-14		0,00 $	330,00 $	379,42 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Estrie	6201660028	399700	Lamoureux Léonard, notaires SENCRL	520, rue Bowen J1G 2E1 QC	2018-11-15		7,00 $	375,00 $	438,16 $
DT Estrie	6201660034	66380	Corbeil, Pierre (002)	601, boulevard Simoneau J1T 4G7 QC	2018-11-14		276,00 $	1 085,00 $	1 523,48 $
DT Estrie	6201660035	66380	Corbeil, Pierre (002)	601, boulevard Simoneau J1T 4G7 QC	2018-08-13		138,00 $	697,25 $	939,66 $
DT Estrie	6201760003	371458	Béliveau, Matthias	1081, rue Galt Ouest J1H 2A2 QC	2018-10-11		121,00 $	300,00 $	465,93 $
DT Estrie	6201760011	701286	Grondin Guilbeault Fontaine, notaires, S.A.	80, rue Principale Est J0B 1M0 QC	2018-04-03		131,00 $	525,00 $	734,62 $
DT Estrie	6201760012	135216	Goyette, Hélène M.	1050, rue Principale J2G 8 C8 QC	2018-04-16		133,00 $	750,00 $	995,31 $
DT Estrie	6201760013	598708	Bibeau Desaliers Lamarre Notaires inc.	821, boul. Laurier J3G 0K5 QC	2018-08-31	2018-10-29	146,00 $	750,00 $	1 008,31 $
DT Estrie	6201760014	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière J0J 1 A0 QC	2019-02-08		150,00 $	1 000,00 $	1 299,75 $
DT Estrie	6201760016	139817	Barry, Line	9, rue du Pont J0J 1A0 QC	2019-02-07		287,00 $	1 437,19 $	1 939,41 $
DT Estrie	6201760018	350377	Demers, Descoteaux, notaires, S.E.N.C.R.L	2727, rue King Ouest, bureau 210 J1L 1C2 QC	2019-01-15		5,00 $	250,00 $	292,44 $
DT Estrie	6201760020	687368	Monty sylvestre, Conseillers Juridique inc	455, rue King Ouest, bureau 200 J1H 6E9 QC	2018-12-14		0,00 $	330,00 $	379,42 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
Total DT Estrie							**1 550,00 $**	**9 154,44 $**	**12 075,33 $**
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900046	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, de la Reine G4X 2R1 QC	2013-11-15	2018-04-09	129,00 $	750,00 $	991,31 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900046	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, de la Reine G4X 2R1 QC	2018-03-22	2018-04-09	119,00 $	500,00 $	693,88 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900092	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, de la Reine G4X 2R1 QC	2018-07-25		0,00 $	250,00 $	287,44 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000011	425537	Notaires Renaud & Leblanc S.A., Les	780, Chemin principal G4T 1H1 QC	2017-11-10	2018-05-15	256,00 $	1 750,00 $	2 268,06 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201100002	58843	Gagné, Raymond (notaire)	147, rue de la Reine G4X 1T5 QC	2018-08-03	2018-08-20	146,00 $	1 150,00 $	1 468,21 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200041	846158	Frégeau & Bellefeuille, notaires inc.	225, chemin de la Grande-Côte J7G 1B6 QC	2018-06-13	2018-10-05	133,00 $	540,00 $	753,87 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200062	797150	Mark Georges, notaire	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau202 G0C 1K0 QC	2018-07-09	2018-07-13	144,00 $	750,00 $	1 006,31 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200063	66454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau202 G0C 1K0 QC	2019-01-17	2019-02-01	348,00 $	1 400,00 $	1 957,65 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200120	425537	Notaires Renaud & Leblanc S.A., Les	780, Chemin principal G4T 1H1 QC	2018-02-05	2018-05-15	258,00 $	1 600,00 $	2 097,60 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200122	425537	Notaires Renaud & Leblanc S.A., Les	780, Chemin principal G4T 1H1 QC	2018-02-08	2018-05-15	36,00 $	0,00 $	36,00 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300038	425537	Notaires Renaud & Leblanc S.A., Les	780, Chemin principal G4T 1H1 QC	2017-12-05	2018-05-18	272,00 $	1 630,00 $	2 146,09 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300043	425537	Notaires Renaud & Leblanc S.A., Les	780, Chemin principal G4T 1H1 QC	2018-02-05	2018-05-14	526,00 $	2 450,00 $	3 342,89 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300067	425537	Notaires Renaud & Leblanc S.A., Les	780, Chemin principal G4T 1H1 QC	2018-02-05	2018-05-15	28,00 $	0,00 $	28,00 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300104	828699	Gagné, Isabelle, Patry, Laflamme &Associés Notaires S.E.N.C.R.L.	188, rue Montcalm, bureau 300 J8Y 3B5 QC	2018-09-14	2018-11-15	121,00 $	850,00 $	1 098,29 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201400032	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, de la Reine G4X 2R1 QC	2018-07-09	2018-07-13	1,00 $	200,00 $	230,95 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201500010	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, de la Reine G4X 2R1 QC	2018-10-19	2018-11-15	132,00 $	500,00 $	706,88 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201500039	311971	Roy, Nancy (notaire)	470, rue Francoeur G0C 2E0 QC	2017-01-27	2018-04-12	128,00 $	845,00 $	1 099,54 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201600006	425537	Notaires Renaud & Leblanc S.A., Les	780, Chemin principal G4T 1H1 QC	2018-07-05	2018-07-13	7,00 $	350,00 $	409,41 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201600009	425537	Notaires Renaud & Leblanc S.A., Les	780, Chemin principal G4T 1H1 QC	2017-11-21	2018-04-17	6,00 $	350,00 $	408,41 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201600011	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, de la Reine G4X 2R1 QC	2018-11-26	2018-12-13	123,00 $	600,00 $	812,85 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201600017	243846	Moulin, Gilles (notaire)	104, boulevard Gérard-D.-Levesque Ouest G0C 2K0 QC	2018-03-21	2018-04-06	141,00 $	800,00 $	1 060,80 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201600018	58843	Gagné, Raymond (notaire)	147, rue de la Reine G4X 1T5 QC	2018-07-03	2018-07-13	131,00 $	1 000,00 $	1 280,75 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201600026	776230	Ronald Roussy notaire inc.	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau202 G0C 1K0 QC	2018-04-30	2018-05-18	122,00 $	725,00 $	955,57 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201600028	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, de la Reine G4X 2R1 QC	2019-01-28	2019-02-13	126,00 $	1 100,00 $	1 390,73 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201600030	243846	Moulin, Gilles (notaire)	104, boulevard Gérard-D.-Levesque Ouest G0C 2K0 QC	2018-03-21	2018-04-06	257,76 $	800,00 $	1 177,56 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201600033	874748	Blais, Langis (notaire)	114, avenue de Grand Pré G0C 1E0 QC	2019-01-28	2019-02-13	132,00 $	945,00 $	1 218,51 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201600044	66454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau202 G0C 1K0 QC	2019-01-21	2019-02-11	129,00 $	1 200,00 $	1 508,70 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201600047	776230	Ronald Roussy notaire inc.	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau202 G0C 1K0 QC	2018-03-27	2018-04-19	121,00 $	375,00 $	552,16 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201600048	776230	Ronald Roussy notaire inc.	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau202 G0C 1K0 QC	2018-06-22	2018-07-10	3,00 $	750,00 $	865,32 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201600050	66454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau202 G0C 1K0 QC	2019-01-17	2019-02-11	122,00 $	375,00 $	553,16 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201600060	58843	Gagné, Raymond (notaire)	147, rue de la Reine G4X 1T5 QC	2018-04-19	2018-04-30	275,00 $	1 350,00 $	1 827,16 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201600061	58843	Gagné, Raymond (notaire)	147, rue de la Reine G4X 1T5 QC	2018-10-23	2018-11-15	277,00 $	1 350,00 $	1 829,16 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201600062	776230	Ronald Roussy notaire inc.	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau202 G0C 1K0 QC	2018-05-02	2018-05-18	125,00 $	676,59 $	902,91 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201600070	58843	Gagné, Raymond (notaire)	147, rue de la Reine G4X 1T5 QC	2018-08-20	2018-09-08	277,00 $	1 350,00 $	1 829,16 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201700001	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, de la Reine G4X 2R1 QC	2018-09-01	2018-10-17	422,00 $	1 050,00 $	1 629,24 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201700003	58843	Gagné, Raymond (notaire)	147, rue de la Reine G4X 1T5 QC	2018-08-03	2018-08-07	131,00 $	1 000,00 $	1 280,75 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201700004	776230	Ronald Roussy notaire inc.	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau202 G0C 1K0 QC	2018-09-20	2018-10-17	126,00 $	625,00 $	844,60 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201700005	776230	Ronald Roussy notaire inc.	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau202 G0C 1K0 QC	2018-09-20	2018-10-11	343,00 $	900,00 $	1 377,78 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201700006	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, de la Reine G4X 2R1 QC	2018-11-03	2018-12-06	260,00 $	1 075,00 $	1 495,98 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201700007	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, de la Reine G4X 2R1 QC	2018-05-04	2018-05-25	127,00 $	1 000,00 $	1 276,75 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201700022	78866	Me Richard Deraiche	96A, boulevard Gérard-D.-Levesque G0C 1Z0 QC	2018-06-21	2018-07-10	2,00 $	350,00 $	404,41 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201700023	78866	Me Richard Deraiche	96A, boulevard Gérard-D.-Levesque G0C 1Z0 QC	2018-12-07	2018-12-18	123,00 $	700,00 $	927,83 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201700025	78866	Me Richard Deraiche	96A, boulevard Gérard-D.-Levesque G0C 1Z0 QC	2018-08-30	2018-09-05	125,00 $	700,00 $	929,83 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201700030	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119 B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 QC	2018-04-23	2018-05-01	0,00 $	600,00 $	689,85 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201700030	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119 B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 QC	2019-01-11	2019-01-22	129,00 $	600,00 $	818,85 $
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201700035	66454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau202 G0C 1K0 QC	2019-01-18	2019-02-11	132,00 $	1 200,00 $	1 511,70 $
Total DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine							**7 071,76 $**	**39 061,59 $**	**51 982,86 $**
DT Ile-de-Montréal	6200040016	584658	Solomon & Malus S.E.N.C.	3500, boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 1690 H3Z 3C1 QC	2018-07-19	2018-08-14	266,00 $	1 472,50 $	1 959,01 $
DT Ile-de-Montréal	6200740001	421938	Lévesque, Gaudette, Major-Lacombe S.E.N.C.R.L.	2255, boul Fernand-Lafontaine Bureau102 J4G 2R8 QC	2018-09-28		33,00 $	315,00 $	395,17 $
DT Ile-de-Montréal	6200840021	298081	Isaacson, Levy & Steinberg	Me Jamie Lands, notaire 1130, Sherbrooke Ouest, bureau 910 H3A 2M8 QC	2018-02-15	2018-03-05	0,00 $	1 600,00 $	1 839,60 $
DT Ile-de-Montréal	6201040007	693161	Prévost notaires inc.	2000, avenue McGill College, bureau 1600 H3A 3H3 QC	2018-03-20		0,00 $	975,00 $	1 121,01 $
Total DT Ile-de-Montréal							**299,00 $**	**4 362,50 $**	**5 314,79 $**
DT Laurentides-Lanaudière	6200752086	890511	Études des Notaires Major & ass. inc.	56, avenue de l'Église J0R 1R0 QC	2018-07-19		145,00 $	750,00 $	1 007,31 $
DT Laurentides-Lanaudière	6200852161	890511	Études des Notaires Major & ass. inc.	56, avenue de l'Église J0R 1R0 QC	2018-11-30		131,00 $	2 100,00 $	2 545,48 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Laurentides-Lanaudière	6200952057	382693	Fex, Jacinthe (notaire)	104, 12ième rue J0W 1C0 QC	2018-06-12		0,00 $	1 000,00 $	1 149,75 $
DT Laurentides-Lanaudière	6200952087	67491	Salle Villeneuve, La	C.P. 610 540, rue Charbonneau J8E 3H4 QC	2018-10-04		0,00 $	365,00 $	419,66 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201052125	599313	Dupré Bédard Janelle inc.	447, rue Charbonneau C.P. 19059 J8E 3C1 QC	2018-06-12		0,00 $	500,00 $	574,88 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201052133	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue l'annonciation nord Bureau 101 J0T 1T0 QC	2018-10-31		131,00 $	850,00 $	1 108,29 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201252058	533408	Étude du notaire Mario Pilon inc.	176, boul. Albiny-Paquette J9L 1J5 QC	2019-02-26		0,00 $	400,00 $	459,90 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201452030	890511	Études des Notaires Major & ass. inc.	56, avenue de l'Église J0R 1R0 QC	2018-06-12		128,00 $	576,77 $	791,14 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201452043	451430	La Salle Villeneuve & associés, Notaires inc.	540, rue Charbonneau J8E 3H4 QC	2018-07-19		280,00 $	1 350,00 $	1 832,16 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201452092	830079	Gravel, Robert (notaire et conseillerjuridique)	145, rue St-André J6W 3C2 QC	2018-12-17		138,00 $	1 040,00 $	1 333,74 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201552047	891852	Fournier, Stéphanie, notaire	13 665, boul. du Curé-Labelle bureau 205 J7J 1L2 QC	2018-08-23		150,00 $	400,00 $	609,90 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201552085	533408	Étude du notaire Mario Pilon inc.	176, boul. Albiny-Paquette J9L 1J5 QC	2018-09-05		262,00 $	850,00 $	1 239,29 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201552090	853904	Véronique Lessard, notaire inc.	7811, Louis-Hyppolite Lafontaine bureau 200 H1K 4E4 QC	2018-10-01		155,00 $	350,00 $	557,41 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Laurentides-Lanaudière	6201652010	405359	Blanchard, Lupien Notaires S.E.N.C.R.L.	1126, boulevard Curé-Labelle, bureau 102 J7C 3 J4 QC	2018-11-30		131,00 $	420,00 $	613,90 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201652022	430174	Léonard Pagé Chalifoux Pich é notaires inc.	109, rue Saint-Vincent J8C 2A8 QC	2018-11-19		128,00 $	627,50 $	849,47 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201652023	430174	Léonard Pagé Chalifoux Pich é notaires inc.	109, rue Saint-Vincent J8C 2A8 QC	2018-10-01		125,00 $	627,50 $	846,47 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201652024	430174	Léonard Pagé Chalifoux Pich é notaires inc.	109, rue Saint-Vincent J8C 2A8 QC	2018-10-11		125,00 $	627,50 $	846,47 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201652025	430174	Léonard Pagé Chalifoux Pich é notaires inc.	109, rue Saint-Vincent J8C 2A8 QC	2018-10-01		132,00 $	627,50 $	853,47 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201652032	825666	Petit & Toussi notaires s.e.n. c.r.l.	6600, route Trans-Canada, bureau 115 H9R 4 S2 QC	2019-01-08		224,00 $	330,00 $	603,42 $
DT Laurentides-Lanaudière	6201752004	421148	Richard Gandolfi Notaire inc.	115, chemin de Saint-Jean J5R 2J7 QC	2018-12-06		257,00 $	1 142,85 $	1 570,99 $
Total DT Laurentides-Lanaudière							**2 642,00 $**	**14 934,62 $**	**19 813,10 $**
DT Laval-Mille-Iles	6201436024	58877	Bolduc, Armand	2984, rue des Chênes, burea u 104 J1L 1Y1 QC	2018-11-16	2018-12-06	41,00 $	990,00 $	1 179,25 $
Total DT Laval-Mille-Iles							**41,00 $**	**990,00 $**	**1 179,25 $**
DT Métropolitaine de Montré al	6200848036	402283	St-Laurent, Marc (notaire)	285, avenue Saint-Jérôme G4W 3A8QC	2018-02-28		43,00 $	855,00 $	1 026,04 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Métropolitaine de Montréal	6201144047	720118	Cain Lamarre S.E.N.C.R.L.	630, Boul. René-Lévesque Ouest Bur. 2780 H3B 1S6 QC	2018-05-14		120,00 $	3 055,75 $	3 633,35 $
DT Métropolitaine de Montréal	6201148019	76499	Larivière, Hugues (notaire)	112, 9e Avenue J2X 1J5 QC	2016-12-14		143,00 $	900,00 $	1 177,78 $
DT Métropolitaine de Montréal	6201148020	131103	Gendron, Sylvain	1987, rue Des Tulipes J3L 5G1 QC	2016-12-20	2018-04-05	261,00 $	1 410,00 $	1 882,15 $
DT Métropolitaine de Montréal	6201436026	719112	Rapp & Rapp, notaires	1390-1, Carré Westmount H3Z 2P9 QC	2018-09-17	2018-10-11	500,00 $	1 855,00 $	2 632,79 $
DT Métropolitaine de Montréal	6201536007	603160	Blais, Robert (notaire)	33, rue Blainville Ouest, bur. 305 J7E 1X1 QC	2018-10-22	2018-11-19	13,00 $	530,00 $	622,37 $
DT Métropolitaine de Montréal	6201548014	455816	Desmarais, Nathalie (notaire)	170, rue Longueuil J3B 6P1 QC	2018-09-27		130,00 $	220,00 $	382,95 $
Total DT Métropolitaine de Montréal							**1 210,00 $**	**8 825,75 $**	**11 357,43 $**
DT Monteregie	6201148094	76663	Côté & Brunet Notaires et Conseillers Juridiques	184, St-Joseph J0S 1V0 QC	2018-06-01		332,50 $	1 243,33 $	1 762,02 $
DT Monteregie	6201685018	140013	Malouin, Maurice (notaire)	2003, BOUL. SAINTE-MARIE, BUREAU 201 J6T 3B5 QC	2018-07-11		144,00 $	1 209,00 $	1 534,05 $
DT Monteregie	6201685024	210691	Belliveau Sauvé Roy, notaires inc.	3323, boulevard de la Gare J7V 8W5QC	2018-07-16		132,00 $	1 074,00 $	1 366,83 $
DT Monteregie	6201785001	313430	Leroux, Michel (notaire)	250, Route 338 J7X 1E4 QC	2018-08-24	2018-10-31	0,00 $	75,00 $	86,23 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Monteregie	6201785028	59696	Desrochers, Sylvie (002)	5, rue Richelieu J0J 1J0 QC	2018-09-12	2018-11-21	5,00 $	685,00 $	792,58 $
Total DT Monteregie							**613,50 $**	**4 286,33 $**	**5 541,71 $**
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201148093	140521	Marcil, Arthur (notaire)	586B, Notre-Dame J0S 1R0 QC	2018-04-23		120,00 $	600,00 $	809,85 $
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201148095	76663	Côté & Brunet Notaires et Conseillers Juridiques	184, St-Joseph J0S 1V0 QC	2018-05-31		147,00 $	950,00 $	1 239,26 $
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201148096	46933	Côté, Bernard	184, RUE SAINT-JOSEPH J0S 1V0 QC	2018-08-07		293,00 $	1 165,00 $	1 632,46 $
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201148111	59696	Desrochers, Sylvie (002)	5, rue Richelieu J0J 1J0 QC	2018-12-19	2019-01-10	145,00 $	3 545,00 $	4 220,86 $
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201248068	141137	Pharand, Diane (notaire)	32, rue Saint-Jean-Baptiste Est J0P 1P0 QC	2018-05-03		160,00 $	631,25 $	885,78 $
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201348061	78066	Beaulieu, Manon (notaire)	779, boulevard Saint-Jean-Baptiste, C.P. 269 J6R 2K7 QC	2018-03-23	2018-05-31	255,00 $	1 060,00 $	1 473,74 $
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201548010	197641	Martineau, Lynda (notaire)	99, François D'Alpe J2W 2T7 QC	2018-10-29	2018-12-06	121,00 $	800,00 $	1 040,80 $
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201648006	846073	Duquette, Sylvie (003)	15, rue Gale, C.P. 209 J0S 1K0 QC	2018-03-06	2018-05-11	129,25 $	247,92 $	414,30 $
Total DT Ouest-de-la-Montérégie							**1 370,25 $**	**8 999,17 $**	**11 717,05 $**

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Outaouais	6200356013	459101	Riel, Stéphane (notaire)	160, boulevard de l'Hôpital, bureau 400 J8T 8J1 QC	2018-05-01	2018-06-22	0,00 $	348,33 $	400,50 $
DT Outaouais	6201056053	496138	Lebel, Daniel (notaire)	198, rue des Forgerons J9J 2N9 QC	2018-06-22	2019-02-11	7,00 $	470,00 $	547,38 $
DT Outaouais	6201156023	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 QC	2018-03-27	2018-04-04	0,00 $	505,86 $	581,62 $
DT Outaouais	6201656011	596462	Nadeau et associées, notaires inc.	45, rue Jeanne-d'Arc J8Y 2H3 QC	2018-04-25	2018-05-03	255,00 $	1 400,00 $	1 864,65 $
DT Outaouais	6201656016	307984	Monnet, Bernard (notaire)	117, rue Front Suite 206, C. P. 100 J9H 5E4 QC	2018-11-06	2019-01-25	131,00 $	650,00 $	878,34 $
DT Outaouais	6201656020	416355	Rodgers, Janick (notaire)	569, boul. St-Joseph, bureau 204 J8Y 4A1 QC	2018-10-23	2019-02-13	131,00 $	150,00 $	303,46 $
DT Outaouais	6201656020	416355	Rodgers, Janick (notaire)	569, boul. St-Joseph, bureau 204 J8Y 4A1 QC	2017-08-24	2019-02-13	18,00 $	166,60 $	209,55 $
DT Outaouais	6201656020	416355	Rodgers, Janick (notaire)	569, boul. St-Joseph, bureau 204 J8Y 4A1 QC	2019-02-11	2019-02-13	146,00 $	100,00 $	260,98 $
DT Outaouais	6201756014	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 QC	2018-06-07	2018-06-20	0,00 $	232,50 $	267,32 $
DT Outaouais	6201756020	729457	Laliberté, Rhéaume (notaire)	17, rue Caron J8Y 1Y6 QC	2018-08-07	2018-11-06	0,00 $	925,00 $	1 063,52 $
DT Outaouais	6201756023	77506	Desnoyers, Laroche, Notaires	160, boulevard de l'Hôpital, bureau 400 J8T 8J1 QC	2018-12-06	2019-01-23	20,00 $	350,00 $	422,41 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
Total DT Outaouais							**708,00 $**	**5 298,29 $**	**6 799,73 $**
DT Québec	6199801116	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monsieur-de-Laval G3Z 2W2 QC	2018-09-12	2019-02-18	26,00 $	760,00 $	899,81 $
DT Québec	6200532224	841224	Hermann Moreau notaire et associés inc.	1191, 8ième Avenue G1J 3N3 QC	2018-11-14	2018-12-05	20,00 $	730,00 $	859,32 $
DT Québec	6200532251	205455	Marcoux, Gariépy & Associés, Notaires SENC	371, rue Seigneuriale G1C 3P7 QC	2018-05-28	2018-06-01	10,00 $	140,41 $	171,44 $
DT Québec	6200532375	59564	Claveau, Hubert (notaire)	54, rue Racine Est G7H 1P7 QC	2018-05-24	2018-05-25	0,00 $	485,02 $	557,68 $
DT Québec	6200632068	431810	Marcoux, Gariépy & associés, Notaires SENCRL	371, rue Seigneuriale G1C 3P7 QC	2018-12-05	2018-12-07	0,00 $	165,00 $	189,71 $
DT Québec	6200632068	431810	Marcoux, Gariépy & associés, Notaires SENCRL	371, rue Seigneuriale G1C 3P7 QC	2018-12-05	2018-12-07	0,00 $	375,00 $	431,16 $
DT Québec	6200632068	431810	Marcoux, Gariépy & associés, Notaires SENCRL	371, rue Seigneuriale G1C 3P7 QC	2018-12-05	2018-12-07	129,00 $	160,00 $	312,96 $
DT Québec	6200668018	79101	Raymond, Benoît	2424, rue King Ouest, bureau 110 J1J 2E8 QC	2018-08-22		0,00 $	300,00 $	344,94 $
DT Québec	6201432029	66531	Dion, Annie (002)	325, rue de l'Église, bureau 12 G3M 2A2 QC	2018-09-21	2018-09-05	0,00 $	1 857,69 $	2 135,87 $
DT Québec	6201532050	582890	Roger Plante inc.	66, boulevard Vachon Nord G6E 4G6 QC	2018-07-04	2018-08-31	405,00 $	4 370,00 $	5 429,41 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Québec	6201632006	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196 Avenue Saint-Michel Bureau 1 G3L 3W6 QC	2018-05-29	2018-06-06	141,00 $	400,00 $	600,90 $
DT Québec	6201632007	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196 Avenue Saint-Michel Bureau 1 G3L 3W6 QC	2018-06-14	2018-07-16	138,00 $	400,00 $	597,90 $
DT Québec	6201632017	729108	Charlevoix notaires inc.	201-4 ch. du Moulin G3Z 2R8 QC	2018-09-12	2018-10-04	43,00 $	1 390,00 $	1 641,15 $
DT Québec	6201632017	729108	Charlevoix notaires inc.	201-4 ch. du Moulin G3Z 2R8 QC	2018-11-20	2018-12-10	126,00 $	1 668,00 $	2 043,78 $
DT Québec	6201632024	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196 Avenue Saint-Michel Bureau 1 G3L 3W6 QC	2018-06-06	2018-06-13	141,00 $	500,00 $	715,88 $
DT Québec	6201632031	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monsieur-de-Laval G3Z 2W2 QC	2018-06-04	2018-06-12	182,00 $	1 696,75 $	2 132,84 $
DT Québec	6201632032	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monsieur-de-Laval G3Z 2W2 QC	2018-06-07	2018-06-12	159,00 $	2 273,00 $	2 772,38 $
DT Québec	6201632034	8590	Bourget, Alain (notaire)	10516, boulevard Sainte-Anne, bureau212 G0A 3C0 QC	2018-04-26	2018-05-24	161,31 $	1 260,00 $	1 610,00 $
DT Québec	6201632035	834000	Louis-Charles Picard, notaire	3000, rue Alexandra, bureau 202 G1E 7C8 QC	2018-11-16	2018-11-21	151,00 $	787,50 $	1 056,43 $
DT Québec	6201632038	313010	Lise Dion, notaire	6780, 1re avenue, bureau 280 G1H 2W8 QC	2018-09-11	2018-09-19	19,00 $	360,00 $	432,91 $
DT Québec	6201632038	313010	Lise Dion, notaire	6780, 1re avenue, bureau 280 G1H 2W8 QC	2018-09-11	2018-09-19	142,00 $	685,00 $	929,58 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Québec	6201632041	741916	CST notaires inc.	605, boulevard de Comporté, C.P.246 G5A 1T8 QC	2018-12-11	2019-01-14	131,00 $	611,41 $	833,97 $
DT Québec	6201632042	73491	Grenier, Martin (notaire)	550A, Avenue Royale G1E 1Y1 QC	2018-07-03	2018-07-16	125,00 $	425,00 $	613,64 $
DT Québec	6201632045	572670	PME Inter notaires Québec inc.	820, avenue Holland G1S 3S3 QC	2019-10-04	2019-02-22	0,00 $	502,75 $	578,04 $
DT Québec	6201632045	572670	PME Inter notaires Québec inc.	820, avenue Holland G1S 3S3 QC	2018-10-04	2018-10-15	125,00 $	295,17 $	464,37 $
DT Québec	6201632053	431810	Marcoux, Gariépy & associés, Notaires SENCRL	371, rue Seigneuriale G1C 3P7 QC	2018-05-02	2018-08-27	126,00 $	310,00 $	482,42 $
DT Québec	6201632055	8590	Bourget, Alain (notaire)	10516, boulevard Sainte-Anne, bureau212 G0A 3C0 QC	2018-11-27	2018-12-05	162,81 $	1 250,00 $	1 600,00 $
DT Québec	6201732000	320411	Stein Monast S.E.N.C.R.L.	70, rue Dalhousie, bureau 300 G1K 4B2 QC	2018-09-30	2018-11-02	10,00 $	1 232,07 $	1 426,57 $
DT Québec	6201732000	320411	Stein Monast S.E.N.C.R.L.	70, rue Dalhousie, bureau 300 G1K 4B2 QC	2018-09-30	2018-11-02	123,00 $	432,25 $	619,97 $
DT Québec	6201732009	889132	Émilie Cooper, notaire	979, avenue de Bourgogne, bureau 550 G1W 2L4 QC	2018-12-11	2019-01-08	279,00 $	647,50 $	1 023,47 $
Total DT Québec							**3 075,12 $**	**26 469,52 $**	**33 508,50 $**
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6200816027	720118	Cain Lamarre S.E.N.C.R.L.	300-190, rue Racine Est G7H 1R9 QC	2018-10-17	2018-11-14	149,00 $	1 744,00 $	2 154,16 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416086	170231	Linda Beaulac, Notaire	2344, avenue du Pont Sud G8B 5V2 QC	2018-04-03	2018-04-12	263,00 $	1 300,00 $	1 757,68 $
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416090	330119	Notaires Côté Tremblay Gervais	540, rue Sacré-Coeur Ouest, bureau 5 G8B 1M2 QC	2018-04-13	2018-05-10	135,00 $	1 485,00 $	1 842,38 $
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516007	692264	Me Cathy Savard, notaire inc.	1571, boul. Wallberg G8L 1H5 QC	2018-04-05	2018-05-07	142,00 $	2 069,99 $	2 521,97 $
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516019	297443	D.R. Notaire inc.	1062, rue St-Cyrille C.P. 562 G8M 4S6 QC	2019-02-13	2019-02-13	0,00 $	30,00 $	34,49 $
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516020	297443	D.R. Notaire inc.	1062, rue St-Cyrille C.P. 562 G8M 4S6 QC	2018-11-23	2018-12-05	0,00 $	295,00 $	339,18 $
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516020	297443	D.R. Notaire inc.	1062, rue St-Cyrille C.P. 562 G8M 4S6 QC	2018-11-23	2018-12-05	0,00 $	105,00 $	120,72 $
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516020	297443	D.R. Notaire inc.	1062, rue St-Cyrille C.P. 562 G8M 4S6 QC	2018-12-07	2018-12-13	350,00 $	547,50 $	979,49 $
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516021	297443	D.R. Notaire inc.	1062, rue St-Cyrille C.P. 562 G8M 4S6 QC	2018-11-14	2017-11-29	277,00 $	547,50 $	906,49 $
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516021	297443	D.R. Notaire inc.	1062, rue St-Cyrille C.P. 562 G8M 4S6 QC	2018-10-09	2018-11-13	0,00 $	105,00 $	120,72 $
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516021	297443	D.R. Notaire inc.	1062, rue St-Cyrille C.P. 562 G8M 4S6 QC	2018-11-09	2018-11-13	0,00 $	270,00 $	310,43 $
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516037	895391	Hudon Néron Brassard, Notaires s.e.n.c..	255, rue Collard Ouest G8B 1M9 QC	2018-11-09	2018-11-21	130,00 $	1 010,00 $	1 291,25 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516039	895391	Hudon Néron Brassard, Notaires s.e.n.c..	255, rue Collard Ouest G8B 1M9 QC	2018-08-27	2018-11-09	130,00 $	800,00 $	1 049,80 $
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201616027	720118	Cain Lamarre S.E.N.C.R.L.	630, Boul. René-Lévesque Ouest Bur. 2780 H3B 1S6 QC	2018-11-13	2018-11-13	0,00 $	149,00 $	171,31 $
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201616027	720118	Cain Lamarre S.E.N.C.R.L.	630, Boul. René-Lévesque Ouest Bur. 2780 H3B 1S6 QC	2019-01-24	0	121,00 $	1 050,00 $	1 328,24 $
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201616049	297443	D.R. Notaire inc.	1062, rue St-Cyrille C.P. 562 G8M 4S6 QC	2018-04-13	2018-04-23	257,00 $	480,00 $	808,88 $
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201616057	297443	D.R. Notaire inc.	1062, rue St-Cyrille C.P. 562 G8M 4S6 QC	2019-01-08	2019-01-19	0,00 $	105,00 $	120,72 $
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201616057	297443	D.R. Notaire inc.	1062, rue St-Cyrille C.P. 562 G8M 4S6 QC	2019-01-11	2019-02-06	350,00 $	1 085,00 $	1 597,48 $
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201716000	640098	Gagnon, Minier Notaires	991, rue Victoria G7B 3M9 QC	2018-11-21	2018-11-28	133,45 $	958,36 $	1 235,33 $
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201716014	455613	Claveau, Gauthier, Gagnon & Ass., notaires, S.E.N.C.	54, rue Racine Est G7H 1P7 QC	2018-03-27	2018-04-12	120,00 $	606,66 $	817,49 $
Total DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est							**2 557,45 $**	**14 743,01 $**	**19 508,21 $**
Région de la Mauricie	6200628009	567311	Grenier Gagnon inc.	625, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 1410 H3B 1R2 QC	2018-05-07	2018-11-28	82,00 $	2 554,50 $	3 019,04 $
Région de la Mauricie	6201128014	695852	Charette, Godin, Ouellet, notaires inc.	4450, boul. Des Forges, bureau 260 G8Y 1W5 QC	2017-02-02	2017-07-20	0,00 $	140,00 $	160,97 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
Région de la Mauricie	6201128015	196673	Pépin, Nathalie (notaire)	3220, boulevard Saint-Jean G9B 2M1 QC	2018-04-02	2018-05-15	2,00 $	625,00 $	720,59 $
Région de la Mauricie	6201128027	196673	Pépin, Nathalie (notaire)	3220, boulevard Saint-Jean G9B 2M1 QC	2018-04-02	2018-05-10	0,00 $	1 476,38 $	1 697,47 $
Région de la Mauricie	6201328004	210005	Desaulniers Gervais Parente au Sylvestre, notaires	540, Avenue de Grand-Mère G9T 2H2 QC	2018-04-30	2018-05-02	162,00 $	606,25 $	859,03 $
Région de la Mauricie	6201428000	513014	Hélène Samson, notaire	506, rue Du Moulin G0X 3 H0 QC	2018-09-17		156,00 $	738,75 $	1 005,38 $
Région de la Mauricie	6201428002	513014	Hélène Samson, notaire	506, rue Du Moulin G0X 3 H0 QC	2018-09-17	2018-09-25	0,00 $	607,50 $	698,48 $
Région de la Mauricie	6201428023	695227	Me Tony Harvey, notaire	221, rue Principale G0X 2L 0 QC	2018-02-05	2018-04-11	134,00 $	787,50 $	1 039,43 $
Région de la Mauricie	6201428025	853689	Harvey, Sandy (notaire)	221, rue Principale G0X 2L 0 QC	2016-05-04	2018-04-11	134,00 $	537,50 $	752,00 $
Région de la Mauricie	6201428026	695227	Me Tony Harvey, notaire	221, rue Principale G0X 2L 0 QC	2018-02-05	2018-04-13	134,00 $	1 287,50 $	1 614,31 $
Région de la Mauricie	6201428027	695227	Me Tony Harvey, notaire	221, rue Principale G0X 2L 0 QC	2018-02-05	2018-04-13	254,00 $	1 737,50 $	2 251,70 $
Région de la Mauricie	6201428029	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	5375, rue St-Joseph, bureau 300 G8Z 4 M5 QC	2018-06-12	2018-07-31	0,00 $	490,00 $	563,38 $
Région de la Mauricie	6201528019	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy G0R3E0 QC	2018-09-12	2018-11-09	17,00 $	837,09 $	979,44 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
Région de la Mauricie	6201528020	709730	Durocher Dauphinais Julien, notaires inc.	2125, boulevard Lemire, bureau 220 J2B 8N8 QC	2018-10-11	2018-10-16	131,00 $	650,00 $	878,34 $
Région de la Mauricie	6201528022	711130	Étude notariale Isabelle Chabot inc.	785, rue Principale J0H 1M0 QC	2017-02-14	2017-07-21	121,00 $	915,00 $	1 173,02 $
Région de la Mauricie	6201528023	603835	Deslandes, François (François Deslandes, notaire)	1075, rue Beaugrand J0H 1A0 QC	2018-04-03	2018-09-07	121,00 $	416,61 $	600,00 $
Région de la Mauricie	6201528025	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	5375, rue St-Joseph, bureau 300 G8Z 4M5 QC	2018-04-03	2018-04-06	130,00 $	250,00 $	417,44 $
Région de la Mauricie	6201528030	513014	Hélène Samson, notaire	506, rue Du Moulin G0X 3H0 QC	2018-09-17	2018-11-09	156,00 $	701,25 $	962,26 $
Région de la Mauricie	6201528031	860259	DGPS	540, avenue de Grand-Mère G9T 2H2 QC	2017-12-31	2018-03-05	180,00 $	756,25 $	1 049,50 $
Région de la Mauricie	6201528041	210005	Desaulniers Gervais Parente au Sylvestre, notaires	540, Avenue de Grand-Mère G9T 2H2 QC	2016-07-19	2019-01-28	60,00 $	736,34 $	906,61 $
Région de la Mauricie	6201528057	369354	Baribeau, Martine (notaire)	4, rue du Bocage G0X 2R0 QC	2018-11-08	2018-12-04	135,00 $	990,00 $	1 273,25 $
Région de la Mauricie	6201528057	369354	Baribeau, Martine (notaire)	4, rue du Bocage G0X 2R0 QC	2018-04-24	2018-04-27	18,00 $	410,00 $	489,40 $
Région de la Mauricie	6201528061	369354	Baribeau, Martine (notaire)	4, rue du Bocage G0X 2R0 QC	2019-01-30	2019-02-10	8,00 $	335,00 $	393,17 $
Région de la Mauricie	6201628015	940391	Parisé, Simon (notaire)	639, rue Ste-Angèle Pour honoraires professionnels G9A 1M7 QC	2018-11-08	2019-02-14	22,00 $	278,00 $	341,63 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
Région de la Mauricie	6201628015	940391	Parisé, Simon (notaire)	639, rue Ste-Angèle Pour honoraires professionnels G9A 1M7 QC	2018-11-08	2019-02-14	0,00 $	247,00 $	283,99 $
Région de la Mauricie	6201628015	940391	Parisé, Simon (notaire)	639, rue Ste-Angèle Pour honoraires professionnels G9A 1M7 QC	2018-11-08	2019-02-14	158,00 $	53,00 $	218,94 $
Région de la Mauricie	6201628019	396769	Côté, Béchard, Gagnon et associésnotaires S.E.N.C.R.L.	783, boulevard de Bois-Francs-Sud G6P 5W3 QC	2018-09-12	2018-11-21	12,00 $	245,00 $	293,69 $
Région de la Mauricie	6201628036	941053	Charette, Patricia (notaire)	4450, boul. des Forges, bureau 260 G8Y 1W5 QC	2019-01-30	2019-02-10	20,00 $	455,00 $	543,14 $
Région de la Mauricie	6201628038	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	5375, rue St-Joseph, bureau 300 G8Z 4M5 QC	2018-11-13	2018-11-16	7,00 $	315,00 $	369,17 $
Région de la Mauricie	6201628041	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	5375, rue St-Joseph, bureau 300 G8Z 4M5 QC	2018-02-05	2018-02-14	150,00 $	622,00 $	865,14 $
Région de la Mauricie	6201628044	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	5375, rue St-Joseph, bureau 300 G8Z 4M5 QC	2018-10-30		10,00 $	450,00 $	527,39 $
Région de la Mauricie	6201628045	902447	Leblanc Martin inc.	1350, rue Royale, bureau 1000 G9A 4J4 QC	2018-07-03	2018-07-12	0,00 $	320,00 $	367,92 $
Région de la Mauricie	6201628047	902447	Leblanc Martin inc.	1350, rue Royale, bureau 1000 G9A 4J4 QC	2018-07-03		0,00 $	340,00 $	390,92 $
Région de la Mauricie	6201628049	902447	Leblanc Martin inc.	1350, rue Royale, bureau 1000 G9A 4J4 QC	2018-05-18	2018-06-26	0,00 $	210,00 $	241,45 $
Région de la Mauricie	6201628051	462869	Ward & associés S.E.N.C.R.L.	200 av. Sainte-Marie J5V 1E9 QC	2018-11-07	2018-11-16	13,00 $	156,10 $	192,48 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
Région de la Mauricie	6201728000	913795	Jean-Guy Diamond, notaire	500, avenue Broadway, bure au 130 G9N 1M3 QC	2018-08-21	2018-10-11	14,00 $	250,00 $	301,44 $
Région de la Mauricie	6201728001	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy G0R3E0 QC	2018-09-12	2018-11-09	7,00 $	336,67 $	394,08 $
Région de la Mauricie	6201728002	462869	Ward & associés S.E.N.C.R.L.	200 av. Sainte-Marie J5V 1E9 QC	2018-11-23	2018-11-28	5,00 $	160,00 $	188,96 $
Région de la Mauricie	6201728009	352408	Parent, Lyne (notaire)	823, boulevard Thibeau G8T 7A7 QC	2018-04-18	2018-04-26	8,00 $	215,00 $	255,20 $
Région de la Mauricie	6201728024	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	5375, rue St-Joseph, bureau 300 G8Z 4M5 QC	2018-09-12	2018-11-20	18,00 $	90,00 $	121,48 $
Région de la Mauricie	6201728025	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	5375, rue St-Joseph, bureau 300 G8Z 4M5 QC	2018-11-13	2018-11-15	8,00 $	67,00 $	85,03 $
Région de la Mauricie	6201728027	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	5375, rue St-Joseph, bureau 300 G8Z 4M5 QC	2018-09-12	2018-11-20	9,00 $	31,00 $	44,64 $
Région de la Mauricie	6201728029	940232	Sylvestre, Guy (notaire)	1500, 105ième Avenue G9P 1M5 QC	2019-01-17	2019-02-01	38,00 $	2 061,65 $	2 408,38 $
Total Région de la Mauricie							**2 634,00 $**	**25 488,34 $**	**31 939,28 $**
Région du centre du Québec	6201424031	396769	Côté, Béchard, Gagnon et associésnotaires S.E.N.C.R.L.	783, boulevard de Bois-Francs-Sud G6P 5W3 QC	2018-10-22	2018-11-22	267,00 $	815,25 $	1 204,33 $
Région du centre du Québec	6201424039	592877	Julie Bergeron, notaire	108, rue Olivier, bureau 203 G6P 6V6 QC	2017-03-27	2017-11-17	257,00 $	1 125,05 $	1 550,52 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
Région du centre du Québec	6201424046	408783	Levasseur & Thisdale, S.E.N.C.R.L.	16995, boul. des Acadiens G9H 0N8QC	2018-03-22	2018-03-27	120,00 $	425,00 $	608,64 $
Région du centre du Québec	6201424047	408783	Levasseur & Thisdale, S.E.N.C.R.L.	16995, boul. des Acadiens G9H 0N8QC	2018-11-07	2018-11-14	131,00 $	702,00 $	938,12 $
Région du centre du Québec	6201524013	396769	Côté, Béchard, Gagnon et associésnotaires S.E.N.C.R.L.	783, boulevard de Bois-Francs-Sud G6P 5W3 QC	2018-08-06	2018-09-27	442,00 $	1 340,00 $	1 982,67 $
Région du centre du Québec	6201524016	592877	Julie Bergeron, notaire	108, rue Olivier, bureau 203 G6P 6V6 QC	2017-07-26	2018-03-29	18,00 $	1 133,33 $	1 321,05 $
Région du centre du Québec	6201524016	592877	Julie Bergeron, notaire	108, rue Olivier, bureau 203 G6P 6V6 QC	2017-07-26	2018-03-29	121,00 $	803,51 $	1 044,84 $
Région du centre du Québec	6201524016	592877	Julie Bergeron, notaire	108, rue Olivier, bureau 203 G6P 6V6 QC	2017-07-26	2018-03-29	0,00 $	633,33 $	728,17 $
Région du centre du Québec	6201624011	66380	Corbeil, Pierre (002)	601, boulevard Simoneau J1T 4G7 QC	2018-09-05	2018-09-12	138,00 $	697,25 $	939,66 $
Région du centre du Québec	6201624015	883853	Me Sylvie Smith, notaire	3A- 400, rue Cormier J2C 7L9 QC	2017-12-13	2018-03-28	132,00 $	1 384,50 $	1 723,83 $
Région du centre du Québec	6201624016	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 QC	2018-10-03	2018-11-29	130,00 $	454,00 $	651,99 $
Région du centre du Québec	6201624018	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 QC	2018-10-03	2018-11-29	130,00 $	454,00 $	651,99 $
Région du centre du Québec	6201624019	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 QC	2018-10-03	2018-11-29	130,00 $	454,00 $	651,99 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
Région du centre du Québec	6201624021	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 QC	2018-10-03	2018-11-29	141,00 $	354,00 $	548,01 $
Région du centre du Québec	6201624022	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 QC	2018-10-03	2018-11-29	131,00 $	429,00 $	624,24 $
Région du centre du Québec	6201624023	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 QC	2018-10-03	2018-11-29	131,00 $	529,00 $	739,22 $
Région du centre du Québec	6201624024	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 QC	2018-10-03	2018-11-29	131,00 $	354,00 $	538,01 $
Région du centre du Québec	6201624025	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 QC	2018-10-03	2018-11-30	131,00 $	504,00 $	710,47 $
Région du centre du Québec	6201624026	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 QC	2018-10-03	2018-11-29	131,00 $	454,00 $	652,99 $
Région du centre du Québec	6201624032	709730	Durocher Dauphinais Julien, notaires inc.	2125, boulevard Lemire, bureau 220 J2B 8N8 QC	2017-08-30	2017-11-20	25,00 $	302,50 $	372,80 $
Région du centre du Québec	6201624032	709730	Durocher Dauphinais Julien, notaires inc.	2125, boulevard Lemire, bureau 220 J2B 8N8 QC	2018-04-16	2018-04-26	146,00 $	620,00 $	858,85 $
Région du centre du Québec	6201624037	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	5375, rue St-Joseph, bureau 300 G8Z 4M5 QC	2018-10-30	2018-11-07	25,00 $	150,00 $	197,46 $
Région du centre du Québec	6201724001	270952	Fréchette, Marie (notaire)	145, boul. Jutras Est, local 1 G6P 4L8 Québec	2019-01-29	2019-02-11	127,00 $	432,00 $	623,69 $
Région du centre du Québec	6201724008	201120	Charest, Luc A. (notaire)	2504, rue Principale G0S 1Y0 QC	2018-11-22	2018-12-13	306,00 $	720,00 $	1 133,82 $

Rapport annuel des comptes de notaires (territoires)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
Région du centre du Québec	6201724009	201120	Charest, Luc A. (notaire)	2504, rue Principale G0S 1Y0 QC	2018-09-21	2018-10-03	160,00 $	470,00 $	700,38 $
Région du centre du Québec	6201724010	940377	Blanchette, Patricia (notaire)	517, rue St-Georges Sud G0X 1V0 QC	2018-11-08	2019-01-22	131,00 $	460,00 $	659,89 $
Région du centre du Québec	6201724014	709730	Durocher Dauphinais Julien, notaires inc.	2125, boulevard Lemire, bureau 220 J2B 8N8 QC	2018-11-13	2018-11-20	25,00 $	466,25 $	561,07 $
Région du centre du Québec	6201724015	941548	Julien, Anne-Marie (notaire)	2125, boul. Lemire, bureau 220 J2B 8N8 QC	2018-11-19	2019-02-19	151,00 $	1 000,00 $	1 300,75 $
Région du centre du Québec	6201724029	141990	Me François Comeau, notaire en fidéicommis	422 rue Germain J0C 1M0 QC	2018-11-14		25,00 $	600,00 $	714,85 $
Région du centre du Québec	6201724035	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 QC	2018-11-29	2019-01-09	11,00 $	425,00 $	499,64 $
Région du centre du Québec	6201724038	366965	Pelletier, Jean-Pierre (notaire)	108, rue Olivier, bureau 203 G6P 6V6 QC	2018-10-10	2018-11-02	20,00 $	687,30 $	810,23 $
Région du centre du Québec	6201724041	925269	Rheault et Corriveau, notaires	1290, boul. Louis-Fréchette J3T 1K6 QC	2018-10-09	2018-11-16	113,50 $	390,00 $	561,90 $
Total Région du centre du Québec							**4 077,50 $**	**19 768,27 $**	**26 806,07 $**
Total général							**55 442,11 $**	**394 557,54 $**	**509 085,11 $**

Rapport annuel des comptes de notaires (Direction générale de l'expertise immobilière)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
Service expertise immobilière	6201168021	597809	Gagnon, Sophie (Sophie Gagnon, notaire)	36, rue Windsor J0Z 3R0 QC	2018-01-26		114,00 $	354,00 $	521,01 $
Service expertise immobilière	6201168046	636605	Manseau Mayer notaires inc.	26, rue des Oblats Nord J9V 1J3 QC	2018-10-26		60,00 $	595,00 $	744,10 $
Service expertise immobilière	6201268002	720118	Cain Lamarre S.E.N.C.R.L.	300-190, rue Racine Est G7H 1R9 QC	2018-10-31		16,00 $	651,50 $	765,07 $
Service expertise immobilière	6201268002	720118	Cain Lamarre S.E.N.C.R.L.	300-190, rue Racine Est G7H 1R9 QC	2018-11-19		0,00 $	1 254,68 $	1 442,57 $
Service expertise immobilière	6201368032	421938	Lévesque, Gaudette, Major-Lacombe S.E.N.C.R.L.	2255, boul Fernand-Lafontaine Bureau102 J4G 2R8 QC	2018-09-25		35,00 $	473,32 $	579,20 $
Service expertise immobilière	6201368032	421938	Lévesque, Gaudette, Major-Lacombe S.E.N.C.R.L.	2255, boul Fernand-Lafontaine Bureau102 J4G 2R8 QC	2018-09-13		29,00 $	682,50 $	813,71 $
Service expertise immobilière	6201368038	421938	Lévesque, Gaudette, Major-Lacombe S.E.N.C.R.L.	2255, boul Fernand-Lafontaine Bureau102 J4G 2R8 QC	2018-04-11		10,00 $	598,51 $	698,14 $
Service expertise immobilière	6201368038	421938	Lévesque, Gaudette, Major-Lacombe S.E.N.C.R.L.	2255, boul Fernand-Lafontaine Bureau102 J4G 2R8 QC	2018-04-11		13,00 $	160,00 $	196,96 $
Service expertise immobilière	6201368086	666364	Mon Notaire et moi inc.	806, rue Bagot G7B 2N8 QC	2017-11-16		271,00 $	1 170,00 $	1 616,21 $
Service expertise immobilière	6201444019	371887	Lalande, Jean-Guy (notaire)	1695, boul. Laval Bureau 415 H7S 2J2 QC	2017-12-14		390,00 $	2 955,00 $	3 787,51 $
Service expertise immobilière	6201468004	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SENCRL] notaires et cons.juridiques	2484, rue Cartier J0K 2T0 QC	2017-12-07		135,00 $	710,00 $	951,32 $
Service expertise immobilière	6201568101	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC	2018-10-11		466,93 $	700,00 $	1 271,76 $

Rapport annuel des comptes de notaires (Direction générale de l'expertise immobilière)

Période du 2018-04-01 au 2019-02-28

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date facture	Date approbation facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
Service expertise immobilière	6201568103	723854	Laporte et associés notaires inc.	340, rue Frontenac J0K 1A0 QC	2018-07-06		312,00 $	1 124,00 $	1 604,32 $
Service expertise immobilière	6201568104	60049	Paquet, Marie-Klaude	75, rue Notre-Dame Ouest G6G 1J4 QC	2019-01-07		161,05 $	1 212,50 $	1 555,13 $
Service expertise immobilière	6201668088	176534	Étude des Notaires Cataphard	3950, chemin Oka J0N 1M0 QC	2018-10-02		267,00 $	1 075,00 $	1 502,98 $
Service expertise immobilière	6201668090	533871	Léveillé Pelletier inc.	183, rue Saint-Eustache J7R 2L5 QC	2017-10-17		350,79 $	1 155,25 $	1 679,04 $
Service expertise immobilière	6201668091	923321	Rivest, Marie-Hélène (Les notaires Piché et Rivest)	133, rue Saint-Pierre J0P 1P0 QC	2018-09-24		267,00 $	1 079,92 $	1 508,64 $
Service expertise immobilière	6201768067	533871	Léveillé Pelletier inc.	183, rue Saint-Eustache J7R 2L5 QC	2018-07-20		173,86 $	918,41 $	1 229,80 $
Service expertise immobilière	6201768091	634914	Menassa, François (médiateur)	1255, boulevard Laird, bureau 366 H3P 2T1 QC	2019-02-06		0,00 $	350,00 $	402,41 $
Service expertise immobilière	6201768092	942301	Gosset, Robert P. (Gosset notaires)	51, avenue Cartier H9S 4R5 QC	2019-01-31		10,00 $	1 072,50 $	1 243,11 $
Service expertise immobilière	6201768098	913541	Karambatsos Avocats	240, rue St-Jacques H2Y 1L9 QC	2018-09-14		0,00 $	542,74 $	621,81 $
Service expertise immobilière	6201768107	493834	Leroux Côté Burroganno	507, Place d'Armes, bureau 1300 H2Y 2W8 QC	2018-11-08		162,00 $	1 500,00 $	1 886,63 $
Service expertise immobilière	6201768130	750805	LGD NOTAIRES INC.	2820, boulevard Laurier, bureau 1050 G1V 0C1 QC	2019-02-07		0,00 $	52,50 $	60,37 $
Total Service expertise immobilière							**3 243,63 $**	**20 387,33 $**	**26 681,80 $**
Total général							**3 243,63 $**	**20 387,33 $**	**26 681,80 $**

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ME FRANCIS MELOCHE 800 SQUARE VICTORIA, #720 C.P.156, MONTRÉAL, QC H4Z 1A1	150,00$/H	JUILLET 2018 À FÉVRIER 2019	SERVICES CONSEIL RELATIONS TRAVAIL	4 725,00 $
MONETTE BARAKETT, S.E.N.C. 4 PLACE VILLE-MARIE, BUREAU 600 MONTRÉAL, QC H3B 2E7	300,00$/H	NOVEMBRE 2018 À FÉVRIER 2019	CONSEILLER ET ACCOMPAGNER LA COMMISSION DANS LE CADRE DE L'ACCÈS À L'INFORMATION	11 405,00 $
			TOTAL DES HONORAIRES	**16 130,00 $**

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
GOWLING WLG (CANADA) S.E.N.C.R.L., S.R.L.	278 $	SEPTEMBRE 2018	RELATIONS DE TRAVAIL	3 649,00$
			TOTAL DES HONORAIRES	**3 649,00 $**

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ME MADELEINE LEMIEUX	100$/HEURE	AVRIL 2018 À DÉCEMBRE 2018	CONTRAT DE SERVICES JURIDIQUES AUTORISÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE POUR REPRÉSENTER LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DANS LE CADRE DU DOSSIER 2017 QCCJA 936.	6 087,00 $
ME MADELEINE LEMIEUX	100$/HEURE	AVRIL 2018 À SEPTEMBRE 2018	CONTRAT DE SERVICES JURIDIQUES AUTORISÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE POUR REPRÉSENTER LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DANS LE CADRE DU DOSSIER 2016 QCCJA 832.	15 376,00 $
ME MADELEINE LEMIEUX	180$/HEURE	SEPTEMBRE 2018 À FÉVRIER 2019	CONTRAT DE SERVICES JURIDIQUES AUTORISÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE POUR REPRÉSENTER LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DANS LE CADRE DU DOSSIER 2016 QCCJA 832.	5704,00 $
			TOTAL DES HONORAIRES	**27 167,00 $**

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LA SOMME ALLOUÉE À L'EXTERNE POUR TOUT TYPE DE SERVICES JURIDIQUES S'ÉLÈVE AU TOTAL À 70 031 $ ET LES DÉTAILS EN LIEN AVEC LES SERVICES RENDUS SONT DE NATURE CONFIDENTIELLE.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
BORDEN LADNER GERVAIS	270 $/HRE	MAI 2018	POLITIQUE SUR LA GESTION DES DONNÉES DANS UN CONTEXTE DE DÉVELOPPEMENT DE SOLUTIONS D'INFORMATION JURIDIQUE BASÉES SUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE	10 470 ,00$
			TOTAL DES HONORAIRES	**10 470,00 $**

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
BATTISTA TURCOT ISRAEL CORBA SENC	200 $/HRE	DÉCEMBRE 2018	REPRÉSENTER LE TRIBUNAL DEVANT DES INSTANCES	1 276,11 $
			TOTAL DES HONORAIRES	**1 276,11 $**

P.62 LISTE DES DOSSIERS POUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT DOIT ASSUMER LES DÉPENSES ET LES HONORAIRES RELATIFS À UNE POURSUITE ET/OU À UNE DÉFENSE, AVEC LE NOM DES PARTIES ET DES AVOCATS IMPLIQUÉS, LA NATURE DU DOSSIER ET LES MONTANTS DÉPENSÉS PAR CHAQUE PARTIE EN 2018-2019.

AUCUN DOSSIER N'A ÉTÉ RÉPERTORIÉ LORS DE L'EXERCICE 2018-2019 POUR LEQUEL LE GOUVERNEMENT DOIT ASSUMER LES DÉPENSES ET LES HONORAIRES DES AVOCATS MANDATÉS EN PRATIQUE PRIVÉE RELATIFS À UNE POURSUITE **ET** À UNE DÉFENSE DANS UNE MÊME CAUSE.

CONCERNANT LES DOSSIERS POUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT DOIT ASSUMER LES HONORAIRES ET LES DÉPENSES DES AVOCATS MANDATÉS EN PRATIQUE PRIVÉE RELATIFS À UNE POURSUITE **OU** À UNE DÉFENSE, NOUS VOUS RÉFÉRONS AUX MANDATS LISTÉS À LA QUESTION P.61 QUI FOURNIT CETTE INFORMATION.

P.63 LISTE, DÉTAIL ET COÛTS DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES ET LÉGISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE DANS LE CADRE D'AVIS, CONSULTATION, ASSISTANCE OU RÉDACTION CONCERNANT LA LÉGISLATION, POUR LES ANNÉES 2018-2019.

MINISTÈRE

AUCUN MANDAT

ORGANISMES

MANDATAIRES	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
BEAUCHAMP, MICHEL	100 $/H	AGIR À TITRE D'EXPERT CONSEIL DU CURATEUR PUBLIC	0,00 $

LÉGENDE

H : TAUX HORAIRE

À NOTER QUE DEPUIS L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU *RÈGLEMENT SUR LES HONORAIRES RELATIFS À CERTAINS SERVICES JURIDIQUES RENDUS À DES ORGANISMES DU GOUVERNEMENT* (RLRQ, CHAPITRE C-65.1, R. 7.3), LE 13 SEPTEMBRE 2018, LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES SONT EXEMPTÉS DU PROCESSUS D'AUTORISATION DE LA MINISTRE DE LA JUSTICE POUR L'ATTRIBUTION DES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES. CETTE EXEMPTION TRANSFÈRE À CES ORGANISMES L'ENTIÈRE RESPONSABILITÉ DE LEUR GESTION CONTRACTUELLE DANS LEUR SPHÈRE D'IMPUTABILITÉ.

P.64 LISTE, COÛTS ET DÉTAIL DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES OU JURISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE QUI ONT DÉJÀ ÉTÉ À L'EMPLOI DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE. PRÉCISER LA DATE DE LA FIN DE LEUR EMPLOI.

MINISTÈRE

AUCUN.

P.65 POUR 2018-2019, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2019-2020. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2019, DE SA MISE EN ŒUVRE.

MINISTÈRE

EN 2018-2019, 1 836 000 $ ONT ÉTÉ INVESTIS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE.

P.66 NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉS INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE EN 2018-2019. INDIQUER LES DATES ET LES LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET LES RÉSULTATS OBTENUS POUR CHAQUE RENCONTRE, AINSI QUE LES OBJECTIFS À POURSUIVRE. INDIQUER LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2019-2020.

MINISTÈRE

RÉUNIONS DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE

ANNÉE	DATE	LIEU	PARTICIPANTS
2018-2019	2 MAI 2018	1200, ROUTE DE L'ÉGLISE, QUÉBEC 410, RUE DE BELLECHASSE EST, MONTRÉAL	M. MARC-ANDRE ALLARD, SCF M. JONATHAN BOISVERT, DEC MME VALERIE BOUDREAULT, SAA M. JACQUES BUREAU, MESI MME LAURIE COSTA, EN REMPLACEMENT DE MME JESSY GELINAS, MRIF MME GENEVIEVE DORAY, MSSS MME MARIA FERNANDES, FAMILLE - SECRETARIAT AUX AINES MME YOLANDE FRENETTE, MJQ M. MICHEL LAVALLEE, MSSS MME ANNICK LEMIEUX, MEES MME SOLANGE MATTE, FAMILLE M. ROGER NOEL, MJQ M. MIKE ROUSSEAU, MTESS M. JONATHAN VIDAL, MJQ OBSERVATRICE : MME STEPHANIE BARON-ARGUIN, MJQ

P.67 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, IDENTIFIER ET VENTILER (FRAIS IMMOBILIERS, MASSE SALARIALE, ÉQUIPEMENTS, ETC.) LES SOMMES ACCORDÉES PAR LE MINISTÈRE ET PAR D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS OU PRIVÉS EN 2018-2019; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DES CJP POUR 2018-2019 (EN $)

CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	LOYER	MASSE SALARIALE	AUTRES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
QUÉBEC	47 500	366 724	37 900
BAS SAINT-LAURENT	29 967	243 543	36 050
MONTRÉAL	71 300	377 862	32 165
OUTAOUAIS	62 745	249 503	54 152
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	24 850	251 570	40 500
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	45 052	256 106	44 250
MONTÉRÉGIE	80 592	308 215	35 650
COTE-NORD	25 000	249 170	41 300
MAURICIE	48 070	152 035	56 270
NUNAVIK	33 000	241 416	123 971
TOTAL	**468 076**	**2 696 144**	**502 208**

NOTE : IL S'AGIT DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT, QUI DIFFÈRENT DU MONTANT DE L'AIDE FINANCIÈRE VERSÉE. EN EFFET, L'AIDE FINANCIÈRE EST ÉTABLIE SUR LA BASE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT PRÉVUES MOINS LES SURPLUS RÉCUPÉRÉS DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT, S'IL Y A LIEU.

LE CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ CÔTE-NORD A OUVERT SES PORTES LE 11 JUIN 2018 ET LE CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MAURICIE A OUVERT DES PORTES LE 26 NOVEMBRE 2018. L'OUVERTURE DU CJP DU NUNAVIK A ÉTÉ ANNONCÉE LE 15 FÉVRIER 2019.

P.68 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDIQUER LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (PERMANENTS ET OCCASIONNELS) ET LE NOMBRE DE BÉNÉVOLES EN 2018-2019; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS	NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS	NOMBRE DE BÉNÉVOLES
BAS SAINT-LAURENT	4		7
QUÉBEC	6		15
MONTRÉAL	6		14
OUTAOUAIS	4		21
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	4		7
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	4		15
MONTÉRÉGIE	5	1	15
COTE-NORD	4		18
MAURICIE	4		8
NUNAVIK	2	1	0
TOTAL	**43**	**2**	**121**

LE CJP DE LA MAURICIE A OUVERT SES PORTES LE 26 NOVEMBRE 2018. LE CJP DE LA CÔTE-NORD A OUVERT SES PORTES LE 11 JUIN 2018 ET L'OUVERTURE DU CJP DU NUNAVIK A ÉTÉ ANNONCÉE LE 15 FÉVRIER 2019.

P.69 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS DANS CHACUN DES CINQ TYPES DE SERVICES OFFERTS (INFORMATION JURIDIQUE, AVIS JURIDIQUE, SERVICES DE SOUTIEN ET D'ACCOMPAGNEMENT, AIDE CONCERNANT DES FORMULAIRES À REMPLIR, MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENT DES CONFLITS) EN 2018-2019.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS EN 2018-2019

CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	INFORMATION JURIDIQUE
BAS SAINT-LAURENT	2 506
QUÉBEC	3 682
MONTRÉAL	4 193
OUTAOUAIS	2 132
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	972
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	2 015
MONTÉRÉGIE	2 394
CÔTE-NORD	529
MAURICIE	297
TOTAL	**18 720**

NOTE 1 : DONNÉES DU 1ER AVRIL 2018 AU 31 JANVIER 2019, EXTRAITES DU PORTAIL STATISTIQUE DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ (CJP) EN DATE DU 22 FÉVRIER 2019 (LES DONNÉES POUR LE MOIS DE FÉVRIER PEUVENT ENCORE ÊTRE INCOMPLÈTES).

NOTE 2 : LE CJP CÔTE-NORD A OUVERT SES PORTES LE 11 JUIN 2018 ET LE CJP DE LA MAURICIE A OUVERT SES PORTES LE 26 NOVEMBRE 2018. L'OUVERTURE DU CJP DU NUNAVIK A ÉTÉ ANNONCÉE LE 15 FÉVRIER 2019.

P.70 POUR 2018-2019, STATISTIQUES RELATIVES AU NOMBRE DE MANDATS CIVILS, CRIMINELS ET PÉNAUX OCTROYÉS À DES AVOCATS ET À DES NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET POUR LA DIRECTION DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) :

A. **JOINDRE LA LISTE DES BUREAUX AVEC LES NOMS DES PROFESSIONNEL(LE)S QUI ONT OBTENU DE TELS MANDATS;**
B. **VENTILATION DES HONORAIRES VERSÉS EN INDIQUANT, S'IL Y A LIEU, CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE ;**
C. **COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES.**

MINISTÈRE

AUCUN DOSSIER N'A ÉTÉ RÉPERTORIÉ LORS DE L'EXERCICE 2018-2019.

VEUILLEZ NOTER QUE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES CRIMINELLES ET PÉNALES N'EST PLUS UNE DIRECTION DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DEPUIS SON REMPLACEMENT PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES POURSUITES PUBLIQUES QUI A ÉGALEMENT DISPARUE DÈS LA CRÉATION DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) EN MARS 2007, ORGANISME BUDGÉTAIRE DÉTACHÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

ORGANISME

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LA SOMME ALLOUÉE À L'EXTERNE POUR TOUT TYPE DE SERVICES JURIDIQUES S'ÉLÈVE AU TOTAL À 70 031 $ ET LES DÉTAILS EN LIEN AVEC LES SERVICES RENDUS SONT DE NATURE CONFIDENTIELLE.

P.71 AU 31 MARS 2019, LE NOMBRE DE SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL RELEVANT DU DPCP POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE. COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOTE : INSTITUÉ PAR LA LOI SUR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES LE 15 MARS 2007, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES DIRIGE POUR L'ÉTAT, SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE DE LA JUSTICE ET PROCUREUR GÉNÉRAL, LES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES AU QUÉBEC. LES SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL SONT, DEPUIS CETTE DATE, DÉSIGNÉS « PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ».

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
QUÉBEC		**103**
QUÉBEC	46	
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL	6	
BUREAU DE LA DIRECTRICE	10	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	16	
BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE	21	
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	1	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	3	
CHARLEVOIX		**2**
LA MALBAIE	2	
MONTMAGNY		**3**
MONTMAGNY	3	
BEAUCE		**3**
SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	3	
RIMOUSKI		**13**
AMQUI		
MATANE	4	
MONT-JOLI		
RIMOUSKI	6	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	1	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	2	
KAMOURASKA		**7**
RIVIÈRE-DU-LOUP	6	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	1	
GASPÉ		**4**
PERCÉ	2	
SAINTE-ANNE-DES-MONTS		
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	1	
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	1	
BONAVENTURE		**3**
CARLETON-SUR-MER		
NEW CARLISLE	3	
BAIE-COMEAU		**6**
BAIE-COMEAU	5	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	1	
MINGAN		**6**
COUR ITINÉRANTE		
SEPT-ÎLES	6	
ROBERVAL		**8**
ROBERVAL	7	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	1	
CHICOUTIMI		**13**
SAGUENAY	10	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	1	
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	1	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	1	
ALMA		**2**
ALMA	2	

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
TROIS-RIVIÈRES		**22**
TROIS-RIVIÈRES	14	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	2	
BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE	2	
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	3	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	1	
ARTHABASKA		**4**
VICTORIAVILLE	4	
SAINT-MAURICE		**6**
LA TUQUE	1	
SHAWINIGAN	4	
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	1	
DRUMMOND		**5**
DRUMMONDVILLE	4	
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	1	
SAINT-FRANÇOIS		**25**
SHERBROOKE	19	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	3	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	3	
BEDFORD		**8**
COWANSVILLE		
GRANBY	6	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	2	
FRONTENAC		**2**
THETFORD MINES	2	
LONGUEUIL		**57**
LONGUEUIL	40	
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL	1	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	5	
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	4	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	7	
IBERVILLE		**5**
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	5	
BEAUHARNOIS		**17**
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	14	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	2	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	1	
RICHELIEU		**6**
SOREL-TRACY	5	
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	1	
SAINT-HYACINTHE		**10**
SAINT-HYACINTHE	10	
MONTRÉAL		**233**
MONTRÉAL	124	
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL	1	
BUREAU DE LA DIRECTRICE	2	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	12	
BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE	6	
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	1	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	16	
BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES	71	
TERREBONNE		**43**
SAINT-JÉRÔME	33	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	3	
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	1	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	6	

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
TÉMISCAMINGUE		**0**
VILLE-MARIE	0	
ABITIBI		**22**
AMOS	15	
GRAND NORD		
KUUJJUAQ		
LA SARRE		
MATAGAMI		
SENNETERRE		
VAL-D'OR	6	
CHIBOUGAMAU		
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	1	
LABELLE		**4**
MANIWAKI	1	
MONT-LAURIER	2	
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	1	
PONTIAC		**0**
CAMPBELL'S BAY	0	
GATINEAU		**29**
GATINEAU	25	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	2	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	2	
ROUYN-NORANDA		**11**
ROUYN-NORANDA	6	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	3	
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	1	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	1	
LAVAL		**23**
LAVAL	19	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	2	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	2	
JOLIETTE		**23**
JOLIETTE	18	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	2	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	3	
GRAND TOTAL	**728**	**728**

LES DONNÉES SONT EN DATE DU 15 FÉVRIER 2019.

P.72 POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDIQUER LES DÉPENSES LIÉES À LEUR DÉPART.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

POUR 2018-2019, SEPT PROCUREURS ONT DÉMISSIONNÉ. AUCUN COÛT N'EST LIÉ À CES DÉMISSIONS.

LE NOMBRE DE DÉMISSIONS EXCLUT LE DÉPART DE 6 PROCUREURS NOMMÉS JUGES PENDANT L'EXERCICE 2018-2019.

P.73 NOMBRE DE PROCUREURS DE LA COURONNE AFFECTÉS À DES DOSSIERS SPÉCIALISÉS EN 2018-2019 (EX. : GANGS DE RUE, CRIMES SEXUELS, CRIME ORGANISÉ, CRIMES ÉCONOMIQUES, ETC.). VENTILATION PAR CATÉGORIE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

2018-2019

DISTRICT JUDICIAIRE	GANGS DE RUE	CRIMES SEXUELS	CRIME ORGANISÉ	CRIMES ÉCONOMIQUES	VIOLENCE CONJUGALE
QUÉBEC					
QUÉBEC		9	9	2	
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL		1			1
BUREAU DE LA DIRECTRICE				3	
BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE		1		1	
CHARLEVOIX					
LA MALBAIE					
MONTMAGNY					
MONTMAGNY					
BEAUCE					
SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE					
RIMOUSKI					
AMQUI					
MATANE					
MONT-JOLI					
RIMOUSKI		1			
KAMOURASKA					
RIVIÈRE-DU-LOUP					
GASPÉ					
PERCÉ					
SAINTE-ANNE-DES-MONTS					
BONAVENTURE					
CARLETON-SUR-MER					
NEW CARLISLE					
BAIE-COMEAU					
BAIE-COMEAU					
MINGAN					
COUR ITINÉRANTE					
SEPT-ÎLES		1			
ROBERVAL					
ROBERVAL					
CHICOUTIMI					
SAGUENAY		1			
ALMA					
ALMA					
TROIS-RIVIÈRES					
TROIS-RIVIÈRES		1		1	

DISTRICT JUDICIAIRE	GANGS DE RUE	CRIMES SEXUELS	CRIME ORGANISÉ	CRIMES ÉCONOMIQUES	VIOLENCE CONJUGALE
ARTHABASKA					
VICTORIAVILLE					
SAINT-MAURICE					
LA TUQUE					
SHAWINIGAN					
DRUMMOND					
DRUMMONDVILLE					
SAINT-FRANÇOIS					
SHERBROOKE		3	2		
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE		1			
BEDFORD					
COWANSVILLE					
GRANBY		1	1		
FRONTENAC					
THETFORD MINES					
LONGUEUIL					
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL		1			
LONGUEUIL	1	6	1	1	5
IBERVILLE					
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU					
BEAUHARNOIS					
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD		1			
RICHELIEU					
SOREL-TRACY					
SAINT-HYACINTHE					
SAINT-HYACINTHE		2			
MONTRÉAL					
MONTRÉAL	2	16	16	9	9
BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE				2	
BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES			20	45	
TERREBONNE					
SAINT-JÉRÔME		7	1	2	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES				1	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE		2			
TÉMISCAMINGUE					
VILLE-MARIE					
ABITIBI					
AMOS					
GRAND NORD					
KUUJJUAQ					
LA SARRE					
MATAGAMI					
SENNETERRE					
VAL-D'OR			1		
CHIBOUGAMAU					

District judiciaire	Gangs de rue	Crimes sexuels	Crime organisé	Crimes économiques	Violence conjugale
LABELLE					
Maniwaki					
Mont-Laurier					
PONTIAC					
Campbell's Bay					
GATINEAU					
Gatineau	1	1		1	
ROUYN-NORANDA					
Rouyn-Noranda					
LAVAL					
Laval		3		1	
JOLIETTE					
Joliette		2	1		
Bureau des affaires de la jeunesse		1			
GRAND TOTAL	**4**	**62**	**52**	**69**	**15**

Les procureurs présentés dans le tableau sont ceux dont les dossiers spécialisés représentent plus de 51 % de leur tâche effectuée au cours de la période de référence, soit du 1er avril 2018 au 15 février 2019.

Le port d'attache de chaque procureur a servi à la détermination du district judiciaire. Cependant, certains d'entre eux peuvent traiter des dossiers dans d'autres districts judiciaires.

Mentionnons que plusieurs procureurs inclus dans la catégorie « crimes économiques » traitent des dossiers de criminalité organisée, tels que des dossiers liés à des stratagèmes de corruption et de malversation, à des fraudes financières, à des fraudes fiscales, à du blanchiment d'argent, etc. Ainsi, parmi les 69 procureurs de la catégorie « crimes économiques », 45 proviennent du Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales.

Enfin, il s'agit d'une photo des effectifs sur la paie prise au 15 février 2019, donc le nombre de procureurs peut différer au cours de l'année de référence, comme par exemple, lorsqu'un poste de procureur vacant est en cours de dotation.

P.74 NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS RELATIFS AUX GANGS DE RUE EN 2018-2019.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

INFORMATION NON DISPONIBLE.

P.75 **TOUT DOCUMENT, ANALYSE, CONSULTATION OU AVIS SUR LA POSSIBILITÉ D'IMPLANTER UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ SUR LES AGRESSIONS SEXUELLES, INCLUANT LES RESSOURCES FINANCIÈRES ET HUMAINES NÉCESSAIRES AINSI QUE LES LOCAUX SUPPLÉMENTAIRES ESTIMÉS NÉCESSAIRES.**

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

MINISTÈRE

DÉLAI MÉDIAN DES CAUSES CRIMINELLES RÉGLÉES POUR L'ANNÉE 2018-2019	
DISTRICT JUDICIAIRE	DÉLAI MÉDIAN (EN JOURS)
ABITIBI	132
ALMA	161
ARTHABASKA	242
BAIE-COMEAU	216
BEAUCE	166
BEAUHARNOIS	202
BEDFORD	210
BONAVENTURE	157
CHARLEVOIX	179
CHICOUTIMI	180
DRUMMOND	198
FRONTENAC	201
GASPÉ	120
GATINEAU	198
IBERVILLE	216
JOLIETTE	218
KAMOURASKA	136
LABELLE	124
LAVAL	205
LONGUEUIL	259
MINGAN	174
MONTMAGNY	171
MONTRÉAL	217
MÉGANTIC	209
PONTIAC	175
QUÉBEC	188
RICHELIEU	196
RIMOUSKI	99
ROBERVAL	119
ROUYN-NORANDA	183
SAINT-FRANÇOIS	178
SAINT-HYACINTHE	224
SAINT-MAURICE	169
TERREBONNE	205
TROIS-RIVIÈRES	194
TÉMISCAMINGUE	176
TOTAL	**196**

SOURCE : SYSTÈME DE GESTION DES CAUSES CRIMINELLES (PLUMITIF M013).
DONNÉES PRÉLIMINAIRES AU 14 MARS 2019.

LA NOTION DE CAUSE CORRESPOND À UNE DÉNONCIATION ET UN ACCUSÉ.

LE DÉLAI MÉDIAN D'UNE CAUSE CRIMINELLE EST MESURÉ EN JOURS À PARTIR DE LA DATE DU DÉPÔT DES ACCUSATIONS JUSQU'À LA DATE DE FERMETURE D'UNE CAUSE. LE DÉLAI MÉDIAN PERMET D'ÉTABLIR QUE 50% DES CAUSES CRIMINELLES ONT UN DÉLAI INFÉRIEUR AU RÉSULTAT PRÉSENTÉ. LA DATE DE FERMETURE CORRESPOND À LA DATE DU PRONONCÉ DE LA SENTENCE POUR LES CAUSES OÙ L'ACCUSÉ A PLAIDÉ COUPABLE OU A ÉTÉ RECONNU COUPABLE. POUR LES CAUSES OÙ L'ACCUSÉ A PLAIDÉ NON-COUPABLE OU QUE LES ACCUSATIONS SE SONT CONCLUES PAR UN VERDICT AUTRE QUE COUPABLE, LA DATE DE FERMETURE CORRESPOND À LA DATE DE DÉCISION RENDUE PAR LE JUGE. LES CAUSES DE JURIDICTION 01 ONT ÉTÉ RETENUES ET LES CAUSES TRANSFÉRÉES DANS D'AUTRES DISTRICTS JUDICIAIRES SONT COMPTABILISÉES UNE FOIS. LE DÉLAI REPRÉSENTE DES CAUSES CRIMINELLES RÉGLÉES PAR LA COUR DU QUÉBEC ET PAR LA COUR SUPÉRIEURE, ET EXCLUT LES POURSUITES SOMMAIRES ENTENDUES PAR LES COURS MUNICIPALES.

P.77 ÉVOLUTION PAR MOIS DES EFFECTIFS DANS LE NORD (NOTAMMENT JUGES, TRAVAILLEURS PARAJUDICIAIRES, INTERPRÈTES ET PROCUREURS).

MINISTÈRE

POUR 2018-2019, 2 EMPLOYÉS ÉTAIENT AFFECTÉS DANS LE NORD DONT UNE EMPLOYÉE À PUVIRNITUQ ET UN EMPLOYÉ À KUUJJUAQ. IL S'AGIT D'EMPLOYÉS CONTRACTUELS SANS DROIT DE RAPPEL.

CETTE RÉGION EST DESSERVIE PAR LA COUR ITINÉRANTE (TERRITOIRES CRIS ET INUITS).

ORGANISME

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

POUR 2018-2019, AUCUN PROCUREUR N'ÉTAIT AFFECTÉ DE FAÇON PERMANENTE DANS LE NORD.

IL EST À NOTER QUE TOUS LES PROCUREURS DU BUREAU D'AMOS, SOIT 14 PROCUREURS RÉGULIERS*, SONT APPELÉS À TRAVAILLER DANS LA RÉGION ADMINISTRATIVE NORD, SELON LE BESOIN. IL S'AGIT DE LA RÉGION DESSERVIE PAR LA COUR ITINÉRANTE (TERRITOIRES CRIS ET INUITS).

* NOMBRE DE POSTES OCTROYÉS AU BUREAU D'AMOS AU 15 FÉVRIER 2019.

P.78 STATISTIQUES SUR LE NOMBRE D'ACCUSÉS LIBÉRÉS À LA SUITE D'UNE REQUÊTE EN ARRÊT DES PROCÉDURES POUR DÉLAIS DÉRAISONNABLES. INDIQUER LE NOMBRE DE REQUÊTES PRÉSENTÉES, LE NOMBRE DE REQUÊTES ENTENDUES, LE NOMBRE DE PROCÈS ABANDONNÉS, LE NOMBRE DE DOSSIERS À RISQUE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LE DPCP NE DÉTIENT AUCUN PROGRAMME INFORMATIQUE PERMETTANT DE PRODUIRE CETTE INFORMATION.

AUPARAVANT, LE DPCP PRODUISAIT UNE COMPILATION INTERNE QUI PROVENAIT DES RENSEIGNEMENTS QUI LUI ÉTAIENT TRANSMIS VOLONTAIREMENT ET QUI NE DONNAIT QU'UN PORTRAIT GÉNÉRAL ET INCOMPLET DE LA SITUATION. PUISQUE **NOUS NE POUVIONS GARANTIR L'EXACTITUDE DES DONNÉES, CE REGISTRE ÉTANT ALIMENTÉ MANUELLEMENT, NOUS AVONS CESSÉ DE LE PRODUIRE.**

PAR CONTRE, NOUS RECENSONS LE NOMBRE DE NOLLE PROSEQUI À LA SUITE DU PRONONCÉ DE L'ARRÊT *JORDAN*. LE DPCP ÉVALUE, EN DATE DU 15 MARS 2019, AVOIR DÉPOSÉ, POUR TOUTES LES RÉGIONS DU QUÉBEC, UN TOTAL DE 387 NOLLE PROSEQUI DEPUIS L'ARRÊT *JORDAN*.

IL EST IMPOSSIBLE POUR L'ORGANISATION DE STATUER SUR LE NOMBRE DE DOSSIERS À RISQUE À VENIR DANS LES PROCHAINS MOIS PUISQUE CE CHIFFRE CORRESPOND AU NOMBRE DE REQUÊTES EN ARRÊT DES PROCÉDURES QUI SERONT DÉPOSÉES.

P.79 POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE PROGRAMMES DE NON-JUDICIARISATION, EN INDIQUANT LES TYPES D'INFRACTION (VOLS, VOIES DE FAIT, ETC.).

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

TABLEAU STATISTIQUE – NON JUDICIARISATION PAR TYPE D'INFRACTION

2018-2019

INFRACTIONS	ARTICLES	NOMBRE	%
POSSESSION SIMPLE D'UNE PETITE QUANTITÉ DE CANNABIS	4(1)(5)	657	18,3
VOL D'UN BIEN DONT LA VALEUR EST INFÉRIEURE À 5 000 $	334b)	1 738	48,5
VOIES DE FAIT (PEINE)	266b)	324	9,0
PROFÉRER DES MENACES DE CAUSER LA MORT OU DES LÉSIONS CORPORELLES	264.1(1)a)(2)	206	5,8
MÉFAIT À L'ÉGARD DE BIENS PRIVÉS	430(1)	149	4,2
FRAUDE À L'ÉGARD D'UN BIEN DONT LA VALEUR EST INFÉRIEURE À 5 000 $	380(1)b)	46	1,3
CONTRAVENTION AUX RÈGLEMENTS DES ARMES À FEU	86(2)	55	1,5
MÉFAIT PUBLIC	140(1)	24	0,7
RECEL D'UNE BIEN DONT LA VALEUR EST INFÉRIEURE À 5 000 $	355b)	24	0,7
INTRUSION DE NUIT	177	13	0,4
DÉFAUT DE SE CONFORMER À UNE ORDONNANCE DE PROBATION	733.1	47	1,3
INFRACTIONS DIVERSES	-	298	8,3
	Total	**3 581**	**100,0**

STATISTIQUE RELATIVES À LA NON JUDICIARISATION

2018-2019

DISTRICT JUDICIAIRE	NO. GREFFE	NOM DU GREFFE	TOTAL
ABITIBI	605	AMOS	17
	614	BAIE-JAMES ET CIRCUIT INTÉRIEUR	7
	170	CHIBOUGAMAU	18
	640	BAIE D'HUDSON	13
	620	LA SARRE	10
	635	BAIE D'UNGAVA	12
	625	SENNETERRE	4
	615	VAL D'OR	44
		TOTAL DISTRICT	**125**
ALMA	160	ALMA	26
		TOTAL DISTRICT	**26**
ARTHABASKA	415	VICTORIAVILLE	16
		TOTAL DISTRICT	**16**
BAIE-COMEAU	655	BAIE-COMEAU	28
		TOTAL DISTRICT	**28**
BEAUCE	350	ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	82
		TOTAL DISTRICT	**82**
BEAUHARNOIS	760	SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	94
		TOTAL DISTRICT	**94**

District judiciaire	No. greffe	Nom du greffe	Total
Bedford	455	Cowansville	21
	460	Granby	36
		Total district	**57**
Bonaventure	105	New-Carlisle	34
		Total district	**34**
Charlevoix	240	La Malbaie	4
		Total district	**4**
Chicoutimi	150	Chicoutimi	135
		Total district	**135**
Drummond	405	Drummondville	70
		Total district	**70**
Frontenac	235	Thetford Mines	33
		Total district	**33**
Gaspé	115	Havre-Aubert	18
	110	Percé	44
	130	Ste-Anne-des-Monts	3
		Total district	**65**
Gatineau	550	Gatineau	236
		Total district	**236**
Iberville	755	Saint-Jean-sur-Richelieu	42
		Total district	**42**
Joliette	705	Joliette	103
		Total district	**103**
Kamouraska	250	Rivière-du-Loup	57
		Total district	**57**
Labelle	565	Maniwaki	15
	560	Mont-Laurier	35
		Total district	**50**
Laval	540	Laval	388
		Total district	**388**
Longueuil	505	Longueuil	173
		Total district	**173**
Mégantic	480	Lac-Mégantic	7
		Total district	**7**
Minigan	652	Cour itinérante	11
	650	Sept-Îles	30
		Total district	**41**
Montmagny	300	Montmagny	30
		Total district	**30**
Montréal	500	Montréal	19
	850	Ville de Montréal	540
		Total district	**559**
Pontiac	555	Campbell's Bay	2

District judiciaire	No. greffe	Nom du greffe	Total
		Total district	**2**
Québec	200	Québec	346
		Total district	**346**
Richelieu	765	Sorel	27
		Total district	**27**
Rimouski	120	Amqui	16
	125	Matane	12
	135	Mont-Joli	8
	100	Rimouski	18
		Total district	**54**
Roberval	155	Roberval	89
		Total district	**89**
Rouyn-Noranda	600	Rouyn	16
		Total district	**16**
Saint-François	450	Sherbrooke	106
		Total district	**106**
Saint-Hyacinthe	750	Saint-Hyacinthe	37
		Total district	**37**
Saint-Maurice	425	La Tuque	17
	410	Shawinigan	85
		Total district	**102**
Témiscamingue	610	Ville-Marie	11
		Total district	**11**
Terrebonne	700	Saint-Jérôme	260
		Total district	**260**
Trois-Rivières	400	Trois-Rivières	76
		Total district	**76**

GRAND TOTAL	**3 581**

P.80 POUR 2018-2019, DÉLAIS POUR LA COMPARUTION, L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE ET LE PROCÈS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET EN MATIÈRE PÉNALE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION P.95.

P.81 TOUT DOCUMENT PRÉPARÉ VISANT L'AMÉLIORATION DE L'ACCOMPAGNEMENT OU DU PARCOURS JUDICIAIRE D'UNE VICTIME DE VIOLENCE SEXUELLE ET CONJUGALE.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
QUÉBEC	
LISTE	**ÉTAT**
MOHAMMED ABBAD c. R.	AUDITION À VENIR
MARCO ARSENEAULT c. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
DENIS AYOTTE c. R.	EN DÉLIBÉRÉ
FABRICE BASTIEN c. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
LYNE BÉLANGER c. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
ANTONY BERNARD c. R.	AUDITION À VENIR LE 2019-03-22
ERROL BRAZEAU c. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
ALAIN CHENEL c. R.	AUDITION À VENIR LE 2019-03-22
TOMMY CHOUINARD c. R.	AUDITION À VENIR ART.79 RCAQ LE 2019-04-01
PAUL CHRISTIE-SANGUINET c. R.	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ DE L'APPELANT
ANDRÉ CÔTÉ c. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
DANIEL BRUNO c. R.	EN ATTENTE D'UNE COMPARUTION POUR L'APPELANT (AVOCAT OU PERSONNELLE)
R. c. MATHIEU DEBLOIS	AUDITION À VENIR ART.79 RCAQ LE 2019-04-01
BRYAN DEMERS-THIBAULT c. R.	AUDITION À VENIR
R. c. BRYAN DEMERS-THIBAULT	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉ
JONATHAN DION c. R.	AUDITION À VENIR ART.79 RCAQ LE 2019-04-01
JEAN-MARY DORSAINT c. R.	EN ATTENTE D'UNE COMPARUTION POUR L'APPELANT (AVOCAT OU PERSONNELLE)
KARINE DROUIN c. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
R. c. MICHEL DUMONT	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
LÉO GAUTHIER c. R.	AUDITION À VENIR
ÉRIC GROS-LOUIS c. R.	AUDITION À VENIR
YOWAN GUILLEMETTE-LAMONTAGNE c. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
HAKIM HADDAD c. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
HYDROBEC, HYDRO RIVE-SUD, DANY BELLEY c. R.	AUDITION À VENIR ART.79 RCAQ LE 2019-04-01
R. c. BRYAN LACHANCE	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ DE L'APPELANT
JEAN-BERNARD LAJOIE c. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
ALAIN LALANCETTE c. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
MARIO LAMONTAGNE c. R.	AUDITION À VENIR
ANDRÉ LEGAULT c. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
PIERRE LEMELIN c. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ANDRÉ LONGCHAMPS c. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
R. c. ISABELLE MORIN	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANTE
RAYNALD NADEAU c. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
TAN HAI NGUYEN c. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
JONATHAN OUELLET c. R.	REQUÊTE EN PERMISSION D'APPELER
JONATHAN OUELLET c. R.	APPEL DE PLEIN DROIT : EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
GISÈLE POITRAS-DALLAIRE c. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
QUÉBEC	
JEAN-MARIE RODRIGUE c. R.	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ DE L'APPELANT
JEAN-FRANÇOIS ROY c. R.	AUDITION À VENIR LE 2019-03-18
FRÉDÉRIC SURPRENANT c. R.	AUDITION À VENIR
MALCOM ALBERT TREMBLAY c. R.	REQUÊTE AUTORISATION D'APPELER
STÉFANIE TRUDEAU c. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
MARC-ANDRÉ TRUDEL c. R.	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ DE L'APPELANT
DOMINIC VERMETTE c. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
YUJIN WU c. R.	AUDITION À VENIR
SANTANA ZUGER c. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR SUPRÊME DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
QUÉBEC	
LISTE	**ÉTAT**
JONATHAN LÉVESQUE-GERVAIS c. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
R. c. KARL LEFRANÇOIS	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
ISAËL BLAIS c. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
P.G. DU CANADA c. JONATHAN ROCHETTE (DPCP MIS EN CAUSE)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
EST-DU-QUÉBEC	
LISTE	**ÉTAT**
AMQUI	
RICHARD WARREN C. R.	REQUETE PERMISSION D'EN APPELER + AVIS D'APPEL DOSSIER TRAITE PAR ME JEROME SIMARD AUDITION A VENIR : 20 MARS 2019
PIERRE-LUC BÉRUBÉ GAGNON C. R.	REQUETE PERMISSION D'EN APPELER / DEFEREE A LA FORMATION DOSSIER TRAITE PAR ME GUY LOISELLE EN ATTENTE DU MEMOIRE DE L'APPELANT POUR LE 29 MARS 2019
BAIE-COMEAU	
R. C. CAROLINE ROSS	AVIS D'APPEL DOSSIER TRAITÉ PAR ME PASCALE GAUDETTE AUDITION À VENIR : 18 MARS 2019
ÉTIENNE MARIN C. R.	REQUÊTE PERMISSION D'EN APPELER / REQUÊTE ACCUEILLIE DOSSIER TRAITÉ PAR ME ROXANNE BOSSÉ-MORIN AUDITION À VENIR : 5 AVRIL 2019
PIERRE DUFOUR C. R.	AVIS D'APPEL DOSSIER TRAITÉ PAR ME PASCALE GAUDETTE EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
MONT-JOLI	
ROLAND ROBITAILLE C. R.	AVIS D'APPEL DOSSIER TRAITÉ PAR ME THIERRY PAGÉ-FORTIN EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
NEW CARLISLE	
RENÉ LANDRY C. R.	AVIS D'APPEL DOSSIER TRAITE PAR ME FLORENCE FRAPPIER-ROUTHIER AUDITION À VENIR :
PERCÉ	
JOHANNE JOHNSON C. R.	AVIS D'APPEL SUR CULPABILITÉ ET PEINE DOSSIER TRAITÉ PAR ME PASCALE GAUDETTE EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
JOËL AUCOIN C. R	AVIS D'APPEL DOSSIER TRAITÉ PAR ME RICHARD HOTTON EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ DE L'INTIMÉE

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
EST-DU-QUÉBEC	
LISTE	**ÉTAT**
BENOIT COTTON C. R.	AVIS D'APPEL DOSSIER TRAITÉ PAR ME RICHARD HOTTON EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
SEPT-ILES	
BROOK MAKARA C. R.	REQUETE PERMISSION D'EN APPELER DOSSIER TRAITE PAR ME MARISOL GUERRERO CLUSIAU EN ATTENTE DE L'EXPOSE DE L'APPELANT
ROBIN PARADIS C. R.	AVIS D'APPEL DOSSIER TRAITE PAR ME MELISSA HOGAN AUDITION A VENIR :

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
CENTRE-DU-QUÉBEC	
LISTE	**ÉTAT**
O'HARAH, DANIEL C. R.	AVIS D'APPEL
BELLEMARE, XAVIER C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
FILIATRAULT, DANIEL C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
DEMONTIGNY, DANIEL C. R.	EN ATTENTE DE L'AVIS 30
SAINT-PIERRE, FRÉDÉRIC C. R.	REQUÊTE EN PROLONGATION DU DÉLAI D'APPEL
POTEL, FÉLIX C. R.	DÉSISTEMENT
R. C. DUFOUR, DENIS	AVIS D'AUDITION DÉBUT MARS
R. C. BÉLANGER, YOLANDE C. R.	EN ATTENTE DE L'AVIS DE DOSSIER COMPLET
DIONNE, PATRICK C. R.	EXPOSÉ DE L'INTIMÉE À PRODUIRE POUR LE 22 FÉVRIER 2019, DATE D'AUDITION 5 AVRIL 2019
COTÉ, CHARLES ET COTÉ, FRÉDÉRIC C. R.	EXPOSÉ DE L'INTIMÉE À PRODUIRE POUR LE 26 MARS 2019, DATE D'AUDITION 10 MAI 2019
CORMIER, CARL C. R.	EN ATTENTE DE L'AVIS 32 DES RÈGLES DE PRATIQUE DE LA C.A.
ARSENAULT, ÉRIK C. R.	EN ATTENTE DE L'AVIS 30
ELISMA, VICTOIRE C. R.	EN ATTENTE DE LA MISE EN ÉTAT (NOTES STÉNOS)
HOULE, FRANÇOIS C. R.	AVIS D'APPEL AU DOSSIER
MASSOUD, ROGER C. R.	REQUÊTE EN PROLONGATION DU DÉLAI D'APPEL ACCUEILLIE
TAÏB,SAID C. R.	DATE D'AUDITION 9 AVRIL 2019
LESPÉRANCE,MATHIEU C. R.	EN ATTENTE DE L'AVIS DE DOSSIER COMPLET
GASCON, BENOIT C. R.	EN ATTENTE DE L'AVIS DE DOSSIER COMPLET
ROCHON, FRANCIS C. R.	EN ÉTAT, ATTENTE DATE D'AUDITION
CHAHINIAN, HOVAN C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION MOTIF MIXTE LE 7 FÉVRIER 2019
THIBEAULT, JACKY C. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
BOISVERT, GUY C. R.	PERMISSION D'EN APPELER
PROVOST, GEORGES C. R.	ENCORE SUR LE RÔLE DES CAUSES MALADES POUR LE 28 JANVIER 2019
DUBÉ, NORMAND C. R.	ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
BONNEVILLE, ÉRIC C. R.	DÉSISTEMENT 10 AOÛT 2018
BOURGAULT, MICHELINE C. R.	AUDITION LE 14 FÉVRIER 2019
CARON, AVIK C. R.	DÉCLARATION DE MISE EN ÉTAT DÉCEMBRE 2018
CHARBONNEAU, ÉRIC C. R.	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION
CHAREST, BERTRAND C. R.	DATE D'AUDITION 8-9 MAI 2019
CHARRIÈRE, OLIVIER C. R.	EXPOSÉ DE L'INTIMÉE À PRODUIRE

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
CENTRE-DU-QUÉBEC	
CYR-ARSENAULT, CHARLÉLI c. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
DERAMCHI, HADJ BRAHIM c. R.	REQUÊTE EN PROROGATION DU DÉLAI D'APPEL
DESAULNIERS, JACQUES c. R.	ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
DUCHESNE, JONATHAN c. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER LE 22 JANVIER 2019
GINGRAS, ÉRIC c. R.	EN ATTENTE DE L'AVIS EN VERTU DE L'ARTICLE 32
GOUDIE, JASON c. R.	AUDITION LE 28 FÉVRIER 2019
GRANDBOIS, YOHAN c. R.	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION
GUÉRARD, ANDRÉ c. R.	EN ATTENTE DE L'AVIS DE L'ARTICLE 32
LÉVEILLÉ, GHISLAIN c. R.	REQUÊTE EN PROLONGATION DU DÉLAI D'APPEL
MÉNARD, LUC c. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
PAOLUCCI-FLETCHER, JONATHAN c. R.	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION
PLOUFFE, SERGE c. R.	DOSSIER COMPLET
RUBENS SANDOPH, LOUIS c. R.	DOSSIER COMPLET
STANLEY, DANY c. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
ST-PIERRE, ÉTIENNE c. R.	MISE EN ÉTAT
ACELIN, KEITH HENRY c. R.	MÉMOIRE DE L'INTIMÉE À PRODUIRE POUR LE 15 MARS 2019
BASTIEN, JACQUES c. R.	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
SUD DU QUÉBEC	
LISTE	**ÉTAT**
PATRICE BERNARD c. R.	AUDITION À VENIR (27 MARS 2019)
TYRONNE SRIJEEV CANDAPPA c. R.	EN DÉLIBÉRÉ
ANTHONY-TRISTAN BERNARD	AUDITION À VENIR (13 MAI 2019)
VÉRONIQUE LALONDE c. R.	AUDITION À VENIR
SÉBASTIEN ZAMIARA c. R.	EN ATTENTE DE MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
MICHEL GEOFFROY c. R.	AUDITION À VENIR (13 MARS 2019)
NIDAL JOAD c. R.	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS (RÔLE SPÉCIAL 18 MARS 2019)
JEAN BOISSONNEAULT c. R.	AUDITION À VENIR (11 AVRIL 2019)
THI THAO BUI c. R.	AUDITION À VENIR (7 MAI 2019)
R. c. MICHAËL JACQUES	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANTE
MICHÉE ROY c. R.	AUDITION À VENIR (29 MARS 2019)
GIUSEPPE DE LETO c. R.	EN DÉLIBÉRÉ
MICHEL MALLETTE c. R.	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ DE L'APPELANT
SYLVAIN DEMERS c. R.	AUDITION À VENIR (20 MARS 2019)
JEAN-RAPHAËL CASES c. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
GEORGES RICKLI c. R.	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ DE L'APPELANT
JEAN MARTINEAU c. R.	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS (RÔLE SPÉCIAL 25 MARS 2019)
R. c. BRYAN PASCAL RANCOURT	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANTE
MARIO TREMBLAY c. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
MICHAËL LAROSE c. R.	AUDITION À VENIR (PRINTEMPS/AUTOMNE 2019)

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
SUD DU QUÉBEC	
RÉGIS BOUCHER C. R.	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ DE L'APPELANT
TAMY TURCOTTE C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
SÉBASTIEN PASCHE C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
EL HOUSSINE EN NAMLI C. R.	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ DE L'INTIMÉE
BRUNO GOYETTE C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE ET DE L'EXPOSÉ DE L'INTIMÉE
GUILLAUME ROCHE BALLARD C. R.	AUDITION À VENIR
MARTIN PLANTE C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
YOUSOUF PETIKA MBENIKA	AUDITION À VENIR (30 MAI 2019)
PHILIPPE-EDOUARD AUGUSTE C. R.	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ DE L'APPELANT
JÉRÉMIE C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
JACQUES HÉBERT C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
ANTHONY CÔTÉ C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
JEAN-CHRISTOPHE ÉMOND	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ DE L'APPELANT
DAVID BERTRAND C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
BENOIT LAROCHE C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
MARIO BOUCHER C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ALEXANDRE PINARD C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
GAÉTAN D'AMOURS C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
MARC GAGNON C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
PHILIPPE BENOIT LESSARD	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
DENIS GAGNON C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ÉRIC ROY ROBERT C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
RAPHAËL MARCEAU C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
RONALD REYNOSA RICCI C. R.	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ DE L'APPELANT
PIERRE JUNIOR GIRARDOT C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
YVAN CHÉNIER C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE ET DE L'EXPOSÉ DE L'APPELANT
KASHIF MANSOOR C. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
PHILIP COONEY-LEBRUN C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
RICHARD COLLETTE C. R.	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ DE L'APPELANT
DANIEL POMERLEAU C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
JUNIOR DELINCE FRANÇOIS C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
MARCEL HAMEL C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
TIM GAUDREAU C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
MOHAMED HOCINE C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
MAXIME GRENIER C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
FÉLIX PAGÉ C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
JERRY CHASE MAGOON C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
PIERRE GUYON C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
RAFI MOHAMMAD GUL C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ROBERT TRUDEL C. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
SAIF EDDINE GUIGA	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
R. C. YVES BISSON	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ DE L'INTIMÉ

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
SUD DU QUÉBEC	
AUGUSTE JEAN OUDY c. R.	REQUÊTE PERMISSION D'EN APPELER 7 MAI 2019
FRANCIS YERGEAU c. R. 500-10-006993-198	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
LU XIAN LEN c. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
CHARLES DEMEULE LALONDE c. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
SIMON MÉNARD c. R.	EN DÉLIBÉRÉ
STÉPHANE BELVAL c. R.	AUDITION À VENIR (7 MAI 2019)
ALAIN PRIMEAU c. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
SAMIR ARIF c. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
JULIE PRIMEAU c. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ALEXANDRE GENDRON c. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ÉRIC DESLAURIERS c. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
MAXIME FALCON c. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR SUPRÊME DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
SUD DU QUÉBEC	
LISTE	**ÉTAT**
MARC-OLIVIER PERRON c. R.	DEMANDE D'AUTORISATION EN DÉLIBÉRÉ
R. c. ROSAIRE POULIN	REQ. EN POURSUITE D'INSTANCE (APPELANT DÉCÉDÉ) AUDITION À VENIR (25 MARS 2019)
MATHIEU CÔTÉ c. R.	DEMANDE D'AUTORISATION EN DÉLIBÉRÉ
R. c. JEAN BRODEUR	DEMANDE D'AUTORISATION EN DÉLIBÉRÉ

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
MONTRÉAL	
LISTE	**LISTE**
ERICH CHEMAMA c. R. (CERTIORARI)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
ERICH CHEMAMA c. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
ERICH CHEMAMA c. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
ERICH CHEMAMA c. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
ERICH CHEMAMA c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
ERICH CHEMAMA c. R. (SENTENCE)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
ERICH CHEMAMA c. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
ERICH CHEMAMA c. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
ERICH CHEMAMA c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
ERICH CHEMAMA c. R. (AUTRE)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
ERICH CHEMAMA c. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
KYLE GABRIEL c. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR
CAREY ISAAC REGIS c. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR
TERRELL LLOYD SMITH c. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR
HANY GIRGIS c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
ERICH CHEMAMA c. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
ERICH CHEMAMA c. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
MONTRÉAL	
LISTE	**LISTE**
SYLVAIN GAUDREAU c. R. (SENTENCE)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
ERICH CHEMAMA c. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
ERICH CHEMAMA c. R. (CULPABILITÉ)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
ERICH CHEMAMA c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
ERICH CHEMAMA c. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
ERICH CHEMAMA c. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
ERICH CHEMAMA c. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
ERICH CHEMAMA c. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
ERICH CHEMAMA c. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
ABIRAM SUBRAMANIAM c. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR
ERICH CHEMAMA c. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
ERICH CHEMAMA c. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
ERICH CHEMAMA c. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
ERICH CHEMAMA c. R. (HABEAS CORPUS)	REQUÊTE REMISE SINE DIE
MICHEL DUCHAUSSOY c. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR
JOHN XANTHOUDAKIS c. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR LES 8 ET 9 AVRIL 2019
LINO MATTEO c. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR LES 8 ET 9 AVRIL 2019
RONALD A. WEINBERG c. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR LES 8 ET 9 AVRIL 2019
ERICH CHEMAMA c. R. (AUTRES)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
JOHN XANTHOUDAKIS c. R. (SENTENCE)	AUDITION À VENIR LES 8 ET 9 AVRIL 2019
RONALD A. WEINBERG c. R. (SENTENCE)	AUDITION À VENIR LES 8 ET 9 AVRIL 2019
JACQUES CORRIVEAU c. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR
RICHARD HENRY BAIN c. R. (SENTENCE)	EN DÉLIBÉRÉ
RICHARD HENRY BAIN c. R. (LIBÉRATION CONDITIONNELLE)	EN DÉLIBÉRÉ
GAÉTAN DOUTRE c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
R. c. SOLOMON IBEAGHA ET CALVIN JOHN DAVID (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR LE 19 MARS 2019
JUAN FERMIN PALMA c. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR LE 9 AVRIL 2019
MONDHER TEBOURBI c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
R. c. YOUNES YAKOUB LAGHFIRI (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉ)
BILAL RASUL c. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR
NISANTHA UPALI WITHARANAGE c. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR LE 9 MAI 2019
JACQUES CORRIVEAU c. R. (SENTENCE)	AUDITION À VENIR
MARIO BROUSSEAU c. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR
DUSTIN LOMBARDI c. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR LE 27 MARS 2019
HARRY ANDRÉ c. R. (CULPABILITÉ)	EN DÉLIBÉRÉ
MITRA JAVANMARDI c. R. (CULPABILITÉ)	EN DÉLIBÉRÉ
ANTHONY SYLVAIN c. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR LE 28 MAI 2019
MOHEBULLAH MALIK c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
NARCISO SANCHEZ-BENITES c. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR LE 30 MAI 2019
AMALAN THANDAPANITHESIGAR c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
R. c. MARTIN SANSCARTIER (CULPABILITÉ)	EN DÉLIBÉRÉ

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
MONTRÉAL	
LISTE	**LISTE**
ALTAMOND JR LITTLE c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
CARLO FIGARO c. R. (CULPABILITÉ)	EN DÉLIBÉRÉ
JEAN-PHILIPPE TREMBLAY c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
R. c. DANIEL ALMEIDA (ARRÊT DES PROCÉDURES)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉ)
BILAL RASUL c. R. (SENTENCE)	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ (INTIMÉE)
SEAN GREGORY c. R. (CULPABILITÉ)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
R. c. MARIO BROUSSEAU (SENTENCE)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉ)
ROODY LOUIS c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
THAROUL MÉNARD c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
ANTONINO IACONO c. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR
RANDY TSHILUMBA c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
AHMAD NEHME c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
MICHEAL LIBAO c. R. (CULPABILITÉ)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
FRANÇOIS THERRIAULT c. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR LE 21 MARS 2019
NDAYA DISOWA c. R. (CULPABILITÉ)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
DJAMEL EDDINE BOUTARENE c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
JASON SAMUEL JONES c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
SEIFEDDINE MERCHERGUI c. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR
SEIFEDDINE MERCHERGUI c. R. (SENTENCE)	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ (APPELANT)
OSWALD WYKE c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
HARINDER SINGH CHEEMA c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
DIEUSEUL JEAN c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
R. c. HOAI NAM VU ET AL. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR LE 15 MAI 2019
MICHEAL LEVIN c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
LESLIE DOUGLAS GREENWOOD c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
BASHAR EL SAAD c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
JEAN-DANIEL PATRY-CHEVRIER c. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR LE 20 JUIN 2019
JEAN-LOUIS FRANCHINI c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
MIKE LOWRY DÉFENSE c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
RAJESH MOHABIR c. R. (CULPABILITÉ)	REQUÊTE EN PROLONGATION DU DÉLAI D'APPEL
KEVIN JANVIER c. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR LE 13 MAI 2019
DJAMEL EDDINE BOUTARENE c. R. (SENTENCE)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
LENTZKY XAVIER c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
DAVID RIOUX c. R. (CULPABILITÉ)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
JEAN CÔTÉ c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
KEVEN BROWN c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
KARIM ZALAT c. R. (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR
MOSTAFA AIN BLALI c. R. (CULPABILITÉ_	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
JEAN ROSLY CASSEUS c. R. (CULPABILITÉ)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
PHILIPPE STEELE MORIN c. R. (SENTENCE)	AUDITION À VENIR LE 1 MARS 2019
MIGUEL DA SILVA c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
MONTRÉAL	
LISTE	**LISTE**
HASNAT MIFTAHUL SYED c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
JEAN-MICHEL SONGUE c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
MOHAMMED BOUZAIENE-KAIS c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
R. c. PAULINS KETCHATE (ARRÊT DES PROCÉDURES)	AUDITION À VENIR LE 26 MARS 2019
MANJEET LUBANA SINGH c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
CARL MORIN c. R. (CERTIORARI)	EN DÉLIBÉRÉ
STÉPHANE DUPERRON c. R. (SENTENCE)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
LOUIS BOLDUC c. R. (SENTENCE)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
R. c. NICOLAS OUIMET (CULPABILITÉ)	AUDITION À VENIR LE 10 AVRIL 2019
JOCELYN JOSEPH LEFEBVRE c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
GARMY GUERRIER c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
JASON CÔTÉ c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
R. c. JEAN-MARIE ALOISE-HOCH (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉ)
JONATHAN GRAVEL c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
JEAN-PIERRE HUOT c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
JASON CÔTÉ c. R. (SENTENCE)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
DANIEL LARIVIÈRE c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
TARIK BENSAADI c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
MICHEL LEPAGE c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
SONINDER DHINGRA c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
MARKO LUBIN c. R. (SENTENCE)	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ (APPELANT)
CÉDRIC CATELLIER c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
TRONG NAM NGUYEN c. R. (CERTIORARI)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
TRONG NHAN NGUYEN c. R. (CERTIORARI)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
KENNEDY LOFTY KANYA c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (INTIMÉE)
WADSON LOUIMA c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
JEAN-PIERRE HUOT c. R. (SENTENCE)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
JONATHAN PAPILLON c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
GOI HING LEUNG c. R. (CULPABILITÉ)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
DONAVAN FISHER c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
PURAN SINGH GILL c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
ANNESTOR PAUL c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
PATRICK AGENOR c. R. (SENTENCE)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
PATRICK OUELLET c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
BORIS MILJANIC c. R. (AUTRES)	AUDITION À VENIR
SHANA FREDDI c. R. (NOUVEAU PROCÈS)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
GARMY GUERRIER c. R. (SENTENCE)	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ (APPELANT)
VINCENT ISAACS c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE (APPELANT)
YOUNES TOUFIK EL HUSSEIN c. R. (SENTENCE)	AUDITION À VENIR LE 22 MARS 2019
RONALD FOTI c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
VINOOTHAN MANOHARAN c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
MONTRÉAL	
LISTE	**LISTE**
ANATOLIY VDOVIN c. R. (SENTENCE)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
NANCY DEROME c. R. (SENTENCE)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER, PROROGATION DU DÉLAI D'APPEL ET PRÉSENTATION D'UNE NOUVELLE PREUVE
MARINO CONTI c. R. (SENTENCE)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
SOUVANPHENG LENGSAVATH c. R. (CULPABILITÉ)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
ERICH CHEMAMA c. R. (HABEAS CORPUS)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
JENNIFER GIGNAC JONCAS c. R. (SENTENCE)	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ (APPELANT)
ANDRÉ FAIVRE c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
SERGE MURENZI c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
KWASI ALFRED BENJAMIN c. R. (CULPABILITÉ)	REQUÊTE EN PROROGATION DU DÉLAI D'APPEL
ROGERIO PAULO SANTOS c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
FRANK CALISE c. R. (SENTENCE)	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ (APPELANT) / AUDITION À VENIR LE 31 MAI 2019
MIKERLSON VERNELUS c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
MICKAEL ABRAHAM BARCHICHAT c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
JONATHAN MAHAUTIÈRE c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
CÉDRIC CATELLIER c. R. (SENTENCE)	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ (APPELANT)
VINCENT RODRIGUE c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
KARAMOKO KABA c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
R. c .PAUL EVANS GORDON GRAY (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
R. c. BENOÎT CHAMBERLAND (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
ÉMILE YOMBO c. R. (SENTENCE)	REQUÊTES POUR PERMISSION D'APPELER DE LA PEINE ET DE MISE EN LIBERTÉ EN ATTENDANT LA DÉCISION DE L'APPEL
DARRELL GRIFFITH c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
ANTONIO PASSUCCI c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
ABDULAYE BAH c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
TARIK BIJI c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
JEAN ROSLY CASSEUS c. R. (SENTENCE)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
ERICH CHEMAMA c. R. (HABEAS CORPUS)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
PATRICK TURCOTTE c. PINEL ET DPCP (DECISION DU TAQ)	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ DE L'APPELANT
SOPHAK OUM c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
JEAN-BERNARD PIERRE c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
GABRIEL ORIVAL c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
ROGERIO PAULO SANTOS c. R. (SENTENCE)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER
ABRAZE TAIAR c. R. (SENTENCE)	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER / POUR SUSPENSION DE L'EXÉCUTION D'UNE SENTENCE ET REMIS EN LIBERTÉ / EN RETRAIT DE PLAIDOYER DE CULPABILITÉ
RICHARD CHANDROO c. R. (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
R. c. CÉDRIC AUDIGÉ (CULPABILITÉ)	EN ATTENTE DES TRANSCRIPTIONS
MYRIAM BRISSON c. YANIK BOISVERT (500-10-006966-194)	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR SUPRÊME DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
MONTRÉAL	
LISTE	**ÉTAT**
R. c. SIVALOGANATHAN THANABALASINGHAM	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉ
MITRA JAVANMARDI c. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANTE
AIDER ABDEL KADDER c. R.	EN ATTENTE DE RÉPONSE DE LA COUR SUPRÊME SUR LA DEMANDE
MARC BLAIS c. R.	EN ATTENTE DE RÉPONSE DE LA COUR SUPRÊME SUR LA DEMANDE
LINA MARYANNE FRANCIS c. R.	EN ATTENTE DE RÉPONSE DE LA COUR SUPRÊME SUR LA DEMANDE
GIOVANNI D'AMICO c. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
OUEST DU QUÉBEC	
LISTE	**ÉTAT**
VALLEYFIELD	
PASCAL VINET c. R.	EN DÉLIBÉRÉ
JOHN BOULACHANIS c. R.	AU FOND LE 12 MARS 2019
R. c. RICHARD SAUVÉ LALIBERTÉ	AU FOND LE 21 JUIN 2019
MARC LEFEBVRE c. R.	PAS EN ÉTAT – RÔLE SPÉCIAL LE 18 MARS 2019
MICHEL ST-DENIS c. R.	MÉMOIRE INTIMÉE POUR LE 18 MARS 2019
GREGORY PIERRE-PAUL c. R.	EN ATTENTE D'UNE DATE AU FOND
ERIC SÉGUIN c. R.	MÉMOIRE INTIMÉE POUR LE 15 MARS 2019
ROBERT GANGOO BASSANT c. R.	MÉMOIRE INTIMÉE POUR LE 25 MARS 2019
MICHAEL ROBIDOUX c. R.	PAS EN ÉTAT – EN ATTENTE DE NOTES
CHARLES DEMEULES-LALONDE c. R.	PAS EN ÉTAT - EN ATTENTE MÉMOIRE APPELANT
PHILIPP HARGRAVE c. R.	PAS EN ÉTAT – EN ATTENTE MÉMOIRE APPELANT
NICOLAS LANDRY c. R.	PERMISSION D'APPELER LE 10 AVRIL 2019
AMADI OKOLI c. R.	PROLONGATION DÉLAIS LE 7 MARS 2019
GATINEAU	
ELIOTT CHOWEIRI c. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT (APPEL VERDICT)
R. c. ELIOTT CHOWEIRI	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉ (APPEL SENTENCE)
SCOTT CLEMENTS c. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
ROBERT DE L'ÉTOILE c. R.	AUDITION À VENIR (18 MARS 2019)
JEAN DURAND c. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE (APPEL VERDICT)
JEAN DURAND c. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE (APPEL SENTENCE)
PATRICK DUSSAULT c. R.	EN DÉLIBÉRÉ
R. c. MARC-ANDRÉ ÉMOND	AUDITION À VENIR (18 MARS 2019)
KHALID GAKMAGE c. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ALAIN GASCON c. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
PATRICE GAUDREAULT-MORIN c. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
DENIS GAUTHIER c. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
RICKY HANCKEY c. R.	EN DÉLIBÉRÉ (APPEL VERDICT)
RICKY HANCKEY c. R.	EN DÉLIBÉRÉ (APPEL SENTENCE)
HENRI JETTÉ c R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
OUEST DU QUÉBEC	
SHAKTI RAMSURRUN c. R.	AUDITION À VENIR (DATE INDÉTERMINÉE- APPEL VERDICT)
R. c. SHAKTI RAMSURRUN	EN ATTENTE DU MÉMOIRE D'UN MISE-EN-CAUSE (PGQ) (APPEL SENTENCE)
DIMITRIOS STRAPATSAS c. R.	AUDITION À VENIR (26 MARS 2019) (APPEL VERDICT)
DIMITRIOS STRAPATSAS c. R.	AUDITION À VENIR (26 MARS 2019)
R. c. HUGO-ANTOINE TÉTREAULT	AUDITION À VENIR (19 JUIN 2019)
FRANÇOIS CHARLEBOIS c. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTIONS
AMIK MCCONINI c. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTIONS
RONALD JR. BRAZEAU c. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT (APPEL SENTENCE) DATE D'AUDITION : 7 JUIN 2019
R. c. JÉRÔME-ANDRÉ MORRISSETTE	AVIS D'APPEL DÉPOSÉ LE 28 FÉVRIER 2019

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
NORD-DU-QUÉBEC	
LISTE	**ÉTAT**
PASCAL THERRIEN c. R.	AVIS D'APPEL
R. c. AMAMATUAK QALINGO	AUDITION À VENIR
MERLIN BÉRUBÉ PELLETIER c. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
JOHNNY KOTAK c. R.	LETTRE DÉFAUT PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT
MICHEL MÉNARD c. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉE
PATRICE GAUDREAULT MORIN c. R.	AVIS DE CESSER D'OCCUPER MIA MANOCCHIO
WILLARD HESTER c. R.	AUDITION 2019-04-08
R. c. SAILASIE PADLAYAT	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉ
TONY PERRON c. R.	AUDITION 2019-05-15
AFFO-ANNE AKESSE c. R.	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
R. c. ÉRIK LOYER	AUDITION 2019-03-15
R. c. JULES BOUCHER	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANTE
R. c. LAWRENCE SPENCER	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER
RENÉ BELLEMARE c. R.	AUDITION 2019-04-08
R. c. LIZZIE SEQUALUK	EN ATTENTE DE L'EXPOSÉ DE L'APPELANT (DPCP ET PGQ) AUDITION À VENIR LE 9 JUILLET 2019

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES	
LISTE	**ÉTAT**
ANTONIO ACCURSO c. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
FRANCE-JOSÉE DANCAUSE c. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
CHANTAL GOULET c. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ALAIN PÉLOQUIN c. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
DANIEL ST-DENIS c. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
SOPHIE JOLICOEUR c. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
ELIAS VASILAKAKOS c. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
MICHAEL MAILLOUX c. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
SAMUEL ROBERGE c. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES	
PATRICK BRÛLÉ c. R.	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION
DAVID BADARO c. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
MÉLANIE STE-MARIE c. R.	EN ATTENTE DE L'AUDITION FIXÉE LE 14 MAI 2019
MICHEL STE-MARIE c. R.	EN ATTENTE DE L'AUDITION FIXÉE LE 14 MAI 2019
DAX STE-MARIE c. R.	EN ATTENTE DE L'AUDITION FIXÉE LE 14 MAI 2019
RICHARD FELX c. R.	EN ATTENTE DE L'AUDITION FIXÉE LE 14 MAI 2019
GUY DROUIN c. R.	À FAIRE MÉMOIRE DE L'INTIMÉE POUR LE 10 MAI 2019
DANIEL LAFOND c. R.	À FAIRE MÉMOIRE DE L'INTIMÉE POUR LE 24 MAI 2019
LOUIS-PIERRE LAFORTUNE c. R.	À FAIRE MÉMOIRE DE L'INTIMÉE POUR LE 31 MAI 2019
R. c. LOUIS-PIERRE LAFORTUNE	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉ
R. c. LOUIS-PIERRE LAFORTUNE	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉ
ROBERTO AMATO c. R.	À FAIRE MÉMOIRE DE L'INTIMÉE POUR LE 17 MAI 2019
R. c. ROBERTO AMATO	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉ
JEFFREY COLEGROVE c. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT SUR LE FOND ET LA PEINE
ROCK PROULX c. R.	EN ATTENTE DE L'AUDITION
DANY WARD c. R.	EN ATTENTE DE L'AUDITION
ÉRIC LETARTE c. R.	EN ATTENTE DE L'AUDITION
MICHEL BERGEVIN c. R.	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
R. c. MARIO BROSSEAU	EN ATTENTE DU MÉMOIRE DE L'INTIMÉ
2014-3639 QUÉBEC INC, PAUL LAROCHE, EXCAVATION CHARLES GRENIER INC. C. DIRECTRICE AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, RICHARD ROUSSEAU, GUY AUCLAIR ET GEORGES BEAULIEU, MIS EN CAUSE	EN ATTENTE DE L'AUDITION

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR SUPRÊME DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES	
LISTE	**ÉTAT**
DENIS LEBEBVRE c. R.	EN ATTENTE DE LA DEMANDE D'AUTORISATION À LA CSC; AVIS D'INTENTION DE PRODUIRE UNE DEMANDE
ENTREPRISES PAUL GAUTHIER c. R. ET JAMES PEDRO C. R.	EN ATTENTE DE LA DEMANDE D'AUTORISATION À LA CSC; AVIS D'INTENTION DE PRODUIRE UNE DEMANDE
BENOIT BISSONETTE c. R.	RÉPONSE DE L'INTIMÉE À LA DEMANDE D'AUTORISATION À LA CSC
FRANCE MICHAUD c. R.	RÉPONSE DE L'INTIMÉE À LA DEMANDE D'AUTORISATION À LA CSC
RICHARD GIRARD c. R.	RÉPONSE DE L'INTIMÉE À LA DEMANDE D'AUTORISATION À LA CSC
MARIE-MAUDE DENIS c. MARC-YVAN CÔTÉ ET ALS.	EN ATTENTE DE PRODUCTION DES MÉMOIRES DES INTERVENANTS, DES MIS-EN-CAUSE ET DE L'INTIMÉ

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	
LISTE	**ÉTAT**
AIDEN ALDERSLEY c. R. (MONTRÉAL)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE DE L'APPELANT
CÉDRIC RICARD c. R. (JOLIETTE)	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION ET DU MÉMOIRE DE L'APPELANT
MANUEL LACOMBE c. R. (BEAUHARNOIS)	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION DE L'APPELANT
SOUCIANT ACHAB c. R. (MONTRÉAL)	AUDITION À VENIR

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR D'APPEL DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	
ABDEL S. BOUBAKAR BALO c. R. (MONTRÉAL)	AUDITION À VENIR
SHAIROIYA HADEYLAR c. R (LONGUEUIL)	EN ATTENTE DE MÉMOIRE DE L'APPELANT (8 MARS 2019) ET DE L'INTIMÉ (5 AVRIL 2019)
VINCENT MORENCY-SYLVESTRE c. R. (LAVAL)	EN ATTENTE DE TRANSCRIPTION ET MÉMOIRE DE L'APPELANT

REGISTRE DES DOSSIERS EN COUR SUPRÊME DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	
LISTE	**ÉTAT**
K.J.M. c R.	LA COURONNE DE L'ALBERTA EST INTIMÉE. LE DPCP AGIT À TITRE D'INTERVENANT. EN DÉLIBÉRÉ

REQUÊTES EN VERTU DES ARTICLES 76-78 DU *CODE DE PROCÉDURE CIVILE*
EN MATIÈRE CRIMINELLE OU PÉNALE
DU 1ER AVRIL 2018 AU 28 FÉVRIER 2019

MOIS	REQUÊTES	CONTESTATIONS CONSTITUTIONNELLES	TOTAL
AVRIL	5	13	**18**
MAI	8	23	**31**
JUIN	8	10	**18**
JUILLET	7	14	**21**
AOÛT	10	3	**13**
SEPTEMBRE	5	11	**16**
OCTOBRE	6	13	**19**
NOVEMBRE	5	16	**21**
DÉCEMBRE	5	8	**13**
JANVIER	14	4	**18**
FÉVRIER	6	10	**16**
TOTAL	**79**	**125**	**204**

P.83 BILAN DE L'AJOUT D'UN AGENT DE LIAISON EN VIOLENCES SEXUELLES DANS CHAQUE ÉQUIPE DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC).

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

LE 14 DÉCEMBRE 2017, LORS DU FORUM PORTANT SUR LES AGRESSIONS ET LE HARCÈLEMENT SEXUELS, IL A ÉTÉ ANNONCÉ LA CRÉATION D'UN POSTE DANS CHACUN DES CAVAC, SOIT CELUI D'AGENT DE LIAISON EN VIOLENCES SEXUELLES (ALVS).

CES INTERVENANTS REPRÉSENTENT, POUR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE, L'IMPLANTATION ET LE FINANCEMENT DE 17 RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES DANS LE RÉSEAU DES CAVAC, ET CE, POUR ASSURER UNE INTERVENTION SPÉCIFIQUE AUPRÈS DES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES. DANS LE CADRE DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2016-2021, PUISQUE LA NOTION DE VIOLENCES SEXUELLES ENGLOBE CELLES D'AGRESSIONS SEXUELLES ET D'EXPLOITATION SEXUELLE, LES ALVS DEVRONT DONC INTERVENIR AUPRÈS DES PERSONNES QUI EN SONT VICTIMES EN ADAPTANT LEURS PRATIQUES AUX RÉALITÉS DE LEUR CLIENTÈLE VIVANT DES PROBLÉMATIQUES SOCIALES DISTINCTES, MAIS AYANT MALGRÉ TOUT CERTAINES SIMILARITÉS. AU-DELÀ DE CETTE STRATÉGIE, NOTAMMENT EN MATIÈRE D'INCONDUITE SEXUELLE OU DE HARCÈLEMENT SEXUEL, LES ALVS DEVRONT OFFRIR À LA PERSONNE VICTIME L'ÉCOUTE REQUISE, PROCÉDER À UNE ÉVALUATION DE SES BESOINS ET L'ORIENTER VERS LES SERVICES D'AIDE ADÉQUATS.

LE PROCESSUS D'EMBAUCHE DES AGENTS DE LIAISON EN VIOLENCES SEXUELLES A ÉTÉ COMPLÉTÉ PAR CHACUN DES CAVAC AU COURS DE L'ANNÉE 2018, LAQUELLE DOIT ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME ÉTANT UNE ANNÉE D'IMPLANTATION DE LA MESURE.

EN CE QUI CONCERNE L'ADMINISTRATION RÉGIONALE CRIE, CELLE-CI TRAVAILLE ACTUELLEMENT À DÉFINIR UN POSTE CULTURELLEMENT ADAPTÉ EN VUE D'ENTREPRENDRE PROCHAINEMENT UN PROCESSUS DE RECRUTEMENT.

DES TRAVAUX SONT PRÉVUS À COMPTER DU MOIS DE MARS 2019, EN COLLABORATION AVEC LE COMITÉ DES SERVICES PROFESSIONNELS DU RÉSEAU DES CAVAC, POUR DÉTERMINER LES ORIENTATIONS ET PRIORITÉS QUI SERONT CONFIÉES AUX ALVS AU COURS DE LA PROCHAINE ANNÉE (2019-2020). CETTE ANNÉE SERA LA PREMIÈRE PÉRIODE DE RÉFÉRENCE PERMETTANT D'ÉVALUER LA MISE EN PLACE DE CETTE MESURE. À TITRE D'EXEMPLE, IL EST ENVISAGÉ DE DÉVELOPPER DES MESURES FACILITANT L'ARRIVÉE EN POSTE DES ALVS, D'ÉTABLIR UNE COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE, DE FAVORISER LA COLLABORATION AVEC LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES NOTAMMENT LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET ALIMENTER, LE CAS ÉCHÉANT, LES TRAVAUX DU GROUPE DE TRAVAIL DE LA MINISTRE DE LA JUSTICE PORTANT SUR L'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE.

TABLEAU PRÉSENTANT UN BREF PORTRAIT DES INTERVENANTS ENGAGÉS À TITRE D'AGENT DE LIAISON EN VIOLENCES SEXUELLES DANS CHACUN DES CAVAC :

		ANNÉES D'EXPÉRIENCE DE L'INTERVENANT ENGAGÉ SUIVANT DES MATIÈRES SPÉCIFIQUES	
CAVAC PAR RÉGION	POSTE COMBLÉ	INTERVENTION EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES	INTERVENTION GÉNÉRALE AU SEIN D'UN CAVAC AUPRÈS DES PERSONNES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	OUI	10	8
BAS-ST-LAURENT	OUI	9	4
CÔTE-NORD	OUI	11	8
CAPITALE-NATIONALE CHAUDIÈRE-APPALACHES	OUI	3	3
CENTRE-DU-QUÉBEC	OUI	1	1
CRI	NON	LE PROCESSUS D'EMBAUCHE EST ACTUELLEMENT EN COURS DE RÉALISATION.	
ESTRIE	OUI	1	1
GASPÉSIE-LES-ILES-DE-LA-MADELEINE	OUI	15	15
LANAUDIÈRE	OUI	10	5
LAURENTIDES	OUI	1	4
LAVAL	OUI	8	0
MAURICIE	OUI	0	7
MONTÉRÉGIE	OUI (INTERVENANT PROVENANT DE L'EXTERNE)	0	0
MONTRÉAL	OUI	7	14
NUNAVIK	OUI	0	3
OUTAOUAIS	OUI	21	21
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	OUI	3	3

P.84 LA LISTE DES PROCÈS EN MATIÈRE CRIMINELLE QUI ONT AVORTÉ POUR 2018-2019. INDIQUER LE NOMBRE ET LA NATURE DES ACCUSATIONS QUI SONT TOMBÉES.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

MONTRÉAL	
DOSSIER	**AVORTEMENT DE PROCÈS**
R. C. HENNIE, COURTNEY EMMERSON DOSSIER : 500-01-150464-177	CHEFS D'ACCUSATION : 235, 239(1)A) ET 244(2)A) AVORTEMENT DE PROCÈS : LE SAMEDI 9 FÉVRIER 2019 (DÉSACCORD DU JURY)

P.85 NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME, PAR SECTEUR VISÉ PAR LA LOI ET EFFECTUÉES EN 2018-2019 :

A. À LA SUITE D'UNE PLAINTE;
B. DE LA PROPRE INITIATIVE DU COMMISSAIRE;

INDIQUER POUR CHACUN DES SECTEURS VISÉS PAR LA LOI :

i. L'OBJET DE LA POURSUITE;
ii. LE RÉSULTAT DE LA POURSUITE;
iii. LES SUITES ACCORDÉES.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AU COURS DE L'ANNÉE 2018-2019, 4 CONSTATS D'INFRACTION ONT ÉTÉ DÉLIVRÉS PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES EN REGARD DE 4 RAPPORTS D'INFRACTION SOUMIS RELATIVEMENT À LA LOI SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE EN MATIÈRE DE LOBBYISME (L.R.Q., C. T-11.011) TRANSMIS PAR LE COMMISSAIRE AU LOBBYISME. LE TABLEAU SUIVANT PRÉSENTE LE NOMBRE DE CONSTATS SIGNIFIÉS PAR ARTICLE DE LOI.

NOMBRE DE CONSTATS SIGNIFIÉS PAR ARTICLE DE LOI

	2018-2019
ARTICLE 16	2
ARTICLE 25	2
TOTAL	4

ARTICLE 16: TOUT LOBBYISTE VISÉ PAR LA PRÉSENTE LOI DOIT RENOUVELER SON INSCRIPTION AU REGISTRE DES LOBBYISTES CONFORMÉMENT AUX RÈGLES DE LA PRÉSENTE SECTION.

LE RENOUVELLEMENT EST FAIT, DANS LE CAS D'UN LOBBYISTE-CONSEIL, AU PLUS TARD LE 30E JOUR SUIVANT LA DATE ANNIVERSAIRE DE SA PREMIÈRE INSCRIPTION, ET, DANS LE CAS D'UN LOBBYISTE D'ENTREPRISE OU D'UN LOBBYISTE D'ORGANISATION, AU PLUS TARD LE 60E JOUR SUIVANT LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE DE L'ENTREPRISE OU DU GROUPEMENT.

ARTICLE 25: NUL NE PEUT EXERCER DES ACTIVITÉS DE LOBBYISME AUPRÈS D'UN TITULAIRE D'UNE CHARGE PUBLIQUE S'IL N'EST INSCRIT SUR LE REGISTRE DES LOBBYISTES RELATIVEMENT À CES ACTIVITÉS.

P.86 BILAN DÉTAILLÉ DES MESURES DE LA STRATÉGIE DES DÉLAIS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE, VENTILÉ ET SOMMES OCTROYÉES PAR MESURE EN DATE DU 31 MARS 2019.

MINISTÈRE

STRATÉGIE D'ACTION GOUVERNEMENTALE VISANT À CONTRIBUER À LA RÉDUCTION DES DÉLAIS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE (175,2 M$) **ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2019**		
MESURE	**RESPONSABLE**	**ÉTAT D'AVANCEMENT**
CIBLE À COURT TERME : D'ICI LE 31 MARS 2017		
16 NOUVEAUX JUGES À LA COUR DU QUÉBEC	CQ	**16** JUGES NOMMÉS
FINANCEMENT PERMANENT DE **2** JUGES SUPPLÉANTS DANS LE NORD-DU-QUÉBEC	CQ	FINANCEMENT OBTENU
DÉMARCHE AUPRÈS DU GOUVERNEMENT DU CANADA POUR LA NOMINATION DE **8** JUGES À LA COUR SUPÉRIEURE ET DE **2** JUGES À LA COUR D'APPEL	MJQ	**4** POSTES CRÉÉS À LA COUR SUPÉRIEURE ET COMBLÉS LE 18 JUILLET 2017, 27 OCTOBRE 2017, LE 31 AOÛT 2018 ET LE 8 MARS 2019. 4 POSTES À CRÉER À LA COUR SUPÉRIEURE **1** POSTE CRÉÉ À LA COUR D'APPEL ET COMBLÉ LE 17 AOÛT 2017 **1** POSTE À CRÉER À LA COUR D'APPEL
45 POSTES DE PROCUREURS ADDITIONNELS AU DPCP	DPCP	**45** POSTES POURVUS
60 NOUVEAUX EFFECTIFS EN SOUTIEN AUX PROCUREURS DU DPCP	DPCP	**60** POSTES POURVUS
132 NOUVEAUX EFFECTIFS EN SOUTIEN AUX SERVICES DE JUSTICE	MJQ	**132** POSTES POURVUS
47 EMPLOYÉS SUPPLÉMENTAIRES AU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES	MJQ	**47** POSTES POURVUS
1 NOUVELLE SALLE D'AUDIENCE À MONTRÉAL	MJQ	SALLE OPÉRATIONNELLE
2 NOUVELLES SALLES D'AUDIENCE À LAVAL	MJQ	SALLES OPÉRATIONNELLES
38 NOUVEAUX AGENTS DE SERVICES CORRECTIONNELS	MSP	**38** POSTES POURVUS
16 NOUVEAUX CONSTABLES SPÉCIAUX	MSP	**16** POSTES POURVUS
32 NOUVEAUX AGENTS DE PROBATION	MSP	**32** POSTES POURVUS
16 NOUVEAUX EFFECTIFS EN SOUTIEN	MSP	**16** POSTES POURVUS
CIBLE À MOYEN TERME : D'ICI LE 30 SEPTEMBRE 2017		
24 POSTES DE PROCUREURS ADDITIONNELS AU DPCP	DPCP	**24** POSTES POURVUS
54 NOUVEAUX EFFECTIFS EN SOUTIEN AUX PROCUREURS DU DPCP	DPCP	**52** POSTES POURVUS **2** POSTES EN ATTENTE
62 NOUVEAUX EFFECTIFS EN SOUTIEN AUX SERVICES DE JUSTICE	MJQ	**62** POSTES POURVUS
2 NOUVELLES SALLES D'AUDIENCE À MONTRÉAL	MJQ	SALLES OPÉRATIONNELLES DEPUIS AOÛT 2018
1 NOUVELLE SALLE D'AUDIENCE À SHERBROOKE	MJQ	SALLES OPÉRATIONNELLES DEPUIS JUIN 2018
1 NOUVELLE SALLE D'AUDIENCE À GATINEAU	MJQ	SALLE OPÉRATIONNELLE DEPUIS AVRIL 2017
15 NOUVEAUX AGENTS DE SERVICES CORRECTIONNELS	MSP	**12** POSTES POURVUS **3** POSTES EN DOTATION (POSTES DE CADRES)
20 NOUVEAUX CONSTABLES SPÉCIAUX	MSP	**19** POSTES POURVUS **1** POSTE EN DOTATION (POSTE DE CADRE)
1 NOUVEL EFFECTIF EN SOUTIEN	MSP	**1** POSTE POURVU
20 NOUVEAUX POSTES D'AVOCATS À LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES	CSJ	**20** POSTES POURVUS
27 NOUVEAUX EFFECTIFS DE SOUTIEN À LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES	CSJ	**27** POSTES POURVUS
CIBLE À LONG TERME : D'ICI LE 30 SEPTEMBRE 2018		
11 NOUVEAUX EFFECTIFS EN SOUTIEN AUX SERVICES DE JUSTICE	MJQ	11

* BIEN QUE LES EMBAUCHES AIENT ÉTÉ RÉALISÉES, IL Y A NÉANMOINS UNE POSSIBILITÉ QUE CERTAINS POSTES SOIENT VACANTS TEMPORAIREMENT EN RAISON DE LA FIN D'UN CONTRAT, D'UNE DÉMISSION, ETC. L'ÉTAT DE SITUATION NE TIENT COMPTE QUE DES EMBAUCHES COMPLÉTÉES.

LÉGENDE

TOTAL DES EFFECTIFS AU 31 MARS 2018 : 615	RESPONSABLE
16 NOUVEAUX JUGES À LA COUR DU QUÉBEC	CQ
69 POSTES DE PROCUREURS ADDITIONNELS AU DPCP	DPCP
112 NOUVEAUX EFFECTIFS EN SOUTIEN AUX PROCUREURS DU DPCP	DPCP
205 NOUVEAUX EFFECTIFS EN SOUTIEN AUX SERVICES DE JUSTICE	MJQ
47 EMPLOYÉS SUPPLÉMENTAIRES AU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES	MJQ
50 NOUVEAUX AGENTS DE SERVICES CORRECTIONNELS	MSP
35 NOUVEAUX CONSTABLES SPÉCIAUX	MSP
32 NOUVEAUX AGENTS DE PROBATION	MSP
17 NOUVEAUX EFFECTIFS EN SOUTIEN AU MSP	MSP
20 NOUVEAUX POSTES D'AVOCATS À LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES	CSJ
27 NOUVEAUX EFFECTIFS DE SOUTIEN À LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES	CSJ

CQ : COUR DU QUÉBEC
CSJ : COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES
DPCP : DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
MJQ : MINISTÈRE DE LA JUSTICE
MSP : MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

BUDGET PAR MESURES

ACTIONS	M/O RESPONSABLE	2018-2019
COUR DU QUÉBEC		
AJOUT DE 16 JUGES	**MJQ**	9 194 959 $
COUR SUPÉRIEURE		
SOUTIEN AUX 4 JUGES À LA COUR SUPÉRIEURE EN PLACE	**MJQ**	811 200 $
	DPCP	409 700 $
	MSP	502 700 $
AJOUT DE 8 JUGES À LA COUR SUPÉRIEURE *	**MJQ**	2 433 749 $
RECHERCHISTES	**MJQ**	135 979 $
COUR D'APPEL		
AJOUT DE 2 JUGES À LA COUR D'APPEL *	**MJQ**	282 393 $
AUTOCHTONES		
ÉQUIVALENT DE 2 JUGES SUPPLÉANTS DANS LE NORD DU QUÉBEC	**MJQ**	988 642 $
COUR ITINÉRANTE - MAINTIEN DU SERVICE	**MSP**	1 214 400 $
	MJQ	433 000 $
AUTRES		
DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	**DPCP**	14 200 700 $
AJOUT D'ETC - GESTION DES BIENS SAISIS	**DPCP**	- $
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	**MSP**	10 014 600 $
AJOUT D'EFFECTIF EN SOUTIEN À L'ACTIVITÉ JUDICIAIRE	**MJQ**	6 547 014 $
SÉCURITÉ DES JUGES	**MSP**	186 500 $
SALLES D'AUDIENCE (CAPACITÉ DE LOCATION)	**MJQ**	2 000 000 $
BESOINS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES	**MJQ**	854 174 $
TRAITEMENT DES INFRACTIONS ET PERCEPTION DES AMENDES	**MJQ**	2 846 097 $
TOTAL		**53 055 805 $**

* EXCLUANT LA RÉMUNÉRATION DES JUGES DE NOMINATION FÉDÉRALE.

P.87 SUIVI ET BILAN DE LA TABLE JUSTICE QUÉBEC. DATE DES RENCONTRES TENUES EN 2018-2019.

MINISTÈRE

LE PLAN ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC 2018-2019 PRÉVOYAIT DES INVESTISSEMENTS DE 500 MILLIONS DE DOLLARS, SUR UNE PÉRIODE DE CINQ ANS, AFIN DE METTRE EN ŒUVRE LE PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE. CE PLAN COMPORTE TROIS AXES, SOIT D'INSTAURER DES PRATIQUES INNOVANTES, METTRE LA JUSTICE À L'HEURE DES NOUVELLES TECHNOLOGIES ET COMMUNIQUER EFFICACEMENT L'INFORMATION ENTRE PRINCIPAUX INTERVENANTS. LES PARTENAIRES DE LA TABLE JUSTICE-QUÉBEC SONT DES PARTIES PRENANTES DU PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE. BIEN QU'AUCUNE RENCONTRE DE LA TABLE JUSTICE-QUÉBEC N'AIT EU LIEU EN 2018-2019, LES TRAVAUX SE POURSUIVENT AVEC LES PARTENAIRES DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN.

P.88 BILAN DU PLAN D'AGRANDISSEMENT ET DE RÉNOVATION DES PALAIS DE JUSTICE, EN PRÉCISANT :

A. **LE NOMBRE DE PROJETS TERMINÉS;**
B. **LE NOMBRE DE PROJETS EN VOIE D'ACHÈVEMENT;**
C. **LE NOMBRE DE PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD;**
D. **LE NOMBRE DE PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON;**
E. **LE NOMBRE DE PROJETS EN ATTENTE;**
F. **ET PRÉVISIONS 2019-2020.**

MINISTÈRE

A. **PROJETS TERMINÉS**

NOM DU PROJET : AGRANDISSEMENT
PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL – PHASE I

BUDGET : 4,9 M$

LIVRAISON : PHASE TERMINÉ (PHASE 1-A)
2018-2019

B. **PROJET EN VOIE D'ACHÈVEMENT**

NOM DU PROJET : RÉAMÉNAGEMENT MAJEUR
PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU

BUDGET : 6,5 M$

LIVRAISON : PROJET EN PLANIFICATION
2020-2021

NOM DU PROJET : AGRANDISSEMENT ET RÉAMÉNAGEMENT
PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI

BUDGET : 66,9 M$

LIVRAISON : PROJET EN RÉALISATION
2019-2020

NOM DU PROJET : AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION
PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL

BUDGET : 61,1 M$

LIVRAISON : PROJET EN PLANIFICATION
2022-2023

NOM DU PROJET : RÉAMÉNAGEMENT MAJEUR
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE

BUDGET : 53,2 M$

LIVRAISON : PROJET EN PLANIFICATION
2021-2022

NOM DU PROJET : AGRANDISSEMENT
PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL – PHASE I

BUDGET : 18,7 M$

LIVRAISON : PROJET EN PLANIFICATION (PHASE 1-B)
2022-2023

NOM DU PROJET : AGRANDISSEMENT
PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL – PHASE II

BUDGET : 6,3 M$

LIVRAISON : PROJET EN PLANIFICATION
2027-2028

NOM DU PROJET : AMÉNAGEMENT ET ACCROISSEMENT D'ESPACE
PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU

BUDGET : 3,6 M$

LIVRAISON : PROJET EN PLANIFICATION
2019-2020

NOM DU PROJET : RÉAMÉNAGEMENT
PALAIS DE JUSTICE DE LA TUQUE (MJQ ET DPCP)

BUDGET : 3,9 M$

LIVRAISON : PROJET EN RÉALISATION
2019-2020

C. **PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD**
AUCUN.

D. **PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON**
AUCUN.

E. **PROJETS EN ATTENTE**
AUCUN.

P.89 SOMMES VENTILÉES ET DÉTAILLÉES POUR L'ANNÉE 2018-2019, ET PRÉVISIONS POUR 2019-2020, POUR LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE, PAR PALAIS DE JUSTICE. INDIQUER LES ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN 2018-2019 PAR LA TABLE DE SÉCURISATION DES PALAIS DE JUSTICE DU QUÉBEC.

MINISTÈRE

PROJETS EN SÉCURITÉ POUR 2018-2019

PALAIS DE JUSTICE	COÛT DU PROJET	DÉPENSES
PALAIS DE JUSTICE DE MONT-LAURIER	879,24 $	879,24 $
CENTRE ADMINISTRATIF DE SAINT-JÉRÔME	26 802,25 $	1 431,93 $
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	195 002,05 $	17 912,86 $
PALAIS DE JUSTICE DE DRUMMONDVILLE	946,79 $	946,79 $
PALAIS DE JUSTICE DE SHAWINIGAN	283,40 $	283,40 $
PALAIS DE JUSTICE DE SOREL-TRACY	926,00 $	926,00 $
TOTAL	**224 839,73 $**	**22 380,22 $**

P.90 BILAN DE MISE EN ŒUVRE PAR MESURE, AVEC ÉCHÉANCIER ET SOMMES VERSÉES POUR CHACUNE DES MESURES DU PLAN DE MODERNISATION DE LA JUSTICE.

MINISTÈRE

LE 24 AVRIL 2018, LE PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE A FAIT L'OBJET D'UNE ANNONCE.

LE PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE PRÉVOIT TROIS AXES :

1 INSTAURER DES PRATIQUES INNOVANTES: CET AXE COMPREND NOTAMMENT :

1.1 LA MISE EN ŒUVRE DE MESURES À MOYEN ET LONG TERME POUR RÉDUIRE LES DÉLAIS (MESURES DE RECHANGE AU PROCESSUS JUDICIAIRE CONVENTIONNEL, UTILISATION ACCRUE DE LA VISIOCONFÉRENCE, ETC.)

1.2 LA MISE EN PLACE D'UNE PLATEFORME D'INFORMATION JURIDIQUE POUR LE CITOYEN;

2 METTRE LA JUSTICE À L'HEURE DES NOUVELLES TECHNOLOGIES: CET AXE COMPREND :

2.1 LE PROGRAMME DE TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE DE LA JUSTICE (DOSSIER JUDICIAIRE NUMÉRIQUE, AUDIENCES SANS PAPIER, ETC.)

2.2 LA MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES NÉCESSAIRE POUR SUPPORTER CETTE TRANSFORMATION;

3 COMMUNIQUER EFFICACEMENT L'INFORMATION ENTRE LES PRINCIPAUX INTERVENANTS DU SYSTÈME DE JUSTICE: CET AXE COMPREND NOTAMMENT :

3.1 LA RÉALISATION DU PROGRAMME DE GESTION ÉLECTRONIQUE DES DOSSIERS DE POURSUITE (GESTE) DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES;

3.2 L'ARRIMAGE AVEC LE PROJET DACOR 2.0 DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE QUI CONSISTE À INFORMATISER LE DOSSIER CORRECTIONNEL.

LA MISE EN OEUVRE GRADUELLE DES DIFFÉRENTES MESURES EST PRÉVUE S'ÉCHELONNER JUSQU'EN 2023.

LE DÉPLOIEMENT DE CES MESURES EST AMORCÉ ET IL SE POURSUIVRA EN 2019-2020 AVEC LA POURSUITE DE L'IMPLANTATION DES PROJETS EN COURS. IL S'AGIT NOTAMMENT :

- DU DÉPLOIEMENT DU PROGRAMME MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL VISANT LA DÉJUDICIARISATION DU TRAITEMENT DE CERTAINES INFRACTIONS;
- DU DÉPLOIEMENT DE LA VISIOCOMPARUTION ENTRE LES PALAIS DE JUSTICE ET LES CENTRES DE DÉTENTION;
- DU DÉBUT DE LA MISE EN OEUVRE DU GUICHET UNIQUE D'INFORMATION JURIDIQUE MULTICANAL;
- DES TRAVAUX PRÉVUS À LA PREMIÈRE PHASE DU DOSSIER NUMÉRIQUE;
- DE LA POURSUITE DES PROJETS DE MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES.

RAPPELONS QUE LA TRANSFORMATION DE LA JUSTICE N'EST PAS QU'UN PROJET TECHNOLOGIQUE. ELLE EST D'ABORD UN CHANGEMENT DE CULTURE ET DES FAÇONS DE FAIRE. CES CHANGEMENTS SERONT APPUYÉS PAR DES PROJETS TECHNOLOGIQUES.

UTILISATION DES BUDGETS – EN M$

	Dépense réelle au 31 mars 2018	*Dépense probable au 31 mars 2019*	
	2017-2018	**2018-2019**	**TOTAL**
Instaurer des pratiques innovantes			
Sous-total	**0,0**	**9,1**	**9,1**
Mettre la Justice à l'heure des nouvelles technologies			
Sous-total	**0,8**	**18,3**	**19,1**
Communiquer efficacement l'information entre les principaux intervenants			
Sous-total	**-**	**2,0**	**2,0**
TOTAL	**0,8**	**29,3**	**30,1**

PLUSIEURS MESURES DU PLAN ÉTAIENT EN PHASE DE CONCEPTION AU COURS DE L'ANNÉE 2018-2019, IMPLIQUANT DES DÉPENSES MOINS IMPORTANTES QUE CELLES QUI SERONT REQUISES LORS DES PHASES DE RÉALISATION DES PROCHAINES ANNÉES.

P.91 LISTE DES MESURES SUSPENDUES DU PLAN DE MODERNISATION DE LA JUSTICE.

MINISTÈRE

AUCUNE MESURE N'A ÉTÉ SUSPENDUE DU PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE.

P.92 LISTE DES MESURES MODIFIÉES DU PLAN DE MODERNISATION DE LA JUSTICE.

MINISTÈRE

AUCUNE MESURE N'A ÉTÉ MODIFIÉE DU PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE.

P.93 POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE, PRÉCISER LES SOMMES ACCORDÉES POUR ASSURER LA SÉCURITÉ, PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE, VENTILÉES AFIN D'EXPOSER LE DÉTAIL DE L'UTILISATION DE CHACUNE DE CES SOMMES.

MINISTÈRE

PROJETS EN SÉCURITÉ POUR 2018-2019

DISTRICT JUDICAIRE	COÛT DU PROJET	DÉPENSES
LABELLE	879,24 $	879,24 $
MONTRÉAL	195 002,05 $	17 912,86 $
SAINT-MAURICE	283,40 $	283,40 $
DRUMMOND	946,79 $	946,79 $
TERREBONNE	26 802,25 $	1 431,92 $
RICHELIEU	926,00 $	926,00 $
TOTAL	**224 839,73 $**	**22 380,22 $**

P.94 PRODUIRE LE PLAN D'IMMOBILISATIONS (AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION) POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES PROJETS PRÉVUS AU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES, QU'ILS SOIENT EN RÉALISATION, EN PLANIFICATION OU À L'ÉTUDE, INCLUANT;

A. **L'ÉCHÉANCIER PRÉVU ET DÉTAILLÉ DES TRAVAUX ET DE LA RÉALISATION DU PROJET;**
B. **L'ESTIMATION INITIALE ET ACTUALISÉE (LA PLUS RÉCENTE) DES COÛTS;**
C. **LISTE ET COPIE DE TOUT ÉTUDE (INCLUANT LES ÉTUDES D'OPPORTUNITÉS ET DE BESOINS), ANALYSE, RAPPORT OU AUTRE RÉALISÉ OU COMMANDÉ PAR LE MINISTÈRE À CE JOUR;**
D. **ÉTAT D'AVANCEMENT DE L'ÉLABORATION DE L'AVANT-PROJET ET DE LA PRÉPARATION DES PLANS ET DEVIS, S'IL Y A LIEU;**
E. **BILAN DES SOMMES INVESTIES POUR CHAQUE ANNÉE FINANCIÈRE EN 2018-2019 ET PRÉVISIONS POUR 2019-2020.**

MINISTÈRE

PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2018-2028

AU COURS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2018-2019, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC A PRÉSENTÉ AU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR LES PROJETS D'IMMOBILISATION À INSCRIRE AU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2018-2028. LE PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2018-2028 FINAL A ÉTÉ TRANSMIS PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC AU MOIS DE JUIN 2018.

SUIVI DES PROJETS IMMOBILIERS INSCRITS AU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2018-2028

PROJETS EN RÉALISATION

PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI
LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI. LE 20 MARS 2013, LE DOSSIER D'AFFAIRES INITIAL A ÉTÉ APPROUVÉ PAR LE CONSEIL DES MINISTRES POUR UN MONTANT DE 72,9 M$. LE 12 FÉVRIER 2014, UNE NOUVELLE DIRECTIVE SUR LA GESTION DES PROJETS MAJEURS D'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE A ÉTÉ ADOPTÉE. CETTE DIRECTIVE REQUIERT LA PRÉPARATION D'UN DOSSIER D'AFFAIRES QUI COMPREND, NOTAMMENT, LES PLANS ET DEVIS D'EXÉCUTION.

LE PROJET A ÉTÉ APPROUVÉ À LA SÉANCE DU CONSEIL DES MINISTRES DU 9 MARS 2016 POUR UN COÛT DE PROJET DE 68,2 M$. LE COÛT DE PROJET INCLUT UN COÛT DE CONSTRUCTION DE 66,9 M$ (PQI 2018-2028) ET UN BUDGET DE 1,3 M$ POUR LES ÉQUIPEMENTS TECHNOLOGIQUES ET LES MOBILIERS NON FIXES. LES TRAVAUX D'ENVERGURE SUR LE PALAIS DE JUSTICE EXISTANT ONT DÉBUTÉ AU PRINTEMPS 2017 AFIN DE LIVRER LE NOUVEAU PALAIS DE JUSTICE À L'ÉTÉ 2019.

PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL – PHASE I
LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES POUR LES DIX PROCHAINES ANNÉES. CE PROJET EST DÛ À L'ACCROISSEMENT DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES DANS CE DISTRICT JUDICIAIRE. LES AMÉNAGEMENTS SERONT EFFECTUÉS EN DEUX ÉTAPES (PHASE 1-A ET PHASE 1-B) DANS LE BÂTIMENT EXISTANT POUR L'AJOUT DE SALLES D'AUDIENCE ET DE BUREAUX DE JUGES. LE COÛT DU PROJET DE LA PHASE 1 EST ESTIMÉ À 23,6 M$.

PHASE 1-A : CETTE PHASE A ÉTÉ COMPLÉTÉE À L'AUTOMNE 2018 POUR UN COÛT TOTAL DE 4,9 M$, TEL QU'APPROUVÉ PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR LE 23 AOÛT 2016.

PHASE 1-B : LE CT EST EN PRÉPARATION ET PRÉVOIT LA CONSTRUCTION D'ESPACES ATTENANTS AU PALAIS DE JUSTICE POUR LES PROCUREURS DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. LE PROJET EST ESTIMÉ À 18,7 M$.

PALAIS DE JUSTICE DE LA TUQUE
LE PROJET CONSISTE À RELOGER LES ACTIVITÉS JUDICIAIRES DANS UNE AUTRE SECTION DU BÂTIMENT, CE QUI PERMETTRA DE RÉSOUDRE PLUSIEURS PROBLÉMATIQUES NOTAMMENT PAR L'AGRANDISSEMENT DU QUARTIER CELLULAIRE ET LA SÉGRÉGATION DES CIRCULATIONS DES DIFFÉRENTES CLIENTÈLES.

LE 24 OCTOBRE 2017, LE CONSEIL DU TRÉSOR A APPROUVÉ LE PROJET DE 2,6 M$. UNE AUTORISATION DE REHAUSSEMENT DES COÛTS DE PROJET A ÉTÉ OBTENUE DU CONSEIL DU TRÉSOR LE 13 AOÛT 2018 AU MONTANT TOTAL DE 3,9 M$. LES TRAVAUX DU NOUVEAU PALAIS DE JUSTICE ONT DÉBUTÉ À L'AUTOMNE 2018 AFIN DE LIVRER LE NOUVEAU PALAIS DE JUSTICE À L'ÉTÉ 2019.

PROJETS EN PLANIFICATION

PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL
LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL. LE CARACTÈRE ARCHITECTURAL DU BÂTIMENT EXISTANT SERA PRÉSERVÉ. EN PLUS DE LA RÉNOVATION DU BÂTIMENT ACTUEL, LE PROJET COMPRENDRA UN AGRANDISSEMENT.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ DE FAÇON PRÉLIMINAIRE À 61,1 M$. LA RÉDACTION DU MÉMOIRE POUR LE DOSSIER D'AFFAIRES (DA) EST EN COURS. L'APPROBATION DU DA EST ATTENDUE AU PRINTEMPS 2019.

PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU
LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET RÉNOVER LE BÂTIMENT DU PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU. CE PROJET EST DÛ À L'ACCROISSEMENT DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES DANS CE DISTRICT JUDICIAIRE. LES AMÉNAGEMENTS SERONT EFFECTUÉS EN CINQ ÉTAPES DANS LE BÂTIMENT POUR L'AJOUT DE DEUX SALLES D'AUDIENCE ET DE BUREAUX DE JUGES.

SUITE À LA RÉUNION DE DÉMARRAGE TENUE LE 6 MARS 2019, LES TRAVAUX DE LA SECONDE PHASE DEVRAIENT DÉBUTER AU DÉBUT D'AVRIL AFIN DE LIVRER LES NOUVEAUX AMÉNAGEMENTS AU PRINTEMPS 2020.

UNE AUTORISATION DU CONSEIL DU TRÉSOR A ÉTÉ REÇUE LE 29 SEPTEMBRE 2015 POUR UN COÛT DE PROJET DE 2,5 M$. UNE NOUVELLE DEMANDE DE REHAUSSEMENT DES COÛTS DE PROJET A ÉTÉ APPROUVÉE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR LE 28 JANVIER 2019 PORTANT LE MONTANT TOTAL À 3,6 M$ POUR CETTE SECONDE PHASE.

PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE

LE PROJET EST PRÉSENTEMENT À L'ÉTUDE ET CONSISTE À AGRANDIR ET RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE. LE PROJET EST ASSUJETTI À LA DIRECTIVE SUR LA GESTION DES PROJETS MAJEURS D'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ DE FAÇON PRÉLIMINAIRE À 53,2 M$ SELON L'ÉCHÉANCIER PRÉVU AU DOSSIER D'OPPORTUNITÉ, L'APPROBATION DU DOSSIER D'AFFAIRES EST ATTENDUE À L'AUTOMNE 2019 AFIN DE DÉMÉNAGER LES ACTIVITÉS JUDICIAIRES À L'AUTOMNE 2022.

PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU

LE PROJET CONSISTE À RÉAMÉNAGER AVEC EXPANSION LE PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS IDENTIFIÉS.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ À 6,5 M$.

PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL – PHASE II

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR LE PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES SUR PLUS DE VINGT ANS.

LE COÛT TOTAL DU PROJET EST ESTIMÉ À 6,3 M$. CETTE PHASE PRÉVOIT LA FIN DES AMÉNAGEMENTS VERS L'ANNÉE 2028.

P.95 NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR DU QUÉBEC DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE) ET DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN :

A. **CHAMBRE CIVILE;**
B. **CHAMBRE CIVILE – DIVISION DES PETITES CRÉANCES;**
C. **CHAMBRE CRIMINELLE;**
D. **CHAMBRE DE LA JEUNESSE.**

MINISTÈRE

ANNÉE FINANCIÈRE 2018-2019, EXCLUANT MARS :

A. **CHAMBRE CIVILE :**

DOSSIER OUVERTS : 54 145
DÉLAI D'AUDITION – CAUSES UN JOUR OU MOINS : 183 JOURS
DÉLAI D'AUDITION – CAUSES PLUS D'UN JOUR À 2 JOURS : 205 JOURS
DÉLAI D'AUDITION – CAUSES PLUS DE 2 JOURS : 226 JOURS

B. **CHAMBRE CIVILE DIVISION DES PETITES CRÉANCES :**

DOSSIERS OUVERTS : 19 777
DÉLAI MÉDIAN D'AUDITION : 223 JOURS

C. **CHAMBRE CRIMINELLE :**

CAUSES OUVERTES : 102 217
DÉLAI MÉDIAN DES CAUSES CRIMINELLES RÉGLÉES : 196 JOURS

LA NOTION DE CAUSE CORRESPOND À UNE DÉNONCIATION ET UN ACCUSÉ.

LE DÉLAI MÉDIAN D'UNE CAUSE CRIMINELLE EST MESURÉ EN JOURS À PARTIR DE LA DATE DU DÉPÔT DES ACCUSATIONS JUSQU'À LA DATE DE FERMETURE D'UNE CAUSE. LE DÉLAI MÉDIAN PERMET D'ÉTABLIR QUE 50% DES CAUSES CRIMINELLES ONT UN DÉLAI INFÉRIEUR AU RÉSULTAT PRÉSENTÉ. LA DATE DE FERMETURE CORRESPOND À LA DATE DU PRONONCÉ DE LA SENTENCE POUR LES CAUSES OÙ L'ACCUSÉ A PLAIDÉ COUPABLE OU A ÉTÉ RECONNU COUPABLE. POUR LES CAUSES OÙ L'ACCUSÉ A PLAIDÉ NON-COUPABLE OU QUE LES ACCUSATIONS SE SONT CONCLUES PAR UN VERDICT AUTRE QUE COUPABLE, LA DATE DE FERMETURE CORRESPOND À LA DATE DE DÉCISION RENDUE PAR LE JUGE. LES CAUSES DE JURIDICTION 01 ONT ÉTÉ RETENUES ET LES CAUSES TRANSFÉRÉES DANS D'AUTRES DISTRICTS JUDICIAIRES SONT COMPTABILISÉES UNE FOIS. LE DÉLAI REPRÉSENTE DES CAUSES CRIMINELLES RÉGLÉES PAR LA COUR DU QUÉBEC ET PAR LA COUR SUPÉRIEURE, ET EXCLUT LES POURSUITES SOMMAIRES ENTENDUES PAR LES COURS MUNICIPALES.

CHAMBRE PÉNALE :

CAUSES OUVERTES : 174 911
DÉLAI MÉDIAN DES CAUSES PÉNALES RÉGLÉES : 212 JOURS

LA NOTION DE CAUSE CORRESPOND À UNE DÉNONCIATION ET UN ACCUSÉ.

LE DÉLAI MÉDIAN D'UNE CAUSE PÉNALE EST MESURÉ EN JOURS À PARTIR DE LA DATE DE SIGNIFICATION DU CONSTAT D'INFRACTION JUSQU'À LA DATE DE JUGEMENT D'UNE CAUSE. LE DÉLAI MÉDIAN PERMET D'ÉTABLIR QUE 50 % DES CAUSES PÉNALES ONT UN DÉLAI INFÉRIEUR AU RÉSULTAT PRÉSENTÉ. LES CAUSES DE JURIDICTIONS 61, 62 ET 63 ONT ÉTÉ RETENUES.
LE DÉLAI MÉDIAN DES CAUSES PÉNALES RÉGLÉES PRÉSENTE LES CAUSES RÉGLÉES PAR UN JUGE DE LA COUR DU QUÉBEC OU PAR UN JUGE DE PAIX FONCTIONNAIRE.

D. **CHAMBRE DE LA JEUNESSE :**

DOSSIER OUVERTS – DÉLINQUANCE : 9 837
DÉLAI D'AUDITION – COMPARUTION DÉLINQUANCE : 33 JOURS
DÉLAI D'AUDITION – PROCÈS DÉLINQUANCE : 58 JOURS

DOSSIER OUVERTS – PROTECTION : 9 632
DÉLAI D'AUDITION – AUDITION PROTECTION : 57 JOURS

DOSSIER OUVERTS – ADOPTION : 600
DÉLAI D'AUDITION – AUDITION ADOPTION : 31 JOURS

P.96 NOMBRE DE DOSSIERS À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE). INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE MOINS DE 5 000 $, LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE SITUÉE ENTRE 5 001 $ ET 10 000 $ ET LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 10 001 $ OU PLUS. VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.

MINISTÈRE

ANNÉE FINANCIÈRE 2018-2019, EXCLUANT MARS :

MOINS DE 5 000,00 $	11 263
5 000,01 $ À 10 000,00 $	3 742
10 000,01 $ ET PLUS	4 772
TOTAL	**19 777**

P.97 POUR 2018-2019, À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES, STATISTIQUES SELON QUE LE RÉCLAMANT EST UNE PERSONNE MORALE OU UN PARTICULIER. STATISTIQUES SELON QUE LES JUGEMENTS ONT PU OU NON ÊTRE EXÉCUTÉS :

A. NOMBRE DE PAIEMENTS ACQUITTÉS;
B. NOMBRE DE CAS PAR MOIS POUR LESQUELS L'EXÉCUTION DU JUGEMENT S'EST AVÉRÉE IMPOSSIBLE;
C. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D'UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT;
D. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES DE L'AIDE JURIDIQUE POUR FAIRE EXÉCUTER LE JUGEMENT.

MINISTÈRE

A. **NOMBRE DE PAIEMENT ACQUITTÉ**

LE MINISTÈRE NE DISPOSE PAS DE CETTE INFORMATION.

B. **NOMBRE DE CAS PAR MOIS POUR LESQUELS L'EXÉCUTION DU JUGEMENT S'EST AVÉRÉE IMPOSSIBLE**

LE MINISTÈRE NE DISPOSE PAS DE CETTE INFORMATION.

C. **NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D'UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT***

ANNÉE FINANCIÈRE 2018-2019

	2018-2019
AVRIL	413
MAI	491
JUIN	430
JUILLET	467
AOÛT	493
SEPTEMBRE	504
OCTOBRE	501
NOVEMBRE	541
DÉCEMBRE	329
JANVIER	420
FÉVRIER	485
MARS	N/D
TOTAL	**5 074**

*LES DONNÉES CORRESPONDENT AU NOMBRE TOTAL D'AVIS D'EXÉCUTION ÉMIS AUX PETITES CRÉANCES. IL EST IMPOSSIBLE DE PRÉCISER LES CAS OÙ UN REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D'UN PROFESSIONNEL.

D. **NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES DE L'AIDE JURIDIQUE POUR FAIRE EXÉCUTER**

LE MINISTÈRE NE DISPOSE PAS DE CETTE INFORMATION.

P.98 SOMMES INVESTIES POUR L'INFORMATISATION DANS LES PALAIS DE JUSTICE PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. DÉTAILLER L'UTILISATION DE CES SOMMES DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

MINISTÈRE

	2018-2019
ACTIVITÉS D'ENCADREMENT*	10 520 900 $
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ*	57 434 400 $
PROJETS*	7 008 600 $
DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES	**74 963 900 $**

* SELON LA PROGRAMMATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES 2018-2019.

IL N'EST PAS POSSIBLE DE VENTILER CES DONNÉES PAR PALAIS DE JUSTICE OU DISTRICTS JUDICIAIRES. CEPENDANT, EN COMPLÉMENT, LE TABLEAU CI-DESSOUS PRÉSENTE DES PROJETS CONSIDÉRÉS COMME AYANT UNE INCIDENCE SUR LES ACTIVITÉS DES PALAIS DE JUSTICE :

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	TOTAL DÉPENSÉ EN 2018-2019	% DE RÉALISATION À CE JOUR
REMPLACEMENT DU SYSTÈME D'ENREGISTREMENT NUMÉRIQUE (SEN) (STATUT : TERMINÉ)	REMPLACEMENT DU SYSTÈME D'ENREGISTREMENT NUMÉRIQUE EN SALLES D'AUDIENCE DANS LES PALAIS DE JUSTICE ET POUR LA COUR ITINÉRANTE.	5 487 700 $	2 171 300 $	100 %
REFONTE ET DÉPLOIEMENT DU SYSTÈME DES RÔLES CRIMINELS (REF_INFOTRAC) (STATUT : TERMINÉ)	IMPLANTATION D'UN SYSTÈME UNIFORME DE GESTION DES RÔLES CRIMINELS DANS 49 PALAIS DE JUSTICE ET POINTS DE SERVICE TRAITANT DES DOSSIERS CRIMINELS. CETTE IMPLANTATION PERMETTRA DE PUBLIER EN LIGNE LES RÔLES DE TOUS LES PALAIS DE JUSTICE (PUR), DE DIMINUER LA SAISIE MANUELLE ET LA SAISIE MULTIPLE, D'ÉCHANGER DES INFORMATIONS AVEC D'AUTRES SYSTÈMES ET D'AUGMENTER LA FIABILITÉ DES DONNÉES.	1 415 300 $	303 330 $	100 %

P.99 NOMBRE DE DOSSIERS AYANT BÉNÉFICIÉ DU SERVICE DE MÉDIATION À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE). VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.

MINISTÈRE

ANNÉE FINANCIÈRE 2018-2019, EXCLUANT MARS :

TOTAL : 2 631

P.100 NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE CIVILE ET FAMILIALE DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE (OU ANNÉE CIVILE). VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.

MINISTÈRE

ANNÉE FINANCIÈRE 2018-2019, EXCLUANT MARS :

	CH. CIVILE	CH. DE LA FAMILLE	TOTAL
TOUT LE QUÉBEC	*25 409*	*22 500*	*47 909*
RÉGION 01			
RIMOUSKI	252	275	*527*
AMQUI	0	0	*0*
MATANE	0	0	*0*
MONT-JOLI	0	0	*0*
RIVIÈRE-DU-LOUP	234	175	*409*
RÉGION 02			
CHICOUTIMI	410	388	*798*
ROBERVAL	139	154	*293*
ALMA	108	153	*261*
CHIBOUGAMAU	11	60	*71*
DOLBEAU – MISTASSINI	0	0	*0*
RÉGION 03			
QUÉBEC	2 931	1 863	*4 794*
LA MALBAIE	74	50	*124*
RÉGION 04			
TROIS-RIVIÈRES	629	640	*1 269*
SHAWINIGAN	240	219	*459*
LA TUQUE	19	45	*64*
RÉGION 05			
SHERBROOKE	789	761	*1 550*
COWANSVILLE	167	178	*345*
GRANBY	261	351	*612*
LAC-MÉGANTIC	54	41	*95*
RÉGION 06			
MONTRÉAL	7 829	5 516	*13 345*
RÉGION 07			
GATINEAU	1 090	1 318	*2 408*
CAMPBELL'S BAY	97	55	*152*
MANIWAKI	57	73	*130*
MONT-LAURIER	142	139	*281*
RÉGION 08			
ROUYN-NORANDA	65	126	*191*
AMOS	104	180	*284*
VILLE-MARIE	22	31	*53*
VAL-D'OR	99	116	*215*
LA SARRE	0	0	*0*
RÉGION 09			
SEPT-ÎLES	96	137	*233*
SEPT-ÎLES (ITINÉRANT)	0	0	*0*
BAIE-COMEAU	128	147	*275*
RÉGION 11			
NEW CARLISLE	99	105	*204*
PERCÉ	127	116	*243*
HAVRE-AUBERT	23	22	*45*
SAINTE-ANNE-DES-MONTS	0	0	*0*
CARLETON	0	0	*0*
RÉGION 12			
THETFORD MINES	159	133	*292*
MONTMAGNY	132	96	*228*
SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	279	311	*590*

	CH. CIVILE	CH. DE LA FAMILLE	TOTAL
RÉGION 13			
LAVAL	1 899	1 013	*2 912*
RÉGION 14			
JOLIETTE	1 079	1 143	*2 222*
RÉGION 15			
SAINT-JÉRÔME	2 020	1 855	*3 875*
SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	0	0	*0*
RÉGION 16			
LONGUEUIL	1 436	1 659	*3 095*
SAINT-HYACINTHE	414	553	*967*
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	381	464	*845*
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	647	952	*1 599*
SOREL – TRACY	211	245	*456*
RÉGION 17			
DRUMMONDVILLE	285	400	*685*
VICTORIAVILLE	171	242	*413*

P.101 COÛTS D'EXPLOITATION DES SERVICES DE GREFFES PÉRIPHÉRIQUES POUR 2018-2019, PAR RÉGION.

MINISTÈRE

RÉGIONS	NOMS	COÛT TOTAUX ($) (SALAIRES, LOYERS ET AUTRES)
1	AMQUI	215 578 $
	MATANE	268 403 $
	MONT-JOLI	124 849 $
SOUS-TOTAL RÉGION 01 : BAS-ST-LAURENT		**608 830 $**
2	CHIBOUGAMAU	268 820 $
	DOLBEAU	131 668 $
SOUS-TOTAL RÉGION 02 : SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN		**400 488 $**
4	LA TUQUE	182 255 $
SOUS-TOTAL RÉGION 04 : MAURICE-BOIS-FRANCS		**182 255 $**
5	GRANBY	1 937 376 $
	MAGOG	51 850 $
SOUS-TOTAL RÉGION 05 : ESTRIE		**1 989 226$**
7	MANIWAKI	392 767 $
SOUS-TOTAL RÉGION 07 : OUTAOUAIS		**392 767 $**
8	VAL D'OR	2 228 191 $
	LA SARRE	192 098 $
	SENNETERRE	36 280 $
SOUS-TOTAL RÉGION 08 : ABITIBI –TÉMISCAMINGUE		**2 456 569 $**
9	FORESTVILLE	78 343 $
	COUR ITINÉRANTE	50 457 $
SOUS-TOTAL RÉGION 09 : CÔTE-NORD		**128 800 $**
10	COUR ITINÉRANTE	2 062 479 $
SOUS-TOTAL RÉGION 10 : GRAND NORD		**2 062 479 $**
11	HÂVRE-AUBERT	311 527 $
	STE-ANNE-DES-MONTS	221 042 $
	GASPÉ	103 266 $
	CARLETON	90 400 $
SOUS-TOTAL RÉGION 11 : GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE		**726 235 $**
14	REPENTIGNY	12 676 $
SOUS-TOTAL RÉGION 14 : LANAUDIÈRE		**12 676 $**
15	STE-AGATHE-DES-MONTS	57 230 $
	LACHUTE	36 274 $
SOUS TOTAL RÉGION 15 : LAURENTIDES		**93 504 $**

TOTAL	**9 052 829 $**

P.102 NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGES CIVILS DÉSIGNÉS DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE. FOURNIR UNE VENTILATION PAR ANNÉE.

LA REPONSE A CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITE SOCIALE.

P.103 NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGES CIVILS DÉSIGNÉS POUR UNE SEULE UNION (CÉLÉBRANTS AD HOC) DEPUIS 2010-2011 JUSQU'À LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE. FOURNIR UNE VENTILATION PAR ANNÉE.

LA REPONSE A CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITE SOCIALE.

P.104 POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE D'AVIS ENVOYÉS AUX CÉLÉBRANTS POUR LEUR RAPPELER LEURS OBLIGATIONS PRÉVUES AU CODE CIVIL DU QUÉBEC.

LA REPONSE A CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITE SOCIALE.

P.105 TOUT RAPPORT, DOCUMENT, ÉTUDE, AVIS, ANALYSE OU LISTE DE CONSULTATION CONCERNANT LA RÉFORME DE L'IVAC.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.106 POUR 2018-2019, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES CHAMBRES DE LA COUR DU QUÉBEC, INDIQUER LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION P.95.

P.107 TAUX D'UTILISATION MOYEN DES SALLES D'AUDIENCE DES PALAIS DE JUSTICE POUR 2018-2019. VENTILATION PAR PALAIS DE JUSTICE.

MINISTÈRE

LE TAUX D'UTILISATION EST CALCULÉ À PARTIR DES SÉANCES TENUES ET ENREGISTRÉES DANS LES SALLES D'AUDIENCE POUR L'ANNÉE CIVILE 2018. LES SÉANCES DE JUILLET ET D'AOÛT NE SONT PAS CONSIDÉRÉES, PUISQU'ELLES NE REFLÈTENT PAS L'ACTIVITÉ JUDICIAIRE NORMALE. CE TAUX NE TIENT PAS COMPTE DE L'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES, NOTAMMENT LES CONFÉRENCES DE RÈGLEMENT À L'AMIABLE.

PALAIS DE JUSTISCE	NOMBRE DE SALLES D'AUDIENCE	TAUX D'UTILISATION (%)
100 : RIMOUSKI	4	55,0 %
105 : NEW CARLISLE	3	42,0 %
110 : PERCÉ	3	36,0 %
115 : HAVRE-AUBERT	1	33,3 %
120 : AMQUI	1	34,0 %
125 : MATANE	1	55,5 %
130 : SAINTE-ANNE-DES-MONTS	1	60,3 %
135 : MONT-JOLI	1	23,5 %
140 : GASPÉ	1	15,0 %
145 : CARLETON	1	11,0 %
150 : CHICOUTIMI	9	43,8 %
155 : ROBERVAL	3	45,4 %
160 : ALMA	4	26,1 %
170 : CHIBOUGAMAU	2	17,6 %
175 : DOLBEAU – MISTASSINI	1	15,0 %
200 : QUÉBEC	37	61,0 %
200 : QUÉBEC (COUR D'APPEL)	2	45,6 %
235 : THETFORD MINES	4	29,8 %
240 : LA MALBAIE	2	43,1 %
250 : RIVIÈRE-DU-LOUP	5	46,7 %
300 : MONTMAGNY	3	38,6 %
350 : SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	5	40,1 %
400 : TROIS-RIVIÈRES	9	65,7 %
405 : DRUMMONDVILLE	5	47,3 %
410 : SHAWINIGAN	5	34,0 %
415 : VICTORIAVILLE	4	42,6 %
425 : LA TUQUE	1	34,0 %
450 : SHERBROOKE	12	47,7 %
455 : COWANSVILLE	2	26,3 %
460 : GRANBY	7	40,6 %
480 : LAC-MÉGANTIC	2	14,1 %
500 : MONTRÉAL *	98	61,6 %
500 : MONTRÉAL (COUR D'APPEL)	4	33,1 %
505 : LONGUEUIL	23	66,5 %
525 : MONTRÉAL - CHAMBRE DE LA JEUNESSE	18	44,4 %
540 : LAVAL	14	49,5 %

PALAIS DE JUSTISCE	NOMBRE DE SALLES D'AUDIENCE	TAUX D'UTILISATION (%)
550 : GATINEAU	15	62,2 %
555 : CAMPBELL'S BAY	2	11,9 %
560 : MONT-LAURIER	3	41,4 %
565 : MANIWAKI	2	36,0 %
600 : ROUYN-NORANDA	3	62,9 %
605 : AMOS	5	40,4 %
610 : VILLE-MARIE	2	26,6 %
615 : VAL-D'OR	5	56,5 %
620 : LA SARRE	1	27,0 %
625 : SENNETERRE	1	11,3 %
650 : SEPT-ÎLES	4	40,3 %
655 : BAIE-COMEAU	4	39,8 %
665 : FORESTVILLE	1	18,0 %
700 : SAINT-JÉRÔME	20	68,7 %
705 : JOLIETTE	12	52,8 %
715 : SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	1	5,0 %
725 : LACHUTE	1	3,3 %
750 : SAINT-HYACINTHE	6	65,0 %
755 : SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	6	42,1 %
760 : SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	10	58,2 %
765 : SOREL – TRACY	5	45,8 %

*INCLUANT LES DEUX SALLES DU CENTRE JUDICIAIRE GOUIN

NOTE : LE CALCUL DU TAUX D'UTILISATION EST BASÉ SUR LES DONNÉES DE LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC, DE LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC AINSI QUE LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC. LE CALCUL NE TIENT PAS COMPTE DES SALLES DE CONFÉRENCE DE RÈGLEMENT À L'AMIABLE (CRA) NI DE CELLES TEMPORAIRES OU AJOUTÉES EN COUR D'ANNÉE.

P.108 CONCERNANT LE REGISTRE PUBLIC DES PERSONNES DÉCLARÉES QUÉRULENTES ÉLABORÉ AVEC LA COUR DU QUÉBEC, INDIQUER :

A. TOUS LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN ŒUVRE (ÉLABORATION, MISE EN SERVICE DU PROGRAMME INFORMATIQUE, CONSULTANT, ETC.) POUR L'ANNÉE 2018-2019;
B. LE COÛT ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE REGISTRE;
C. LES ÉCONOMIES ESTIMÉES PAR LA MISE EN PLACE DE CE REGISTRE;
D. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN ETC POUR L'ANNÉE 2018-2019 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2019-2020;
E. LE NOMBRE DE PERSONNES OU ENTREPRISES DÉCLARÉES QUÉRULENTES.

MINISTÈRE

A. LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN ŒUVRE

AUCUN.

B. LE COÛT ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE REGISTRE

29 252,92 $ *

C. LES ÉCONOMIES ESTIMÉES PAR LA MISE EN PLACE DE CE REGISTRE

LA MISE EN PLACE DE CE REGISTRE VISE UNE MEILLEURE ADMINISTRATION DE LA JUSTICE EN LIMITANT LE TEMPS INVESTI PAR TOUS LES INTERVENANTS DU SYSTÈME JUDICIAIRE À GÉRER ET À ENTENDRE DES RECOURS ABUSIFS. IL PERMET ÉGALEMENT DE PROTÉGER LES INTÉRÊTS DES PERSONNES VISÉES PAR LES RECOURS DU PLAIDEUR SUJET À AUTORISATION OU DE LA PERSONNE DÉCLARÉE QUÉRULENTE.

D. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN ETC POUR L'ANNÉE 2018-2019 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2019-2020

913,15 HEURES RÉMUNÉRÉES (0,50 ETC).

E. LE NOMBRE DE PERSONNES OU ENTREPRISES DÉCLARÉES QUÉRULENTES

DIX PERSONNES DÉCLARÉES QUÉRULENTES PAR LA COUR DU QUÉBEC DU 1ER AVRIL 2018 AU 28 FÉVRIER 2019.

* LE REGISTRE DES PLAIDEURS SUJETS À AUTORISATION (COUR SUPÉRIEURE) ET LE REGISTRE DES PERSONNES DÉCLARÉES QUÉRULENTES (COUR DU QUÉBEC) ET LE REGISTRE DES PLAIDEURS SUJETS À AUTORISATION (COUR D'APPEL) ONT ÉTÉ RÉALISÉS À L'INTÉRIEUR D'UN SEUL PROJET. LES COÛTS D'ENTRETIEN ET D'ADMINISTRATION DE CES REGISTRES SONT DONC REGROUPÉS.

P.109 CONCERNANT LE REGISTRE DES VENTES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, INDIQUER :

A. LES COÛTS RELATIFS À L'ADMINISTRATION DE CE REGISTRE DES VENTES;
B. LES RECETTES ANNUELLES DE CES VENTES;
C. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES POUR L'ANNÉE 2018-2019 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2019-2020;
D. LISTE DES CONTRATS ALLOUÉS À DES FIRMES EXTERNES POUR LA MISE SUR PIED DE CE REGISTRE (CONTRAT, COÛTS, ETC.).

FONDS DES REGISTRES

A. LE BUDGET DE DÉPENSES 2018-2019 POUR CE REGISTRE S'ÉLÈVE À 1 573,5 K$.

B. LES REVENUS POUR CE REGISTRE SONT DE 1 206,7 K$ AU 28 FÉVRIER 2019.

C. AUCUNE RESSOURCE HUMAINE ADDITIONNELLE N'A ÉTÉ OCTROYÉE AU FONDS DES REGISTRES POUR L'AJOUT DE CE REGISTRE AU 1ER JANVIER 2016. LES OPÉRATIONS DE CE REGISTRE SONT RÉALISÉES À MÊME LES RESSOURCES HUMAINES DE LA DIRECTION DES REGISTRES ET DE LA CERTIFICATION.

D. AUCUN CONTRAT EN 2018-2019.

P.110 POUR 2018-2019, FOURNIR LA LISTE DES RECOURS EXERCÉS PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC EN VERTU DES ARTICLES 838 À 843 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (CHAPITRE C-25) ET/OU 532 À 535 DU CODE DE PROCÉDURE CIVIL (CHAPITRE C-25.01) CONTRE UN MEMBRE DU CONSEIL, UN FONCTIONNAIRE OU UN EMPLOYÉ D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRAMUNICIPAL QUI EST INHABILE À EXERCER SA FONCTION. INDIQUER LES MOTIFS DES RECOURS ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS.

MINISTÈRE

AUCUN.

P.111 POUR 2018-2019, LISTE DES ACTIONS EN DÉCLARATION D'INHABILITÉ ET DES REQUÊTES EN QUO WARRANTO INTENTÉES PAR LE PROCUREURE GÉNÉRAL CONTRE UN ÉLU MUNICIPAL, UN ANCIEN ÉLU MUNICIPAL OU UN CANDIDAT À UN POSTE D'ÉLU MUNICIPAL. INDIQUER LES MOTIFS DES ACTIONS OU DES REQUÊTES, ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D'ÉLU.

MINISTÈRE

AUCUN.

P.112 POUR 2018-2019, LA LISTE DES REQUÊTES EN CASSATION OU EN ANNULATION D'UN RÈGLEMENT DU CONSEIL OU D'UN PROCÈS-VERBAL, RÔLE, RÉSOLUTION OU AUTRES ORDONNANCES DU CONSEIL OU DU COMITÉ EXÉCUTIF D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRA MUNICIPAL PRÉSENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDIQUER LES MOTIFS DES REQUÊTES ET LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR S'ENTENDRE AVEC LES MUNICIPALITÉS VISÉES PAR CES REQUÊTES.

MINISTÈRE

AUCUN DOSSIER DE CETTE NATURE N'EST EN COURS POUR LA PÉRIODE VISÉE.

P.113 POUR 2018-2019, LA LISTE DES REQUÊTES DEMANDANT LA CONFIRMATION JUDICIAIRE DE LA FIN DU MANDAT D'UN MEMBRE D'UN CONSEIL MUNICIPAL, PRÉSENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL. INDIQUER LES MOTIFS DES REQUÊTES ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES REQUÊTES N'OCCUPENT PLUS LEUR FONCTION D'ÉLU.

MINISTÈRE

AUCUN DOSSIER DE CETTE NATURE N'EST EN COURS POUR LA PÉRIODE VISÉE.

P.114 LISTE DES POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS OU DES ENQUÊTES EFFECTUÉS PAR LE MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES OU LA COMMISSION MUNICIPALE AUPRÈS DE MUNICIPALITÉS, D'ÉLUS OU DE FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUNE.

P.115 POUR 2018-2019, FOURNIR LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CIVILE, CRIMINELLE ET CONSTITUTIONNELLE DEVANT LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DE CANADA IMPLIQUANT LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC.

MINISTÈRE

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D'AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	APIGQ C. PGQ	APPEL D'UNE DÉCISION DE LA COUR SUPÉRIEURE QUI A CASSÉ UNE DÉCISION DE LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL ORDONNANT AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DE CESSER D'ENTRAVER LES ACTIVITÉS SYNDICALES DE L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES INGÉNIEURS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, CEUX-CI AYANT DÉCIDÉ D'INCLURE UN MESSAGE DE REVENDICATION À LEURS COURRIELS.	INTIMÉE	EN DÉLIBÉRÉ	10 MAI 2018	
COUR D'APPEL	ASSOCIATION CANADIENNE POUR LES ARMES À FEU C. PGQ	APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE AYANT CONCLU À LA VALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DU REGISTRE QUÉBÉCOIS DES ARMES À FEU, ET CE, AU MOTIF QUE CE DERNIER REPOSE SUR DES PRÉOCCUPATIONS PROVINCIALES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.	INTIMÉE	EN DÉLIBÉRÉ	26 FÉV. 2019	
COUR D'APPEL	ASSOCIATION CANADIENNE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS SANS FIL C. PGQ	L'ASSOCIATION CANADIENNE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS SANS FIL SOUTIENT QUE L'ARTICLE 260.35 DE LA LOI SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR EST INVALIDE, INAPPLICABLE ET INOPÉRANT. CETTE DISPOSITION QUÉBÉCOISE, ADOPTÉE DANS LE CADRE DE LA LOI SUR LE BUDGET MAIS NON ENTRÉE EN VIGUEUR OBLIGE LE FOURNISSEUR DE SERVICES INTERNET QUI REÇOIT UNE LISTE DE SITES NON AUTORISÉS DE JEU D'ARGENT EN LIGNE DE BLOQUER L'ACCÈS À CES SITES. LA COUR SUPÉRIEURE A DÉCLARÉ QUE CETTE DISPOSITION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE FÉDÉRALE SUR LE DROIT CRIMINEL ET SUR LES TÉLÉCOMMUNICATIONS, PRÉVUES AUX PARAGRAPHES 91(27), 91 (PRÉAMBULE), 91(29) ET 92(10)A) DE LA LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1867.	APPELANTE	MISE EN ÉTAT		
COUR D'APPEL	ASSOCIATION DES CADRES DE LA SOCIÉTÉ DES CASINOS C. SOCIÉTÉ DES CASINOS DU QUÉBEC	APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE AYANT DÉCLARÉ APPLICABLE CONSTITUTIONNELLEMENT L'EXCLUSION PRÉVUE À L'ARTICLE 1 L) (1) DU CODE DU TRAVAIL (EXCLUSION DES CADRES DE LA SOCIÉTÉ DES CASINOS DE L'APPLICATION DU CODE DU TRAVAIL AUX FINS DE LA SYNDICALISATION).	INTIMÉE	MISE EN ÉTAT		
COUR D'APPEL	COFFRAGE ALLIANCE LTÉE C. PGQ	L'APPELANTE A CONSTRUIT UN PONT POUR LE MTMDET. DES ÉVÉNEMENTS MÉTÉOROLOGIQUES SE SONT PRODUITS ET ELLE INVOQUE FORCE MAJEURE POUR JUSTIFIER SES RETARDS. ELLE RÉCLAME DES DOMMAGES (COÛTS SUPPLÉMENTAIRES) ET L'ANNULATION DE PÉNALITÉS. LA COUR SUPÉRIEURE A REJETÉ L'ACTION.	INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDIENCE		

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D'AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	DENIS AYOTTE C. LA REINE	CONTESTATION CONSTITUTIONNELLE DES PEINES MINIMALES D'UN AN DES ARTICLES 99 (3) ET 100 (3) DU C.CR. (TRAFIC D'ARMES À FEU ET POSSESSION EN VUE D'EN FAIRE LE TRAFIC) EN VERTU DE L'ARTICLE 12 DE LA CHARTE.	MISE EN CAUSE	EN DÉLIBÉRÉ	16 MAI 2018	
COUR D'APPEL	DPCP C. RAYNALD BÉDARD	APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE AYANT RENVERSÉ CELUI DE LA COUR DU QUÉBEC, EN DÉCLARANT CONSTITUTIONNELLE L'AMENDE MINIMALE PRÉVUE À L'ARTICLE 197.1 DE LA LOI SUR LE BÂTIMENT.	INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDIENCE		
COUR D'APPEL	ÉRIC PARENT C. PGC ET PGQ	APPEL DU JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE AYANT REJETÉE UNE REQUÊTE EN PROVISION POUR FRAIS. DEVANT LA COUR DU QUÉBEC, M. PARENT EST ACCUSÉ D'AVOIR PÊCHÉ UN NOMBRE DE PLIES PLUS ÉLEVÉ QUE PERMIS PAR LA LOI. EN DÉFENSE À CETTE ACCUSATION, IL PRÉTEND BÉNÉFICIER DE DROITS ANCESTRAUX MÉTIS À TITRE DE MEMBRE DE LA COMMUNAUTÉ MÉTISSE DE LA GASPÉSIE ET DU BAS-SAINT-LAURENT.	MISE EN CAUSE		12 MARS 2019	
COUR D'APPEL	ERICH CHEMAMA C. LA REINE	APPEL DE JUGEMENTS DE LA COUR SUPÉRIEURE REJETANT UNE REQUÊTE EN HABEAS CORPUS ET DÉCLARANT L'APPELANT PLAIDEUR QUÉRULENT VEXATOIRE TANT AU CRIMINEL QU'AU CIVIL.	INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDIENCE		
COUR D'APPEL	GENEVIÈVE MOTARD ET AL C. PGC	APPEL D'UN JUGEMENT RENDU PAR LA COUR SUPÉRIEURE LE 16-02-2016, REJETANT UNE REQUÊTE EN JUGEMENT DÉCLARATOIRE DE G. MOTARD ET P. TAILLON, DANS LAQUELLE ILS DEMANDAIENT AU TRIBUNAL DE DÉCLARER LA LOI SUR LA SUCCESSION AU TRÔNE ADOPTÉE PAR LE PARLEMENT FÉDÉRAL ET SANCTIONNÉE LE 27 MARS 2013 INCONSTITUTIONNELLE AU MOTIF QU'ELLE N'A PAS ÉTÉ ADOPTÉE SELON LA PROCÉDURE DE MODIFICATION CONSTITUTIONNELLE APPROPRIÉE.	MISE EN CAUSE	EN DÉLIBÉRÉ	19 FÉV. 2018	
COUR D'APPEL	HENDERSON ET AL. C. PGQ	CONTESTATION CONSTITUTIONNELLE VISANT LES ARTICLES 1, 2, 3, 4, 5 ET 13 DE LA LOI SUR L'EXERCICE DES DROITS FONDAMENTAUX ET DES PRÉROGATIVES DU PEUPLE QUÉBÉCOIS ET DE L'ÉTAT DU QUÉBEC (LOI 99).	INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDIENCE		
COUR D'APPEL	HOGUE ET AL. C. PGQ	LES DEMANDEURS SONT LA FILLE ET LES PETITS-FILS DE M. ANDRÉ HOGUE. CE DERNIER A ÉTÉ ASSASSINÉ LE 22 JUILLET 2006. ARMANDE CÔTÉ, SA CONJOINTE DE L'ÉPOQUE, A ÉTÉ ACCUSÉE DE CE MEURTRE. TOUTEFOIS, LA COUR SUPRÊME DU CANADA L'A ACQUITTÉE EN RAISON DE FAUTES COMMISES PAR LES POLICIERS DE LA SQ, ET CE, DANS LE CADRE DE LEUR ENQUÊTE. LES DEMANDEURS POURSUIVENT LA PGQ, AU MOTIF QUE LES FAUTES COMMISES AURAIENT MENÉ À L'ACQUITTEMENT DE L'ACCUSÉE, LEQUEL LEUR CAUSERAIT DES DOMMAGES MORAUX IMPORTANTS.	INTIMÉE	MISE EN ÉTAT		

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D'AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	HOLCIM C. MDDELCC ET AL.	APPEL D'UNE DECISION QUI A ACCUEILLE EN PARTIE LA DEMANDE EN JUGEMENT DECLARATOIRE DE L'INTIMEE, ET A DECLARE, POUR L'ESSENTIEL, QUE CELLE-CI PEUT UTILISER DES SOLS « A-B » AFIN DE RESTAURER LES CARRIERES QU'ELLE EXPLOITE A LAVAL ET A VARENNES PAR L'ENTREMISE DE SA DIVISION DEMIX AGREGATS.	APPELANTE		28 MAI 2019	
COUR D'APPEL	JM C. GR ET AL.	DEUX FEMMES, ONT FAIT APPEL À L'APPORT GÉNÉTIQUE DE JM POUR AVOIR UN ENFANT. ELLES SE SONT INSCRITES COMME MÈRES À L'ACTE DE NAISSANCE. LORSQUE L'UNE D'ELLES A DÉCIDÉ DE DEVENIR UN HOMME ET DE SE FAIRE APPELER PAPA, JM A DÉCIDÉ DE CONTESTER SA FILIATION POUR LA REMPLACER À L'ACTE DE NAISSANCE. LE JUGE A CONCLU QUE L'ENFANT N'ÉTAIT PAS NÉ D'UNE PROCRÉATION ASSISTÉE MAIS D'UNE SIMPLE RELATION SEXUELLE.	MISE EN CAUSE		2 MAI 2019	
COUR D'APPEL	KARIM MABROUK C. PGQ	L'APPELANT A SUBI UN STRESS POST-TRAUMATIQUE SUITE À L'ATTENTAT À LA GRANDE MOSQUÉE DE QUÉBEC. IL A FAIT UNE DEMANDE D'INDEMNISATION À L'IVAC ET IL CONTESTE LES DÉCISIONS RENDUES DANS SON DOSSIER. IL PRÉTEND À UNE ATTEINTE À SES DROITS FONDAMENTAUX AU MOTIF QUE LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC N'A TOUJOURS PAS ENTENDU SA CAUSE ET QUE LE DÉLAI D'ATTENTE EST DÉRAISONNABLE.	INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDIENCE		
COUR D'APPEL	LARRY BEAUCHAMP ET AL. C. MUNICIPALITÉ DE CRABTREE ET AL.	APPEL D'UN JUGEMENT QUI A DÉCLARÉ LES APPELANTS PROPRIÉTAIRES D'UN MUR DE SOUTÈNEMENT ET LEUR A ORDONNÉ DE PROCÉDER À DES TRAVAUX DE STABILISATION OU DE REMPLACEMENT DE CE DERNIER.	INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDIENCE		
COUR D'APPEL	LISA D'AMICO ET AL. C. PGQ ET PGC	LES APPELANTS, QUI SONT TOUS DEUX HANDICAPÉS DE NAISSANCE ET AYANT DES CONTRAINTES SÉVÈRES À L'EMPLOI, SOUHAITENT INTENTER UNE ACTION COLLECTIVE DE NATURE DÉCLARATOIRE ET COMPENSATOIRE CONTRE LES INTIMÉS, AFIN DE CONTESTER CERTAINES DISPOSITIONS DE LA LOI SUR L'AIDE AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES ET DE SON RÈGLEMENT D'APPLICATION. ILS ALLÈGUENT EN SUBSTANCE QUE DE NOMBREUSES RÈGLES ET RESTRICTIONS CONTENUES DANS CE PROGRAMME NE DEVRAIENT PAS LEUR ÊTRE OPPOSABLES, PUISQU'ELLES ONT ÉTÉ CONÇUES POUR S'APPLIQUER AUX PRESTATAIRES DE L'AIDE FINANCIÈRE DE DERNIER RECOURS VISÉS PAR UN AUTRE PROGRAMME QUE CELUI QUI S'APPLIQUE AUX PERSONNES HANDICAPÉES, SOIT LE PROGRAMME D'AIDE SOCIALE.	INTIMÉE	MISE EN ÉTAT		
COUR D'APPEL	PASCAL VINET C. DPCP ET AL.	CONTESTATION DE LA VALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DE L'ARTICLE 719 (3.1) DU CODE CRIMINEL QUI PRÉVOIT UNE EXEMPTION AU CRÉDIT MAJORÉ POUR DÉTENTION PRÉSENTENCIELLE DANS LE CAS OÙ UNE ORDONNANCE SOUS 524 (4) OU (8) DU CODE CRIMINEL A ÉTÉ RENDUE.	MISE EN CAUSE	EN DÉLIBÉRÉ	30 OCT. 2018	

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D'AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	PGQ C. ANTOINE LAMONTAGNE ET AL.	UN AVIS DE RÉCLAMATION DU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT POUR DES FRAIS INDIRECTS QUI DÉCOULENT DE LA PRÉPARATION D'UNE ORDONNANCE DE REMISE EN ÉTAT DES LIEUX SIGNÉ PAR LA DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE AUX RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES EST CONTESTÉ EN RAISON DU FAIT QU'IL N'A PAS ÉTÉ SIGNÉ PAR LE MINISTRE LUI-MÊME. LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC ET LA COUR SUPÉRIEURE ONT INVALIDÉ L'AVIS POUR CETTE RAISON. DE PLUS, LA COUR SUPÉRIEURE A CONDAMNÉ LA PGQ AU PAIEMENT DE FRAIS EXTRAJUDICIAIRES AU MOTIF QUE SON POUVOIR EN CONTRÔLE JUDICIAIRE ÉTAIT ABUSIF.	APPELANTE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDIENCE		
COUR D'APPEL	PGQ C. IMTT-QUÉBEC INC. ET AL.	LA COUR SUPÉRIEURE A DÉCLARÉ QUE LA LOI SUR LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT ÉTAIT INAPPLICABLE À UNE ENTREPRISE LOCATAIRE DE L'ADMINISTRATION PORTUAIRE DE QUÉBEC ET ELLE A ÉGALEMENT DÉCLARÉ QUE LE TERRITOIRE DÉFINI DANS UNE LOI PRÉ-CONFÉDÉRATIVE DE 1858, SOIT LE FLEUVE ST-LAURENT SITUÉ ENTRE LA RIVIÈRE CAP-ROUGE ET MONTMORENCY ÉTAIT UNE PROPRIÉTÉ PUBLIQUE FÉDÉRALE.	APPELANTE	EN DÉLIBÉRÉ	17 AU 20 DÉC. 2018	
COUR D'APPEL	PGQ C. LIZZIE SEQUALUK	L'APPELANTE SE POURVOIT CONTRE LA PEINE PRONONCÉE EN COUR DU QUÉBEC À KUUJJUAQ À LA SUITE DE PLAIDOYERS DE CULPABILITÉ À DEUX ACCUSATIONS DE CONDUITES AVEC LES FACULTÉS AFFAIBLIES. LE JUGE L'A CONDAMNÉE À PURGER UNE PEINE GLOBALE ET CONTINUE DE 40 JOURS D'EMPRISONNEMENT. DES PEINES CONTINUES NE SONT JAMAIS IMPOSÉES AU NUNAVIK, CAR ELLES DOIVENT ÊTRE PURGÉES À AMOS ET MÊME À MONTRÉAL. L'APPELANTE ALLÈGUE QUE LE DROIT À L'ÉGALITÉ DEVANT LA LOI EST CONSACRÉ PAR L'ARTICLE 15 DE LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS ET LIBERTÉS ET QUE LA SITUATION PRÉVALANT AU NUNAVIK EST DISCRIMINATOIRE.	APPELANTE		9 JUIL. 2019	
COUR D'APPEL	PGQ C. MICHEL GAUCHER	L'INTIMÉ EST PROPRIÉTAIRE D'UN IMMEUBLE SITUÉ SUR LE BORD DU LAC TREMBLANT. IL SOUHAITE CONVERTIR SA RÉSIDENCE SECONDAIRE EN RÉSIDENCE PRINCIPALE. AFIN D'ACCÉDER À SON FONDS, L'INTIMÉ AINSI QUE TOUS LES RIVERAINS UTILISENT LE LAC COMME VOIE D'ACCÈS. IL ALLÈGUE QUE SON FONDS EST ENCLAVÉ PUISQU'IL NE PEUT Y ACCÉDER 12 MOIS PAR ANNÉE. LA PGQ SOUTIENT QUE LE FONDS DE L'INTIMÉ N'EST PAS ENCLAVÉ PUISQU'IL Y A ACCÈS PAR LE LAC TREMBLANT, LEQUEL CONSTITUE UNE VOIE PUBLIQUE SELON LA JURISPRUDENCE ET LA DOCTRINE.	APPELANTE	EN DÉLIBÉRÉ	1ER MARS 2019	
COUR D'APPEL	PGQ C. MOJTABA SOLTANI CHAMALISHAHI	APPEL D'UNE DÉCISION QUI A ANNULÉ LA DÉCISION DU MINISTRE, LAQUELLE REFUSE LA DEMANDE DE CERTIFICAT DE SÉLECTION DU QUÉBEC DE L'INTIMÉ À TITRE D'IMMIGRANT INVESTISSEUR. LE JUGE A CONCLU QUE LA DÉCISION DU MINISTRE ÉTAIT LACUNAIRE ET QU'ELLE ÉQUIVALAIT À TOUTES FINS UTILES À UNE ABSENCE DE MOTIF CE QUI CONSTITUE UNE VIOLATION DES RÈGLES EN MATIÈRE D'ÉQUITÉ PROCÉDURALE.	APPELANTE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDIENCE		

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D'AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	PGQ C. PASCAL FABBRI ET AL.	UNE DÉCISION DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC RECONNAÎT À M. FABBRI UN SALAIRE GAGNÉ AU NOIR AFIN QUE CELUI-CI SOIT PRIS EN COMPTE DANS LE CALCUL DES INDEMNITÉS À ÊTRE VERSÉES. CETTE DÉCISION VIENT INFIRMER LA DÉCISION RENDUE PAR LE BUREAU DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE, CONCERNANT LE STATUT PROFESSIONNEL DE LA VICTIME ET LA BASE SALARIALE QUI A SERVI AU CALCUL DES INDEMNITÉS.	APPELANTE	MISE EN ÉTAT		
COUR D'APPEL	PGQ C. ROSANE COUTURE	CONTESTATION PAR L'INTIMÉE D'UN AVIS DE RÉCLAMATION DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE AU MOTIF QUE LES SOMMES QU'ELLE A REÇU À TITRE DE BÉNÉVOLE DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DU CENTRE JEUNESSE DU SAGUENAY-LAC-ST-JEAN SONT EXCLUES AUX FINS DU CALCUL DE LA PRESTATION SUIVANT LE LIBELLÉ DE L'ARTICLE 111(3) DU RÈGLEMENT SUR L'AIDE AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES.	APPELANTE	MISE EN ÉTAT		
COUR D'APPEL	PHILIPPE DROUIN ET AL. C. PGQ ET AL.	APPEL D'UNE DÉCISION DE LA COUR SUPÉRIEURE AYANT REJETÉ UN POURVOI EN CONTRÔLE JUDICIAIRE À L'ENCONTRE D'UNE DÉCISION DU MINISTRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS REJETANT UNE DEMANDE DE DÉMOLITION DE SUBDIVISION ET DE CONSTRUCTION DANS LE SITE PATRIMONIAL DE SILLERY.	INTIMÉE		2 AVRIL 2019	
COUR D'APPEL	RENVOI À LA COUR D'APPEL JUGES EN CHEF DE LA COUR SUPÉRIEURE C. PGQ ET AL.	RENVOI À LA COUR D'APPEL PORTANT SUR LA VALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 35 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE QUI FIXENT À MOINS DE 85 000 $ LA COMPÉTENCE PÉCUNIAIRE EXCLUSIVE DE LA COUR DU QUÉBEC ET SUR CERTAINES COMPÉTENCES D'APPEL ATTRIBUÉES À CETTE DERNIÈRE.		EN DÉLIBÉRÉ	27 AU 29 NOV. 2018	
COUR D'APPEL	RÉAL MALTAIS C. PGQ	APPEL DÉPOSÉ À L'ENCONTRE DE LA DÉCISION DE LA COUR SUPÉRIEURE QUI A REJETÉ L'ACTION COLLECTIVE DU DEMANDEUR POUR TROUBLES DE VOISINAGE DES RÉSIDENTS À PROXIMITÉ DE L'AUTOROUTE 73.	INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDIENCE		
COUR D'APPEL	REINE C. PATRICK OUELLET	LE POLICIER OUELLET A ÉTÉ DÉCLARÉ COUPABLE DE NÉGLIGENCE CRIMINELLE AYANT CAUSÉ LA MORT D'UN ENFANT. DANS LE CADRE DE SON PROCÈS EN 1ÈRE INSTANCE, LE JUGE A REJETÉ UNE DEMANDE D'ARRÊT DES PROCÉDURES BASÉE SUR L'INTERVENTION PERSONNELLE DE LA MINISTRE DE LA JUSTICE DANS LE PROCESSUS DE RÉÉVALUATION DE L'OPPORTUNITÉ DE DÉPOSER DES ACCUSATIONS CRIMINELLES. IL EN APPELLE DU VERDICT DE CULPABILITÉ, DE LA SENTENCE ET DE LA DÉCISION PORTANT SUR SA DEMANDE EN ARRÊT DES PROCÉDURES.	MISE EN CAUSE	MISE EN ÉTAT		
COUR D'APPEL	RESSOURCES STRATECO C. PGQ ET AL.	POURSUITE EN DOMMAGES DE 200 MILLIONS DE DOLLARS AU MOTIF QUE LE MDDELCC A REFUSÉ D'ÉMETTRE UN CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR UN PROJET D'EXPLORATION D'UNE MINE D'URANIUM.	INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDIENCE		

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D'AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	RICHARD LASSONDE ET AL. C. PGQ	EST-CE QUE LA LOI ADOPTÉE PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC EN 2015 QUI MODIFIE RÉTROACTIVEMENT LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES MEMBRES D'ORGANISMES ADMINISTRATIFS ENFREINT L'INDÉPENDANCE JUDICIAIRE CONSACRÉE À L'ARTICLE 23 DE LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE ?	INTIMÉE	MISE EN ÉTAT		
COUR D'APPEL	RICKY HANCKEY C. REINE	CONTESTATION DE LA VALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DE L'ARTICLE 719 (3.1) DU CODE CRIMINEL QUI PRÉVOIT UNE EXEMPTION AU CRÉDIT MAJORÉ POUR DÉTENTION PRÉSENTENCIELLE DANS LE CAS OÙ UNE ORDONNANCE SOUS 524 (4) OU (8) DU CODE CRIMINEL A ÉTÉ RENDUE.	MISE EN CAUSE	EN DÉLIBÉRÉ	19 FÉV. 2019	
COUR D'APPEL	SHAKTI RAMSURRUN C. REINE	S. RAMSURRUN A ÉTÉ RECONNU COUPABLE DE 3 MEURTRES, 2 MEURTRES AU 1ER DEGRÉ ET UN MEURTRE AU 2E DEGRÉ. IL CONVIENT QUE LA PEINE APPROPRIÉ DANS SON CAS EST L'EMPRISONNEMENT À PERPÉTUITÉ SANS POSSIBILITÉ DE LIBÉRATION AVANT 25 ANS. LE LITIGE SE SITUE AU NIVEAU DE LA CONSÉCUTIVITÉ OU NON DES PÉRIODES D'INADMISSIBILITÉ À LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE. LE DPCP DEMANDE QUE LA PÉRIODE D'INADMISSIBILITÉ À LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE IMPOSÉ SUR LE CHEF DE MEURTRE AU 2E DEGRÉ SOIT CONSÉCUTIVE À CELLE DE 25 ANS POUR LES MEURTRES AU 1ER DEGRÉ, COMME LE PERMET L'ARTICLE 745.51 C.CR. LE DPCP DEMANDE UNE ORDONNANCE AFIN QUE S. RAMSURRUN SOIT SOUMIS À UNE PÉRIODE DE 40 ANS AVANT D'ÊTRE ADMIS À LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE. S. RAMSURRUN CONTESTE LA CONSTITUTIONNALITÉ DE L'ART. 745.51 C.CR	MISE EN CAUSE	MISE EN ÉTAT		
COUR D'APPEL	SOPHIE VAILLANCOURT C. MUN DE SAINTE-CROIX ET AL.	APPEL CONTRE UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE QUI A REJETÉ LA DEMANDE INTRODUCTIVE D'INSTANCE EN INJONCTION PERMANENTE, ACTION EN NULLITÉ ET REQUÊTE EN VERTU DE L'ARTICLE 227 DE LA LOI SUR L'AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME. LE MANDAT DE LA PGQ ÉTAIT DE REMETTRE LES DOCUMENTS DEMANDÉS PAR L'APPELANTE ET/OU PERMETTRE L'INTERROGATOIRE D'UN EMPLOYÉ DU MDDELCC DANS LE CADRE DU RECOURS EN INJONCTION.	MISE EN CAUSE	DOSSIER SUSPENDU EN COUR D'APPEL		
COUR D'APPEL	VIDÉOTRON S.E.N.C. ET COGECO CÂBLE INC. ET ROGERS COMMUNICATIONS S.E.N.C ET SOCIÉTÉ TELUS COMMUNICATIONS ET BELL CANADA C. VILLE DE GATINEAU	AVIS 95 C.P.C. - VALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DE RÈGLEMENTS MUNICIPAUX VISANT À RÉCUPÉRER CERTAINS FRAIS ASSOCIÉS AUX ÉQUIPEMENTS DE TÉLÉCOMMUNICATION VIA UN RÉGIME DE PERMIS.	APPELANTE	EN DÉLIBÉRÉ	5 NOV. 2018	

CAUSES PENDANTES - LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D'AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR D'APPEL	VIDÉOTRON S.E.N.C. ET COGÉCO CÂBLE INC. ET ROGERS COMMUNICATIONS S.E.N.C. ET AUTRES C. VILLE DE TERREBONNE	AVIS 95 C.P.C. - VALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DE RÈGLEMENTS MUNICIPAUX ET DE L'ARTICLE 16 DE LA LOI SUR LES COMPÉTENCES MUNICIPALES.	APPELANTE	EN DÉLIBÉRÉ	5 NOV. 2018	
COUR D'APPEL	VILLE DE MONTRÉAL C. REINE	LE LITIGE ENTRE LES PARTIES PORTE SUR LA DÉFINITION ET L'INTERPRÉTATION DE L'EXPRESSION « VOIE LATÉRALE » À LA LUMIÈRE DE LOI NOTAMMENT DE LA LOI DU BOULEVARD MÉTROPOLITAIN.	APPELANTE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDIENCE		
COUR D'APPEL	VILLE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD C. PGQ ET AL.	POURSUITE INTENTÉE PAR LA VILLE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD À L'ENCONTRE DU MTMDET ET DU PARTENAIRE PRIVÉ (NA-30) EN INJONCTION ET EN DOMMAGES ET INTÉRÊTS POUR DIVERS TRAVAUX DANS LE CADRE DE LA CONSTRUCTION OU DE LA RECONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE 30/530	INTIMÉE	MISE EN ÉTAT		
COUR D'APPEL	Y. C. Z. ET AL.	DANS LE CADRE D'UNE PROCÉDURE DE DIVORCE, Y DEMANDE QUE SON MARIAGE, QUI A ÉTÉ CÉLÉBRÉ PAR UN MINISTRE DU CULTE AUTORISÉ, SOIT DÉCLARÉ NUL, CE QUI LE LIBÉRERAIT DES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DU MARIAGE. AU SOUTIEN DE SA DEMANDE, IL INVOQUE SA LIBERTÉ DE RELIGION ET SON DROIT À L'ÉGALITÉ.	MISE EN CAUSE	EN DÉLIBÉRÉ	2 NOV. 2017	

CAUSES PENDANTES - LA COUR SUPRÊME DU CANADA

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D'AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR SUPRÊME DU CANADA	FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL C. PGQ	CONTESTATION DE L'ASSUJETTISSEMENT DU RÉGIME DE RETRAITE DES POLICIERS À LA LOI FAVORISANT LA SANTÉ FINANCIÈRE ET LA PÉRENNITÉ DES RÉGIMES DE RETRAITE (LOI 15)	INTIMÉE	DEMANDE D'AUTORISATION DE POURVOI À LA COUR SUPRÊME DU CANADA – 30 AOÛT. 2018		

CAUSES PENDANTES - LA COUR SUPRÊME DU CANADA

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D'AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
Cour suprême du Canada	Ghislain corneau c. PGQ (9 autre dossiers liés)	G. Corneau prétend avec 16 autres occupants illégaux des terres publiques qu'une communauté métisse titulaire de droits ancestraux a existé et existe encore dans la région du Saguenay-lac-st-jean. La cour supérieure et la cour d'appel ont refusé de reconnaître l'existence d'une communauté métisse et ses droits ancestraux sur la région du Saguenay-lac st jean.	Intervenante	Demande d'autorisation de pourvoi à la Cour suprême du Canada – 28 sept. 2018		
Cour suprême du Canada	Karl Lefrancois c. La reine et PGQ	Contestation de la peine minimale de 3 ans concernant les infractions criminelles de trafic et d'importation d'armes à feu – articles 103 (1) a) et (2) et 99 (2) du code criminel.	Appelante	Demande d'autorisation de pourvoi à la Cour suprême du Canada – 20 déc. 2018		
Cour suprême du Canada	Marie-Maude Denis c. Marc-Yvan côté et al.	Le témoignage de marie-Maude Denis sur l'identité de ses sources journalistiques confidentielles est requis au soutien d'une requête en arrêt des procédures. Par cette requête, marc-Yvan côté cherche à obtenir l'arrêt des procédures criminelles dont il fait l'objet. La journaliste marie-Maude Denis peut-elle être forcée à dévoiler l'identité de ses sources ?	Intervenante		16 mai 2019	
Cour suprême du Canada	Randolph (randy) Fleming c. PG Ontario	R. Fleming a entrepris une poursuite civile en dommages et intérêts suite à son arrestation et sa détention (après qu'il eu franchi une zone où il lui était interdit d'entrer afin d'éviter tout affrontement avec les autochtones y résidant). La question à laquelle doit répondre la Cour suprême du Canada est : quelle est la responsabilité civile d'un corps de police et de ses commettants en cas d'arrestation visant à assurer le respect, à proximité d'une manifestation, d'une zone tampon, d'un périmètre de sécurité ou de toute mesure analogue visant à restreindre l'accès à une certaine zone ?	Intervenante		21 mars 2019	
Cour suprême du Canada	Reine c. Javanmardi	Dans le cadre d'une accusation de négligence ayant causé la mort, la naturopathe qui a fait une injection intraveineuse (acte réservé aux membres du collège des médecins) soulève l'invalidité des articles 220 (b), 234 et 236 du code criminel, pour le motif qu'il ne peut y avoir négligence étant donné que dans d'autres provinces les naturopathes seraient autorisés poser ce genre d'actes. L'accusée a été acquittée en première instance et le principe de la retenue judiciaire a été respecté.	Mise en cause		15 mai 2019	

CAUSES PENDANTES - LA COUR SUPRÊME DU CANADA

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D'AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
Cour suprême du Canada	SPGQ C. PGQ, APIGQ Et SFPQ	Au mois de mai 2016 le SPGQ a annoncé vouloir déclencher une grève partielle soit uniquement pour les salariés à l'emploi du ministère des relations internationales et de la francophonie (MRIF). Le conseil du trésor a demandé au tribunal administratif du travail de déclarer que ce type de grève est illégal car contraire aux dispositions anti-briseur de grève du code du travail. Le tribunal administratif du travail, la cour supérieure et la cour d'appel ont donné raison à la PGQ.	Intimée	Demande d'autorisation de pourvoi à la Cour suprême du Canada – 14 février. 2019		
Cour suprême du Canada	Transport Desgagné et al. C. Wärtsilä canada inc.	Les parties ont débattu devant la cour supérieure et devant la cour d'appel du Québec de l'application des articles 1729 et 1733 du C.C.Q. Et/ou du droit maritime canadien au contrat de vente d'une pièce de bateau qu'ils ont conclu. Devant la Cour suprême du Canada, la PGQ défendra que les questions de partage des compétences relatives au droit maritime canadien doivent être traitées selon les mêmes critères que celles relatives aux autres compétences. Enfin, la PGQ plaidera que l'application régulière des doctrines constitutionnelles devrait conduire la cour à conclure à l'applicabilité du C.C.Q.	Intervenante	En délibéré	24 jan. 2019	
Cour suprême du Canada	Ministre de la citoyenneté et de l'immigration C. Alexander Vavilov	M. Vavilov, est ne au canada en 1994. Ses parents etaient des espions de la Russie. En 2010, ils ont ete arretes aux Etats-Unis et renvoyes en Russie dans le cadre d'un echange d'espions. Le 15 aout 2014, le greffier de la citoyennete l'a informe que son certificat de citoyennete canadienne etait annule. La cour federale a rejete la demande en controle judiciaire de m. Vavilov. Les juges majoritaires de la cour d'appel federale ont accueilli l'appel et annule la decision du greffier, parce que deraisonnable.	Intervenante	En délibéré	4 au 6 déc. 2018	
Cour suprême du Canada	Ville de levis C. Albertine Leclerc	La ville de levis veut en appeler du jugement de la cour d'appel du Québec concluant à l'inapplicabilité constitutionnelle de l'article 15 du règlement de zonage municipal aux activités de parachutisme et de formation de parachutisme en vertu de la doctrine de l'exclusivité des compétences. L'article 12 du règlement sur les permis de construction ayant toutefois été jugée applicable à la construction du bâtiment en litige, cette portion du jugement n'est pas portée en appel par la ville.	Intervenante	Demande d'autorisation de pourvoi à la Cour suprême du Canada – 14 jan.2019		

CAUSES PENDANTES - LA COUR SUPRÊME DU CANADA

INSTANCE	NOM DES PARTIES	DESCRIPTION SOMMAIRE DU DOSSIER ET DE LA PROBLÉMATIQUE SOULEVÉE	POSITION DE LA PGQ	ÉTAPE	DATE D'AUDITION AU FOND	DATE DU JUGEMENT
COUR SUPRÊME DU CANADA	VILLE DE MONTRÉAL C. FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES DE MONTRÉAL	CONTESTATION DE L'ASSUJETTISSEMENT DU RÉGIME DE RETRAITE DES POLICIERS À LA LOI FAVORISANT LA SANTÉ FINANCIÈRE ET LA PÉRENNITÉ DES RÉGIMES DE RETRAITE. LA COUR D'APPEL A CONCLU QUE LE RÉGIME DE RETRAITE DE LA FRATERNITÉ DES POLICIERS ET POLICIÈRES N'EST PAS ASSUJETTI À LA LOI.	INTERVENANTE	DEMANDE D'AUTORISATION DE POURVOI À LA COUR SUPRÊME DU CANADA – 30 AOÛT 2018		

P.116 NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2018-2019. FOURNIR TOUT DOCUMENT DÉPOSÉ ET INDIQUER :

A. **LES COÛTS;**
B. **LES DATES ET LIEUX;**
C. **LES PERSONNES PRÉSENTES;**
D. **LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR.**

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

DATE	LIEU	PERSONNES PRÉSENTES	COÛT
16 ET 17 MAI 2018	ST-ANDREWS, NOUVEAU-BRUNSWICK	ME SONIA PAQUET	1 054 $
24 ET 25 OCTOBRE 2018	VICTORIA, COLOMBIE-BRITANNIQUE	ME ANNICK MURPHY, ME PATRICK MICHEL	3 814 $

LES ORDRES DU JOUR ET LES PROCÈS-VERBAUX SONT CONFIDENTIELS PUISQUE CES RENCONTRES SE TIENNENT À HUIS CLOS. DE PLUS, CES DOCUMENTS SONT PROTÉGÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 19 DE LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS PUISQU'ILS SONT FORMÉS DE RENSEIGNEMENTS DONT LA DIVULGATION PORTERAIT VRAISEMBLABLEMENT PRÉJUDICE À LA CONDUITE DE RELATIONS QU'ENTRETIENT LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC AVEC D'AUTRES GOUVERNEMENTS.

P.117 BILAN DES PROGRAMMES ET DES INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE. INDIQUER LES PROJETS, LES COÛTS OU LES ÉCONOMIES RÉALISÉES.

MINISTÈRE

L'ÉLABORATION ET LA MISE EN PLACE DE PROGRAMMES ET INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE RELÈVENT DE LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET S'INSCRIVENT DANS LA MISE EN OEUVRE DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE QUI VISE À APPORTER DES SOLUTIONS PÉRENNES À L'ENJEU DES DÉLAIS EN MATIÈRES CRIMINELLE ET PÉNALE ET À ASSURER QUE LES CITOYENS ET PARTICULIÈREMENT LES VICTIMES PUISSENT MAINTENIR LEUR CONFIANCE DANS LE SYSTÈME DE JUSTICE ET DES ACTEURS QUI LE COMPOSENT.

PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL POUR ADULTES

LE PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL POUR ADULTES (PMRG) A ÉTÉ AUTORISÉ PAR LA MINISTRE EN JUIN 2017 DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE LA TABLE JUSTICE-QUÉBEC. UN PROJET PILOTE A ÉTÉ MIS EN PLACE LE 1ER SEPTEMBRE 2017 JUSQU'AU 31 MARS 2019, DANS TROIS BUREAUX, SOIT SHERBROOKE, SAGUENAY ET JOLIETTE. LE COMITÉ DE TRAVAIL, SOUS LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION DES ORIENTATIONS ET POLITIQUES DU MINISTÈRE, COMPREND DES REPRÉSENTANTS DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP), DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP) ET DU BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (BAVAC) ET D'ÉQUIJUSTICE. LE PROGRAMME PRÉVOIT UNE LISTE D'INFRACTIONS POUR LESQUELLES LES ACCUSÉS PEUVENT ÊTRE ADMISSIBLES. CETTE ADMISSIBILITÉ S'APPLIQUE, SOUS RÉSERVE DE LA DISCRÉTION DU POURSUIVANT, COMPTE TENU DE L'INTÉRÊT DE LA SOCIÉTÉ ET DE LA VICTIME, APRÈS VÉRIFICATION DE CERTAINS CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ AUPRÈS DE L'ACCUSÉ PAR LES SERVICES CORRECTIONNELS DU MSP. LES SERVICES CORRECTIONNELS FONT ÉGALEMENT LE LIEN AUPRÈS D'ÉQUIJUSTICE CENTRAL QUI LUI, TRANSMET LE DOSSIER À L'ÉQUIJUSTICE LOCAL ACCRÉDITÉ LE PLUS PRÈS DU LIEU DE RÉSIDENCE DE L'ACCUSÉ. DE SON CÔTÉ, LE CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC) A LE MANDAT, DANS UN PREMIER TEMPS, D'INFORMER LA VICTIME DE L'EXISTENCE DU PMRG ET DE LA POSSIBILITÉ QUE LE DOSSIER Y SOIT RÉFÉRÉ. UNE FOIS QUE LE DOSSIER EST RÉFÉRÉ AU PMRG, LE CAVAC COMMUNIQUE À NOUVEAU AVEC LA VICTIME AFIN DE L'EN INFORMER ET LUI INDIQUER QU'ÉQUIJUSTICE ENTRERA EN CONTACT AVEC ELLE À CET ÉGARD. UNE FOIS LA MESURE COMPLÉTÉE, L'ÉQUIJUSTICE LOCAL TRANSMET À ÉQUIJUSTICE CENTRAL LE RAPPORT POUR VALIDATION. ÉQUIJUSTICE CENTRAL VALIDE ET SIGNE LE RAPPORT ET LE TRANSMET AU PROCUREUR AU DOSSIER. SI LA MESURE A ÉTÉ COMPLÉTÉE AVEC SUCCÈS, LE POURSUIVANT DEMANDE AU TRIBUNAL LE REJET DES ACCUSATIONS. SI L'ACCUSÉ NE REMPLIT PAS SES ENGAGEMENTS, IL RETOURNE AU PROCESSUS JUDICIAIRE RÉGULIER, SANS QUE SA PARTICIPATION AU PMRG NE LUI SOIT PRÉJUDICIABLE.

LE PROGRAMME FAIT L'OBJET D'UNE RECHERCHE UNIVERSITAIRE PAR MADAME CATHERINE ROSSI, CRIMINOLOGUE DE L'UNIVERSITÉ LAVAL. LE BUT DE CETTE RECHERCHE EST D'ANALYSER L'IMPLANTATION DU PMRG, LA PRISE EN COMPTE DE L'INTÉRÊT ET DES BESOINS DES VICTIMES, SON EFFICACITÉ ET SES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES. POUR CE FAIRE, MADAME ROSSI A OBTENU UNE SUBVENTION DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL. TOUT AU LONG DU PROJET-PILOTE, DES CORRECTIFS PEUVENT ÊTRE APPORTÉS AU BESOIN À LA PROCÉDURE APPLICABLE PAR CHACUN DES PARTENAIRES (DPCP, MSP, CAVAC, ÉQUIJUSTICE).

AU 31 DÉCEMBRE 2018, 462 DOSSIERS ONT ÉTÉ DIRIGÉS POUR ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ DE L'ACCUSÉ AU PMRG (142 À SHERBROOKE, 183 À SAGUENAY, 137 À JOLIETTE, 1 À LAC MÉGANTIC ET 9 À GRANBY ET COWANSVILLE).

LES COÛTS POUR LA RÉALISATION DU PROJET-PILOTE SE SONT ÉLEVÉS À 722 538 $.

PRÉSENTEMENT, LE PMRG EST DÉJÀ EN PLACE À SHERBROOKE, SAGUENAY, JOLIETTE, GRANBY, COWANSVILLE, LAC MÉGANTIC, ALMA, ROBERVAL ET CHIBOUGAMAU.

PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE POUR LES ADULTES EN MILIEU AUTOCHTONE (PMRA) :

LE PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE POUR LES ADULTES EN MILIEU AUTOCHTONE (PMRA) EST ÉGALEMENT AUTORISÉ PAR LA MINISTRE EN VERTU DE L'ARTICLE 717 DU CODE CRIMINEL. IL A ÉTÉ INSTAURÉ EN 2001 ET RÉVISÉ EN 2015 DANS LE BUT NOTAMMENT DE REVOIR LES CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ DES INFRACTIONS COMMISES DANS UN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE. LE PROGRAMME VISE NOTAMMENT À FAVORISER UNE PLUS GRANDE PARTICIPATION DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DANS L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE AU SEIN DE LEUR MILIEU. IL OFFRE UNE OCCASION, POUR UNE PERSONNE ACCUSÉE D'AVOIR COMMIS UNE INFRACTION CRIMINELLE, D'ACCEPTER LA RESPONSABILITÉ DE SA CONDUITE ET À PRENDRE UNE PART ACTIVE À LA RÉPARATION DES TORTS CAUSÉS EN PARTICIPANT À UN PROCESSUS ENCADRÉ DE RÉPARATION ET DE RÉCONCILIATION. IL OFFRE ÉGALEMENT À LA PERSONNE VICTIME L'OCCASION DE PARTICIPER AU PROCESSUS SI ELLE LE SOUHAITE. À L'ISSUE DU PROCESSUS, DES MESURES RÉPARATRICES SONT DÉTERMINÉES.

CE PROGRAMME S'ADRESSE EXCLUSIVEMENT À LA POPULATION AUTOCHTONE DU QUÉBEC ET SON APPLICATION EST ADMINISTRÉE PAR DES COMITÉS DE JUSTICE AUTOCHTONE. LES SERVICES DÉVELOPPÉS PAR LES COMITÉS DE JUSTICE S'INSPIRENT PRINCIPALEMENT DES PRINCIPES DE JUSTICE RÉPARATRICE ET VISENT ENTRE AUTRES DES ACTIVITÉS DE DÉJUDICIARISATION, DE DÉTERMINATION DE LA PEINE ET DE SENSIBILISATION ET D'ÉDUCATION AU SEIN DE LA POPULATION.

LE PMRA EST EN PLACE DANS 25 COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES. PRÉCISONS QUE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME EST SOUS LA RESPONSABILITÉ DU DPCP, QUI DOIT CONCLURE À CET EFFET UN PROTOCOLE D'ENTENTE ENTRE LE REPRÉSENTANT DU COMITÉ DE JUSTICE OU SES AUTORITÉS POLITIQUES ET LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) REPRÉSENTÉ PAR LE PROCUREUR EN CHEF DE LA RÉGION CONCERNÉE.

NATION	COMMUNAUTÉ	DATE DE SIGNATURE	NOUVEAU PMRA	PMRA AVEC VIOLENCE CONJUGALE
MOHAWK	AKWESASNE	25 AOÛT 2004		
CRIE	MISTISSINI	30 NOVEMBRE 2006		
	WASKAGANISH	15 MARS 2010		
	WHAPMAGOOSTUI	22 DÉCEMBRE 2012		
	CHISASIBI	24 JANVIER 2012		
	WASWANIPI	13 FÉVRIER 2012		
	NEMASKA	21 JANVIER 2013		
	OUJÉ-BOUGOUMOU	20 DÉCEMBRE 2016		
	WEMINDJI		17 AVRIL 2018	
INUITE	AUPALUK	2 MAI 2003	11 OCTOBRE 2018	
	KANGIRSUK	29 AVRIL 2003	11 OCTOBRE 2018	
	KUUJJUARAPIK	1 MAI 2003	11 OCTOBRE 2018	
	PUVIRNITUQ	30 AVRIL 2003	11 OCTOBRE 2018	
	SALLUIT	5 MAI 2003	11 OCTOBRE 2018	
	QUAQTAQ	30 AVRIL 2003	11 OCTOBRE 2018	
	KUUJJUAQ	7 JUIN 2013	11 OCTOBRE 2018	
	KANGIQSUALUJJUAQ	3 JUIN 2013	11 OCTOBRE 2018	
	INUKJUAK	15 FÉVRIER 2010	11 OCTOBRE 2018	
	KANGIQSUJUAQ	16 MAI 2017	11 OCTOBRE 2018	
ATIKAMEWK	OPITCIWAN	20 DÉCEMBRE 2011		
	MANAWAN		16 AVRIL 2018	16 AVRIL 2018
	WEMOTACI		16 AVRIL 2018	16 AVRIL 2018
NASKAPIE	KAWAWACHIKAMACH	4 DÉCEMBRE 2012		
MICMAC	LISTUGUJ	DÉCEMBRE 2013		
ALGONQUINE	KITIGAN ZIBI		18 OCTOBRE 2018	

LES COÛTS DES PROJETS SONT INCLUS A MÊME LES BUDGETS DES COMITÉS DE JUSTICE ET NE SONT PAS COMPTABILISÉS DE FAÇON DISTINCTE. IL EST IMPORTANT DE NOTER QUE LE TRAITEMENT, LES RESSOURCES ALLOUÉES ET LES HEURES DE TRAVAIL NÉCESSAIRES AU CHEMINEMENT D'UN DOSSIER VARIENT LARGEMENT D'UN CAS À UN AUTRE ET D'UN COMITÉ DE JUSTICE A L'AUTRE. DANS LE CADRE DE SON APPROCHE, LE MINISTÈRE RESPECTE L'AUTONOMIE QUE LE MILIEU ATTEND DES GOUVERNEMENTS EN MATIÈRE DE JUSTICE AU SEIN DE LEURS COMMUNAUTÉS.

P.118 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2019, DU BILAN BUDGÉTAIRE DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE POUR LA MISE EN ŒUVRE DES LOIS CRIMINELLES ADOPTÉES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN VERTU DU CODE CRIMINEL. VENTILATION PAR :

A. **LOIS ADOPTÉES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ;**
B. **IMPACT SUR LES REVENUS EN 2018-2019;**
C. **IMPACT SUR LES REVENUS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES;**
D. **IMPACT SUR LES DÉPENSES EN 2018-2019;**
E. **IMPACT SUR LES DÉPENSES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.**

MINISTÈRE

LE MINISTÈRE MET EN ŒUVRE LES LOIS CRIMINELLES ADOPTÉES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL. LES REVENUS ET DÉPENSES À CE TITRE NE SONT CEPENDANT PAS ISOLÉES DES AUTRES ACTIVITÉS DU MINISTÈRE.

P.119 LES SOMMES PERÇUES EN VERTU DE LA CONTRIBUTION RÉCLAMÉE SUR UN CONSTAT D'INFRACTION POUR TOUTE INFRACTION RELATIVE À UNE LOI DU QUÉBEC DEPUIS 2014 (ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DU QUÉBEC) ET VERSÉES AU FONDS ACCÈS JUSTICE. INDIQUER LES SOMMES PERÇUES POUR CHAQUE MOIS EN 2018-2019.

MINISTÈRE

LA SOMME DES CONTRIBUTIONS PÉNALES PERÇUES EN 2018-2019 ET VERSÉES AU FONDS ACCÈS JUSTICE TOTALISE 11 418 888 $.

MOIS	$
AVRIL	1 209 424
MAI	1 003 331
JUIN	655 531
JUILLET	1 661 622
AOÛT	202 037
SEPTEMBRE	1 495 976
OCTOBRE	2 000 729
NOVEMBRE	349 761
DÉCEMBRE	823 096
JANVIER	1 670 427
FÉVRIER	346 954
MARS	N/D
TOTAL	**11 418 888**

P.120 CONCERNANT LES REVENUS DÉCOULANT DE LA CONTRIBUTION PÉNALE À L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE, INDIQUER :

A. **LE NOMBRE DE CONTRIBUTIONS ET LES REVENUS TOTAUX ENREGISTRÉS;**
B. **LE NOMBRE ET LES MONTANTS DE 10 $, DE 20 $ ET DE 25 % D'UNE AMENDE, VERSÉS AU FONDS D'AIDE AUX VICTIMES;**
C. **LE NOMBRE ET LES MONTANTS DE 8 $ ET DE 4 $ VERSÉS AU FONDS ACCÈS JUSTICE;**
D. **LES SOMMES VERSÉES AU FONDS CONSOLIDÉ DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC PROVENANT DE CES CONTRIBUTIONS ET LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ FINANCÉS OU QUI SERONT FINANCÉS PAR ELLES.**

POUR CHACUNE DES CATÉGORIES DE CONTRIBUTION (14 $, 20 $, 40 $ OU 25 %), INDIQUER LEUR UTILISATION / RÉPARTITION CONFORMÉMENT AU DERNIER PARAGRAPHE DE L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. PAR EXEMPLE, INDIQUER LE MONTANT TOTAL DE LA PART DES CONTRIBUTIONS DE 20 $ TRANSFÉRÉ AU CAVAC, AU FAJ, ETC.

MINISTÈRE

LA SOMME DES CONTRIBUTIONS PÉNALES PERÇUES EN 2018-2019 DE 44 811 178 $ EST RÉPARTIE COMME SUIT :

13 902 894 $ (10 $) VERSÉS AU FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS POUR SOUTENIR LES ACTIVITÉS DU FONDS.

11 418 888 $ (8 $) VERSÉS AU FONDS D'ACCÈS À LA JUSTICE POUR SOUTENIR LES ACTIVITÉS DU FOND

19 489 396 $ VERSÉS AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU.

LES SOMMES SONT REÇUES SELON L'AFFECTATION PRÉVUE À L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE, TOUTEFOIS, CELA NE NOUS PERMET PAS DE VENTILER LES SOMMES EN FONCTIONS DU MONTANT DES CONTRIBUTIONS INDIVIDUELLES (14 $, 20 $, 40 $, 25 %).

P.121 INDIQUER LES MESURES DÉPLOYÉES ET LES SOMMES ENGAGÉES PAR VOTRE MINISTÈRE OU ORGANISME EN 2018-2019 POUR PRÉVENIR ET LUTTER CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES DANS LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES.

MINISTÈRE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION P.21.

P.122 STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉS ET ACCEPTÉES EN 2018-2019. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, VENTILER PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE, ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LE TABLEAU QUI SUIT DONNE LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION, SELON LE PRINCIPAL MOTIF DE DISCRIMINATION INVOQUÉ ET LE SECTEUR D'ACTIVITÉS OÙ SE SERAIENT DÉROULÉS LES ÉVÈNEMENTS AU SOUTIEN DE CES PLAINTES.

	TRAVAIL	LOGEMENT	ACTE JURIDIQUE / BIENS ET SERVICES	ACCÈS TRANSPORTS ET LIEUX PUBLICS	AUTRE	NP / NA*	TOTAL 2018-2019 (28 FÉV)
ÂGE	31	10	5	2	0		**48**
ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	39	0	0	0	0		**39**
CONDITIONS SOCIALES	3	9	1	0	0		**13**
CONVICTIONS POLITIQUES	4	0	2	1	1		**8**
ÉTAT CIVIL	7	5	3	0	0		**15**
EXPLOITATION	0	0	0	0	51		**51**
GROSSESSE	16	2	0	1	0		**19**
HANDICAP	113	6	50	31	3		**203**
IDENTITÉ OU EXPRESSIONS DU GENRE	7	0	4	0	3		**14**
LANGUE	7	1	2	0	0		**10**
ORIENTATION SEXUELLE	1	1	0	0	4		**6**
RACE / COULEUR / ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	42	20	21	14	46		**143**
RELIGION	5	1	3	4	3		**16**
SEXE	18	1	4	0	0		**23**
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS*						14	**14**
TOTAL	**293**	**56**	**95**	**53**	**111**	**14**	**622**
% 2018-2019	**47 %**	**9 %**	**15 %**	**9 %**	**18 %**	**2 %**	**100 %**
% 2017-2018	**48 %**	**7 %**	**17 %**	**14 %**	**15 %**	**0 %**	**100 %**

*LE MOTIF ET LE SECTEUR N'ONT PAS ENCORE ÉTÉ SPÉCIFIÉS.

SELON LES DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2019, L'ANNÉE 2018-2019 MONTRE UNE AUGMENTATION DU NOMBRE DE PLAINTES DE 11 % EN COMPARAISON AVEC L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

LE NOMBRE DE FOIS *OÙ LE HANDICAP A ÉTÉ INVOQUÉ COMME* MOTIF DE DISCRIMINATION DEMEURE STABLE AVEC 32,6 % DE L'ENSEMBLE DES PLAINTES. IL EST IMPORTANT DE PRÉCISER QUE 55,7 % DE CES PLAINTES SONT LIÉES AU SECTEUR DE L'EMPLOI.

AU DEUXIÈME RANG, LES MOTIFS FUSIONNÉS RACE-COULEUR-ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE REPRÉSENTENT 23 % DE L'ENSEMBLE DES PLAINTES. LE NOMBRE DE PLAINTES LIÉES À CES MOTIFS EST EN BAISSE DE 10 % EN COMPARAISON AVEC L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

IL FAUT MENTIONNER QUE LES MOTIFS DE L'ÂGE (48) ET DE L'EXPLOITATION DES PERSONNES AÎNÉES (51) PRIS ENSEMBLE REPRÉSENTENT 16 % DES PLAINTES, CE QUI LES PLACE AU TROISIÈME RANG.

LA TOTALITÉ DES PLAINTES LIÉES AU SECTEUR DU TRAVAIL REPRÉSENTE TOUT PRÈS DE LA MOITIÉ DE TOUTES LES PLAINTES REÇUES AVEC 293 PLAINTES AU 28 FÉVRIER 2019 (47 %).

LES PLAINTES FONDÉES SUR LE MOTIF DE LA RELIGION ONT SUBI UNE TRÈS LÉGÈRE AUGMENTATION PASSANT DE 11 À 16 PLAINTES AU TOTAL, SOIT AUTOUR DE 2,6 %.

DEMANDE D'ENQUÊTE CHARTE

LE TABLEAU SUIVANT DONNE LE NOMBRE DE DEMANDES D'ENQUÊTE REÇUES, SELON LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES.

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2018-2019 (28 FÉV)
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	19
BAS-SAINT-LAURENT	18
CAPITALE NATIONALE	113
CHAUDIÈRE-APPALACHES	30
CÔTE-NORD	7
ESTRIE	53
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	11
LANAUDIÈRE	72
LAURENTIDES	85
LAVAL	75
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	64
MONTÉRÉGIE	174
MONTRÉAL	482
NORD-DU-QUÉBEC	4
OUTAOUAIS	60
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	38
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS*	450
TOTAL DEMANDES D'ENQUÊTE CHARTE	1755

*LA RÉGION N'EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

SELON LES DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2019, LES 1755 DEMANDES D'ENQUÊTE ONT MENÉ À L'OUVERTURE DE 622 DOSSIERS DE PLAINTE, UN TAUX DE RÉTENTION DE 35 %.

DOSSIERS OUVERTS CHARTE

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2018-2019 (28 FEV)
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4
BAS-SAINT-LAURENT	10
CAPITALE NATIONALE	55
CHAUDIÈRE-APPALACHES	16
CÔTE-NORD	1
ESTRIE	22
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	6
LANAUDIÈRE	38
LAURENTIDES	32
LAVAL	40
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	24
MONTÉRÉGIE	82
MONTRÉAL	228
NORD-DU-QUÉBEC	0
OUTAOUAIS	32
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	12
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS*	20
TOTAL DOSSIERS OUVERTS	622

*LA RÉGION N'EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

DOSSIERS FERMÉS CHARTE

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2018-2019 (28 FEV)	PROJECTION 2018-2019 1ER AVRIL 2018 AU 31 MARS 2019
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	7	8
BAS-SAINT-LAURENT	3	3
CAPITALE NATIONALE	49	54
CHAUDIÈRE-APPALACHES	9	10
CÔTE-NORD	3	3
ESTRIE	11	12
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1	1
LANAUDIÈRE	17	19
LAURENTIDES	36	39
LAVAL	28	31
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	23	25
MONTÉRÉGIE	67	73
MONTRÉAL	222	243
NORD-DU-QUÉBEC	0	0
OUTAOUAIS	19	21
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	12	13
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS*	19	21
TOTAL DOSSIERS FERMÉS	**526**	**575**

*LA RÉGION N'EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉS PAR LA COMMISSION, SELON LE MOTIF

	2018-2019 (28 FEV)
EXPLOITATION DES PERSONNES ÂGÉES	45
EXPLOITATION DES PERSONNES HANDICAPÉES	6
TOTAL	**51**

LA COMMISSION TRAITE DES DOSSIERS D'EXPLOITATION DE PERSONNES ÂGÉES ET DE PERSONNES HANDICAPÉES, SOIT À PARTIR DU DÉPÔT D'UNE PLAINTE PAR LA VICTIME ELLE-MÊME OU SUR LA BASE D'UNE DÉNONCIATION D'UN TIERS. DANS CE DERNIER CAS, L'ENQUÊTE EST INITIÉE PAR DE LA COMMISSION.

AU COURS DE L'ANNÉE 2018-2019, SELON LES DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2019, LA COMMISSION A INITIÉ 51 NOUVELLES ENQUÊTES DE SA PROPRE INITIATIVE, DONT 45 SONT RELATIVES À DES SITUATIONS D'EXPLOITATION DE PERSONNES ÂGÉES, SOIT LE DOUBLE PAR RAPPORT À L'ANNÉE DERNIÈRE.

LE NOMBRE DE DEMANDES INTRODUCTIVES D'INSTANCE PRÉSENTÉES PAR LA COMMISSION DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE AU 28 FÉVRIER 2019 EST DE 46. LE NOMBRE DE DOSSIERS ACTIFS DEVANT LE TRIBUNAL EST DE 86, DONT CERTAINS DOSSIERS OÙ LA COMMISSION REGROUPE LES LITIGES POUR LE COMPTE DE PLUSIEURS VICTIMES, DONT NOTAMMENT UN DOSSIER OÙ LA COMMISSION REPRÉSENTE 160 PERSONNES ET DANS UN AUTRE DOSSIER 35 PERSONNES.

IL N'Y A PAS DE PLAINTE EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE. CEPENDANT, LES DEMANDES REÇUES À CE SUJET SONT RÉFÉRÉES AU SERVICE CONSEIL EN ACCOMMODEMENT RAISONNABLE (SCAR) DE LA COMMISSION.

SELON LES DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2019, IL Y A UNE DIMINUTION DE 17 % DE CES DEMANDES. PARMI LES DEMANDES REÇUES PRÉSENTÉES AU TABLEAU SUIVANT, LE MOTIF INVOQUÉ EST LE HANDICAP DANS 78 % DES DEMANDES.

NOMBRE DE DEMANDES D'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE REÇUE PAR MOTIF

	2018-2019 (28 FEV)
ÂGE	4
ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	1
CONDITION SOCIALE	0
CONVICTIONS POLITIQUES	0
ÉTAT CIVIL	0
EXPLOITATION	0
GROSSESSE	3
HANDICAP	76
IDENTITÉ OU EXPRESSION DU GENRE	2
LANGUE	3
ORIENTATION SEXUELLE	0
RACE/COULEUR/ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	4
RELIGION	3
SEXE	1
NON PRÉCISÉ, DONNÉES EN TRAITEMENT	0
TOTAL	**97**

P.123 LISTE DES RECOMMANDATIONS OU DES AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET AUX ORGANISMES EN 2018-2019 ET SUIVI APPORTÉ. PRÉCISER QUELS AVIS ET RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ DEMANDÉS ET LESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS PAR LA COMMISSION DE SA PROPRE INITIATIVE. PRÉCISER LES SOMMES DÉPENSÉES PAR LA COMMISSION POUR LE VOLET « RECOMMANDATIONS ET AVIS » DE SES ACTIVITÉS ET LE POURCENTAGE QUE CES SOMMES REPRÉSENTENT SUR L'ENSEMBLE DE SES DÉPENSES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

1. **SUIVI EN COURS**
2. **RECOMMANDATION(S) SUIVIE(S) EN TOUT OU EN PARTIE**
3. **RECOMMANDATION(S) NON SUIVIE(S)**

○ LETTRE – LA DIVULGATION D'INFORMATIONS RELATIVES À LA SANTÉ MENTALE CONTENUES DANS LES DOSSIERS DE POLICE DANS LE CADRE D'ENQUÊTES D'ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES ▪ INITIATIVE ENVOI LE 9 AVRIL 2018 MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	3
○ LETTRE – COMMENTAIRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE SUR L'AVANT-PROJET DE DÉCLARATION D'EREVAN ▪ DEMANDE ENVOI LE 11 AVRIL 2018 MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE	2
○ LETTRE – COMMENTAIRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE CONCERNANT LE PROJET DE LOI N° 173, LOI VISANT PRINCIPALEMENT À INSTAURER UN REVENU DE BASE POUR DES PERSONNES QUI PRÉSENTENT DES CONTRAINTES SÉVÈRES À L'EMPLOI ▪ INITIATIVE ENVOI LE 12 AVRIL 2018 COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	3
○ MÉMOIRE SUR LE PROJET DE LOI N° 168, LOI VISANT À FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE ET À EN ACCROÎTRE L'EFFICACITÉ (PROJET DE LOI MORT AU FEUILLETON) ▪ INITIATIVE ENVOI LE 16 AVRIL 2018 (ADOPTÉ LE 23 FÉVRIER 2018) MINISTÈRE DE LA JUSTICE	3
○ LETTRE – COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE RÈGLEMENT SUR L'IMMIGRATION AU QUÉBEC ▪ INITIATIVE ENVOI LE 14 MAI 2018 MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION	2
○ MÉMOIRE À LA COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE – PROJET DE LOI N° 176, LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES NORMES DU TRAVAIL ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES AFIN PRINCIPALEMENT DE FACILITER LA CONCILIATION FAMILLE-TRAVAIL ▪ DEMANDE PRÉSENTATION LE 29 MAI 2018 ENVOI LE 4 JUIN 2018 MINISTÈRE DE LA JUSTICE	2
○ LE RESPECT DES DROITS DES ÉLÈVES HDAA ET L'ORGANISATION DES SERVICES ÉDUCATIFS DANS LE RÉSEAU SCOLAIRE QUÉBÉCOIS : UNE ÉTUDE SYSTÉMIQUE ▪ INITIATIVE ENVOI LE 6 JUIN 2018 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	1
○ MÉMOIRE À LA COMMISSION DES INSTITUTIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE – PROJET DE LOI N° 96, LOI MODIFIANT LE CODE CIVIL, LE CODE DE PROCÉDURE CIVILE ET LA LOI SUR LE CURATEUR PUBLIC EN MATIÈRE DE PROTECTION DES PERSONNES (PROJET DE LOI MORT AU FEUILLETON) ▪ INITIATIVE ENVOI LE 20 JUIN 2018 (ADOPTÉ LE 21 OCTOBRE 2016) MINISTÈRE DE LA FAMILLE	3

○ Commentaires sur le projet de loi n° 2, Loi resserrant l'encadrement du cannabis ▪ Initiative Envoi le 25 février 2019 Commission de la santé et des services sociaux Ministère de la Santé et des Services sociaux Ministère de la Justice	1
○ Mémoire à la Commission des relations avec les citoyens de l'Assemblée nationale – Projet de loi n° 9, Loi visant à accroître la prospérité socio-économique du Québec et à répondre adéquatement aux besoins du marché du travail par une intégration réussie des personnes immigrantes. ▪ Demande Présentation le 28 février 2019	1

Estimation des dépenses reliées au volet Recommandations et Avis

	Rémunération		**Fonctionnement**	
	Professionnels	Emplois technique et bureau		
Nombre ETC utilisés	**2.46**	**0.63**		
ETC total des effectifs RECHERCHE	*9.08*	*1.91*		
Pourcentage =	**27.1%**	**33.0%**		
Rémunération RCH complète	*992 176 $*	*102 713 $*		*
Rémunération (selon nombre ETC…)	**268 805 $**	**33 879 $**		
Rémunération totale CDPDJ	*10 521 981 $*	*10 521 981 $*		*
Pourcentage =	**2.6%**	**0.3%**		
Frais de déplacement			*989 $*	
Frais de déplacement CDPDJ			*71 660 $*	
Pourcentage			**1.4%**	
TOTAL des dépenses RCH (UTILISÉ)			**303 673 $**	
TOTAL DES DÉPENSES CDPDJ	***(D17 + FONCTIONNEMENT DÉPENSE TOTALE)***		**13 385 214 $**	
Pourcentage sur Budget total CDPDJ			**2.3%**	

* Excluant contribution employeur

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

EN RÉPONSE À CETTE QUESTION, IL NOUS APPARAÎT IMPORTANT DE DONNER UNE VUE D'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS POUR BIEN COMPRENDRE LES RÉSULTATS EN TERMES DE DÉLAIS.

DEMANDES À L'ACCUEIL

	2018-2019 (1 MARS)
	TOTAL
SECTEUR DROITS DE LA PERSONNE	7936
SECTEUR DROITS DE LA JEUNESSE	1488
DEMANDES À PORTÉE GÉNÉRALE	1783
TOTAL	**11 207**

SELON LES DONNÉES AU 1ER MARS 2019, EN COMPARAISON AVEC L'ANNÉE PRÉCÉDENTE, IL FAUT CONSTATER UNE LÉGÈRE DIMINUTION DE 2 % DU NOMBRE TOTAL DES DEMANDES À L'ACCUEIL. LE NOMBRE DES DEMANDES À PORTÉE GÉNÉRALE A AUGMENTÉ DE 11 %, CELUI DU SECTEUR DES DROITS DE LA PERSONNE A DIMINUÉ DE 6,6 % ET CELUI DU SECTEUR DES DROITS DE LA JEUNESSE A AUGMENTÉ DE 12 %.

1. LES PLAINTES EN CHARTE

SELON LES DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2019, LE NOMBRE DE DEMANDES CONSIDÉRÉES COMME DES PLAINTES ET SOUMISES À UN EXERCICE RIGOUREUX DE RECEVABILITÉ QUANT À NOTRE COMPÉTENCE D'ENQUÊTE A FAIT UN BOND DE 32 % EN COMPARAISON AVEC CELUI DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

	2018-2019 (28 FÉV)
	TOTAL
NOMBRE DE PLAINTES CHARTE	1755

2. DOSSIERS D'ENQUÊTES OUVERTS

UNE FOIS L'EXERCICE DE RECEVABILITÉ COMPLÉTÉ, LES DEMANDES JUGÉES RECEVABLES MÈNENT À L'OUVERTURE D'UN DOSSIER D'ENQUÊTE.

SELON LES DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2019, LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS MENANT AU PROCESSUS D'ENQUÊTE A AUGMENTÉ DE 11 % PAR RAPPORT À L'EXERCICE PRÉCÉDENT.

	2018-2019 (28 FÉV)
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS	622

3. DOSSIERS FERMÉS

UN DOSSIER FERMÉ EST UN DOSSIER TRAITÉ ET FINALISÉ SELON UN RÉSULTAT SPÉCIFIQUE, ALLANT DU DÉSISTEMENT DE LA PERSONNE PLAIGNANTE, À LA FERMETURE EN RAISON DE L'INSUFFISANCE DE LA PREUVE OBTENUE, DU RÈGLEMENT INTERVENU ENTRE LES PARTIES PAR LE PROCESSUS DE MÉDIATION OU ENCORE, DE L'OBTENTION D'UN JUGEMENT D'UN TRIBUNAL.

AU 28 FÉVRIER 2019, LE NOMBRE DES DOSSIERS TRAITÉS ET FINALISÉS POUR L'ANNÉE 2018-2019 A DIMINUÉ DE 16 % EN COMPARAISON AVEC L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

	2018-2019 (28 FÉV)
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE FERMÉS	526

4. Dossiers actifs

Le nombre de dossiers actifs a augmenté de 11,4 % cette année par rapport au nombre de dossiers actifs à la fin de l'exercice 2017-2018.

	2018-2019 (28 fév)
	Total
Nombre de dossiers d'enquête actifs	1179

5. Les délais

Le calcul du délai se fait de la date de la réception de la plainte signée, jusqu'à la date à laquelle la Commission, par l'entremise de son comité des plaintes ou de son président, prend une décision. Le contrôle du délai n'étant plus sous la propre et seule autorité de la Commission une fois cette décision rendue, le calcul du délai exclut les étapes de la négociation des mesures de redressement et de la judiciarisation du dossier.

Pour la dernière année, le délai de traitement des dossiers, sans judiciarisation, atteint 624 jours, une hausse de 20 % par rapport à l'an dernier. Cette hausse s'explique notamment par les efforts déployés pour traiter les dossiers ayant cumulé les plus longs délais, ce qui a un impact sur le calcul du délai moyen, et les absences et mouvements de personnel au sein de l'équipe assignée au traitement des plaintes.

Sans judiciarisation	2018-2019 (28 fév)
	Total
Délai moyen de traitement (en jours)	624

P.125 LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES, DES COMMISSIONS SCOLAIRES, DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX PARTICIPANT À UN PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI AU 31 MARS 2019, ET BILAN DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI À CE JOUR.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES
PROGRAMME D'OBLIGATION CONTRACTUELLE
AU 31 MARS 2019

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

GROUPE CÉDRICO INC.
RTD DISTRIBUTIONS LTÉE

TOTAL : 2

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

ALCAN INTERNATIONAL LIMITÉE CENTRE RECHERCHE DEV. ARVIDA
ÉQUIPEMENTS SIGMA INC.
NUTRINOR, COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE DU SAGUENAY LAC ST-JEAN

TOTAL : 3

RA03 : QUÉBEC

ABB BOMEM INC.
COSSETTE COMMUNICATION INC.
DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE
ENGLOBE CORP.
ENTREPRISES JULIEN INC.
INDUSTRIELLE-ALLIANCE COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE
INDUSTRIES MAIBEC INC.
INGÉNIERIE ÉLECTRO-OPTIQUE EXFO INC.
IRON MOUNTAIN CANADA CORPORATION
J.B. DESCHAMPS INC.
LEVIO CONSEILS INC.
MOMENTUM TECHNOLOGIES INC.
NORDA STELO INC.
NURUN INC.
R3D CONSEIL INC.
SERVICE ALIMENTAIRE GORDON LTÉE
SERVICES ÉNERGÉTIQUES ÉCOSYSTEM INC. (LES)
SSQ VIE
STADACONA S.E.C.
TECHNOCONSEIL (TC) INC
WESCO DISTRIBUTION CANADA INC.
WSP CANADA INC.

TOTAL : 22

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

DUCHESNE & FILS LTÉE
G.A. BOULET INC.
MEUBLES CANADEL INC.
SÉCURITÉ DE FRANCHEVILLE INC.

TOTAL : 4

RA05 : ESTRIE

SIGNALISATION LAURENTIENNE INC., DIV. GROUPE SIGNALISATION

TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

ADVANTECH TECHNIQUES DE POINTE POUR FAISCEAUX HERTZIENS INC.
AECOM CONSULTANTS INC.
ALIMENTS PARMALAT INC. (LES) / DIVISION PARMALAT CANADA
AUTODESK CANADA INC.
BEAUDOIN HURENS INC.
CANON CANADA INC. DIVISION SOLUTIONS D'AFFAIRES
CARTONS ST-LAURENT INC. (SMURFIT-STONE)
CMC ÉLECTRONIQUE INC.
DOMTAR INC.
DOUBLETEX
ÉQUIPEMENT SMS INC.
ERNST & YOUNG
ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC.
FUJITSU CONSEIL (CANADA) INC.
GHD CONSULTANTS LTÉE
GROUPE CGI INC.
GROUPE CONSEIL FXINNOVATION INC.
GROUPE CONSEIL OSI INC.
GROUPE SNC-LAVALIN INC.
ESIT CANADA SERVICES AUX ENTREPRISES CIE
IBM CANADA LTÉE
INDUSTRIES GOODWILL RENAISSANCE MONTRÉAL INC.
INDUSTRIES WAJAX LIMITÉE
KPMG
KRUGER INC.
LAFARGE CANADA INC. / USINE DE ST-CONSTANT
LE GROUPE DE SÉCURITÉ GARDA INC.
LES SERVICES EXP INC.
LINDE CANADA LIMITÉE
MICHAEL ROSSY LTÉE
MPB COMMUNICATIONS INC.
NCR CANADA LTÉE
NEPTUNE SECURITY SERVICES INC.
ORACLE CORPORATION CANADA INC.
PAGEAU MOREL & ASSOCIÉS INC.
PITNEY BOWES DU CANADA LTÉE
PRICEWATERHOUSECOOPERS
REXEL CANADA ÉLECTRIQUE INC./DIVISION NEDCO
SERVICES FINANCIERS NCO INC.
SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS INC
SOCIÉTÉ TRADER/TRADER CORPORATION
STELLA-JONES INC.
SUPREMEX INC.
SYSCO SERVICES ALIMENTAIRES DU CANADA INC.
TELAV INC.
TETRA TECH QI INC.
TRANSELEC/COMMON INC.
ULTRAMAR CANADA INC.
UNISOURCE CANADA INC. (DEVENUE VERITIV CANADA INC.)
VALACTA, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE
VEOLIA ES CANADA SERVICES INDUSTRIELS INC.
XEROX CANADA LTÉE

TOTAL : 52

RA07 : OUTAOUAIS

LA RELANCE OUTAOUAIS INC.
LAUZON - PLANCHERS DE BOIS EXCLUSIFS INC.

TOTAL : 2

RA08 : ABITIBI

BEN DESHAIES INC.
IAMGOLD CORPORATION
MINES AGNICO EAGLE LIMITÉE
TEMBEC INC.
UNIBOARD CANADA INC.

TOTAL : 5

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

SOCIÉTÉ CANADIENNE DE SEL - DIVISION MINES SELEINE

TOTAL : 1

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

BERTRAND DISTRIBUTEUR EN ALIMENTATION INC.
BOULANGERIE SAINT-MÉTHODE INC.
CANAM BÂTIMENTS ET STRUCTURES INC.
IMPRIMERIE INTERGLOBE INC.
IMPRIMERIE SOLISCO INC.
IPL INC.
LAINAGES VICTOR LTÉE
MAINTENANCE EUREKA LTÉE
MONTEL INC.
PRÉVOST - DIVISION DU GROUPE VOLVO CANADA INC.
ROUSSEAU MÉTAL INC.
TEKNION ROY & BRETON

TOTAL : 12

RA13 : LAVAL

CIMA - SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE
IDÉAL MÉTAL INC.
MICHELIN AMÉRIQUE DU NORD (CANADA) INC.
MULTI-MARQUES (DISTRIBUTION) INC.
SAMUEL & FILS & CIE (QUÉBEC) LTÉE
STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE
SUPÉRIEUR PROPANE INC.
TRIMAX SÉCURITÉ INC

TOTAL : 8

RA14 : LANAUDIÈRE

BRIGESTONE/FIRESTONE CANADA INC.

TOTAL : 1

RA15 : LAURENTIDES

SAFRAN SYSTÈMES D'ATTERRISSAGE CANADA INC.
PG SOLUTIONS INC.
SONEPAR DISTRIBUTION INC.DIVISION LUMEN ET ROY MARCHAND
TEXTRON CANADA LTÉE DIVISION BELL HELICOPTER TEXTRON

TOTAL : 4

RA16 : MONTÉRÉGIE

AGROPUR COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE
AIRBOSS PRODUITS D'INGÉNIERIE INC.
ALIMPLUS INC.
BOMBARDIER TRANSPORT CANADA INC.
BOULANGERIE GADOUA LTÉE
GOODFELLOW INC.
GROUPE ABS INC.
GROUPE LACASSE INC.
LES COMPAGNIES DU GROUPE DATA
LES PRODUITS NEPTUNE INC.
MATÉRIEL INDUSTRIEL LTÉE
MOORE WALLACE CORPORATED
UNI-SELECT INC

TOTAL : 13

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

P.H. VITRES D'AUTOS INC.

TOTAL : 1

GRAND TOTAL : 131

LISTE DES ORGANISMES PUBLICS
ASSUJETTIS À LA LOI
AU 31 MARS 2019

ÉDUCATION - CÉGEPS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

CÉGEP DE LA POCATIÈRE
CÉGEP DE MATANE
CÉGEP DE RIMOUSKI
CÉGEP DE RIVIÈRE-DU-LOUP

TOTAL : 4

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

CÉGEP DE CHICOUTIMI
CÉGEP DE JONQUIÈRE
CÉGEP DE SAINT-FÉLICIEN
COLLÈGE D'ALMA

TOTAL : 4

RA03 : QUÉBEC

CÉGEP DE LIMOILOU
CÉGEP DE SAINTE-FOY
COLLÈGE FRANÇOIS-XAVIER-GARNEAU

TOTAL : 3

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

CÉGEP DE TROIS-RIVIÈRES
COLLÈGE SHAWINIGAN

TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE

CÉGEP DE SHERBROOKE
CHAMPLAIN RÉGIONAL COLLEGE

TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

CÉGEP ANDRÉ-LAURENDEAU
CÉGEP DE SAINT-LAURENT
CÉGEP DU VIEUX-MONTRÉAL
CÉGEP MARIE-VICTORIN
COLLÈGE AHUNTSIC
COLLÈGE DE BOIS-DE-BOULOGNE
COLLÈGE DE MAISONNEUVE
COLLÈGE DE ROSEMONT
COLLÈGE GÉRALD-GODIN
DAWSON COLLEGE
JOHN ABBOTT COLLEGE
VANIER COLLEGE

TOTAL : 12

RA07 : OUTAOUAIS

COLLÈGE DE L'OUTAOUAIS
HERITAGE COLLEGE

TOTAL : 2

RA08 : ABITIBI

CÉGEP DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

TOTAL : 1

RA09 : Côte-Nord

Cégep de Baie-Comeau
Cégep de Sept-Îles

Total : 2

RA11 : Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine

Cégep de la Gaspésie et des Îles

Total : 1

RA12 : Chaudière-Appalaches

Cégep Beauce-Appalaches
Cégep de Lévis-Lauzon
Cégep de Thetford

Total : 3

RA13 : Laval

Collège Montmorency

Total : 1

RA14 : Lanaudière

Cégep régional de Lanaudière

Total : 1

RA15 : Laurentides

Cégep de Saint-Jérôme
Collège Lionel-Groulx

Total : 2

RA16 : Montérégie

Cégep de Granby Haute-Yamaska
Cégep de Saint-Hyacinthe
Cégep de Sorel-Tracy
Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu
Collège de Valleyfield
Collège Édouard-Montpetit

Total : 6

RA17 : Centre-du-Québec

Cégep de Drummondville
Cégep de Victoriaville

Total : 2

Éducation – Collèges privés

RA03 : Québec

Campus Notre-Dame-de-Foy
Collège Mérici

Total : 2

RA04 : Mauricie—Bois-Francs

Collège Laflèche

Total : 1

RA06 : MONTRÉAL

COLLÈGE ANDRÉ-GRASSET
COLLÈGE LASALLE
COLLÈGE MARIANOPOLIS
COLLÈGE SAINTE-ANNE

TOTAL : 4

ÉDUCATION – COMMISSIONS SCOLAIRES

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

COMMISSION SCOLAIRE DE KAMOURASKA — RIVIÈRE-DU-LOUP
COMMISSION SCOLAIRE DES MONTS-ET-MARÉES
COMMISSION SCOLAIRE DES PHARES
COMMISSION SCOLAIRE DU FLEUVE-ET-DES-LACS

TOTAL : 4

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

COMMISSION SCOLAIRE DE LA JONQUIÈRE
COMMISSION SCOLAIRE DES RIVES-DU-SAGUENAY
COMMISSION SCOLAIRE DU LAC-SAINT-JEAN
COMMISSION SCOLAIRE DU PAYS-DES-BLEUETS

TOTAL : 4

RA03 : QUÉBEC

COMMISSION SCOLAIRE CENTRAL QUÉBEC
COMMISSION SCOLAIRE DE CHARLEVOIX
COMMISSION SCOLAIRE DE LA CAPITALE
COMMISSION SCOLAIRE DE PORTNEUF
COMMISSION SCOLAIRE DES DÉCOUVREURS
COMMISSION SCOLAIRE DES PREMIÈRES-SEIGNEURIES

TOTAL : 6

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

COMMISSION SCOLAIRE DE L'ÉNERGIE
COMMISSION SCOLAIRE DU CHEMIN-DU-ROY

TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE

COMMISSION SCOLAIRE DE LA RÉGION-DE-SHERBROOKE
COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTS-CANTONS
COMMISSION SCOLAIRE DES SOMMETS
COMMISSION SCOLAIRE EASTERN TOWNSHIPS

TOTAL : 4

RA06 : MONTRÉAL

COMMISSION SCOLAIRE DE LA POINTE-DE-L'ÎLE
COMMISSION SCOLAIRE DE MONTRÉAL
COMMISSION SCOLAIRE ENGLISH-MONTRÉAL
COMMISSION SCOLAIRE LESTER-B.-PEARSON
COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS

TOTAL : 5

RA07 : OUTAOUAIS

COMMISSION SCOLAIRE AU COEUR-DES-VALLÉES
COMMISSION SCOLAIRE DES DRAVEURS
COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS
COMMISSION SCOLAIRE DES PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS
COMMISSION SCOLAIRE WESTERN QUÉBEC

TOTAL : 5

RA08 : Abitibi

Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois
Commission scolaire de Rouyn-Noranda
Commission scolaire du Lac-Abitibi
Commission scolaire du Lac-Témiscamingue
Commission scolaire Harricana

Total : 5

RA09 : Côte-Nord

Commission scolaire de la Moyenne-Côte-Nord
Commission scolaire de l'Estuaire
Commission scolaire du Fer
Commission scolaire du Littoral

Total : 4

RA10 : Nord-du-Québec

Commission scolaire de la Baie-James

Total : 1

RA11 : Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine

Commission scolaire des Chic-Chocs
Commission scolaire des Îles
Commission scolaire Eastern Shores
Commission scolaire René-Lévesque

Total : 4

RA12 : Chaudière-Appalaches

Commission scolaire de la Beauce-Etchemin
Commission scolaire de la Côte-du-Sud
Commission scolaire des Appalaches
Commission scolaire des Navigateurs

Total : 4

RA13 : Laval

Commission scolaire de Laval
Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier

Total : 2

RA14 : Lanaudière

Commission scolaire des Affluents
Commission scolaire des Samares

Total : 2

RA15 : Laurentides

Commission scolaire de la Rivière-du-Nord
Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles
Commission scolaire des Laurentides
Commission scolaire Pierre-Neveu

Total : 4

RA16 : MONTÉRÉGIE

COMMISSION SCOLAIRE DE LA VALLÉE-DES-TISSERANDS
COMMISSION SCOLAIRE DE SAINT-HYACINTHE
COMMISSION SCOLAIRE DE SOREL-TRACY
COMMISSION SCOLAIRE DES GRANDES-SEIGNEURIES
COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES
COMMISSION SCOLAIRE DES PATRIOTES
COMMISSION SCOLAIRE DES TROIS-LACS
COMMISSION SCOLAIRE DU VAL-DES-CERFS
COMMISSION SCOLAIRE MARIE-VICTORIN
COMMISSION SCOLAIRE NEW FRONTIERS
COMMISSION SCOLAIRE RIVERSIDE

TOTAL : 11

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

COMMISSION SCOLAIRE DE LA RIVERAINE
COMMISSION SCOLAIRE DES BOIS-FRANCS
COMMISSION SCOLAIRE DES CHÊNES

TOTAL : 3

ÉDUCATION - UNIVERSITÉS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI

TOTAL : 1

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI

TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
TÉLÉ-UNIVERSITÉ
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC (SIÈGE SOCIAL)
UNIVERSITÉ LAVAL

TOTAL : 5

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE

UNIVERSITÉ BISHOP'S
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE
ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES DE MONTRÉAL
ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL
UNIVERSITÉ CONCORDIA
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
UNIVERSITÉ MCGILL

TOTAL : 7

RA07 : OUTAOUAIS

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

TOTAL : 1

ÉDUCATION – ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS PRIMAIRES-SECONDAIRES

RA03 : QUÉBEC

COLLÈGE JÉSUS-MARIE DE SILLERY
COLLÈGE SAINT-CHARLES-GARNIER
SÉMINAIRE SAINT-FRANÇOIS

TOTAL : 3

RA05 : ESTRIE

SÉMINAIRE DE SHERBROOKE

TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

ACADÉMIE SOLOMON SCHECHTER
COLLÈGE CHARLEMAGNE INC.
COLLÈGE INTERNATIONAL MARIE DE FRANCE
COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF
COLLÈGE MONT-SAINT-LOUIS
COLLÈGE NOTRE-DAME
COLLÈGE REGINA ASSUMPTA
COLLÈGE SAINTE-MARCELLINE
COLLÈGE STANISLAS
ÉCOLE MARIE-CLARAC
ÉCOLE PETER HALL INC.
ÉCOLE SELWYN HOUSE
ÉCOLE VANGUARD QUÉBEC LTÉE
LES ÉCOLES JUIVES POPULAIRES ET LES ÉCOLES PERETZ
LOWER CANADA COLLEGE
TALMUD TORAHS UNIS DE MONTRÉAL INC.
VILLA MARIA

TOTAL : 17

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

COLLÈGE DE LÉVIS

TOTAL : 1

RA13 : LAVAL

COLLÈGE LAVAL

TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE

COLLÈGE DE L'ASSOMPTION
COLLÈGE SAINT-SACREMENT

TOTAL : 2

RA15 : LAURENTIDES

ACADÉMIE LAFONTAINE
ACADÉMIE SAINTE-THÉRÈSE

TOTAL : 2

RA16 : Montérégie

Collège Bourget
Collège Charles-Lemoyne
Collège Durocher Saint-Lambert
Collège Jean de la Mennais

Total : 4

Municipalités

RA01 : Bas-Saint-Laurent

Ville de Rimouski
Ville de Rivière-du-Loup

Total : 2

RA02 : Saguenay—Lac-Saint-Jean

Ville d'Alma
Ville de Saguenay

Total : 2

RA03 : Québec

Ville de Québec

Total : 1

RA04 : Mauricie—Bois-Francs

Ville de Shawinigan
Ville de Trois-Rivières

Total : 2

RA05 : Estrie

Ville de Magog
Ville de Sherbrooke

Total : 2

RA06 : Montréal

Ville de Beaconsfield
Ville de Côte-Saint-Luc
Ville de Dollard-des-Ormeaux
Ville de Dorval
Ville de Kirkland
Ville de Montréal
Ville de Mont-Royal
Ville de Pointe-Claire
Ville de Westmount

Total : 9

RA07 : Outaouais

Ville de Gatineau

Total : 1

RA08 : Abitibi

Ville d'Amos
Ville de Rouyn-Noranda
Ville de Val-d'Or

Total : 3

RA09 : CÔTE-NORD

VILLE DE BAIE-COMEAU
VILLE DE SEPT-ÎLES

TOTAL : 2

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

VILLE DE LÉVIS
VILLE DE SAINT-GEORGES
VILLE DE THETFORD MINES

TOTAL : 3

RA13 : LAVAL

VILLE DE LAVAL

TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE

VILLE DE JOLIETTE
VILLE DE MASCOUCHE
VILLE DE REPENTIGNY
VILLE DE TERREBONNE

TOTAL : 4

RA15 : LAURENTIDES

VILLE DE BLAINVILLE
VILLE DE BOISBRIAND
VILLE DE DEUX-MONTAGNES
VILLE DE MONT-LAURIER
VILLE DE SAINTE-THÉRÈSE
VILLE DE SAINT-EUSTACHE
VILLE DE SAINT-JÉRÔME

TOTAL : 7

RA16 : MONTÉRÉGIE

VILLE DE BOUCHERVILLE
VILLE DE BROSSARD
VILLE DE CHAMBLY
VILLE DE CHÂTEAUGUAY
VILLE DE GRANBY
VILLE DE LONGUEUIL
VILLE DE SAINT-BRUNO
VILLE DE SAINTE-JULIE
VILLE DE SAINT-HYACINTHE
VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
VILLE DE SAINT-LAMBERT
VILLE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
VILLE DE SOREL-TRACY
VILLE DE VAUDREUIL-DORION

TOTAL : 14

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

VILLE DE DRUMMONDVILLE
VILLE DE VICTORIAVILLE

TOTAL : 2

RÉGIES INTERMUNICIPALES DE POLICE

RA15 : LAURENTIDES

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE

TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE RICHELIEU SAINT-LAURENT
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE ROUSSILLON

TOTAL : 2

SANTÉ – CENTRE DE SANTÉ

RA06 : MONTRÉAL

CLINIQUE COMMUNAUTAIRE DE POINTE-SAINT-CHARLES

TOTAL : 1

SANTÉ – CENTRES DE RÉADAPTATION

RA06 : MONTRÉAL

CENTRE D'ACCUEIL LE PROGRAMME DE PORTAGE INC.
VILLA MÉDICA INC.

TOTAL : 2

SANTÉ – CENTRES HOSPITALIERS

RA03 : QUÉBEC

CHU DE QUÉBEC
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE CARDIOLOGIE ET DE PNEUMOLOGIE DE QUÉBEC

TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

CENTRE HOSPITALIER DE L'ASSOMPTION (ST-GEORGES DE BEAUCE) INC.
CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE
CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL
HÔPITAL MARIE-CLARAC DES SOEURS DE CHARITÉ DE STE-MARIE (1995) INC.
HÔPITAL SHRINERS POUR ENFANTS (QUÉBEC) INC.
INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL
INSTITUT PHILIPPE-PINEL DE MONTRÉAL

TOTAL : 8

SANTÉ – CISSS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT

TOTAL : 1

RA07 : OUTAOUAIS

CISSS DE L'OUTAOUAIS

TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI

CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

TOTAL : 1

RA09 : CÔTE-NORD

CISSS DE LA CÔTE-NORD

TOTAL : 1

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

CISSS DE LA GASPÉSIE
CISSS DES ÎLES

TOTAL : 2

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES

TOTAL : 1

RA13 : LAVAL

CISSS DE LAVAL

TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE

CISSS DE LANAUDIÈRE

TOTAL : 1

RA15 : LAURENTIDES

CISSS DES LAURENTIDES

TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE

CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST
CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE
CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST

TOTAL : 3

SANTÉ – CIUSSS

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

CIUSSS DU SAGUENAY - LAC-ST-JEAN

TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC

CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE

TOTAL : 1

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC

TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE

CIUSSS DE L'ESTRIE-CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SHERBROOKE

TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL

TOTAL : 5

SANTÉ – - CLSC - CHSLD

RA03 : QUÉBEC

CENTRE D'HÉBERGEMENT ST-JEAN-EUDES INC.
JARDINS DU HAUT SAINT-LAURENT (1992) INC.

TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

C.H.S.L.D. BAYVIEW INC.
CENTRE D'HÉBERGEMENT DE LA MAISON-SAINT-JOSEPH INC.
CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE GOUIN INC.
RÉSIDENCE LE CITADIN
CENTRE LE CARDINAL INC.
CHÂTEAU WESTMOUNT INC.
CHSLD BOURGET INC.
CHSLD CHANOINE-AUDET
CHSLD PROVIDENCE NOTRE-DAME DE LOURDES INC.
GROUPE CHAMPLAIN INC.
GROUPE ROY SANTÉ INC.
PAVILLON STE-MARIE INC.
RÉSIDENCE ANGELICA
RÉSIDENCE BERTHIAUME-DU TREMBLAY
VIGI SANTÉ LTÉE

TOTAL : 15

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CENTRE D'ACCUEIL SAINT-JOSEPH DE LÉVIS INC.

TOTAL : 1

RA13 : LAVAL

CHSLD AGE3 INC.
MANOIR ST-PATRICE INC.
SANTÉ COURVILLE INC.

TOTAL : 3

RA14 : LANAUDIÈRE

CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE HEATHER INC.
CHSLD DE LA CÔTE BOISÉE INC.

TOTAL : 2

RA15 : LAURENTIDES

VILLA SOLEIL

TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE

CHSLD ARGYLE INC

TOTAL : 1

SANTÉ – CSSS

RA10 : NORD-DU-QUÉBEC

CENTRE RÉGIONAL DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-JAMES

TOTAL : 1

SOCIÉTÉS DE TRANSPORT

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DU SAGUENAY

TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LÉVIS
RÉSEAU DE TRANSPORT DE LA CAPITALE

TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE SHERBROOKE
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE TROIS-RIVIÈRES

TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL

TOTAL : 1

RA13 : LAVAL

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LAVAL

TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE

RÉSEAU DE TRANSPORT DE LONGUEUIL

TOTAL : 1

SOCIÉTÉS D'ÉTAT

RA03 : QUÉBEC

AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC
AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS
CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC
CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE DU QUÉBEC
INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC
MUSÉE DE LA CIVILISATION
MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES TRAVERSIERS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

TOTAL : 10

RA06 : MONTRÉAL

AGENCE MÉTROPOLITAINE DE TRANSPORT
BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC
CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC
COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
CORPORATION D'URGENCES-SANTÉ DE LA RÉGION MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN
HÉMA-QUÉBEC
HYDRO-QUÉBEC
INVESTISSEMENT QUÉBEC
RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES (SODEC)
SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL
SOCIÉTÉ DE TÉLÉDIFFUSION DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES LOTERIES DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL
SOQUIJ

TOTAL : 16

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

TOTAL : 1

SÛRETÉ DU QUÉBEC

RA06 : MONTRÉAL

QUARTIER GÉNÉRAL - SÛRETÉ DU QUÉBEC

TOTAL : 1

GRAND TOTAL : 330

LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS

ÉTAT DÉTAILLÉ DE LA SITUATION

IL Y A **330** ORGANISMES PUBLICS VISÉS PAR LA LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS. DE CE NOMBRE, **61** SE RETROUVENT DANS LE RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (RSSS), QUI A FAIT L'OBJET D'UNE IMPORTANTE RESTRUCTURATION NÉCESSITANT LE DÉVELOPPEMENT D'UNE NOUVELLE STRATÉGIE D'IMPLANTATION DES PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN COLLABORATION ÉTROITE AVEC LE RÉSEAU.

TOUS LES POURCENTAGES ONT ÉTÉ ARRONDIS

	AU 28 FÉVRIER 2019	TOTAL DES ORGANISMES		COMMISSIONS SCOLAIRES		INSTITUTIONS ENSEIGNEMENT PRIVÉES PRIM-SEC		ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS		CÉGEPS		UNIVERSITÉS		SOCIÉTÉS D'ÉTAT		MUNICIPALITÉS		SOCIÉTÉS DE TRANSPORT		RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE		SÛRETÉ DU QUÉBEC		RSSS	
	TOTAL	330		70		31		7		48		19		27		55		8		3		1		61	
POUR LES CINQ GROUPES VISÉS	**PHASES**	**NBRE**	**%**	**NBRE**	**%**	**NBRE**	**%**	**NBRE**	**%**	**NBRE**	**%**	**NBRE**	**%**	**NBRE**	**%**	**NBRE**	**%**	**NBRE**	**%**	**NBRE**	**%**	**NBRE**	**%**	**NBRE**	**%**
	ANALYSE DES EFFECTIFS																								
	ÉVALUATION DE L'ANALYSE DES EFFECTIFS																								
	DÉTERMINATION DE LA SOUS-REPRÉSENTATION																								
	ÉLABORATION DU PROGRAMME	**2**	**0.6%**															2	25%						
	ÉVALUATION DU RAPPORT D'ÉLABORATION																								
	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION (1RE PÉRIODE DE TROIS ANS)	**2**	**0.6%**			2	6%																		
	IMPLANTATION DU PROGRAMME (1RE PÉRIODE DE TROIS ANS)	**69**	**20.9%**					1	14%					3	11%	1	2%			3	100%			61	100%
	ÉVALUATION DU RAPPORT D'IMPLANTATION (1RE PÉRIODE DE TROIS ANS)																								
	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION (2E PÉRIODE DE TROIS ANS)																								
	IMPLANTATION DU PROGRAMME (2E PÉRIODE DE TROIS ANS)	**186**	**56.4%**			29	94%	6	86%	48	100%	19	100%	24	89%	54	98%	6	75%						
	ÉVALUATION DU RAPPORT D'IMPLANTATION (2E PÉRIODE DE TROIS ANS)	**17**	**5.2%**	16	23%																	1	100%		
	IMPLANTATION DU PROGRAMME (3E PÉRIODE DE TROIS ANS)	**54**	**16.4%**	54	77%																				

P.126 ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN VUE DE SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENTS PRIVÉS AU PROBLÈME DE LA DISCRIMINATION RACIALE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA COMMISSION DISPOSE DU DÉPLIANT « DROIT AU LOGEMENT SANS DISCRIMINATION » QUI EST DISPONIBLE POUR LE PUBLIC ET DONT L'INFORMATION EST ACCESSIBLE SUR SON SITE WEB.

EN 2018-2019, LA COMMISSION A OFFERT 6 SÉANCES DE FORMATION SUR LE THÈME « LES DROITS DE LA PERSONNE EN MATIÈRE DE LOGEMENT » ET A EFFECTUÉ 10 PROJETS DE COOPÉRATION AVEC DES PARTENAIRES SUR LES THÈMES DU LOGEMENT ET DE LA DISCRIMINATION RACIALE.

LE PROCESSUS DE TRAITEMENT DES PLAINTES DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE PRÉVOIT DES ACTIONS CONCRÈTES AFIN DE FAVORISER LA PROTECTION DES DROITS DES PERSONNES QUI FONT UNE DÉMARCHE AUPRÈS D'ELLE EN MATIÈRE DE LOGEMENT.

AINSI, L'ÉTAPE DE L'ÉVALUATION ASSURE UN TRAITEMENT PARTICULIER AUX DOSSIERS EN MATIÈRE DE LOGEMENT. DÈS LA RÉCEPTION DU DOSSIER, LE CONSEILLER OU LA CONSEILLÈRE À L'ÉVALUATION COMMUNIQUE AVEC LA PERSONNE PLAIGNANTE POUR SAVOIR SI L'OBTENTION DU LOGEMENT REFUSÉ EST EN LITIGE. SI OUI, LE PROFESSIONNEL COMMUNIQUERA DÈS LORS AVEC LE PROPRIÉTAIRE POUR L'INFORMER DE LA PLAINTE, LUI EXPLIQUER CE QU'EST UN REFUS DISCRIMINATOIRE, ET VÉRIFIER SI LE LOGEMENT CONVOITÉ EST TOUJOURS DISPONIBLE.

SI TEL EST LE CAS, LE CONSEILLER À L'ÉVALUATION TENTERA PAR SES INTERVENTIONS D'AMENER UNE RÉSOLUTION RAPIDE DU DOSSIER. LES PARTIES PEUVENT AUSSI ÊTRE RÉFÉRÉES AU SERVICE GRATUIT DE MÉDIATION DE LA COMMISSION POUR TENTER DE TROUVER UN TERRAIN D'ENTENTE ENTRE ELLES.

CES INTERVENTIONS SONT DE NATURE À SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES AUX SITUATIONS DE DISCRIMINATION, PLUS PARTICULIÈREMENT LA DISCRIMINATION RACIALE OU ENCORE CELLE FONDÉE SUR LE HANDICAP, ET DE RAPPELER LEURS OBLIGATIONS QUANT À LA LOCATION D'UN LOGEMENT.

ENTRE LE 1ER AVRIL 2018 ET LE 28 FÉVRIER 2019, 56 NOUVELLES PLAINTES DANS LE SECTEUR DU LOGEMENT ONT MENÉ À L'OUVERTURE D'UN DOSSIER D'ENQUÊTE, SOIT 9 % DE TOUTES LES NOUVELLES PLAINTES REÇUES. PARMI CE NOMBRE, 20 PLAINTES SONT BASÉES SUR LES MOTIFS DE DISCRIMINATION COMBINÉS DE LA RACE, COULEUR ET ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE, SOIT 36 % DES PLAINTES REÇUES DANS LE SECTEUR DU LOGEMENT.

P.127 NOMBRE ET NATURE DES CAS TRAITÉS ET DES PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION EN 2018-2019. NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI PAR ELLE-MÊME.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DEMANDES D'INTERVENTION EN JEUNESSE

MOTIFS D'INSATISFACTION	2018-2019
COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES	98
DÉCISION PRISE DANS L'INTÉRÊT DE L'ENFANT	80
DPJ	0
ENTENT PROVISOIRE	0
ÊTRE ENTENDU, INFORMÉ ET ACCOMPAGNÉ	9
ÉVALUATION ET ORIENTATION	14
EXCLUSIVITÉ DES RESPONSABILITÉS	1
LSJPA COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES	0
LSJPA SERVICES SOCIAUX	0
MESURES DISCIPLINAIRES EN CENTRE DE RÉADAPTATION	2
MILIEU SUBSTITUT	11
ORDONNANCE	32
SERVICES SOCIAUX*	66
SIGNALEMENT	35
STABILITÉ DES LIENS ET DES CONDITIONS DE VIE	10
NON PRÉCISÉ	11
TOTAL	**369**

* INCLUANT LES SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES D'ÉDUCATION

LE NOMBRE DE DEMANDES D'INTERVENTION EN DATE DU 28 FÉVRIER 2019 EST DE 369 DEMANDES, COMPARATIVEMENT À 398 EN 2017-2018. IL S'AGIT D'UNE DIMINUTION DE 7 %. LES SITUATIONS POUR LESQUELLES LA COMMISSION A ÉTÉ LE PLUS SOUVENT INTERPELLÉE SONT CELLES CONCERNANT LE RESPECT DU DROIT À DES COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES (27 %), SUIVIES DE CELLES REMETTANT EN QUESTION LA PRISE EN COMPTE DU MEILLEUR INTÉRÊT DE L'ENFANT DANS LES DÉCISIONS LE CONCERNANT (22 %) ET CELLES AYANT TRAIT AUX SERVICES OFFERTS EN LIEN AVEC LES BESOINS DE L'ENFANT ET DE SES PARENTS (18 %).

DEMANDES D'ENQUÊTE JEUNESSE

RÉGION ADMINISTRATIVE	2018-2019
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	13
BAS-SAINT-LAURENT	3
CAPITALE-NATIONALE	30
CHAUDIÈRE-APPALACHES	8
CÔTE-NORD	8
ESTRIE	16
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	7
LANAUDIÈRE	16
LAURENTIDES	35
LAVAL	7
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	40
MONTÉRÉGIE	51
MONTRÉAL	63
NORD-DU-QUÉBEC	13

RÉGION ADMINISTRATIVE	2018-2019
OUTAOUAIS	27
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	26
NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	6
TOTAL DEMANDES D'ENQUÊTE JEUNESSE	**369**

LES DONNÉES RELATIVES AUX DEMANDES D'ENQUÊTES SELON LA RÉGION, EN DATE DU 28 FÉVRIER 2019, PERMETTENT DE CONSTATER QUE LES RÉGIONS POUR LESQUELLES IL Y A EU LE PLUS DE DEMANDES D'INTERVENTION SONT MONTRÉAL (17 %) ET LA MONTÉRÉGIE (14 %). SOULIGNONS QUE LE NOMBRE DE DEMANDES PROVENANT DE LA MONTÉRÉGIE A AUGMENTÉ DE 11 % ALORS QUE CELUI DE LA RÉGION DE MONTRÉAL A DIMINUÉ D'AUTANT.

DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE

RÉGION ADMINISTRATIVE	2018-2019
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	11
BAS-SAINT-LAURENT	3
CAPITALE-NATIONALE	22
CHAUDIÈRE-APPALACHES	6
CÔTE-NORD	5
ESTRIE	12
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	7
LANAUDIÈRE	14
LAURENTIDES	27
LAVAL	7
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	28
MONTÉRÉGIE	46
MONTRÉAL	46
NORD-DU-QUÉBEC	12
OUTAOUAIS	21
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	17
NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	2
TOTAL DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE	**286**

LES DONNÉES PERMETTENT DE CONSTATER UNE BAISSE DE 5 % DU NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS EN JEUNESSE EN DATE DU 28 FÉVRIER 2019. DES 369 DEMANDES REÇUES, 286 ONT ÉTÉ DIRIGÉES VERS LE PROCESSUS D'ENQUÊTE, CE QUI REPRÉSENTE UN TAUX DE RECEVABILITÉ DE 77,5 %.

DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE

RÉGION ADMINISTRATIVE	2018-2019
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	5
BAS-SAINT-LAURENT	3
CAPITALE-NATIONALE	19
CHAUDIÈRE-APPALACHES	5
CÔTE-NORD	6
ESTRIE	13
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	4
LANAUDIÈRE	18
LAURENTIDES	35
LAVAL	9
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	32
MONTÉRÉGIE	37
MONTRÉAL	49
NORD-DU-QUÉBEC	16
OUTAOUAIS	23
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	23
TOTAL DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE	**297**

ENTRE LE 1ER AVRIL 2018 ET LE 28 FÉVRIER 2019, 297 DOSSIERS ONT ÉTÉ FERMÉS, CE QUI CONSTITUE UNE HAUSSE DE 0,7 % PAR RAPPORT À L'ANNÉE 2017-2018.

LE NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI DE SA PROPRE INITIATIVE EST DE 6.

P.128 LISTE DES PLAINTES QUI ONT DÉJÀ FAIT L'OBJET DE RECOMMANDATIONS PAR LA COMMISSION AUPRÈS DES MINISTÈRES EN 2018-2019.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DANS UN DOSSIER

LE 12 AVRIL 2018, LA COMMISSION PREND ACTE DES MESURES ENTREPRISES, PAR LA MINISTRE DÉLÉGUÉE, NOTAMMENT DE LA PARTICIPATION DU MSSS AU DOCUMENT « *INTERVENIR AUPRÈS DE GROUPES SECTAIRES OU DE COMMUNAUTÉS FERMÉES : S'OUTILLER POUR PROTÉGER LES ENFANTS* » TOUT EN CONSTATANT, QUE LA RECOMMANDATION FAITE EN JUILLET 2015, AINSI QUE LES 16 JUIN 2016 ET 28 DÉCEMBRE 2017, DANS LE PRÉSENT DOSSIER, CONCERNANT LA CONCEPTION D'UN *GUIDE DES MEILLEURES PRATIQUES CLINIQUES ET ADMINISTRATIVES* À METTRE EN PLACE LORS DE L'INTERVENTION EN PROTECTION DE LA JEUNESSE AUPRÈS D'ENFANTS FAISANT PARTIE D'UN GROUPE SECTAIRE OU D'UNE COMMUNAUTÉ FERMÉE N'A PAS ÉTÉ SUIVIE.

LA COMMISSION RÉITÈRE À LA MINISTRE DÉLÉGUÉE, LES RECOMMANDATIONS QU'ELLE AVAIT ADRESSÉES EN JUILLET 2015, DANS LE CADRE DU DOSSIER DES ENFANTS DE LA COMMUNAUTÉ DE LEV TAHOR, AINSI QUE LES 16 JUIN 2016 ET 28 DÉCEMBRE 2017, DANS LE PRÉSENT DOSSIER ET ÉMET LES RECOMMANDATIONS SUIVANTES, SOIT DE :

FAIRE PARVENIR D'ICI LE 30 SEPTEMBRE 2018, LE *GUIDE DES MEILLEURES PRATIQUES CLINIQUES ET ADMINISTRATIVES* À METTRE EN PLACE LORS DE L'INTERVENTION EN PROTECTION DE LA JEUNESSE AUPRÈS D'ENFANTS FAISANT PARTIE D'UN GROUPE SECTAIRE OU D'UNE COMMUNAUTÉ FERMÉE.

FAIRE RAPPORT D'ICI LE 30 SEPTEMBRE 2018 DE L'AVANCEMENT DE LA FORMATION ÉLABORÉE PAR LE CISSS DES LAURENTIDES À L'INTENTION DES INTERVENANTS ŒUVRANT EN PROTECTION DE LA JEUNESSE ET APPELÉS À INTERVENIR AUPRÈS D'ENFANTS FAISANT PARTIE D'UN GROUPE SECTAIRE OU D'UNE COMMUNAUTÉ FERMÉE ET QUI SERA ACCESSIBLE À L'ENSEMBLE DES ÉTABLISSEMENTS.

FAIRE PARVENIR D'ICI LE 30 SEPTEMBRE 2018 *L'ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES D'ABUS SEXUELS, DE MAUVAIS TRAITEMENTS PHYSIQUES ET D'UNE ABSENCE DE SOINS MENAÇANT LEUR SANTÉ PHYSIQUE* RÉVISÉE AFIN QUE LE DPJ PUISSE INTERVENIR DE MANIÈRE ADÉQUATE AUPRÈS DES ENFANTS VIVANT DES SITUATIONS D'ABUS ET DE NÉGLIGENCE QUI METTENT EN CAUSE LEUR SANTÉ PHYSIQUE OU MENTALE À L'INTÉRIEUR D'UN GROUPE SECTAIRE OU D'UNE COMMUNAUTÉ FERMÉE; ET

L'INFORMER D'ICI LE 30 SEPTEMBRE 2018 DES MODALITÉS DE DIFFUSION DE L'ENSEMBLE DES MISES À JOUR À L'INTENTION DES INTERVENANTS DES DIFFÉRENTS MILIEUX SUSCEPTIBLES D'INTERVENIR AUPRÈS D'ENFANTS FAISANT PARTIE D'UN GROUPE SECTAIRE OU D'UNE COMMUNAUTÉ FERMÉE.

SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU 6 DÉCEMBRE 2018

LE MSSS A COLLABORÉ AUX TRAVAUX DE MADAME DEROCHER POUR ÉLABORER LE DOCUMENT *INTERVENIR AUPRÈS DES GROUPES SECTAIRES OU DE COMMUNAUTÉS FERMÉES: S'OUTILLER POUR PROTÉGER LES ENFANTS.* CET OUVRAGE ABORDANT LES CARACTÉRISTIQUES DES MILIEUX SECTAIRES, LES FORMES DE VICTIMISATION, LES DÉFIS EN LIEN AVEC L'INTERVENTION ET PROPOSANT UNE MEILLEURE INTERVENTION, IL CONSTITUE UN GUIDE DES MEILLEURES PRATIQUES ET RÉPOND, SELON LE MSSS, À LA RECOMMANDATION DE LA COMMISSION.

LE PROCESSUS DE FORMATION DES FORMATEURS EST ENCLENCHÉ. UNE PREMIÈRE SÉANCE DE FORMATION S'EST TENUE LES 26 ET 27 SEPTEMBRE 2018. UNE SECONDE RENCONTRE DE FORMATION DES FORMATEURS S'EST TENUE EN OCTOBRE 2018 POUR APPROFONDIR CERTAINS CONTENUS. LES FORMATIONS SERONT DISPONIBLES INCESSAMMENT SUR LE SITE « L'ENVIRONNEMENT NATIONAL D'APPRENTISSAGE » ET ACCESSIBLES À TOUS LES ÉTABLISSEMENTS DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX.

LE PROCESSUS DE CONSULTATION DES TRAVAUX DE MISE À JOUR DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE EST COMPLÉTÉ.

DES VALIDATIONS SONT EN COURS DANS LES DIFFÉRENTES DIRECTIONS DES AFFAIRES JURIDIQUES DES MINISTÈRES IMPLIQUÉS DANS L'ENTENTE. LA VERSION FINALE DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE RÉVISÉE DEVRAIT ÊTRE DISPONIBLE À LA FIN DE L'AUTOMNE 2018.

LE COMITÉ DES RESPONSABLES NATIONAUX À L'ENTENTE MULTISECTORIELLE, COMITÉ COMPOSÉ D'UN REPRÉSENTANT PAR MINISTÈRE CONCERNÉ ET DES ORGANISMES PARTENAIRES, EST À PRÉPARER UNE STRATÉGIE DE DIFFUSION POUR L'HIVER 2019. LE MSSS S'ENGAGE À TRANSMETTRE À LA COMMISSION COPIE DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE RÉVISÉE ET LE MATÉRIEL DE FORMATION DÈS QU'ILS SERONT FINALISÉS.

CONSIDÉRANT QUE LE DOCUMENT « *INTERVENIR AUPRÈS DES GROUPES SECTAIRES OU DE COMMUNAUTÉS FERMÉES: S'OUTILLER POUR PROTÉGER LES ENFANTS* » AUQUEL A COLLABORÉ LE MSSS CONSTITUE, SELON CE DERNIER, UN GUIDE DES MEILLEURES PRATIQUES;

CONSIDÉRANT QUE LE DOCUMENT DE FORMATION EST RÉALISÉ ET QUE LA FORMATION DES FORMATEURS DES INTERVENANTS EN PROTECTION DE LA JEUNESSE EST COMPLÉTÉE;

CONSIDÉRANT QUE LA FORMATION DES INTERVENANTS EN PROTECTION DE LA JEUNESSE SERA SUR LE SITE DES FORMATIONS DU MSSS ET ACCESSIBLE À L'ENSEMBLE DES ÉTABLISSEMENTS DU RÉSEAU ;

CONSIDÉRANT QUE L'*ENTENTE MULTISECTORIELLE* EST RÉVISÉE ET EST ACTUELLEMENT DANS LA DERNIÈRE PHASE DES VÉRIFICATIONS AU NIVEAU JURIDIQUE;

CONSIDÉRANT QUE LA MINISTRE ESTIME QUE CE PROCESSUS SERA COMPLÉTÉ À LA FIN DE L'AUTOMNE 2018;

CONSIDÉRANT QUE LE MSSS S'ENGAGE À TRANSMETTRE À LA COMMISSION COPIE DE L'*ENTENTE MULTISECTORIELLE* RÉVISÉE AINSI QUE LE MATÉRIEL DE FORMATION DESTINÉ AUX INTERVENANTS DÈS QUE LES VÉRIFICATIONS JURIDIQUES SERONT COMPLÉTÉES;

CONSIDÉRANT QUE LE MSSS S'ENGAGE À PROCÉDER À LA DIFFUSION DE L'*ENTENTE MULTISECTORIELLE* RÉVISÉE AU COURS DE L'HIVER 2019;

CONSIDÉRANT QU'UN COMITÉ EST À ÉTABLIR LES MODES DE DIFFUSION;

CONSIDÉRANT QU'IL EST DÉJÀ ÉTABLI QUE LES COMITÉS RÉGIONAUX RECEVRONT À LA FOIS L'*ENTENTE MULTISECTORIELLE* ET LA FORMATION QUI Y EST INHÉRENTE EN PREMIER LIEU POUR DIFFUSION AU NIVEAU RÉGIONAL PAR LA SUITE;

POUR CES MOTIFS,

LA COMMISSION PREND ACTE DES ENGAGEMENTS DU MSSS, SE DÉCLARE SATISFAITE DU SUIVI DONNÉ À SES RECOMMANDATIONS ET MET FIN À SON INTERVENTION DANS CE DOSSIER.

DANS UN DOSSIER

LE 22 AOÛT 2017, LA COMMISSION ÉTAIT D'AVIS QUE L'ENQUÊTE CONCERNANT LES ENFANTS SIGNALÉS À LA DPJ DU CIUSSS DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN AVAIT MIS EN LUMIÈRE DES LACUNES ET DES MANQUEMENTS MAJEURS QUANT AUX PROCESSUS D'INTERVENTION ET DE PRISE DE DÉCISIONS, DE L'ENCADREMENT ET DE LA FORMATION DES INTERVENANTS, AINSI QUE DES OUTILS CLINIQUES DONT ILS DISPOSENT AFIN DE PARTICIPER À LA RÉALISATION DU MANDAT DE LA DPJ.

AU TERME DE SON ENQUÊTE, LA COMMISSION AVAIT ÉMIS VINGT-TROIS (23) RECOMMANDATIONS DONT LES SIX (6) SUIVANTES ADRESSÉES À LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA RÉADAPTATION, À LA PROTECTION DE LA JEUNESSE, À LA SANTÉ PUBLIQUE ET SAINES HABITUDES VIE :

SUIVIS DES RECOMMANDATIONS

TROIS DES SIX RECOMMANDATIONS AYANT ÉTÉ MISES EN ŒUVRE, LES TROIS RECOMMANDATIONS SUIVANTES ONT ÉTÉ L'OBJET DE CE SUIVI AUPRÈS DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE:

RECOMMANDATION NO 1

CONSIDÉRANT QUE :

DES NORMES DOIVENT ÊTRE SUIVIES PAR LES INTERVENANTS EN PROTECTION DE LA JEUNESSE DU QUÉBEC RELATIVEMENT À LA RÉTENTION ET LE TRAITEMENT DES SIGNALEMENTS, AINSI QU'AU COURS DE L'ÉVALUATION DES SITUATIONS ET DE L'ORIENTATION DES ENFANTS CONCERNÉS. CELLES-CI SE RETROUVENT NOTAMMENT DANS LES DOCUMENTS SUIVANTS :

- LES PROTOCOLES : RÉCEPTION ET TRAITEMENT DES SIGNALEMENTS, ÉVALUATION ET ORIENTATION : SUITE AU RAPPORT SUR L'ANALYSE DES ACTIVITÉS DE RÉCEPTION ET DE TRAITEMENT DES SIGNALEMENTS, ET D'ÉVALUATION ET D'ORIENTATION EN PROTECTION DE LA JEUNESSE (RAPPORT HARVEY), ÉLABORÉS EN 1988;
- LES ORIENTATIONS RELATIVES AUX STANDARDS D'ACCÈS, DE CONTINUITÉ, DE QUALITÉ, D'EFFICACITÉ ET D'EFFICIENCE, PRÉVUES DANS L'OFFRE DE SERVICE 2007-2012 DU PROGRAMME SERVICES JEUNES EN DIFFICULTÉ ;
- LE MANUEL DE RÉFÉRENCE SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE RÉVISÉ EN 2010 ;
- LES INDICATEURS DE GESTION EN SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX INCLUS DANS LE PLAN STRATÉGIQUE DU MSSS 2015-2020.

DES ÉCARTS EXISTENT ENTRE LES NORMES PROPOSÉES ET L'ÉVOLUTION DES STANDARDS PRATIQUES, ET LE RESPECT DE LA LOI EN MATIÈRE DE PROTECTION DE LA JEUNESSE.

LA COMMISSION SOUHAITE QUE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE STATUE ET L'INFORME, AU PLUS TARD LE 1ER NOVEMBRE 2017, DES NORMES DEVANT ÊTRE SUIVIES PAR LES INTERVENANTS RELATIVEMENT À LA RÉTENTION ET LE TRAITEMENT DES SIGNALEMENTS, AINSI QU'AU COURS DE L'ÉVALUATION DES SITUATIONS ET DE L'ORIENTATION DES ENFANTS CONCERNÉS.

LE 1ER MARS 2018, EN SUIVI DE CETTE RECOMMANDATION, LA COMMISSION DEMANDE QU'UNE VERSION RÉVISÉE DES *ORIENTATIONS RELATIVES AUX STANDARDS D'ACCÈS, DE CONTINUITÉ, DE QUALITÉ, D'EFFICACITÉ ET D'EFFICIENCE* SOIT TRANSMISE À LA COMMISSION D'ICI LE 17 SEPTEMBRE 2018.

DANS UNE LETTRE ADRESSÉE À LA COMMISSION LE 26 SEPTEMBRE 2018, IL EST RÉITÉRÉ QUE LE MINISTÈRE ENTEND DONNER SUITE À LA RECOMMANDATION DE REVOIR SES ORIENTATIONS. CONTRAIREMENT À L'ENGAGEMENT PRIS PAR LA MINISTRE DÉLÉGUÉE LE 8 NOVEMBRE 2017 DE RÉVISER CES ORIENTATIONS EN 2018, ON N'INDIQUE NI QUAND CES TRAVAUX DOIVENT S'AMORCER, NI MÊME QUAND LE COMITÉ DE TRAVAIL SERA MIS SUR PIED.

CONSIDÉRANT QUE LA RECOMMANDATION N'EST PAS SUIVIE;

CONSIDÉRANT QUE LES ORIENTATIONS MINISTÉRIELLES ÉMISES EN 2007 DOIVENT ÊTRE REVUES SANS DÉLAI, LES DÉFIS ACTUELS DES DIRECTEURS ET DIRECTRICES DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ÉTANT BIEN DIFFÉRENTS DE CE QU'ILS ÉTAIENT, LES ENFANTS VULNÉRABLES DEVANT ÊTRE ÉVALUÉS ET PRIS EN CHARGE ÉTANT BEAUCOUP PLUS NOMBREUX, LEURS PROBLÉMATIQUES BEAUCOUP PLUS LOURDES ET COMPLEXES;

POUR CES MOTIFS,

LA COMMISSION RÉITÈRE, AUPRÈS CETTE FOIS, DU NOUVEAU MINISTRE DÉLÉGUÉ À LA SANTÉ ET AUX SERVICES SOCIAUX, LE SOUHAIT QUE CE DERNIER STATUE ET L'INFORME, AU PLUS TARD DANS LES 3 MOIS DE LA RÉCEPTION DE LA PRÉSENTE RECOMMANDATION (6 JUIN 2019), DES NORMES DEVANT ÊTRE SUIVIES PAR LES INTERVENANTS RELATIVEMENT À LA RÉTENTION ET LE TRAITEMENT DES SIGNALEMENTS, AINSI QU'AU COURS DE L'ÉVALUATION DES SITUATIONS ET DE L'ORIENTATION DES ENFANTS CONCERNÉS.

RECOMMANDATION NO 5

CONSIDÉRANT QUE :

LE SSP EST UN OUTIL CLINIQUE QUE TOUS LES INTERVENANTS RTS, AINSI QU'À L'ÉVALUATION ONT L'OBLIGATION DE COMPLÉTER ;

LE SSP A ÉTÉ CRÉÉ EN 2001 ET SA DERNIÈRE MISE À JOUR DATE DU 2 SEPTEMBRE 2013 ;

L'ENQUÊTE A PERMIS D'IDENTIFIER CERTAINES DIFFICULTÉS DÉCOULANT DU SYSTÈME, NOTAMMENT EN NE PERMETTANT PAS DE METTRE EN CORRÉLATION DIFFÉRENTS FAITS DANS LE CADRE DE L'ANALYSE DE LA SITUATION D'UN ENFANT.

LA COMMISSION RECOMMANDE À LA MINISTRE DÉLÉGUÉE DE PROCÉDER À LA RÉVISION DE L'OUTIL SSP, AFIN QUE CELUI-CI SOIT CONFORME AUX PRINCIPES RECONNUS DANS LA LPJ ET ADAPTÉ À LA NOUVELLE RÉALITÉ DE LA PRATIQUE EN PROTECTION DE LA JEUNESSE ET DE FAIRE RAPPORT AUPRÈS DE LA COMMISSION, AU PLUS TARD LE 17 SEPTEMBRE 2018, DES MESURES MISES EN PLACE POUR DONNER SUITE À CETTE RECOMMANDATION ET DE LUI TRANSMETTRE UNE COPIE DE L'OUTIL SSP RÉVISÉ.

DANS UNE LETTRE ADRESSÉE À LA COMMISSION LE 26 SEPTEMBRE 2018, IL EST PRÉCISÉ QUE L'OUTIL SSP A ÉTÉ MIS À JOUR ET QU'ON A MANDATÉ LE CISSS LANAUDIÈRE POUR ANALYSER LE SSP EN LIEN AVEC LES ÉTAPES RTS ET ÉVALUATION DE LA PRATIQUE. UNE FOIS CETTE ANALYSE RÉALISÉE LE MSSS DISCUTERA AVEC L'ENSEMBLE DES CIUSSS. OR, AUCUN DÉLAI POUR CE FAIRE N'EST INDIQUÉ.

CONSIDÉRANT QUE L'OUTIL SSP A ÉTÉ MIS À JOUR LORS DE L'ADOPTION DES DERNIÈRES MODIFICATIONS À LA *LPJ* ET QUE LE CISSS LANAUDIÈRE A ÉTÉ MANDATÉ POUR ANALYSER LE SSP EN LIEN AVEC LES ÉTAPES RTS ET ÉVALUATION DE LA PRATIQUE;

CONSIDÉRANT QUE LE MSSS DISCUTERA AVEC L'ENSEMBLE DES CIUSSS UNE FOIS CETTE ANALYSE RÉALISÉE;

CONSIDÉRANT QUE LA RECOMMANDATION N'EST PAS SUIVIE;

POUR CES MOTIFS,

LA COMMISSION MAINTIENT LE DOSSIER OUVERT;

LA COMMISSION RAPPELLE LES OBJECTIFS DE LA RECOMMANDATION ET LES ERREURS MANIFESTES DU SYSTÈME RÉVÉLÉES PAR L'ENQUÊTE SOIT :

L'OUTIL DE SYSTÈME DE SUPPORT À LA PRATIQUE (CI-APRÈS : « SSP ») :

- IL S'AGIT D'UN OUTIL INFORMATISÉ ET NORMATIF APPLIQUÉ À L'ÉCHELLE PROVINCIALE. L'ENQUÊTE RÉVÈLE QU'IL EST MAL UTILISÉ PAR LES INTERVENANTS À L'ÉTAPE DE LA RTS ET À L'ÉVALUATION. DE PLUS, IL EST À PARFAIRE AFIN DE PERMETTRE AUX INTERVENANTS RTS PARTICULIÈREMENT D'OBTENIR UNE ANALYSE PLUS GLOBALE DE LA SITUATION DE L'ENFANT. LA COMMISSION NOTE QU'AUSSI IMPARFAIT QUE SOIT CET OUTIL, LES CONCLUSIONS OBTENUES LORS DE SON UTILISATION NE DOIVENT PAS SE SUBSTITUER AU JUGEMENT PROFESSIONNEL DES INTERVENANTS DE LA DPJ EN MATIÈRE DE RTS ET D'É/O.
- LE SSP EST UN OUTIL CLINIQUE QUE TOUS LES INTERVENANTS RTS, AINSI QU'À L'ÉVALUATION ONT L'OBLIGATION DE COMPLÉTER;
- LE SSP A ÉTÉ CRÉÉ EN 2001 ET SA DERNIÈRE MISE À JOUR DATE DU 2 SEPTEMBRE 2013;
- L'ENQUÊTE A PERMIS D'IDENTIFIER CERTAINES DIFFICULTÉS DÉCOULANT DU SYSTÈME, NOTAMMENT EN NE PERMETTANT PAS DE METTRE EN CORRÉLATION DIFFÉRENTS FAITS DANS LE CADRE DE L'ANALYSE DE LA SITUATION D'UN ENFANT;

LA COMMISSION DEMANDE AU MINISTRE DÉLÉGUÉ DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE FAIRE PART À LA COMMISSION DE L'ANALYSE RÉALISÉE PAR LE CISSS LANAUDIÈRE AINSI QUE DES DATES OÙ TELLE ANALYSE SERA SOUMISE AUX CISSS ET AUX CIUSSS DANS LES TROIS MOIS DE LA RÉCEPTION (6 JUIN 2019) DE LA PRÉSENTE RECOMMANDATION.

RECOMMANDATION NO 6

LA COMMISSION RECOMMANDE À LA MINISTRE DÉLÉGUÉE LA MISE EN PLACE D'UN MÉCANISME NÉCESSAIRE AU SEIN DES CISSS ET DES CIUSSS À TRAVERS LE QUÉBEC, VISANT LA CONCERTATION D'EXPERTS EN MALTRAITANCE, NOTAMMENT DANS LE DOMAINE DE LA

SANTÉ, EN LIEN AVEC LES SERVICES DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE EN MALTRAITANCE, NOTAMMENT DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ, EN LIEN AVEC LES SERVICES DE LA PROTECTION DE JEUNESSE.

DE FAIRE RAPPORT AUPRÈS DE LA COMMISSION, AU PLUS TARD LE 17 SEPTEMBRE 2018 DES MESURES MISES EN PLACE POUR DONNER SUITE À CETTE RECOMMANDATION.

CONSIDÉRANT QUE, DANS UNE LETTRE ADRESSÉE À LA COMMISSION LE 26 SEPTEMBRE 2018, LE MINISTÈRE INFORME QUE DES TRAVAUX VISANT À METTRE SUR PIED UN MÉCANISME DE CONCERTATION D'EXPERTS EN MALTRAITANCE DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ EN LIEN AVEC LES SERVICES DE PROTECTION DE LA JEUNESSE AURONT LIEUX À L'AUTOMNE 2018 ;

POUR CE MOTIF,

LA COMMISSION MAINTIENT LE DOSSIER OUVERT;

LA COMMISSION RECOMMANDE AU MINISTRE DÉLÉGUÉ DE L'INFORMER DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX ET DE LA FIN DES TRAVAUX, DU MÉCANISME DE CONCERTATION RETENU ET DES MODALITÉS DE SA MISE EN PLACE DANS LES TROIS MOIS DE LA RÉCEPTION (6 JUIN 2019) DE LA PRÉSENTE RECOMMANDAtion.

P.129 DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR 2018-2019.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LES PLAINTES EN JEUNESSE

	2018-2019 (28 FÉV.)
	TOTAL
NOMBRE DE PLAINTES JEUNESSE	369

ENTRE LE 1ER AVRIL 2018 ET LE 28 FÉVRIER 2019, LA COMMISSION A TRAITÉ UN TOTAL DE 369 DOSSIERS EN MATIÈRE JEUNESSE, CE QUI CONSTITUE UNE DIMINUTION DE 7 % PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS

	2018-2019 (28 FÉV.)
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS	286

NOUS CONSTATONS UNE BAISSE DE 5 % DU NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS EN JEUNESSE EN DATE DU 28 FÉVRIER 2019. DES 369 DEMANDES REÇUES, 286 ONT ÉTÉ DIRIGÉES VERS LE PROCESSUS D'ENQUÊTE, CE QUI REPRÉSENTE UN TAUX DE RECEVABILITÉ DE 77,5 %.

DOSSIERS FERMÉS

	2018-2019 (28 FÉV.)
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE FERMÉS	297

ENTRE LE 1ER AVRIL 2018 ET LE 28 FÉVRIER 2019, LA COMMISSION A FERMÉ 297 DOSSIERS, CE QUI REPRÉSENTE UNE HAUSSE DE 0,7 % PAR RAPPORT À L'ANNÉE DERNIÈRE À LA MÊME DATE.

DOSSIERS ACTIFS

	2018-2019 (28 FÉV.)
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE ACTIFS	96

EN DATE DU 28 FÉVRIER 2019, NOUS CONSTATONS UNE DIMINUTION DE 9 % DE NOS DOSSIERS ACTIFS, COMPARATIVEMENT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

LES DÉLAIS

	2018-2019 (28 FÉV.)
	TOTAL
DÉLAI DE TRAITEMENT DES DOSSIERS D'ENQUÊTE (EN JOURS)	107

CE RÉSULTAT PRÉSENTE UNE MOYENNE PONDÉRÉE : 16 DOSSIERS FERMÉS PAR DÉCISION AVEC UN DÉLAI MOYEN DE 654 JOURS; 277 DOSSIERS D'ENQUÊTES FERMÉS (1ERE ET 2E ÉTAPE) AVEC UN DÉLAI MOYEN DE 75 JOURS. ENTRE LE 1ER AVRIL 2018 ET LE 28 FÉVRIER 2019, LE DÉLAI DE TRAITEMENT GLOBAL S'ÉLÈVE À 107 JOURS, CE QUI REPRÉSENTE UNE AUGMENTATION DE 8 % PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

A. Les délais par étape

	2018-2019 (28 fév.)		
	Délai moyen attendu	**Délai moyen obtenu**	**Nb de dossiers**
Recevabilité	15	15	75
enquête 1ere étape	50 (35+15)	75	277
Enquête 2e étape	180 (130+50)	227	7
En suivi		1168	13

Ce tableau indique les délais par étape, pour tous les dossiers entre le 1er avril 2018 et le 28 février 2019. Précisons que certains dossiers inclus dans le calcul ne sont pas encore fermés. À la recevabilité, le délai moyen est de 15 jours, ce qui respecte le délai prescrit attendu.

À l'enquête étape 1, le délai de traitement moyen est de 75 jours, soit 25 jours de plus que le délai attendu de 50 jours. À l'étape 2 de l'enquête, le délai de traitement de 227 jours excède de 47 jours le délai attendu, sous réserve de la complexité ou l'envergure de certains dossiers. Ces écarts s'expliquent principalement par le haut taux de roulement du personnel de la direction responsable du traitement de ces dossiers.

B. Le délai moyen selon le type de motif de fermeture par le comité des enquêtes

	2018-2019 (28 fév.)
	Délai moyen en jours
Situation corrigée avec ou sans entente	864
Absence de preuve de lésion de droit	---
Délais moyen des dossiers traités et fermés par le comité d'enquêtes	**864**

Entre le 1er avril 2018 et le 28 février 2019, 47 rapports ont été déposés au Comité des enquêtes et étudiés par ce dernier, une augmentation de 104 % par rapport à l'an dernier. Parmi ces dossiers, 18 constituent un suivi des recommandations et 29 sont des rapports pour décision concernant une lésion de droit. Certains de ces dossiers sont encore actifs en date du 28 février 2019.

Les délais illustrés dans le tableau concernent 19 dossiers fermés par les membres du Comité des enquêtes, les membres étant satisfaits de la mise en œuvre des recommandations ou des mesures correctrices mises en place.

Il faut préciser qu'une fois la décision rendue par le comité des enquêtes, à l'étape du suivi de la mise en œuvre des recommandations par le mis en cause, le délai n'est plus sous la propre et seule autorité de la Commission.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIFS PERMANENTS 2018-2019	EFFECTIFS EN PLACE AU 27 FÉVRIER 2019 (POSTES OCCUPÉS)
PERSONNEL ENCADREMENT		
CADRE-CONSEIL	1	1
DIRECTEUR	5	5
DIRECTEUR ADJOINT	5	5
TOTAL	**11**	**11**
PERSONNEL PROFESSIONNEL		
ADJOINT À LA PRÉSIDENCE	1	1
AGENT D'INFORMATION	3	4
AGENT ÉDUCATION-COOPÉRATION	6	9
AGENTE DE LA GESTION FINANCIÈRE	1	1
ANALYSTE DE LA GESTION DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS	4	4
ANALYSTE EN INFORMATIQUE	5	5
CHERCHEUR	5	5
CONSEILLER À L'ÉVALUATION	6	7
CONSEILLER EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ	9	9
CONSEILLER EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	2	2
CONSEILLER JURIDIQUE	18	22
COORDONNATEUR	7	7
ENQUÊTEUR	22	28
MÉDIATEUR	4	4
TOTAL	**93**	**108**
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS		
AGENT DE BUREAU	0	2
AGENT DE BUREAU PRINCIPAL	7	8
BIBLIOTECHNICIEN	1	1
SECRÉTAIRE	3	3
TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	7	8
TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION PRINCIPAL	1	1
TECHNICIEN EN ADMINISTRATION	12	13
TECHNICIEN EN ADMINISTRATION PRINCIPAL	4	4
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE DE GESTION	1	3
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE DE GESTION PRINCIPAL	1	1
TECHNICIEN EN RECHERCHE	1	1
TECHNICIEN PRINCIPAL EN PERSONNEL	1	1
TOTAL	**39**	**46**
GRAND TOTAL	**143**	**165**

P.131 LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DE LA DIRECTION DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET DES CENTRES JEUNESSE. INDIQUER LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.

LA REPONSE A CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTERE DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX.

P.132 POUR CHAQUE ANNÉE, PAR RÉGION DU QUÉBEC, LA MOYENNE DE DOSSIERS DE PROTECTION DE LA JEUNESSE CONFIÉS À CHAQUE INTERVENANT, VENTILÉS SELON LE TYPE D'INTERVENTION (ÉVALUATION/APPLICATION DES MESURES).

LA REPONSE A CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTERE DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX.

P.133 POUR CHAQUE ANNÉE, PAR RÉGION DU QUÉBEC, À L'APPLICATION DES MESURES, LA MOYENNE DE RENCONTRES PAR MOIS ET/OU SEMAINE ET/OU ANNÉE AVEC L'ENFANT ET/OU SA FAMILLE AYANT UN SUIVI AVEC LA DPJ.

LA REPONSE A CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTERE DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX.

P.145 NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REMISES PAR L'UTILISATION DES RADARS PHOTO DEPUIS LEUR INSTALLATION (MONTANT DES AMENDES PERÇUES; VENTILATION PAR RADAR PHOTO).

MINISTÈRE

2018-2019

RADAR PHOTO	NOMBRE DE CONTRAVENTION[2]	MONTANT[3]
TOTAL FIXES[1]	106 569	15 205 361 $
TOTAL RADARS MOBILES[1]	8 741	1 574 012 $
TOTAL FEUX ROUGES[1]	3 284	555 466 $
TOTAL	**118 594**	**17 334 839 $**

1. RÉPARTITION DES RADARS, DU RÉSEAU ROUTIER DÉTERMINÉS PAR UN ARRÊTÉ MINISTÉRIEL :
   - ONZE RADARS FIXES VITESSE
   - VINGT-TROIS RADARS MOBILES OPÉRANT SUR 127 SITES (EXCLUANT LES ZONES SCOLAIRES ET LES CHANTIERS DE CONSTRUCTION)
   - DIX-SEPT RADARS FIXES FEUX ROUGES (DONT 8 FEUX ROUGES ET VITESSE)

2. LE NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REPRÉSENTE LE NOMBRE DE CONSTATS SIGNIFIÉS.

3. LE MONTANT TOTAL DES AMENDES, DES FRAIS DE CONSTAT ET DE LA CONTRIBUTION PÉNALE APPARAISSANT SUR LES CONSTATS AU 28 FÉVRIER 2019.

P.146 EN 2018-2019, IDENTIFIER LE NOMBRE, LE COÛT ET LA NATURE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES À DES GROUPES COMMUNAUTAIRES OU À D'AUTRES OBNL AYANT POUR BUT DE FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE. VENTILER PAR RÉGION ET PAR GROUPE OU OBNL.

MINISTÈRE

BUREAU DES AFFAIRES AUTOCHTONES
MONTANT TOTAL : 2 687 905$

SUBVENTIONS ACCORDÉES – 2018-2019		
RÉGION	**BÉNÉFICIAIRES**	**MONTANT ACCORDÉ**
CÔTE-NORD	REGROUPEMENT MAMIT INNUAT	70 000 $
QUÉBEC (TOUTE LA PROVINCE)	SERVICES PARAJUDICIAIRES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	1 371 600 $
NUNAVIK	SOCIÉTÉ MAKIVIK	300 000 $
LA TUQUE	CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	107 500 $
KAHNAWAKE	MOHAWKS OF KAHNAWAKE	52 500 $
AKWESASNE	MOHAWKS OF AKWESASNE	23 575 $
KAWAWACHIKAMACH	NATION NASKAPI DE KAWAWACHIKAMACH	22 500 $
OPITCIWAN	BANDE DES ATIKAMEKWS D'OPITCIWAN	27 730 $
KITIGAN ZIBI	KITIGAN ZIBI ANISHINABEG	35 000 $
MONTRÉAL	CENTRE DE JUSTICE DES PREMIERS PEUPLES DE MONTRÉAL	37 500 $
QUÉBEC (TOUTE LA PROVINCE)	FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	60 000 $
QUÉBEC (TOUTE LA PROVINCE)	REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONE DU QUÉBEC	95 000 $
VAL-D'OR	CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL-D'OR	70 000 $
QUÉBEC (TOUTE LA PROVINCE)	COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DES PREMIÈRES NATIONS DU QUÉBEC ET DU LABRADOR	215 000 $
BAIE JAMES ET CÔTE INTÉRIEURE	GOUVERNEMENT DE LA NATION CRIE	75 000 $
NATASHQUAN	CONSEIL DES MONTAGNAIS DE NATASHQUAN	25 000 $

PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE POUR FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE
MONTANT TOTAL : 471 500 $

SUBVENTIONS ACCORDÉES – 2018-2019		
RÉGION	**BÉNÉFICIAIRES**	**MONTANT ACCORDÉ**
MONTRÉAL	7 À NOUS	21 000 $
MONTRÉAL	INSTITUT PACIFIQUE	29 400 $
BAS-SAINT-LAURENT	JUSTICE ALTERNATIVE DE L'EST	15 000 $
MONTÉRÉGIE	JUSTICE ALTERNATIVE ET MÉDIATION (DE GRANBY)	10 000 $
MONTÉRÉGIE	JUSTICE ALTERNATIVE PIERRE-DE SAUREL	15 000 $
LAVAL	MESURES ALTERNATIVES JEUNESSE LAVAL	33 040 $
MONTRÉAL	MOUVEMENT ACTION-CHÔMAGE DE MONTRÉAL INC.	34 300 $
MAURICIE	RESSOURCES ALTERNATIVES MASKINONGÉ	15 000 $
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	ASSOCIATION CANADIENNE POUR LA SANTÉ MENTALE, SAGUENAY	17 500 $
MONTRÉAL	ACEF CENTRE DE MONTRÉAL (OPTION CONSOMMATEUR)	33 390 $
MONTRÉAL	CENTRE INTERLIGNE	17 500 $
MONTRÉAL	CLINIQUE NOVALEX	28 000 $
MONTRÉAL	COMITÉ DE LOGEMENT DE LA PETITE PATRIE INC.	34 440 $

Subventions accordées – 2018-2019		
Région	**Bénéficiaires**	**Montant accordé**
Montréal	Déclic, initiatives pour la formation et l'emploi des jeunes	17 500 $
Montréal	Juristes à domicile	17 150 $
Centre-du-Québec	Refuge La Piaule du Centre du Québec inc.	13 790 $
Capitale-Nationale	L'Autonhommie centre de ressources sur la condition masculine Québec inc.	21 980 $
Montréal	Carrefour aliénation parentale Québec	35 000 $
Mauricie	Centre Roland-Bertrand	28 000 $
Montréal	Clinique juridique du Mile-End	34 510 $

Financement à la mission de base des Centres de justice de proximité et des autres organismes
Montant total : 3 407 216 $

Subventions accordées – 2018-2019		
Région	**Bénéficiaires**	**Montant accordé**
Bas-Saint-Laurent	Centre de justice de proximité du Bas-Saint-Laurent	278 665 $
Capitale-Nationale	Centre de justice de proximité de Québec	452 124 $
Montréal	Centre de justice de proximité du Grand Montréal	454 184 $
Outaouais	Centre de justice de proximité de l'Outaouais	355 942 $
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Centre de justice de proximité Saguenay-Lac-Saint-Jean	321 886 $
Gaspésie-Îles-de-la-madeleine	centre de justice de proximité Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	296 907 $
Montérégie	centre de justice de proximité Montérégie	424 457 $
Côte-Nord	Centre de justice de proximité Côte-Nord	265 470 $
Mauricie	Centre de justice de proximité de la Mauricie	109 194 $
Nunavik	Centre de justice de proximité du Nunavik	398 387 $
montréal	éducaloi	50 000 $

P.147 NOMBRE DE DEMANDES DE PRESTATIONS PRÉSENTÉES EN VERTU DE LA *LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS*, INCLUANT LE RÉSULTAT DES DEMANDES ET LE MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2018-2019, PAR RÉGION. POUR CHAQUE CATÉGORIE DE PRESTATIONS, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ POUR CHAQUE SOUS-CATÉGORIE EN FAISANT LES DISTINCTIONS ENTRE LES DIVERS TYPES DE BÉNÉFICIAIRES, LE CAS ÉCHÉANT. FOURNIR LE TOTAL DES PRESTATIONS ET DES FRAIS D'ADMINISTRATION DE L'IVAC POUR CES MÊMES ANNÉES.

MINISTÈRE

LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC)
LES DONNÉES RELATIVES À LA LOI SUR L'IVAC SONT DISPONIBLES EN ANNÉE CIVILE SEULEMENT

RÉPARTITION DES DÉCISIONS RENDUES EN 2018 PAR RÉGION						
RÉGION	ACCEPTÉE	REJETÉE	DÉSISTEMENT	DÉSINTÉ-RESSEMENT	TOTAL	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	125	45			170	1,7 %
BAS-SAINT-LAURENT	212	60			272	2,8 %
CHAUDIÈRE-APPALACHES	418	109			527	5,4 %
CÔTE-NORD	62	16			78	0,8 %
ESTRIE	578	168			746	7,7 %
GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	50	22			72	0,7 %
LANAUDIÈRE	555	145			700	7,2 %
LAURENTIDES	679	137			816	8,4 %
LAVAL	261	60			321	3,3 %
LONGUEUIL	477	133			610	6,3 %
MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC	775	185			960	9,9 %
MONTRÉAL	1391	302			1 693	17,4 %
OUTAOUAIS	291	36			327	3,4 %
QUÉBEC	774	225			999	10,3 %
SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	251	51			302	3,1 %
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	257	54			311	3,2 %
VALLEYFIELD	201	47			248	2,6 %
YAMASKA	396	87			483	5,0 %
EXTÉRIEUR DU QUÉBEC AU CANADA	48	23			71	0,7 %
EXTÉRIEUR DU CANADA	17	0			17	0,2 %
TOTAL	**7 818**	**1 905**			**9 723**	**100 ,0 %**
POURCENTAGE	**80,4 %**	**19,6 %**			**100,0 %**	

NOMBRE DE DEMANDES REÇUES ET MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2018 PAR RÉGION

RÉGION	NOMBRE DE DEMANDES REÇUES EN 2018	PRESTATIONS VERSÉES EN 2018
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	157	2 560 300 $
BAS-SAINT-LAURENT	240	3 056 024 $
CHAUDIÈRE-APPALACHES	437	6 108 922 $
CÔTE-NORD	64	1 128 881 $
ESTRIE	691	6 070 592 $
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	66	1 988 978 $
LANAUDIÈRE	636	10 542 651 $
LAURENTIDES	772	10 956 777 $
LAVAL	300	4 315 249 $
LONGUEUIL	599	7 763 505 $
MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC	954	9 636 694 $
MONTRÉAL	1 569	22 421 166 $
OUTAOUAIS	324	4 755 728 $
QUÉBEC	788	11 856 218 $
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	265	2 911 013 $
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	317	3 765 894 $
VALLEYFIELD	238	3 925 700 $
YAMASKA	477	4 419 526 $
EXTÉRIEUR DU CANADA	14	654 631 $

Région	Nombre de demandes reçues en 2018	Prestations versées en 2018
Extérieur du Québec au Canada	61	1 904 819 $
TOTAL	**8 969**	**120 743 268 $**

Prestations versées et frais d'administration	
Types de prestations	**2018**
Assistance médicale	6 983 411 $
Réadaptation	15 663 419 $
Incapacité temporaire	51 670 012 $
Stabilisation sociale et économique	2 323 033 $
Allocations spéciales	66 488 $
Frais funéraires	201 258 $
Incapacité permanente des victimes et rentes aux personnes à charge	43 835 647 $
Total des prestations	**120 743 268 $**
Frais d'administration	17 314 037 $
Total	**138 057 304 $**

Détail	2018
Frais de psychothérapie victimes	11 651 347 $
Frais de psychothérapie proches	211 836 $

Versement des allocations spéciales et indemnités de décès pour 2018

	2018		
Type de bénéficiaire	**Nombre de dossiers allocation spéciale**	**Nombre de dossiers indemnités de décès**	**Montant total**
Enfant mineur	2		1 000 $
Enfant majeur	1		5 828 $
Parents enfant mineur	1	1	17 919 $
Mère enfant mineur	3	3	45 985 $
Père enfant mineur	2	2	23 974 $
Veuve avec enfant	2		11 621 $
Veuf avec enfant	1		5 850 $
Veuve sans enfant	1		4 196 $
TOTAL	**13**	**6**	**116 373 $**

Note : La colonne « Montant total » comprend les montants d'allocation spéciale, les indemnités de décès et les frais funéraires.

P.148 BILAN, AU 31 MARS 2019, DE L'IMPLANTATION DES CAVAC, INCLUANT LES BUDGETS ET L'EFFECTIF; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020. FOURNIR LES MONTANTS D'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉS AUX CAVAC ET LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020.

MINISTÈRE

LES BUDGETS ET LES EFFECTIFS 2018-2019

CAVAC	OUVERTURE	EFFECTIFS	BUDGET ($)
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	JUIN 2002	16	1 207 810 $
BAS-ST-LAURENT	FÉVRIER 1990	19	1 525 680 $
CENTRE DU QUÉBEC	AVRIL 2003	15	990 620 $
CÔTE-NORD	NOVEMBRE 2001	14	1 076 070 $
CRI	JANVIER 2008	4	475 701 $
ESTRIE	NOVEMBRE 1992	18,5	1 407 980 $
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	FÉVRIER 2003	10	742 940 $
LANAUDIÈRE	MARS 1998	19	1 484 370 $
LAURENTIDES	DÉCEMBRE 1992	17	1 169 060 $
LAVAL	MARS 1991	14	1 049 990 $
MAURICIE	FÉVRIER 1990	21	1 474 960 $
MONTÉRÉGIE	MARS 1990	26,5	2 077 710 $
MONTRÉAL**	NOVEMBRE 1998	41,5	3 513 310 $
NUNAVIK	OCTOBRE 2004	9	854 264 $
OUTAOUAIS*	NOVEMBRE 1989	19	1 464 650 $
QUÉBEC	JUIN 1988	26	1 981 290 $
SAGUENAY	JANVIER 1989	19,5	1 457 440 $

* LES SUBVENTIONS OCTROYÉES À CES ORGANISMES INCLUENT UN MONTANT PROVENANT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA POUR LA RÉALISATION DU PROJET FÉDÉRAL.

** LA SUBVENTION OCTROYÉE À CET ORGANISME INCLUT UN MONTANT PROVENANT DU SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE POUR LA RÉALISATION D'UN PROJET PILOTE EN LIEN AVEC LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2016-2021.

EFFECTIFS DES CAVAC ACCEPTÉS PAR LE BAVAC EN 2018-2019

CAVAC	DIRECTEURS	INTERVENANTS TEMPS PLEIN ET OCCASIONNELS	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1	15	16
BAS-ST-LAURENT	1	18	19
CENTRE DU QUÉBEC	1	14	15
CÔTE-NORD	1	13	14
CRI	1	3	4
ESTRIE	1	17,5	18,5
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1	9	10
LANAUDIÈRE	1	18	19
LAURENTIDES	1	16	17
LAVAL	1	13	14
MAURICIE	1	20	21
MONTÉRÉGIE	1	25,5	26,5
MONTRÉAL	1	40,5	41,5
NUNAVIK	1	8	9
OUTAOUAIS	1	18	19
QUÉBEC	1	25	26
SAGUENAY	1	18,5	19,5
TOTAL	**17**	**292**	**309**

P.149 BILAN DES SUBVENTIONS OCTROYÉES GRÂCE AU FAVAC POUR DES PROJETS SPÉCIAUX OU DES SERVICES RÉCURRENTS À DES ORGANISMES AUTRES QUE LES CAVAC. VENTILER PAR RÉGION ET EN FONCTION DU TYPE D'OBJET (PROJETS SPÉCIAUX OU SERVICES RÉCURRENTS).

MINISTÈRE

DESCRIPTION	2018-2019
SERVICES RÉCURRENTS	
PROVINCE DE QUÉBEC	
SOS VIOLENCE CONJUGALE	771 140 $
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES (PAR LE SACAIS) (FINANCEMENT DE BASE : 185 000 $ + PROJET FÉDÉRAL : 120 324 $)	305 324 $
CENTRE D'EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT	420 700 $
CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL	765 830 $
QUÉBEC & MONTRÉAL	
ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES (AFPAD)	195 000 $
CENTRE DE SERVICES DE JUSTICE RÉPARATRICE (CSJR)	83 000 $
SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE (SIAM) (BASE : 100 000 $ + FÉDÉRAL : 77 381 $)	177 381 $
ÉDUCALOI	50 000 $
SERVICES RÉCURRENTS – TOTAL PARTIEL	**2 768 375 $**
PROJETS SPÉCIAUX	
ALLIANCE GASPÉSIENNE DES MAISONS D'AIDE ET D'HÉBERGEMENT	84 103 $
ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES, AFPAD	67 818 $
ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES, AFPAD	38 152 $
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES	67 841 $
ASSOCIATION QUÉBÉCOISES DE DÉFENSE DES DROITS DES PERSONNES RETRAITÉES ET PRÉRETRAITÉES (A.Q.D.R) INC.	29 931 $
CALACS DE L'OUEST DE L'ÎLE	74 183 $
CALACS L'ESPOIR DES ÎLES	64 295 $
CENTRE DE PRÉVENTION ET D'INTERVENTION POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE	53 272 $
CENTRE D'EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT	91 580 $
CLINIQUE JURIDIQUE JURIPOP	49 500 $
CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	68 205 $
ESCALE CENTRE-VILLE (SECTEUR ST-FÉLICIEN)	25 000 $
FÉDÉRATION DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES DE L'ESTRIE	42 866 $
L'UNITÉ D'INTERVENTION MOBILE L'ANONYME INC.	96 739 $
MOHAWK COUNCIL OF KAHNAWAKE	80 147 $
ORDRE PROFESSIONNEL DES SEXOLOGUES DU QUÉBEC	49 750 $
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	111 134 $
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	99 867 $
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	168 317 $
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	107 000 $
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES	40 213 $
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES	48 903 $
UNIVERSITÉ LAVAL	75 192 $
PROJETS SPÉCIAUX – TOTAL PARTIEL	**1 750 000 $**
GRAND TOTAL	**4 518 375 $**

MINISTÈRE

À LA SUITE DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (RLRQ, C. A-13.2) EN JUIN 1988, LE BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (BAVAC) A ÉTÉ MIS SUR PIED AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE. LE FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (FAVAC) A ÉTÉ INSTITUÉ POUR ASSURER LE PAIEMENT DE TOUTE DÉPENSE NÉCESSAIRE À LA RÉALISATION DES FONCTIONS QUE CETTE LOI CONFIE AU BAVAC. LE FAVAC PERMET ÉGALEMENT D'ACCORDER UNE AIDE FINANCIÈRE À TOUTE PERSONNE OU ORGANISME QUI REMPLIT LES CONDITIONS DÉTERMINÉES PAR RÈGLEMENT, POUR FAVORISER, D'UNE PART, LE DÉVELOPPEMENT DE SERVICES D'AIDE AUX VICTIMES, NOTAMMENT POUR ASSURER L'IMPLANTATION ET LE MAINTIEN DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC) ET, D'AUTRE PART, POUR FAVORISER LA RECHERCHE SUR TOUTE QUESTION RELATIVE À L'AIDE AUX VICTIMES DE MÊME QUE LA RÉALISATION ET LA DIFFUSION DE PROGRAMMES D'INFORMATION, DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION. UN RÈGLEMENT SUR L'AIDE FINANCIÈRE A ÉTÉ ÉLABORÉ ET EST ENTRÉ EN VIGUEUR EN JANVIER 1989. CE RÈGLEMENT PRÉVOIT LES RENSEIGNEMENTS, LES DOCUMENTS QUE LES PERSONNES ET ORGANISMES DOIVENT FOURNIR POUR OBTENIR UNE AIDE FINANCIÈRE ET CERTAINES CONDITIONS QU'ILS DOIVENT RESPECTER.

LE FINANCEMENT DU FAVAC EST NOTAMMENT ASSURÉ PAR LES REVENUS PROVENANT DES SURAMENDES COMPENSATOIRES IMPOSÉES EN VERTU DU CODE CRIMINEL, DES SOMMES PROVENANT DU PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ ET, DEPUIS LE 1ER JUILLET 2003, DE LA PERCEPTION D'UN MONTANT DE 10 $ POUR CHAQUE CONTRAVENTION À UNE LOI DU QUÉBEC. LE FAVAC EST AFFECTÉ À L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, NOTAMMENT AUX CAVAC, À L'ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES (AFPAD), À L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES (AQPV), AU CENTRE D'EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT, À SOS VIOLENCE CONJUGALE, AU CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL, AU CENTRE DE SERVICES DE JUSTICE RÉPARATRICE, AU CENTRE DE SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE, À ÉDUCALOI, AUX CAMPAGNES DE SENSIBILISATION POUR CONTRER LA VIOLENCE CONJUGALE ET LES AGRESSIONS SEXUELLES ET À PLUSIEURS PROJETS DE RECHERCHE, ACTIVITÉS DE FORMATION ET DE SENSIBILISATION.

EFFECTIFS

POUR L'EXERCICE 2018-2019, LES EFFECTIFS AUTORISÉS DU BAVAC SONT 12 653 HEURES RÉMUNÉRÉES SOIT L'ÉQUIVALENT DE 6,9 ETC.

MANDAT

LE BAVAC A POUR MANDAT, CONFORMÉMENT À LA LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, DE FAVORISER LA PROMOTION DES DROITS DES VICTIMES RECONNUS PAR LA LOI ET DE VEILLER AU DÉVELOPPEMENT DES SERVICES D'AIDE AINSI QU'À LA CONCERTATION ET À LA COORDINATION DES ACTIONS DES PERSONNES, MINISTÈRES ET ORGANISMES QUI DISPENSENT DES SERVICES AUX VICTIMES. IL CONSEILLE ÉGALEMENT LA MINISTRE DE LA JUSTICE SUR TOUTE QUESTION RELATIVE À L'AIDE AUX VICTIMES ET FAVORISE L'IMPLANTATION ET LE MAINTIEN DES CAVAC SUR TOUT LE TERRITOIRE DU QUÉBEC, LE DÉVELOPPEMENT DE SERVICES SPÉCIALISÉS EN FOURNISSANT AUX ORGANISMES L'ASSISTANCE TECHNIQUE OU PROFESSIONNELLE REQUISE POUR LEUR ÉTABLISSEMENT ET LEUR FONCTIONNEMENT. LE BAVAC FAVORISE LA RÉALISATION ET LA DIFFUSION DE PROGRAMMES D'INFORMATION, DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION CONCERNANT LES DROITS ET LES BESOINS DES VICTIMES AINSI QUE LES SERVICES QUI LEUR SONT ACCESSIBLES ET EXERCE TOUTE AUTRE FONCTION QUE LUI CONFIE LA MINISTRE DE LA JUSTICE EN VUE DE FAVORISER L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS. LE BAVAC ASSURE ÉGALEMENT L'ADMINISTRATION DU FAVAC.

LES REPRÉSENTANTS DU BAVAC PARTICIPENT AUSSI À DES ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION, D'INFORMATION ET DE FORMATION PAR LE BIAIS DE CONFÉRENCES, D'ATELIERS ET DE SESSIONS DE TRAVAIL. ILS SIÈGENT ÉGALEMENT COMME MEMBRES À DIFFÉRENTS GROUPES DE TRAVAIL FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONCERNANT LES VICTIMES, AU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE, AU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU SECRÉTARIAT À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME ET AUX INITIATIVES SOCIALES (SACAIS), AU COMITÉ D'ÉLABORATION ET DE SUIVI DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES ET LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL POUR LUTTER CONTRE L'INTIMIDATION.

DE PLUS, LES REPRÉSENTANTS DU BAVAC FOURNISSENT L'ASSISTANCE TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE REQUISE POUR L'ÉTABLISSEMENT DES CAVAC ET POUR LEUR BON FONCTIONNEMENT. AINSI, LE BAVAC PRODUIT LA DOCUMENTATION NÉCESSAIRE, ORGANISE DES RENCONTRES AUXQUELLES SONT CONVIÉS LES DIRECTEURS ET DIRECTRICES DES CAVAC OU ENCORE DES REPRÉSENTANTS DE LEUR CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN PLUS D'ÉLABORER DES PROGRAMMES DE FORMATION ADAPTÉS AUX BESOINS DES INTERVENANTS.

LES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC)

MANDAT

LES CAVAC SONT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES À BUT NON LUCRATIF RECONNUS PAR LA MINISTRE DE LA JUSTICE POUR OFFRIR AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, À LEURS PROCHES AINSI QU'AUX TÉMOINS, DES SERVICES D'AIDE. L'AIDE DES CAVAC EST DISPONIBLE QUE L'AUTEUR DU CRIME SOIT OU NON IDENTIFIÉ, ARRÊTÉ, POURSUIVI OU RECONNU COUPABLE. LES CAVAC TRAVAILLENT EN COLLABORATION AVEC LES INTERVENANTS DU MILIEU JUDICIAIRE, DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES. L'INTERVENTION DES CAVAC AUPRÈS DES VICTIMES SE FAIT DANS LE RESPECT DE LEURS BESOINS ET À LEUR RYTHME. ELLE S'APPUIE SUR LA CAPACITÉ QU'ONT LES VICTIMES DE GÉRER LEUR PROPRE VIE ET DE PRENDRE LES DÉCISIONS QUI LES CONCERNENT.

LES CAVAC OFFRE DES SERVICES D'INTERVENTION POST-TRAUMATIQUE ET « PSYCHOSOCIOJUDICIAIRE », QUI CONSISTENT À ÉVALUER LES BESOINS ET LES RESSOURCES DE LA PERSONNE VICTIME D'UN ACTE CRIMINEL. À LA SUITE DE L'ÉVALUATION, UNE INTERVENTION EST OFFERTE DANS LE BUT DE RÉDUIRE LES CONSÉQUENCES DE LA VICTIMISATION ET DE PERMETTRE À LA PERSONNE

DE POURSUIVRE SON CHEMINEMENT. LE PERSONNEL DU CAVAC DISPENSE DE L'INFORMATION SUR LES DROITS ET LES RECOURS DE LA VICTIME D'UN ACTE CRIMINEL, AUSSI BIEN SUR LES GRANDES ÉTAPES DU PROCESSUS JUDICIAIRE, LE PROGRAMME D'INDEMNISATION DES VICTIMES, INFOVAC-PLUS, OU LES INDEMNITÉS AUXQUELLES ELLE PEUT AVOIR DROIT. LE PERSONNEL DU CAVAC OFFRE L'ASSISTANCE TECHNIQUE NÉCESSAIRE POUR QUE LA VICTIME PUISSE REMPLIR DIFFÉRENTS FORMULAIRES, ET POUR QU'ELLE SOIT EN MESURE DE RESPECTER LES FORMALITÉS INHÉRENTES À SA SITUATION. LE PERSONNEL DU CAVAC ACCOMPAGNE LA VICTIME DANS SES DÉMARCHES AUPRÈS DES RESSOURCES MÉDICALES ET COMMUNAUTAIRES, ET L'ACCOMPAGNE DANS L'APPAREIL JUDICIAIRE PENDANT TOUT LE CHEMINEMENT DU DOSSIER. LE PERSONNEL DU CAVAC ORIENTE LA VICTIME VERS DES SERVICES SPÉCIALISÉS TELS QUE LES RESSOURCES JURIDIQUES, MÉDICALES, SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES CAPABLES DE L'AIDER À RÉSOUDRE LES PROBLÈMES QU'ELLE DOIT AFFRONTER.

LES CAVAC SONT GÉRÉS PAR DES CONSEILS D'ADMINISTRATION COMPOSÉS DE REPRÉSENTANTS PROVENANT DE LA COMMUNAUTÉ ET DES RÉSEAUX PARTENAIRES. DANS CHACUN DES CAVAC, UNE DIRECTRICE OU UN DIRECTEUR ASSUME LE RECRUTEMENT, LA FORMATION ET L'ENCADREMENT DU PERSONNEL, DES STAGIAIRES ET DES BÉNÉVOLES SUR QUI REPOSE LA PRESTATION DES SERVICES. DEUX CAVAC SONT GÉRÉS RESPECTIVEMENT PAR UNE ADMINISTRATION RÉGIONALE ET UN GOUVERNEMENT, SOIT LE CAVAC DU NUNAVIK ET LE CAVAC CRI.

AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE AUX CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

LE FINANCEMENT DES CAVAC EST ASSURÉ PRINCIPALEMENT PAR LE FAVAC, LEQUEL EST ADMINISTRÉ PAR LE BAVAC. LORSQUE LA MINISTRE DE LA JUSTICE RECONNAÎT L'ORGANISME COMME UN CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC), LE FINANCEMENT EST RENOUVELÉ DANS LA MESURE OÙ L'ORGANISME SE CONFORME AUX EXIGENCES STIPULÉES DANS LA CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE SIGNÉE ANNUELLEMENT PAR LES PARTIES.

DIX-SEPT CAVAC SONT EN OPÉRATION : BAS-SAINT-LAURENT, SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN, CAPITALE-NATIONALE/ CHAUDIÈRE-APPALACHES, MAURICIE, ESTRIE, MONTRÉAL, OUTAOUAIS, ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, CÔTE-NORD, NUNAVIK, CRI, GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE, LAVAL, LANAUDIÈRE, LAURENTIDES, MONTÉRÉGIE, CENTRE-DU-QUÉBEC.

LE RAPPORT ANNUEL ET LES ÉTATS FINANCIERS DES CAVAC SONT DISPONIBLES SUR LEUR SITE INTERNET À L'EXCEPTION DU CAVAC DU NUNAVIK ET DU CAVAC CRI.

DÉVELOPPEMENT DE SERVICES D'AIDE AUX VICTIMES

DE PLUS, LE BAVAC TRAVAILLE AU DÉVELOPPEMENT DES SERVICES D'AIDE AUX VICTIMES, AU SEIN DU RÉSEAU DES CAVAC ET AILLEURS. EN VOICI QUELQUES EXEMPLES :

1. PROGRAMME DE RÉFÉRENCE POLICIÈRE

LE DÉPLOIEMENT DU PROGRAMME DE RÉFÉRENCE POLICIÈRE DU RÉSEAU DES CAVAC S'INSCRIT DANS UNE VOLONTÉ DE JOINDRE DAVANTAGE DE PERSONNES VICTIMES, ET CE, RAPIDEMENT APRÈS LA DÉNONCIATION D'UN ACTE CRIMINEL. CE PROGRAMME EST LE FRUIT DE PLUS DE 10 ANS DE PARTENARIAT ENTRE LES CAVAC ET LEURS PARTENAIRES POLICIERS.
LA RÉFÉRENCE POLICIÈRE JOUE UN RÔLE CLÉ POUR JOINDRE LES PERSONNES VICTIMES AFIN DE S'ASSURER QUE CES DERNIÈRES SOIENT INFORMÉES DE LEURS DROITS ET RECOURS AINSI QUE DES RESSOURCES DISPONIBLES POUR LES AIDER. LA RÉFÉRENCE POLICIÈRE PERMET DE JOINDRE LES PERSONNES VICTIMES DÈS LA DÉNONCIATION POLICIÈRE ET NE NÉCESSITE PAS DE DÉPÔT FORMEL D'ACCUSATIONS PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP).
LE CAVAC CONTACTE LA PERSONNE VICTIME ET LUI DONNE DES RENSEIGNEMENTS NÉCESSAIRES POUR L'AIDER À CHEMINER DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE, TELS QUE LEURS DROITS, LEURS RECOURS ET LES RESSOURCES DISPONIBLES. AU BESOIN, LA PERSONNE VICTIME PEUT ÊTRE RÉFÉRÉ VERS DES SERVICES COMPLÉMENTAIRES (EX. HÔPITAUX, ORGANISMES SPÉCIALISÉS, ETC.).

2. CELLULE D'INTERVENTION DE CRISE DES CAVAC

LA CELLULE D'INTERVENTION DE CRISE DES CAVAC EST NÉE EN 2016-2017, D'UNE COLLABORATION ENTRE LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DU CANADA. ELLE EST COMPOSÉE DE 37 INTERVENANTS ET 4 DIRECTRICES DE CAVAC PROVENANT DE L'ENSEMBLE DU QUÉBEC, À L'EXCEPTION DU CAVAC CRI ET DU CAVAC NUNAVIK. ELLE EST DÉCLENCHÉE, AU BESOIN, PAR LE BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (BAVAC) DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC.
LA CELLULE D'INTERVENTION DE CRISE PEUT INTERVENIR LORS D'ÉVÈNEMENTS TERRORISTES, DE FUSILLADES ET D'ÉVÈNEMENTS CRIMINELS FAISANT PLUSIEURS PERSONNES VICTIMES AINSI QUE LORS D'ÉVÈNEMENTS NON-CRIMINELS RÉSULTANT EN MULTIPLES PERSONNES TRAUMATISÉES, TELS QUE LES ÉVÈNEMENTS DE LAC-MÉGANTIC.
LA CELLULE D'INTERVENTION DE CRISE EST CONSTITUÉE DE TELLE FAÇON QUE, LORS D'UNE CRISE, LES INTERVENANTS PEUVENT SE MOBILISER DANS UN COURT DÉLAI POUR VENIR EN AIDE AUX STRUCTURES EN PLACE, AFIN D'OFFRIR DE L'INTERVENTION POST-TRAUMATIQUE RAPIDEMENT AUX PERSONNES TOUCHÉES. ELLE TRAVAILLE EN COMPLÉMENTARITÉ DES SERVICES OFFERTS PAR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET LA SÉCURITÉ CIVILE.

3. AGENTS DE LIAISON EN VIOLENCES SEXUELLES

LORS DU *FORUM SUR LES AGRESSIONS ET LE HARCÈLEMENT SEXUELS* LE 14 DÉCEMBRE 2017, L'AJOUT D'UN POSTE D'AGENT DE LIAISON EN VIOLENCES SEXUELLES DANS CHACUN DES CAVAC A ÉTÉ ANNONCÉ. CES AGENTS ONT LE MANDAT DE FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT D'UNE INTERVENTION CAVAC RÉGIONALE SPÉCIALISÉE, ADAPTÉE, ET CONCERTÉE EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES EN TENANT COMPTE DES RÉALITÉS RÉGIONALES AINSI QUE DE L'ORGANISATION DES SERVICES ET DU TRAVAIL DANS CHACUN DES CAVAC. LEURS PRINCIPALES TÂCHES SONT NOTAMMENT :

- INTERVENIR LOCALEMENT AUPRÈS DES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES FEMMES, HOMMES ET ENFANTS DANS LE RESPECT DE LA MISSION DU CAVAC;
- AGIR À TITRE DE PERSONNE-RESSOURCE SPÉCIALISÉE À L'INTÉRIEUR DU CAVAC EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES;

- Agir à titre de personne-ressource CAVAC pour les établissements d'enseignement supérieur en matière de violence sexuelle dans le cadre de la Stratégie d'intervention pour prévenir et contrer les violences à caractère sexuel en enseignement supérieur;
- Établir et consolider des ponts avec les différents organismes régionaux venant en aide aux personnes victimes de violences sexuelles notamment sur les tables de concertation;
- Veiller à ce que les personnes victimes de violences sexuelles soient satisfaites de leur expérience dans le processus judiciaire et formuler des recommandations au ministère de la Justice en ce sens.

4. Projet *Informer les intervenants et les personnes victimes des impacts de la Charte canadienne des droits des victimes*

Ce projet est né d'une collaboration entre l'Association québécoise Plaidoyer-victime, le ministère de la Justice du Québec et le gouvernement canadien. Il s'agit d'une formation adressée aux intervenants du système de justice, les procureurs des poursuites criminelles et pénales, les intervenants sociaux, etc. Les objectifs de la formation sont d'améliorer :

- Les connaissances des intervenants quant à la portée et aux limites de la Charte canadienne des droits des victimes;
- Les connaissances des intervenants quant aux modifications introduites dans le Code criminel et dans la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition lors de son adoption;
- La compréhension des principaux défis liés à la mise en œuvre de la Charte canadienne des droits des victimes.

P.151 NOMBRE DE POURSUITES, PAR RÉGION, INTENTÉES EN 2018-2019 PAR LE DPCP RELATIVEMENT À DES INFRACTIONS À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11), INCLUANT LE TABLEAU DES RÉSULTATS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
VENTILATION PAR ARTICLE

ARTICLE	NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES (CONSTATS D'INFRACTION DÉLIVRÉS)
45	1
51	8
52	24
57	2
58	5
63	2
139	1
140	1
21 R.9	1
TOTAL	**45**

ARTICLE 45 : AFFICHAGE PUBLIC DANS UNE AUTRE LANGUE QUE LE FRANÇAIS
ARTICLE 51 : INSCRIPTION SUR UN PRODUIT DANS UNE LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS
ARTICLE 52 : PUBLICATION SUR SITE WEB RÉDIGÉE DANS UNE LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS
ARTICLE 57 : FACTURE DANS UNE AUTRE LANGUE QUE LE FRANÇAIS
ARTICLE 58 : AFFICHAGE PUBLIC OU PUBLICITÉ COMMERCIALE DANS UNE AUTRE LANGUE QUE LE FRANÇAIS
ARTICLE 63 : AFFICHAGE DU NOM DE L'ENTREPRISE DANS UNE LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS
ARTICLE 139 : OMISSION DE TRANSMETTRE À L'OFFICE UNE ANALYSE DE SA SITUATION DANS LES 6 MOIS
ARTICLE 140 : N'A PAS REMIS LE PROGRAMME DE FRANCISATION
ARTICLE 21 R.9 : APPAREIL INSTALLÉ EN PERMANENCE EN LIEU PUBLIC DANS UNE AUTRE LANGUE QUE LE FRANÇAIS

SUIVI DES CONSTATS D'INFRACTION DÉLIVRÉS	
RÉSULTAT	**SOMME**
COUPABLE	11
PROCÈS	12
EXPÉDIÉ	17
EN ATTENTE DE SIGNIFICATION	2
PRÊT À TRANSFÉRER	1
DÉLAI PLAIDOYER/PAIEMENT	2
TOTAL	**45**

P.152 EN 2018-2019, NOMBRE DE CONTESTATIONS JUDICIAIRES VISANT LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11.) QUI ONT REQUIS UNE INTERVENTION DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDIQUER LA NATURE DE CES INTERVENTIONS, L'ÉTAPE OÙ EN EST CHACUNE DES CONTESTATIONS ET VENTILER CELLES-CI PAR ARTICLE.

MINISTÈRE

NOMBRE DE CONTESTATIONS JUDICIAIRES – LANGUE D'ENSEIGNEMENT : 10

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
1	2018 SAS-M-272392-1803	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AVIS DE FIN DE LITIGE - TAQ - 4 DÉCEMBRE 2018 ACCUSÉ RÉCEPTION – TAQ - 5 DÉCEMBRE 2018	ART. 81
2	2018 SAS-M-273186-1803	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION – TAQ – RENDUE LE 7 FÉVRIER 2019 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 73 (2°) DOSSIER ONTARIEN
3	2018 SAS-M-275802-1806	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION – TAQ – RENDUE LE 8 JANVIER 2019 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 81
4	2018 SAS-M-278498-1809	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION – TAQ – PRÉVUE LE 21 MARS 2019	ART. 81
5	2018 SAS-M-278770-1809	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 76 ET 73 (2°)
6	2018 SAS-M-278980-1809	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 81
7	2018 SAS-M-280660-1811	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 73 (2°)
8	2018 SAS-M-280670-1811	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 73 (2°)
9	2018 SAS-Q-237901-1811	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 73 (1°)
10	2019 SAS-M-283192-1902	DEMANDE AU TAQ D'EMPÊCHER LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DE VIOLER LA PROTECTION ET LA PROMOTION DU FRANÇAIS EN RÉDUISANT LE NOMBRE D'ÉLÈVES ET D'ÉCOLES AU QUÉBEC. LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR REFUSERAIT AUX ÉLÈVES ET AUX ÉCOLES LEUR LIBERTÉ D'ASSOCIATION	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 72 ET 73

P.153 MONTANT DES AMENDES RECUEILLIES EN VERTU DES DISPOSITIONS PÉNALES DE LA LOI R-20 AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET VENTILATION PAR INFRACTION.

MINISTÈRE

LA LOI R-20 EST LA LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET LA GESTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION.

INFRACTIONS À LA LOI R-20

	ANNÉE 2018-2019
NOMBRE DE CONSTATS ÉMIS	4 824
AMENDES (1)	2 663 741 $
FRAIS (2)	851 838 $
TOTAL AMENDES ET FRAIS	**3 515 579 $**
MONTANT PAYÉ (3)	1 401 488 $
PLAIDOYERS DE CULPABILITÉ	1 578
% PLAIDOYERS DE CULPABILITÉ	32,7 %

NOTES :

1. IL S'AGIT DE LA VALEUR DE L'AMENDE APPARAISSANT AUX CONSTATS D'INFRACTION.
2. IL S'AGIT DE LA VALEUR DES FRAIS APPARAISSANT AUX CONSTATS D'INFRACTION.
3. IL S'AGIT DE LA VALEUR DES AMENDES ET FRAIS QUI ONT ÉTÉ PAYÉS AU TERME DU DÉLAI DE 30 JOURS PRÉVU AU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. CE MONTANT N'INCLUT PAS LES MONTANTS D'AMENDE ET DE FRAIS IMPOSÉS AU TERME D'UNE DÉCISION DU TRIBUNAL.

P.154 LE DÉFICIT ACTUARIEL DU RÉGIME D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC) AU 31 MARS 2018 ET POUR CHACUNE DES DIX DERNIÈRES ANNÉES.

MINISTÈRE

LE RÉGIME N'EST PAS CAPITALISÉ ET LES DÉPENSES SONT PAYÉES À MÊME LE FONDS CONSOLIDÉ. L'ÉVALUATION EFFECTUÉE PAR L'IVAC EN 2013 INDIQUE QU'IL EN COÛTERAIT 803,5 M$ AU 31 DÉCEMBRE 2013 S'IL FALLAIT RACHETER L'ENSEMBLE DES RENTES.

P.155 LES PRESTATIONS DE TYPE « ALLOCATION SPÉCIALE » VERSÉES, EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, AU CONJOINT OU AUX PERSONNES À CHARGE EN CAS DE DÉCÈS DE LA VICTIME ET AUX PARENTS D'UN ENFANT MINEUR DÉCÉDÉ DES SUITES D'UN ACTE CRIMINEL, VENTILÉES SELON LE TYPE DE BÉNÉFICIAIRE.

MINISTÈRE

VERSEMENT DES ALLOCATIONS SPÉCIALES ET INDEMNITÉS DE DÉCÈS POUR 2018

	2018		
TYPE DE BÉNÉFICIAIRE	**NOMBRE DE DOSSIERS ALLOCATION SPÉCIALE**	**NOMBRE DE DOSSIERS INDEMNITÉS DE DÉCÈS**	**MONTANT TOTAL**
ENFANT MINEUR	2		1 000,00 $
ENFANT MAJEUR	1		5 828,25 $
PARENTS ENFANT MINEUR	1	1	17 919,00 $
MÈRE ENFANT MINEUR	3	3	45 985,00 $
PÈRE ENFANT MINEUR	2	2	23 974,00 $
VEUVE AVEC ENFANT	2		11 621,00 $
VEUF AVEC ENFANT	1		5 850,00 $
VEUVE SANS ENFANT	1		4 195,76 $
TOTAL	**13**	**6**	**116 373,01 $**

NOTE : LA COLONNE « MONTANT TOTAL » COMPREND LES MONTANTS D'ALLOCATION SPÉCIALE, LES INDEMNITÉS DE DÉCÈS ET LES FRAIS FUNÉRAIRES.

P.156 CONCERNANT LA LUTTE À LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, FOURNIR :

A. **UNE VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2018-2019; PRÉVISIONS POUR 2019-2020;**
B. **LE BILAN DES MESURES ENTREPRISES POUR VENIR EN AIDE AUX FEMMES ET AUX ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, ET POUR COMBATTRE CE PHÉNOMÈNE.**

MINISTÈRE

SOMMES INVESTIES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE

	2018-2019
SOS VIOLENCE CONJUGALE (MISSION GLOBALE)	771 140 $
RÉSEAU DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	10 206 733 $[1]
FRAIS DE LA LIGNE 1-800-VIOLENCE CONJUGALE	6 417,42 $[2]

[1] CE MONTANT EST BASÉ SUR LE POURCENTAGE DE LA CLIENTÈLE TOUCHÉE PAR UNE INFRACTION COMMISE DANS UN CONTEXTE CONJUGAL OU FAMILIAL. LE MONTANT FINAL SERA CONNU EN AVRIL 2019.

[2] CE MONTANT NE PEUT TOUTEFOIS DÉPASSER ANNUELLEMENT 10 000 $ ET EST INCLUS DANS LE MONTANT DE 771 140 $ OCTROYÉ À SOS VIOLENCE CONJUGALE.

- LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE SONT RESPONSABLES DE LA COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE ET D'AGRESSION SEXUELLE.

- LE QUATRIÈME PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL RATTACHÉ À LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE D'INTERVENTION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE A ÉTÉ RENDU PUBLIC LE 10 AOÛT 2018.

- UNE DOUZAINE DE MINISTÈRES ET ORGANISMES SONT RESPONSABLES DE LA MISE EN OEUVRE DES 56 ENGAGEMENTS INSCRITS DANS LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2018-2023 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE. LE NOUVEAU PLAN D'ACTION EST ORGANISÉ SELON 4 AXES, SOIT :

    - AXE 1 – PRÉVENTION, SENSIBILISATION ET INFORMATION
    - AXE 2 – DÉPISTAGE ET INTERVENTION PSYCHOSOCIALE
    - AXE 3 – INTERVENTION POLICIÈRE, JUDICIAIRE ET CORRECTIONNELLE
    - AXE 4 – PARTAGE DE L'EXPERTISE ET DÉVELOPPEMENT DES CONNAISSANCES

- PLUS PRÉCISÉMENT, AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, CE SONT 6 MESURES AUTOFINANCÉES QUI ONT ÉTÉ IDENTIFIÉES. COORDONNÉES PAR LA DIRECTION DE L'AIDE AUX VICTIMES ET DES MESURES D'ACCESSIBILITÉ (DAVMA), LEUR MISE EN OEUVRE A ÉTÉ ÉVALUÉE À 305 000 $ SUR 5 ANS. LES MESURES SONT LES SUIVANTES :

MESURE	MISE EN ŒUVRE AU 31 MARS 2019	INVESTISSEMENTS 2018-2019
PRODUIRE ET DIFFUSER DU MATÉRIEL DE SENSIBILISATION ET D'INFORMATION SUR LA VIOLENCE CONJUGALE POSTSÉPARATION	LA RÉALISATION DE CETTE MESURE EST PRÉVUE POUR L'ANNÉE 2019-2020.	0 $
FAVORISER L'ACCÈS ET LA MISE EN ŒUVRE DES ORDONNANCES DE PROTECTION EN MATIÈRE CIVILE	LA RÉALISATION DE CETTE MESURE EST PRÉVUE PRINCIPALEMENT POUR L'ANNÉE 2019-2020.	0 $
SENSIBILISER LES ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS DE L'ÉCOLE DU BARREAU À LA PROBLÉMATIQUE DE LA VIOLENCE CONJUGALE	LA RÉALISATION DE CETTE MESURE EST PRÉVUE POUR L'ANNÉE 2019-2020.	0 $
ÉTUDIER LA POSSIBILITÉ DE MODIFIER LE RÈGLEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE FAMILIALE EN Y AJOUTANT UNE OBLIGATION LÉGALE DE DIVULGUER TOUTE SITUATION OÙ UNE PARTIE FAIT L'OBJET DE CONDITIONS À L'ÉGARD DE L'AUTRE PARTIE	LES TRAVAUX SONT EN COURS AVEC LA COUR SUPÉRIEURE.	0 $
PRODUIRE ET DIFFUSER UNE TROUSSE D'INFORMATION PORTANT SUR LES DIVERS MÉCANISMES D'INTERVENTIONS CONCERTÉES VISANT À PRÉVENIR LES RISQUES D'HOMICIDES INTRAFAMILIAUX	LA RÉALISATION DE CETTE MESURE EST PRÉVUE POUR L'ANNÉE 2019-2020.	0 $
SOUTENIR DES ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION À LA VIOLENCE ENTRE PARTENAIRES INTIMES CHEZ LES PERSONNES LGBT	L'APPEL DE PROJET 2018-2019 DU PROGRAMME LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE A PERMIS LE FINANCEMENT DE DEUX PROJETS PROPOSÉS PAR DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES QUI ABORDERONT NOTAMMENT LA PROBLÉMATIQUE DE LA VIOLENCE CONJUGALE SU SEIN DES COUPLES DE MÊME SEXE.	40 000 $

- Parmi les mesures structurantes de ce plan d'action, soulignons les engagements du MJQ en matière de sensibilisation et d'information, tant pour les personnes victimes de violences conjugales que pour les intervenants du milieu judiciaire, de modification au règlement de la Cour supérieure du Québec en matière familiale en y ajoutant une obligation légale de divulguer toute situation où une partie fait l'objet de conditions à l'égard de l'autre partie et pour favoriser le recours aux ordonnances civiles de protection en contexte de violence conjugale.

Enfin, le plan d'action inclut de nombreux engagements pour les groupes plus vulnérables dans un contexte de violence conjugale : personnes âgées, personnes handicapées, personnes immigrantes ou issues des communautés culturelles, minorités sexuelles et hommes victimes.

ORGANISMES

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

L'intervention du DPCP dans ce domaine se fait en étroite collaboration avec les divers partenaires impliqués dans le traitement de cette problématique, comme en témoigne le dernier plan d'action gouvernementale en matière de violence conjugale 2018-2023, rendu public le 10 août 2018.

Des sommes sont prévues à compter de l'exercice 2019-2020.

Le DPCP est responsable de trois mesures du Plan d'action :

Action 32 : Adopter un programme de rencontre entre le procureur et la victime

La directive VIO-1 qui encadre le travail du procureur a été revue et publiée en novembre 2018. Elle prévoit la manière dont les dossiers de violence conjugale doivent être traités, en application de la Politique gouvernementale et conformément à l'orientation 16 du ministre de la Justice, et ce, afin d'encourager la dénonciation, favoriser la participation des victimes au processus judiciaire et préserver la confiance du public dans l'administration de la justice.

La directive VIO-1 prévoit dorénavant la tenue d'une rencontre entre le procureur responsable du dossier et la victime, et ce, dès que possible après le dépôt des accusations et dans tous les cas, avant le jour du témoignage de la victime. Cette rencontre vise à créer un lien de confiance avec le procureur, à favoriser la participation de la victime au processus judiciaire, et à atténuer ses craintes et accroître sa confiance dans l'administration de la justice.

Action 33 : Mettre en place un mécanisme de coordination pour favoriser l'uniformisation des pratiques de tous les procureurs

- nomination d'une coordonnatrice en matière de violence conjugale au Bureau de la directrice.
- Mise sur pied en mars 2018 d'une communauté de savoir au sein du DPCP regroupant des procureurs expérimentés issus de plusieurs districts judiciaires. Rencontres tenues en mars 2018 et novembre 2018.

Action 34 : Favoriser et prioriser le traitement judiciaire des dossiers de violence conjugale

- La directive VIO-1 prévoit spécifiquement que le procureur accorde la priorité aux dossiers de violence conjugale dans la fixation de dates de procès et fait valoir auprès du tribunal la nécessité de procéder dans les plus brefs délais, afin de maintenir la participation de la victime dans le processus judiciaire.
- Le procureur doit s'opposer à toute demande de remise qui paraît avoir pour but de retarder les procédures.
- La priorisation de ces dossiers vise à assurer un meilleur soutien aux victimes, à favoriser leur mobilisation et à maintenir les conditions de protection à leur égard.

Statistiques

Pour les cinq dernières années financières, **12 487 dossiers** ont été ouverts en moyenne annuellement pour l'ensemble du Québec (nombre de dossiers ouverts avec le Code STAT A). Pour cette même période, **28 dossiers** sont des accusations de meurtre commis dans un contexte de violence conjugale.

P.157 LES SOMMES IMPOSÉES PAR LES JUGES QUÉBÉCOIS À TITRE DE SURAMENDES COMPENSATOIRES EN VERTU DE L'ARTICLE 737 DU CODE CRIMINEL, PAR DISTRICT JUDICIAIRE ET PAR MOIS, POUR LES ANNÉES 2004 ET SUIVANTES JUSQU'AU 31 MARS 2019. INDIQUER LE NOMBRE DE SURAMENDES COMPENSATOIRES RÉCLAMÉES. INDIQUER S'IL S'AGIT D'UNE DÉCLARATION DE CULPABILITÉ SUR MISE EN ACCUSATION OU PAR PROCÉDURE SOMMAIRE.

MINISTÈRE

L'INFORMATION SELON LAQUELLE IL S'AGIT D'UNE DÉCLARATION DE CULPABILITÉ SUR MISE EN ACCUSATION OU PAR PROCÉDURE SOMMAIRE N'EST PAS DISPONIBLE.

LE TABLEAU CI-DESSOUS PRÉSENTE LE MONTANT ET LE NOMBRE DE SURAMENDES PAR DISTRICT JUDICIAIRE POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2018-2019.

Montant et nombre de suramende par district judiciaire et par mois
2018-2019

District	Valeurs	Mois Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Total général
ABITIBI	Montant peine	28 375 $	164 947 $	97 832 $	60 937 $	107 439 $	45 287 $	100 727 $	200 517 $	34 163 $	56 229 $	27 663 $	924 114 $
	Nombre de dossiers	102	735	455	277	490	196	436	879	152	285	134	4 141
ALMA	Montant peine	19 805 $	26 090 $	2 250 $	23 418 $	12 115 $	6 520 $	10 940 $	5 000 $	8 485 $	800 $	200 $	115 623 $
	Nombre de dossiers	79	108	10	76	55	28	49	22	51	4	1	483
ARTHABASKA	Montant peine	22 799 $	15 946 $	13 120 $	8 892 $	4 745 $	9 285 $	24 160 $	7 805 $	13 735 $	3 150 $		123 635 $
	Nombre de dossiers	136	88	63	52	28	52	142	43	67	19		690
BAIE-COMEAU	Montant peine	8 580 $	18 575 $	19 935 $	2 390 $	25 750 $	18 420 $	22 740 $	20 940 $	14 765 $	1 400 $	4 710 $	158 205 $
	Nombre de dossiers	38	59	80	11	80	61	67	60	39	7	21	523
BEAUCE	Montant peine	19 323 $	22 513 $	28 254 $	20 300 $	26 365 $	11 150 $	33 956 $	22 850 $	13 215 $			197 925 $
	Nombre de dossiers	67	89	122	85	100	53	137	93	60			806
BEAUHARNOIS	Montant peine	59 450 $	71 091 $	60 660 $	77 460 $	67 590 $	26 065 $	74 905 $	80 130 $	51 065 $	53 500 $	17 053 $	638 969 $
	Nombre de dossiers	262	333	264	388	332	124	335	360	208	254	73	2 933
BEDFORD	Montant peine	34 645 $	34 485 $	31 715 $	29 491 $	26 540 $	27 021 $	38 800 $	22 495 $	12 335 $	475 $	1 200 $	259 202 $
	Nombre de dossiers	169	157	159	140	140	140	194	127	54	3	6	1 289
BONAVENTURE	Montant peine	4 500 $	13 933 $	12 920 $	4 500 $	6 208 $	3 938 $	7 455 $	11 800 $	6 340 $			71 593 $
	Nombre de dossiers	25	59	57	17	22	23	31	48	30			312
CHARLEVOIX	Montant peine	1 490 $	1 600 $	4 760 $	7 135 $	1 500 $	3 715 $	11 175 $	2 800 $	4 500 $			38 675 $
	Nombre de dossiers	12	8	17	27	10	15	46	14	24			173
CHICOUTIMI	Montant peine	54 593 $	63 638 $	49 080 $	55 841 $	23 035 $	59 115 $	45 325 $	42 680 $	16 225 $	2 400 $		411 931 $
	Nombre de dossiers	210	263	219	228	96	260	193	187	76	10		1 742
DRUMMOND	Montant peine	21 325 $	20 370 $	10 255 $	28 565 $	27 375 $	24 435 $	26 170 $	23 270 $	14 890 $	90 $	200 $	196 945 $
	Nombre de dossiers	107	101	68	153	153	119	141	105	82	1	1	1 031
FRONTENAC	Montant peine	13 725 $	8 320 $	14 730 $	19 340 $	9 290 $	19 793 $	13 980 $	9 500 $	1 435 $	12 430 $		122 543 $
	Nombre de dossiers	70	36	67	54	37	82	69	48	11	62		536
GASPE	Montant peine	22 835 $	9 775 $	16 570 $	9 800 $	10 130 $	12 040 $	11 035 $	17 640 $	12 570 $	1 300 $	200 $	123 895 $
	Nombre de dossiers	79	41	79	37	36	54	45	72	46	4	1	494
GATINEAU	Montant peine	92 780 $	94 650 $	59 719 $	103 108 $	41 315 $	77 520 $	111 690 $	65 590 $	29 480 $	16 180 $	640 $	692 671 $
	Nombre de dossiers	423	476	289	576	211	380	513	338	130	89	4	3 429
IBERVILLE	Montant peine	36 770 $	13 070 $	31 978 $	33 535 $	18 550 $	21 360 $	20 670 $	25 240 $	15 335 $	1 400 $	1 800 $	219 708 $
	Nombre de dossiers	187	65	176	177	109	105	122	140	79	12	11	1 183
JOLIETTE	Montant peine	59 225 $	54 097 $	59 187 $	72 505 $	61 018 $	49 605 $	81 517 $	54 175 $	28 083 $	3 580 $		522 990 $
	Nombre de dossiers	247	256	254	335	228	194	321	241	126	15		2 217
KAMOURASKA	Montant peine	3 130 $	25 500 $	23 330 $	36 860 $	4 780 $	15 770 $	27 515 $	22 020 $	17 385 $	12 145 $	700 $	189 135 $
	Nombre de dossiers	17	106	97	129	26	64	111	98	61	62	1	772
LABELLE	Montant peine	29 515 $	9 677 $	16 120 $	17 255 $	11 350 $	20 049 $	25 695 $	12 390 $	9 315 $	300 $		151 666 $
	Nombre de dossiers	170	71	92	102	58	94	127	68	59	2		843
LAVAL	Montant peine	1 060 $	157 572 $	11 509 $	164 175 $	22 330 $		76 695 $	77 253 $	49 238 $	6 475 $		566 306 $
	Nombre de dossiers	6	633	59	680	108		384	373	262	40		2 545
LONGUEUIL	Montant peine	215 505 $	58 660 $	124 813 $	267 418 $	65 255 $	127 715 $	82 758 $	112 940 $	78 335 $	8 970 $	11 968 $	1 154 335 $
	Nombre de dossiers	936	249	572	821	356	560	371	570	360	38	38	4 871
MEGANTIC	Montant peine	1 945 $	1 745 $	4 745 $	6 280 $	1 223 $	2 415 $	5 873 $	1 660 $	2 080 $			27 965 $
	Nombre de dossiers	12	11	17	22	8	9	28	5	9			121
MINGAN	Montant peine	3 998 $	3 630 $	20 798 $	17 105 $	22 613 $	7 425 $	17 903 $	16 565 $	12 820 $	1 188 $	4 178 $	128 220 $
	Nombre de dossiers	24	13	110	84	130	39	109	73	74	8	20	684
MONTMAGNY	Montant peine	14 230 $	11 500 $	12 005 $	25 445 $	8 690 $	12 345 $	8 888 $	10 888 $	4 480 $			108 470 $
	Nombre de dossiers	48	46	41	76	34	43	45	47	21			401
MONTREAL	Montant peine	232 175 $	180 843 $	340 485 $	210 500 $	131 922 $	177 420 $	334 865 $	77 570 $	248 335 $	105 295 $	8 400 $	2 047 809 $
	Nombre de dossiers	989	785	1 480	938	625	875	1 435	328	1 108	482	34	9 079
PONTIAC	Montant peine	4 030 $	5 480 $	1 300 $	6 285 $	5 050 $	1 390 $	2 520 $	7 010 $	485 $	300 $		33 850 $
	Nombre de dossiers	16	22	4	18	22	5	9	23	4	2		125
QUEBEC	Montant peine	139 098 $	145 361 $	111 335 $	111 078 $	150 113 $	69 430 $	188 798 $	128 935 $	104 620 $	5 300 $	1 000 $	1 155 066 $
	Nombre de dossiers	623	675	483	507	608	306	849	559	489	19	2	5 120
RICHELIEU	Montant peine	12 420 $	24 610 $	20 585 $	13 205 $	19 275 $	17 790 $	16 815 $	18 960 $	11 285 $	2 100 $	200 $	157 245 $
	Nombre de dossiers	74	123	98	66	108	90	97	102	42	7	1	808
RIMOUSKI	Montant peine	28 365 $	24 860 $	41 460 $	10 965 $	9 570 $	19 670 $	36 505 $	20 695 $	26 530 $	10 000 $	4 235 $	232 855 $
	Nombre de dossiers	131	102	177	48	32	85	161	93	111	29	17	986
ROBERVAL	Montant peine	36 783 $	16 215 $	32 295 $	33 485 $	20 258 $	13 570 $	13 525 $	42 100 $	8 510 $	8 740 $	11 940 $	237 420 $
	Nombre de dossiers	158	62	159	134	106	60	59	183	52	36	46	1 055
ROUYN-NORANDA	Montant peine	12 030 $	9 555 $	8 385 $	10 327 $	6 992 $	2 710 $	17 970 $	1 710 $	10 985 $		400 $	81 063 $
	Nombre de dossiers	46	38	42	43	33	13	75	15	51		2	358
SAINT-FRANCOIS	Montant peine	50 780 $	68 588 $	70 150 $	51 920 $	36 278 $	72 938 $	27 800 $	95 910 $	46 170 $	7 100 $	400 $	528 033 $
	Nombre de dossiers	291	369	346	269	182	341	142	479	203	33	3	2 658
SAINT-HYACINTHE	Montant peine	33 745 $	25 630 $	40 968 $	28 750 $	27 135 $	33 295 $	22 675 $	52 196 $	21 285 $	4 835 $	10 465 $	300 978 $
	Nombre de dossiers	146	146	172	133	155	156	90	231	78	17	52	1 376
SAINT-MAURICE	Montant peine	19 183 $	30 765 $	28 252 $	17 105 $	18 010 $	19 137 $	20 275 $	20 213 $	7 043 $			179 982 $
	Nombre de dossiers	97	124	128	80	78	101	114	91	35			848
TEMISCAMINGUE	Montant peine	60 $	4 725 $	9 060 $		3 323 $	8 145 $	3 100 $	6 685 $	2 400 $			37 498 $
	Nombre de dossiers	1	22	25		9	27	15	21	9			129
TERREBONNE	Montant peine	83 488 $	132 093 $	56 303 $	113 523 $	100 325 $	82 618 $	118 143 $	79 033 $	52 655 $	600 $	20 $	818 799 $
	Nombre de dossiers	409	648	269	515	529	374	592	384	286	1	1	4 008
TROIS-RIVIERES	Montant peine	42 905 $	68 690 $	76 863 $	34 458 $	31 095 $	24 036 $	74 593 $	50 515 $	28 255 $	2 160 $	1 100 $	434 669 $
	Nombre de dossiers	181	280	310	153	132	100	290	205	124	12	2	1 789
Total Montant peine		**1 464 662 $**	**1 638 795 $**	**1 563 721 $**	**1 733 353 $**	**1 164 548 $**	**1 143 134 $**	**1 758 153 $**	**1 467 677 $**	**1 018 831 $**	**328 441 $**	**108 671 $**	**13 389 984 $**
Total Nombre de dossiers		**6 588**	**7 399**	**7 060**	**7 451**	**5 466**	**5 228**	**7 944**	**6 725**	**4 673**	**1 553**	**471**	**60 558**

P.158 BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI CONCERNANT LA MÉDIATION FAMILIALE ET POUR 2018-2019 :

A. NOMBRE DE COUPLES AYANT PARTICIPÉ AUX SÉANCES D'INFORMATION;
B. NOMBRE DE COUPLES AYANT OBTENU UNE DISPENSE;
C. NOMBRE DE COUPLES AYANT EU RECOURS À LA MÉDICATION FAMILIALE.

MINISTÈRE

STATISTIQUES EN MÉDIATION FAMILIALE

	2018-2019
NOMBRE DE COUPLES AYANT PARTICIPÉ AUX SÉANCES SUR LA PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE	
• NOMBRE DE SÉANCES	812
• NOMBRE DE PARTICIPANTS	7 990
EXEMPTION DE PARTICIPATION À LA SÉANCE D'INFORMATION SUR LA PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE EN RAISON DE VIOLENCE CONJUGALE	34
NOMBRE DE COUPLES AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION FAMILIALE	14 511

À NOTER QUE LES DONNÉES CORRESPONDENT AUX RAPPORTS DE MÉDIATION REÇUS AU SERVICE DE MÉDIATION FAMILIALE AVANT LE 28 FÉVRIER 2019.

P.159 POUR 2019-2020, NOMBRE D'INTERPRÈTES QUI ONT REÇU LEUR QUALIFICATION, CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES.

MINISTÈRE

PARMI LES 27 INTERPRÈTES QUI SONT SOUS CONTRATS AVEC LE MJQ, 12 INTERPRÈTES SONT QUALIFIÉES CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES.

P.160 EN DATE DU 31 MARS 2019, NOMBRE D'INTERPRÈTES QUI DÉTIENNENT LEUR QUALIFICATION CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES, VENTILÉ PAR NATION AUTOCHTONE.

MINISTÈRE

NOMBRE D'INTERPRÈTES AUTOCHTONES SOUS CONTRAT : **27**

- INUIT : 10
- CRIE : 5
- ATIKAMEK : 5
- INNUE : 3
- NASKAPIE ET INNUE : 1
- ALGONQUIN : 2
- NASKAPIE : 1

NOMBRE D'INTERPRÈTES AUTOCHTONES SOUS CONTRAT QUALIFIÉ : **12**

- INUIT : 9
- CRIE : 1
- INNUE : 2

P.161 POUR 2018-2019, NOMBRE DE SÉANCES D'EXAMENS ORGANISÉES POUR QUALIFIER DES INTERPRÈTES CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES.

MINISTÈRE

TROIS SÉANCES AU TOTAL DONT DEUX DANS LA RÉGION DE LA CÔTE-NORD (1 INNUE ET 1 NASKAPIE) ET UNE DANS LA RÉGION DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE-NORD-DU-QUÉBEC (1 INUKTITUK).

P.182 NOMBRE DE RENCONTRES ENTRE LA MINISTRE ET L'ORDRE DES INGÉNIEURS DEPUIS LE 18 OCTOBRE 2018.

UNE RENCONTRE A EU LIEU ENTRE LA MINISTRE ET L'ORDRE DES INGÉNIEURS DEPUIS LE 18 OCTOBRE 2018.